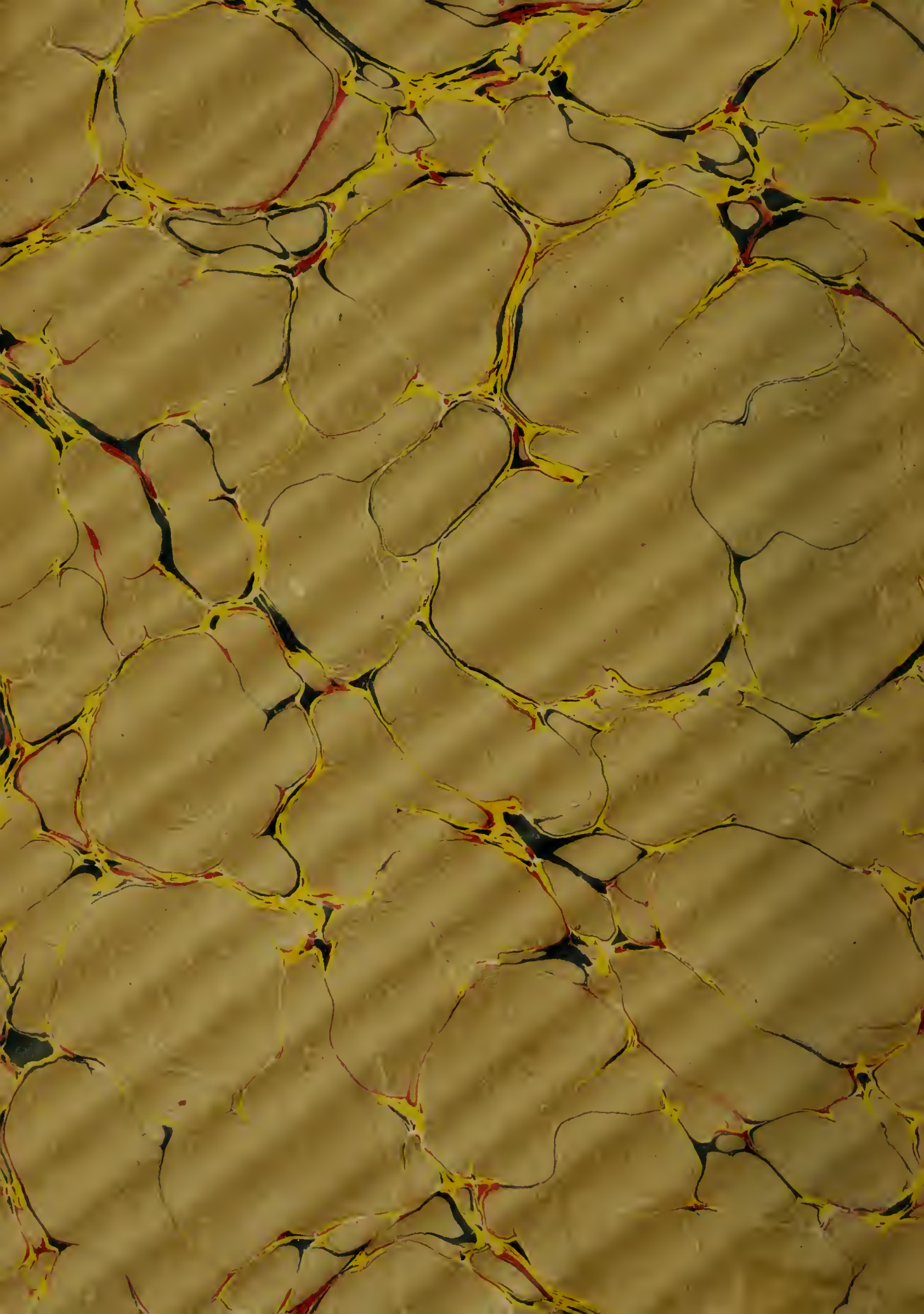




3 1761 04298 4690





EXTRAIT DES MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ÉDUENNE
(NOUVELLE SÉRIE).

CAHIERS
DES
PAROISSES & COMMUNAUTÉS
DE
BAILLIAGE D'AUTUN
POUR LES
ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789

SUIVIS DES CAHIERS DES TROIS ORDRES
ET D'UNE
ICONOGRAPHIE DES DÉPUTÉS DE SAONE-ET-LOIRE

Anote déplacés
PUBLIÉS PAR
A. DE CHARMASSE

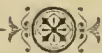
ET PRÉCÉDÉS

D'UNE INTRODUCTION

PAR

P. MONTARLOT

ANCIEN MAGISTRAT

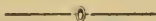


AUTUN

IMPRIMERIE DEJUSSIEU PÈRE ET FILS
1895

123886
2718112

INTRODUCTION



La Révolution française a été une tragédie vivement conduite. Les péripéties nées de l'implacable logique des faits s'y succèdent avec une étourdissante rapidité, et souvent un acte n'y prend pas plus de temps qu'un changement de décor. Au bruit des acclamations qui saluent la prise de la Bastille, l'ancien régime chancelle comme si le sol se dérobaît sous lui. Des droits féodaux vieux de dix siècles s'évanouissent en moins d'heures qu'il n'en aurait fallu pour brûler les parchemins qui les constataient. Noblesse, parlements, antiques divisions des provinces, établissements ecclésiastiques, système financier, corporations industrielles, tout s'écroule presque simultanément. Une dernière bourrasque emporte la royauté elle-même. C'est un effondrement prodigieux dont le passé n'offre pas d'exemple. Jamais si peu de mois n'ont vu consommer tant de ruines; jamais aussi, à travers les décombres et sous la poussière encore flottante des institutions tombées, on n'a vu monter plus vite les premières assises d'un nouvel état social.

L'étude des causes explique seule la soudaineté des effets. L'édifice ne s'est abîmé si brusquement que parce que ses fondations étaient depuis longtemps minées. Un miracle d'équilibre retenait encore debout sa majestueuse

façade ; mais elle était à la merci d'un coup de vent. Des documents irrécusables en font foi : ce sont les cahiers rédigés par les assemblées primaires en vue de la convocation des États généraux. Aucune lecture ne retrace avec une plus attachante vérité l'affaissement sénile du régime et le mouvement des esprits qu'attirait le mirage d'un autre horizon. On saisit là, toutes vibrantes, les idées qui fermentaient dans les cerveaux ; on sent battre les cœurs avec leurs sourdes colères et leurs généreuses espérances ; on touche du doigt les privilèges et les abus dont l'iniquité justifiait toutes les doléances ; on suit des yeux le travail de décomposition qui s'était lentement opéré dans l'organisme du royaume ; on entend craquer tous les rouages de la vieille machine gouvernementale, et, en même temps, comme par une fenêtre ouverte sur l'avenir, on voit poindre les réformes qui ont servi d'assiette à la société du dix-neuvième siècle. La chute de l'ancien régime, si subite, si foudroyante qu'elle ait été, cesse d'étonner ; mais en comparant les vœux formulés avec les résultats obtenus, on reconnaît que la concordance n'est pas toujours exacte. Parfois l'œuvre de la Révolution est restée en deçà des aspirations ; parfois elle en a méconnu le sens ou dépassé de beaucoup la portée.

Un grand nombre des réformes qui ont suivi l'ouverture des États généraux étaient réclamées par la nation tout entière, et de ce chef elle a reçu pleine satisfaction. D'autres ont été, sous divers prétextes, écartées ou indéfiniment ajournées. D'autres enfin n'avaient pas même été demandées ; elles n'entraient dans les desseins de personne, et cependant, par un enchaînement de fautes et d'erreurs, elles se sont réalisées comme si elles avaient répondu au vœu général. Le malaise dont nous souffrons toujours n'a pas d'autre cause. La France a été entraînée hors de ses voies par les mandataires auxquels elle s'était confiée, et cent ans ne lui ont pas suffi pour réparer les suites de leur imprévoyance.

Aussi l'analyse des cahiers du bailliage d'Autun nous laisse-t-elle une impression très complexe : une sincère reconnaissance pour les conquêtes bienfaisantes dont chacun de nous a recueilli sa part, un regret pour les réformes qui, justement demandées, sont encore attendues, une inquiétude persistante au sujet de celles qui n'étaient pas désirées et dont l'accomplissement a troublé si profondément la stabilité politique du pays.

I

ASSEMBLÉES PRIMAIRES.

Des lettres royales, datées à Versailles du 24 janvier 1789, ordonnèrent la convocation des États « libres et généraux » du royaume au lundi 27 avril. D'autres lettres du 7 février réglèrent cette convocation pour la Bourgogne. Adressées au gouverneur de la province, Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, elles furent transmises, le 21 janvier, aux baillis, avec injonction d'en exécuter les prescriptions et d'en envoyer copie aux lieutenants des bailliages secondaires.

Le 28 du même mois, le comte Ferdinand de Grammont, seigneur de Dracy-sous-Couches, Grangy, Noidan et autres lieux, grand bailli d'épée des bailliages d'Autun, Montcenis et Semur-en-Brionnais, rendit une ordonnance tendant à l'accomplissement de toutes les formalités indiquées. Par les soins de M^e François-Germain Guillemain du Pavillon, procureur du roi, les huissiers Nardin, Laborde, Grillot, Fouquet, Nectoux, et les sergents royaux Calin et Renault furent commis à l'effet de faire, dans l'étendue du bailliage d'Autun, les citations et sommations nécessaires.

En conséquence, « le sieur évêque d'Autun », les abbés, prieurs, curés de paroisses et bénéficiers quelconques, les chapitres et les communautés des deux sexes furent assignés à comparaître en personne ou par procureur à une assemblée préliminaire dont la date était fixée au 28 mars. Selon le règlement annexé aux lettres royales, dans chaque chapitre séculier d'hommes, les chanoines étaient appelés à nommer un député sur dix pour les représenter à cette assemblée; les ecclésiastiques attachés au service du chapitre, un député sur vingt. Les autres corps ou communautés ne pouvaient être représentés que par un seul député. Enfin les ecclésiastiques résidant dans les villes et dépourvus de bénéfices devaient choisir un député pour vingt ecclésiastiques; ceux qui résidaient au dehors étaient tenus de comparaître en personne.

Assignment était pareillement donnée à tous les nobles « possédant fief. » Les femmes possédant divisément, les filles, les veuves et les mineurs pouvaient se faire représenter. Les nobles ne possédant point de fief étaient tenus, en vertu des publications et affiches, de se rendre personnellement à l'assemblée.

En même temps les habitants composant le tiers état des villes, bourgs, paroisses et communautés du bailliage ayant un rôle séparé d'impositions étaient sommés, en la personne des officiers municipaux, échevins et syndics, de se réunir en assemblée primaire dans les huit jours de la sommation, de rédiger le cahier de leurs plaintes et doléances, et de faire choix de députés pour porter ce cahier à l'assemblée préliminaire.

Les exploits de notification furent délivrés les 2, 3, 4, 5, 6 et 7 mars. Le dimanche suivant, au prône de la messe paroissiale, les curés donnèrent lecture de l'ordonnance de convocation. Au sortir de la messe, devant la porte principale des églises, les syndics firent la même publication. D'après le règlement, tous les habitants âgés de vingt-cinq

ans, domiciliés et inscrits au rôle des contributions, avaient le droit d'assister à l'assemblée primaire. Le nombre des députés à élire variait selon les circonstances et les localités. A Autun, les habitants s'assemblèrent d'abord par corporations sur l'invitation des officiers municipaux. Les corporations d'arts et métiers choisirent leurs députés à raison d'un député par cent individus et au dessous, de deux au-dessus de cent individus, et ainsi de suite. La proportion n'était pas la même pour les corporations d'arts libéraux et les habitants ne faisant point partie de corporations : deux députés leur étaient attribués pour cent individus, quatre au-dessus de cent, six au-dessus de deux cents, etc. Dans les campagnes on comptait par feux. Les paroisses et communautés eurent ainsi à élire deux députés pour deux cents feux et au dessous, trois pour deux à trois cents feux, etc.

Le règlement portait que les assemblées seraient présidées par le juge du lieu, ou à son défaut par un officier public ; mais, quelle que fût la multiplicité des justices royales et seigneuriales, leur personnel n'aurait pu suffire à cette tâche, et la rédaction des cahiers fut en grande partie l'œuvre d'officiers publics. Trente-deux de ces cahiers furent dressés par des notaires et douze par des greffiers. A Antully, cependant, ce fut un particulier qui consigna les doléances des habitants « suivant leurs déclarations et sentiments. » Il en fut de même à Saint-Léger-du-Bois, les habitants « déclarant n'avoir pu se procurer aucun officier public. » A Saint-Sernin-du-Plain, une scission s'opéra parmi les électeurs. Un certain nombre d'entre eux rédigèrent avec leur syndic un cahier de doléances. D'autres se réunirent quatre jours après, sous la présidence de « Jean-François-René Carnot, avocat en parlement, demeurant à Nolay, plus ancien gradué, faisant en cette qualité les fonctions de juge de Saint-Germain-du-Plain et dépendances, à raison de l'indisposition de l'ordinaire. »

Les pouvoirs des députés nommés par eux furent seuls reconnus, et la première délibération ne fut conservée qu'à titre de renseignement.

Le même fait se produisit à Issy-l'Évêque. Le 12 mars, les habitants s'assemblèrent, place des Ormes, sous la présidence de M^e Picard, avocat, « plus ancien gradué, pour l'absence du bailli de la justice. » On discuta les articles du cahier; mais cent seize électeurs n'ayant pu parvenir, disent-ils, à se faire entendre et surtout à faire consigner leurs plaintes, se rendirent ailleurs. Un notaire leur dressa un autre cahier, et ils choisirent deux députés, dont l'élection d'ailleurs ne fut pas validée. Au nombre de ces dissidents était le curé de l'endroit, Jean-François Carion, qui avait des prétentions à la science du gouvernement. Déjà, sans doute, il s'évertuait à composer, entre les quatre murs de son presbytère, le projet de constitution qu'il adressa plus tard à l'Assemblée nationale et qui devait assurer le bonheur des Français. A cette époque, on aimait à faire de la politique en chambre, et on croyait avec une réelle candeur à l'efficacité souveraine des constitutions.

Sur les soixante-neuf villes, paroisses et communautés convoquées, soixante-trois se conformèrent à l'invitation. Les six communautés de Saint-Blaise, d'Ornée, de Saint-Pierre-l'Étrier, de la Motte-Saint-Jean, de Saint-Denis-de-Péon et de Saint-Didier-sur-Arroux s'abstinrent de toute réponse et n'envoyèrent aucun député.

Des formes identiques furent observées dans les bailliages secondaires de Montcenis et de Semur-en-Brionnais, à la diligence des lieutenants particuliers de ces bailliages. Il en fut de même dans le bailliage de Bourbon-Lancy, que le règlement du roi avait compris dans l'arrondissement du bailliage principal d'Autun.

II

ASSEMBLÉES PRÉLIMINAIRES

Le 17 mars, à huit heures du matin, les députés des soixante-trois communautés se réunirent à Autun, en l'auditoire du bailliage, sous la présidence de M. Jean-Baptiste Raffatin, doyen des conseillers, remplaçant le lieutenant général et le lieutenant particulier décédés. Un conflit s'était élevé entre ce magistrat et le lieutenant général criminel Serpillon, qui revendiquait la présidence ; mais une décision du garde des sceaux, en date du 3 mars, l'avait maintenue à l'officier du siège que la hiérarchie plaçait immédiatement après le lieutenant général civil et le lieutenant particulier. L'assemblée comprenait cent trente-trois membres. Autun, qui comptait environ douze cents feux et dont la population d'alors, à raison de cinq personnes par feu, peut être évaluée à six mille âmes, avait envoyé douze députés ; Couches, quatre ; Anost, trois ; les autres paroisses et communautés, deux, sauf six d'entre elles qui n'avaient élu chacune qu'un député. Ce nombre de cent trente-trois députés se décomposait comme il suit : quarante-neuf fermiers, laboureurs et vigneron, trente-sept commerçants, dix-neuf officiers de judicature et hommes de loi, dix bourgeois, six artisans, trois médecins et chirurgiens, trois propriétaires ruraux, deux châtelains royaux, deux manœuvres, un maître de poste et un commis pour la marque des fers.

On reconnut qu'il n'était guère possible de procéder en présence de tous les députés à la rédaction en un seul cahier de tous les cahiers de doléances déposés sur le bureau. Du consentement général et par la voie du scrutin, ce travail fut confié à dix-huit commissaires. Il fut passé

ensuite à un second vote à l'effet de choisir, conformément à l'article xxxiii du règlement, un nombre de députés formant le quart de tous les députés présents et absents, pour représenter ceux-ci à l'assemblée générale des trois ordres qui devait être tenue, le 28 mars, par le grand bailli d'épée. La pluralité des suffrages désigna trente-huit députés, dont les dix-huit premiers furent ceux-là mêmes qui venaient d'être chargés de la rédaction du cahier. Tous pouvoirs leur furent donnés en vue de « proposer et remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté. »

Les commissaires tinrent plusieurs conférences, et ils arrêterent, à la date du 27 mars, le cahier particulier des doléances et remontrances du bailliage d'Autun. Les vœux exprimés comprenaient quatre-vingt-quatre articles qui résument les *desiderata* des villes, paroisses et communautés.

Le 28 mars, les trois ordres se réunirent dans l'église des Cordeliers, qui portait le vocable de Notre-Dame de la Paix et dont l'emplacement est occupé aujourd'hui par l'hôtel des Négociants. Cette vaste nef délabrée vit ainsi les dernières solennités où s'affirma la distinction des castes. Au reste, le couvent des frères mineurs de Saint-François avait été déjà le théâtre de pareilles assemblées. C'est en sa grand'salle qu'avaient eu lieu les élections des députés de l'Autunois, pour les États généraux de Blois en 1588 et pour ceux de la Ligue en 1593 ; c'est sous les voûtes lambrissées de son église que, le 24 août 1589, le clergé, les magistrats et les habitants d'Autun avaient prêté serment de ne jamais reconnaître un prince protestant pour roi. Mais la communauté avait bien décliné depuis cette époque ; en 1789, son enclos s'était amoindri et son per-

sonnel ne se composait plus que de quatre religieux. Une messe du Saint-Esprit fut célébrée par le frère Nicolas Vautrain, gardien ou supérieur du couvent et député lui-même dans l'ordre du clergé. En conformité de l'article xxxix du règlement qui maintenait l'étiquette traditionnelle les membres du clergé s'étaient placés à droite, ceux de la noblesse à gauche, et le tiers état en face. A l'issue de l'office, le procureur du roi se leva et, après avoir constaté dans le langage judiciaire d'alors l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par l'ordonnance royale, il prit des réquisitions tendant à ce qu'il fût procédé : 1° à la vérification des pouvoirs des députés et à la réception de leur serment ; 2° à l'élection des « notables personnages » qui devaient représenter aux États généraux les trois ordres du bailliage, savoir : un dans l'ordre du clergé, un dans l'ordre de la noblesse et deux dans celui du tiers état. Le grand bailli d'épée donna acte au procureur du roi de ses conclusions et rendit une ordonnance conforme.

La vérification des pouvoirs commença aussitôt ; mais à peine trois membres du clergé avaient-ils comparu que des réclamations s'élevèrent de toutes parts. La saison était rigoureuse et la nef glaciale des Cordeliers convenait peu aux longues séances. Il fut convenu, en conséquence, que la vérification aurait lieu dans chaque chambre successivement et séparément. Le grand bailli reçut de tous les membres de l'assemblée le serment « de procéder fidèlement à la rédaction d'un seul cahier, s'il est ainsi convenu par les trois ordres, ou séparément à celui de chacun desdits trois ordres, » et, immédiatement après, il se transporta avec les ecclésiastiques dans la chambre synodale de l'évêché, où il continua la vérification des pouvoirs du clergé. Il procéda le même jour à la vérification des pouvoirs du tiers état, en l'auditoire du bailliage, et le lendemain, dans une des salles du petit Séminaire, il vérifia de même ceux de la noblesse.

Le clergé se mit tout de suite à l'œuvre. L'assemblée se composait de deux cent neuf membres, dont cent six représentaient la ville et le bailliage d'Autun, cent trois les bailliages de Montcenis, Semur-en-Brionnais et Bourbon-Lancy. Cent vingt-huit de ces comparants étaient des fondés de pouvoirs. Plusieurs des assignés résidaient hors du bailliage, et le règlement annexé aux lettres royales portait notamment que les curés des paroisses éloignées de plus de deux lieues du siège de l'assemblée ne pourraient y assister que par procureurs pris dans l'ordre ecclésiastique, à moins qu'ils n'eussent un vicaire ou desservant en état de les remplacer. Des fondés de pouvoirs représentaient également les communautés régulières des deux sexes. En dénombrant les deux cent neuf ecclésiastiques comparant en personne ou par procureur, on trouve : un évêque, deux archidiaques, un commandeur de l'ordre de Malte, seize chanoines, prévôts de collégiales et représentants de corps ecclésiastiques, dix-huit abbés, supérieurs et prieurs commandataires, quatorze chapelains, cent quarante-huit curés et neuf députés de congrégations de femmes. La présidence de l'assemblée appartenait de droit à messire Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun. Ce prélat, sacré le 16 janvier précédent, était arrivé seulement le 12 mars. Élu moins d'un mois après député du clergé, il quitta Autun le 12 avril pour se rendre à Versailles, et, s'il fit beaucoup de bruit ensuite, il ne laissa dans sa ville épiscopale que le souvenir d'un court passage. Il est de tradition qu'il traita magnifiquement les députés et détourna les malles-postes de leur itinéraire accoutumé pour recevoir journellement de la marée ; mais ces détails anecdotiques ne sauraient trouver place ici. Ce qui est plus intéressant à signaler, c'est la première décision de l'assemblée. Le 28 mars, avant toute discussion, la chambre du clergé s'empressa « de former par acclamation unanime le vœu d'abandonner tous les privilèges en matière d'impôts soit

directs, soit indirects et de voir substituer désormais aux impôts qui désignent les ordres des subsides communs également répartis à raison des propriétés et tels qu'aucun ordre n'éprouve une charge proportionnellement plus forte que celle qui serait supportée par les autres ordres. » Elle résolut en même temps « d'exprimer aux deux autres ordres le vœu de procéder en commun à la rédaction des cahiers. »

Quatre membres furent désignés pour porter au tiers état copie de ces deux délibérations. La députation fut reçue avec le cérémonial usité. Quatre membres du tiers état se rendirent au-devant d'elle et l'introduisirent dans l'auditoire du bailliage, « les deux battants de la porte ouverts. » Les ecclésiastiques prirent séance et, après s'être couverts, ainsi que les députés du tiers état, ils donnèrent lecture des délibérations. Ils se retirèrent ensuite et furent reconduits jusqu'au milieu de la salle des Pas-Perdus, « à quatre pas de la porte de l'auditoire, » ainsi que le précise le procès-verbal. L'assemblée du tiers état prit aussitôt une délibération pour remercier le clergé de sa démarche et de ses intentions patriotiques. Quatre députés furent chargés de la communiquer à l'assemblée du clergé. Le même cérémonial les attendait à la porte de la chambre synodale. Reçus dans l'antichambre, ils furent introduits dans la salle, et, après avoir rempli leur mission, ils furent reconduits « jusqu'au milieu de l'antichambre. »

La rédaction du cahier du clergé fut confiée à dix-sept commissaires qui y procédèrent de concert avec le président et le secrétaire. Dès le 1^{er} avril, ce travail était terminé et lecture en était donnée à l'assemblée. Le 2 avril, le cahier fut définitivement arrêté, et le scrutin s'ouvrit pour l'élection du député aux États généraux. L'évêque d'Autun fut nommé à une très forte majorité et « avec applaudissement général. » Le même jour une assemblée des trois ordres fut tenue aux Cordeliers, sous la présidence de M. Raffatin.

La noblesse et le tiers état n'avaient pas clos leurs opérations ; mais la fête de Pâques était prochaine, et les besoins du culte rappelaient les curés dans leurs paroisses. Messire de Talleyrand-Périgord fut donc admis ce jour-là à prêter serment « de défendre à la prochaine assemblée des États généraux les intérêts de la nation. »

Le cahier du clergé s'accorde avec ceux de la noblesse et du tiers état. Droit inaliénable et exclusif de la nation d'établir des subsides, de les limiter, de les révoquer et d'en régler l'emploi, respect de la propriété, réforme des lois civiles et criminelles, garanties assurées à la liberté individuelle, liberté de la presse « hors les cas où la religion, les mœurs et les droits d'autrui seraient blessés, » refonte du système des impôts, toutes les propositions essentielles des deux autres ordres sont acceptées sans objections. Le clergé « se soumet avec plaisir à toutes les charges publiques, » mais sous la réserve que sa dette sera reprise par l'État. La réforme du régime financier lui inspire toutefois quelque défiance. Les innovations lui sourient peu, et il réproouve par avance les mesures précipitées. S'il consent « à détruire sans retour toute espèce de privilèges en matière d'impôt et à le répartir également entre tous les individus, » il invite son député à se tenir en garde contre les chimères d'un impôt unique, à « annoncer beaucoup pour l'avenir et faire peu pour le présent. » L'avis était sage, mais le député ne le suivit guère. Le jour où « Monsieur l'évêque d'Autun » proposa à l'Assemblée nationale de mettre les biens du clergé « à la disposition de l'État, » il avait étrangement oublié les instructions prudentes qu'il avait reçues six mois auparavant.

L'assemblée de la noblesse comptait cent vingt-deux membres, dont un duc, dix-sept marquis, quatorze comtes, trois vicomtes, six barons, six chevaliers, seize seigneurs, quarante-quatre nobles non propriétaires de fiefs, et les fondés de pouvoirs de quinze femmes nobles. Elle ne montra

pas moins d'à-propos et de généreuse abnégation que le clergé. Le 28 mars, aussitôt que les pouvoirs eurent été vérifiés, le grand bailli mit en délibération « le vœu déjà exprimé par la noblesse de Bourgogne, dans son assemblée du 25 décembre 1788, de renoncer à tous privilèges pécuniaires quelconques et de payer tous les impôts présents et à venir conjointement avec les deux autres ordres et proportionnellement à leurs propriétés. » Une acclamation générale répondit à cette proposition. Le lendemain, l'assemblée discuta la motion présentée par le clergé et tendant à la rédaction en commun des cahiers. Tout en déclarant que « son vœu le plus cher est l'union des trois ordres » et qu'elle « sera empressée de prendre tous les moyens possibles pour y parvenir, » elle opina pour qu'en vue d'éviter des longueurs, les cahiers des deux autres ordres fussent rédigés dans leurs chambres respectives, mais qu'avant de les clore; communication en fût réciproquement donnée, de manière qu'il ne fût dressé qu'un seul cahier, si les divers articles réunissaient l'assentiment des trois ordres. Le 30 mars, une députation de la noblesse porta au tiers état copie de ces deux délibérations. On observa les formes qui avaient été déjà suivies à l'égard du clergé, et les députés furent reconduits dans la salle des Pas-Perdus, toujours « à quatre pas de la porte de l'auditoire. » Par une délibération du même jour, le tiers état se déclara « pénétré de reconnaissance pour la loyauté et le patriotisme » qui animaient la noblesse, et consentit à la communication demandée. Une députation fut chargée de transmettre à la chambre de la noblesse l'expression de ces sentiments.

Les séances de la noblesse se poursuivirent régulièrement jusqu'au 6 avril. Ce jour-là, il fut procédé à l'élection du député aux États généraux. Les suffrages se portèrent sur le marquis Ferdinand-Alphonse-Honoré de Digoine du Palais, seigneur de Mailly. M. de Fontenay de Sommant,

fut élu suppléant. Une dernière assemblée générale eut lieu à Notre-Dame de la Paix, et, après des discours de MM. Rafatin et Guillemain du Pavillon « sur les objets dont les trois ordres venaient de s'occuper, » le marquis de Digoine prêta serment.

Des instructions précises lui furent données. Le premier principe posé dans le cahier, c'est que les États généraux sont « essentiellement composés de trois ordres distincts indépendants les uns des autres et votant séparément, sans le consentement réuni desquels aucun impôt ne peut être établi. » Plus loin la noblesse réclame le respect de la liberté individuelle, la réforme des tribunaux, la réduction des dépenses de l'État, l'amélioration du sort des curés, la suppression des droits et privilèges qui gênent le commerce, etc. Elle consent à « partager avec tous les autres sujets du royaume tous impôts qui seront conservés ou accordés ; » mais, en renonçant à ses exemptions pécuniaires, elle se réserve expressément « toutes les prérogatives seigneuriales et honorifiques attachées à son état. »

Le 28 mars, le grand bailli avait procédé à la vérification des pouvoirs du tiers état. Aux trente-huit députés choisis le 17 mars s'étaient joints les députés des bailliages secondaires, savoir : vingt-cinq députés pour le bailliage de Montcenis, dix-huit députés pour le bailliage de Semur-en-Brionnais, douze députés pour celui de Bourbon-Lancy. Quinze commissaires furent nommés à l'effet de réunir en un seul les quatre cahiers particuliers des bailliages. Il fut donné lecture de leur travail à la séance du 3 avril, et quatre-vingt-un membres présents signèrent le cahier général. Il ne restait plus qu'à élire les députés qui devaient se rendre à Versailles. Le scrutin désigna MM. Jean-Marie Repoux, avocat à Autun, et Hugues-François Verchère de Reffye, avocat à Marcigny. Le lendemain, en présence des trois ordres assemblés aux Cordeliers, les deux députés prêtèrent serment « d'être fidèles à leurs instructions et

pouvoirs et de faire céder tout intérêt personnel et particulier à l'avantage de la patrie. »

On ne s'étonnera pas si les cahiers du tiers état tiennent dans l'analyse qui va suivre une place prépondérante et presque exclusive. L'intérêt qu'ils offrent est, en effet, capital. A vrai dire, les cahiers de la noblesse et du clergé ne contiennent pas de doléances. Ces deux ordres n'avaient point de griefs contre l'état de choses, et leurs délibérations ne sont guère qu'un ensemble de vues plus ou moins justes sur les réformes qui étaient dans l'air. La plainte, si profonde, si amère parfois dans les cahiers du tiers état, y fait défaut. Numériquement d'ailleurs le clergé et la noblesse représentaient à peine la cinquantième partie de la nation. En face de leurs cinq cent mille privilégiés se dressaient vingt-cinq millions d'individus qui prétendaient, plus ou moins ouvertement, à posséder dans leur plénitude le titre et les droits de citoyens. Aussi les cahiers du tiers état, doléances et remontrances dans toute la force du terme, traduisent-ils avec beaucoup plus de justesse et de vivacité le mouvement des idées, les souffrances, les aspirations générales que ceux des deux autres ordres, résignés à des sacrifices inévitables, mais fermement attachés à certaines de leurs prérogatives et peu soucieux, au fond, d'innovations auxquelles ils n'avaient rien à gagner.

Quand on relit les procès-verbaux de ces assemblées, il semble qu'on voit, dans une soudaine évocation, revivre et défiler, avec leur pittoresque variété de costumes et d'allures, tous les figurants de ce prologue au drame de la Révolution, le gouverneur de la province, le grand bailli d'épée, l'évêque, les abbés, prieurs et commandeurs, les chapitres et communautés, les ducs, marquis, comtes, barons, châtelains et autres nobles possédant fief, les corporations d'arts libéraux et d'arts et métiers, etc. C'est comme une dernière parade de l'ancien régime, comme une vision suprême d'une société qui finit. Hommes et choses vont

disparaître à jamais de la scène. Avant six mois, il n'y aura plus de fiefs ; avant quinze mois, il n'y aura plus ni gouverneur, ni grand bailli, ni bénéficiers, ni nobles, ni corporations. La marée montante aura tout emporté, et à peine surnagera-t-il quelques épaves de l'ancien monde.

III

DOLÉANCES PARTICULIÈRES

Les cahiers des paroisses et communautés sollicitent la curiosité à plus d'un titre. A côté de critiques acerbes et d'ébauches de réformes, ils renferment des constatations de fait qui ne sont pas indifférentes pour l'histoire du pays. L'état de la culture y est dépeint notamment sous des couleurs assez sombres. Peut-être même le tableau est-il un peu poussé au noir. Chaque communauté a un désir qui prime tous les autres : c'est de voir diminuer ses impôts. Aussi mille raisons agricoles et topographiques sont-elles alléguées. Antully se plaint d'être « situé sur la plus haute montagne de la Bourgogne, ladite montagne plate et creuse sur son sommet qu'il y a plus de trois lieues de diamètre, les eaux y séjournent, par conséquent marécageuse, mousseuse et stérile. » Barnay est « orvallé de toutes parts. » Broye affirme que « ses héritages sont très désagréablement situés : ce n'est que rocs, pierres, ronces, épines, bruyères et fougères dont le terrain est tout à fait infructueux. » Anost produit « à peine de quoi nourrir ses habitants six mois de l'année. »

A Cordesse, à Dracy-Saint-Loup, « le sol étant entièrement aquatique, les prés sont très sujets à la rouille ; le courant des eaux emmène très souvent la majeure partie des foins, et le peu qui reste procure au bétail des maladies

épidémiques. » A Étang « la majeure partie des héritages emblavés sont souvent exposés à une ruine totale par le cour de la rivière. » A Couhard, « les malheureux habitants sont environnés de montagnes escarpées et arides, de bois et de broussailles. » Mesvres est « maigre et sujet aux ravins et autres inconvénients. » Morlet est « un des villages les plus pauvres de tout l'Autunois. » Nyon est « situé dans un terrain très stérile et de gravier, situé dans une gorge où toutes les eaux ont toutes leurs chutes, ce qui, » disent les habitants, « occasionne une inondation, qu'au moment où nous croyons de recueillir le petit produit que notre terrain ingrat nous donne, que lesdites ravannes nous enlèvent toutes nos petites espérances. »

Il règne tant de misère chez les habitants de Saint-Léger-du-Bois que « leur soupe ordinaire est une soupe à l'huile avec très peu de pain de seigle dont le son n'est pas séparé de la farine, et qu'ils n'ont pour souper que de la bouillie d'orge, de turquie et de pommes de terre et presque toujours sans sel parce qu'il est trop cher. » A Saint-Sernin-du-Plain, le pays « est plein de rochers les plus escarpés ; point de pays plus sujets aux orages, inondations et renversements de maisons. » Le village de Repas « est très peu fructueux pour la graine par rapport que le tarins est trop froid et trop moitte. » Le sol de Roussillon « est un des plus ingrats et est la cause d'une quantité de malheureux. » Celui de Saint-Forgeot « ne produit en plusieurs cantons que des ronces et des épines. » A Saizy, le terrain « est, en général, sablonneux, aride et d'un très petit rapport. » A Sully, il est « sans pente, humide et par conséquent d'une mauvaise qualité. » Sommant n'est enfin qu'un « terrain froid et stérile dont une quantité assez considérable n'est que bruère et brossailles dont on ne peut tirer parti. »

La conclusion s'impose : c'est une diminution d'impôts. Mais les paroisses et communautés n'ignoraient pas que la

convocation des États généraux avait principalement pour objet de parer au déficit du trésor. Le moment était mal choisi pour réclamer des exemptions ou des dégrèvements de nature à accroître encore ce déficit. Aussi, tout en demandant d'être déchargés en partie, les plaignants ajoutent-ils prudemment que si les besoins de l'État ne permettent pas cette décharge, les impôts soient au moins répartis plus également.

Il convient de noter au passage certaines doléances d'un intérêt purement local.

L'Arroux divise la paroisse d'Étang, et les habitants de la rive gauche n'ont pour se rendre au centre du pays qu'un bateau amodié par le seigneur. Or « le batelier n'est pas toujours prêt; souvent, malgré ses efforts, il a peine à passer tous ceux qui se présentent pour assister aux offices divins; d'autre part le bateau est en ruine, il en faut un neuf. » Et les habitants demandent la permission d'en faire faire un à leurs frais, si le seigneur ne leur en fournit pas un promptement. A Laizy, l'abus est encore plus palpable : le seigneur est obligé de faire passer les habitants en tout temps, moyennant une redevance annuelle qu'ils lui paient, et cependant il n'y a « ny batelier ny bateau. »

La paroisse de Neuvy développe une douzaine de griefs contre son seigneur : il refuse aux misérables la permission de prendre un peu de terre glaise pour réparer leurs chaumières, ou de ramasser les sables que les eaux entraînent le long des chemins; il ne rétablit pas les ponts qui tombent; il laisse sa chapelle « dans un état indécent; » il fait publier des lettres monitoires contre ceux qui tendent des lacets « pour prendre des oiseaux de passage comme bécasse; » il s'est emparé d'une place publique « qu'il a convertie en avant-cour et parterre planté en charmille; » il a une garenne « qui, n'ayant aucune espèce de clôture, les lapins occupent toute la paroisse, » etc.

Par un agréable contraste, les habitants de Cussy-en-

Morvan rendent hommage à la bonté de leur seigneur ; il est « plein de charité et de compassion, soulage les pauvres, particulièrement les malades, leur fournit le chirurgien, les remèdes, la viande, leur fait distribuer des grains et de l'argent ; mais malheureusement il ne voit pas tout et ils le voient trop rarement. » Le sentiment n'est pas le même à Mesvres, et la qualification de *lupus rapax* s'est même glissée sous la plume du rédacteur du cahier qui était le notaire du lieu. C'est bien aussi ce que pensent les habitants de Saizy en dénonçant leurs misères. Non seulement les seigneurs « ne font que très peu ou point d'aumônes, mais ils font même tout le mal possible. » Si le bétail s'échappe dans les taillis, « les gardes et la justice ont bientôt dévoré le prix dudit bétail. » Impossible de se défendre contre les loups et « autres bêtes dangereuses » : les seigneurs font tuer les chiens et prendre les fusils, etc.

En parcourant ces doléances, on s'explique mieux les excès qui ont accompagné les réformes de 1789. Les obligations dérivées du régime féodal ne correspondaient plus à aucun service rendu, à aucune protection réelle. Depuis longtemps, le seigneur avait cessé d'être le soutien de ses vassaux, le chef militaire qui les défendait contre les incursions de l'ennemi et leur offrait l'abri de son château fort. Ce n'était plus qu'un grand propriétaire qui exerçait ses droits avec plus ou moins de rigueur et dont la fonction sociale ne légitimait plus les privilèges. Des haines implacables s'amassaient ainsi de génération en génération et bouillonnaient sans bruit. Un jour allait arriver où, par l'effet de cette lente accumulation, la pression, devenue trop forte, déterminerait une formidable explosion.

Les récriminations personnelles tiennent d'ailleurs peu de place dans les cahiers et, à part une demi-douzaine de petites communautés dont les habitants, ignorants et malheureux, ne pouvaient guère s'élever à des conceptions générales, les doléances abordent de front toutes les grandes questions

du moment. La rédaction en est très variée. Nette et concise à Autun, à Couches, à Montcenis, à Bourbon-Lancy, là où il y a des hommes de loi intelligents et expérimentés, elle devient prolix, confuse, déclamatoire à Gueugnon, à Grury, à Marcheseuil, à Saint-Agnan-sur-Loire, etc. Les notaires de campagne et les greffiers de justices locales, appelés par ces paroisses, ont cru faire merveille en multipliant les longues périodes et les formules boursouflées. Ailleurs l'orthographe et la correction de la phrase laissent à désirer; le langage est rustique, les plaintes ont de l'âpreté. Mais, quelle qu'en soit la forme, il se dégage de tous ces cahiers un ensemble remarquable de critiques et de tendances, qu'une analyse développée peut seule mettre en lumière. La lecture des textes, en effet, est promptement rebutante. Les mêmes doléances se reproduisent à chaque page et fatiguent l'attention. On ne peut y introduire quelque clarté qu'en procédant à une division par ordre de matières. Sans prétendre à une classification rigoureuse, il semble que les vœux exprimés peuvent rentrer assez exactement dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : *Constitution et organisation politique*, — *Finances*, — *Administration, police et instruction publique*, — *Clergé*, — *Justice et législation*, — *Droits féodaux*, — *Travaux publics, commerce et industrie*, — *Agriculture, forêts, chasse et pêche*, — *Service militaire*. On aura ainsi parcouru le cycle des doléances et envisagé l'ancien régime sous ses principaux aspects.

IV

CONSTITUTION ET ORGANISATION POLITIQUE

En 1789, la forme du gouvernement n'était pas discutée. Treize jours après la prise de la Bastille, le comte de Clermont-Tonnerre, présentant à l'Assemblée nationale le

résumé des cahiers, déclarait que « le gouvernement monarchique, l'inviolabilité de la personne sacrée du roi et l'hérédité de la couronne de mâle en mâle sont également reconnus et consacrés par le plus grand nombre des cahiers et ne sont mis en question dans aucun. » Il n'est pas inutile de rappeler ce sentiment unanime du pays. On peut en conclure avec certitude que la France ne songeait nullement à changer le gouvernement qui avait fait sa grandeur. Trois années seulement la séparaient du jour où la République serait proclamée, et le nom même de ce régime lui semblait inconnu. Pas un des cahiers ne fait la plus légère allusion à une modification possible dans la forme du pouvoir. Ceux du bailliage d'Autun ne songent même pas à rappeler, comme le cahier du tiers état de Paris, que « dans la monarchie française, la puissance législative appartient à la nation conjointement avec le roi et qu'au roi seul appartient la puissance exécutive. » A quoi bon, puisque cela ne fait pas doute ? Une demi-douzaine de paroisses se bornent à demander une constitution en termes assez vagues, et le cahier général résume leur désir en exprimant le vœu que « les États généraux s'occupent de faire une constitution posée sur des principes fixes et invariables qui assurent les droits du souverain et ceux de la nation. » On sait comment il fut répondu à ce vœu et quelle fut la fixité des principes appliqués : la Constitution de 1791, dont l'enfantement avait demandé quinze mois, dura tout juste un an.

A la lecture des cahiers, on est frappé du respect qui entourait la personne royale. Sans doute, il faut tenir compte des formules obséquieuses et du style emphatique de l'époque ; mais l'attachement des populations au roi n'en est pas moins indéniable. « Nous ne cesserons de bénir le jour où le ciel vous a fixé à jamais notre roy et notre père, » s'écrient les habitants d'Épinac, de Morlet, de Collonge-la-Madeleine. Les habitants de Curdin sont

même « très fâchés que le Roy si bien faisant à tout son peuple ait eu des contradictions et des peines pour parvenir à la tenue des États généraux. »

Ceux de Grury le qualifient de « père le plus tendre. » A Gueugnon, c'est « le meilleur des rois » ; à Marcheseuil, « le héros de l'humanité, le digne rejeton d'Henri IV ; » à Sommant « l'auguste défenseur de nos contrées ; » à Saint-Agnan-sur-Loire « un sage monarque toujours occupé du bonheur de ses sujets, » et les habitants seront pour lui « dans tous les temps ce que de vrais enfants doivent être pour le plus tendre et le plus respectable des pères. » A Saizy, c'est « le père, protecteur et libérateur du peuple. » Mêmes assurances d'inaltérable dévouement qu'à Saint-Agnan : les habitants sont prêts « à faire le sacrifice de leurs biens, leur fortune, leur vie même dans toutes les occasions où il pourra s'agir de prouver leur fidélité à un si bon roy, leur amour à un père si compatissant et si tendre. » Évidemment il y a dans ces déclarations autre chose que des combinaisons d'épithètes et de périphrases. On y sent une réelle affection pour le souverain, on y relève un sincère hommage rendu à sa « sagesse, » à sa « bonté paternelle, » à son « inviolable équité, » aux « qualités aimables de son esprit et de son cœur. » Les plaignants ne songent pas à faire remonter jusqu'à lui la responsabilité de leurs maux ; ils les lui soumettent respectueusement et, dans leur naïve confiance, ils s'imaginent qu'il lui suffira de les connaître pour y apporter un prompt remède. Le même cri d'espérance s'échappe, comme un refrain, de toutes les bouches : « Si le Roi le savait ! »

Ce qui préoccupe surtout les députés en quête d'une constitution, c'est la périodicité des États généraux. Le cahier des quatre bailliages récapitule leurs vœux en demandant que les États soient assemblés tous les cinq ans et qu'à chaque tenue, il soit nommé de nouveaux députés « permanents. » En d'autres termes, la séparation

des députés après la session n'entraînera pas la dissolution des États. Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy va plus loin; il sollicite l'établissement d'une « commission intermédiaire » de soixante députés qui, dans l'intervalle des assemblées, veilleraient à l'exécution des lois et à l'administration des finances. Mais cette institution n'était pas sans dangers, et le rapport de M. de Clermont-Tonnerre à l'Assemblée nationale nous apprend qu'elle avait été repoussée par la majorité des commettants.

Ce qui n'importe pas moins que la convocation des États généraux, c'est le mode de votation. Si la noblesse des quatre bailliages est unanime pour déclarer que l'assemblée de la nation est essentiellement composée de trois ordres distincts, indépendants les uns des autres et « votant séparément, » le tiers état de ces mêmes bailliages demande, au contraire, que les délibérations soient constamment prises par les trois ordres réunis et que les suffrages soient comptés par tête. On considère à Marcheseuil que c'est là « un droit imprescriptible que réclame après tant de siècles d'ignorance et de barbarie l'humanité outragée. » Le cahier de Lucenay-l'Évêque fait observer dans un langage moins solennel que sans le vote par tête « le clergé et la noblesse se réuniront et s'entendront toujours pour écraser le pauvre malheureux peuple. » Il n'est pas besoin de rappeler que c'est à la suite des difficultés soulevées à cet égard par les deux ordres privilégiés que le tiers état, mettant à profit les incertitudes du gouvernement, prêta le serment du Jeu-de-Paume et se constitua en Assemblée nationale.

Six paroisses et communautés demandent en outre que la représentation du tiers état, tant aux États généraux qu'aux États particuliers de Bourgogne, soit égale à celle des deux autres ordres réunis. Déjà ce vœu avait reçu en partie sa réalisation. L'assemblée des notables réunie à Versailles dans les derniers mois de 1788 s'était prononcée

contre le « doublement du tiers aux États généraux; » mais, à l'instigation de Necker, le Conseil du roi avait réformé cet avis et décidé, à la date du 27 décembre, que le nombre des députés du tiers état serait égal à celui des deux autres ordres réunis.

Les pouvoirs donnés aux députés consistent, sans autre explication, à « proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun. » Ce sont les termes mêmes de l'ordonnance royale de convocation que les cahiers ont reproduits sans modifications.

Le cahier de la noblesse demande l'inviolabilité des députés. Une paroisse, celle de Rigny-sur-Arroux, consent à leur payer une indemnité.

Après les États généraux, les cahiers s'occupent de la constitution des États particuliers de Bourgogne. L'administration de la province soulevait beaucoup de critiques. Un grand nombre de paroisses et communautés demandent des réformes, et plusieurs insistent pour que les États soient constitués « comme ceux créés dans la province de Dauphiné le 5 octobre 1788. » Les assemblées de Vizille et de Romans réunies, l'une spontanément et irrégulièrement, l'autre plus correctement et avec l'autorisation du roi, avaient été, en effet, une sorte de réduction des États généraux. Elles avaient décidé notamment que chaque ordre serait représenté par des députés et que le tiers état nommerait à lui seul autant de députés que les deux autres ordres réunis. C'est cette dernière mesure que les paroisses désiraient voir appliquer aux États de Bourgogne. Trois d'entre elles émettent l'avis que les habitants des campagnes soient convoqués à ces assemblées provinciales et que leurs curés y soient admis. « C'est le seul moyen assuré de faire parvenir leurs plaintes à l'administration avec

espérance d'être entendus ». Le cahier général demande encore que tous les nobles, possédant fiefs ou non, puissent être électeurs et éligibles.

L'organisation des communes n'est pas oubliée. On revendique pour le tiers état le droit d'élire les officiers municipaux à des dates fixes, tous les quatre ans pour les maires et syndics, tous les deux ans pour les échevins ; seules, les fonctions de secrétaire seraient perpétuelles. La publicité des comptes des municipalités et la liberté des assemblées communales sont également réclamées.

Étant donné que les États généraux auront été constitués suivant leurs vœux, les cahiers posent un principe fondamental, c'est qu'aucun impôt ne peut être conservé ou établi qu'après avoir été consenti par les représentants du pays. La participation des trois ordres aux charges publiques, la répartition de ces charges entre tous les citoyens proportionnellement aux propriétés et aux facultés de chaque individu sont demandées par la majorité des communautés. La noblesse, cédant à l'élan général, autorise son député « à stipuler pour elle l'obligation de partager à l'avenir avec tous les autres sujets du royaume tous impôts qui seront soit conservés, soit accordés par les États généraux. » Le clergé invite de même les États généraux « à détruire sans retour toute espèce de privilèges en matière d'impôts et effacer toutes les dénominations flétrissantes que l'on a attachées jusqu'à ce jour à certaines contributions, comme s'il avait pu jamais être avilissant d'obéir à la loi et de faire un acte de citoyen. »

L'abolition des exemptions pécuniaires impliquait celle d'autres privilèges qui n'étaient guère plus justifiés. Désormais le tiers état prétend être admis « à toutes les places de l'Église, de la robe et du militaire, » à l'exception toutefois de celles que leurs titres de fondation affectent spécialement à la noblesse et au clergé.

Les vœux suivants énoncent une série de principes que

la société moderne a toujours professés, sinon religieusement observés :

Les ministres seront responsables envers la nation de l'emploi de ses deniers et en devront compte aux États généraux seuls ;

Les cours et tribunaux n'auront point de puissance législative et se renfermeront dans l'examen des affaires contentieuses ;

La liberté de la presse sera assurée par des règlements sages qui en préviendront les abus ;

Le secret des lettres confiées à la poste ne pourra être violé ;

La propriété sera respectée et, en cas d'expropriation, les personnes dépossédées recevront toujours une indemnité proportionnée aux sacrifices que nécessitera l'intérêt public ;

Les lettres de cachet seront abolies et la liberté individuelle des citoyens sera garantie par la loi ;

La vénalité des offices de judicature et des charges qui donnent la noblesse avec tous ses privilèges sera supprimée ;

La noblesse « ramenée à l'esprit de son institution » récompensera seulement le mérite et ne sera accordée qu'à ceux qui, par de grands services rendus à l'État, soit dans les emplois publics et militaires, soit dans les professions utiles à la société, s'en seront rendus dignes.

L'abolition des droits féodaux et des servitudes personnelles est l'objet des plus pressantes demandes. Elle intéressait infiniment plus les habitants des campagnes que la liberté de la presse, par exemple, ou la suppression des lettres de cachet, dont ils ne se faisaient pas toujours une idée très nette, si l'on en juge par le cahier de la paroisse de Morillon qui sollicite leur « abolissement pour que les membres du clergé soient jugés par leurs juges. » Mais l'importance du sujet et les détails qu'il comporte exigent qu'il soit traité à part.

V

FINANCES

Le déficit du trésor a été la cause occasionnelle qui a précipité le cours des événements. Les abus de l'ancien régime éveillaient depuis longtemps bien des colères; mais peut-être leur règne se fût-il prolongé, si le gouvernement n'avait été à bout de ressources. Il fallait surtout de l'argent, et la convocation des États généraux avait pour principal objet d'en procurer. Aussi est-il assez rationnel d'examiner en première ligne les doléances qui touchent soit à l'état des finances, soit à l'assiette des impôts, soit à leur mode de perception. Aucune question n'était à cette époque d'un intérêt plus immédiat.

Le vœu de tous, c'est que les États généraux avisent à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances; qu'ils prennent une connaissance exacte des besoins et des charges de l'État, à l'effet de réduire celles de ses dettes qui se trouveraient « enflées par des conventions léonines et usuraires » et de ratifier celles qui seraient reconnues légitimes; qu'ils fixent les dépenses de chaque département et substituent aux impôts en vigueur ceux qu'ils croient les moins onéreux à la nation.

Certaines paroisses proposent des réductions de dépense ou des expédients pour remplir les caisses à sec. Les habitants de Gueugnon, se souvenant de la chambre de justice de 1716 et des cent soixante millions qu'elle a ramenés au jour, veulent faire rendre gorge aux « gens intrigants et avides, à qui la dissipation inouïe et incroyable des finances a procuré de ces fortunes scandaleuses qui, de tout temps, ont épuisé l'État, corrompu les mœurs et découragé les gens de bien. » Les cahiers particuliers des bailliages de

Montcenis et de Bourbon-Lancy réclament, avec celui de la noblesse, la revision des pensions de faveur et la suppression de toutes celles qui ne correspondent pas à des services réels et rendus personnellement par les titulaires. Le cahier général songe à l'aliénation des bois et domaines du roi, mal administrés et peu productifs, qui seraient vendus à temps ou à perpétuité, et dont le prix serait employé à l'acquittement de la dette nationale. Lucenay-l'Évêque parle de mettre un impôt sur les domestiques mâles dans les villes et dans les châteaux, ce qui aurait en même temps pour effet d'arrêter la dépopulation des campagnes. Mais ce qu'on demande surtout, c'est la réduction des frais de perception et le versement direct au trésor.

Il n'y a qu'un cri pour réclamer la suppression des fermiers généraux, des receveurs généraux et des receveurs particuliers, qui sont qualifiés de « fléaux terribles » et dont les traitements absorbent au moins, dit-on, les deux tiers des revenus de l'État. « Ces sangsues publiques engraisées du sang du peuple insultent par un luxe insolent à sa misère et consomment souvent sa ruine par d'étranges vexations. » Ainsi s'exprime à leur égard le notaire, ami des métaphores, qui a rédigé les doléances de Marcheseuil. Plus loin, continuant à égrener les fleurs de sa rhétorique, il compare « cette foule de publicains aux nuées de sauterelles ou d'insectes dévorants qui désolent et ravagent parfois nos contrées. »

C'est probablement fort juste ; mais comment remplacer ces sangsues et ces sauterelles ? Comment transmettre au trésor sans coûteux intermédiaire le produit des impôts ? Morillon propose de confier ce versement à la maréchaussée qui ferait passer les fonds de brigade en brigade. Anost, confiant dans la sécurité des transports, oubliant peut-être que les routes de l'Autunois avaient vu Mandrin, aurait plutôt recours aux diligences. Curdin a une autre idée : suivant cette paroisse, « le vrai moyen de faire fleurir le

diadème royal, soulager l'État et faire le bonheur de chaque sujet du Roy, est que les deniers royaux soient portés directement par deux syndics ou collecteurs au receveur de la capitale de la province, qui de suite les enverra à la caisse royale ; sans cela, ce sera toujours la livre de beurre toute fondue quand elle arrivera au Roy. » Mais, quel que soit l'expédient auquel on s'arrête, le point essentiel est d'éviter les intermédiaires : « ce sont toutes ces surcharges » disent les habitants de Saint-Léger-du-Bois, « qui font qu'on voit dans les maisons de campagne mauvais linge, mauvais lits, haillons, et dans plusieurs peu de pain. »

En termes plus modérés, le cahier particulier du bailliage de Montcenis demande « la suppression des fermiers généraux, receveurs généraux et particuliers, et qu'il soit procédé à un nouveau plan de régie ». Le cahier général n'a pas reproduit ce vœu. Peut-être ses rédacteurs ont-ils pensé que la première réforme à faire était celle de l'assiette même de l'impôt et qu'il serait toujours temps de changer le mode de perception. Il faut d'ailleurs admettre que l'institution de plusieurs de ces comptables répondait à un besoin réel. Cent ans après la Révolution, les receveurs particuliers sont encore debout et les receveurs généraux se sont bornés à changer de nom.

La plupart des plaignants n'avaient guère de compétence en matière financière. Certains d'entre eux s'égarèrent dans des considérations sentimentales. « De la part du souverain, » porte le cahier de Rigny-sur-Arroux, « c'est le besoin seul qui demande et qui doit exiger les impôts, et de la part du peuple, surtout du peuple français, ce doit être l'amour qui doit les offrir et payer avec plaisir. » Et après avoir posé ce bel axiome, le cahier en conclut avec une irréfutable logique que « les receveurs des impôts sont comme les dépositaires de ce que la nécessité seule peut exiger et de ce que l'amour doit offrir volontiers. » C'est charmant, sans doute, mais on ne dit pas comment l'amour s'y pren-

dra pour lever et envoyer son offrande. Les cahiers critiquent bien le système en pratique, attaquent tous les impôts, flétrissent leur mode de recouvrement; seulement ils ne proposent pas grand'chose à mettre à la place. Grury et Verrière-sous-Glenne parlent d'un impôt unique, mais sans s'expliquer autrement. Trois communautés, où le bruit des projets de Turgot avait peut-être pénétré. Anost, Curgy et Savigny-le-Jeune, expriment la pensée que l'impôt territorial doit être préféré à tout autre, « comme étant le plus juste et le moins sujet aux disproportions. » Sully-en-Duché et Sully-en-Royauté, visant directement le revenu, remplaceraient tous les impôts par deux perceptions qui porteraient, l'une sur tous les produits des fonds, dimes, cens et rentes, l'autre sur les bénéfices du commerce et de l'industrie. Le cahier de la noblesse préconise un impôt spécial qui atteindrait les rentes et créances sur l'État : les porteurs de ces titres, pour prix de la sécurité que la nation leur donnerait, seraient taxés « à raison des revenus de leurs créances, la classe des rentiers et des capitalistes devant, ainsi que celle des propriétaires, contribuer aux secours nécessaires à l'État. » Le même cahier, ceux du clergé et du bourg de Couches prévoient la création d'une caisse d'amortissement. Mais l'imagination du tiers état n'a pas, en général, été si loin. Tous ses efforts se sont concentrés sur divers impôts dont l'élévation, l'arbitraire et les fâcheux effets causaient au sein des masses populaires une violente irritation. La plupart des cahiers s'accordent à demander la suppression, la réduction ou l'égale répartition des charges suivantes :

Taille. — La « taille » était, comme on sait, l'impôt levé par le roi pour subvenir aux besoins de l'État. Elle était laissée à la volonté du souverain. Certaines provinces néanmoins, et la Bourgogne était du nombre, avaient obtenu un abonnement. Leur part contributive se trouvait ainsi fixée à une somme qui, en principe, devait être invariable,

mais qui, en fait, par suite de diverses circonstances, grossissait d'année en année. La taille, accrue encore par le « taillon » ou petite taille, qui montait au tiers du principal, pesait lourdement sur les campagnes. Non seulement le clergé et la noblesse, propriétaires de la majeure partie du sol, non seulement les membres des corps judiciaires et les bourgeois de plusieurs villes franches n'y étaient pas soumis, mais cette dispense s'étendait à une foule de titulaires d'offices, commissaires-examineurs des élections, gardes-minutes et chauffe-cires-scelleurs héréditaires de la Grande Chancellerie, juges des droits du Quartbouillon, archers des Toiles, gardes de la Connétablie, contrôleurs des Turcies et Levées, châtreurs des chiens du Roi, etc., sans parler de ceux qui prétendaient à la même exemption comme bâtards de nobles, greffiers de justices locales, meuniers ou vigneron des seigneurs, etc.

L'impôt était, en définitive, à la charge des plus pauvres. Quand la récolte était mauvaise, comme l'avait été celle de 1788, le contribuable succombait sous le faix. Aussi des gémissements se font-ils entendre de tous côtés. La misère causée par les impositions, disent les habitants de Grury « éteint jusqu'au plus beau sentiment de la nature, au désir de se reproduire. » Ceux de Marcheseuil se trouvent également « dans le cas de maudire la malheureuse fécondité de leurs campagnes, de tromper la nature et de détourner leurs regards sur les fruits innocents de l'amour conjugal. » Plusieurs communautés sollicitent, en conséquence, la réduction de la taille : d'autres demandent expressément qu'elle soit supprimée ou, si l'on juge à propos d'établir cet impôt sous la même dénomination, qu'il soit commun aux citoyens de tous les ordres. Les habitants de Grury s'attendent bien à l'opposition des « potentats du clergé, puissants évêques, opulents abbés, riches prieurs et gras chanoines, » mais leur curé criera avec eux : abolition de tous les impôts, création d'un seul impôt également réparti entre tous les

membres de l'Etat, le sel à deux sous la livre! et si ces demandes sont accueillies, on verra « reparaître les beaux jours du siècle d'or. »

La répartition de la taille excitait aussi les plaintes des contribuables. Quand les élus de la province avaient fixé la quotité de chacune des paroisses, en tenant compte de leurs ressources respectives, les « assécurs » et collecteurs des tailles « faisaient l'assiette » sur chaque individu. Souvent, ainsi que nous l'apprend le cahier de Sommant, ils appelaient, pour dresser le rôle, un notaire qui n'avait aucune connaissance des facultés particulières des habitants, et cet officier opérait à tort et à travers une division qu'ils acceptaient presque toujours. Quand il s'agissait de magistrats, notaires, contrôleurs, fermiers et métayers de nobles ou autres personnes dont la situation ou l'autorité pouvait intimider les assécurs, la taxe était faite directement par les officiers des élections et les commissaires départis, sur les renseignements qui leur étaient donnés et en proportion des moyens qu'ils supposaient aux contribuables. L'évaluation prêtait à l'arbitraire, et bien des fois la « cote d'office » était dictée seulement par la haine ou la jalousie d'un voisin. Nombre de communautés s'élèvent contre un pareil mode de taxation « digne de l'exécration publique, » ainsi que le qualifie le cahier de Saint-Jean-le-Grand. Elles demandent à être autorisées à distribuer elles-mêmes entre leurs membres le montant de l'imposition fixée, et à le répartir par leurs assécurs sur les particuliers de tous ordres, sauf, en cas de difficultés, à les soumettre aux juges ordinaires.

Vingtième. — A la différence de la taille, le droit de « vingtième » édicté en 1749 frappait tous les sujets, privilégiés et roturiers. Il consistait dans le prélèvement au profit du roi d'un vingtième du revenu de tous les fonds, terres, bois, maisons, usines, cens, dîmes, rentes, etc. Un vingtième

pouvait être accompagné de plusieurs autres. On voit, en 1760, le gouvernement en établir un troisième pour faire face aux dépenses de la guerre de Sept-Ans ; on le voit, en 1783, renouveler pour quatre ans ce troisième vingtième. L'impôt provoquait de nombreuses doléances, à raison surtout de ce qu'il n'était pas, en général, proportionné à la valeur des propriétés.

Don gratuit. — La contribution du « don gratuit » datait de 1758. Les États de la province en fixaient librement le montant et l'offraient au roi à titre de présent. Quand les États de Bourgogne se réunirent à Autun en 1763, ils votèrent ainsi un don de neuf cent mille livres. L'impôt n'avait été institué que pour six ans ; mais le gouvernement continuait à l'exiger, et l'enregistrement des parlements couvrait cette illégalité. Les paroisses demandent qu'il soit supprimé « comme onéreux et d'une perception gênante. »

Capitation. — La « capitation » était un impôt établi sur la tête de tous les chefs de famille répartis en vingt-deux classes. Aucun privilège n'en exemptait. Louis XIV l'avait créé en 1695 pour combler momentanément le vide du trésor épuisé par de longues guerres. Comme le vingtième, comme le don gratuit, cette contribution provisoire survécut aux circonstances qui l'avaient fait édicter. Aucune protestation ne s'élève contre elle, parce qu'elle atteint tout le monde ; mais quelques communautés la signalent comme une charge qui s'ajoute à d'autres charges déjà excessives.

Les impôts indirects étaient supportés comme aujourd'hui par toutes les classes de la société ; mais leur exagération donnait lieu à de violentes critiques. On s'en prend surtout aux suivants :

Contrôle. — L'impôt du « contrôle » nous est connu sous le nom d'enregistrement, et il ne nous est pas plus léger

qu'aux précédentes générations. Certaines paroisses se plaignent de l'élévation abusive de ses droits, qui porte les gens de campagne à s'abstenir de passer différents actes tels que contrats de mariage, dispositions à cause de mort, baux à métairie, etc., « ce qui occasionne souvent des difficultés et des procès. » Beaucoup d'autres demandent l'établissement d'un nouveau tarif « dans lequel des droits modérés seront énoncés d'une manière claire et précise qui éloigne tout arbitraire. » Comment, en effet, le contribuable pouvait-il s'y reconnaître quand, à l'occasion, par exemple, d'un jugement portant liquidation de dommages-intérêts, on lui réclamait le contrôle, le petit-scel, le sou pour livre et dix sous pour livre du sou pour livre ? Les paroisses émettent aussi le vœu que les contestations sur l'application du tarif soient portées devant les juges royaux pour y être jugées sommairement. Autrement il n'y avait pas de discussion possible, et les paysans aimaient mieux payer sans examen que d'aller plaider à grands frais devant le conseil d'État.

Un autre abus en cette matière était la longueur du délai pendant lequel les agents du contrôle avaient le droit de poursuivre la rectification des erreurs qu'ils avaient commises. Quinze ou vingt ans après la perception du droit, le contribuable pouvait être encore inquiété. Il y a unanimité pour demander l'établissement d'une prescription de cinq ans.

Le « centième denier » venait se greffer sur les droits de contrôle. La noblesse prétend en exempter les successions collatérales ; les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis veulent également que les baux conclus pour un temps illimité en soient affranchis. Le droit du centième était aussi perçu sur les offices, dont les titulaires ne conservaient l'hérédité qu'à ce prix. Les cahiers de Couches et d'Autun, ceux des bailliages d'Autun et de Montcenis se prononcent pour la suppression de tous les droits fiscaux de cette nature.

Droit de franc-fief. — Le roturier qui se rendait acquéreur d'un bien noble, d'un fief, était tenu de payer, outre les droits ordinaires de mutation, un droit particulier dit de « franc-fief. » Le cahier général demande avec les cahiers particuliers des trois bailliages que le tiers état cesse d'être soumis à ce tribut.

Droit d'amortissement. — Quant les bâtiments dépendant de bénéfices venaient à dépérir par suite de vétusté ou autre cause, celui qui les reconstruisait ou les augmentait était assujéti à un droit d'amortissement calculé sur la plus-value que la reconstruction ou l'augmentation donnait au fonds. Cette exigence fiscale déterminait souvent les bénéficiers à différer des réparations urgentes et nuisait par conséquent soit à la propriété elle-même, soit à la sécurité ou à l'agrément des propriétés voisines. Les cahiers du clergé, du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis en demandent la suppression.

Octrois. — Sept paroisses et communautés réclament la suppression des octrois, qu'elles considèrent comme une entrave au développement du commerce; trois autres se bornent à signaler les procédés vexatoires des commis préposés à ce service. Le cahier général vote pour la suppression de l'impôt et propose de le remplacer par une contribution annuelle « supportée et répartie de la même manière et dans la même proportion que les subsides nationaux. » Un décret du 6 février 1791 l'abolit purement et simplement; mais ce ne fut pas pour longtemps. Dès l'an VII l'octroi était rétabli, et toutes les critiques dont il a été l'objet pendant un siècle ne l'ont pas sensiblement ébranlé. Un impôt qui rapporte plus de 280 millions a toujours de puissantes racines.

Aides et gabelles. — L'impôt sur le sel et sur le tabac, les
d

tracasseries et les brutalités des agents de la ferme exaspéraient les populations. Le vœu général est « que les aydes et gabelles soient supprimées, et que le sel et le tabac soient rendus marchands. » Aucune doléance peut-être n'est formulée avec plus d'énergie. Quarante paroisses et communautés se plaignent de l'élévation des droits qui frappent le sel et demandent que cette denrée de première nécessité soit mise dans le commerce ou que l'État la vende à moitié prix. Même avec cette réduction, ce serait encore beaucoup trop cher. On payait, en effet, le sel quatorze sous la livre, et, à en croire les habitants de Curdin, on n'avait souvent pour ce prix que du sable et de la terre du grenier à sel. Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy proteste également contre l'altération du sel, qu'il prétend être mélangé « d'un sixième au moins de matières terreuses et hétérogènes. »

Les habitants de la Chapelle-au-Mans, Cussy-en-Morvan, Saint-Agnan-sur-Loire, Saint-Vincent-de-Saint-Symphorien-lès-Autun, Saizy, Sommant, Tintry, Verrière-sous-Glenne, Verrière-sous-Roussillon, déclarent à l'envi que le sel est si cher qu'une grande partie d'entre eux sont forcés de s'en passer une partie de l'année. A Grury, la santé publique s'en ressent; « l'espèce dégénère; on est vieux au moment où on ne devrait qu'entrer à la fleur de l'âge; à quarante ans, on est dans la décrépitude. » Il résulte, disent les habitants de Gueugnon, « il résulte de cette privation affreuse pour les misérables qui la supportent qu'elle détruit leur courage, anéantit leurs forces et les jette souvent dans un état de langueur et d'accablement que suivent de près des maladies qui sont presque toujours putrides et auxquelles des corps épuisés ne peuvent résister. » Ceux de Rigny-sur-Arroux sont convaincus que « si le roi savait que des laboureurs, des vigneron, des journaliers, après avoir arrosé la terre de leur sueur pendant le jour ne sont pas en état de saler leur soupe parce que le sel est trop cher, le cœur

paternel de Sa Majesté en serait ému, et elle ferait jouir tous ses sujets des avantages qu'elle peut leur procurer en rendant libre le commerce du sel. »

Les plaignants signalent en même temps les inconvénients que la cherté du sel entraîne pour l'agriculture. La mortalité des bestiaux serait prévenue, s'il était possible de leur faire prendre du sel; leur santé gagnerait à ce qu'on en mélangeât avec leur fourrage, et les chairs de ces mêmes bestiaux, comme disent les habitants d'Antully, « seraient beaucoup exquisies lorsqu'on en ferait l'abat. »

Ce qui n'est pas moins regrettable que cette privation d'une substance nécessaire, ce sont les procédés des agents des gabelles. L'élévation des droits avait pour conséquence forcée l'établissement d'une vaste contrebande. Les peines les plus sévères, trois ans de galères au minimum, frappaient les faux-sauniers; mais elles n'arrêtaient guère leur commerce clandestin. La ferme du sel avait pourtant à son service une véritable milice, une multitude d'employés qui prenaient le nom de soldats de la ferme et faisaient à l'improviste des perquisitions domiciliaires. Au dire des plaignants, ces agents s'introduisaient dans les maisons le plus souvent en l'absence du chef de famille. « Que peuvent faire alors de malheureuses femmes seules, » s'écrie d'un ton tragique le rédacteur du cahier de Saint-Agnan-sur-Loire, « pendant que le laboureur, digne par ses travaux d'un meilleur sort, force la terre à ouvrir ses trésors? » Encore les préposés de la gabelle ne se bornent-ils pas à perquisitionner. Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy les accuse de « porter eux-mêmes du faux sel pour avoir le prétexte de saisir et pour rançonner ensuite des malheureux que le produit de leurs sueurs peut à peine nourrir. » Aussi tout le monde est d'accord pour demander la suppression de ces droits. Un des premiers actes de l'Assemblée nationale fut d'abaisser le prix du sel; mais les souvenirs de la gabelle ne sont pas éteints, et, dans le langage

populaire, le nom de « gabelou » a survécu à l'institution.

L'usage du tabac répond à un besoin purement factice, et les droits affectés à cette substance se justifient beaucoup mieux que ceux qui grevaient le sel. Plusieurs communautés le reconnaissent franchement. « La plupart des habitants de Gueugnon, malheureusement habitués à l'usage du tabac, savent qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, s'ils se sont fait un besoin aussi dispendieux pour eux qu'il est profitable à la ferme qui leur fait payer huit à dix fois sa valeur. » Mais l'habitude « presque aussi puissante que la nature » en est arrivée à faire du tabac une consommation de première nécessité. Il marche de pair avec le sel dans les doléances. Des paroisses se plaignent simplement de sa mauvaise qualité; depuis plusieurs années « au mépris des droits de l'humanité, » on le leur vend échauffé, pourri, éventé, à l'état de « poudre malfaisante et corrosive, » et cependant on leur fait payer « cette espèce de poison » quatre francs la livre. Les habitants de Gueugnon prétendent « sentir à l'engourdissement des fibres de leurs cerveaux combien elle est nuisible à leurs organes et facultés. » Ceux de Marcheseuil redoutent même « que la consommation d'une denrée corrompue n'en dégoûte la génération future et ne mine sourdement cette partie considérable des revenus du prince. » Crainte chimérique! La suppression des droits réclamée par le cahier général n'a pas été prononcée, et les générations qui ont suivi celle de 1789 ne se sont nullement dégoûtées du tabac. En soixante-quinze ans de monopole, l'État a encaissé de ce chef la somme fantastique de douze milliards huit cents millions, et son dernier relevé chiffrait à trois cent soixante-douze millions le produit de la vente annuelle.

Si l'on mentionne encore deux vœux tendant : 1° à ce que le titre des monnaies ne puisse jamais être changé ou altéré que du consentement des États généraux assemblés; 2° à

ce que le gouvernement fasse battre de la petite monnaie pour faciliter les transactions du commerce, on en a fini avec les doléances qui concernent le régime financier. Ces doléances n'étaient pas pour diminuer les perplexités du gouvernement. Que demandait-il ? De l'argent. Que lui proposait-on en termes plus ou moins explicites ? Des suppressions, des réductions d'impôts, ou une répartition nouvelle qui impliquait un changement radical dans l'organisation politique. Le problème était embarrassant ; mais les événements l'ont résolu, et ce qu'il faut seulement retenir de cette énumération d'impôts, c'est leur exagération abusive et l'inégalité de leur application, ce sont les charges écrasantes qu'ils faisaient peser sur les campagnes, c'est surtout leur détestable mode de perception qui laissait entre les mains des agents du fisc la majeure partie des sommes destinées au trésor.

VI

ADMINISTRATION, POLICE ET INSTRUCTION PUBLIQUE.

La réforme administrative était beaucoup moins urgente que la réforme financière. Les cahiers y songent cependant. Ceux du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis demandent la suppression des intendants et commissaires départis et l'attribution de leurs fonctions aux administrations provinciales. Six communautés sollicitent simplement une mesure de décentralisation : quand elles ont des réparations à faire aux églises, presbytères, ponts, etc., elles sont obligées de se pourvoir auprès de l'intendance, qui commet des entrepreneurs. Les frais de ces pourvois sont considérables, et généralement l'ouvrage est mal fait. Les communautés demandent à exécuter elles-mêmes et comme elles l'entendront leurs réparations, sans recourir à l'inten-

dance. Le vœu semble hardi. Si ceux qui l'ont formé revenaient au monde, ils soupireraient encore après sa réalisation. Les intendants ont disparu, mais les préfets sont toujours là.

Des cahiers demandent la suppression des gouverneurs des provinces ; d'autres, la réduction de leurs appointements. Le cahier particulier du bailliage d'Autun insiste pour que ces appointements soient, au moins, à la charge de l'Etat et non plus à celle des provinces.

Les survivances, c'est-à-dire les nominations par avance aux emplois publics du vivant même des titulaires, étaient une des plus mauvaises pratiques de l'ancien régime. Le cahier général, se faisant l'écho de diverses paroisses, en demande l'abolition.

D'autres vœux fort sages visent la réduction des cabarets dans les campagnes « au plus petit nombre possible, » la suppression de toutes les loteries sans exception, l'entretien des établissements de charité au moyen d'une contribution qui serait prélevée sur les bénéfices excédant deux mille livres de revenu, l'amélioration du régime administratif des hôpitaux, la création dans toutes les villes de bailliage d'un hospice pour recevoir les enfants naturels ou abandonnés. Plusieurs communautés rêvent une sorte d'assistance publique. Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy désire que le gouvernement place et gage dans chaque district des chirurgiens d'une capacité reconnue qui traiteraient gratis, sur les certificats des curés, les indigents des campagnes. C'est aussi le vœu du clergé, qui voudrait en même temps que des garanties de capacité fussent exigées des sages-femmes. Les animaux domestiques ne sont pas oubliés. Le cahier du bailliage de Bourbon-Lancy demande l'envoi dans chaque district d'un élève de l'École royale vétérinaire qui recevrait une gratification du gouvernement pour prêter son ministère et ses soins dans les maladies du bétail.

Un vœu de Saint-Sernin-du-Plain doit être retenu : la

paroisse demande « que l'on se ressouvienne des services essentiels qu'a rendus et rend tous les jours le sieur Jean-Baptiste Gaudet, chirurgien, leur député, à tous ceux de la province qui ont eu le malheur d'être attaqués par des animaux enragés. » Le remède était, sans doute, un secret qu'on se transmettait de père en fils, car déjà, aux États de Bourgogne tenus à Autun en 1763, un sieur Philippe Gaudet, chirurgien à Saint-Sernin-du-Plain, avait sollicité une pension qui aurait été reversible à ses enfants, aux offres par lui faites de distribuer dans toute la province sa recette contre la rage.

Des mesures sont enfin réclamées de toutes parts en faveur de l'extinction de la mendicité. C'était une plaie vive pour laquelle on ne trouvait pas plus qu'aujourd'hui de topique efficace. L'insolence des mendiants effrayait les populations et, comme tous les domaines étaient couverts en paille, les cultivateurs redoutaient que ces nomades n'y missent le feu. Un certain nombre de cahiers demandent que chaque paroisse soit tenue de nourrir ses pauvres et que tous ceux qui mendieront hors de leur paroisse « soient réputés vagabonds et enfermés à la charge desdites paroisses. » Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy propose l'établissement d'ateliers de charité, au moyen des sommes accordées au roi par la province pour la suppression de la mendicité, au moyen aussi des revenus des maisons religieuses abandonnées qui ne seraient pas employés en œuvres pies. Le clergé a la même idée et veut consacrer, en outre, à l'entretien de ces établissements, soit les sommes destinées à des distributions abusives de pain et d'argent, soit le vingt-quatrième de la dîme perçue par les décimateurs, soit le produit de quêtes spéciales. Mais une mesure d'un effet plus immédiat paraît être l'augmentation de l'effectif de la maréchaussée. Il n'y a, nous apprennent les cahiers, « que quatre cavaliers de maréchaussée à Autun pour tout le bailliage; il est impossible que la police

des campagnes soit faite avec un aussi petit nombre de cavaliers, surtout eu égard aux différentes commissions dont ils sont journellement chargés par le gouvernement et qui les éloigne de leur ressort. » On voit que ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que la gendarmerie est distraite par l'administration de ce qui devrait être sa principale occupation, la constatation des délits et la recherche des coupables. Les temps passent, les abus demeurent.

L'instruction publique, qui s'inscrit pour si large part dans nos budgets, était un moindre souci pour nos aïeux. Le clergé seul donne quelque développement à ses observations. Il lui semble nécessaire « qu'il soit établi dans toutes les paroisses de campagne, sous l'inspection des évêques et des curés, des maîtres d'école, qui en donnant aux enfants l'intelligence de leur langue, les préparent à entendre les éléments de la religion et à acquérir les connaissances utiles à la société. » Selon le même cahier, l'éducation des enfants du peuple, dans les villes, serait confiée aux frères de la Doctrine chrétienne, et les collèges à des corps ecclésiastiques et religieux sous l'unique surveillance des évêques.

Le tiers état s'exprime sur ce point avec une extrême brièveté. Le cahier du bourg de Couches et celui du bailliage de Montcenis demandent en deux lignes « qu'il soit fait un plan d'éducation pour les campagnes. » Le premier de ces cahiers a également en vue « un plan d'éducation qui opérera la réforme des collèges et des universités. » Il y avait à faire, paraît-il, et souvent les diplômes étaient achetés à beaux deniers comptants « sans examen et sans épreuve. » Le second cahier demande l'établissement de collèges dans toutes les villes où il n'y en a pas; mais le principe de la laïcité de l'enseignement ne s'est même pas présenté à l'esprit de ses rédacteurs. La direction de ces collèges serait, d'après eux, confiée à des religieux, sous l'inspection des commissions de district.

Tous ces projets de réforme sont très vagues. Un seul mérite d'être noté : c'est la gratuité de l'enseignement dans les collèges et dans les universités, réclamée expressément par les mêmes cahiers.

VII

CLERGÉ

Le cahier général est sobre de doléances à l'endroit du clergé; c'est dans les cahiers des paroisses qu'on saisit le mieux les vices de l'organisation d'alors et les critiques fondées dont elle était l'objet.

La multiplicité des bénéfices et l'accumulation de plusieurs de ces bénéfices sur une même tête donnaient lieu à de grands abus. On demande que la plupart des gros bénéfices soient supprimés et qu'une partie de leurs revenus soit attribuée aux curés, de manière à faciliter la suppression du casuel. Même vœu au sujet des petits bénéfices-cures qui sont à la charge des habitants et dont un édit de novembre 1786 a déjà ordonné la suppression et la réunion. Les bénéfices qui subsisteront seront affectés spécialement aux ecclésiastiques du diocèse dont ils dépendent, au lieu d'aller enrichir des étrangers, et nul ne pourra en posséder plusieurs dès que leur revenu excédera deux mille livres.

Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis réclament l'abolition du Concordat et le rétablissement de la Pragmatique Sanction, en stipulant toutefois le maintien des articles concernant les libertés de l'Église gallicane. Il s'agit du Concordat passé en 1516 entre le roi François I^{er} et le pape Léon X, aux termes duquel la nomination aux évêchés, abbayes et autres bénéfices devait appartenir au roi, tandis que le revenu de la première année de ces bénéfices serait attribué au pape. Les droits ainsi

payés à la cour de Rome portaient le nom « d'annates. » Les populations voient avec regret leur argent sortir de France, et elles demandent que le royaume soit affranchi de cette contribution. Trois petites communautés, Morillon, Neuvy et Saint-Agnan-sur-Loire, faisant une incursion dans la politique internationale, déclarent même qu'il est « fort intéressant pour le royaume que le roi rentre en possession du comtat d'Avignon et du pays Venaissin. »

Les dettes du clergé les inquiètent, ainsi que le tiers état du bailliage de Montcenis. Les cahiers demandent qu'il soit pris sur les revenus des biens ecclésiastiques un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de ces dettes, et que les revenus des abbayes commendataires y soient spécialement affectés. Un vœu plus général tend à la réduction des fêtes chômées ou à leur translation au dimanche, à l'exception de celle de Noël et des deux fêtes de Pâques. Nombre de cahiers présentent enfin diverses observations relatives aux évêques, aux curés et aux religieux.

Ce que le bourg de Couches, les bailliages de Montcenis et de Bourbon-Lancy réclament surtout des évêques, c'est la résidence « pendant les trois quarts de l'année, à peine de perdre leurs revenus pendant le temps de leur absence. » La paroisse de Morillon indique sans détour un des motifs qui lui font désirer cette résidence : les prélats « répandront ainsi sur leurs diocésains les dépenses qu'ils font pour aller à Paris; y séjourner et en revenir. » Le cahier général désire aussi que les archevêques et évêques soient autorisés à donner toutes dispenses, de manière à abréger le temps, à simplifier les formalités et surtout à empêcher que l'argent des fidèles ne prenne le chemin de Rome.

Il règne dans l'ensemble des cahiers un réel courant de sympathie pour les curés des campagnes. On se plaît à les qualifier de « dignes pasteurs, pères des pauvres, consolateurs de l'humanité, infatigables ministres de la religion, » etc. Sans doute, le casuel n'est pas populaire ;

sept paroisses demandent sa suppression, et le cahier général s'associe à ce vœu; mais personne alors ne songeait à affamer le clergé. Le casuel ne sera supprimé qu'autant que la portion congrue, « trop modique pour subvenir à une honnête subsistance, » sera augmentée. Antully veut assujettir les habitants de chaque paroisse à payer à leur curé une somme de mille livres et au vicaire isolé ou desservant une somme de six cents livres. Autun élève le traitement du curé à douze cents livres; Cordesse, Étang, Dracy-Saint-Loup, Monthelon vont jusqu'à quinze cents livres. C'est plus que n'en demande le clergé lui-même, qui voudrait voir fixer la portion congrue à une quantité de froment représentant mille livres, mais payable en argent au taux des mercuriales. La communauté de Saint-Agnan-sur-Loire souhaite, en outre, que les curés soient ménagés dans leurs impositions, les charges qui pèsent sur eux restreignant forcément leurs œuvres de bienfaisance, « malgré la sensibilité de leurs cœurs. » Si l'on tient compte de la diminution de la valeur de l'argent et de l'élévation du prix des subsistances, on doit reconnaître que la situation de nos curés de campagne, dotés d'un traitement de neuf cents francs et d'un casuel souvent insignifiant, est beaucoup moins favorable que celle qui était proposée en leur faveur, il y a cent ans.

La dîme a servi de texte à bien des déclamations, et elle est encore aujourd'hui un des principaux arguments qu'on se jette à la face dans la mêlée des polémiques. A lire attentivement les cahiers, elle ne paraît pas avoir soulevé alors autant d'indignation que son nom seul en excite un siècle après. Ceux qui la payaient criaient moins fort que ceux qui ne la connaissent que par ouï-dire. Si des paroisses demandent sa suppression, ainsi que celle du casuel, c'est à la charge acceptée par elles de faire un traitement au curé. Il n'y a là qu'une simple modification dans la forme et dans la perception de l'impôt. Seuls, les habitants de Morlet, de

Nyon et de Saint-Sernin-du-Plain trouvent la charge un peu lourde. Le cahier général ne souffle mot de la dîme. Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis s'en prennent seulement à la dîme des menus grains. Enfin la paroisse d'Issy-l'Évêque proteste non pas contre l'impôt lui-même, mais contre l'emploi qui en est fait. En principe, la dîme doit être appliquée par le seigneur bénéficiaire décimateur à la réfection ou réparation du chœur et du clocher de l'église, aux traitements du curé et du vicaire, à celui du maître d'école, à l'entretien de la sacristie en linges, vases, livres et ornements, au soulagement des pauvres de la paroisse. Or les décimateurs en font un tout autre emploi, et une petite portion de la dîme est seule consacrée à la subsistance du curé. Les habitants de Laizy se plaignent du même abus : leur curé n'a tout au plus que le tiers de la dîme ; « le reste se paie à des gens qui ne paraissent jamais que pour prendre. » Ceux de Sommant s'étonnent pareillement de voir la dîme profiter à des personnes qui ne font rien pour la paroisse. A Sully-en-Royauté, on observe que les curés de paroisses sujettes à vicaire refusent souvent d'en prendre quand ils sont décimateurs avec l'évêque ou d'autres ecclésiastiques : ils prétextent le défaut de prêtres disponibles et, en attendant, ils font l'économie du traitement. Sans insister sur ces griefs, il convient de remarquer l'affectation multiple de la dîme. Les dépenses auxquelles elle était destinée sont inscrites aujourd'hui au budget des cultes et de l'instruction publique, ainsi qu'aux budgets particuliers des communes et des bureaux de bienfaisance ; mais, sous un nom ou sous un autre, c'est toujours le contribuable qui en tire le montant de sa bourse.

Le cahier du bailliage de Bourbon-Lancy désire que les commissions de district veillent à ce que les curés fassent exactement les réparations locatives de leurs presbytères, et qu'elles visitent ces immeubles à chaque mutation des

bénéficiaires. Celui du bailliage de Montcenis demande que les canonicats des collégiales soient réservés aux anciens curés.

Relevons aussi, à titre de curiosité, la doléance des habitants d'Uxeau, bailliage de Montcenis, qui sollicitent la suppression de plusieurs droits exigés par leur curé et consistant : 1° dans la moitié du lit où est décédé un mari ou une femme chef de famille ; 2° dans un repas appelé « dîner de Carême » que le curé se fait donner par tous ses paroissiens en nature ou en argent ; 3° dans un droit de « prélibation » pour lequel il exige quarante sous ou un bichet d'avoine.

Quelques plaintes sont articulées contre le clergé régulier. Deux paroisses, Neuvy et Morillon, n'y vont pas de main morte : elles demandent, sans dire pourquoi, la vente de tous les immeubles des congrégations. Celle de Mesvres, qui ne paraît pas en bons termes avec son prieur commendataire à raison de coupes de bois trop fréquentes, vote pour la suppression de « tant de maisons conventuelles qui jouissent d'un très grand revenu pour peu d'individus et dont le luxe, les parties de la société mondaine et la sensualité font la seule occupation, tandis que le laboureur languit sous le poids et la rigueur de toutes les saisons. » Le cahier du bailliage de Bourbon-Lancy réclame simplement l'exécution de l'édit du 26 mars 1768 qui règle la conventualité. L'abolition de la mendicité pratiquée par certains ordres religieux et la fixation de l'âge de trente ans pour le prononcé des vœux sont encore au nombre des *désiderata*.

VIII

JUSTICE ET LÉGISLATION.

On reconnaît, en feuilletant les cahiers, qu'un des premiers besoins d'un peuple est d'obtenir une justice prompte, uniforme, rapprochée, économique. Avant 1789, la justice

n'avait aucun de ces caractères; la législation et les coutumes différaient d'une province à l'autre; la multiplicité des formalités procédurières et l'abondance de la paperasserie entraînaient pour la moindre contestation des frais considérables; les juridictions variaient à l'infini et s'enchevêtraient les unes dans les autres; la difficulté des communications et l'éloignement des chefs-lieux judiciaires constituaient d'autres obstacles à l'expédition des affaires. Tout était à refaire ou à remanier, et il n'y a pas de sujet qui réunisse chez les plaignants une pareille unanimité de vues. Pour mettre un peu d'ordre dans cette multitude de doléances, il y a lieu de les classer suivant la nature des matières, qu'on peut diviser ainsi qu'il suit :

§ I. — *Justice civile.*

Le premier de tous les vœux exprimés, c'est que les lois civiles « soient ramenées à un point d'unité qui en facilite la clarté et l'étude. » On demande, en conséquence, la refonte des coutumes et la rédaction d'un code civil commun à tout le royaume, en même temps que la réduction des procédures et des frais de justice. On réclame avec d'égales instances la simplification de l'organisation judiciaire. Les tribunaux étaient si nombreux que leurs attributions mal définies engendraient de perpétuels conflits. Autun, par exemple, n'en comptait pas moins de neuf : bailliage, chancellerie, présidial, viérie et prévôté royale, justice des consuls, gruerie, grenier à sel, officialité, justice ecclésiastique du chapitre de Saint-Lazare. Au dessous ou à côté de ces tribunaux s'exerçaient les justices seigneuriales, qui se divisaient en hautes, moyennes et basses justices. Un juge institué par le seigneur et révocable, un procureur d'office, un greffier et un sergent composaient leur personnel. La haute justice connaissait des falsifications de poids et mesures, blasphèmes énormes, infractions à la police des

cabarets et autres cas, même punissables de mort, dont la connaissance n'était pas attribuée par les lois aux juges royaux; le « patibulaire » à une ou plusieurs potences, l'échelle, le pilori et le carcan en étaient les signes extérieurs. La moyenne justice statuait sur les tutelles et curatelles, amendes pour défaut de paiement des cens, mésus, rixes, simples blasphèmes, dommages et délits n'entraînant que des peines pécuniaires. La compétence de la basse justice ne s'étendait qu'aux actions personnelles jusqu'à trois livres cinq sous et aux dommages dont l'amende n'excédait pas sept livres six sous.

Les châtellemies ou prévôtés royales étaient des juridictions analogues; mais l'administration des domaines les soumettait à ses exigences fiscales. Ainsi la terre de Glenne dépendait du domaine du roi, et les justiciables de cette châtellemie se plaignaient de ce que les contrôleurs leur imposaient des droits qui n'étaient pas réclamés dans les autres justices.

L'opinion publique appelait la création de nouveaux arrondissements judiciaires. Selon le vœu général, les tribunaux seront partagés en trois classes : 1^o les bailliages qui jugeront sans appel, au nombre de trois juges, jusqu'à trois cents livres; 2^o les présidiaux qui jugeront également en dernier ressort, au nombre de dix juges, jusqu'à quatre mille livres; 3^o les parlements qui statueront sur les appels dans tous les cas où les premiers tribunaux n'auront pu juger définitivement. Quant aux justices inférieures, vingt-trois cahiers proposent d'étendre leur compétence en leur attribuant le droit de juger souverainement toutes les affaires dont l'intérêt ne dépassera pas quarante ou cinquante livres, afin d'éviter des appels ruineux et de décharger d'autant les tribunaux supérieurs. Quels que fussent les inconvénients de ces juridictions, elles avaient un avantage très prisé des campagnes, celui d'épargner les frais. Le cahier de Verrière-sous-Roussillon constate « qu'une sen-

tence y coûte au plus huit francs et qu'au bailliage elle coûte au moins soixante et douze livres. » D'autres cahiers les rangent au nombre des tribunaux d'exception et demandent qu'on les supprime, ainsi que les gabelles, traites foraines, cour des aides, etc. « Pourquoi, » dit le rédacteur du cahier d'Anost, « laisser subsister tant de différentes juridictions qui ne servent qu'à multiplier les frais, les degrés et les abus ? Le bailliage n'est-il pas le siège naturel de tous les hommes ? » C'est en vertu du même principe qu'Autun réclame la réunion de la viérie et prévôté royale du bailliage.

L'abolition du droit de *committimus* est formellement demandée. On appelait ainsi le privilège qu'avaient la noblesse, les universités, les communautés religieuses, etc., d'avoir leur cause commise par-devant certains juges, sans pouvoir être traduites devant le juge de leur domicile. Les habitants de Gueugnon savent ce qu'il en coûte. Leur paroisse ne compte pas moins de quatorze seigneurs qui ont des parcelles de terres et qui ne peuvent être attaqués que devant leurs juges. Or il est fort difficile de connaître les limites de ces différentes propriétés et, par suite, le juge devant lequel l'action peut être portée. Deux seigneurs ont bien un juge sur les lieux ; mais les justices des autres siègent à Paray, « distant de trois grandes lieues, de quatre au moins pour les justiciables éloignés, » et les frais de déplacement quadruplent presque toujours le prix qui fait l'objet de la contestation.

Les actions personnelles intentées par les laïques aux ecclésiastiques entraînaient les mêmes inconvénients. Il fallait porter sa cause devant l'officialité, et, si l'ecclésiastique interjetait appel, se pourvoir devant le métropolitain. Presque toujours l'éloignement de cette dernière juridiction et les difficultés du voyage obligeaient le créancier à renoncer à ses droits. Aussi tous ces tribunaux d'exception sont-ils condamnés par l'expérience.

Un article du traité de la réunion de la Bourgogne à la couronne avait reconnu aux Bourguignons le privilège de ne pouvoir être traduits hors de l'étendue de la cour souveraine établie à Dijon. Les cahiers en réclament le maintien. Un privilège dont on jouit paraît tout naturel et ne choque nullement le principe d'égalité qu'on est toujours prêt à invoquer contre les privilèges d'autrui. Le tiers état de Couches et du bailliage de Montcenis demande en termes plus généraux l'abolition de « toutes espèces d'évocations, *committimus*, droits de bourgeoisie, privilèges de la conservation de Lyon et généralement toutes distractions de ressort. »

La diminution des frais de justice est universellement souhaitée. Le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy veut qu'il soit fait un tarif général et fixé un maximum au chiffre des dépens, de telle sorte, par exemple, qu'un procès d'un intérêt de deux cents francs n'occasionne pas de frais supérieurs à vingt-cinq livres dans les justices inférieures, et à trente-six livres dans les bailliages et présidiaux. Il prétend régler de même le chiffre des épices : quelle que fût l'importance du procès, ces honoraires seraient taxés à douze livres dans les justices inférieures, vingt-quatre livres dans les bailliages, trente-six livres dans les présidiaux et soixante livres dans les cours. Les cahiers d'Autun et de Mesvres concluent avec plus de raison à la suppression des « épices et autres droits onéreux au peuple. » Au lieu de cette rémunération arbitraire, les officiers de judicature recevront des « gages proportionnés à leur travail. »

On sait quel développement avait pris la procédure civile. En écrivant les *Plaideurs*, Racine n'avait eu qu'à faire appel au souvenir du procès qu'il avait soutenu à l'occasion du prieuré d'Epinay. Les formalités inutiles tenaient une place considérable dans l'instruction des affaires et surtout dans les états de frais. Ce qu'il se consommait pour le moindre litige

De dits, de contredits, enquêtes, compulsoires,
Rapports d'experts, transports, *et d'interlocutoires*

passé l'imagination. Les communautés de la Comelle et de Saint-Léger-sous-Beuvray se plaignent ainsi des jugements de compétence « dont l'abus subsiste en Bourgogne. » Dans toutes les affaires, alors que la compétence est certaine et que les parties la reconnaissent, il faut néanmoins plaider sur ce point et obtenir un jugement qui ne sert qu'à occasionner du retard et à augmenter les dépens. Partout les justiciables s'accordent à demander la revision de la procédure, la suppression « des écritures dictées par l'esprit de chicane des procureurs, » la réduction des droits excessifs perçus par le fisc, la modification des formalités aussi lentes que dispendieuses des ventes par justice, et l'abolition de la contrainte par corps en matière civile.

Le personnel des officiers de judicature est l'objet de vœux divers. Le cahier d'Autun s'élève contre la vénalité des charges et en propose l'abrogation. Le prix des offices serait remboursé aux titulaires, et, pour remplir les places vacantes, les officiers des sièges présenteraient au roi une liste de trois gradués ayant fréquenté le barreau ou exercé une charge de judicature pendant six ans. C'est aussi l'avis exprimé par le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy et résumé par le cahier général.

Une réforme s'impose également pour les officiers ministériels. Les rédacteurs de cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy serrent de près la question. Il est vrai de dire que de ces sept commissaires le premier était lieutenant général de police, deux autres avocats et un quatrième procureur. Ces praticiens fixent la durée des stages : on sera reçu avocat par bénéfice d'âge, quand on aura été procureur pendant dix ans dans un siège royal ; procureur, quand on aura été maître clerc pendant quatre ans et subi un examen ; notaire, quand on aura été maître clerc pendant

cinq ans et que la capacité du candidat aura d'ailleurs été reconnue.

Le nombre de ces derniers officiers était trop considérable, et leur instruction laissait souvent à désirer. Huit communautés demandent qu'ils soient réduits, que des garanties de capacité soient exigées d'eux, et qu'ils soient responsables de la nullité de leurs actes. Comme le fait observer le cahier de Saint-Léger-du-Bois, « leur incompétence occasionne beaucoup de procès, et surtout les notaires baroniques, vu leur attachement singulier pour les seigneurs. »

D'autres auxiliaires concouraient encore à l'administration de la justice ou à l'exécution des formes judiciaires. Au nombre de ces officiers subalternes étaient les jurés-priseurs. Les cahiers particuliers des bailliages d'Autun et de Montcenis, se faisant les interprètes des doléances de plusieurs paroisses, demandent leur suppression. Il paraît que le ministère de ces officiers était surtout onéreux et dévorait en frais une partie des ventes dont ils étaient appelés à estimer le montant.

Les huissiers-priseurs établis en Bourgogne depuis quelques années ne sont pas mieux vus. Autrefois, nous apprennent les cahiers de Laizy, Saint-Léger-sous-Beuvray, Milay, la Comelle, « les greffiers des justices locales procédaient seuls aux ventes et inventaires ; actuellement il faut le concours des huissiers-priseurs, ce qui double et au delà les frais, sans aucun avantage réel pour les habitants. » Verrière-sous-Roussillon, Saint-Pantaléon, Saint-Léger-du-Bois, Saint-Vincent-de-Saint-Symphorien-lès-Autun réclament leur suppression dans des termes analogues. Le cahier général ajoute à cette hécatombe les receveurs des consignations et les commissaires aux saisies réelles, dont les emplois n'étaient pas de moins ruineuses superfétations.

Les doléances relatives à l'organisation judiciaire indi-

quent, en outre, diverses réformes à opérer dans la législation civile. On peut relever les suivantes :

Mariage. — Les oppositions au mariage pouvaient être formées par toute personne qui prétendait avoir le droit d'empêcher le mariage. Le cahier général, adhérant aux vœux de huit paroisses, demande que ces oppositions ne soient reçues qu'autant qu'elles seront formées par les pères et mères, et que les curés soient tenus de passer outre à la célébration, si elles ne viennent pas de ces ascendants. La communauté de Saint-Jean-le-Grand désire également que les garçons majeurs de vingt-cinq ans et les filles majeures de vingt ans puissent se marier sans le consentement de leurs parents. L'âge réglementaire était de trente ans pour les premiers et de vingt-cinq ans pour les secondes.

Enfants naturels. — Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis se préoccupent de la situation des enfants naturels : « Il sera avisé aux moyens de donner un état civil aux bâtards, d'améliorer leur sort et de les rendre utiles à l'État. »

Substitutions. — Les substitutions fidéi-commissaires seront réduites à un seul degré. Celles qui sont graduelles apportent une entrave à la mobilisation des biens.

Retrait lignager. — L'institution du « retrait lignager » avait pour but de conserver les héritages dans les mêmes familles. Quand une personne avait vendu un bien « ancien », c'est-à-dire un bien qui lui était échu à titre de douaire ou par succession, le plus proche parent dans la ligne d'où venait ce bien avait la faculté de le racheter dans le délai d'un an et jour, à la seule charge de rendre le prix et les frais du contrat. Le retrait lignager était soumis à des formalités assez compliquées. Les cahiers de Couches et du bailliage

de Montcenis demandent qu'il soit aboli dans les ventes aux enchères et restreint à celles qui se font de gré à gré. Le cahier du bailliage d'Autun réclame seulement la simplification de la procédure, conformément aux vœux manifestés par les habitants d'Autun, Broye, Brion, Anost, Tavernay, la Selle, Cordesse, Étang et Dracy-Saint-Loup : à l'avenir on obligerait le retrayant et celui sur qui le retrait est exercé à se trouver devant le juge qui réglerait les offres, sans qu'il ait été nécessaire de procéder préalablement à ces offres. Il est superflu de rappeler que le retrait lignager a disparu de notre législation.

Action en lésion. — Le délai de dix ans pour exercer l'action en lésion de plus de moitié à la suite d'une acquisition d'immeuble était déjà fort long. Des minorités successives pouvaient encore le prolonger, et la sécurité des transactions en souffrait. Treize cahiers demandent que ce délai soit réduit à cinq ans et coure contre les mineurs. Le code civil l'a fixé définitivement à deux ans.

Prêt à intérêt. — On sait que sous l'ancien régime le prêt à intérêt était considéré comme usuraire et défendu par la loi : de là la multiplicité des rentes foncières. Le capital, ne pouvant être prêté, était aliéné, contre le paiement d'une rente perpétuelle. Ces rentes, souvent fort anciennes et mal établies, étaient des nids à procès. Aussi une paroisse, celle de Sommant, demande-t-elle que chacun ait le droit de les racheter soit en argent, soit en relâchant un fonds d'un prix équivalent. Mais tout le monde est d'accord pour réclamer une réforme plus complète. Déjà, dans plusieurs régions, notamment en Bresse et dans le Lyonnais, le prêt à intérêt « au denier vingt par simple billet ou obligation et sans aliénation de capital » était licite. On demande la généralisation de cette mesure qui favorisera le développement des affaires et préviendra l'usure. Vingt-

deux paroisses et communautés l'appellent de tous leurs vœux et en célèbrent par avance les heureux effets. « On verra de toutes parts les bourses se délier » (Anost); « l'industrie captive en Bourgogne prendra un libre essor, le commerce fleurira » (Igornay, Manlay, Voudenay-le-Château). Il est également demandé que les gens de main-morte soient autorisés à prêter à tous particuliers.

§ 2. — *Justice consulaire.*

Dans la défaveur qui frappait toutes les juridictions d'exception, la justice consulaire avait gardé son prestige. Plusieurs cahiers réclament expressément son maintien. Celui d'Anost demande même qu'elle ait le droit de juger en dernier ressort jusqu'à mille livres, à condition de placer parmi les juges un gradué qui aurait au moins dix ans de palais. En formulant le même vœu, le cahier d'Autun ajoute : qu'il sera interdit aux juges ordinaires de connaître des matières de commerce et créé des justices consulaires dans toutes les villes. Le cahier du bailliage de Bourbon-Lancy prévoit le cas où le petit nombre des commerçants ne permettrait pas d'établir de juridiction consulaire : la connaissance des affaires commerciales serait alors attribuée au bailliage. Le cahier général résume ces vœux. Considérant, en outre, la multiplicité des faillites et les agissements frauduleux qui les accompagnent, il demande que les cours ne puissent accorder aucune lettre de répit, aucun arrêt de surséance que du consentement d'un nombre de créanciers représentant les trois quarts de la masse des créances. Il propose enfin que tous les commerçants en état de cessation de paiement soient tenus de déposer leur bilan au greffe et de rester à leur domicile pendant les trois mois qui suivront ce dépôt, sous peine d'être réputés banqueroutiers frauduleux.

§ 3. — *Justice criminelle.*

L'impitoyable rigueur des lois pénales et les étranges pratiques des instructions faisaient désirer partout une réforme du code criminel ou plus exactement une codification. C'était un concert de plaintes. « Le code criminel fourmille d'abus criants » (Saint-Jean-le-Grand); « il offre des abus sans nombre » (Cordes, Etang, Laizy, Dracy-Saint-Loup); « il présente des dangers et des inconvénients qui font depuis longtemps l'objet de la réclamation de toute la France » (Anost); « il n'est plus fait pour nos mœurs » (Igornay, Manlay, Voudenay-le-Château). En sollicitant une réforme complète, le cahier général s'inspire de l'exemple de l'Angleterre, très regardée et très admirée alors, et demande l'institution du jury. Il réclame aussi des garanties pour les accusés : suppression de la mise au secret et de la sellette, recours à un conseil, faculté pour le contumax de se défendre sans être obligé de se constituer prisonnier.

Une amélioration qu'il indique est à noter : c'est le principe d'une indemnité due aux accusés poursuivis par le ministère public, qui seront jugés innocents. Cette mesure, qui semble conforme aux strictes idées de justice, n'est pas d'une application facile. Chaque législature en est encore saisie de nos jours, et de bonnes raisons l'ont fait repousser jusqu'à présent.

Il convient de mentionner une autre innovation proposée par le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy, dont les rédacteurs, presque tous hommes de loi, ont examiné soigneusement les vices et les lacunes de la procédure criminelle : dans tous les sièges un officier du parquet serait chargé de la défense des accusés et leur prêterait gratuitement son ministère. On voit là en germe le principe de l'assistance judiciaire.

Avant 1789, il y avait des distinctions dans les peines comme dans les classes de la société. Les nobles avaient le privilège d'avoir la tête tranchée; les roturiers et manants convaincus de fausse monnaie, banqueroute frauduleuse, vol domestique, séditions et émotions populaires, ne pouvaient prétendre qu'à être pendus. Certains crimes cependant excluaient cette démarcation. La roue attendait les assassins et voleurs de grands chemins; le feu était réservé pour les crimes de magie, blasphèmes exécrables, hérésie, parricide; l'écartellement à quatre chevaux punissait enfin l'attentat de lèse-majesté au premier chef, sans qu'on distinguât dans ces différents cas si le criminel était gentilhomme ou roturier. Les cahiers demandent l'unité du dernier supplice : tous les condamnés à mort, quel que soit leur crime, quelles que soient leur naissance et leur condition, auront la tête tranchée, et le mode d'exécution n'entraînera plus cette flétrissure légale qui s'attachait à la famille du condamné et survivait à ses forfaits.

La question préalable, qui avait pour but de faire avouer au condamné les noms de ses complices, sera supprimée, excepté dans les cas de lèse-majesté. Déjà Louis XVI avait aboli, de sa propre initiative, la question préparatoire donnée à l'accusé afin d'obtenir l'aveu de son crime.

La peine de mort sera prononcée seulement contre les meurtriers; les autres crimes seront punis des travaux publics à temps ou à perpétuité, de la détention dans des maisons de force ou d'amendes pécuniaires, selon la nature et la gravité des faits. La peine du bannissement « par laquelle un village, une ville, une province font entre elles l'échange de leurs malfaiteurs » sera supprimée. La mort naturelle ou civile n'emportera plus la confiscation, qui sera également abolie. Certaines peines hors de proportion avec les délits seront adoucies. On abrogera, par exemple, la loi d'Henri II qui condamne à mort les filles enceintes qui

négligent de déclarer leur grossesse; on cessera de même d'appliquer la peine capitale aux accusés convaincus de vol domestique sans circonstance aggravante. En un mot, comme le porte le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy, « on prendra en considération la douceur de la nation française qui rejette des précautions et des supplices qui étaient nécessaires dans ces temps d'anarchie et de férocité où les délits et les assassinats publics préparaient et autorisaient les crimes et les atrocités des particuliers. » On était fier à cette époque de parler de la « douceur de la nation; » on croyait de bonne foi au progrès des idées humanitaires, et personne ne se doutait qu'un avenir prochain allait ramener, dans toute leur horreur, « les temps d'anarchie et de férocité. »

Le régime pénitentiaire était fort défectueux. Il n'y avait dans toute l'étendue du bailliage d'Autun qu'une seule prison, étroite et malsaine, où les détenus pour dettes civiles restaient confondus tout le jour avec les criminels. Le gouvernement est prié de remédier à cet état de choses, qui était alors assez général et qui constituait une véritable aggravation de peine.

Codification des lois criminelles, réforme de l'instruction, atténuation des pénalités, voilà ce que réclame l'ensemble des cahiers. Quelques autres sujets sont encore traités. Les délits de contrebande à l'intérieur étaient soumis à des tribunaux spéciaux : il est demandé qu'ils soient renvoyés devant les juges ordinaires. Les juridictions prévôtales seront supprimées. Exercées par les prévôts des maréchaux de France, elles connaissaient des crimes commis par les vagabonds et les gens de guerre en marche, des désertions, vols de grands chemins, assemblées illicites avec port d'armes, etc. Comme le fait observer le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy, elles « ont pu être de quelque utilité, mais depuis longtemps elles ne sont plus qu'un tribunal de sang en horreur à tous les bons citoyens et où

l'ignorance des juges militaires conduit le plus souvent au supplice l'innocent avec le coupable. »

Plusieurs cahiers protestent contre l'usage abusif des monitoires. Il n'est pas inutile de rappeler que le monitoire était un mandement de l'official adressé à un curé, pour avertir tous les fidèles de la paroisse de « venir à révélation » sur les faits mentionnés sous peine d'excommunication. Publication en était faite au prône pendant trois dimanches consécutifs. Il était de règle que l'official ne pouvait délivrer de monitoire pour les causes qui n'étaient pas de sa compétence, sans une ordonnance du juge ordinaire saisi de l'affaire. De plus, l'article 18 de l'ordonnance d'Orléans ne permettait d'en user que pour crimes, scandales publics et autres cas graves. Mais cette prescription était souvent oubliée. Les juges laïques en étaient arrivés à demander pour de simples délits de chasse, des monitoires que l'autorité ecclésiastique ne pouvait pas refuser sans risquer d'être prise à partie. Ainsi des gens qui avaient vu prendre une bécasse au lacet et qui négligeaient d'en témoigner étaient *ipso facto* retranchés de la communion des fidèles. On a vu plus haut que la paroisse de Neuvy reprochait à son seigneur de recourir précisément en ce cas aux foudres de l'Église. Parfois des faits de pêche et des délits forestiers donnaient lieu à la même procédure. Les habitants de Gueugnon s'indignent « qu'on trouble ainsi les consciences » et, avec eux, la paroisse de Rigny-sur-Arroux, le cahier d'Autun, le cahier général des quatre bailliages et celui du clergé demandent « que les monitoires ne puissent être accordés que pour les crimes qui mériteront peine capitale ou afflictive. »

IX

DROITS FÉODaux ET SEIGNEURIAUX

On touche ici à des abus dont la réforme s'imposait longtemps avant 1789 et eût prévenu, sans doute, une partie des excès de la Révolution, si elle avait été accomplie en temps utile. Non seulement les droits féodaux et seigneuriaux étaient une charge onéreuse pour les habitants des campagnes ; mais beaucoup de ces droits n'avaient plus la moindre raison d'être, et une longue habitude justifiait seule leur maintien. Les cahiers s'accordent à demander leur suppression avec ou sans indemnité, selon que les droits sont réels ou personnels.

On peut diviser en deux classes les droits féodaux et seigneuriaux. Les uns étaient généraux, et ils étaient dus au seigneur en vertu de sa seule qualité ; les autres étaient particuliers et avaient pour fondement soit des titres, soit des possessions anciennes qui en tenaient lieu :

§ I. — *Droits généraux.*

Indire. — « L'Indire » était le droit pour le seigneur d'imposer extraordinairement ses sujets en doublant les redevances personnelles et foncières qu'ils lui payaient à l'ordinaire. La coutume de Bourgogne stipulait que ce droit ne pouvait être exercé que dans quatre cas : voyage d'outre-mer, rançon du seigneur, nouvelle chevalerie et mariage d'une fille. Les deux premiers cas, en fait, ne se présentaient plus ; les voyages d'outre-mer avaient fini avec les croisades, et la libération des prisonniers de guerre se faisait par voie d'échange. Il n'y avait « nouvelle chevalerie » que lorsque le seigneur était honoré de l'ordre fort rarement conféré du Saint-Esprit. Un seul cas restait fréquent :

le mariage d'une fille, et, en cette circonstance, le seigneur faisait volontiers appel à la bourse de ses sujets. Les habitants de Saint-Sernin-du-Plain trouvent que c'est une « chose honteuse à des seigneurs sur leurs vassaux. » Le cahier général demande la suppression du droit d'indire sans indemnité.

Triage. — L'ordonnance d'août 1669 sur les eaux et forêts portait que « si les bois, prés, marais, pâtis et grasses pâtures appartenant aux communautés et habitants des paroisses sont de la concession gratuite des seigneurs, sans charge d'aucun cens, redevance, prestation ou servitude, le tiers peut en être distrait et séparé à leur profit en cas qu'ils le demandent et que les deux autres tiers suffisent pour l'usage de la paroisse. » Naturellement les seigneurs l'avaient demandé, et ils n'avaient pas eu de difficulté pour l'obtenir, aucun titre n'étant nécessaire et la présomption étant, à défaut de preuve contraire, que les bois et pâtis avaient fait l'objet d'une ancienne concession. L'opération du « triage » n'avait pas été du goût des habitants, qui s'étaient crus dépouillés. Etang, Cordesse, Tintry, Monthelon, Dracy-Saint-Loup, Couhard, Saint-Forgeot se plaignent des « usurpations » de leurs seigneurs qui les privent d'une notable portion de leurs revenus, sans que leurs charges aient été réduites. Sully-en-Duché et Sully-en-Royauté s'étonnent de ce que ces mêmes seigneurs ne veulent pas que les habitants envoient leurs bestiaux pacager dans le tiers des bois qui leur a été dévolu. Marchescuil a essayé de plaider contre le chapitre de la cathédrale d'Autun, seigneur de l'endroit : mais « c'est le pot de terre contre le pot de fer. » Les gens de Repas ne sont pas contents non plus de M^{me} de MacMahon, marquise d'Eguilly ; à les en croire, cette dame leur a ôté les deux tiers de vastes communaux où ils avaient « le droit de chauffage, aplatage, batisage et paccage, » et

elle a encore trouvé moyen, dans la portion laissée au village, de vendre avant le cantonnement « tout les plus belle arbre tant chegne que foyar. » Deux communautés demandent la révocation de l'édit sur le partage des communaux et la suppression du triage.

Colombier. — Le droit d'avoir un colombier en pied, c'est-à-dire une tour à pigeons isolée des autres bâtiments, était un droit « de pouvoir, d'honneur et de profit. » Nul ne pouvait établir un colombier sans la permission du seigneur. Par une omission fâcheuse, la coutume de Bourgogne ne déterminait pas si celui à qui le droit était accordé devait avoir une certaine quantité de terres sur le finage. Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis demandent que les colombiers ouverts soient interdits, ou subsidiairement que nul n'en puisse posséder s'il n'a au moins deux cents journaux de terre. Dans ce dernier cas, les colombiers seraient fermés aux époques de semailles et de récolte, et, pendant ces deux périodes, il serait libre à chacun de tirer sur les pigeons.

§ II. — *Droits particuliers.*

Cens et redevances seigneuriales. — Les redevances seigneuriales étaient la source de fréquentes difficultés. Le « cens » notamment, appelé aussi « servi » en Bresse, entraînait des conséquences très étendues. C'était la première redevance foncière en argent ou en fruits, imposée par le seigneur lors de la concession de l'héritage. Elle était attachée au fonds et le suivait en quelques mains qu'il passât. Si ce fonds se trouvait divisé entre plusieurs censitaires, chacun d'eux devait solidairement la rente. Au cas où un ou plusieurs de ces copossesseurs ou coténementiers ne la payaient pas, le seigneur pouvait s'adresser à l'un d'eux, si petite que fût sa portion de l'héritage et exiger de lui le paiement

intégral de la rente. Ce dernier avait, il est vrai, un recours contre ses copossesseurs, mais il ne pouvait l'exercer qu'à grands frais, et souvent le recours était illusoire. La majorité des cahiers demandent que les redevances de cette nature, sous quelque dénomination qu'elles soient, puissent être rachetées à un taux à fixer par les États généraux, au lieu d'être perpétuelles ; qu'elles soient en tous cas prescriptibles par trente ans et les arrérages par cinq ans ; qu'enfin la solidarité des débiteurs soit abolie, chacun répondant désormais de sa seule redevance. Quelques-uns demandent également la rénovation des terriers des seigneurs qui sont trop anciens et « où on ne peut plus distinguer la rente de chacun. »

Lods et ventes. — Si le censitaire venait à vendre l'héritage grevé de cens, l'acquéreur était tenu d'acquitter envers le seigneur censier les « lods et ventes, » c'est-à-dire une partie du prix de l'héritage qui était généralement fixée au douzième du prix total. Il payait ainsi l'approbation donnée à la vente. La paroisse de Rigny-sur-Arroux opine pour la suppression de cette redevance.

Retenue. — Le seigneur pouvait, dans le même cas, exercer la « retenue » ou « retrait censuel », c'est-à-dire reprendre l'héritage vendu en rendant le prix et les frais dans les quarante jours de la dénonciation du contrat. Des cahiers demandent la suppression de ce droit qui mettait des entraves à la transmission de la propriété et fournissait aux seigneurs « le moyen de tout envahir ; » d'autres réclament seulement la simplification de la procédure.

Retrait féodal. — Il en est enfin qui proscrivent, avec le retrait censuel, le « retrait féodal. » Ce dernier droit s'appliquait aux fiefs. Le seigneur féodal, possesseur du fief dominant, avait la faculté de retenir le fief servant, si le vassal

venait à le vendre. Il pouvait ainsi se soustraire à l'obligation de recevoir un nouveau vassal qui lui déplaisait.

Amende. — « L'amende » était une peine pécuniaire prononcée au profit du seigneur contre le nouvel acquéreur de l'héritage censable qui ne représentait pas son titre dans les quarante jours, ou contre le censitaire qui ne payait pas à l'échéance le cens annuel. La communauté d'Antully inscrit ce droit seigneurial au nombre de ceux dont elle désire l'abolition.

Mainmorte. — Les gens de « mainmorte » étaient considérés comme gens de libre condition quant à leurs personnes. Ce qui caractérisait légalement leur état, c'est qu'ils n'avaient pas l'entière disposition de leurs biens. Ils pouvaient les aliéner entre vifs, mais ils n'avaient pas le droit de le faire par testament sans le consentement de leur seigneur. A la mort d'un mainmortable qui ne laissait aucun enfant, ascendant ou collatéral successible « en communion d'habitation et de biens, » le seigneur était saisi de l'héritage, sans être tenu d'ailleurs d'en payer les dettes. La succession qui venait ainsi à lui échoir prenait le nom « d'échute ». La servitude de mainmorte était imprescriptible. Le mainmortable ne pouvait y échapper qu'en désavouant son seigneur, c'est-à-dire en renonçant avec diverses formalités à ses biens, meubles et immeubles, dont le seigneur prenait possession. Quelquefois cependant les communautés rachetaient le droit. Les habitants de Morlet, par exemple, avaient « rédimé cet esclavage par le moyen de la vingtième gerbe qu'ils récoltent chaque année. »

Il n'est pas besoin d'insister sur les inconvénients de la mainmorte. Les transactions immobilières en souffraient; le cultivateur ne se considérait que comme un usufruitier et travaillait sans courage, sans foi dans l'avenir; les tailles seigneuriales ajoutaient encore à ses charges; les emprunts

lui étaient interdits, puisque le seigneur en certains cas pouvait reprendre son héritage franc et quitte de toutes dettes. Vingt-six paroisses et communautés protestent contre ce droit qu'elles trouvent « odieux » et qualifient de « marque d'esclavage, joug avilissant, triste reste du gouvernement féodal. » Elles ne refusent pas une indemnité au seigneur de la mainmorte ; mais elles insistent pour l'abolition du droit et des charges qui en sont la conséquence. Ce serait, disent les habitants de Curdin, « le moyen que le malheureux paysan mît la poule au pot suivant la maxime d'Henri IV. »

Corvées. — Le souvenir de la corvée s'associe à celui de la dime dans les ressentiments populaires. Comme on a déjà pu le remarquer, le dernier de ces impôts ne soulevait pas de bien vives protestations. Les populations de l'Autunois considéraient, en effet, comme des dépenses nécessaires, inévitables, celles du culte et de l'école. Ce qui les mécontentait, c'était l'application du principe, le détournement d'une partie des fonds au profit exclusif des décimateurs. La corvée est plus sévèrement condamnée. Vingt-deux paroisses et communautés réclament avec force la suppression des droits des seigneurs. Les travaux exigés par ces derniers : labour, charroi, fenaison, etc., empêchent les habitants de vaquer à leurs travaux, compromettent leurs intérêts et ne leur valent souvent, en dehors de la nourriture, aucune rémunération. Il faut observer, pour qu'on ne s'exagère pas la portée du grief, que les corvées « à volonté » s'entendaient d'une volonté raisonnable et ne pouvaient pas excéder six journées par an. Elles se réglaient, du reste, d'après les titres des seigneurs. On verra plus loin qu'elles s'exerçaient également au nom du roi pour l'entretien des grands chemins.

Réparations aux murs, ponts et fossés des châteaux. — Les seigneurs pouvaient exiger que les habitants « retrayants »

de leur château, c'est-à-dire s'y retirant en cas de péril, soit en vertu de titres, soit en vertu d'anciens usages, en fissent réparer à leurs frais les murs extérieurs, ponts et fossés. Cette obligation se comprenait à merveille au temps où le château servait effectivement d'asile aux vassaux, où ceux-ci trouvaient derrière ses fossés, eux et leurs familles, une protection efficace contre l'ennemi. Mais, comme l'objectent les communautés de Laizy, de la Comelle, de Sully-en-Duché, les seigneurs eux-mêmes ont reconnu que leurs demeures n'étaient plus nécessaires à la sécurité des habitants; ils ont fait ouvrir des croisées de toutes parts et substitué des ponts-dormants aux ponts-levis. Si « la cause qui obligeait les habitants à contribuer aux réparations a cessé, c'est une justice que l'effet cesse. »

Guet et garde. — Une ordonnance du duc Jean de Bourgogne, en date du 31 août 1408, qui avait établi le droit précédent, portait que les retrayants feraient « guet et garde » par nuit, chacun à son tour. Les circonstances avaient changé, mais l'obligation s'était perpétuée. Au dernier siècle, les retrayants n'avaient plus de château fort à garder; le guet qui, en d'autres temps, leur avait été imposé avec raison et que les seigneurs avaient converti en une redevance pécuniaire, n'avait par conséquent plus de fondement. La suppression en est demandée.

Banalité. — La « banalité » était le droit pour le seigneur d'obliger les habitants à se servir exclusivement de son four, de son pressoir ou de son moulin. A l'origine, elle avait eu sa légitimité. Quand le seigneur, prenant en considération les besoins de ses sujets, se déterminait par exemple, à construire un moulin, il n'y avait rien de choquant à ce qu'en retour de cette avance de fonds, il s'assurât une clientèle. Mais les circonstances avaient changé, et le droit de mouture qui, dit la communauté de Saint-Agnan-sur-

Loire « existe à la honte d'un siècle éclairé, » était devenu particulièrement odieux. C'était une gêne, puisqu'il fallait toujours ramener au moulin banal le blé acheté ailleurs ; un surcroît de dépense, la mouture étant plus chère que dans les autres moulins ; une occasion de procès, car « si on manque d'y aller, » disent les habitants du Grand et Petit Molo, « le meunier ne craint pas d'envoyer le sergent au pauvre sujet et luy fait beaucoup de frais. » Naturellement « le pauvre sujet » est volé par le meunier : comme il est tenu, rapporte le cahier de Sully-en-Duché, de laisser son grain dans le moulin pendant vingt-quatre heures, le meunier refuse de moudre en sa présence ; quand le sujet revient chercher son sac, il n'y trouve pas son compte de farine ou il reconnaît que le grain a été changé. Aussi le cahier général, fort des vœux de nombreuses paroisses, réclame-t-il la suppression du droit de banalité, sauf indemnité aux propriétaires. Il demande aussi que dans chaque moulin il y ait une romaine ; que le meunier soit tenu de peser le grain en présence de celui qui l'amène, pour rendre le même poids en farine ; qu'enfin le prix de la mouture soit payé en argent.

Banvin. — On appelait « banvin » le droit qu'avait le seigneur de vendre ou faire vendre au détail, à l'exclusion de tout autre, le vin de son cru, afin d'écouler plus facilement le produit de sa récolte. L'exercice de ce droit durait au plus deux mois dans l'année. Pendant ce laps de temps, les hôteliers et cabaretiers eux-mêmes ne pouvaient vendre d'autre vin, si ce n'est aux voyageurs et passants. Les seigneurs qui jouissaient du banvin l'amodiaient presque toujours, et les vexations des fermiers excitaient des plaintes. La suppression de ce droit, moyennant indemnité, est demandée par seize paroisses et communautés, ainsi que par le cahier général.

Champart. — Le « champart » était un droit que le seigneur levait sur les héritages qui y étaient sujets, avant

que le propriétaire n'en percût les fruits. C'était environ la dixième partie de la récolte, tantôt plus, tantôt moins, selon les titres et l'usage des lieux. Le droit s'exerçait en nature ou se réglait en argent, mais seulement après que la dîme avait été payée et sur le restant des fruits. La paroisse de Saint-Pantaléon-lès-Autun l'enveloppe dans la même réprobation que les banalités et autres droits seigneuriaux.

Tierce. — Dans les localités où le triage n'avait pas eu lieu et où subsistait l'indivision des communaux entre le seigneur et les habitants, si quelque particulier venait à défricher et labourer un de ces communaux, le seigneur prenait la neuvième gerbe appelée « tierce » parce qu'elle représentait le tiers de la redevance qui est due au propriétaire et qu'on évalue généralement au tiers de la récolte. Les communautés du Grand et Petit Moloy, de Morlet, Saint-Léger-du-Bois, Sully-en-Royauté se plaignent de cette charge qui s'ajoute à la dîme. Elles ont des doutes sur la légalité de la perception et voudraient avoir communication des titres primitifs.

Blairie. — Le droit de « blairie » n'est mentionné que par le cahier particulier du bailliage de Bourbon-Lancy, qui en demande le rachat comme de toutes les autres impositions personnelles. C'était une redevance due en certains pays pour l'exercice de la vaine pâture, en d'autres pour la garde des héritages à raison de ce que les messieurs étaient nommés par le seigneur.

Péage, leyde, minage. — Différents droits frappaient directement le commerce. Le seigneur percevait à titre de « péage » quelques sommes sur les marchandises et denrées de consommation qui traversaient par terre ou par eau le finage où s'étendait sa juridiction. Sous les noms de « leyde » et de « minage », il percevait encore des droits

de vente dans les foires et marchés. Les cahiers réclament la suppression de ces redevances ; mais, avec un esprit d'équité auquel il faut rendre hommage, ils offrent d'indemniser les ayant-droit.

Ainsi se maintient rigoureusement la distinction fort raisonnable que les plaignants ont établie et que l'Assemblée nationale a consacrée, en principe : suppression sans indemnité de tous les droits qui dérivent du servage et représentent la servitude personnelle, rachat à un taux à fixer de tous les droits réels qui proviennent d'anciennes concessions et forment tout ou partie du prix de l'héritage concédé.

X

TRAVAUX PUBLICS, COMMERCE ET INDUSTRIE

Le développement des travaux publics ne rentre guère dans les vœux des campagnes. Les cahiers s'expliquent peu sur ce point. Ils appellent l'attention des États généraux sur « les frais immenses que la province de Bourgogne est obligée de faire pour la construction de ses canaux », et demandent qu'à raison de l'utilité générale de ces ouvrages la dépense soit prise sur la caisse de l'État. Ils ne manifestent aucun désir de voir multiplier les grandes routes : il y en a même trop, au dire des habitants de la Chapelle-au-Mans, et elles ne servent qu'aux seigneurs pour accéder plus commodément à leurs châteaux.

Il faut dire qu'on les entretenait au moyen de corvées. Le gouvernement avait récemment converti ce droit en argent en le fixant au sixième de la taille ; mais on continuait à se plaindre. Ceux qui paient, disait-on, n'en retirent aucun avantage, tandis que les seigneurs qui ne paient rien « en ont presque seuls l'utile et l'agréable. » Les habitants de Reclesne et de Tintry voudraient même revenir à la

corvée en nature, trouvant qu'il leur est plus onéreux de payer que de travailler. Ceux de Gueugnon sont pleins de reconnaissance pour les bonnes intentions du roi; mais ils craignent que l'impôt ainsi perçu ne soit détourné de sa véritable destination et expriment le désir que les deux autres ordres y soient également assujettis. Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis forment le même vœu : tous les citoyens indistinctement acquitteront l'impôt ou seront soumis à la corvée en nature si on l'exige ainsi; toutefois il serait préférable de pourvoir à l'entretien des chemins par voie de péage établi de distance en distance, comme en Flandre, en Hollande et dans presque toute l'Allemagne. D'autres cahiers réclament de même le concours proportionnel des trois ordres.

On désire aussi que les chemins « finerots » aboutissant aux grandes routes, négligés et devenus impraticables, soient remis en état et entretenus par les communautés et propriétaires forains sans aucune distinction; mais on n'insiste nullement sur la nécessité d'ouvrir de nouvelles voies. Saint-Sernin-du-Plain remarque timidement que ses chemins sont « si scabreux que les denrées ne peuvent pas y venir ni s'en aller. » Il n'y a rien de plus dans les cahiers. Les grands programmes de travaux publics n'agitaient pas alors l'imagination des populations rurales : elles ne voyaient guère dans ces entreprises qu'une occasion de corvées, qu'un surcroît de charges sans profit appréciable pour elles.

Les maîtrises et les jurandes mettaient obstacle au développement de l'industrie. C'étaient des corporations fermées où l'on n'était admis que par l'obtention d'un brevet et moyennant le paiement de droits. Elles garantissaient dans une certaine mesure la bonne exécution du travail, elles assuraient l'existence de l'artisan en restreignant la concurrence; mais, avec leurs minutieux règlements, elles étouffaient souvent l'initiative individuelle. L'industrie veut avoir

les coudées plus franches. Les idées d'émancipation n'avaient pas pénétré ces associations, qui se retranchaient volontiers dans le cercle étroit de leurs intérêts particuliers. Les cahiers de quelques villes en rendent témoignage. Quand on voit à Nantes, par exemple, les maîtres perruquiers demander sérieusement aux États généraux qu'il ne soit plus accordé de brevets de coiffeurs de dames, ce droit appartenant aux maîtres perruquiers en vertu de leurs privilèges, ou les maîtres serruriers demander avec la même gravité qu'il soit défendu à l'avenir d'employer des clefs forées, on est édifié sur les vices de l'institution.

Il faut bien avouer que les maîtrises et les jurandes laissaient les campagnes assez indifférentes. La ville d'Autun seule et après elle le cahier général demandent leur suppression. L'abolition de tous les privilèges exclusifs est aussi réclamée, « à moins, » porte le cahier de la noblesse, « qu'ils ne soient accordés à l'auteur d'une découverte et pour un temps limité. »

Un des plus gênants parmi ces privilèges était celui des messageries royales. L'individu qui n'avait ni chevaux ni voitures ne pouvait se transporter d'une ville à l'autre que dans le véhicule privilégié. S'il se faisait conduire par un voiturier particulier, il lui fallait obtenir à grands frais la permission du directeur des messageries : faute de quoi la voiture pouvait être saisie. Le cahier du bailliage de Montcenis demande la suppression de ce privilège.

On se fait difficilement aujourd'hui une idée des entraves dans lesquelles se débattait le commerce. Des provinces avaient, comme de petits royaumes, leur ceinture de douanes. *L'Etat de la France*, du comte de Boulainvilliers, nous apprend qu'une pièce d'étoffe fabriquée à Valenciennes ne pouvait être transportée à Bayonne, sans payer l'entrée en Picardie, la sortie en Poitou, la « contablie » à Bordeaux, la « traite d'Arras » en entrant dans les Landes et la « coutume » à Bayonne. Beaucoup de cahiers appellent,

en conséquence un régime de liberté. Les barrières et les traites foraines seront reportées aux frontières, les octrois abolis, « le mot odieux de contrebande » rayé du vocabulaire; les denrées et marchandises entreront partout en franchise; les droits seigneuriaux perçus dans les foires et marchés seront rachetés ou supprimés.

Une liberté sans limites pourrait cependant compromettre en certains cas l'intérêt général. Plusieurs fois des accaparements de blé avaient amené des disettes. Le « pacte de famine » vivait encore dans toutes les mémoires. En vue de prévenir le retour de pareilles spéculations, les paroisses de Gueugnon et d'Issy-l'Évêque demandent instamment que la prohibition de vendre des grains et des farines ailleurs qu'au marché soit maintenue et exécutée; qu'en aucun temps on ne puisse sortir le blé d'une province ou d'une ville pour le conduire en une autre sans la permission du juge de police. Couches impose à l'exportation des grains le consentement du gouvernement. Issy-l'Évêque ne veut même pas que personne puisse vendre et acheter aucunes provisions de bouche le jour du marché qu'au marché même. La crainte des famines peut justifier cette mesure; mais n'est-ce pas déjà un accroc à cette liberté que les plaignants appellent de tous leurs vœux?

Divers cahiers réclament la suppression des droits perçus à l'intérieur sur les cuirs, les fers, les huiles, le papier, les savons, ainsi que des droits de marque sur les toiles et étoffes. Celui du bailliage de Bourbon-Lancy proscrit les colporteurs et marchands forains sans domicile; il veut les obliger, sous peine d'interdiction de commerce, à se domicilier dans une paroisse quelconque et à y tenir boutique avec inscription au rôle des impositions.

Cinq communautés, dont le cahier général résume les vœux, demandent que, pour faciliter le commerce et prévenir la fraude, l'uniformité des poids et mesures soit décrétée. La communauté de Saint-Jean-le-Grand ne connaît

« rien de si ridicule que la variété étonnante qui existe à cet égard. » Mais il faut convenir que ces mesures étaient bien fortement ancrées dans les habitudes. Cent ans après nos paysans continuent à s'en servir, et les termes d'arpent, journal, moule, ouvrée, livre, pistole reviennent plus souvent dans le langage usuel que les dénominations du système métrique.

Une véritable campagne est enfin dirigée contre les forges et les usines. C'est le cahier de la maîtrise particulière des eaux et forêts qui ouvre le feu. MM. les officiers, dans leur sollicitude pour les bois, trouvent qu'il y a trop de forges en Bourgogne, et en souhaitent la destruction. « Si le gouvernement, » disent-ils, « a eu raison autrefois de favoriser de pareils établissements, un motif bien plus pressant aujourd'hui, celui de l'agriculture, doit s'opposer à étendre davantage ces sortes d'ateliers que la province de Bourgogne aurait grand intérêt à voir détruire en partie. » Le cahier de la ville d'Autun, dont un des rédacteurs était précisément le procureur du roi de la maîtrise, ne se déclare pas moins hostile à l'établissement de nouvelles forges. Les cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis demandent de même la suppression de toutes les usines et forges qui ne justifieraient pas de leurs affouages. Le cahier général reproduit ce vœu en priant les États généraux d'interdire « l'établissement de nouvelles usines qui consommeraient du bois. » Cette fois les plaignants paraissent n'avoir pas eu une vue bien claire des développements que l'industrie métallurgique était appelée à prendre.

XI

AGRICULTURE, FORÊTS, CHASSE ET PÊCHE

Les impôts et les rentes seigneuriales accablaient, comme on l'a vu, l'agriculture. Certains détails fournis par les cahiers jettent un triste jour sur les souffrances des populations rurales. Saint-Sernin, par exemple, énumère ses charges. Dans ce village de quatre-vingts et quelques feux, la taille et la capitation s'élèvent annuellement à 1,930 livres; le territoire est grevé de vingtièmes qui atteignent 2,400 livres. Chaque habitant « tenant feu et lieu » paie en dehors de ces impositions : 1° les rentes et cens qui frappent son héritage; 2° une rente de quatre combles d'avoine, une demi-mesure de froment, sept sous en espèces et une poule; 3° une dîme du quatorzième perçue sur ses récoltes en blé et en vin par le curé et par l'abbesse de Saint-Andoche : le tout sans préjudice des corvées royales ou seigneuriales qui peuvent lui être imposées.

Sommant dresse aussi son budget de dépenses. Cette paroisse de quatre-vingt-douze feux, « qui jouit d'un mauvais terrain, » paie annuellement :

Impôt de la taille.....	1,100 livres.
Impôt du vingtième	200 livres.
Traitement du maître d'école, du chantre et du marguillier.....	120 livres.
Honoraires et droits perçus par le curé...	150 livres.
Réparations à l'église et au presbytère...	400 livres.
Entretien des routes	200 livres.
Frais de levée des soldats.....	200 livres.
Total.....	2,370 livres.

« Voilà cependant, » ajoutent les habitants, « la somme qui sort des mains de pauvres malheureux qui arrosent

leur pain de la sueur de leur front et qui (chose qui fait horreur à la nature!) n'en mangent pas toutes les fois et autant qu'il le faudrait pour les mettre en état de soutenir les pénibles travaux auxquels ils se livrent pour verser dans les capitales le produit de leur peine et de leur labeur. Car, nous l'avouons, si nous n'avions recours aux avoines, sarrasins et patates pour faire des bouillies, au moins une fois par jour, le grain que produit le territoire de Sommant ne nous suffirait pas. » N'est-ce pas une paraphrase involontaire du célèbre passage où La Bruyère dépeint « certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil?..... Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines : ils épargnent aux autres hommes la peine de semer et de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

A Cussy-en-Morvan, la taille et la capitation ne sont pas moins exorbitantes : 4,180 livres pour cent soixante-quinze feux. « De malheureux métayers qui ne jouissent pas d'un pouce de terre en propriété en ont jusqu'à 112 livres. » La situation n'est pas meilleure à Saizy où « les infortunés métayers, grangers ou fermiers vivent à peine en travaillant comme des forçats et sont pour l'ordinaire redevables à leurs maîtres. » A Sully-en-Duché, quatre-vingt-quinze feux paient 2,997 livres, et, à part trois domaines quiensemencent chacun quinze journaux de terre, tous les autres ne sont que de petites locateries ensemençant environ deux journaux de terre et des vigneronnages comprenant chacun dix à douze ouvrées de vignes médiocres. A Manlay, des mendiants sont obligés de payer leurs tailles avec les aumônes qu'ils reçoivent. A Grury, la population est de onze cents habitants. Quarante individus, bourgeois, marchands ou artisans, répartis dans neuf maisons, ont sinon de l'aisance, au moins du pain à discrétion. Quarante

autres, répartis dans cinq maisons, cultivent leurs propres domaines; les rentes seigneuriales et les servitudes leur laissent à peine le tiers net des fruits, et, avant de songer à leurs nourritures, il leur faut prélever sur ce tiers somme suffisante pour payer les impôts. Reste un millier d'habitants dont « la misère est faite pour exciter la commisération de toute âme un peu sensible » : les uns sont des métayers qui ont à peine de quoi manger du pain et « dont le sort est bien plus fâcheux que celui des esclaves; » les autres sont des manœuvres qui gagnent au plus quinze sous par jour, chôment un tiers de l'année, sont assujettis néanmoins à la taille, à la capitation, aux corvées seigneuriales et royales, et ne réussissent à ne pas mourir de faim, eux et leurs familles, qu'en recourant à la mendicité.

Plusieurs cahiers demandent, en conséquence, qu'il soit accordé des primes et des encouragements aux cultivateurs; que leur sort soit adouci; qu'un soulagement soit apporté à leur misère. Déjà la dépopulation des villages se faisait sentir. La communauté de Barnay souhaite « qu'il soit pris des mesures pour conserver aux campagnes la fleur de leur jeunesse que le luxe des villes leur enlève, ce qui augmente beaucoup le salaire des travaux. » Ces lignes ne semblent-elles pas écrites d'hier?

Le mode d'exploitation des terres ajoutait encore à la détresse des cultivateurs. Le bail à métairie était en usage dans l'Autunois; mais le propriétaire amodiait généralement son domaine à un fermier, et c'était celui-ci qui choisissait des métayers. Au lieu de leur donner la moitié du produit, il leur imposait de telles charges qu'à peine en restait-il un quart entre leurs mains. En vertu de réserves insérées dans les baux, il exigeait d'eux, sous le nom de loyer ou de pitance, le paiement annuel d'une somme d'argent proportionnée à la valeur du domaine, cinquante, soixante, cent livres selon les cas; il mettait à leur compte des impôts ou

des réparations qui lui incombait; il se réservait quelques pièces de terre que les métayers étaient tenus de cultiver sans y rien prendre; bref, il les soumettait à des conditions fort dures qui les ruinaient et qu'ils ne pouvaient cependant refuser sous peine d'être plus malheureux encore. Les cahiers s'élèvent vivement contre ces abus qu'ils qualifient « d'usure répréhensible, puisque le bail à métairie est une espèce de société où chacun des associés devrait avoir la moitié. » Celui d'Antully veut même « que les seigneurs n'aient pas la liberté d'amodier leurs biens que par détaille à leurs sujets. »

La visite à la sortie des métayers était un autre prétexte à vexations. Le cultivateur était rendu responsable de toutes les dégradations survenues dans les fonds, quelle qu'en fût la cause. Le fermier ou le propriétaire empochait la somme déterminée par la visite et obligeait ensuite le métayer entrant à faire les réparations à ses frais. On demande que cette dépense reste toujours à la charge du propriétaire ou du fermier et que le métayer ne soit tenu de rendre le fonds en bon état que s'il l'a reçu de même.

La déclaration des fermiers sur les avances qu'ils avaient faites dans le cours du bail aux métayers faisait foi en justice. Comme la plupart d'entre eux ne savaient pas écrire et ne pouvaient tenir de livres, on devine tout de suite les erreurs plus ou moins volontaires dont les métayers étaient victimes. Les cahiers insistent pour que le fermier compte tous les ans avec le métayer; s'il ne le fait pas, c'est le métayer qui sera cru en justice.

Un autre vœu, tendant à empêcher la concentration des fermes dans une seule main et les abus qui s'ensuivent, stipule qu'un individu ne pourra pas prendre plus de fermes qu'il ne peut en exploiter par lui-même. Voilà une première atteinte à la liberté; mais les rédacteurs des cahiers du bourg de Couches et du bailliage de Montcenis se laissent entraîner par l'exemple de l'empereur Joseph II qui a édicté

pareille mesure. La communauté de Saint-Vincent-de-Saint-Symphorien propose une autre prohibition : défense à tous les gens étrangers à la culture, tels que tanneurs, cabaretiers, maçons, plâtriers, etc. de prendre des fermes. Au moment où les corporations sont battues en brèche et vont tomber sous les coups de l'Assemblée constituante, cette petite communauté rumine l'établissement d'une sorte de corporation agricole très exclusive et très fermée.

Dix cahiers voudraient voir modifier la procédure suivie à l'occasion des mésus ou contraventions rurales, dégâts commis par les bestiaux, etc. Cette procédure était réglée par un édit royal du 31 décembre 1773 ; mais elle présentait de grandes difficultés d'exécution dans l'Autunois. L'éloignement des hameaux ne permettant pas d'instituer des messiers, il n'y avait personne pour constater régulièrement les mésus, et la preuve retombait tout entière à la charge du plaignant. D'autre part, les assises où ces affaires étaient jugées n'avaient lieu qu'une fois par an et ne duraient qu'un jour. Si le rôle était trop chargé, un certain nombre de ces causes étaient renvoyées à l'année suivante, et, dans l'intervalle les éléments de conviction disparaissaient. L'impunité se trouvait donc assurée aux déprédations. Les paroisses demandent la réforme ou la révocation de l'édit et la prescriptibilité des délits par un an.

Des cahiers font valoir les ravages causés par les loups et les sangliers : des battues fréquentes seraient nécessaires, chacun devrait avoir le droit de tuer ces animaux, et des primes devraient même récompenser leur destruction. Verrière-sous-Roussillon demande néanmoins la suppression des charges de louveterie, « qui ne servent qu'à augmenter le nombre déjà trop grand des privilégiés. » On se plaint aussi des pigeons qui préjudicient aux grains et qu'il est défendu sous des peines sévères de tirer ou de prendre au piège. Les garennes ouvertes étaient une autre cause de dégâts et de pertes pour la culture. Le cahier particulier du

bailliage d'Autun et le cahier général réclament leur destruction. Ce fut, comme on sait, avec la suppression des colombiers privilégiés, une des premières mesures que décréta l'Assemblée nationale en abolissant le régime féodal.

L'établissement des haras en Bourgogne provoque certaines doléances. Il paraît que cette institution « mérite l'animadversion publique et la censure de tout bon citoyen. » L'Autunois se dépeuple de chevaux destinés à la culture « par l'impossibilité physique qu'un ou deux étalons éneuvés puissent fournir au saut des juments de tout un arrondissement. » Les haras enlèvent ainsi une ressource au cultivateur et constituent une surcharge inutile pour la paroisse. Leur suppression est demandée.

Aux doléances de l'agriculture, il convient de joindre celles qui visent spécialement les forêts, la chasse et la pêche. Le cahier dressé par les officiers de la maîtrise des eaux et forêts d'Autun, Montcenis, Bourbon-Lancy, Semuren-Brionnais, Charolles et partie de Saulieu indique diverses mesures dont l'adoption serait favorable à la conservation des forêts : la nécessité de diminuer le nombre des forges et d'augmenter le nombre des quarts de réserve pour assurer l'accroissement des futaies ; — l'interdiction de faire des échalas avec du chêne, afin d'empêcher également la destruction des jeunes taillis ; — l'aménagement des bois ; — la suppression des droits d'usage funestes à leur repeuplement ; — l'application rigoureuse de l'ordonnance de 1669, qui interdit aux ecclésiastiques et corporations religieuses de couper les arbres au-dessus de quarante ans sans un arrêt du conseil ; — l'inspection des bois communaux sur lesquels les gardes nommés par les habitants n'exercent qu'une surveillance illusoire ; — l'obligation pour les communautés laïques de resemencer en nature de bois tous les terrains au-dessus de vingt arpents ; — l'augmentation des gages des gardes forestiers ; — l'attribution à la maîtrise du droit de juger leurs procès-verbaux en dernier ressort ;

— enfin une sage exploitation des bois des particuliers et leurs division en coupes réglées.

Les paroisses et communautés ont aussi touché à plusieurs de ces points ; mais elles ne s'accordent pas toujours avec la maîtrise. Un certain nombre de cahiers demandent, en effet, le champoyage du bétail dans tous les bois indistinctement, au moins dès qu'ils seront en état de défense, et le maintien des droits d'usage ou le rétablissement des communautés dans ces droits usurpés par les seigneurs.

L'institution des gardes particuliers laisse beaucoup à désirer. Ces places sont occupées, selon le cahier d'Anost, « par des gens qui sont ordinairement de la lie du peuple ; » selon le cahier de la Comelle, par des gens « mal payés qui ne vivent que de malversations. » Or un garde est cru sur parole et jusqu'à inscription de faux, tandis que, par une étrange contradiction, un notaire est obligé de prendre deux témoins pour donner l'authenticité à son acte. Ne conviendrait-il pas que les procès-verbaux ne puissent être dressés que par deux gardes ou par un garde accompagné de deux particuliers ? Neuf communautés s'accordent à le demander. D'autres veulent interdire aux gardes le port des fusils et l'exercice de la chasse qui est nuisible à la culture. Le cahier général demande que leurs procès-verbaux fassent foi non plus jusqu'à inscription de faux, mais seulement jusqu'à preuve contraire. Satisfaction a été donnée à ce vœu ; mais les inconvénients signalés, il y a cent ans, n'ont pas disparu. La preuve contraire est souvent d'une administration impossible, et souvent aussi la sincérité des gardes est douteuse aux yeux même des tribunaux, qui ne peuvent, à défaut de motifs concluants, récuser leur témoignage.

Avant 1789, la chasse était regardée comme un droit de seigneurie et de fief. Elle était, par conséquent, réservée, à l'exclusion de tous autres, aux seigneurs et propriétaires de biens nobles. Quant aux roturiers, marchands, artisans,

bourgeois et paysans qui ne possédaient pas de fiefs, défense leur était faite de chasser « en quelque lieu, sorte et manière que ce fût, à peine de cent livres d'amende et deux cents livres en cas de récidive. Une troisième infraction était punie de trois heures de carcan et du bannissement pendant trois ans hors du ressort de la maîtrise. D'autres peines atteignaient les braconniers qui faisaient usage d'engins prohibés : le fouet, la flétrissure, le bannissement pour cinq ans.

La pêche n'était pas moins sévèrement réglementée. Elle ne pouvait être exercée sur les rivières navigables que par des maîtres pêcheurs reçus dans des maîtrises particulières. La pêche à la ligne elle-même était absolument interdite à tout autre individu; les délinquants étaient punis de trente livres d'amende et d'un mois de prison; en cas de récidive, de cent livres d'amende et du bannissement.

De telles pénalités étaient généralement hors de proportion avec la gravité des délits. Le cahier du bailliage de Bourbon-Lancy réclame l'abolition de toute peine corporelle pour ce genre d'infractions. Une seule paroisse, celle de Rigny-sur-Arroux, demande que la chasse et la pêche soient permises à tous les citoyens. D'autres veulent que les délits soient prescriptibles par un an.

XII

SERVICE MILITAIRE

Il n'y a pas d'impôt qui se voie appliquer par les cahiers de plus dures épithètes que l'impôt du sang ou la milice. « Criant, injuste, onéreux, désolant, redouté, il ôte des bras à l'agriculture, il arrache de ceux d'un père et d'une mère un enfant qui est leur unique espérance, il est la source d'un grand dérangement dans les familles, » etc. Ce qui le

rendait si odieux, c'est qu'il pesait principalement sur les basses classes. Les nobles en étaient exempts, et même ils avaient le droit d'en exempter nombre de domestiques que « leur taille, leur forme et leur bonne corpulence désignaient pour la milice. » Les bourgeois roturiers ne pouvaient prétendre au même privilège ; mais divers moyens le leur assuraient souvent : présents au commissaire des guerres, achat des meilleures places au tirage, corruption de l'agent chargé de mesurer la taille des hommes, etc. D'autre part, les grades supérieurs étaient refusés au mérite personnel, et une ordonnance récente, véritable défi aux idées nouvelles, les attribuait exclusivement aux nobles. Comme le fait remarquer avec tristesse le cahier de Rigny-sur-Arroux, « le tiers État n'a aucun motif qui puisse l'encourager à servir le roi et la patrie. On l'exclut de toutes les dignités militaires, et il semble qu'il ne lui est permis que d'y mourir. » La profession des armes en subissait donc un réel discrédit. Et cependant quoi de plus « respectable » qu'un milicien, s'écrient les habitants de Grury ? N'est-il pas « le deffenseur de la patrie, l'ange tutélaire de ses concitoyens ? »

Vingt-sept paroisses et communautés s'étendent sur ces abus et réclament la suppression de la milice, qu'elles assimilent, dans leur haine, aux corvées et aux gabelles. Elles demandent qu'elle soit convertie en un impôt commun aux trois ordres ou qu'au moins chaque communauté ait le droit d'acheter des hommes. Le cahier général s'associe à leur vœu en réclamant avec une remarquable concision : « Que les jurandes, la milice et la corvée soient supprimées. » Les trois « fléaux » sont mis sur la même ligne.

Le logement des militaires chez l'habitant était réglé par l'ordonnance du 1^{er} mars 1768. Les exemptions stipulées étaient innombrables : non seulement les ecclésiastiques, les nobles, les membres des parlements, les recteurs des universités, les maires et échevins, etc. en étaient dispensés ;

mais cette immunité s'étendait à une nuée d'employés et de titulaires d'offices, commis des fermiers des gabelles, receveurs des décimes, contrôleurs des exploits, greffiers des maréchaussées, employés des poudres et salpêtres, commissaires aux saisies réelles, gardes-étalons, receveurs des épices, vacations et sabatines, jurés-crieurs d'enterrements, essayeurs d'eau-de-vie, etc. Tout le poids du logement retombait donc sur les classes populaires. Aussi demande-t-on que tous les ordres de citoyens y soient dorénavant soumis et qu'il soit pourvu aux passages de troupes par les administrations provinciales, moyennant une contribution dont nul ne pourra être exempt.

La Bourgogne avait obtenu le privilège de ne point avoir de troupes en garnison. La paroisse de Rigny-sur-Arroux n'approuve pas cette mesure. Elle estime qu'il serait, au contraire, « avantageux à la province d'avoir des troupes dont la consommation augmenterait le commerce et ferait entrer par cette voie une partie de l'argent qui les sou-
doie. »

Toutes ces revendications ont trait au service militaire considéré uniquement comme un impôt gênant. Aucune pensée patriotique ne s'en dégage. Quand les habitants de Monthelon demandent que « la milice soit supportée par tous les individus, quels qu'ils soient, sans distinction, » ils n'ont pas la moindre idée du service obligatoire pour tous. Ils n'ont en vue qu'un impôt dont ils désirent, comme pour l'entretien des routes et sous le même article, une plus égale répartition. Les cahiers du bourg de Couches, des bailliages d'Autun, Montcenis et Bourbon-Lancy demandent cependant l'amélioration du sort du soldat ; la recherche des moyens propres à empêcher les vexations que les états-majors exercent sur les officiers et les soldats à l'occasion des congés ; l'abolition de l'ordonnance qui a établi, en s'inspirant mal à propos des usages allemands, la peine des coups de plat de sabre, « cette peine étant ignominieuse,

avilissante et indigne du caractère noble et courageux du soldat français; » la rédaction d'un code militaire dans lequel « on alliera l'honneur de la nation aux règles nécessaires pour le maintien de la bonne discipline. » En vertu des principes d'égalité qui prévalent, les mêmes cahiers émettent le vœu que le règlement proposé par le comte de Saint-Germain relativement à la maison du roi soit exécuté : les compagnies chargées « dispendieusement » de la garde du roi seront supprimées, et chaque régiment sera appelé tour à tour « à cet honorable emploi. » Il en résultera une diminution de dépense et un motif d'émulation pour les troupes. La noblesse enfin « charge expressément son député de faire déclarer qu'aucun officier des troupes du roi ne peut être privé de son emploi qu'en vertu du jugement d'un conseil de guerre. »

XIII

Les doléances consignées dans les cahiers n'ont pas besoin de commentaires. Ce n'est pas, du reste, avec les idées actuelles qu'il convient de les juger. On ne peut comprendre l'état d'esprit des plaignants qu'en s'absorbant en quelque sorte dans leur personnalité. Le témoignage de ceux qui ont pratiqué et subi les institutions d'alors est le plus sûr de tous les éléments d'appréciation. Quand une enquête nationale a été faite avec une pareille ampleur, on doit en croire les intéressés : leurs dépositions donnent exactement, sans exagération comme sans atténuation, la mesure des abus et des aspirations de l'époque.

Une conclusion tout indiquée clora cette analyse. Les cahiers exprimaient des demandes : quelles ont été les réponses ? De ces demandes, beaucoup, sans doute ont été exaucées ; d'autres attendent encore une solution ; mais si

l'on s'est vu parfois refuser ce qu'on réclamait, on a obtenu parfois aussi ce qu'on ne réclamait pas. Les événements ont été fertiles en surprises.

Ce qu'on réclamait et ce qu'on a obtenu sans difficulté, c'est l'application des principes essentiels inscrits dans tous les cahiers et approuvés par les trois ordres. Le régime féodal, avec son cortège de redevances et de servitudes, a été détruit, et plus complètement, plus radicalement qu'aucun des plaignants ne l'avait jamais espéré. Les corvées et autres droits personnels étaient condamnés sans appel, mais personne ne songeait à la suppression pure et simple des cens et rentes seigneuriales. C'était le prix d'anciennes concessions, et il semblait juste d'indemniser les ayant-droit des concédants. L'Assemblée nationale le comprit ainsi et elle déclara rachetables toutes les redevances perpétuelles; mais les circonstances déjouèrent ses intentions; à la faveur du désordre et de l'anarchie, les paysans ne rachetèrent rien, et leurs fonds ne s'en trouvèrent pas moins affranchis. Du jour au lendemain, ce qu'ils possédaient en vertu de baux emphytéotiques, ils le possédèrent à titre de propriétaires définitifs. Leurs prévisions les plus optimistes étaient singulièrement dépassées.

Tous les privilèges s'évanouissaient en même temps devant le principe qui est la base même de notre état social : la participation de tous les citoyens aux charges de l'État proportionnellement à leurs facultés, et, comme conséquence, leur admissibilité à tous les emplois civils et militaires. D'autres règles générales étaient posées : le respect de la liberté individuelle, la suppression des lettres de cachet, la séparation absolue du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, l'inviolabilité des lettres confiées à la poste, l'indemnité en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Si l'on entre plus avant dans le détail, on peut relever quelques-unes des satisfactions qui ont été données aux

doléances soit par l'Assemblée nationale, soit par les gouvernements ultérieurs en vertu des principes qu'elle avait tracés.

L'établissement d'un nouveau régime financier doit être mis au premier rang de ces réformes. Une conception simple et rationnelle exclut des impôts l'arbitraire, l'incohérence et l'inégalité. Toutes les valeurs sont atteintes, la propriété territoriale par la contribution foncière, les capitaux par la contribution mobilière, les gains du commerce et de l'industrie par l'impôt des patentes; les cotes d'office disparaissent et les municipalités concourent à la répartition des impôts de quotité.

L'organisation judiciaire est remaniée de fond en comble. Les anciennes et innombrables juridictions font place à une division logique des tribunaux; la vénalité des offices est supprimée; la compétence mieux déterminée assure à chaque citoyen le droit de ne pouvoir être distrait de ses juges naturels; une refonte intelligente des lois et des coutumes introduit l'ordre et la lumière dans la législation civile et criminelle; les frais de justice et les droits d'enregistrement sont soigneusement tarifés; un souffle d'humanité pénètre dans le code pénal, et le dernier supplice est unifié.

Les institutions religieuses subissent, dans leurs rapports avec le pouvoir civil, des modifications profondes. La dîme est abolie à la condition expresse par l'État de se charger des frais du culte; les bénéfices sont supprimés, et, avec eux, les annates dont la cour de Rome recueillait le profit.

L'abolition des maîtrises et des jurandes brise les chaînes du commerce et de l'industrie, en même temps que la liberté du prêt temporaire à intérêt leur infuse une vie nouvelle. Le service militaire est constitué sur d'autres bases. L'agriculture voit diminuer ses charges. Enfin, la liberté de la chasse pour tous les citoyens dans l'étendue de leur domaine répond à un des vœux exprimés.

Des demandes qui ne paraissaient guère moins fondées n'ont pas été accueillies. On ne peut nier, par exemple, qu'une tendance à la décentralisation se manifeste dans les cahiers. Les populations confient bien aux États généraux le soin d'améliorer le régime social; mais elles admettent que la province doit pourvoir elle-même à son administration, et elles demandent que les États de Bourgogne, réunis d'ordinaire tous les trois ans à Dijon pour voter l'impôt, soient constitués à l'instar des États généraux. Elles veulent aussi que les assemblées communales soient libres de se réunir; que les paroisses aient le droit de faire réparer leurs édifices sans être obligées de s'adresser à l'autorité supérieure; elles réclament même la suppression des représentants du roi, le gouverneur et l'intendant; en un mot, elles considèrent que la province a une vie propre et que les communes ont droit elles-mêmes à une certaine autonomie.

Ce qui ne ressort pas moins clairement de leurs doléances, c'est l'aversion que leur inspire l'intervention incessante du pouvoir central et des pouvoirs secondaires dont la hiérarchie pèse sur elles. Un ensemble compliqué d'obligations et d'interdictions leur fait sentir à tout propos leur sujétion. Les impôts, le contrôle, les octrois, les gabelles se présentent constamment à leurs yeux sous les traits d'agents avides et impitoyables; les corvées royales et seigneuriales, les banalités, toutes les servitudes dérivées du régime féodal les gênent et les compriment dans les actes de la vie quotidienne. Quoi qu'elles fassent et de quelque côté qu'elles se tournent, elles sont enserrées dans les mailles du filet administratif, et parfois le découragement leur arrache des plaintes amères.

Il semblait qu'une révolution accomplie au nom de la liberté corrigerait cet état de choses. Par une étrange fatalité, c'est le contraire qui s'est produit. L'Assemblée nationale essaya pourtant du « self-government. » Non contente

de briser les provinces et d'imposer à la France la division géométrique d'un échiquier, elle confia à l'élection populaire toutes les fonctions administratives et judiciaires. Les mœurs, les habitudes prises n'autorisaient pas cette brusque réaction; mais les constituants avaient lu quelque part qu'on procédait ainsi dans les républiques grecques, et ces réminiscences classiques avaient été pour eux des raisons décisives. On sait l'effroyable désordre qui s'ensuivit. Une réaction se fit en sens contraire à dater du Consulat, et elle nous a valu la centralisation puissante qui nous étreint aujourd'hui. Toutes les libertés locales, toutes les énergies individuelles, toutes les influences légitimes et nécessaires se sont éteintes rapidement, et le pouvoir central, quel qu'ait été son nom, république, empire ou royauté, s'est approprié les prérogatives dont il avait dépouillé les familles, les corporations, les autorités intermédiaires ou les assemblées provinciales.

Etait-ce le résultat auquel tendaient nos devanciers? Assurément non, si l'on tient compte des vœux qu'ils exprimaient. Leur attente a été bien trompée. D'un trait de plume, les plus humbles paroisses sont devenues des communes; mais, en leur accordant la vie municipale, le gouvernement s'est empressé de les assimiler à des incapables et d'organiser autour d'elles une tutelle jalouse. Si quelques esprits libéraux rêvent encore un pouvoir central réduisant ses attributions au strict nécessaire et s'en remettant pour le reste à l'initiative privée, ils peuvent porter le deuil de leur audacieuse conception. Un siècle a passé, et plus que jamais l'État semble prendre à tâche de se montrer en toute circonstance tâtilon et tracassier, promenant son regard inquisiteur dans les plus minimes détails de la vie, fatiguant les citoyens de son ingérence taquine, légiférant à jet continu, réglementant avec la plus ridicule minutie le travail, l'éducation, l'association, l'exercice des cultes, etc., veillant surtout à étouffer dans l'œuf toute spontanéité indi-

viduelle. Est-il besoin d'ajouter que cette monstrueuse omnipotence est la négation même d'un régime libre? Les liens de plus en plus étroits qui nous enlacent, les innombrables prescriptions et prohibitions qui dirigent ou paralysent nos volontés seront, sans doute, l'étonnement des générations futures; nos prétentions à l'indépendance personnelle, nos bruyantes déclamations sur la souveraineté du peuple exciteront leurs sourires; mais ce qu'elles pourront affirmer en toute sécurité, c'est que les vœux de 1789 étaient en complet désaccord avec les conditions d'existence sociale qui nous ont été faites.

D'autres réformes sollicitées par les cahiers ont subi de continuels ajournements. Il se trouve toujours dans chaque législature un ou plusieurs députés pour demander l'abolition des octrois; mais toujours aussi le gouvernement réclame un supplément d'études, comme si un siècle n'avait pas suffi pour mûrir la solution de la question. Le monopole du sel, si profondément impopulaire, a disparu, et jamais, quelle qu'ait été sa détresse, aucun gouvernement n'a osé le rétablir; mais le tabac n'a pas été longtemps marchand, comme on le demandait instamment. Le privilège de l'État bientôt restauré est devenu plus tyrannique qu'en aucun temps, et les populations continuent à payer les produits de la régie cinq ou six fois plus cher qu'ils ne valent.

Les frais de justice et les droits d'enregistrement ont été savamment réglementés. Ont-ils été réduits? A dire vrai, la note à payer est toujours aussi forte; seulement le justiciable y voit un peu plus clair.

La situation du clergé inférieur est plus précaire que par le passé. L'assistance médicale dans les campagnes est restée à l'état de vague projet. On en parlait à la Chambre de 1892, on en causera longtemps encore. Les cabarets, en revanche, dont on voulait limiter le nombre, se sont multipliés au grand détriment de l'épargne, de la santé et de la moralité.

Les fêtes chômées ont été réduites, et le chômage a cessé d'être obligatoire; mais la réaction, à son tour, n'a-t-elle pas été exagérée? Au fond, ces fêtes avaient moins pour objet d'honorer particulièrement saint Antoine ou saint Barnabé, que d'assurer aux travailleurs un repos commandé par l'hygiène. Ce repos semble si nécessaire qu'il est aujourd'hui le principal *desideratum* des classes ouvrières. En réclamant la journée de huit heures, c'est-à-dire le chômage quotidien pendant le même nombre d'heures et un jour de relâche par semaine, elles reconnaissent involontairement que les vieux usages n'étaient pas dépourvus de fondement et qu'ils correspondaient assez bien aux besoins de la machine humaine.

L'examen des réformes qui se sont accomplies sans que le pays les eût demandées pourrait être le sujet d'une curieuse étude. En se bornant à jeter un coup d'œil sur l'organisation politique, on ne peut contester que la constitution de 1791 a donné le plus éclatant démenti aux volontés exprimées dans les cahiers. Nulle part, en effet, au cours de cette grande enquête, on ne trouve de vœux tendant à affaiblir l'autorité royale et à lier les mains au souverain. Ce que le tiers état réclame, c'est la suppression d'abus évidents, que personne d'ailleurs ne songe à défendre et qui tombent d'eux-mêmes, c'est l'établissement de garanties certaines et de règles fixes à substituer au régime du bon plaisir. L'idée de faire table rase du passé et de rebâtir à neuf l'édifice constitutionnel ne lui est pas venue ou, au moins, il ne l'a pas formulée. Cette conception n'a hanté que plus tard l'esprit de ses représentants. Beaucoup de ces derniers avaient été nourris à l'école de Jean-Jacques Rousseau et séduits par les sophismes du *Contrat social*. Quand il s'agit pour eux de rédiger une constitution, ils commencèrent par rechercher dans les obscures profondeurs de la métaphysique quels pouvaient être les droits primor-

diaux de l'homme. Une abstraite déclaration de ces droits servit de base à leur œuvre. Peut-être n'allèrent-ils pas, comme le conventionnel Hérault de Séchelles, jusqu'à consulter les lois de Minos ; mais ils puisèrent leurs convictions dans les données trompeuses de la pure raison, sans s'inquiéter des faits. Au lieu d'interroger l'état présent du pays, son caractère, ses mœurs, ses traditions séculaires, au lieu de reviser sans parti pris les institutions existantes et d'en conserver ce que l'expérience n'avait pas condamné, ils tournèrent le dos à l'histoire et exécutèrent une constitution à l'usage d'une humanité quelconque, comme un article de confection qui peut s'adapter à la taille du premier venu.

C'est en poussant jusqu'au bout les déductions de leur inflexible logique qu'ils en vinrent à trahir leur mandat. Le principe qui s'inscrivait en tête de tous les cahiers n'était-il pas le maintien même de la monarchie nationale ? « Nos commettants, » disait à l'Assemblée nationale le comte de Clermont-Tonnerre en résumant ces cahiers, « nos commettants vous ont donné tous pouvoirs nécessaires pour créer une constitution, à l'exception du gouvernement et des formes monarchiques qu'il est dans le cœur de tout Français de chérir et de respecter. » Au mépris de cette unanimité, l'Assemblée restreignit tellement le pouvoir du roi et, sous prétexte de maintenir les droits de la nation, l'enferma dans un tel réseau de prohibitions que la monarchie n'avait plus de raison d'être. Quand la République fut décrétée, un an après, c'était la conséquence forcée de la constitution de 1791 qui avait supprimé en fait l'exercice de la puissance royale. On ne l'avait pas demandée, mais on l'obtint par l'enchaînement inévitable des causes et des effets.

La destruction radicale du système corporatif n'était pas réclamée davantage. Les constituants ont porté partout leur préoccupation des droits de l'individu. Ils les ont pro-

clamés en toute circonstance et avec une extrême emphase ; seulement ils n'ont assuré à leur exercice aucune garantie efficace. La centralisation prodigieuse qui est l'œuvre de 1789 n'a point laissé d'intermédiaire entre l'individu et l'État. Naturellement la lutte n'est pas possible et, en cas de conflit, l'individu est fatalement écrasé. Le principal objet des corporations était précisément de défendre le droit individuel, et c'est si vrai qu'après une expérience d'un siècle nous assistons à la résurrection du système corporatif sous des formes diverses. Que sont les associations professionnelles, les sociétés coopératives, les syndicats ouvriers, agricoles, etc., les ligues de toutes sortes, les fédérations de toute nature, sinon, à quelques modifications près, des corporations analogues à celles que l'ancien régime a connues ? Les cahiers demandaient simplement l'abolition des maîtrises et des jurandes, dont les vices avaient été déjà signalés par les États généraux de 1614. En immolant aveuglément toutes les associations, l'Assemblée a été bien au delà de ce que le pays attendait de son initiative.

Les mesures prises à l'égard du clergé peuvent provoquer des réflexions semblables. Une contradiction choquante se manifeste dans la conduite de l'Assemblée. Alors qu'elle venait d'abolir la confiscation et de proclamer pompeusement l'inviolabilité de la propriété, elle porte la main sur les biens ecclésiastiques et confisque au profit de la nation une valeur territoriale que certaines estimations portent à quatre milliards. Ce n'est pas le lieu d'étudier si l'accumulation d'une pareille richesse n'avait pas des inconvénients économiques et quelles dispositions auraient pu être concertées en vue d'y obvier. Il suffit de rappeler qu'aucun des cahiers n'avaient émis la pensée d'une spoliation. La suppression de certains abus, la résidence des évêques, la réduction des bénéfices, l'amélioration du sort des curés, la diminution des dîmes, telles étaient les seules réclama-

tions qui eussent été formulées. En s'emparant des biens de l'Église, en exigeant, un an après, des ecclésiastiques un serment contraire à leurs devoirs, l'Assemblée ne foulait pas seulement aux pieds les principes de la liberté de conscience et de l'inviolabilité de la propriété gravés au frontispice de sa constitution : elle outrepassait la volonté de ses commettants et manquait manifestement à son mandat.

Ce serait sortir du cadre de ce travail que d'insister sur la déviation que les méfiances et les rancunes des constituants imposèrent au grand mouvement de 1789. Il ne s'agit pas ici de faire le procès de la Révolution et de signaler une fois de plus l'avortement d'une partie de son œuvre en rapprochant de ses brillantes promesses les cruels mécomptes que le présent nous inflige. L'analyse des cahiers a simplement pour objet de fixer l'état de l'opinion publique aux dernières heures de l'ancien régime. Elle permet en même temps d'établir comment les mandataires du pays ont rempli leur tâche et dans quelle mesure les résultats acquis ont été conformes aux vœux exprimés. La constatation est facile puisque nous savons exactement ce qu'on demandait et que nous pouvons apprécier avec la même rigueur ce qu'on a obtenu.

Personne ne méconnaît la sagesse et l'opportunité d'un grand nombre des réformes accomplies dans l'ordre des intérêts civils; mais pourquoi faut-il qu'il y ait été procédé par la violence ? D'autres nations ont marché parallèlement à la France vers le progrès, et elles ont atteint leur but sans recourir aux moyens révolutionnaires comme sans rompre avec toutes leurs traditions. Chez nous, l'entente des classes, la conciliation des intérêts en jeu n'étaient certes pas impossibles. Qu'on interroge les cahiers dressés sur les autres points du territoire : ils ne diffèrent guère de ceux où le bailliage d'Autun a consigné ses doléances, Les grandes lignes sont les mêmes. Partout les trois ordres

sont d'accord sur les questions essentielles : maintien du gouvernement monarchique, égalité devant l'impôt, réformes judiciaires, administratives, économiques, etc. Comment cette communauté de vue se transforma-t-elle en haines sauvages et en sanglantes hécatombes ? Un tel dénouement montre le néant des espérances humaines et à quoi peuvent aboutir les plus généreuses illusions. La Révolution s'annonçait, en 1789, comme un fleuve magnifique qui allait porter partout la vie et la fécondité ; le débordement des colères et des passions en fit trop vite un torrent furieux qui, renversant toutes les digues, emporta dans ses flots le passé de la France et ne laissa derrière lui qu'une traînée de ruines. Il fallut une main plus forte que celle des constituants pour dégager de ces débris informes les assises fondamentales de la société moderne.

P. MONTARLOT.



CAHIERS

DES

PAROISSES ET COMMUNAUTÉS

DU BAILLIAGE D'AUTUN

POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789. ¹

I

DOLÉANCES DE LA PAROISSE D'ANOST, DU 15 MARS 1789.

La tenue des États généraux que le souverain a accordée à la nation paroît lui préparer de grands remèdes aux grands maux dont elle est accablée. Il faut saisir le moment avec empressement et s'attacher encore plus particulièrement à se dépouiller de tout intérêt personnel pour se livrer tout entier au bien général. Il faut espérer que tous les ordres s'empresseront à marcher à l'envi l'un de l'autre sur les traces et par l'exemple du généreux monsieur Necker. La paroisse d'Anost, en son particulier, prie et ne cesse d'adresser des vœux au ciel pour son heureuse conservation, afin qu'il puisse terminer avec succès les pénibles travaux qu'il a si bien commencés à l'ap-
plaudissement de toute la nation.

ART. 4. Il seroit plus avantageux de délibérer par tête que par ordre : avec le *veto* par tête, la pluralité des voix formera les lois; au lieu que par ordre avec le *veto* tout resteroit dans l'indivision, les assemblées deviendroient vaines et inutiles, ce qu'il est essentiel d'éviter.

Vote par tête.

¹. Reproduction d'après les minutes appartenant à M. Léopold Repoux, avocat à Autun.

Réforme de l'administration financière.

2. Les abus de l'administration des finances sont sans nombre. Il est indispensable de prendre des précautions sages pour y remédier, et que les deniers ne soient employés qu'à des choses utiles, et pour cela obliger les administrateurs à rendre chaque année compte de leur administration.

Réforme des États de la province.

3. Les abus de l'administration de la province de Bourgogne ne sont pas moins frappants. Ils ont été on ne peut mieux développés par la requête de l'ordre des célèbres avocats de Dijon. Pour les éviter à l'avenir, il devient indispensable de demander que les États de cette province soient conformes à ceux du Dauphiné, qu'il y ait des députés du tiers-état en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis, que ses élus soient choisis librement et qu'on y délibère par tête pour être les décrets faits à la pluralité des voix.

Pouvoir général donné aux députés.

4. Il paroît juste de donner aux députés des pouvoirs suffisans pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État et la réforme des abus.

Impôt pour l'extinction des charges de l'État.

5. On doit s'occuper essentiellement à connoître les charges de l'État afin de régler un ou plusieurs impôts qui puissent les éteindre, en fixer la durée à un terme fixe et invariable, sans que les impôts ni la durée puissent être augmentés ni prorogés sans le concours et le consentement de la nation.

Participation égale des trois ordres aux charges publiques.

6. Demander que tous les ordres sans distinction contribuent à payer les charges quelconques, non-seulement suivant leurs biens, mais encore suivant leurs facultés.

Diminution des charges qui pèsent sur les campagnes.

7. On doit soigneusement s'occuper à soulager cette classe indigente des gens de campagne si utiles à l'État, qui pour la plupart n'ont aucun bien et qui toujours sont opprimés sous le poids des impôts qu'ils ne peuvent acquitter, ou en le faisant ce n'est qu'au dépens de leurs besoins et même des choses de première nécessité.

Impôt territorial.

8. Pour parvenir au soulagement de cette classe, il semble que l'impôt territorial seroit plus juste.

9. Supprimer les receveurs généraux et provinciaux, ainsi que les accessoires, ou du moins diminuer les appointements immenses qui leur sont accordés et les réduire à un sixième, ce qui seroit encore plus que suffisant relativement à la peine de leurs emplois.

Diminuer les frais de perception.

10. Demander la suppression des receveurs bailliagers, et obliger les collecteurs de chaque communauté à verser au trésor royal par la voie des diligences qui seront tenues du transport sans frais, ou du moins diminuer les appointements considérables des receveurs, ou encore de délivrer cette recette au rabais à des gens solvables qui donneront cautions, certificateurs et attestans, chaque ville même s'en rendroit responsable, au moyen de quoi les deniers du roi seroient assurés.

Suppression des receveurs bailliagers.

11. Solliciter la suppression des pensions non méritées, et demander la réduction de celles qui sont excessives. Il est dans l'ordre d'acquitter ses dettes de préférence à des gratifications.

Suppression des pensions de faveur.

12. De tous les biens le plus précieux est sans contredit celui de la liberté. Si la propriété doit être respectée, à plus forte raison la personne, d'où s'ensuit qu'il faut solliciter la suppression des lettres de cachet, et que tout homme arrêté et constitué prisonnier soit renvoyé par-devant son juge naturel pour y être jugé suivant la loi.

Suppression des lettres de cachet.

13. Le Code criminel présente des liens et des formes trop rigoureuses. N'est-il pas injuste qu'un accusé n'ait aucune connoissance d'une instruction qui se poursuit contre lui, et que tout se fasse en secret? Il doit [avoir] au moins autant d'avantage pour défendre sa personne qu'il en auroit pour défendre ses propriétés. Demander la réforme du Code.

Réforme de la procédure criminelle.

14. Le Code civil n'a pas moins besoin d'une réforme. Les procès se perpétuent, les incidents sans nombre des commentateurs multipliés viennent à l'aide de la chicane, les usages varient, la jurisprudence change. Il seroit donc utile d'avoir un nouveau Code.

Refonte du Code civil.

Tarif des frais de justice.

45. Il ne seroit pas moins essentiel d'avoir un règlement général pour tout officier de justice, qui en même temps qu'il supprimeroit une partie inutile de procédures, met chaque individu à portée de vivre de son état et l'exercer avec zèle, honneur et désintéressement, et par là faire cesser l'opinion de la rapine qu'on leur attribue.

Diminution du nombre des tribunaux.

46. Le nombre de tant de différents tribunaux présente une multitude d'inconvénients et sont autant de charges pour la nation. Il faut demander la suppression des justices seigneuriales, des prévôts, châtelains, cour des aides, gabelles, et de toutes autres juridictions d'exception, et accorder aux bailliages et présidiaux la connoissance de toutes actions en premières instances, sauf l'appel à la cour. Le bailliage n'est-il pas le siège naturel de tous les hommes? Pourquoi donc laisser subsister tant de différentes juridictions qui ne servent qu'à multiplier les frais, les degrés et les abus?

Élever la compétence des présidiaux.

47. Pour faciliter la justice aux sujets, il seroit juste d'augmenter le pouvoir des présidiaux et de le porter au moins à quatre mille livres.

Établissement de circonscriptions judiciaires.

48. Il seroit encore utile de former des arrondissements pour les bailliages.

Suppression du *Committimus*.

49. Supprimer les lettres de *committimus* qui sont contraires au droit et à la liberté des gens, puisqu'elles ne servent qu'à distraire un citoyen de son ressort pour le transférer ailleurs; ou celui qui use de son privilège y attend plus de faveur, ou fatigue son adversaire.

Suppression de la vénalité des charges.

20. Supprimer la vénalité des charges pour ne les accorder qu'au concours et au mérite.

Suppression de tout ressort en dehors de la province.

24. Réclamer le droit des Bourguignons de ne plaider pour quelques causes que ce soit hors de leur province, pas même pour ce qui peut concerner les fermiers ou régisseurs généraux

à la forme des lettres patentes de Louis XI du mois de mars 1477, déclarations de Charles VIII du 8 mars 1483, et de celles de François I^{er} du 3 août 1536, confirmées par leurs successeurs.

22. La justice consulaire est utile au commerce; ainsi il faudroit non-seulement la conserver, mais encore solliciter pour qu'elle eût droit de juger souverainement jusqu'à mille livres, à la condition de placer parmi les juges un gradué qui auroit acquis au moins dix ans de palais.

Extension de la compétence consulaire.

23. Le commerce est une des branches la plus utile à l'État. On ne peut trop prendre de précautions pour lui donner du ressort. Pour cela il faudroit supprimer tous les droits de péages, d'entrées et de sorties, et les reculer jusqu'aux barrières de la France.

Liberté commerciale.

24. Demander qu'il soit permis de prêter à intérêt au denier vingt sans rétention sur billet ou obligation à terme fixe et sans aliénation, ainsi que cela se pratique dans différentes provinces. Ceci donneroit encore un nouveau ressort au commerce. Bientôt l'on verroit de toute part les bourses se délier et la circulation augmenter.

Faculté de prêter à intérêt.

25. Le numéraire le plus en usage, surtout dans la basse classe, est monnoye. On s'aperçoit de toute part qu'elle manque. Demander au gouvernement d'en faire battre et de la multiplier afin de faciliter toute espèce de circulation et de commerce.

Augmenter la quantité du numéraire.

26. La milice est un impôt criant. Souvent on arrache des bras d'un père et d'une mère un enfant qui étoit leur unique ressource et espérance. D'ailleurs il n'est point égal que celui qui n'a point d'enfants, quoique riche, n'y contribue pas; celui qui en a et qui ne parviennent pas à la taille requise, en est exempt; celui qui n'a que des filles, de même. Les sujets les plus riches et les plus commodes trouvent toujours des moyens

Milice.

de s'en exempter. De là vient qu'il n'y a que le malheureux qui paye cet impôt de sa personne, ce qui est injuste. Le service qu'il est obligé de faire n'est-il pas celui de la nation ou pour la nation? N'est-il donc pas juste que chacun y contribue à raison de ses biens et de ses facultés, en convertissant cet impôt en argent et permettant à chaque communauté d'acheter le nombre d'hommes qu'elle devra fournir?

Réduction des
droits de contrôle.

27. Les droits de contrôle sont exorbitants, demander qu'ils soient réduits à un prix plus modique.

Rachat des droits
féodaux.

28. Les mainmortes, les banalités, les cens et toutes servitudes sont contraires à la liberté. Il faut en solliciter la suppression à la charge d'un remboursement, suivant qu'il sera ordonné par le gouvernement.

Gardes particu-
liers.

29. Les places de gardes bois, chasse et pêche sont occupées par des gens qui sont ordinairement de la lie du peuple. Cependant un homme revêtu de [ce] caractère en est cru sur son procès-verbal pour quelque espèce de délit que ce soit, tandis qu'un notaire, qui mérite une pleine considération, est obligé de prendre deux témoins pour donner une forme authentique à son acte. Aussi voit-on des plaintes sans cesse des abus que ces gardes commettent dans leur exercice. Ils sont instruits qu'on ne peut attaquer leurs procès-verbaux que par l'inscription de faux, procédure dont les formes, tout aussi rigoureuses que dispendieuses, nécessitent un innocent de se laisser condamner et de payer. Ne seroit-il pas important, pour parer à de tels inconvénients, d'obliger les gardes d'être deux ensemble pour donner foi à un procès-verbal? Il ne paroît pas moins important qu'un accusé d'un délit fût admis à poser les faits justificatifs et d'être admis à fin civil à en faire la preuve plutôt que d'être astreint à l'inscription de faux?

Simplification des
formes du retrait li-
gnager.

30. Le retrait lignager est assujéti à des formes de rigueur qui souvent font échoir la demande en retrait. Pourquoi donc

s'attacher à des formes qui peuvent priver d'un droit que la loi accorde? Il faudrait demander des formes plus simples, comme celles qui sont en usage dans le ressort du parlement de Paris, où il suffit que dans l'année le retrayant ait fait sommation à l'acquéreur de se trouver par-devant notaire pour recevoir son argent et passer rétrocession.

31. L'action en lésion pendant dix ans est au contraire une entrave à la liberté du commerce dans les fonds. La vente est un acte libre entre le vendeur et l'acquéreur, à moins qu'il n'y ait vol ou fraude, ce qui ne se suppose pas. Pourquoi donner au vendeur une action pendant dix ans pour revenir contre un acte où il a contracté librement? Il semble que ce seroit assez de cinq ans et que ce délai fût déclaré fatal dans toutes les circonstances, lorsque toutefois la vente auroit été faite en majorité.

Diminution des délais pour l'action en lésion.

32. Le règlement concernant les mésus autorise plutôt l'abus par l'impunité du délit que de le réprimer. Il seroit essentiel d'en demander la réforme et en solliciter un autre plus efficace.

Réforme du règlement concernant les mésus.

33. Dans le cas où les rentes, cens et autres redevances seroient conservées et non rachetables, demander qu'on ne puisse réclamer les échus de plus de cinq ans, qu'il n'y ait point de solidité entre les possesseurs et qu'égalation en soit faite à frais communs.

Etablir la prescription de cinq ans pour les cens et rentes non payés.

34. La paroisse d'Anost est située dans un terrain très ingrat. L'on y recueille que très peu de seigle, de la mauvaise avoine appelée *pied de mouche*, du sarrazin et des pommes de terre. La récolte produit à peine pour nourrir les habitans six mois de l'année.

État particulier de la paroisse d'Anost.

La moitié du terrain est en bois dont le seigneur s'est emparé, nous sommes en procès avec lui depuis plus de vingt ans au grand conseil et nous ne pouvons avoir justice. Nous

demandons d'être conservés dans nos droits de chauffage, applatage, pacage et autres tels qu'ils sont portés dans les terriers et nos titres particuliers.

PAUCHARD, LOUIS DUVERNOY, FRANÇOIS BAILLIAU, JEAN REGNIAULT, JEAN PITOY, E. BADEVANT, JEAN GARNIER, DESPLANTES, S. BLOCHET, ANDRÉ BEAUDEQUIN, JEAN BLAISOT, JEAN BONNOT, SIMON ROUSSET, CHARLES RATEAU, BILLON, BARROIN, LAZARE BALIAU, CHAUSSIVERT, notaire royal (*trois signatures illisibles*).

II

OBSERVATIONS ET DEMANDES, DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DES HABITANS DE LA COMMUNAUTÉ D'ANTULLY. ENSUITE D'ASSEMBLÉE ET CONVOCATION FAITE CEJOURD'HUY QUINZE MARS MIL SEPT CENT QUATRE-VINGT-NEUF.

Observent que le pays pour la plus grande partie est de la plus grande stérilité; que le pays est situé sur la plus haute montagne de la Bourgogne, entouré des forêts de Sa Majesté presque de toutes parts, ainsi que de ceux des seigneurs voisins; ladite montagne plate et creuse sur son sommet qu'il y a plus de trois lieues de diamètre, les eaux y séjournent, par conséquent marécageuse, mousseuse et stérile malgré les travaux des cultivateurs; pays inaccessible aux voyageurs commerçants par rapport aux mauvais chemins, surtout pendant les deux tiers de l'année.

Demandent qu'il leur soit permis de percer des chemins finereaux sur la grande route de Chalon à Autun pour l'utilité des voyageurs et commerçans. Les habitans de ladite communauté sont pour la moitié au moins logés dans des cabanes ou logis montés en bois, n'ayant tout au plus chacun qu'un arpent de terrain qu'ils cultivent en jardin, et le restant pour y planter des pommes de terre, ce qui fait la plus grande partie

de leur subsistance ; étant obligés les particuliers logeant dans les cabanes de travailler dans les bois voisins en qualité de bûcherons pour se subsister eux et leurs familles.

L'autre moitié est un peu plus à son aise, tous logés à la vérité dans des mauvais bâtimens couverts à paille, cultivant leurs héritages peu fructueux, car il n'y en a pas un qui ramasse du grain pour sa subsistance pendant le cours de l'année ; la plus grande semence et récolte qu'ils font est en avoine pour se libérer envers le seigneur des rentes dont ils sont surchargés ainsi que de l'argent d'autres denrées comme froment, seigle, cire et poules.

Cependant malgré l'exposé cy-dessus sincère et véritable, les délibérans se sont plaints souvent et ont fait des remontrances par requeste à nosseigneurs les élus, notamment la présente année, pour être déchargés, vu leurs états payés, si peu fructueux, d'y avoir égard dans les impositions royaux auxquelles ils doivent les imposer, lesquelles représentations n'ont eu aucun effet jusqu'à présent, mais tout au contraire de l'augmentation.

1° Demandent qu'il n'ait en France qu'un même poids, même mesure à grain et à vin.

Uniformité des poids et mesures.

2° Qu'une même loi et même coutume pour les procédures, les abrèger et fixer des délais pour les juger.

Législation.

3° Le sel marchand ou au moins à moitié prix de ce qu'il est aujourd'hui. Le grand débit reviendrait au même, beaucoup de gages et des despens retranchés ; par ce moyen l'utilité et le grand avantage qu'on en retireroit, et surtout dans les campagnes, seroient d'un grand avantage pour toute la nation, en ce que l'on en donneroit aux bestiaux, ce qui les feroit mieux croître et amender, lesquels mangeroient de quelques espèces de fourrages que ce soit en y mélangeant ledit sel lorsque l'on décharge lesdits fourrages, que les chairs de ces mêmes bestiaux seroient beaucoup exquises lorsque l'on en

Sel.

feroit l'abat, que les grains ou fumiers que l'on tireroit sous les mêmes bestiaux seroient de la plus grande utilité pour la fermentation des terres, que les récoltes en seroient beaucoup plus abondantes.

Tabac.

4° Réformer le tabac râpé en régie présentement par la ferme, le rendre aussi marchand en petites carottes comme il se débitoit il y a environ quarante ans. On peut dire que le tabac râpé que l'on débite aujourd'huy, venant de la ferme, nuit et préjudicie à la santé de l'homme. Ce tabac venant dans des grosses tonnes tout râpé, tantost par la chaleur, tantost par les pluies qui y pénètrent, que la plus grande partie de ce tabac est échauffé et pourry, qu'il faut cependant s'en servir. On dira peut-être : qu'on en prenne en carotte, on le mondra. On a détruit et enlevé les moulins; d'ailleurs la plus grande partie du peuple n'est pas en état de faire cette sorte de provisions; à peine a-t-elle de quoy en avoir de cinq liards ou une demy.

Suppression des cotes d'office et des receveurs des bailliages.

5° On demande la suppression des cotes d'office, ainsy que des charges des receveurs bailliagés.

Milice.

6° Réformer la levée de la milice, se soumettant à payer ce que Sa Majesté ordonnera à cet effet.

Suppression des corvées.

7° Demandent la continuation de l'entreprise des grands chemins plutost que par corvées, attendu que les saisons les plus convenables sont employées à faire lesdites corvées plutost qu'aux labourages. Demandent encore que les corvées qui sont charges envers le seigneur soyent supprimées.

Amodiation des terres.

8° Demandent encore que les seigneurs n'ayent pas la liberté d'amodier leurs biens que par détaille à leurs sujets, représentant qu'ils sont surchargés d'impôt, relativement aux autres ordres et corporations; que la représentation faite par le tiers-état de la province de Bourgogne fait voir très clairement

États de la province.

les abus qui se commettent dans l'administration particulière des États de cette province; que presque toutes les autres provinces du royaume ont fait les mêmes représentations; qu'en conséquence ils déclarent qu'ils adhèrent à tout ce qui a été dit à ce sujet, et supplient très humblement Sa Majesté d'ordonner que la convocation des États généraux soit faite ainsi qu'il a été exposé dans tous les écrits du tiers-état qui seront remis sous ses yeux, notamment à la requête à Sa Majesté par le tiers-état de la ville de Dijon, dont lecture leur a été faite, ainsi qu'aux cahiers de doléances, plaintes et remontrances des autres communautés de la campagne qui sont dans le même cas que les supplians, auxquelles ils adhèrent, non-seulement pour ce qui concerne la convocation des États généraux, mais encore les États de la province de Bourgogne, si il plaît à Sa Majesté de les convoquer avant les États généraux.

Adhésion à la déclaration du tiers-état de Dijon.

Le présent cahier écrit par moy sieur François-Claude Laguille, l'un desdits habitans, soussigné avec tous les autres habitans sachant signer, ledit jour quinze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, suivant leurs déclarations et sentimens.

Et, depuis, lesdits habitans, toujours réunis, m'ont déclaré de recevoir et porter par écrit sur le présent cahier des nouvelles plaintes et remontrances qu'ils avoient oubliées, qui sont qu'ils supplient très humblement Sa Majesté d'abolir tous les droits généraux qui ne doivent point faire partie de la propriété des seigneurs, tels que les mainmortes, les droits de champarts, les droits d'indire, les tailles seigneuriales, les banalités, les amendes, les droits de banvin, les corvées de charue et de bras; permettre à ses sujets de racheter le capital des cens amphitéotiques et autres sur le pied qu'il plaira à Sa Majesté de fixer, ainsi que le roy de Sardaigne l'a permis dans ses États; enfin de supprimer tous les dîmes et tous les droits casuels des curés et vicaires, en assujettissant les habitans de chaque paroisse à payer à leurs curés une somme de mille livres et au vicaire isolé une somme de six cents livres.

Abolition des droits féodaux.

Suppression des dîmes et du casuel des curés.

Il a été aussi délibéré que expédition de la présente sera adressé à monseigneur le directeur général des finances, en le priant de présenter ses bons offices auxdits habitans et d'intercéder pour eux auprès de Sa Majesté pour le succès de leur supplique, et tous les habitans non illettrés se sont sousignés.

· JEAN RUÉ, MENANT fils, LÉONNARD THEUREAU, DUPARD, THEUREAU, MENANT l'aîné, THEUREAU sendic, JEAN THEUREAU, BOUFFIÈRE, LAGUILLE, LENOBLE.

III

CAHIER DU TIERS-ÉTAT DE LA VILLE D'AUTUN.

Vote par tête.

ART. 1^{er}. Le tiers-état demande qu'aux États généraux les délibérations soient constamment prises par les trois ordres réunis, et les suffrages comptés par tête.

Périodicité des
États généraux.

2. Que les États généraux soient périodiques et assemblés au plus tard tous les cinq ans, et qu'à chaque tenue il soit nommé de nouveaux députés.

Nécessité d'une
constitution.

3. Que lesdits États s'occupent de faire une constitution posée sur des principes fixes et invariables, qui assure les droits du souverain et ceux de la nation.

Vote de l'impôt.

4. Qu'aucuns impôts ne puissent être établis et conservés qu'après avoir été consentis par les États généraux qui ne pourront s'occuper des subsides qu'après avoir formé la constitution et établi un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration.

Idem.

5. Qu'aucuns impôts ne soient accordés pour un temps illimité, et que le terme de l'octroy ne puisse excéder l'intervalle d'une assemblée d'États généraux à la suivante, et qu'il ne puisse être fait aucun emprunt que du consentement desdits États généraux.

6. Que les bois et domaines du roy soient aliénés à perpétuité ou à tems, et que les deniers qui en proviendront soient employés à l'acquittement de la dette nationale. Aliénation du domaine royal pour l'acquittement de la dette.
7. Que tous les privilèges pécuniaires, même le droit de franc-fief, soient supprimés, et que tous les impôts, de quelques espèces et natures qu'ils soient, quelle qu'en soit la destination, soient supportés par les trois ordres, en proportion des propriétés et facultés de chaque individu et par un même rôle. Suppression des privilèges pécuniaires et participation des trois ordres aux charges publiques.
8. Que les États généraux s'occupent à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances, prennent une connoissance exacte des besoins de l'État et de la dette publique, substituent aux impôts qui seront supprimés ceux qu'ils croiront les moins onéreux à la nation. Ordre dans les finances.
9. Que les aydes et gabelles soient supprimés, et le sel et le tabac rendus marchands. Suppression des aides et gabelles.
10. Que les corvées et la milice soient supprimées. Id. des corvées et de la milice.
11. Que les barrières soient portées aux frontières, afin de laisser dans l'intérieur du royaume une circulation libre au commerce et débarassée de toutes entraves, et que dans tout le royaume il n'y ait qu'un seul poids et une même mesure. Liberté du commerce intérieur.

Uniformité des poids et mesures.
12. Que les droits sur les fers, les cuirs, les huiles, les savons et le papier, ainsy que les droits de marque sur les toiles et étoffes soient supprimés dans l'intérieur du royaume Suppression des droits perçus à l'intérieur sur certains produits.
13. Qu'il soit demandé pour les droits de contrôle et centième denier un nouveau tarif dans lequel des droits modérés seront énoncés d'une manière claire et précise, qui éloigne tout arbitraire, et que les contestations qui naîtront sur l'interprétation du tarif soient portées devant les juges royaux pour y être jugées sommairement et sans frais. Tarifage des droils de contrôle.

Suppression des octrois.

14. Que tous les octrois qui se perçoivent dans les villes et bourgs soient supprimés, et cette espèce d'impôts remplacée par une taille négotiale qui sera supportée de la même manière et dans la même proportion que les subsides nationaux.

Suppression des droits seigneuriaux moyennant indemnité, qui grèvent les objets de consommation.

15. Que tous les droits seigneuriaux et autres qui se perçoivent dans les marchés des villes, bourgs et villages, sur les denrées de consommation, soient supprimés, sauf à pourvoir à l'indemnité due aux propriétaires desdits droits.

Rachat des droits féodaux.

16. Que tous les droits censeaux et seigneuriaux, sous quelque dénomination qu'ils soient, et notamment la servitude de main-morte, puissent être rachetés moyennant une indemnité proportionnée ; et jusqu'au rachat desdits droits, que les seigneurs ne puissent exiger le paiement par la voye solidaire, chaque héritage répondant de sa redevance, sans attenter à la justice des seigneurs.

Suppression de la vénalité de la noblesse.

17. Que la vénalité de la noblesse soit supprimée, et que cette distinction honorable ne soit accordée qu'au mérite.

Admission du tiers-état aux places de robe et d'épée.

18. Que le tiers-état puisse être admis à toutes les places de l'Église, de la robe et du militaire.

Liberté de la presse réglée par les lois.

19. Que la liberté de la presse soit assurée par de sages réglemens qui en préviendront les abus.

Garantie de la liberté individuelle.

20. Que les lettres de cachet soient supprimées et la liberté individuelle des citoyens assurée sous la sauvegarde des lois.

Prêt à intérêt.

21. Que le prêt d'argent avec intérêt au denier courant, par simple billet et obligation, sans aliénation du principal, soit permis.

Abolition de la vénalité des charges de judicature.

22. Que la vénalité des charges de judicature soit supprimée et le prix des offices remboursé aux titulaires, qui continueront

d'exercer leurs fonctions; et que pour remplir les places vacantes dans les tribunaux, les officiers des sièges présenteront au roy trois gradués ayant fréquenté le bareau ou exercé une charge de judicature pendant six ans.

Recrutement de la magistrature par elle-même.

23. Que les épices et tous autres droits relatifs, onéreux au peuple, soient supprimés, et qu'il soit attribué aux officiers de Judicature des prérogatives et des gages proportionnés à leur travail.

Suppression des épices.

24. Que les tribunaux d'exception, excepté les justices consulaires, soient supprimés, et toutes les affaires contentieuses attribuées aux tribunaux ordinaires, et que les offices de jurés priseurs et de receveurs des consignations soient également supprimés.

Suppression des tribunaux d'exception et des offices de jurés priseurs.

25. Qu'il soit accordé aux juges des seigneurs le pouvoir de juger souverainement jusqu'à la somme de cinquante livres; aux bailliages particuliers, au nombre de trois juges, jusqu'à trois cents livres, et aux présidiaux jusqu'à quatre mille livres; et en cas de contestation sur la valeur de l'objet en litige, chaque partie pourra faire estimer cet objet; que l'autorité de ces différens tribunaux soit maintenue contre les entreprises des juges d'appel, en attribuant aux parlemens la connoissance de tous les différends relatifs à la compétence des juges des seigneurs et des bailliages particuliers, et au conseil celle des différends relatifs à la compétence des présidiaux.

Extension de la compétence.

26. Qu'il soit fait un nouvel arrondissement des bailliages et présidiaux sans distinction de provinces et de ressort de parlement, afin de rapprocher les justiciables de leurs juges.

Établissement de nouvelles circonscriptions judiciaires.

27. Que l'on ait la faculté de demander le renvoy des causes qui seront portées par-devant les juges des seigneurs, quand les seigneurs ou leurs fermiers seront intéressés dans le procès.

Renvoy devant un autre juge que le juge seigneurial, quand le seigneur sera intéressé à la cause.

Extension de la compétence consulaire et sa réglementation.

28. Que les juridictions consulaires aient le droit de juger en dernier ressort jusqu'à mille livres; qu'elles aient l'exécution de leurs sentences; que les juges consuls soient assistés d'un avocat nommé par l'ordre; que lesdits juges ne pourront accorder aucunes surséances, arrêt de défenses, répy, atermoyement et sauf-conduit aux débiteurs, sans consulter les créanciers.

Soustraction des matières consulaires aux juges ordinaires.

29. Que l'arrêt de règlement du parlement qui permet aux juges ordinaires de connoître des matières consulaires soit révoqué, et qu'il soit créé des justices consulaires dans toutes les villes.

Des oppositions au mariage.

30. Que les oppositions aux mariages ne soient reçues qu'autant qu'elles seront formées par les père, mère et tuteurs, et les curés tenus de passer outre à la célébration, sauf l'action en dommages intérêts, qui sera portée par-devant le juge royal.

Réduction du délai pour l'action en lésion.

31. Que le délai de dix ans pour action de lésion soit réduit à cinq ans.

Retrait lignager.

32. Que les formalités pour l'exercice des retraits lignagers et censuels soient simplifiées et réduites à une assignation par-devant le juge royal, sans offres réelles.

Maxime *aut cede aut solve*.

33. Que la maxime *aut cede, aut solve* soit admise en Bourgogne.

Suppression du centième denier sur les offices.

34. Que le centième denier soit supprimé sur les charges et offices qui seront conservés.

Réforme de la justice criminelle et institution du jury.

35. Que la justice criminelle soit réformée, que la procédure par jurés, telle qu'elle se pratique en Angleterre, soit adoptée en France.

Garanties à accorder aux accusés.

36. Qu'il soit permis aux accusés d'avoir un conseil, que le secret de la procédure et la sellette soient supprimés, et que les contumax puissent se faire défendre sans être obligés de se mettre en état.

37. Que le code pénal soit réformé et la distinction des peines abolies.

Réforme du Code pénal.

38. Que les supplices du feu et de la roue et autres soient supprimés et convertis en celui d'avoir la tête tranchée; peut-être par ce moyen parviendrait-on à détruire le préjugé, on peut dire national, qui entache d'une espèce de flétrissure les familles des condamnés, surtout dans l'ordre du tiers; préjugé qui est une des grandes causes de l'impunité et de la multiplicité des crimes. Une loi raisonnée à cet égard, consentie par la nation assemblée, sanctionnée par l'autorité royale, pourroit contribuer à faire disparoître peu à peu cette opinion funeste à la société et qui doit en partie son origine à la distinction des peines. La confiscation abolie.

Etablissement d'un mode unique de supplice.
Abolition de la confiscation.

39. Que la peine du bannissement à tems ou à perpétuité, par laquelle un village, une ville, une province, font entre elles l'échange de leurs malfaiteurs, soit supprimée.

Suppression de la peine du bannissement.

40. Que la condamnation à mort n'ait lieu que contre les meurtriers; que les autres crimes soient punis, à tems ou à perpétuité, aux travaux publics, à la détention dans des maisons de force, à des amendes pécuniaires ou à d'autres peines proportionnées à la nature et à la gravité des délits, en sorte néanmoins que tout soit prévu et rien laissé à l'arbitrage des juges.

Peine de mort affectée aux seuls meurtriers

41. Que la question préalable soit encore supprimée, excepté dans les crimes de lèse-majesté au premier chef.

Abolition de la question, sauf en cas de lèse-majesté au premier chef.

42. Qu'aucun jugement portant condamnation à mort ne puisse être exécuté qu'il n'ait été confirmé par le prince.

Sanction par le prince des condamnations portant la peine capitale.

43. Qu'il soit établi des États particuliers périodiques et uniformes dans tout le royaume, notamment en Bourgogne, constitués comme ceux du Dauphiné.

États provinciaux.

Suppression des
cotes d'office.

44. Que la commission intermédiaire qui sera formée à l'instar du Dauphiné s'occupera de la répartition la plus juste des impositions, sans qu'elle puisse cotiser d'office aucun particulier.

Diminution des
appointemens des
fonctionnaires.

45. Que les États particuliers modéreront les appointemens des receveurs généraux et particuliers et ceux de tous autres employés dans l'administration.

Frais de construc-
tion des canaux de
la province de Bour-
gogne mis à la char-
ge de l'État.

46. Que les États généraux soient priés de prendre en considération les frais immenses que la province de Bourgogne est obligée de faire pour la construction de ses canaux, et d'ordonner que la dépense en sera prise sur la caisse de l'État, attendu que les canaux sont beaucoup plus utiles au royaume en général qu'à la province en particulier.

Maintien du pri-
vilège des Bourgui-
gnons de ne pas
plaider hors de leur
ressort.

47. Que les Bourguignons soient maintenus dans le privilège qu'ils ont de ne pouvoir être distraits de leur ressort pour plaider.

Suppression des
maîtrises et juran-
des.

48. Que les maîtrises et jurandes soient supprimées.

Accroître la quan-
tité de la monnaie
de billon.

49. Que Sa Majesté soit suppliée de faire battre de la petite monnoye pour faciliter le commerce.

Réunion de la vié-
rie et de la prévôté
royale au bailliage.

50. Que la viérie et prévôté royale d'Autun soit réunie au bailliage, à la forme de l'édit de 1749.

Élection des ma-
gistrats munici-
paux.

51. Que les officiers municipaux soient élus par la commune, les maires et syndics pour quatre ans, et les échevins pour deux ans, et que le secrétaire seul soit perpétuel.

Accroître le nom-
bre des brigades de
gendarmerie et leur
solde.

52. Que le nombre des brigades de maréchaussée soit augmenté en Bourgogne, ainsy que les appointemens des brigadiers et cavaliers.

53. Qu'il soit fait un nouveau règlement dicté par l'humanité pour empêcher la mendicité.

Interdiction de la mendicité.

54. Que dans toutes les villes de bailliage il soit establi un hospice pour recevoir les enfans naturels ou abandonnés.

Établissement d'hospices pour les enfans trouvés.

55. Que la portion congrue soit augmentée et portée à douze cents livres pour les curés et à six cents livres pour les vicaires, avec suppression de tous droits casuels.

Augmentation de la portion congrue des curés et suppression du casuel.

56. Que les curés, desservants ou vicaires soient tenus de donner tous les mois aux procureurs fiscaux des justices de leurs paroisses une note des chefs de famille qui seront décédés le mois précédent et qui auront laissé des mineurs, afin que les procureurs fiscaux puissent plus promptement faire pourvoir lesdits mineurs de tuteurs et curateurs.

Tutelle des mineurs.

57. Que les États généraux soient priés de s'occuper des moyens de favoriser l'accroissement et l'augmentation des futayes en s'opposant à l'établissement de nouvelles forges et en augmentant le nombre du quart de réserve, et qu'il soit fait un règlement pour la conservation des bois.

Augmentation des futaiés.

Fait et arrêté par nous députés cejourd'hui seize mars mil sept cent quatre-vingt neuf.

SERPILLON, PIGENAT, BALLARD, REPOUX, DELATOISON, batonnier des avocats, CHANGARNIER l'ainé, avocat, FOURAT, procureur du roy en la maîtrise des eaux et forêts, GODILLOT, DECHEVANES, CHANGARNIER, TRIPIER, RÉROLLE, TAUPENOT, GONON, NARDIN, PIGNOT, DEJUSSIEU, RÉROLLE, JOUARD, BRUNET, GUIÉTAND, MONIER, BARET, BARRUEL, MONI fils, CHARET, MORLET, DIOT, DUPREY, FRANÇOIS RUÉ, CHATILLON, BOURLARD, DUREUIL fils, JEAN MAITRE, ROUX, CHAUVEROT, FRAGNIÈRE, échevin, TRIPIER, second échevin, TROPIN, DELATROCHE, LABOURÉ, secrétaire adjoint.

IV

CAHIER DES DOLEANCES ET REMONTRANCES DES HABITANS DE LA COMMUNAUTE DE BARNAY ET DEPENDANCES.

Ils désirent qu'il plaise à Sa Majesté :

Participation de
toutes les classes
aux charges de l'É-
tat.

1. Que tous les impôts créés et à créer soient supportés indistinctement par tous les ordres, sans aucun égard au rang et dignité, et proportionnellement aux fortunes et facultés d'un chacun, et ce par un même rôle, afin que tout le monde en ait connoissance ;

Encouragemens à
l'agriculture.

2. Que comme l'agriculture est la première richesse de l'État, il soit accordé des primes et encouragemens aux agriculteurs et cultivateurs ;

Mesures contre la
désertion des cam-
pagnes.

3. Qu'il soit pris les mesures les plus propres pour conserver aux campagnes la fleur de leur jeunesse que le luxe des villes leur enlève, ce qui augmente de beaucoup le salaire des travaux ;

Suppression de la
milice.

4. Que la milice soit supprimée, étant pour eux un impôt très onéreux par les dépenses qu'elle occasionne ;

Diminution du
prix du sel.

5. Que le prix du sel soit modéré pour les gens de campagne qui tirent de ce seul aliment la force si nécessaire à leurs travaux ;

Exemption des
impôts pour l'entre-
tien des routes.

6. Que chargés seuls par le passé de l'entretien des routes publiques, ils soient par un principe d'équité déchargés à l'avenir de toute imposition à cet égard ;

Protection contre
fermiers.

7. Qu'on les mette à l'abri de la tyrannie des fermiers dans les baux à culture ;

- | | |
|--|--|
| 8. Que leurs seigneurs ne puissent s'emparer de leurs communautés ; | Restitution des communaux usurpés par les seigneurs. |
| 9. Qu'il soit défendu aux pauvres de demander au-delà des paroisses ; | Mesures contre la mendicité. |
| 10. Que l'argent porte intérêt sans aliéner le principal, en se conformant aux taux de l'ordonnance ; | Intérêt de l'argent. |
| 11. Qu'on pourvoye à l'abréviation des procès et que les habitants de campagne puissent trouver fin dans deux juridictions ; | Abréviation des procès. |
| 12. Accorder à leur juge de pouvoir les juger définitivement jusqu'à cent livres, et les présidiaux jusqu'à 4000 l. ; | Extension de la compétence. |
| 13. Que l'administration de la province soit réformée ; | Réforme de l'administration provinciale. |
| 14. Que les impôts soient perçus à moindre frais ; | Diminution des frais de perception. |
| 15. Augmenter la portion congrue des curés, desservants et vicaires, ou que la dixme en totalité leur soit relâchée par les seigneurs qui la possèdent ; | Augmentation de la portion congrue des curés. |
| 16. Que le droit de prendre du bois mort et mort-bois, dont les habitants jouissaient cy-devant par de bons titres et dont les seigneurs se sont emparés, leur soit rendu ; | Droit sur le bois mort et mort-bois. |
| 17. Que les redevances soient divisées et distinctes, ou qu'il y ait des égalations, ce qui soulagerait beaucoup le malheureux ; | Rendre les redevances distinctes. |
| 18. Que lorsque l'on fait des réparations aux maisons curiales, il en coûte des sommes immenses pour se pourvoir à l'intendance, que les requêtes soient accordées <i>gratis</i> ; | Gratuité des requêtes faites à l'intendance. |
| 19. Que le pays de Barnay est un pays ingrat et orvallé de toute part, que malgré le peu que produit le terrain on a tous | Réduction des tailles. |

les ans augmenté les tailles, que les malheureux habitans soyent soulagés à l'avenir;

Que les biens nobles situés dans la communauté soient imposés à la décharge des habitans.

20. Que six seigneurs tiennent la plus grande partie du produit et ne payent aucune imposition; qu'ils soyent à l'avenir imposés, à la décharge des pauvres habitans.

P. BALLERAULT, J. CARION, POILLOT, J. CLERC, N. GILLOT, PIGENAT, BALLEREAU, DEBLANGY, JAQUE CARION, SAUSLY, R. TOURNEUX, ANTOINE BULIEN, CLAUDE BUI, BOUHERET, notaire royal.

V

CAHIER DES DOLEANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE DE BRION.

Mode d'exploitation des domaines.
Abolition des réserves.

1. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont ou qui du moins devraient avoir la moitié de tous les fruits et du profit du bétail. Cependant il résulte que par les réserves inscrites dans les baux à métairie, les cultivateurs ont à peine le quart. Il faudroit défendre de faire des réserves dans lesdits baux.

Compte annuel.

2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux métayers pendant le cours du bail; il seroit bien convenable d'obliger les uns et les autres de compter au bout de chaque année.

Abus des mésus.

3. Les mésus sont très considérables dans l'Autunois par leur quantité, trouver des moyens pour y remédier.

Retrait lignager.

4. Faire régler par le juge ordinaire les offres à l'occasion des retraits lignagers et censuels et supprimer le retrait du seigneur ecclésiastique.

Mainmorte.

5. Qu'il soit permis auxdits habitans de se racheter de la mainmorte.

- | | |
|---|--|
| 6. Se pourvoir par opposition contre une sentence rendue par défaut. | Pourvoi contre les défauts. |
| 7. Dans les justices inférieures, rendre les juges souverains jusqu'à la somme de quarante livres. | Élévation de la compétence. |
| 8. Supprimer le droit qu'ont les seigneurs de faire réparer leurs fossés par ceux qui sont retrayants dans leurs châteaux. | Suppression de l'entretien des fossés du seigneur. |
| 9. Supprimer la solidité des redevances seigneuriales ou tout au moins permettre de faire faire une égalation à frais communs, et obliger les seigneurs à ne plus demander que cinq années de redevances. | Supprimer la solidité des redevances. |
| 10. Supprimer les droits de banvin et de banalité. | Suppression du banvin et de la banalité. |
| 11. Retrancher le nombre des notaires dans les campagnes et les rendre garans des nullités d'ordonnance et de coutume. | Diminution des notaires. |
| 12. Qu'il soit permis de faire des obligations portant intérêts. | Droit de passer des obligations à intérêt. |
| 13. Qu'il soit permis auxdits habitans d'arbitrer la milice en argent, ou au moins permis d'acheter des hommes. | Conversion de la milice en argent. |
| 14. Trouver des moyens pour remédier aux vexations des gardes et pour empêcher qu'ils portent de fusil, observant qu'ils chassent en tous temps et font un tort considérable aux grains. | Contre les garde-chasse. |
| 15. Ne pas imposer sur les rôles ceux qui sont obligés de travailler à la journée. | Dégrévement des manouvriers. |
| 16. Régler le nombre des cabaretiers dans les campagnes. | Cabarets. |

Pauvres mis à la charge des communes.

17. Ordonner que chaque communauté nourrisse ses pauvres.

Réforme de la procédure criminelle.

18. S'occuper d'une réforme sur la procédure en matière criminelle.

Augmenter la portion congrue des curés.

19. Augmenter la portion congrue des curés de campagne.

Liberté commerciale.

20. Supprimer les octrois, rendre le commerce libre, le sel marchand, etc.

Action en lésion.

21. Abréger le délai d'action en lésion d'autre moitié pour la vente d'immeubles et faire courir la prescription contre les mineurs.

Législation sur le mariage.

22. Permettre de passer outre sur les oppositions aux mariages, lorsqu'il n'y aura point de promesse par écrit et que lesdites oppositions n'auront pas été formées par les père et mère.

Juridiction des présidiaux.

23. Augmenter la juridiction des présidiaux et supprimer la compétence.

Représentation des campagnes aux États provinciaux.

24. Demander que les campagnes soient désormais appelées aux États de la province.

Répartition de l'impôt.

25. Demander en outre lesd. habitants qu'ils soient autorisés à distribuer entre eux ce qui sera réglé devoir être supporté par leur communauté et que dans la suite on ne puisse en coter aucun d'eux d'office.

Abolition des fermes générales.

26. Que toutes les recettes soient portées sans frais au trésor.

Contrainte par corps.

27. Qu'à l'avenir aucun d'eux ne puisse être emprisonné pour le fait des impositions, mais contraignables en vertu des lois du royaume.

28. Qu'il ne sera levé aucun impôt sans le consentement général de la nation, et que lesdits impôts et corvées seront payés sans distinction par le clergé et la noblesse à raison de leur faculté ou propriété.

Participation de toutes les classes aux charges publiques.

Chargent encore lesdits habitants leurs députés de consentir et leur donnent pouvoir de faire tout ce qui sera avantageux pour le bien de l'État et la prospérité de la nation.

Pouvoir étendu donné aux députés.

Remontrent encore lesdits habitants que les seigneurs s'étant emparés de leurs communaux et paccages, ils réclament leurs usages tels qu'ils en ont joui ou dû jouir jusqu'à ce jour.

Restitution des communaux et usages usurpés par les seigneurs.

MOLEY, VACHEY, BRÉ, TÉTARD, BERNARD, DAMBRUERE, GUINOT, TESTARD, JEAN CHORILLON. Paraphé *ne varietur*, VERGER, notaire requis.

VI

CAHIER DES PLAINTES, DOLÉANCES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE BROYE.

1. Demandent lesdits habitants de la communauté de Broye qu'il n'y ait plus de réserves dans les baux à métairie et que si les fermiers ne comptent pas au bout de chaque année avec leurs métayers ces derniers seront crus;

Suppression des réserves dans les baux à métairie.

2. Qu'il seroit à propos de faire régler les offres par le juge ordinaire à l'occasion des retraits lignagers et censuels;

Fixation des offres dans les retraits lignagers.

3. Que la mainmorte étant un droit odieux, lesdits habitants demandent qu'il leur soit permis de s'en racheter;

Rachat de la mainmorte.

4. Qu'il leur soit permis de se pourvoir par opposition contre une sentence rendue par défaut, et que les juges des lieux soyent souverains jusqu'à la somme de 50 livres;

Élévation de la compétence des juges des lieux.

Abolition de l'obligation de réparer les fossés du seigneur.

5. Demandent la suppression du droit qu'ont les seigneurs de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayants de leurs châteaux ;

Suppression du banvin et de la banalité.

6. Demandent la suppression de la solidité des redevances seigneuriales, et que les seigneurs ne puissent plus demander que cinq années de quittances, la suppression du banvin et des banalités de toute espèce ;

Diminuer le nombre des notaires.

7. Se plaignent qu'il y a trop de notaires dans les campagnes et qui ne sont pas instruits de leur état ;

Remplacement militaire à prix d'argent.

8. Demandent que la milice personnelle soit arbitrée en argent et permis aux communautés d'acheter des hommes ;

Taux de l'intérêt.

9. Qu'il soit permis aux habitants de faire des billets et obligations portant intérêts ;

Insuffisance du témoignage unique du garde dans les procès-verbaux.

10. Que les procès-verbaux des gardes ne sont pas assez bien constatés par le témoignage d'un seul homme ;

Mesures contre la mendicité.

11. Que la quantité des pauvres dans cette paroisse la surchargent considérablement, qu'il seroit fort à propos que chaque paroisse nourrit ses pauvres ;

Réforme de la procédure criminelle.

12. Que la procédure criminelle offre une quantité d'abus, qu'il seroit juste qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet ;

Augmentation des portions congrues et admission des curés aux États de la province.

13. Demandent que les portions congrues des curés de campagne soient portées jusqu'à quinze cent livres, et que leur communauté soit désormais appelée aux États de la province ;

Diminution du timbre, du sel et destruction des octrois et gabelles.

14. Que le timbre et le contrôle des actes sont trop cher, qu'il faudroit le sel marchand et détruire tous les octrois des villes et gabelles ;

15. Demandent d'abroger le délai de dix ans dans l'action de lésion et que la prescription coure contre les mineurs;

De la prescription.

16. Se plaignent que les banqueroutes sont trop fréquentes, les délais et les lettres sont trop facilement accordés;

Des banqueroutes.

17. Demandent qu'il soit permis de passer outre sur les oppositions aux mariages lorsqu'il n'y aura pas de promesse par écrit ou que les oppositions n'aient pas été formées de la part des père et mère;

Des oppositions aux mariages.

18. Demandent d'augmenter la juridiction des présidiaux et d'abolir la compétence;

Augmentation de la juridiction des présidiaux.

19. Se plaignent que les receveurs généraux ont trop de pension, qu'ils absorbent presque toutes les recettes, qu'il seroit donc bien utile de détruire ces receveurs généraux et que les communautés versassent leur recette au trésor royal;

Frais de perception.

20. Demandent qu'à l'avenir il n'y ait plus d'exemptés ny de privilégiés, que chacun, y compris les nobles et les ecclésiastiques, payent les impôts, corvées, etc., à proportion de leurs facultés ou propriétés;

Égale répartition des charges publiques sur toutes les classes de l'État.

21. Que les seigneurs de cette paroisse se sont emparés depuis quelques années des communs paccages et usages, qu'il faudroit les obliger à la restitution, vu que lesdits habitants n'ont pas cessé de payer les mêmes charges et redevances, et que si du moins ils conservent ces bois, les habitants soient autorisés à refuser les redevances, attendu qu'ils n'ont pas de terrain pour champoyer et que les seigneurs ont pris une quantité de terrain qu'ils emblavent aujourd'huy et où autrefois lesdits habitants avoient le droit de paccage;

Revendication des communaux contre les seigneurs.

22. Sollicitent et demandent que toutes les redevances seigneuriales soient rachetables au denier vingt-cinq;

Rachat des redevances seigneuriales.

Suppression des
pourvois à l'inten-
dance pour les tra-
vaux paroissiaux.

23. Se plaignent qu'à l'occasion des réparations qui sont à faire aux églises et aux presbytères il faut se pourvoir à l'intendance où la délivrance s'en fait à grands frais, qu'il soit permis auxdits habitans d'entreprendre eux-mêmes lesdites réparations;

Charges particu-
lières de la commu-
nauté.

24. Se plaint ladite communauté de Broye que le seigneur ayant trois domaines dans son parc qu'il a mis en embouche depuis environ soixante ans, cette communauté est chargée d'acquitter les impositions de ces trois domaines, pour quoy elle demande ou que la communauté en soit déchargée sur le seigneur ou que le seigneur relève ces trois domaines et que dans ce cas le seigneur ou le cultivateur soyent chargés des impositions, à la décharge de la communauté;

Idem.

25. Remontre encore la communauté, que dans son enceinte il y a un des plus forts domaines que le propriétaire, y résidant, fait exploiter par domestiques, qu'au moyen de ce il a toujours prétendu que lui ou ses gens ne devoient point payer les charges affectées sur le domaine, qu'il seroit juste d'imposer le propriétaire ou les domestiques;

Idem.

26. Remontre toujours qu'il y a deux autres domaines dans la paroisse de Broye que les propriétaires exploitent depuis chez eux, demeurans dans des paroisses voisines; il seroit encore juste qu'ils payassent aussi des impositions à la communauté de Broye;

Suppression du
droit de *Comittimus*
et des cotes d'office.

27. Demandent la suppression des droits de *comittimus* et sollicitent pour la suppression des cotes d'office;

Demande de dé-
grèvement.

28. Et enfin observe ladite paroisse de Broye que ses héritages sont très désagréablement situés, que ce n'est que rocs, pierres, ronces, épines, bruyères et fougères, dont le terrain est tout à fait infructueux, que le sol est stérile dans beaucoup de cantons, que la plupart du temps les eaux entraînent du

haut des montagnes le peu de terre qui couvre les rocs, que cela occasionne beaucoup de tort à la paroisse, et que dans le temps des orages les prés sont comblés de terre et de sable : pour quoy lesdits habitans sollicitent et supplient, au moyen de toutes les observations cy-dessus, d'être modérés dans la nouvelle répartition.

LABONDE, DEVELAY, BOUILLOT, FRANÇOIS COTTIN, TOUSSAINT JONDEAU, LANOISELÉ, VAUMARTIN, F. COTTIN, BOUROT, greffier.

VII

CAHIER DES BOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ
DE LA CELLE, POUR PRÉSENTER A SA MAJESTÉ.

- | | |
|---|---|
| 4. Demandent lesdits habitans que tous sujets de Sa Majesté nés Français ou naturalisés, nobles ou non nobles, privilégiés ou non privilégiés et tous ecclésiastiques, sans distinction, seront imposés suivant leurs facultés ou propriétés, et payeront aussi les charges et corvées, de quelque nature qu'elles puissent être. | Participation de tous les Français aux charges de l'État. |
| 2. Qu'aucune de leurs propriétés ou facultés ne puisse leur être enlevée pour des impôts s'ils n'ont été préalablement consentis par les États généraux du royaume. | Vote de l'impôt. |
| 3. Qu'à l'avenir nul ne sera emprisonné à raison des impôts consentis qu'en vertu des lois du royaume. | Contrainte par corps. |
| 4. Que les recettes seront versées directement dans le trésor royal sans aucun frais. | Suppression des frais de recette. |
| 5. Qu'il est d'une grande nécessité de fixer les droits de contrôle à un prix égal et modique, attendu que ceux actuels sont la ruine du peuple. | Droits de contrôle. |
| 6. Que le commerce soit libre, rendre le sel marchand et supprimer les gabelles qui sont très coûteuses à l'État. | Liberté commerciale. Suppression de la gabelle. |

Rachat des redevances seigneuriales et abolition de la mainmorte.

7. Qu'il soit permis de racheter les redevances seigneuriales au denier quarante, et d'abolir toutes les mainmortes au cas qu'il s'en trouve dans ladite paroisse.

Milice.

8. Que la milice soit arbitrée en argent dans le cas seulement de nécessité, ou permis aux communautés d'acheter des hommes.

Retrait lignager.

9. Que les frais d'offre dans le retrait lignager ou censuel soient réglés par le juge.

Extension de la compétence.

10. Que les juges inférieurs soient rendus souverains jusqu'à la somme de quarante livres.

Suppression de la solidarité des rentes seigneuriales.

11. Que la solidité pour le paiement des rentes seigneuriales soit supprimée ou ordonner une égalation à frais communs.

Prescription des rentes seigneuriales après cinq ans.

12. Que les seigneurs ou leurs agents ne puissent demander que cinq années de rente seigneuriales échues, ainsi que le porte le paiement des baux.

Suppression des droits de banvin et de banalité.

13. Que tout droit de banvin et de banalité soit supprimé.

Exempter les journaliers de la taille.

14. De ne point comprendre dorénavant dans les impositions royales et rôles ceux qui sont obligés de travailler à la journée pour gagner leur vie; qu'il faudroit que chaque paroisse nourrisse ses pauvres.

Représentation des campagnes aux États.

15. Qu'il seroit d'un grand bien que désormais les paroisses fussent appelées aux États généraux et de la province.

Action en lésion.

16. Qu'il faudroit abréger le délai de dix ans pour l'action en lésion d'outre moitié, pour la vente des immeubles.

Suppression des lettres de répit aux débiteurs.

17. Qu'il seroit d'un grand bien de n'accorder à qui que ce soit aucune lettre de répit, soit pour faillite, banqueroute ou autrement.

48. Qu'il seroit très important de faire rendre aux habitans de ladite paroisse plusieurs droits qu'ils ont toujours eus dans les bois, tant pour le pacage de leurs bestiaux que pour leur chauffage et applatage.

Droit de pacage
dans les bois.

49. Prient lesdits habitans d'observer que le sol de leur pays est très maigre et très ingrat, en sorte que plus de moitié des terres labourables demeurent incultes plusieurs années pour les laisser reposer, ce qui fait qu'on y recueille très peu de grain et que la paroisse est pauvre. Et se sont les habitans sachant signer soussignés.

MARINIER, MONTCHARMOND, NICOLAS GRAS, ROUATIN.

VIII

CAHIER DE DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
DE LA CHAPELLE-AU-MANS.

1. Disent les habitans de la Chapelle-au-Mans que le sel est si cher qu'une grande partie d'entre eux sont forcés de manger sans sel, un tems considérable de l'année, ce qui leur occasionne souvent de grandes maladies; que s'il n'était pas si cher, la consommation seroit au moins de moitié plus grande, tant pour eux que pour leurs bestiaux; qu'on en jetteroit sur le foin nouvellement cueilli, ce qui luy donneroit une grande qualité, très profitable au bétail;

Cherté du sel.

2. Que les grands chemins sont trop multipliés, qu'une grande partie est inutile au commerce; qu'ils ont été obtenus par les seigneurs pour aller plus commodément en leurs châteaux, ce qui a ruiné les habitans pendant le tems qu'ils y travailloient par corvées, qui n'étoient jamais faites au gré des directeurs qui ne paroissoient jamais sur les chemins que pour donner la tâche et pour la recevoir, quoy qu'on y tra-

Grands chemins.

vaillât le double de journées prescrites; ils donnoient en délivrance ce qu'ils disoient n'être pas bien fait, toujours à des préposés de leur part qui les accompagnoient le jour de la délivrance, qui ne faisoient pas la trentième partie de ce qu'on leur avoit délivré, et étoient toujours reçus sans examen; que la somme que l'on donne aujourd'hui pour les faire n'est supportée que par ceux qui n'en retirent aucun avantage, tandis que les seigneurs, qui ne payent rien, en ont presque seuls l'utile et l'agréable;

Répartition de
l'impôt.

3. Que les impôts sont très mal répartis, que plusieurs ne payent presque rien, ce qui fait une surcharge pour ceux qui n'ont pas d'appui; qu'il conviendrait que la totalité de l'impôt à imposer fût réparti par toute la communauté assemblée, sans avoir égard aux anciennes répartitions;

Droits de main-
morte et de bana-
lité.

4. Que la suppression de la mainmorte et de la banalité des moulins seroit un grand bien;

Excès des char-
ges.

5. Que les corvées qu'ils payent au seigneur, la somme imposée pour les grands chemins, réunis à la taille, fait une charge si considérable qu'ils sont réduits à une très grande misère, et qu'ils se regardent comme très heureux quand ils ont une mauvaise soupe et un très mauvais pain pendant toute l'année pour toute nourriture;

Frais de percep-
tion.

6. Qu'il conviendrait de porter les impôts à un préposé dans la ville la plus prochaine, qui les feroit passer immédiatement dans les coffres du roy.

GILLION, DUBOIS, DAVIOT, LAGRANGE, ROZET, ROZET.

IX

DOLÉANCES DE COLLONGE-LA-MADELAINE.

Nous habitans de Collonge-la-Magdelaine, tous assemblés et dénommés dans la délibération cy-jointe, conformément à la lettre du roy concernant la convocation des États généraux et le règlement y annexé du 7 février 1789, et l'ordonnance de monsieur le grand bailli d'épée de l'Aniunois, du vingt-huit du même mois, à l'effet par nous de procéder d'abord à la rédaction du cahier des plaintes, doléances et remontrances que nous entendons faire à Sa Majesté et présenter les moyens de pouvoir subvenir au besoin de l'État, ainsy qu'à tout ce qui peut intéresser la prospérité du royaume et celle d'un chacun de nous, sujets de Sa Majesté :

1. Nous vous exposons que surchargés de tailles, rentes, cens et redevances seigneuriales, que d'ailleurs le pays d'un sol ingrat par lui-même, ne produisant que très peu de seigle, est genné d'un droit de mainmorte qui décourage les cultivateurs, produit à peine pour les nourrir; vu notre misère nous ne pouvons nous fournir la moitié du sel, cet aliment d'une nécessité absolue, tant pour nous que pour nos bestiaux, seule ressource qui nous reste;

Communauté.

2. Que les impositions royales, trop fortes pour nos facultés, ne sont point réparties suivant les possessions d'un chacun; que d'ailleurs les vexations que commettent journellement les préposés à cette recette sont exorbitantes;

Demande de décharge.

3. Ce pourquoy usant du droit que vous nous accordez de vous adresser nos plaintes et de vous remontrer les moyens que nous croyons les plus convenables pour nos soulagemens particulier et celui de tous nos concitoyens, vos sujets, nous

Mainmorte.

vous prions de vouloir bien nous décharger de partie de nos impositions, ou au moins sy les besoins de l'État ne le permettent pas, de nous accorder le droit de les faire partir plus également qu'elles ne le sont, de nous délivrer du droit odieux de mainmorte qui gennant le laboureur qui n'est qu'usufruitier de son fonds le luy fait négliger, et par là ôte à l'État des productions absolument nécessaires pour le faire fleurir, car alors délivrés de ce joug avilissant, l'on nous verroit cultiver avec plus d'ardeur des fonds que nous saurions ne pouvoir passer en d'autres mains que celles de nos enfants; l'on verroit renaître l'abondance dans nos climats et la joie de pouvoir un jour contribuer aux besoins de l'État et au bonheur de notre auguste souverain;

Tabac.

4. De nous diminuer le prix du sel ainsy que celuy du tabac que par l'habitude que plusieurs de nous en ont contractée le rend absolument nécessaire.

Nous venons de vous remontrer, Sire, notre misère, et les moyens que nous croyons les plus nécessaires pour nous soulager. Il ne nous reste plus qu'à vous prier de vouloir bien fixer vos attentions sur l'objet qui intéresse le plus nos propriétés, qui est la justice, dont les frais trop dispendieux nous réduisent souvent, avec le meilleur droit possible, dans la misère. Puisse votre bienfaisance et votre bonté, depuis longtemps connue pour nous exaucer, et soyez persuadé que de notre part nous ne cesserons de bénir le jour où le ciel vous a fixé pour jamais notre roy et notre père.

FRANÇOIS CHAMOY, PIERRE MICHAUD, ÉMILAND MICHAUD, JEAN DUMAY, JEAN MARET, JEAN CHAMOY, ÉTIENNE BILLARD, RENÉ PELLETIER, DARCY, notaire royal.

X

CAHIERS DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
DE LA COMELLE-SOUS-BEUVRAY.

4. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont, ou qui du moins doivent avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail : le propriétaire a l'autre moitié. Aujourd'huy, presque tous les propriétaires amodient leurs domaines, et ce sont les fermiers qui choisissent les cultivateurs et traitent avec eux. Mais, loin de leur donner la moitié du produit, ils les surchargent de manière qu'à peine ont-ils le quart. Ils obligent ces cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable, selon la valeur du domaine; ils les chargent des rentes et des vingtièmes; ils se réservent quelques journaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sans y rien prendre. En un mot, ils les surchargent de façon qu'à la fin du bail leur ruine est presque toujours consommée. C'est une usure reprehensible, puisque le bail à métairie est une espèce de société où chacun des associés devoit avoir la moitié. Les soussignés demandent qu'il soit pris des mesures efficaces pour prévenir cet abus.

Mesures contre les abus du métayage.

2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux métayers pendant le cours du bail; la plupart des fermiers ne savent point écrire et ne peuvent tenir des livres : il faudroit obliger ceux-ci de compter à la fin de chaque année, faute de quoy les métayers seroient crus. Et quant aux fermiers sachant écrire, il faudroit les obliger de tenir des livres qui seroient paraphés par le juge des lieux. Si ces précautions ne parent pas à tous les abus, elles en préviendroient beaucoup.

Idem.

3. Le trente-un décembre mil sept cent soixante et treize, il y eut une déclaration du roy, concernant les mésus. Cette déclaration

Déclaration du roi du 31 décembre 1773 sur les mésus.

ration fut rendue sur les réquisitions de MM. les Élus généraux de la province. Elle a eu un objet utile de diminuer les frais dans des affaires ordinairement peu importantes, mais elle présente des inconvénients sans nombre et son exécution est impossible dans l'Autunois où il n'y a point de messiers et où il ne peut y en avoir, attendu l'étendue des paroisses qui ne sont composées que de hameaux très éloignés les uns des autres. Il n'y a par conséquent personne pour indiquer l'auteur du mésus. C'est le plaignant qui est tenu de l'indiquer. Si le délinquant ne se trouve pas à la tenue des jours, ou s'il désavoue le mésus, il faut une preuve ; comme les témoins ne sont souvent pas de la justice, il faut renvoyer à la tenue des jours prochaine, et on ne peut contraindre les témoins de venir, n'étant pas payés. D'autre part, il se trouve dans différents cantons un nombre de mésus si considérable qu'on ne peut les tous juger aux assises qui ne durent qu'un jour. Il faut renvoyer aux assises de l'année suivante ; pendant ce temps, les preuves dépérissent, en sorte qu'il résulte de ces inconvénients des déprédations sans nombre qui sont presque toujours impunies. Il est une multitude d'autres inconvénients qu'il seroit trop long de détailler ici. Il faudroit donc abroger cette loi, ou du moins la corriger d'après l'avis de ceux qui sont chargés de son exécution.

Retraits ligna-
gers.

4. Il est une autre source de procès dont la discussion entraîne toujours beaucoup de frais : on veut parler des retraits lignagers et censuels. Ces retraits sont très gênants pour le commerce, et ils ont presque lieu partout ; mais les formalités qu'il faut observer pour parvenir à faire des offres valables sont si multipliées, qu'elles donnent presque toujours lieu à des procès considérables. On pourroit les simplifier et prévenir ces procès en obligeant le retrayant et celui sur qui on exerce le retrait de se trouver par-devant le juge qui régleroit les offres, d'après lequel règlement on ne pourroit plus opposer de nullités. Quant aux retraits qu'exercent les seigneurs ecclé-

siastiques, en vertu de leurs bénéfices, il faudroit les supprimer, puisqu'ils ne peuvent plus acquérir et qu'ils sont tenus de remettre les fonds par eux retrayés.

5. Les mainmortes donnent encore lieu à beaucoup de procès. Il n'y a point ou presque point d'échutte qui n'occasionne des difficultés toujours très dispendieuses. Il faudroit qu'il fût permis de se racheter de cette servitude odieuse en doublant la redevance due au seigneur.

Mainmorte.

6. En Bourgogne, on n'a que la voie d'appel contre une sentence rendue par défaut, ce qui est très dispendieux. Il faudroit qu'il fût permis de se pourvoir par opposition comme dans presque toutes les autres provinces.

Pourvoi par opposition au jugement rendu par défaut.

7. Un moyen de diminuer les procès dans les juridictions d'appel, ce seroit de rendre les juges des lieux souverains jusqu'à la somme de quarante livres. La plus grande partie des procès entre gens de la campagne ont le plus ordinairement de modiques sommes pour objet, et dans la cause d'appel il n'y a plus de proportion entre le principal et les frais : en sorte que le demandeur se trouveroit souvent fort heureux si en fin de cause il ne perdoit que son principal.

Extension de la compétence.

8. Les seigneurs de Bourgogne ont conservé le privilège de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayants de leurs châteaux. L'objet de ce privilège ne subsistant plus aujourd'hui, la province de Bourgogne n'étant plus limite du royaume et les châteaux n'étant plus fortifiés, cette charge qui est supportée par les cultivateurs seulement devoit être supprimée ; elle occasionne des frais immenses toutes les fois qu'il s'agit de faire cette réparation.

Fossés du château du seigneur.

9. La solidité des redevances seigneuriales donne lieu encore à des procès très dispendieux et presque inévitables. Le seigneur en Bourgogne n'est tenu que de s'adresser à un des solidaires

Abolir la solidarité des redevances seigneuriales.

et il lui suffit de coter et confiner un seul des héritages possédés par celui qu'il choisit, et celui qui a eu le malheur d'être actionné par la voye solidaire est obligé de s'adresser à tous les copossesseurs, de leur coter et confiner tous les héritages qu'ils possèdent et de vérifier leurs possessions, en sorte qu'il est presque obligé de faire un terrier. Il seroit bien avantageux de détruire cette solidarité en obligeant les seigneurs de faire une égalation à frais communs. Il faudroit aussi que les seigneurs ne pussent demander que cinq années de redevances, autrement les censitaires sont obligés de conserver dans tous les temps trente années de quittances.

Suppression des
banvin et banalités.

40. Plusieurs seigneurs ont des droits de banvin qui gênent beaucoup le commerce. Ils les amodient presque toujours et il en résulte des vexations de la part des fermiers. Il faudroit permettre de se libérer de ce droit. Les fours et moulins banaux sont également à charge aux habitants; ils occasionnent beaucoup de procès. Il faudroit aussi qu'il fût permis de se libérer de ces servitudes moyennant un prix qui seroit fixé relativement à l'étendue de la servitude.

Diminuer le nom-
bre des notaires.

44. Il y a trop de notaires dans les campagnes, et on ne peut se dissimuler que la plupart d'entre eux ne sont pas instruits de leur état. De là naissent beaucoup de procès. Il faudroit en diminuer le nombre, les soumettre à des examens plus sévères et les rendre garants au moins des nullités d'ordonnance et de coutume : cela les rendroit plus exacts à s'instruire des formes à observer dans les actes importants.

Justice de la châ-
tellenie royale de
Glenne.

42. La terre de Glenne dépend du domaine du roy. La justice est une châtellenie royale. En conséquence les administrateurs des domaines exigent que les sentences rendues en cette justice soient expédiées en parchemin. Tous les actes de juridiction, comme apposition de scellés, tutelles, tenues de jours, sont sujettes à des droits que les contrôleurs exigent et

qui ne se payent pas dans les autres justices des lieux. En sorte que les justiciables qui ont l'avantage d'être plus immédiatement sujets du roy payent chèrement cette prérogative. Ils demandent d'être assimilés aux justices des lieux, de ne payer que les mêmes droits, ce qui paroît d'autant plus juste qu'ils n'ont pas plus de privilèges que les justiciables des seigneurs.

43. La milice est l'impôt le plus redouté par tous les cultivateurs et en effet il leur est très préjudiciable. Ils désireroient qu'il fût converti en argent, ou que du moins il fût permis aux paroisses d'acheter des hommes.

Milice.

44. Il n'est presque pas possible aujourd'hui de trouver de l'argent à emprunter, ce qui fait tort au commerce. Il faudroit qu'il fût permis de faire des obligations portant intérêt, ainsi que cela se pratique dans une partie de la Bourgogne. Il y a longtemps que les États de cette province demandent cette permission. L'argent est d'autant plus rare que les gens de mainmorte n'ont pas la liberté de prêter aux laïcs.

Intérêt de l'argent.

45. La forme des procès-verbaux de chasse et de pêche présente des inconvénients auxquels il seroit bien essentiel de remédier. Les délits à ce sujet sont censés bien constatés et bien vérifiés par le seul rapport du garde, et en général ces gardes sont des gens qui à peine savent signer leurs noms, en sorte que lors de la rédaction du procès-verbal le rédacteur peut y ajouter ou retrancher tout ce qui lui plaît. Ces gardes sont mal payés, leur état ne suffit pas pour les faire vivre : aussi ce n'est que par des malversations en tout genre qu'ils se procurent leur subsistance. Les gardes de la maîtrise n'ont que soixante douze livres de gages, et il leur est défendu de faire d'autres états. On conçoit qu'il doit en résulter des vexations. Il n'y a point de cultivateurs qui ne soient obligés de soudoyer ces gardes, et surtout ceux qui ont le malheur d'être riverains des bois. Il en résulte en même le temps le dépérissement des forêts.

Procès - verbaux des gardes.

Journaliers ne
doivent pas figurer
sur les rôles d'im-
positions.

46. Comme il sera sûrement question d'un nouvel établissement d'impôts, il paroîtroit juste de ne pas comprendre dans les rôles ceux qui n'ont d'autres ressources pour vivre que de travailler à la journée. Pour déterminer les impositions de chaque communauté, on compte ordinairement les feux, et on y comprend presque toujours ces particuliers insolvables, ce qui oblige de faire des rôles de rejet qui sont d'autant plus injustes que cette surcharge excède les facultés connues des autres contribuables.

Diminuer le nom-
bre des cabarets.

47. Il faudroit que le nombre des cabaretiers vendant vin fût réglé dans chaque communauté et réduit au plus petit nombre possible. C'est dans ces tavernes où naissent toutes les difficultés. Il faudroit aussi qu'il fût défendu de choisir des collecteurs parmi ceux qui tiennent taverne : ils obligent ceux qui n'ont pas acquitté leurs cotes de taille à préférer leur cabaret sous peine de les poursuivre, et par la facilité des crédits ils fomentent le penchant à la débauche et consomment la ruine de plusieurs familles.

Insuffisance de la
prison d'Autun.

48. Dans toute l'étendue du bailliage d'Autun, il n'y a qu'une seule prison qui est trop étroite et malsaine. Ceux qui sont emprisonnés pour dettes civiles sont confondus pendant le jour avec les criminels. Un long séjour dans cette prison est presque toujours destructif de la santé de l'emprisonné, en sorte que souvent la seule peine de la prison est au-dessus de celle que la loi inflige au criminel.

Mesures contre la
mendicité.

49. La mendicité dans les villages, et surtout dans la châtellenie de Glenne, est portée à l'excès, à raison du voisinage des bois. On y mendie avec insolence et les mendiants sont toujours assurés d'obtenir ce qu'ils exigent, en ce que les domaines étant couverts de paille, les cultivateurs redoutent les incendies dont ils sont souvent menacés par ces vagabonds. Il n'y a que quatre cavaliers de maréchaussée à Autun pour la ville et tout le bailliage : il est impossible que la police des

campagnes soit faite avec un aussi petit nombre de cavaliers, surtout en égard aux différentes commissions dont ils sont journellement chargés par le gouvernement et qui les éloigne de leur ressort. On ne peut avoir main forte dans l'occasion et plusieurs coupables échappent à la justice.

Insuffisance des
brigades de maré-
chaussée.

20. L'instruction de la procédure en matière criminelle présente des inconvénients et des dangers qui font depuis longtemps l'objet de la réclamation de toute la France : il seroit bien essentiel qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.

Nécessité de ré-
former l'instruction
criminelle.

21. Jusqu'ici les habitans des campagnes n'ont pas été appelés aux États de la province. Ils demandent d'y être par la suite convoqués dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de prescrire pour les États généraux.

Représentation
des campagnes aux
États provinciaux.

22. Les portions congrues des curés de campagne, quoique nouvellement augmentées, sont trop modiques pour subvenir à une honnête subsistance, en égard à l'augmentation des denrées. Ces pasteurs zélés sont réduits à ne pouvoir faire l'aumône qu'en se privant d'une partie de leurs nécessaires.

Augmenter la por-
tion congrue des
curés de campagne.

23. Jusqu'ici les curés de campagne n'ont point aussi été appelés aux États de la province : il seroit bien juste qu'ils y fussent admis. Les habitans des campagnes le désirent d'autant plus que c'est le seul moyen assuré de faire parvenir leurs plaintes à l'administration avec espérance d'être entendus.

Admission des cu-
rés de campagne
aux États provin-
ciaux.

24. L'institution du contrôle a été dans son principe très avantageuse, mais aujourd'hui les droits sont devenus si exorbitans que c'est de tous les impôts celui qui pèse le plus sur le peuple. Toutes les fois qu'il s'agit de prétendues contraventions dans cette partie, ceux qui sont poursuivis, et surtout les gens de la campagne, préfèrent de payer sans examen pour éviter d'être obligés d'aller plaider à grands frais au conseil. Il seroit donc bien intéressant qu'il fût ordonné que toutes les instances dans ces sortes de cas fussent désormais portées par-devant le juge ordinaire.

Droits de con-
trôle.

[Huissiers - priseurs.

25. Depuis quelques années on a établi en Bourgogne des huissiers priseurs, ce qui occasionne des frais considérables aux habitans des campagnes. Autrefois les greffiers des justices des lieux procédoient seuls aux inventaires et ventes, mais actuellement il faut le concours des huissiers priseurs, ce qui double et au delà les frais, sans aucun avantage réel pour les habitans.

Privilège des Bourguignons de ne pas être traduits hors de leur ressort.

26. Les Bourguignons ont le privilège de ne pouvoir être traduits hors de leur ressort, et le plus souvent lorsqu'ils excipent de ce privilège on n'y a aucun égard. Il importe d'en demander la confirmation avec des défenses d'y donner atteinte.

Suppression du droit de *Committimus*.

27. Il y a des corps, des communautés, des particuliers qui ont des droits de *committimus* : il seroit juste de supprimer sans exception quelleconque ces sortes de droits qui sont très à charge, surtout aux habitans des campagnes. Il résulte de cette espèce de privilège, qui est injuste sous tous ses rapports, qu'un malheureux paysan fait sans examen le sacrifice de ce qui lui est demandé plutôt que d'aller plaider à grands frais en première instance dans un pays éloigné de son domicile, où il n'a ni connoissance ni soutien.

Soustraire les laïques à l'obligation de plaider aux officialités.

28. Il seroit encore juste de dispenser les laïcs de plaider aux officialités, lorsqu'ils intentent des actions personnelles aux ecclésiastiques : ceux-ci, par le moyen d'une appellation bien ou mal fondée, obligent leurs adversaires de se pourvoir par-devant le métropolitain. L'éloignement de cette juridiction et la dépense du voyage obligent presque toujours les malheureux créanciers à abandonner le procès.

Octrois.

29. La perception des octrois donne souvent lieu à des vexations. Les commis ou fermiers de ces sortes de droit imaginent sous le moindre prétexte des contraventions, et aussitôt ils dressent des procès-verbaux, saisissent les marchandises et

assignent à l'intendance; le prétendu délinquant, quoique fondé en raisons pour faire prescrire les violentes exécutions, considère qu'il va être privé de sa marchandise et obligé d'aller plaider à l'intendance et ensuite au conseil; il préfère avec raison de faire le sacrifice d'une somme pour se racheter de ces vexations, ce qui n'arriveroit pas si ces procès étoient portés par-devant les juges ordinaires.

30. On a dix ans pour exercer l'action en lésion d'outre moitié pour la vente d'un immeuble, et ce délai peut être prolongé fort loin par des minorités successives, ce qui gêne beaucoup le commerce : il seroit à désirer que ce temps fût abrégé et que la prescription courût contre les mineurs.

Action en lésion.

34. Il seroit également à désirer qu'il fût fait un règlement relativement aux oppositions aux mariages : elles sont pour la plus grande partie abusives et n'ont d'objet que de retarder les mariages. Il faudroit qu'il fût permis de passer outre, sauf lorsque l'opposant auroit une promesse par écrit ou qu'il s'agiroit d'une opposition de la part des père et mère.

Oppositions aux mariages.

32. La juridiction des présidiaux est généralement avantageuse, mais elle l'est infiniment pour les gens de campagne. Ils ne sont point obligés pour solliciter et obtenir justice d'abandonner leurs affaires domestiques et de faire des voyages longs et dispendieux. Ils désireroient que les pouvoirs de cette juridiction fussent augmentés. Mais ce qu'ils désirent davantage et ce qui ne peut être refusé est l'abrogation d'une instruction dispendieuse qui n'a aucun objet : il s'agit des jugements de compétence que l'on est obligé de faire rendre sur toutes sortes d'affaires avant de pouvoir plaider au fond, quand même la compétence est certaine et que les parties en sont d'accord, ce qui occasionne beaucoup de retard et des frais considérables en pure perte. Sa Majesté a reconnu cet abus et l'a proscrit par une déclaration expresse, mais comme le parlement de Dijon n'a pas voulu l'enregistrer, l'abus subsiste en Bourgogne : il est bien intéressant de le faire cesser.

Extension de la compétence des présidiaux.

Nouveaux impôts.

33. Enfin les soussignés déclarent que pour l'établissement des impôts, ils s'en rapportent à tout ce qui sera réglé par les États généraux, à la condition que tous les sujets du royaume, sans exception et sans distinction d'ordres y contribueront suivant leurs facultés et propriétés. Mais ils demandent qu'ils soient autorisés à distribuer entre eux ce qui sera réglé devoir être supporté par leurs communautés, sans que dans la suite on puisse en coter aucun d'eux d'office, sous quelque prétexte que ce soit, sauf à se pourvoir par-devant le juge des lieux ordinaires pour décider de l'inégalité, modicité ou excès des cotes dont quelques-uns des contribuables pourroient avoir à se plaindre.

DEMÉRU, CHEURET, JEAN DES JOURS, TESTARD, BERTHIER, MONCHARMON, GEORGE, GUINOT, DUBOIS, PARISE, OLIVIER. Paraphé par nous juge susdit *ne varietur*, VALLETAT.

XI

CAHIER DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE CORDESSE.

Suppression des réserves dans les baux à métayage.

4. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont, du moins devraient avoir, la moitié de tous les fruits et profits du bétail. Cependant il résulte que par les réserves insérées dans les baux à métairie, ces cultivateurs ont à peine le quart. Ce ne seroit point un mal de défendre ces réserves dans les baux.

Obligation pour le fermier de compter chaque année avec le métayer.

2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux métayers pendant le cours du bail : il seroit bien convenable d'obliger les uns et les autres de compter au bout de chaque année, faute de quoy les métayers en seroient crus.

Fixation par le juge des offres dans les retraits lignagers.

3. Se plaignent lesdits habitans que les frais pour les retraits lignagers et censuels sont très considérables, ils demandent que les offres en ces sortes de matières soient faites par-devant le juge et réglées par icelui.

- | | |
|---|--|
| 4. Qu'il soit permis auxdits habitans de se racheter de la mainmorte. | Rachat de la mainmorte. |
| 5. Qu'il leur soit permis de se pourvoir par opposition contre une sentence rendue par défaut. | Opposition aux jugemens par défaut. |
| 6. Et demandent que les juges des justices inférieures soient souverains jusqu'à la somme de cinquante livres. | Extension de la compétence. |
| 7. Demandent la suppression des droits qu'ont les seigneurs de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayans de leurs châteaux. | Abolition de l'obligation de réparer les fossés du seigneur. |
| 8. Demandent la suppression de la solidité pour les redevances seigneuriales et que les seigneurs ne puissent plus demander que cinq années de redevances; la suppression des banvin et des banalités de toutes espèces. | Prescription des redevances seigneuriales au bout de cinq ans.
Abolition du droit de banvin et de banalité. |
| 9. Se plaignent qu'il y a trop de notaires dans les campagnes et qu'ils ne sont pas assez instruits de leur état, qu'il faudroit en diminuer le nombre, les soumettre à des examens plus sévères et les rendre garants des nullités d'ordonnance et de coutume. | Diminuer le nombre des notaires. |
| 10. Qu'il soit permis auxdits habitans d'arbitrer la milice personnelle en argent, ou au moins permis à eux d'acheter des hommes pour leurs communautés. | Remplacement militaire à prix d'argent. |
| 11. Qu'il soit permis de faire des billets et obligations portant intérêt. | Liberté de prêter à intérêt. |
| 12. Se plaignent que la manière de dresser les procès-verbaux pour les délits commis dans les bois et les faits de chasse et de pêche n'est pas assez bien constatée par le rapport d'un seul garde, qui d'ailleurs n'étant pas assez bien payé pour subsister commettent tous les jours des vexations sans nombre et occasionnent le dépérissement des forêts. | Insuffisance du témoignage d'un seul garde dans les procès-verbaux. |

Excès des impôts
et mesures contre
la mendicité.

43. Se plaignent que leur communauté est surchargée d'impôt, relativement à la quantité des pauvres qui y existent; qu'il ne faudroit plus dorénavant imposer ceux qui n'ont ni faculté ni propriété, comme étant juste que chaque paroisse nourrisse ses pauvres.

Réforme de la pro-
cédure criminelle.

44. Se plaignent que la procédure criminelle offre des abus sans nombre, qu'il seroit bien utile qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.

Augmenter la por-
tion congrue des cu-
rés de campagne.

45. Demandent que les portions congrues des curés de campagne soient augmentées jusqu'à la somme de quinze cent livres ou que la dîme leur fût relâchée lorsqu'elle équivaudroit à cette somme.

Réduction des
droits de contrôle.

Suppression des
octrois.

Sel.

46. Se plaignent que les droits du timbre du contrôle sont devenus exorbitants, qu'il faudroit les diminuer et les fixer; que les octrois n'ont été établis que pour surcharger le peuple, qu'il faudroit les abolir entièrement, vu qu'ils gênent considérablement le commerce qui devroit être libre; que le sel est trop cher en Bourgogne, qu'il seroit possible de l'avoir à trois sols la livre en le rendant marchand; que l'État n'a pas besoin de tous ces gens dans les traites et gabelles, qu'ils occasionnent des dépenses considérables sans aucun bénéfice réel.

Banqueroutes.

47. Se plaignent que l'on accorde trop facilement et presque sans examen les lettres de sursis et de répi; qu'il seroit fort à propos d'examiner la conduite des débiteurs, vu que dans presque tous les cas ce ne sont que des banqueroutes frauduleuses, que l'argent arrache à l'impunité.

Oppositions aux
mariages.

48. Demandent qu'il soit permis de passer outre sur les oppositions aux mariages lorsqu'il n'y aura pas de preuves par écrit ou qu'elles n'aient pas été formées par les père et mère.

Action en lésion.

49. Qu'il seroit très avantageux d'abréger le délais d'action de lésion d'outre moitié pour la vente d'un immeuble et que la prescription courût contre les mineurs.

20. Supplient d'augmenter la juridiction des présidiaux et d'abolir la compétence.

Augmenter la juridiction des présidiaux.

21. Demandent lesdits habitans d'être désormais appelés aux États de la province dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de les convoquer pour les États généraux.

Participation aux États provinciaux.

22. Vous remontrent que les recettes devroient être portées sans frais dans le trésor royal; qu'à l'avenir ils supplient qu'aucun d'eux ne puisse être emprisonné pour le fait des impositions.

Frais de recette.

Contrainte par corps.

23. Demandent que tous sujets du royaume, nés français ou naturalisés, exempts, privilégiés ou non, ecclésiastiques, nobles et roturiers, payeront toutes les charges, impositions et corvées, à proportion de leurs propriétés ou facultés, et demandent encore qu'aucun ne puisse être imposé sans le consentement général de la nation.

Participation de toutes les classes aux charges publiques.

Vote de l'impôt.

24. Se plaignent lesdits habitans que les seigneurs se sont emparés de leur communauté, pacage et usage, qu'ils ne cesseront de réclamer ces droits dans l'état dont ils en jouissoient ci-devant, que par ce moyen les habitans étant privés de leurs pacages ils ne peuvent s'abandonner au commerce qui seul peut faire fleurir l'État, ce qui a entraîné et entraîne tous les jours la ruine de plusieurs familles anciennes; que le commerce dans cette communauté est tombé dans un état de langueur et d'amortissement, qu'il étoit autrefois leur seule ressource, et qu'aujourd'hui pour vivre ils sont obligés de travailler dans les bois; qu'il seroit donc bien convenable d'obliger à la restitution les seigneurs qui ont usurpé de tels droits, et d'empêcher les malversations qui se commettent tous les jours par le fait des gardes qui saisissent le bétail du malheureux cultivateur, l'enlèvent et le font vendre, et lui causent ainsi une perte irréparable, à moins qu'on ne veuille traiter, mais toujours à grands frais.

Communaux.

Rachat des redevances seigneuriales.

25. Demandent en outre lesdits habitans que toutes les redevances seigneuriales, de quelque nature qu'elles soyent, soyent rachetables au denier vingt-cinq.

Travaux communaux.

26. Remontrent lesdits habitans que les réparations à faire, tant aux églises qu'aux presbytères, sont toujours très dispendieuses et très longues à exécuter, que pour ces réparations il faut se pourvoir à l'intendance, toujours à grands frais ; les habitans n'ont pas la liberté d'entreprendre ces réparations, ce sont toujours les entrepreneurs commis par l'intendance qui sont chargés de ces entreprises. Il faudroit abrégér cette manière de se pourvoir à l'intendance et que les habitans eussent ce droit eux-mêmes de prendre les délivrances ; il y auroit moins de frais et l'ouvrage en seroit mieux fait.

Droit d'usage dans les bois.

27. Se plaint ladite communauté de Cordesse qu'autrefois elle possédoit plus de deux mille arpens de bois dans lesquels elle pacageoit, moyennant les redevances portées par les terriers, que le seigneur les possédant aujourd'hui il n'est pas juste que les habitans payent les mêmes charges, puisque les fonds ont diminué considérablement par ce moyen, attendu qu'il n'est plus possible d'y nourrir du bétail, n'y ayant presque plus de pacages, ce qui rend le terroir tout à fait infructueux par le manque des graisses. Observe encore ladite communauté que son sol étant entièrement aquatique, il reste très souvent sans être emblavé, pourquoy lesdits habitans sollicitent d'être modérés dans les répartitions à imposer, en observant en outre que la paroisse étant sur le bord de la rivière, les prés sont très sujets à la rouille, que le courant des eaux emmène très souvent la majeure partie des foin, et que le peu qui reste procure au bétail des maladies épidémiques.

Idem.

Demandent enfin qu'ils ayent le droit de pacager dans tous les bois qui ont été coupés depuis quatre ans, attendu que

cela gêne considérablement, et que pour une seule échappée ils sont entraînés dans de grands frais.

F. GILLOT, J. ALLYOT, SEGUENOT, CLAUDE GILLOT, LIGERON, P. OUGEOT, RABOLIN. Coté et paraphé par moi greffier susdit, *ne varietur*, BOUROT.

XII

CAHIER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DU TIERS-ÉTAT
DU BOURG DE COUCHES.

ADMINISTRATION. — ART. 1^{er}. — Attendu qu'il appartient véritablement à la nation de déterminer la manière dont elle entend être représentée aux assemblées où elle traite de ses intérêts, les États généraux s'occuperont de régler la meilleure forme possible d'élection et de représentation pour les États généraux.

Mode d'élection.

ART. 2. — Toutes les lois qui excluent le tiers-état des emplois ecclésiastiques, civils et militaires, seront abolies; en conséquence, tous les bénéfices, à l'exception de ceux que leurs titres de fondation affectent spécialement à la noblesse, les dignités ecclésiastiques et tous les grades et emplois, soit de robe, soit d'épée, pourront être conférés aux citoyens de tous les ordres que leur mérite y appellera.

Admissibilité du tiers-état à tous les emplois.

ART. 3. — Il sera pris une connoissance exacte des dettes de l'État et de leurs causes, à l'effet de réduire, d'après les règles de l'honneur et de la justice, celles qui se trouveroient avoir été enflées par des conventions léonines et usuraires, et de ratifier celles qui seront reconnues légitimes.

Dettes de l'État.

ART. 4. — La masse des dettes étant fixée, la répartition en sera faite entre les provinces au prorata de leurs facultés res-

Idem.

pectives, lesquelles provinces établiront une caisse d'amortissement pour éteindre successivement la portion de la dette qu'elles auront prise à leur charge.

Impôts.

ART. 5. — Les impôts qui auront été consentis par les États généraux seront répartis entre toutes les provinces, pour la répartition, assiette et perception de la portion qui sera tombée à la charge de chacune être faite par les États provinciaux.

Idem.

ART. 6. — Dans l'octroi des subsides, les États généraux accorderont par préférence ceux qui sont les plus compatibles avec la liberté publique et individuelle, qui sont les plus susceptibles d'une répartition égale entre tous les citoyens et proportionnelle à leurs facultés respectives, qui pèseront [le moins ?] sur les classes indigentes, qui porteront principalement sur les objets de luxe, qui seront les moins susceptibles d'être éludés par la fraude, et enfin qui seront les moins dispendieux dans leur perception.

Taille.

ART. 7. — La taille sera supprimée, ou si l'on juge à propos d'établir un impôt sous cette dénomination il sera commun aux citoyens de tous les ordres.

Milice.

ART. 8. — La milice sera supprimée ou convertie, si il est nécessaire, en un impôt commun aux trois ordres.

Corvée.

ART. 9. — La corvée sera supprimée, et il sera pourvu à l'entretien des chemins, dans tout le royaume, par voie de péage de distance en distance, comme en Flandre, en Hollande et dans presque toute l'Allemagne. Si l'on persiste à fournir à cet entretien par un impôt, il sera commun à tous les ordres : si l'on établit la corvée en nature, les citoyens de tous les ordres indistinctement y seront assujettis.

Douanes intérieures.

ART. 10. — Les traites foraines et les douanes dans l'intérieur du royaume seront supprimées et reculées aux frontières, de manière que la circulation du commerce ne soit plus arrêtée par aucun obstacle.

- ART. 11. — Les impôts sur le sel et le tabac seront supprimés, et ces deux denrées rendues marchandes. Sel et tabac.
- ART. 12. — Les loteries sans exception seront supprimées. Suppression des loteries.
- ART. 13. — Il sera pourvu à la suppression de tous les droits fiscaux sur les offices et les actes, ou du moins à leur réduction. Droits sur les offices.
- ART. 14. — Le droit de franc-fief sera aboli. Droit de franc-fief.
- ART. 15. — Les droits d'amortissement sur les gens de mainmorte qui voudront bâtir ou faire des reconstructions sur des terrains déjà amortis seront abolis. Droit d'amortissement.
- ART. 16. — Les droits sur les cuirs seront supprimés, ou du moins ils seront diminués et ils pourront être payés par abonnement. Droit sur les cuirs.
- ART. 17. — Le don gratuit et les 10 s. par livre sur les octrois perçus au profit des villes seront abolis. Octrois.
- ART. 18. — Le titre des monnoies ne pourra jamais être changé ou altéré que du consentement des États généraux assemblés. Monnaies.
- ART. 19. — Les dépenses de chaque département, comprises celles de la maison du roi, seront fixées. Fixation des dépenses.
- ART. 20. — Le compte des dépenses de l'État sera rendu public tous les ans, ainsi que l'état de situation des finances, et les ministres seront responsables de leurs malversations aux États généraux. Publicité donnée au compte des dépenses.
- ART. 21. — Les pensions ne devant être que la récompense des services rendus à l'État, les titres en seront sévèrement examinés pour être avisé à leurs suppressions et réductions. Pensions.

Abolition des survivances.

ART. 22. — Les survivances seront abolies pour quelque place que ce soit.

Réformes dans l'administration.

ART. 23. — Les États généraux ne négligeront rien pour parvenir à connoître dans leur étendue précise les vrais besoins de l'État, et ils détermineront, d'après les intentions connues de Sa Majesté, les réformes jugées convenables, soit dans la maison du roi, soit dans celle de la reine et des princes, soit dans toutes les branches de l'administration du royaume.

Domaine royal.

ART. 24. — Les États généraux prendront pareillement connoissance de l'administration des domaines et revenus fixes du roi, des concessions, aliénations et échanges onéreux qui peuvent avoir été surpris à Sa Majesté, de la régie de ses bois, des moyens les plus propres à améliorer cette partie de l'administration, et à rétablir l'ordre et l'économie dans toutes les parties des finances.

Maison militaire du roi.

ART. 25. — Les États généraux témoigneront à Sa Majesté leurs vœux pour que le règlement préparé par M. le comte de Saint-Germain, relatif à la maison militaire du roi, soit mis à exécution, qu'en conséquence en supprimant les compagnies chargées dispendieusement de la garde du roi, chaque régiment soit tour à tour appelé à cet honorable emploi, ce changement offrant tout à la fois une réforme considérable dans la dépense et un grand motif d'émulation et de gloire pour les troupes.

Amélioration du sort des soldats.

ART. 26. — Il sera pourvu par les États généraux à l'amélioration du sort des soldats, et ils aviseront aux moyens propres à empêcher les vexations que les états-major exercent tant à l'égard des officiers et soldats qu'à l'occasion des congés.

Abolition des coups de plat de sabre dans l'armée.

ART. 27. — L'ordonnance qui a établi la peine des coups de plat de sabre sera abolie, cette peine étant ignominieuse et avilissante et indigne du caractère noble et courageux du soldat français.

ART. 28. — Le logement des troupes étant une charge publique, tous les ordres de citoyens y seront assujettis et il sera pourvu à leurs passages dans les villes par les administrations provinciales, moyennant une contribution dont nul ne pourra être exempt.

Logement des troupes.

ART. 29. — L'élection des maires et autres officiers municipaux sera libre et triennale, sauf le secrétaire.

Élection des officiers municipaux.

ART. 30. — Le compte des municipalités sera rendu par-devant les députés des corporations et rendu public tous les ans.

Publicité des comptes des municipalités.

ART. 31. — Les communes pourront s'assembler librement pour délibérer de leurs intérêts et porter leurs pétitions au pied du trône, et la demande d'une assemblée étant formée par un nombre de corporations qui sera déterminé, les officiers municipaux n'auront ni le droit ni le pouvoir de le refuser.

Liberté des assemblées communales.

ART. 32. — Les intendants et commissaires départis dans les provinces seront supprimés et leurs fonctions attribuées aux administrations provinciales.

Suppression des intendants.

ART. 33. — Il sera fait un plan d'éducation qui opérera la réforme des collèges comme celle des universités. L'instruction sera rendue gratuite dans les unes et dans les autres et leurs régimes soumis aux administrations provinciales.

Instruction publique.

ART. 34. — Il sera également fixé un plan d'éducation pour les campagnes.

Idem.

ART. 35. — Il sera avisé aux meilleurs moyens d'encourager l'agriculture et les autres branches de l'industrie, de protéger et d'étendre le commerce national et de le dégager des entraves qui peuvent en gêner l'activité.

Agriculture et industrie.

ART. 36. — Il sera avisé aux moyens d'établir une uniformité dans les poids et mesures pour tout le royaume.

Poids et mesures.

- Intérêt de l'argent. ART. 37. — Les billets et obligations à terme fixe porteront intérêt.
- Forges. ART. 38. — Toutes les usines et forges qui ne vérifieront pas de leurs affouages seront supprimées.
- Conservation des forêts. ART. 39. — Il sera avisé à la police des bois, aux précautions à prendre pour leur conservation et aux encouragemens à donner à leurs améliorations.
- Baux à ferme. ART. 40. — A l'imitation de la loi rendue par l'empereur, nul ne pourra prendre plus de fermes qu'il ne pourra en exploiter par lui-même.
- Champoyage. ART. 41. — Le champoyage du bétail sera rendu libre dans tous les bois indistinctement dès qu'ils seront en état de défense.
- Bâtards. ART. 42. — Il sera avisé aux moyens de donner un état civil aux bâtards, d'améliorer leur sort et de les rendre utiles à l'État.
- Messageries. ART. 43. — Il sera pourvu à la suppression des privilèges attribués aux messageries royales de voiturier seules les particuliers qui n'ont point en propre des voitures et des chevaux : privilèges si gênants que le père de famille qui veut se transporter d'une ville à l'autre avec ses enfants, ne peut se faire conduire par un voiturier particulier sans être exposé à la saisie de la voiture ou sans en avoir obtenu à très grands frais la permission du directeur.
- Commandants et gouverneurs de la province. ART. 44. — Les places de commandans dans la province, établies seulement depuis environ soixante et dix ans, et d'ailleurs très superflues, seront supprimées, et les appointemens du gouverneur seront réduits.
- Éminage. ART. 45. — Le droit d'éminage sera aboli ou racheté comme très onéreux à tous les habitans et aux marchands qui amènent leurs blés aux marchés.

ART. 46. — Tous les privilèges pour la franchise des entrées des villes seront abolis. Entrées en franchise.

ART. 47. — Les droits perçus sur les marchands de vin, hôteliers, cabaretiers, sous le nom de banvin ou quintaine, seront abolis. Banvin.

ART. 48. — Le bourg de Couches, dont la paroisse comporte au moins cinq cents feux et qui paye de gros tributs, députera directement aux États provinciaux. Représentation de Couches aux États provinciaux.

ART. 49. — L'exportation des grains ne pourra se faire que du consentement du gouvernement. Exportation des grains.

JUSTICE. — ART. 1^{er}. — Que les lois civiles seront incessamment réformées, ainsi que les abus de l'administration de la justice; qu'il sera pourvu à la réduction des procédures et des frais énormes qu'elles entraînent, comme encore à l'abolition ou du moins à la réduction des droits que le fisc perçoit sur elles. Réforme des lois civiles.

ART. 2. — Qu'il sera établi par les États généraux une commission à l'effet de parvenir, par la refonte des coutumes, à rédiger un Code civil commun à tout le royaume. Rédaction d'un Code civil.

ART. 3. — Qu'il sera fait un nouveau Code criminel. Code criminel.

ART. 4. — Que la nature des peines sera déterminée par la nature du crime et qu'elles seront infligées à tous les coupables qui les auront eue, sans distinction de naissance et d'état. Nature des peines.

ART. 5. — Que la loi d'Henri second qui condamne à la mort les filles enceintes qui négligent de déclarer leurs grossesses sera abrogée, de même que la peine de mort contre les vols domestiques, quand ils ne seront pas accompagnés de circonstances aggravantes. Filles enceintes. Vols domestiques.

- Confiscation. ART. 6. — Que la confiscation sera abolie.
- Indemnité aux accusés reconnus innocents. ART. 7. — Qu'il sera pouver à l'indemnité due aux accusés poursuivis par le ministère public et reconnus innocents.
- Vénalité des charges. ART. 8. — Que la vénalité des charges étant entièrement abolie, les charges qui viendront à vaquer dans les tribunaux seront remplies par des sujets choisis par les administrations provinciales et présentés au nombre de trois à la nomination du Roi.
- Tribunaux supérieurs. ART. 9. — Que les tribunaux supérieurs seront mi-partie de nobles et de roturiers, et que chaque plaideur, même en matière civile, pourra récuser deux juges sans cause, lesquels juges devront être âgés de trente ans et avoir fait pendant dix ans la profession d'avocat ou servi dans les bailliages.
- Parenté entre juges d'un même tribunal. ART. 10. — Que plusieurs parens jusqu'au quatrième degré ne pourront siéger comme juges dans le même tribunal, sans que cette règle puisse être éludée par des lettres de dispenses.
- Droits de *committimus* et d'évocation. ART. 11. — Que toutes espèces d'évocations, *committimus*, droits de bourgeoisie, privilèges de la conservation de Lyon et généralement toutes distractions de ressort seront abolies entre quelques personnes et pour quelques matières que ce soit.
- Parlement de Dijon. ART. 12. — Que le ressort du parlement de Dijon sera conservé dans son intégrité.
- Prescription des actions pour mésus. ART. 13. — Que les actions pour mésus et les adjudications prononcées pour ces délits seront déclarées prescriptibles par le laps d'une année.
- Abrogation de la loi du 31 décembre 1773 sur les mésus. ART. 14. — Que la loi du 31 décembre 1773, concernant les mésus, attendu le désordre qui résulte de l'impunité des délits occasionnée par la difficulté d'exécuter cette loi et la faveur

que trouvent les coupables dans l'indulgence des prudhommes, sera abolie, et qu'il sera fait une nouvelle loi à ce sujet.

ART. 15. — Que les aménagemens, les délivrances et généralement toute la police des bois des communautés seront confiées aux juges des lieux.

Police des bois
des communes.

ART. 16. — Que la connoissance des délits de contrebande sera attribuée aux juges ordinaires, et les tribunaux institués à cet effet supprimés.

Délit de contre-
bande.

ART. 17. — Que l'édit des quatre mois portant contrainte par corps pour dépens en matière civile sera abrogé.

Contrainte par
corps pour les dé-
pens.

ART. 18. — Que les substitutions de fideicommissaires seront réduites à un seul degré.

Fidéicommissai-
res.

ART. 19. — Qu'il ne sera plus accordé au conseil d'arrêt de sursis en faveur des débiteurs.

Sursis aux débi-
teurs.

ART. 20. — Qu'il sera avisé à l'abolition de tous les privilèges exclusifs.

Privilèges exclu-
sifs.

ART. 21. — Que la procédure des décrets sera abolie et remplacée par une autre plus sûre, plus prompte, moins dispendieuse, qui ait le même effet et qui consacrera la maxime *aut cede aut solve*.

Ventes par jus-
tice.

ART. 22. — Que les baux pourront être faits pour un temps illimité, sans payer de centième denier, mais qu'ils seront sujets à la restitution pour lésion d'outre moitié lorsqu'ils passeront plus de neuf années.

Baux.

ART. 23. — Que les titres de communautés seront déposés au greffe des administrations provinciales et qu'expéditions des terriers des seigneurs y seront également déposées.

Titres des com-
munautés.

Suppression des
jurés priseurs.

ART. 24. — Que les offices de jurés priseurs seront supprimés.

Dîme des menus
grains.

ART. 25. — Que la dîme des menus grains sera abolie.

Colombiers.

ART. 26. — Que tous les colombiers ouverts seront détruits et défendus, ou tout au moins que nul n'en pourra posséder qu'il n'ait deux cents journaux de terre en propriété sur le finage, avec obligation de fermer les colombiers dans les temps de semaille et récolte, étant libre à qui que ce soit dans ces deux époques de tirer dessus.

Retrait lignager.

ART. 27. — Que le retrait lignager sera aboli dans les ventes faites à la chaleur des enchères, soit en justice, soit par-devant notaire, après publication, et qu'il sera restreint aux ventes qui se feront de gré à gré et sans publication.

Retrait féodal.

ART. 28. — Que les retraits censiers et féodaux seront abolis.

Prescription des
rentes seigneuriales
après cinq ans.

ART. 29. — Que les arérages des cens et droits seigneuriaux et fonciers seront prescriptibles par cinq ans.

Rachat des droits
féodaux.

ART. 30. — Qu'extinction sera faite de tous droits de servitude, tels que banalité des fours, pressoirs et moulins, mainmorte, corvées, droit d'indire et de guet et garde et autres droits quelconques, lorsque la cause n'en sera pas clairement exprimée dans les terriers, et qu'il sera permis de racheter ces mêmes droits, lorsque les causes en seront exprimées, suivant le taux qui en sera fixé par les États généraux.

Idem.

ART. 31. — Qu'il en sera de même pour cens, rentes, servis et autres redevances seigneuriales.

Idem.

ART. 32. — Que tous les droits seigneuriaux et de justice seront prescriptibles.

ART. 33. — Qu'il sera établi à Couches un tribunal composé de trois juges, à l'effet de rendre la justice locale pour un arrondissement de deux lieues, lesquels juges pourront juger souverainement jusqu'à une somme qui sera déterminée par les États généraux.

Établissement
d'un tribunal à Cou-
ches.

CLERGÉ. — ART. 1^{er}. — Que le concordat sera aboli et la pragmatique sanction rétablie à l'exception des articles concernant les libertés de l'Église gallicanne.

ART. 2. — Que le royaume sera affranchi des contributions que la cour de Rome en tire chaque année, sous quelques dénominations que ce soit.

Suppression des
annates.

ART. 3. — Que tous les bénéfices seront déclarés spécialement affectés aux ecclésiastiques du diocèse dont ils dépendent.

Collation des bé-
néfices aux prêtres
de chaque diocèse.

ART. 4. — Que nul ecclésiastique ne pourra posséder plusieurs bénéfices dès qu'ils excéderont deux mille livres.

Interdiction de
posséder plusieurs
bénéfices de plus de
2,000 l. de revenu.

ART. 5. — Que la portion congrue des curés des villes, bourgs et villages, ainsi que celle des vicaires seront réglées sur un taux plus haut que celui actuel et en proportion du nombre des communians, et qu'en conséquence toute espèce de casuel sera aboli.

Augmentation
des portions con-
grues.

ART. 6. — Que les canonicats des collégiales seront affectés spécialement aux anciens curés.

Canonicats résér-
vés aux anciens cu-
rés.

ART. 7. — Que les évêques et archevêques seront tenus de résider dans leurs diocèses pendant les trois quarts de l'année, à peine de perdre leurs revenus pendant le temps de leurs absences.

Résidence des évê-
ques.

ART. 8. — Qu'il sera pris sur les revenus des biens du clergé un fonds d'amortissement pour l'extinction de ses dettes,

Amortissement
des dettes.

et que les revenus des abbayes commandataires y seront spécialement affectés.

Hôpitaux.

ART. 9. — Il sera pourvu au service et à l'entretien des établissemens de charité par contribution prélevée sur les bénéfices excédant deux mille livres de revenus, laquelle sera versée dans la caisse des administrations provinciales pour l'emploi en être réglé par ces mêmes administrations.

Religieux mendiants.

ART. 10. — Que la mendicité des communautés religieuses sera abolie, et que pour fournir à l'entretien des maisons mendiannes, tant qu'elles subsisteront, il sera perçu une contribution sur le clergé régulier.

Vœux religieux.

ART. 11. — Que ni les hommes ni les femmes ne pourront s'engager dans quelques ordres religieux que ce soit avant l'âge de 30 ans.

Fêtes chômées.

ART. 12. — Qu'il sera aboli le plus grand nombre de fêtes possible.

Baux des biens de mainmorte.

ART. 13. — Que tous les bénéficiers, y compris les commandeurs des ordres de Malte et autres, seront tenus d'entretenir les baux passés par leurs prédécesseurs, étant au surplus interdit à tous bénéficiers de passer des baux plus longs que de neuf ans.

TOUSSAINT, MAUREAUX, FRANÇOIS DUSSON, BELLEMAIN, chirurgien, MARTIN, PICHARD, PHILIPPE JACQUESON, DEMOMEROT, BONNOT, TATEVIN, POURLIÉ, chirurgien, FRANÇOIS BONNOT, JEAN-BAPTISTE MERCIER, JULLE MATHEY, J.-B. POUGEOISE, JACQUES, perruquier, JEAN MONNOT, JOSEPH CHRÉTIEN, JEAN RAQUILLET, PIERRE CHEVALIER, LESPAGNOL, SEURE, LENOBLE, CORNU - BADET, TAILLARD, CHARLES RAQUILLET, CHARLES CHEVALIER, LÉCHENAULT, RAISON, tonnelier, JEAN DUSSON, JOSEPH PINARD, ALEXANDRE SIMON, CLÉMENTCEY, procureur du roy, GUILLEMARDET, JOSEPH ANDRÉ, DELAGRANGE fils, avocat, TARDET, BAILLY, SÉGOILLOT, DELAGRANGE, avocat, LAZARE BOUTENET, BRÉMONT, châtelain, MERCIER, plâtrier, JOSEPH MENAN (*cinq noms illisibles*).

XIII

CAHIER POUR LA PAROISSE ET COMMUNAUTÉ DE COUHARD.

Jusqu'à présent le fardeau des impositions a pesé plus particulièrement sur les citoyens du tiers-état que sur tous autres; la répartition s'en est faite avec la plus injuste inégalité, et l'on ne peut douter que ces abus sensibles n'aient eu lieu que par rapport à la trop grande influence des deux autres ordres dans toutes les parties de l'administration. Les habitants des campagnes en ont été principalement les victimes, plus encore que les villes, et puisque la bonté du roy permet à tous ses sujets de faire parvenir ses plaintes aux pieds du trône et ses réclamations, ceux de Saint-Léger de Couhard, dont la soumission et la fidélité sont sans bornes, prennent la liberté d'adresser leurs vœux à la nation assemblée.

1. Demandent lesdits habitants que les députés des trois ordres, dont ceux du tiers-état seront en nombre égal aux deux premiers ordres, voteront aux États généraux par tête et non par ordre.

Vote par tête.

2. Qu'il sera statué auxdits États généraux qu'à l'avenir les députés de tous les ordres y voteront de même par tête et que ceux du tiers-état y seront en nombre égal aux deux autres ordres.

Idem.

3. Que les députés du tiers-état seront choisis librement et par la voye du scrutin par leurs pairs et parmy leurs pairs seulement.

Élection des députés.

4. Que les curés des villes et campagnes seront convoqués aux États généraux.

Convocation des curés aux États généraux.

5. Que tous les nobles, propriétaires ou non, ayant eu noblesse acquise et transmissible, seront également admis aux États généraux.

Convocation de tous les nobles.

Périodicité des
États généraux pour
le vote de l'impôt

6. Qu'aucun impôt ne pouvant être établi que du consentement général de la nation assemblée, les États généraux se tiennent tous les cinq ans au moins pour statuer sur la prorogation ou suppression ou la nécessité d'en établir de nouveaux, selon les besoins de l'État.

Extension de l'im-
pôt aux trois ordres.

7. Que tous les ordres, sans exception, payeront, sans aucune distinction ou prééminence, toutes les charges de l'État, en raison de leurs propriétés et facultés, sous quelque dénomination que puissent être les subsides.

Noblesse réservée
au mérite.

8. Que la noblesse ne sera accordée qu'à ceux qui par les grands services rendus à l'État dans les emplois militaires, de judicature et dans le commerce, s'en seront rendus dignes.

Abolition de la
vénalité et de l'hé-
rédité des offices.

9. Que la vénalité, l'hérédité et la perpétuité des offices de judicature, seront supprimées, et que les officiers en seront choisis librement par la voye du scrutin par les habitans des villes où lesdits offices viendront à vacquer.

Admission du
tiers-état à toutes
les fonctions.

10. Qu'aucun membre du tiers-état ne sera exclu d'aucuns offices militaires, de judicature, police et finances, lorsqu'il sera reconnu capable et digne de les exercer, ni d'être nommé aux bénéfices ecclésiastiques de quelque espèce que ce soit, consistoriaux ou autres.

États de la pro-
vince.

11. Que les États de la province de Bourgogne seront tenus tous les trois ans par députations des trois ordres, à l'instar des États généraux, et que les députés du tiers-état y seront en nombre égal à ceux des deux autres ordres, qu'ils seront choisis librement par leurs pairs, et parmy leurs pairs seulement, par la voye du scrutin, auquel effet les habitans des villes et ceux des communautés de campagne de la province seront convoqués par députés, en proportion de leurs propriétés et population, que tous les curés et tous les nobles y seront aussy convoqués.

12. Que les députés des trois ordres voteront auxdits États de la province par tête et non par ordre. Etats de la province.
13. Que tous les subsides généralement seront supportés, sans distinction pécuniaire, sous quelque dénomination qu'ils soient, par tous les ordres, eu égard aux propriétés et facultés de chaque individu. Subsides.
14. Que la commission intermédiaire pour l'administration de la province sera formée par des députés à chaque tenue d'État, qui seront choisis dans les trois ordres, et que ceux du tiers-état y seront en nombre égal à ceux des deux autres ordres, que les voix seront comptées par tête et non par ordre pour tous les objets de ladite administration. Administration provinciale.
15. Que la province de Bourgogne aura le droit de répartir entre tous les individus des trois ordres les impositions et de choisir aux États assemblés et continuer tant le receveur général que les receveurs particuliers, aux émoluments qui seront jugés convenables. Répartition de l'impôt.
16. Que toutes les villes de la province auront le droit de nommer toutes les places de la municipalité, même leur maire, dans une assemblée générale des députés des corporations par la voye du scrutin. Élection des magistrats municipaux.
17. Qu'à l'égard des vices de la constitution de la province et des abus de l'administration qu'ils ne peuvent connoître en détail, ils s'en rapportent aux cahiers que les différentes villes, et notamment celle de Dijon, se proposent de présenter aux États généraux. Réforme de l'administration.
18. Que n'étant pas mieux instruits des vices de l'administration judiciaire, tant civile que criminelle, ils s'en rapportent également aux cahiers des villes, et notamment de celle de Dijon, observant que les Bourguignons doivent être maintenus dans le privilège qu'ils ont de ne pouvoir être distraits de leur ressort. Adhésion au cahier du tiers-état de Dijon.

État de la communauté.

Ajoutent lesdits habitans que leurs impositions doivent être très modérées, qu'il n'y a que trente-un feux dont sept femmes veuves qui n'ont aucunes ressources, qu'il n'y a que trois propriétaires et un seul cultivateur à métairie, que le surplus des habitans de cette communauté ne sont que des malheureux journaliers; que leurs récoltes en toute espèce de graines est des plus modique, leur sol étant ingrat et stérile; qu'ils sont environnés de montagnes escarpées et arides, de bois et broussailles.

Communaux.

Que les seigneurs voisins se sont emparés des communaux, ce qui diminue considérablement le peu de commerce que cette communauté faisoit autrefois de bétail.

Vaine pâture.

Qu'ils jouissoient de la vaine pâture de la prairie de l'Évêché et de la Cathédrale d'Autun, et que depuis peu d'années on les a privés de cet avantage.

DELATOISON.

XIV

CAHIER DES HABITANS DE LA PAROISSE DE CURDIN.

Nous habitans de la paroisse de Curdin, bailliage d'Autun, signans et non signans, faisant partie du tiers-état, et sur les ordres et vouloir de notre bon Roy, avons fait le présent cahier de nos doléances, plaintes et remontrances, ainsy que les moyens utiles pour subvenir aux besoins de l'État, à la prospérité du royaume et à celle de tous et un chacun des sujets de Sa Majesté.

Nécessité des États généraux.

1. Nous sommes très fâchés que le Roy si bien faisant à tout son peuple ait eu des contradictions et des peines pour parvenir à la tenue des États généraux dont tout prouve la nécessité absolue, et qui, s'il plaît à Dieu, vont opérer le plus grand bien.

2. Nous offrons à Sa Majesté nos plaintes contre les fermiers généraux qui ruinent, à l'insu du roy, la plupart des maisons par des droits exorbitans de contrôle, de centième denier, d'insinuation, de triple droit, de papier timbré, parchemins et autres encore plus forts. Nous ne cessons de récrier à chaque instant contre leurs employés qui sont en très grand nombre, faisant partout où ils passent beaucoup de mal, principalement dans les campagnes, par leurs rapines, sur ce qui peut les aider à vivre et épargner leur solde, par leurs tromperies en substituant du mauvais sel et tabac où il y en a du bon, formant ensuite des procès-verbaux portés aux officiers qui font payer des amendes considérables, car pour une demie once, une demie livre de sel ou de tabac qu'ils ne trouveront pas à leur gré, surtout chez les petites gens, il en coûtera 50 l. 60 ou 120 ou 150 l. à leur arbitre, puisqu'ils sont juge et partie, ce qui est inique au suprême degré.

Plaintes contre les
fermiers généraux.

3. Nous sommes très fâchés des fortes amendes que les seigneurs font payer en faisant prendre par leurs gardes les bestiaux de toute espèce, aussi bien dans les bois qui ne sont plus de garde que dans ceux qui en sont; cependant, passé 3 à 4 feuilles, les particuliers ne devroient pas supporter ces cruelles amendes qui mettent à la mendicité ceux qui ont le malheur d'être pris, et ce qui gêne considérablement le paccage des bestiaux puisque lesdits seigneurs tiennent pour l'ordinaire une grande étendue de biens. Le droit de mainmorte qu'ils exercent avidement, comme le droit de banalité sur les moulins à farine, est encore un grand détriment pour le peuple qui ne devoit payer que pour les subsides du Roy et de l'État. Ce serait le moyen que le malheureux paysan mît la poule au pot, suivant la maxime d'Henri IV.

Mésus, droits de
mainmorte et de ba-
nalité.

4. Nous demandons, s'il plaît au Roy, que le sel et le tabac soient marchands, ou à un prix moitié de ce que nous le payons la livre, qui est 14 s. la livre de sel où il n'y a souvent que du sable avec la terre du grenier, et 4 l. la livre de tabac pourri,

Sel et tabac.

gâté, mouillé au point qu'on a à peine 12 onces de sel et du tabac en poudre qui nuit beaucoup à la santé. Nous offrons au Roy, pour avoir ces libertés, vingt sols par chaque maison, ce qui fera à Sa Majesté un grand revenu dans l'étendue de notre province.

Baux à métairie.

5. Nous pensons nécessaire qu'il y ait un règlement pour que les fermiers ne lèvent point d'impôts sur les métayers, cultivateurs des biens amodiés : impôts plus ou moins grands, de 50 l., 60 et 100 l., ce qui est une injustice, puisque ces fermiers ne peuvent prétendre que la seule moitié des récoltes et bons croûts, et que l'impôt en outre fait tort aux métayers, les empêche de payer, au temps dit, les charges royales, et réduisent les paysans à la mendicité. L'exemple n'est que trop fréquent dans nos environs pour en douter.

Frais de perception.

6. Et enfin, le vrai moyen de faire fleurir le diadème royal et soulager l'État, faire le bonheur de chaque sujet du Roy, est que les deniers royaux soient portés directement par deux scindics ou collecteurs au receveur de la capitale de la province qui de suite les enverra à la caisse royale, sans cela ce sera toujours la livre de beurre toute fondue quand elle arrivera au Roy.

Maréchaussées, agriculture, commerce, justice.

Il faut éteindre les fermiers généraux avec tous leurs employés, augmenter les maréchaussées dans plusieurs endroits où elles seront très nécessaires, faire cesser les grands droits des seigneurs, encourager les cultivateurs par des adoucissements, ainsi que les négocians, rapprocher les hautes justices, puisque l'éloignement des parlemens ruine les plaideurs avant qu'ils soient condamnés. Par ces vrais moyens les États généraux auront le meilleur effet possible. Ainsi soit-il.

GUIJON, MILLOT, MOREGAT, GARNIER, RAVIER, DURAND, BONNARDE, (*quatre noms illisibles*).

XV

CAHIER DE LA COMMUNAUTÉ DE CURGY.

ART. 1^{er}. — La communauté de Curgy demande que les États généraux délibèrent en commun et les suffrages pris par tête et non par ordre.

Suffrage des députés.

ART. 2. — Que les États généraux se tiennent périodiquement tous les cinq ans au plus tard, et les députés changés à chaque tenue.

Périodicité des États généraux.

ART. 3. — Que les États généraux nomment une commission intermédiaire formée sur le même plan des États, pour veiller à l'exécution des engagements qui auront été faits, à la publication et enregistrement des nouvelles lois provisoirement, après avoir consulté les États particuliers des provinces qui y auront intérêts, sauf aux États généraux qui suivront à en ordonner l'exécution définitive, si le cas y échet.

Commission permanente des États pendant l'intervalle des sessions.

ART. 4. — Qu'aucun impôt ne soit accordé ni conservé avant que la constitution ne soit formée, et tous les règlements arrêtés pour toutes les parties d'administration.

Constitution de l'État.

ART. 5. — Que les États généraux constatent la dette nationale, qu'ils mettent de l'ordre et de l'économie dans toutes les parties des finances, qu'ils fixent les dépenses de chaque département.

Dette publique.

ART. 6. — Qu'ils n'accordent les subsides que pour un temps limité qui n'excèdera pas celui d'une tenue des États généraux à l'autre.

Vote de l'impôt.

ART. 7. — Que tous les ordres sans distinction payent tous les impôts sous quelques dénominations qu'ils soient, en proportion de la fortune et des facultés de chaque individu, par un seul rôle.

Participation des trois ordres aux charges publiques.

- Impôt foncier. ART. 8. — Que l'impôt territorial soit préféré à tout autre, étant le plus juste et le moins sujet aux disproportions.
- Suppression des impôts indirects. ART. 9. — Que les corvées, la milice, les aides, les gabelles, les droits sur les cuirs, huiles, savons, papiers, soient supprimés, et le sel et le tabac rendus marchands.
- Suppression des douanes intérieures. ART. 10. — Que les barrières soient portées aux frontières, sans qu'il puisse y avoir aucuns droits à payer dans l'intérieur du royaume pour la circulation des denrées et marchandises.
- États provinciaux. ART. 11. — Que les États de la province de Bourgogne soient composés comme ceux du Dauphiné, lesquels diminueront tous les frais de perception et supprimeront tous emplois inutiles.
- Idem. ART. 12. — Qu'ils ne mettent et ne lèvent aucun impôt que ceux octroyés par les États généraux, sauf dans le cas où des circonstances forceroient la province à s'imposer elle-même : pour lors elle rentrera en tous ses droits.
- Répartition de l'impôt. ART. 13. — Que lesdits États ou commission intermédiaire ne puissent imposer d'office aucuns individus, qu'ils ne puissent que distribuer l'impôt par communauté, sauf aux communautés à répartir par ses assesseurs l'imposition sur les particuliers de tous les ordres.
- Justice seigneuriale. ART. 14. — Que chaque particulier assigné devant le juge d'un seigneur puisse demander son renvoi au bailliage quand le seigneur, ou son fermier ou préposé, sont intéressés au procès.
- Mésus. ART. 15. — Que l'édit concernant les mésus soit supprimé et l'action renvoyée à l'ordinaire.
- Casuel des curés. ART. 16. — Que le casuel des curés soit supprimé, sauf à en être dédommagés par les décimateurs.

ART. 17. — Que les rentes seigneuriales, sous quelques dénominations qu'elles soient, mainmorte, cens et autres, puissent être rachetées sans attenter au droit de justice des seigneurs, et cependant que les seigneurs ne puissent exiger les rentes par la voie solidaire.

Rentes seigneuriales.

ART. 18. — Que les droits d'usage, le pacage dans les bois et communautés, soient conservés, à moins que les seigneurs ne justifient d'une propriété ou possession régulière.

Droits d'usage.

ART. 19. — Que les droits de banalité, guet et garde, de retrait et d'indire, soient supprimés sans dédommagement, ces droits n'ayant plus d'objets.

Droits féodaux

ART. 20. — Que l'édit qui permet le partage des communautés soit révoqué.

Partage des communaux.

ART. 21. — Que le triage des bois communaux soit supprimé.

Bois communaux.

GUILLAUME, GRAPTAIN, JACQUES TRUCHOT, JACQUES BROCHOT, JEAN DE QUINCEY, JEAN BOUHEY, CLAUDE JURIN, GUIOT, ÉTIENNE LARCHEY.

XVI

PLAINTES ET DOLÉANCES DE LA PAROISSE DE CUSSY EN MORVAND.

SIRE, la paroisse et communauté de Cussy en Morvand, pleine d'amour et de reconnaissance pour son Roi qui veut bien écouter ses plaintes et lui permettre de déposer ses peines dans son sein, le prie très humblement qu'après les représentations de MM. les députés, il veuille bien avoir égard :

1° A la surcharge de leurs tailles et capitation qui est de 4,180 livres 4 sous, quoiqu'il n'y ait que cent soixante et quinze feux ; de malheureux métayers qui ne jouissent pas d'un pouce

Taille et impositions.

de terre en propriété en ont jusqu'à cent douze livres ; cette taille est encore augmentée par les frais qu'on leur fait, même avant que le rôle en soit parvenu jusqu'à eux ; cette taille est si exorbitante que les particuliers qui ont des terres sur le finage des paroisses voisines s'y font bâtir pour sortir du rôle de Cussy. Il y a des cotes d'office qui ont été excessivement à charge ; actuellement même un particulier, âgé de soixante-deux ans, jouissant d'une santé si foible qu'il ne peut sortir de chez lui, ne vient pas même à l'église quoiqu'il soit auprès, n'ayant qu'un bien très médiocre, chargé de sept enfants, a une ferme de deux mille livres qu'il est obligé de faire valoir sur la bonne foi des métayers et sur laquelle il ne peut faire de profit, en a une de cent trente-cinq livres dix sols qui n'est point à la décharge de la communauté, ce qui le met beaucoup à la gêne.

Sel.

2° Qu'ils sont si malheureux qu'une bonne partie n'use de sel que dans le temps des gros ouvrages, ne pouvant fournir à cette dépense, quoiqu'ils en connoissent bien l'utilité.

Milice.

3° Que la milice est un surcroît de dépense : dans le temps du tirage, il n'y a pas un jeune homme qui ne soit accompagné de ses père, mère et autres parens qui cherchent à grands frais à employer des protections pour les garantir, si la justice ne s'opposait à leurs désirs ; tout cela leur coûte un argent immense pour lequel communément ils sont obligés d'aller à l'emprunt.

Corvées.

4° Ils ont été excédés jusqu'à présent dans la répartition des travaux sur les grands chemins, à raison desquels il est incroyable combien ils ont essuyé de vexations qui les ont mis dans la nécessité indispensable de se passer de pont pour éviter de se voir conduire en prison.

Offices de finances.

5° Ils demandent la suppression des places et offices de receveurs des tailles établis dans plusieurs bailliages, de rece-

veur de consignations, de commissaires aux saisies réelles, et autres de cette nature, comme autant de causes de la perte et de la ruine du peuple. On observe à l'égard des receveurs des tailles que les frais qu'ils font ou que leurs huissiers abonnés font sous leur nom sont pour les cotisables une surcharge qui n'est pas modique, dont ils ne peuvent s'exempter, quoique les collecteurs soient soigneux de faire tout ce qu'il faut pour les prévenir.

6° Ils demandent pareillement la suppression des charges de jurés priseurs, attendu que loin d'être utiles au peuple elles ne lui sont qu'onéreuses en ce que la plus grande partie des ventes qui se font dans les campagnes suffisent à peine pour payer leurs frais.

Jurés-priseurs.

7° Ils demandent que la noblesse et le clergé soulagent le malheureux tiers-état en concourant aux corvées publiques; personne ne peut plus facilement faire travailler sur les grands chemins que la noblesse et le clergé.

Participation des
trois ordres aux
charges publiques.

8° Ils demandent un règlement clair et précis au sujet des droits de contrôle et autres, de manière qu'il ne dépende plus du partisan de les fixer à sa fantaisie, pour ainsi dire, en opposant des arrêtés du conseil que les parties ne connoissent pas et ne peuvent connoître. Ils demandent qu'ils soient diminués, étant très vrai que la crainte d'être excédés empêche la consommation d'une infinité d'affaires de commerce, comme l'énormité des frais de procédure est un frein si puissant qu'un homme raisonnable préfère d'abandonner la poursuite de droit fondée et utile.

Droits de con-
trôle.

9° Ils ont à la vérité un seigneur plein de charité et de compassion, qui soulage les pauvres, particulièrement les malades, leur fournit le chirurgien, les remèdes, la viande, leur fait distribuer des grains et de l'argent, mais malheureusement il ne voit pas tout et ils le voient trop rarement.

Le seigneur.

Nous recourons à vous, SIRE; nous sommes persuadés que vous ne voulez nous entendre que pour nous soulager, et nous serons toujours vos sujets zélés, soumis et françois.

DUPREY, syndic, VIELLARD, fabricant, GEY, GRASSOT, collecteur, BUTIEAU, PIERRE ALLYOT, LAURENT ALLYOT, J. ALLYOT, NICOLAS FRAZEY, PAQUELIN, PIERRE BUTIAU, JEAN ROUSSET, PIERRE PARISOT, LAZARE LAMOUR, M. CORDELIÉ, JEAN GAUDRY, HUGUE ALLYOT, LÉGER MARILLIER, LÉONARD CORTOT, DIGOY, RÉNÉ LAGORGETTE, JEAN VIELLARD, RÉNÉ SIMON, N. FRAZEY, JEAN CAILLET, DUPRÉ, PERREUCHOT, JEAN LEGROS, LAZARE PIERRE, JOSEPH SIMON, DOMINIQUE CLERPINT, JEAN RATEAU, GORLEY, BUTTIOT-ALLIOT (*deux noms illisibles*).

XVII

CAHIER DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE DE DRAPCY-SAINT-LOUP.

- Baux à métairie. 1. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont ou qui devraient avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail; cependant il résulte que par les réserves insérées dans ces baux à métayrie ces cultivateurs ont à peine le quart : ce ne seroit point un mal de défendre ces réserves dans lesdits baux.
- Idem. 2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux métayers pendant le cours du bail : il seroit bien convenable d'obliger les uns et les autres à compter au bout de chaque année, faute de quoy les métayers seroient crus.
- Retrait lignager. 3. Se plaignent lesdits habitans que les frais pour les retraits lignagers et censuels sont très considérables : ils demandent que les offres en ces sortes de matière soyent faites par-devant le juge et réglées par luy.

4. Qu'il soit permis auxdits habitans de se racheter de la mainmorte. Rachat de la mainmorte.

5. Qu'il leur soit permis de se pourvoir par opposition contre une sentence rendue par défaut. Opposition aux jugemens par défaut.

6. Demandent que les juges des justices inférieures soient souverains jusqu'à la somme de cinquante livres. Extension de la compétence des juges seigneuriaux.

7. Demandent la suppression des droits qu'ont les seigneurs de faire réparer les fossés à ceux qui sont retrayants de leurs châteaux. Réparation des fossés du château du seigneur.

8. Demandent la suppression de la solidité pour les redevances seigneuriales, et que les seigneurs ne puissent plus redemander que cinq années de redevances, la suppression des banvin et banalités de toutes espèces. Suppression de la solidité, et des droits de banvin et de banalité.

9. Se plaignent qu'il y a trop de notaires dans les campagnes, et qu'ils ne sont pas assez instruits de leur état; qu'il faudroit en diminuer le nombre, les soumettant à des examens plus sévères, et les rendre garants d'ordonnance et de coutume. Diminution du nombre des notaires.

10. Qu'il soit permis auxdits habitans d'arbitrer la milice personnelle en argent, ou au moins permis à eux d'acheter des hommes pour leur communauté. Rachat de la milice.

11. Qu'il soit permis de faire des billets et obligations portant intérêts. Prêt à intérêt.

12. Se plaignent que la manière de dresser les procès-verbaux pour les délits commis dans les bois et les faits de chasse et pêche n'est pas assez bien constatée par le rapport d'un seul garde, qui d'ailleurs n'étant pas assez bien payé pour subsister, commet tous les jours des vexations sans nombre et occasionne par là le dépérissement des forêts. Procès-verbaux des gardes.

Impôts de la communauté.

13. Se plaignent que leur communauté est chargée d'impôts relativement à la quantité des pauvres qui y existent, qu'il ne faudroit plus dorénavant imposer ceux qui n'ont ni faculté ni propriété connues, étant juste que chaque paroisse nourrisse ses pauvres.

Procédure criminelle.

14. Se plaignent que la procédure criminelle offre des abus sans nombre, qu'il seroit bien utile qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.

Portion congrue des curés.

15. Demandent que les portions congrues des curés de campagne soient augmentées jusqu'à la somme de quinze cents livres ou que la dîme leur fût relâchée lorsqu'elle équivaldroit à cette somme.

Timbre, octrois.

16. Se plaignent que les droits de timbre du contrôle sont devenus exorbitans, qu'il faudroit les diminuer et les fixer; que les octrois n'ont été établis que pour surcharger le peuple, qu'il faudroit les abolir entièrement, vu qu'ils gênent considérablement le commerce qui devroit être libre; que le sel est trop cher en Bourgogne, qu'il seroit possible de l'avoir à trois sols la livre, en le rendant marchand, que l'Etat n'a pas besoin de tous ces gens dans les traites et gabelles, qu'ils occasionnent des dépenses considérables sans aucun bénéfice réel.

Sel.

Banqueroutes.

17. Se plaignent que l'on accorde trop facilement et presque sans examen les lettres de sursis et de répit, que les bilans sont trop faciles à obtenir, qu'il seroit fort à propos d'examiner la conduite du débiteur, vu que dans presque tous les cas ce ne sont que des banqueroutes frauduleuses que l'argent arrache à l'impunité.

Mariages.

18. Demandent qu'il soit permis de passer outre sur les oppositions aux mariages, lorsqu'il n'y aura pas de promesse par écrit ou qu'elles n'aient pas été formées par les père et mère.

19. Qu'il seroit très avantageux d'abrégér les délais d'action de lésion d'outre moitié pour la vente d'un immeuble et que la prescription coure contre les mineurs.

Action en lésion.

20. Supplient humblement d'augmenter la juridiction des présidiaux et d'abolir la compétence.

Présidiaux.

21. Demandent lesdits habitans d'être désormais appelés aux États de la province dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de les convoquer aux États généraux.

États provinciaux.

22. Remontrent lesdits habitans que les recettes devroient être portées dans le trésor royal directement; qu'à l'avenir ils supplient qu'aucun d'eux ne puisse être emprisonné pour le fait des impositions.

Frais de perception.

23. Demandent que tous sujets du royaume, nés François ou naturalisés, exempts, privilégiés ou non, ecclésiastiques, nobles et roturiers, payeront toutes les charges, impositions et corvées à proportion de leurs propriétés ou facultés, et demandent encore qu'aucun ne puisse être imposé sans le consentement général de la nation.

Participation aux charges publiques.

24. Se plaignent lesdits habitans que les seigneurs se sont emparés de leurs communautés, pacages et usages, qu'ils ne cesseront de réclamer ces droits dans l'état dont ils en jouissoient cy-devant, que par ce moyen les habitans étant privés de leurs pacages ne peuvent s'abandonner au commerce qui seul peut faire fleurir l'État, ce qui a entraîné et entraîne tous les jours la ruine de plusieurs familles entières; que le commerce dans cette communauté est tombé dans un état de langueur et d'amortissement, qu'il était autrefois leur seule ressource et qu'aujourd'huy pour vivre ils sont obligés de travailler dans les bois; qu'il seroit donc bien convenable d'obliger à la restitution les seigneurs qui ont usurpé de tels droits et d'empêcher les malversations qui se commettent tous les jours

Biens communaux.

par le fait des gardes qui saisissent le bétail du malheureux cultivateur, l'enlèvent et le font vendre et lui causent ainsi une perte irréparable, à moins qu'on ne veuille traiter, mais toujours à grands frais.

Rachat des redevances seigneuriales.

25. Demandent en outre lesdits habitants que toutes les redevances seigneuriales, de quelque nature qu'elles soient, soient rachetables au denier vingt-cinq.

Réparation des édifices communaux.

26. Remontrent lesdits habitants que les réparations à faire tant aux églises qu'aux presbytères sont toujours très dispendieuses et trop longues à exécuter, que pour ces sortes d'opérations il faut se pourvoir à l'intendance, toujours à grands frais; les habitants n'ont pas la liberté d'entreprendre ces réparations : ce sont toujours des entrepreneurs nommés par l'intendant qui sont chargés de ces entreprises. Il faudroit abroger cette manière de se pourvoir à l'intendance et que les habitants eussent le droit de prendre eux-mêmes ces délivrances : il y auroit moins de frais et l'ouvrage seroit mieux fait.

Bois de la communauté.

27. Se plaint ladite communauté qu'autrefois elle possédoit plus de deux mille cinq cents arpents de bois dont le seigneur s'est emparé, que cette usurpation lui ôte la moitié de ses revenus, qu'elle sollicite la restitution ou tout au moins qu'elle ne soit plus obligée à payer les charges y affectées et qu'il lui soit permis de pacager dans les bois qui sont en coupe au-dessus de quatre ans.

28. Observent enfin lesdits habitants de Drapcy-Saint-Loup que presque tous leurs prés étant situés sur les bords de deux rivières, les foins sont presque toutes les années rouillés et enlevés par le courant des eaux, ce qui occasionne à ladite communauté un tort irréparable, vu que les foins rouillés produisent toujours sur le bétail des maladies épidémiques.

GRILLOT-LABILLE, GUYOT, PIERRE GRILLOT, MOISSENET, JACQUE GUENOT, JEAN LABILLE, JEAN TRUCHOT, BOUROT, greffier syndic.

XVIII

CAHIER DE DOLÉANCE POUR ÉPINAC.

Nous habitans d'Épinac, le Châtelot, Résille, Grandvaux, la Vesvre, Disnay et la Drey, hameaux composant la paroisse d'Épinac, tous assemblés et dénommés dans la procuration cy-jointe, conformément à la lettre du roy concernant la convocation des États généraux, le règlement y annexé du sept janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf, et l'ordonnance de monsieur le grand bailly d'épée de l'Autunois du vingt-huit du même mois, à l'effet par nous de procéder d'abord à la rédaction du cahier des plaintes, doléances et remontrances que nous entendons faire à Sa Majesté, et présenter les moyens de pouvoir subvenir aux besoins de l'État, ainsy qu'à tout ce qui peut intéresser la prospérité du royaume et celle de chacun de nous, sujets de Sa Majesté.

1. Nous vous exposons que [nous sommes] surchargés de tailles, rentes, cens, redevances et dîme seigneuriales; que d'ailleurs le pays d'un sol ingrat par luy-mesme, ne produisant que très peu de seigle, est grevé d'un droit de mainmorte qui décourageant le cultivateur produit à peine pour le nourrir; que différents décimateurs ecclésiastiques emportant de la paroisse la meilleure partie de ses fonds sans soulager aucuns misérables, cette charge retombe sur nous.

État de la communauté.

2. Que les impositions royales, trop fortes pour nos facultés, ne sont point réparties suivant les possessions d'un chacun, que d'ailleurs les vexations que commettent journellement les préposés sont exorbitantes; c'est pourquoy, usant du droit que vous nous accordez de vous adresser nos plaintes et de vous remontrer les moyens que nous croyons les plus convenables pour nos soulagemens particuliers et celui de tous nos conci-

Impôts.

Mainmorte.

toyens, vos sujets, nous vous prions de vouloir bien nous décharger de partie de nos impositions, ou au moins, si les besoins de l'État ne le permettent pas, de nous accorder le droit de les faire répartir plus également qu'elles ne le sont; de nous délivrer du droit odieux de mainmorte qui gêne le laboureur qui n'est qu'usufruitier de son fonds, le luy fait négliger et par là ôte à l'État des productions absolument nécessaires pour le faire fleurir; car alors, délivrés de ce joug avilissant, l'on nous verroit cultiver avec plus d'ardeur des fonds que nous saurions ne pouvoir passer en d'autres mains que celles de nos enfans; l'on verroit renaître l'abondance dans nos climats et la joie de pouvoir un jour contribuer au besoin de l'État et au bonheur de notre auguste souverain.

Sel et tabac.

3. De nous diminuer le prix du sel, ainsy que celui du tabac qui par l'habitude que plusieurs de nous en ont contractée le rend absolument nécessaire.

Droits seigneuriaux.

4. Demandent en outre lesdits habitans que la rénovation des droits seigneuriaux, ainsy que le terrier, soit fait, puisque lesdits habitans ne peuvent plus payer, ou qu'il plaise à Sa Majesté de leur donner pouvoir pour enjoindre leur seigneur à cette rénovation, que d'ailleurs le seigneur a perçu son droit de triage dans toute l'étendue de cette communauté, ce qui gêne le parcours du bétail, en sorte qu'il est impossible de nourrir la moindre chose sans être exposé à tomber sous sa justice; que le peu de communauté qui leur reste n'est pas capable de contenir le peu de bétail qu'ils peuvent avoir; pourquoy nous supplions très humblement Sa Majesté de nous donner des ordres convenables, et que défenses soyent faites à messieurs les officiers des eaux et forêts d'y prendre aucune connoissance à l'avenir.

Nous venons de vous démontrer, Sire, notre misère et les moyens que nous croyons les plus nécessaires pour nous soulager : il ne nous reste plus qu'à vous prier de vouloir bien

fixer vos attentions sur l'objet qui intéresse le plus nos propriétés, qui est la justice dont les frais très dispendieux nous réduisent souvent, avec le meilleur droit possible, dans la misère. Puisse votre bienfaisance et votre bonté depuis longtemps connue nous exaucer et soyés persuadé que nous ne cesserons de bénir le jour où le ciel vous a fixé pour jamais notre roy et notre père.

JEAN ANTIGNY, PIERRE PÉROTIN, J. VILLEMOT, REPIQUET, ÉTIENNE PERROTIN, JEAN BERTHIERS, JEAN RENAUD, JEAN GIBOULOT, MEULEY, CLAUDE BOUSSARD, CLÉMENT REPIQUET, PRUDHON, DARCY, notaire royal (*un nom illisible*).

XIX

CAYER DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ D'ÉTANG.

Ce cahier est la reproduction textuelle de celui de Dracy-Saint-Loup, à l'exception des articles suivants :

Impôts de la communauté.

27. Remontrent que la communauté d'Étang est d'un sol presque stéril, que la majeure partie des héritages emblavés sont souvent exposés à une ruine totale par le cour de la rivière, que d'autres cantons sont très pierreux et ne produisent presque rien, et que comme il est entouré de montagne de toute part les ravelines qui se croisent par la chute des eaux et par l'abondance des pluies enlèvent presque chaque année l'espérance du laboureur, qu'en conséquence ils supplient d'être modérés dans les impôts à répartir par la suite.

Passage de l'Arroux.

28. Remontrent encore que la paroisse d'Étang est divisée en deux par la rivière d'Arroux, que ceux qui habitent sur la rive opposée sont obligés de passer cette rivière sur un bateau

que le seigneur amodie, en sorte que cette paroisse est entièrement incommodée : le batelier n'est pas toujours prêt, et souvent malgré ses efforts il a peine de passer tous ceux qui s'y présentent pour assister aux offices divins ; d'autre part, le bateau est en ruine, il en faut un neuf. Les habitants demandent la permission d'en faire faire un à leurs frais, si le seigneur n'en donne un promptement, et qu'alors ledit seigneur soit déchu de ses droits.

Corvées.

29. Demandent lesdits habitants de la communauté d'Étang que toutes les corvées, soit à bras ou autrement, que les seigneurs les contraignent de faire tant pour faucher que fenner et charroyer les foins et grains (soient supprimées), attendus que ces sortes de servitudes se font ordinairement dans le temps où le malheureux laboureur est occupé à ses travaux personnels qu'il est obligé d'abandonner pour faire ceux du seigneur, ce qui fait auxdits habitants un tort considérable, parceque souvent la majeure partie de leurs récoltes se perd pendant qu'ils servent le seigneur.

Bois communaux.

30. Remontrent enfin lesdits habitants qu'autrefois ils possédoient une quantité considérable d'arpents de bois situés en différents endroits de la paroisse d'Étang, dont le seigneur s'est emparé, ce qui les gêne extrêmement parcequ'ils ne peuvent presque faire aucuns profits sur le petit nombre du bétail auquel ils sont astreint et du bois dont ils sont privés, à raison de cette usurpation : ce qui leur fait éprouver une perte réelle et considérable, qu'ils sollicitent la restitution desdits bois, paccages et usages, ou tout au moins qu'ils ne soient plus obligés de payer les charges y affectées, comme encore de paccager dans les bois qui seront en coupes au-dessus de quatre ans.

XX

CAHIER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES
DU VILLAGE ET COMMUNAUTÉ DE GLUX, CHATELLENIE ROYALLE DE GLENNE
DU DIX MARS 1789.

ART. 1^{er}. — Nous demandons que les représentans du tiers-état du royaume soient députés aux États généraux ainsi qu'aux États particuliers de Bourgogne en nombre égal à ceux de l'ordre du clergé et de la noblesse ensemble, et que la manière de voter soit par tête et non par ordre.

Représentation du tiers-état.

ART. 2. — Qu'il ne soit accordé qu'un seul impôt, sous quelle dénomination qu'il puisse être, lequel sera suporté par tous les sujets du royaume, sans aucune distinction de rang et privilège et réparti sur chacun en raison des facultés estimées.

Impôt unique, commun à tous les citoyens.

ART. 3. — Que les cottes d'office soient supprimées comme étant un moyen de vexation d'autant plus terrible qu'il est presque impossible de ce faire rendre justice à cet égard.

Suppression des cotes d'office.

ART. 4. — Un moyen d'accélération dans l'administration de la justice est que les juges des lieux puissent nous juger en dernier ressort jusqu'à la somme de cinquante livres, étant essentiel de terminer une foule de petits procez qui ne tendent qu'à ruiner les parties lors qu'elles ont un moyen d'appel.

Juges des lieux compétents jusqu'à cinquante livres sans appel.

ART. 5. — Que les maréchaussées soient augmentées et disposées de manière que les campagnes ne soient plus sujettes à être dévastées par une quantité de vagabonds et mendiants qui s'y réfugient et mettent les habitans à contribution.

Augmentation des brigades de la maréchaussée.

ART. 6. — Que nos chemins finerots, devenus impraticables par l'abandon qu'on en a fait depuis des temps très reculés soient refaits et entretenus et d'une largeur convenable.

Chemins ruraux.

Tabac.

ART. 7. — Que le tabac qu'on nous fournis depuis environ deux ans soit proscrit, étant absolument mauvais, et qu'on nous en donne d'une qualité pareille à celui que nous avons avant cette époque.

Sel.

ART. 8. — Que le prix du sel soit de beaucoup diminué, comme étant le plus souvent le seul assaisonnement des malheureux de la campagne.

Destruction des
loups.

ART. 9. — Qu'il soit pris des mesures pour faire détruire les loups qui ravagent nos campagnes, et qu'il y ait des encouragements pour ceux qui en tueront.

Adhésion à la re-
quête du tiers-état
de la ville de Dijon.

ART. 10. — Nous demandons en outre que tous les moyens déduits dans la requête au roy des différentes corporations du tiers-état de la ville de Dijon soient adoptés, déclarants que nous adoptons cette requête en tout son contenu et que nous y adhérons sans restriction.

MARTIN, PHILIPOT, GAUTHÉ, REPOUS, CHAUSSIVERT, BONEAU
sindic, LAMBERT.

XXI

DOLÉANCES DE LA PAROISSE DE GRURY.

Nous soussignés habitans de la paroisse de Grury, et certifiant pour ceux qui ont déclaré ne savoir signer, nous étant assemblés au lieu accoutumé à tenir les assemblées de laditte communauté le douze mars, à onze heures avant midi, en conséquence de la lettre du roy, notre souverain seigneur, et de l'ordonnance de M^r le grand baillif d'épée du baillage d'Autun dont nous avons eu connoissance par la publication et lecture qui nous en ont été faites par M^r notre curé, le dimanche huit mars au prône de la messe paroissiale, et par les affiches qui en ont été faites à la porte de l'église.

Après avoir remercié la divine Providence et fait les vœux les plus ardents pour la conservation et prospérité d'un prince que ses sollicitudes nous démontrent être pour nous le père le plus tendre, puisqu'il ne dédaigne pas descendre de son throne, venire dans nos humbles chaumières pour connoître le fond de nos misères et y apporter les soulagemens que la bonté de son cœur paternel va bientôt nous faire éprouver.

Pour répondre aux tendres sollicitudes de ce bon père et lui faire les doléances des misères qui nous accablent, offrons lui le tableau le plus vrai de la vie pénible que nous trainons en quelle que sorte : ce tableau affligera son cœur, mais à cette affliction momentanée succédera une joie d'autant plus sensible qu'il verra qu'il lui est facile de remédier à peu de frais à de si grands maux.

On peut distinguer dans notre communauté, composée d'environ onze cents individus, quatre classes. La première comprend les propriétaires non cultivateurs, ou ceux qu'on appelle bourgeois, marchands et artisans commodes : il y en a neuf maisons qui peuvent faire le nombre de quarante individus; tous ceux-là peuvent manger du pain et un pain un peu moins dur que ceux des classes suivantes. Il s'en faut cependant beaucoup qu'ils ne soient dans ce qu'on peut appeller l'aisance : les uns, à cause de leurs nombreuses familles, les autres à cause de la modicité de leurs revenus, et les commerçans et artisans pour la petitesse de leurs profits, et le poids considérable des impôts pour tous.

La seconde classe comprend les propriétaires cultivateurs : ils sont au nombre de cinq et peuvent faire quarante individus; à raison des rentes énormes et servitudes de toutes espèces dont leurs fonds sont chargés, ils n'ont pas, tout payé, le tiers des fruits francs, sur lesquels il faut payer les impôts royaux, en sorte qu'ils ne sont guère moins misérables que ceux de la classe qui les suit.

Quel pinseau pourroit représenter au vrai l'état des malheureux de cette troisième classe dont le sort est bien plus fâcheux

que celui des esclaves qui s'achètent à prix d'argent? car les maîtres à qui ils appartiennent, dans la crainte de les voir périr et pour en tirer le profit de leurs travaux, leurs fournissent au moins une nourriture propre à entretenir leurs forces, ce qui manque le plus souvent aux infortunés dont nous parlons. Cultivateurs d'un fond, ils sont quinze, dix-huit et jusqu'à vingt personnes pour le faire valoir à moitié fruits pour salaire de leurs peines. Courbés vers cette terre qu'ils arrosent de leurs sueurs depuis le lever du soleil jusqu'après son coucher, et dont ils font sortir à force de bras ces fruits et cette abondance qui fons le bonheur des citoyens des villes et qui fournissent abondamment à la subsistance et à l'agrément des puissants du siècle, à peine peuvent-ils malgré leurs pénibles travaux manger du pain trois fois par jour, leur moitié de récolte n'y suffisant pas toujours, le peu de laine que leurs fournissent leurs brebis, ainsi que le peu de chanvre qu'ils recueillent suffisant à grande peine à leur malheureux entretien, le produit des ventes de leur bétail peut à peine payer ce qu'ils doivent rendre au propriétaire et payer leurs cottes de tailles.

Mais une autre espèce de taille est cette malheureuse gabelle qui seule absorberoit tous leurs profits, s'ils en usaient comme il seroit raisonnable, mais les moyens leurs manquant, la plus grande partie de ce peuple cultivateur est forcée de s'abstenir de cette denrée de première nécessité : de là cette foiblesse qui fait dégénérer l'espèce, qui fait qu'on est vieux au moment où on ne devroit qu'entrer à la fleur de l'âge et qu'à quarante ans on est dans la décrépitude.

Vous vous faites présenter, Sire, tous les ans l'état de la population par le dépouillement des registres de nos paroisses : il faudroit encore vous faire rendre compte de l'âge au quel le plus grand nombre termine sa carrière, et vous verriez avec étonnement que les plus vieux ne passent pas depuis quarante à quarante cinq ans, que dans une paroisse composée de onze cents individus on auroit peine à trouver six septuagénaires,

dix sexagénaires. A quoi peut on attribuer cette brièveté de la vie dans un pays où l'air et l'eau sont excellents, et où les gens aisés poussent leur carrière jusqu'à quatre-vingt-huit et quatre-vingt-dix ans? aux travaux pénibles aux quels ils sont forcés de se livrer dès la plus tendre jeunesse; au défaut d'une nourriture substantielle, qui puisse réparer leurs forces épuisées par le travail; au défaut surtout du sel nécessaire pour donner du ressort à leurs estomacs affaiblis par l'eau qui est leur seule boisson, par les herbes et légumes qui ne sont pas mangeables sans cet assaisonnement et dont sans le sel ils sont forcés d'user pour tempérer leur faim, le pain souvent leurs manquant. De là ces mauvaises digestions, ces humeurs acres qui produisent ces fièvres putrides qui en enlèvent la plus part à l'âge de vingt-cinq, trente et quarante ans, sans pouvoir recevoir les secours que pourroient leurs procurer les médecins et chirurgiens, parceque n'étant pas en état de les satisfaire ils craignent de les appeller.

Enfin de cette troisième classe de malheureux sort la quatrième dont les misères surpassent ce qu'on pourroit en croire : ce sont ceux qu'on appelle manœuvres ou journaliers. Ceux-ci n'ont pour toute ressource que leurs bras pour gagner leur vie, celle de leurs femmes et souvent de cinq à six enfants. Ils gagnent au plus haut quinze sols par jour, sur quoi il faut qu'ils payent un loyer de maison de trente livres par an; ils sont obligés de faire les corvées des seigneurs, faire ou payer celles des grandes routes, leur taille et capitation, sans compter qu'ils sont au moins un tiers de l'année, tant pour les fêtes que pendant deux mois dans la rigueur de l'hiver, où ils ne peuvent trouver de l'ouvrage. Voilà donc des pères de famille dans l'impossibilité absolue de fournir du pain à leurs malheureux enfants ! Quelle ressource reste-t-il à ces infortunés ? la mendicité, et point d'autre.

Le tableau de la misère de ces deux dernières classes est fait pour exciter la commisération de toute âme un peu sensible. Quelle est en effet l'âme qui ait quelques sentimens

d'humanité et qui ne s'attriste à la vue de tant de misères qui sont le partage de son semblable? Cependant le croiroit-on si journellement on ne le voioit, que loin d'avoir de la commisération pour ces infortunés, tous, depuis les plus grands jusqu'à ceux qui approchent de leur classe, font tous leurs efforts et ne réussissent malheureusement que trop à faire tomber sur ces infortunés tout le fardeau des charges de l'État. S'agit-il de faire un milicien, homme respectable, puisqu'il doit être regardé comme le deffenseur de la patrie, l'ange tutélaire de ses concitoyens? Comme cet état avec celui des cultivateurs sont les deux plus utiles à la société, ils devraient sans doute jouir d'une certaine considération dans l'ordre politique, mais qu'il s'en manque! De même que ceux-ci, en fournissant aux riches, par leurs pénibles travaux, tout ce qui peut faire le bonheur de la vie, sont souvent dans le cas de mourir de faim, de même ceux-là qui sont la surté de la société manquent ordinairement du plus nécessaire et sont dans le plus grand avilissement. Cependant ils font partie d'un corps respectable et que la nation regarde comme le premier de l'État. Si les officiers qui se font tant valoir sont la tête, ceux-ci ne sont-ils pas les bras? Pourquoi donc cette énorme distance des uns aux autres? Y eut-il jamais un corps si monstrueux pour avoir une telle disproportion entre ses membres? Mais elle est encore plus énorme cette disproportion depuis, Sire, qu'on a surpris votre religion pour faire rendre une ordonnance qui, en excluant le mérite des places de récompense, couvrira d'infamie aux yeux des hommes sensés ceux qui l'ont sollicité dans la crainte de se voir surpassés par ceux qui leurs étant inférieurs en naissance leurs sont le plus ordinairement supérieurs en talents et en mérite. Que diroient les pères qui par leurs vertus militaires sortis de l'ordre commun font jouir du fruit de leurs vertus ceux qui en abusent ainsi? Reconnoitroient-ils leur sang dans ces âmes basses qui par un esprit de jalousie ne craignent pas de sacrifier le plus cher intérêt de leur patrie à leur vanité?

Voilà cependant, Sire, ce qui a fait tomber dans un état de

discrédit la profession la plus chère aux cœurs françois, puisqu'ils sont tous nés soldats. Voilà ce qui éloigne du service secondaire une multitude d'excellents sujets qui en servant utilement la patrie travailleroient par une noble émulation à leur avancement personnel. Voilà ce qui oblige à faire ces soldats forcés qu'on appelle miliciens et dont la charge retombe toujours sur le pauvre cultivateur.

Le gentilhomme en est exempt, et, par un abus qu'on ne peut trop déplorer, il a encore le droit d'en exempter un grand nombre faits pour le service par leur taille, leur forme et leur bonne corpulence, sous prétexte qu'il lui faut des domestiques, comme si le service d'un particulier devoit l'emporter sur le service de l'État et de sa patrie. Les ecclésiastiques, et surtout les larges bénéficiers qui n'ont d'autre occupation que de savoir comment ils pourront par leur luxe scandaleux et leur dispendieuse magnificence prodiguer les biens du crucifix et le patrimoine des pauvres, marchant sur les traces des nobles, par le même abus, privent la société de ses légitimes deffenseurs.

Le bourgeois roturier qui ne peut prétendre au même privilège et que sa condition assujettit au même sort que ceux des dernières conditions, pour se tirer d'affaire ne néglige aucun moyen pour y réussir, faire des présents au commissaire, corrompre à prix d'argent ceux qui mesurent, acheter au même prix les places de préférence, comme la première et la dernière, enfin mettre tout en œuvre pour se tirer et faire succomber le malheureux, comme cela arrive presque toujours. Si quelqu'un devoit avoir des exemptions, le seul cultivateur les mérite, puisque par son pénible état il est aussi utile à la patrie, en fournissant à ses besoins, que le soldat en veillant à sa sureté et à sa deffense. Ajoutons encore à toutes ses misères leurs servitudes personnelles, comme les corvées seigneurialles, les banalités de moulins et tout autant de moyens de vexer ces infortunés.

A la vue de tant de misères, nous voyons, Sire, vos entrailles

s'émouvoir, votre cœur se remplit d'amertume ; mais, Sire, vous l'avez exigé de nous par cette confiance que vous nous avez inspiré, et la liberté que vous nous avez accordé de monter jusqu'au pied de votre trône pour vous montrer à découvert ce que les gens intéressés à nous vexer ont tant de soin de vous cacher.

Le mal est grand, mais il n'est pas sans remède. Un seul impôt versé sans frais dans le trésor royal, perçu avec la plus juste proportion sur tous les membres de l'État, sans distinction, est plus que suffisant pour rembourser sous peu la dette de l'État, quoique très considérable, fournir à toutes les dépenses nécessaires et à l'entretien de la magnificence de votre cour et soulager le peuple cultivateur des trois quarts des misères dont il vient de vous offrir le tableau.

C'est à vous, Sire, à calculer les besoins de l'État pour régler la quotité et établir un juste équilibre entre l'un et l'autre. Il faut que cette perception se fasse en denrées et sur le terrain même. Chaque baillage pourra faire une ferme dont l'adjudicataire versera immédiatement le prix dans vos cofres, sans aucun receveur intermédiaire. Par cette perception le propriétaire et le cultivateur payeront par égalité : beaucoup si la récolte est abondante, moins si elle est moindre, et tous en proportion des besoins de l'État et de leurs facultés. Voilà, Sire, le moyen le plus facile et le plus propre à remplir vos vues paternelles, le plus conforme à l'équité et le plus capable de nous procurer le soulagement que nous attendons de l'assemblée que vous avez convoquée et à laquelle vous nous avez interpellé de paroître par nos députés.

Nous nous attendons bien à une opposition des plus vigoureuses des deux premiers ordres de l'État qui ne payant presque rien des charges qui écrasent le tiers-état et surtout les cultivateurs, trouveront bien étrange de contribuer comme les autres citoyens aux besoins de la patrie et plus à proportion qu'ils sont plus riches. Ils ne manqueront pas d'alléguer, pour se soustraire à une charge fondée sur le droit de nature, leurs pré-

tendus privilèges qui ne sont que des abus, d'autant plus criants qu'ils sont plus anciens et plus opposés à la droite raison qui dit : que celui qui profite de l'avantage doit porter sa portion de la charge qui le procure. Mais quand les potentats de ce premier ordre, ces puissans évêques, ces oppulens abbés, ces riches prieurs, ces gras chanoines chercheroient par leur crédit à empêcher l'effet de notre juste demande, nous avons la consolation d'espérer que ces dignes pasteurs du second ordre, ces infatigables ministres de la religion, qui seuls portent tout le poid de la chaleur et du jour dans les travaux continuels et pénibles du saint ministère, ces pères des pauvres, ces vrais consolateurs de nos afflictions, qui en se dépouillant de leur nécessaire pour subvenir à nos pressantes nécessités, mêlent leurs larmes avec les nôtres par la douleur qu'ils ont de ne pouvoir faire davantage, nous espérons qu'ils crieront avec nous et en notre nom : abolition de tous impôts, le prix du sel à deux sols la livre, création d'un seul impôt partagé par égalité entre tous les membres de l'État; ecclésiastiques, nobles, roturiers, nous sommes tous enfans d'une même patrie : il est juste que nous en supportions tous les charges et que l'équité de notre demande nous en fera obtenir l'effet.

Nous espérons que le second ordre, cette noblesse qui doit particulièrement se distinguer par les sentimens bannira de son cœur le sordide intérêt pour y faire place aux sentimens d'humanité et d'équité et se fera un devoir de demander, comme les malheureux, la création d'un seul impôt proportionnel et l'abolition de tous les autres.

Si nous obtenons, Sire, l'effet de nos justes demandes, nous allons voir finir le siècle de fer et reparoitre les beaux jours du siècle d'or. Ces peuples infortunés, en qui la misère étint jusqu'au plus beau sentiment de la nature et au désir de se reproduire (car il ne faut pas le dissimuler, combien craignent de s'engager dans le mariage, et combien de ceux qui y sont engagés s'abstiennent de son usage, dans la crainte d'avoir des enfans et de les voir languir et enfin périr de misère,

combien disent tous les jours en déplorant la dureté de leur sort : hélas, nos ayeux regardoient comme un bien une nombreuse famille parceque dans ces tems il leurs étoit aisé de les élever, et nous tremblons lorsque nous en avons trois ou quatre dans la crainte de ne pouvoir fournir à leurs besoins!) ces peuples, dis-je, vont reprendre une nouvelle vie, et cette portion la plus utile à la société, ce peuple cultivateur, jouissant d'un meilleur être, semblable aux industrieuses et laborieuses abeilles, se multipliera au centuple, et par là, Sire, vous aurez la joie d'être appelé et d'être effectivement le père d'un grand peuple, et le plus grand de tous les monarques, puisque la vraie gloire des rois et leur grandeur la plus réelle est de faire le bonheur de leurs sujets. Pour favoriser cette population, la vraie richesse d'un État, ce seroit, à l'exemple de vos prédécesseurs, d'accorder quelques faveurs à ceux qui auroient des enfants depuis dix et au dessus, en proportion de leur nombre.

Mais comme il n'est aucun bien dont il ne puisse résulter des abus et quelques fois aussi grands que les maux aux quels on a voulu remédier, et que le bien être qu'obtiendront les cultivateurs pouroit les mettre dans le cas d'en abuser, il seroit du plus grand intérêt pour le bien public qu'il y eût dans chaque paroisse trois officiers municipaux : savoir, un maire, un échevin et un procureur syndic, qui seroient chargés de la police et seroient revêtu de votre autorité, Sire, pour faire exécuter vos ordonnances de police et les sages réglemens de nos cours souveraines. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'il est impossible aux seigneurs de trouver des officiers qui veuillent résider dans les paroisses de leurs justices et que n'y ayant personne pour veiller aux bonnes mœurs on voit partout régner les plus grands désordres aux quels s'opposeroient ces officiers de police. Il faudroit pour cela que la communauté fût autorisée à s'assembler une fois chaque année pour nommer, à la pluralité des suffrages, ces magistrats de police, qu'on fit en cette assemblée lecture de toutes les ordonnances

et de police et arrêts de règlement, et que ces magistrats fussent autorisés à les faire exécuter par toutes les voyes énoncées aux dites ordonnances et règlements, sans aucune opposition ni appellation. Fait en l'assemblée cy dessus énoncée, en la présence de tous les assistants qui se sont sousignés et des autres qui ont déclaré ne le savoir, de ce enquis et interpellés, les jour et an que dessus.

ANTOINE COMPIN, COMPIN, FONTAINE, PAIRAUT, MATHIEU, CHATARD, CHATARD, TISSIER, VAUDELIN.

XXII

DOLÉANCES PARTICULIÈRES DES HABITANS DE LA COMMUNAUTÉ DE GUEUGNON.

Encouragés par l'assurance sincère que nous donne notre roy du désir qu'il a de connoître les maux qui affligent son peuple et de l'intention bienfaisante qu'il a témoigné de rechercher tous les moyens de le soulager et de le rendre heureux, ses fidels mais malheureux sujets, habitans de Gueugnon, désireroient, en secondants les vues paternelles du meilleur des rois, pouvoir lui indiquer les causes de tous les abus dont le tiers-état est victime, ainsi que les moyens de remédier aux inconvéniens qui en sont la suite, dont gémissent les habitans des villes et plus encore ceux des campagnes. Ceux-ci, condamnés à travailler péniblement et sans relâche à des ouvrages qui suffisent à peine à la plus stricte subsistance n'ont jamais scu que souffrir. Maintenant qu'il leur est permis de se plaindre et qu'ils savent que les moyens qu'on emploie pour opérer un allègement à leurs peines ne sçauroient être sans effet, ils n'ont que la ressource d'implorer le secours des personnages instruits de leur ordre aux quels ils vont confier leur défense pour éclairer Sa Majesté sur tous les grands changements qu'elle paroît désirer. Mais pour mettre les députés à même de faire une peinture assez vive des misères sous le poid des quelles

ils ne tarderoient pas à succomber, les habitans de Gueugnon vont essayer de faire un tableau abrégé et par articles des différens objets de leurs réclamations particulières.

Taille.

ART. 1^{er}. — Par les augmentations progressives survenues depuis bien des années aux abonnemens que notre province fait avec le roi, les habitans de Gueugnon n'ignorent pas que toutes les communautés gémissent sous l'impôt excessif de la taille, mais ils avancent hardiment qu'ils sont au nombre de ceux qui ont plus de droit à s'en plaindre et qu'ils sont imposés pour la culture de bien du plus médiocre produit à une taille aussi forte que celle supportée par les cultivateurs des biens de la meilleure nature. Il arrive de là que les malheureux laboureurs ainsi surchargés ne peuvent se mettre à l'abri des poursuites inévitables des collecteurs qu'en vendant les ustensiles nécessaires à leur état pour payer les deniers royaux; que chaque année un quart des métayers de la paroisse, dans l'impossibilité de vivre en communauté, renoncent à l'état de cultivateur pour être journaliers; que le travail d'un seul étant encore insuffisant pour payer une taille, à la vérité moindre, mais toujours trop forte, et que pour nourrir une femme et des enfans ils sont forcés d'avoir recours à la mendicité, ressource qui en épuisant les facultés du petit nombre de ceux qui peuvent la fournir, corrompt et avilit tous ceux qui l'implorent.

États particuliers
de la province.

ART. 2. — Lesdits habitans ont été instruits par une requête, que l'ordre de M^{rs} les avocats de Dijon vient de présenter au roi, des vices du régime actuel des États de notre province et des abus de notre administration particulière. Ils n'ont pas pu ignorer davantage qu'une grande partie des maux qui les accablent et dont ils se plaignent ne vienne de l'énorme inégalité dans la répartition de l'impôt général entre les trois ordres dont le dernier n'a pour ainsi dire aucune influence à nos États. Ils se sont donc unis à MM. les avocats par une

délibération du 15 février dernier; soutenus par de tels défenseurs, ils attendent avec confiance tout succès de la justice éclairée du roi. Mais ils auroient trop à se reprocher s'ils négligeoient une circonstance aussi favorable de faire encore entendre au roy par leur représentans leur justes réclamations à ce sujet et s'ils ne lui demandoient pas encore avec la plus vive instance, lorsqu'il leur accorde le droit de le faire, un régime plus équitable pour la formation des États particuliers de cette province.

ART. 3. — Ils exposent aussi que le petit arrondissement de leur paroisse se trouve de la directe d'un nombre incroyable de seigneurs, qu'on en compte plus de 14 qui ont des parcelles de directe dans une aussi petite étendue que l'est cette communauté; que peu de personnes connoissent les limites de ces différentes directes et que ces habitans obligés d'avoir recours aux gens de pratique souvent aussi peu instruits qu'eux² de ces justices, ils éprouvent journellement le malheur de succomber aux premiers frais d'un déclinaire proposé par un défenseur plus adroit. Heureux encore si à force de démarches, le demandeur parvient à découvrir le véritable juge de ce défendeur! Mais ce qui forme pour lesdits habitans un objet de réclamation plus essentiel encore, c'est que de toutes ces justices il n'y a que celle de deux seigneurs qui aient un juge sur les lieux. A la vérité, le principal manoir d'une grande partie de toutes les directes n'est pas situé dans l'étendue de la paroisse, et on sent aussi que cette seconde partie de réclamation ne peut pas tomber sur cela. Mais depuis nombre d'années, les justices de plusieurs terres qui avoient toujours été exercées audit Geugnon et qui couvrent par leur directe la majeure partie de la paroisse s'exercent à Paray qui en est distant de trois grandes lieues, et de quatre au moins pour les justiciables les plus éloignés, et où tous les jours les malheureux sont obligés d'aller se ruiner par des frais qui quadruplent presque toujours le prix qui fait l'objet de la contestation. Lesdits

Justices seigneuriales.

habitans ont déjà présenté sur cet article intéressant une requête à M. le procureur général, mais ils ne sauroient employer trop de moyens pour obtenir l'effet d'une plainte aussi bien fondée et qui ne paroîtra sûrement point indifférente aux États généraux.

Frais de justice.

ART. 4. — Ils exposent encore qu'outre le malheur particulier dont ils viennent de se plaindre, ils ressentent comme tous les sujets du royaume combien est dispendieuse la justice lorsqu'ils sont forcés d'aller la réclamer dans tous les tribunaux. Instruits cependant que les frais sont encore plus ruineux dans le ressort des autres parlements qui limitent celui de la province, ils croient devoir modérer cette réclamation. Mais ne seroient-ils pas encore fondés à attendre de la sagesse des États généraux qu'ils s'occuperont d'une réforme à cet égard?

Mésus.

ART. 5. — Rendons justice aux bonnes intentions du parlement de cette province qui a cru ne pouvoir arrêter l'avidité des praticiens des justices subalternes qu'en sollicitant auprès de Sa Majesté un règlement en forme de déclaration concernant les mésus. Lesdits habitans assurent qu'après leur propre expérience que cette loi ne remplit qu'une partie des objets que ce proposoit sa sagesse; que ce règlement à la vérité a tari une des sources abondantes des profits des gens de pratique, mais qu'il en résulte un inconvénient intolérable pour les propriétaires. C'est celui de ne pouvoir jamais être indemnisé des parties mésusantes envers lesquelles lesdits propriétaires ou cultivateurs sont tenus de s'astreindre à des formes souvent-fois impraticables, ce qui les oblige presque toujours à renoncer à l'indemnité de ces mésus qui se multiplient tous les jours à raison de l'impunité. Lesdits habitans pourroient ajouter d'autres observations aussi intéressantes que celle là. Ils espèrent que les inconvénients de cette déclaration seront sentis par tous, et qu'il sera fait un article sur le cahier général de cette province pour supplier Sa Majesté de retirer cette loi.

Et pour éclairer sa justice sur un moyen d'empêcher que les praticiens ne fassent trop de frais, si on leur laissoit un champ libre, on lui propose de fixer une somme modique mais suffisante pour toutes les procédures qui seroient faites à ce sujet, ce qui, comme on l'a fait en cette province pour les demandes en surtaux, empêcheroit sans inconvénient qu'il fût fait des procédures vexatoires en matière de méus.

ART. 6. — Lesdits habitans qui ont ressenti les puissants effets de la sagesse de l'arrêt du conseil du 23 novembre 1788 et de l'arrêt du parlement de cette province du 13 décembre suivant, concernant les prohibitions de vendre des grains et farine ailleurs qu'aux marchés, demandent avec instance que les dispositions de cette loi soient constamment suivies, et comme il arrive trop souvent qu'on abandonne l'exécution de ces sortes de réglemens dès que les inconvénients aux quels il sont faits pour remédier ne sont plus aussi menaçants, ils demandent qu'il soit continuellement veillé à leur observation. Ils exposent en outre qu'il seroit infiniment utile au bien général et au leur particulier qu'à chaque lieu principal où il y a des marchés d'établis par Sa Majesté, il fut fait un arrondissement composé des paroisses qui en seroient les plus voisines, dont tous les fermiers et commerçans en grains seroient forcés d'amener leur bled aux dits marchés et où tous les habitans de ces communautés trouveroient sans peine et sans inconvénient à s'en fournir. Il faudroit de plus et uniquement pour cet objet que la police de ces marchés fût accordée à un seul juge le plus à portée de l'exercer, et auquel il seroit enjoint de veiller à ce qu'ils ne fussent jamais dégarnis de cette marchandise de première nécessité, avec tout pouvoir comme pour fait de police de reprendre dans toute l'étendue dudit arrondissement les fermiers ou marchands réfractaires au règlement qui seroit fait à cet égard. Ils observent que ce règlement seroit d'autant plus utile qu'il prévienendroit pour l'avenir tous les inconvénients des ventes forcées et arbitraires et favoriseroit

Des marchés.

pour les fermiers et les propriétaires la vente de leurs denrées et encourageroit les marchés dont la pluspart ne sont suivis que dans des tems de calamité et qui sont presque tous sans police.

Des moulins.

ART. 7. — Lesdits habitans de Gueugnon se plaignent de ce que les droits pris par tous les meuniers pour la mouture des bleds sont arbitraires et que la pluspart de ces droits sont exorbitans par cet abus; que ceux-ci se rendent même les maîtres d'augmenter la capacité des différentes mesures qui doivent servir de tarif ou de règle à leurs droits; qu'il résulte de ces abus l'inconvénient affreux de voir injustement surtaxer aux malheureux un bien qui est le produit de leur sueur, souvent fois encore insuffisant pour leur fournir de quoi subsister; que pour éviter ce malheur, la plus part privés de l'utilité d'un tems précieux, parcequ'ils renoncent à la proximité d'un moulin tenu par un meunier avide, sans envisager la fatigue de s'accabler du fardeau de leur bled, vont au loing chercher un moulin moins dangereux : encore cette malheureuse et unique ressource ne peut-elle avoir lieu que dans les tems où l'on peut moudre partout. Puisqu'il entre dans le plan de la bienfaisance de Sa Majesté de s'occuper des maux qui nous affligent, nous espérons qu'il ne dédaignera pas une plainte aussi juste. Mais ne pourra-t-on pas rendre ce bienfait général, et si, d'après une information exacte du poid de la farine contenue dans les petites mesures ou coupons de toutes les mesures des moulins du royaume, il étoit fixé pour tous ou du moins pour ceux de chaque province ou baillage un droit unique pour la perception du quel droit tout meunier seroit tenu d'avoir une balance dans son moulin, avec des poids de marc, pour pouvoir procurer à tous ceux qui le désireroient la certitude qu'il n'a été fait de tort à aucuns? Par là on délivreroit tous les malheureux d'une grande vexation; ils ne seroient plus dans le cas, comme ils le sont, de n'oser réclamer la justice des officiers du seigneur, qui trop souvent n'osent

pas accorder leur ministère contre des abus qui augmentent le produit d'un bien qui appartient presque toujours au seigneur.

ART. 8. — Ces mêmes habitans ressentent en commun avec tous les autres sujets du royaume le poid énorme et accablant des servitudes seigneuriales, telles que main-morte, les corvées à bras et à bœufs, droit d'indire, droit de guet et garde, lots, cens, rentes en nature, en argent, chemins finerots et d'autres encore dont l'énumération seroit trop longue, ou qui ne sont en usage que dans certains endroits. C'est donc avec raison qu'ils implorent l'assistance du roi et des États généraux pour obtenir un soulagement à des peines qui presque toujours égalent les impositions royales, qui, comme on l'a vu, sont déjà excessives. C'est à nos représentants qu'il convient d'appuyer, comme ils le doivent, une réclamation aussi bien fondée, et même de chercher des moyens *justes* de procurer au tiers-état la libération de toutes ces servitudes, aussi contraires à nos libertés qu'à nos propriétés. Ces sortes de charges sont si décourageantes pour les possesseurs des biens d'un médiocre produit, qui en sont affectés, qu'ils négligent de les améliorer et en abandonnent la culture à des mercenaires qui, faute d'autre ressource, deviennent eux-mêmes victimes de ces servitudes personnelles et les supportent à la décharge du propriétaire. Il résulte de cet exposé et de celui compris à l'article 3, que lesdits habitans et plaignans sont le plus accablés de tous ces malheurs puisqu'il est difficile qu'il se trouve des communautés couvertes par autant de directes différentes qu'ils en comptent dans leur seule paroisse. C'est donc avec confiance qu'ils adressent aux États généraux une doléance aussi essentielle à leur bonheur, à leur tranquillité et à l'intérêt de l'État.

Des servitudes.

ART. 9. — Ils représentent aussi que le prix excessif du sel est un des plus grands maux dont ils ayent sujet de se plaindre :

Du sel.

ils assurent que le produit du travail d'une grande partie des malheureux habitans de cette communauté ne suffit pas pour leur procurer cette marchandise de première nécessité, à laquelle on a mis un si haut prix ; que la plus part, sans égard à leurs besoins, sont forcés de se restreindre à la seule portion qu'ils peuvent s'en procurer, et qu'il en est de plus malheureux encore qui sont réduits à la cruelle nécessité de s'en passer pendant des semaines et quelquefois pendant des mois entiers ; qu'il résulte de cette privation affreuse pour les misérables qui la supportent qu'elle détruit leur courage, anéantit leurs forces et les jette souvent dans un état de langueur et d'accablement que suivent de près des maladies qui sont presque toujours putrides et auxquelles des corps épuisés ne peuvent résister. C'est un malheur sans doute qui est général, mais c'est un fléau affreux pour les païs médiocres et stériles, auxquels le sol ne procure aucune ressource pour lui opposer. Aussi les habitans de Gueugnon, qui ont le malheur d'être dans cette dernière classe, persuadés que leur réclamation sur cet article ne sera pas isolée, espèrent aussi qu'elle ne restera pas sans effet et qu'il sera trouvé aux États généraux un moyen pour remettre dans le commerce une denrée aussi indispensable pour la vie qu'elle deviendrait utile à l'agriculture, lorsque la médiocrité du prix d'une marchandise dont la nature est si prodigue permettrait qu'on pût en user pour suppléer à la mauvaise qualité de la plus part des fourages. Ce n'est point auxdits habitans qu'il appartient de calculer tous les avantages d'ailleurs qui résulteroient de ce nouveau régime pour l'administration, ni d'assigner sur quels autres objets elle doit reprendre ce qu'elle perdra sur le produit du sel, mais ils osent assurer que quelque part que cet impôt soit remis, il ne peut être aussi accablant pour le peuple que l'est celui-ci, et que l'État ne tardera pas à ressentir lui-même l'effet d'un changement aussi désiré que nécessaire.

heureusement habitués à l'usage du tabac, savent que ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils se sont faits un besoin aussi dispendieux pour eux qu'il est profitable à la ferme qui leur fait payer 8 à 40 fois sa valeur. Mais aussi ils croient être bien fondés à se plaindre des maux qu'ils éprouvent à ce sujet par la barbare cupidité des fermiers généraux qui, au mépris des droits de l'humanité, ont depuis environ deux ans substitué au tabac une poudre malfaisante et corrosive qu'ils font distribuer dans tous les petits bureaux de campagne où cette espèce de poison est envoyé tout préparé. Ces malheureux habitans dont presque aucun n'est en état d'aller dans les villes se procurer une livre de tabac en corde, où il faudroit encore l'y faire moudre, puisque les moulins ont été retirés de toutes les campagnes, trop peu considérées sans doute, ou plus tôt trop méprisées par la ferme pour qu'elle ait pris en considération les droits de ses habitans, comme elle l'a fait à l'égard de ceux des villes, dont elle a plus redouté les moyens de résistance. Il résulte de cet abus intolérable pour les malheureux que forcés par l'habitude, presque aussi puissante que la nature, et par la nécessité de satisfaire un besoin impérieux, et qu'en usant même le moins possible de cette pernicieuse marchandise ils ne tardent pas de sentir à l'engourdissement des fibres de leurs cerveaux combien elle est nuisible à leurs organes et à leurs facultés. Qu'il leur soit permis d'ajouter à ce tableau un exemple frappant de la vérité de leur exposé. Ils savent qu'un malheureux d'une paroisse de leur voisinage qui avoit fait une triste expérience des inconvénients du tabac dont on se plaint, désespérant de pouvoir jamais s'y habituer, imagina, pour substituer quelque chose à ce narcotique, de faire usage de poivre en poudre, mais la mort suivit de près cette incroyable tentative. Les plaignants craindroient d'affoiblir le tableau s'ils se permettoient d'y ajouter des réflexions : ils espèrent donc qu'il sera apporté un remède aussi prompt qu'efficace contre un aussi grand mal.

Corvées en nature.

ART. 41. — Lesdits habitans ne peuvent que témoigner leur sentiment de reconnoissance à Sa Majesté pour le bien qu'elle a fait en supprimant les corvées en nature pour la confection des grandes routes, auxquelles ils étoient seuls obligés de travailler, sans égard à leurs facultés respectives. Il étoit encore de sa justice de faire contribuer à cette tâche les deux premiers ordres de l'État, qui, à raison des immenses possessions qui leur appartiennent, retirent bien plus d'avantages de ces chemins qu'il n'en résulte à la classe indigente et laborieuse du tiers-état à laquelle les grandes routes ne sont guère que d'une utilité personnelle. Mais lesdits habitans ne sont pas sans alarmes sur les abus qui pourroient s'introduire par la suite dans l'administration de l'argent destiné à cet usage. Instruits et intimidés par tous leurs malheurs, ils appréhenderoient qu'il ne fut possible de changer la véritable destination de la contribution fournie pour les chemins et que, devenue insuffisante pour les entretenir, ils fussent de nouveau forcés, après avoir satisfait à une juste imposition, à la supporter comme cy devant, ce qui seroit affreux pour eux. Mais ils espèrent que les sages réglemens, qui seront faits aux États généraux sur tous les objets importans de l'administration, ne négligeront pas de statuer sur un article aussi essentiel.

De la milice.

ART. 42. — Lesdits habitans de Gueugnon, animés des sentimens naturels à tous bons françois, ressentent que la première de leurs obligations est de deffendre l'État : aussi ne demandent-ils pas à ce sujet une exemption qui répugne à leur amour pour la patrie. Ils savent qu'il ne leur convient de participer à la gloire de la nation qu'en y coopérant eux-mêmes. Mais ils n'ignorent pas aussi que cette obligation s'étend à tous les sujets de l'État, à moins que d'autres occupations de ces sujets ne lui soient aussi utiles d'ailleurs. D'après ces principes, qui leur sont naturels, ils croient être bien fondés à se plaindre de ce que la loy exempte du sort de la milice ceux de leur classe qui renoncent aux travaux de la campagne pour

s'attacher au service des grands ou des privilégiés qui leur présente une vie plus commode et des gains plus considérables. Il résulte de cet abus pour les malheureux habitans de la campagne : 1° qu'outre l'injustice d'être surchargés de cette obligation, ils sont tous les jours privés de sujets bien constitués et utiles, et dans le moment que ceux cy pourroient soulager une famille qui les a élevés avec bien des peines auxquelles les misérables souvent fois succombent faute de secours pour cultiver leurs terres; 2° que par cette privation, l'agriculture languit faute de bras pour l'exercer; 3° que les cultivateurs sont découragés par le sentiment de leurs maux lorsqu'ils les comparent avec la position de leurs parents qui ont changé d'état : heureux encore lorsque ceux cy ne viennent pas mettre le comble à leur malheur en rapportant dans leur famille les idées dépravées qui leur sont devenues propres dans un séjour qui corrompt tout! 4° que d'après les idées de distinction admises dans la société, il est révoltant que les fils des gens qui par leur état sont utiles au barreau, au commerce et aux arts libéraux, soient sujets à la milice lorsque la loi en exempte la classe des serviteurs des nobles, quelque nombre [*sic*] et quelque inutile qu'elle soit; 5° enfin, que la manière dont se lève la milice force les misérables qui y sont sujets à des dépenses qui excèdent leurs facultés, en faisant annuellement pour ce jeu de hazard des fonds que chacun envisage comme son unique dédomagement si le sort lui est défavorable.

D'après ces considérations, toutes importantes, le tiers-état est bien fondé à demander une réforme à cet égard. Il demande encore s'il ne seroit pas possible que chaque ville et un certain nombre de communautés réunies fussent obligées d'engager un homme de bonne volonté, auquel prix tous les citoyens contribueroient à raison de leurs facultés. Mais ce sera aux États généraux à ressentir tous les avantages de ce projet, auquel [en] cas d'inconvénient, ils pourront y en substituer un autre.

Des monitoires.

ART. 13. — Ils implorent encore l'autorité des États généraux pour qu'il soit fait une loi qui fasse défense à tous juges laïques d'ordonner et à tous prélats ou leurs officiaux d'accorder des monitoires pour toutes autres causes qu'en matière grave qu'il paroitra vraisemblable de fixer, telles que pour la recherche des crimes qui intéressent la sureté publique et qu'il ne seroit pas possible de découvrir par une autre voie. Lesdits habitans exposent qu'il s'écoule rarement plusieurs années sans que cette sorte d'arme ecclésiastique ne soit employée pour la recherche de simples contraventions à des droits les plus protégés par les loix et par les tribunaux, tels que ceux de chasse, de pêche et les délits commis depuis plusieurs années dans les bois constamment gardés par des gens toujours armés et souvent dangereux. Ils remontrent qu'il est abusif de souffrir davantage qu'on trouble encore les consciences des malheureux qu'il est aussi aisé de contenir et de punir, ainsi ils espèrent que les États généraux ne dédaigneront pas leurs prières.

Du déficit.

ART. 14. — Enfin les malheureux habitans de Gueugnon dont les facultés déjà trop épuisées s'opposent à ce qu'ils puissent offrir un sacrifice proportionné à leur amour pour la patrie et aux besoins actuels de l'État, savent aussi à combien de gens intrigants et avides la dissipation inouïe et incroyable de nos finances a procuré en peu de tems et par des voies iniques de ces fortunes scandaleuses et indécentes qui de tout tems ont épuisé l'État, corrompu les mœurs et découragé les gens de bien. D'après cet exposé, ils espèrent que le roy sentira la nécessité d'employer les moyens de faire rentrer au trésor de l'État tout ce que celui-cy peut revendiquer et qu'il est en droit de recouvrer; que les États généraux seront touchés de l'injustice qu'il y auroit d'accabler les malheureuses provinces d'un impôt qui ne deviendra juste qu'alors qu'on aura diminué le déficit qui y donne lieu de tout ce qu'il sera possible de faire regorger à ces fortunes révoltantes, dont a

uniquement profité la capitale. Si la chambre de justice qui fut établie en 1716 et dans des circonstances qui, quelque critiques qu'elles fussent, ne l'étoient pas autant que celles où nous nous trouvons ; si cette chambre, dans un moment où le numéraire n'étoit que le tiers de ce qu'il est maintenant, fit rentrer à l'État 160 millions, que ne doit-il pas se promettre d'une pareille recherche lorsqu'elle sera dirigée par une administration plus juste et mieux intentionnée qu'elle ne l'étoit alors !

MICHEL avocat, CAROUGE DES BORNES, LEROUX, TEURREAU, LA BOULAY, BOURDE, ARÉNAULD, COQUAND, DUMAINE, MARTIN, DUMAINE, LEFEBVRE, LEFEBVRE, PIERRE RIZET, RIZET, DUMAINE, MONTIGNY, LAGOUTE, BELIN, MILLIER, DESSERTENNE, LEBLANC, (*deux noms illisibles*).

XXIII

CAHIER DES DOLÉANCES ET REMONTRANCES DES HABITANS DE LA COMMUNAUTÉ
D'IGORNAY ET DÉPENDANCES.

1. L'expérience a constamment démontré que dans les administrations les plus sages il se glisse toujours une infinité d'abus : si on ne les arrête d'abord, ils se multiplient, et il faut des coups de foudre pour les détruire ; il n'y a que la nation assemblée qui puisse en arrêter les progrès : il faut donc l'assembler souvent.

Nécessité de l'assemblée périodique des États généraux.

2. La nation de toute ancienneté a été divisée en trois ordres : le clergé, la noblesse et le peuple. Les individus de cette dernière classe sont, pour le nombre, aux individus des deux premières, dans le rapport de vingt deux à un, et cependant le tiers-état paye presque la totalité des impôts et supporte seul les charges publiques, tandis qu'il n'a aucune influence dans les affaires, parcequ'il n'a jamais eu de repré-

Formation des États généraux.

sentans : il s'agit donc aujourd'hui de lui rendre son énergie. L'on ne peut y parvenir qu'en lui accordant des représentans choisis librement en nombre égal à celui des deux autres ordres, et il convient que les suffrages dans les délibérations soient comptés par tête : s'ils étoient comptés par ordre, les mêmes abus subsisteroient, et le peuple continueroit d'être écrasé sous le faix des impôts.

Formation des
États provinciaux.

3. Quelques soient les impôts que l'on établira pour éteindre les dettes de l'État, la répartition en sera nécessairement confiée aux provinces, comme par le passé ; mais pour qu'elle soit équitable, il est indispensable de réformer l'administration : la meilleure forme qu'on puisse adopter est celle du Dauphiné. Le peuple connoîtra l'étendue de ses besoins et leur durée, tous les ordres payeront les subsides proportionnellement à leurs propriétés et facultés : plus de cottes d'office, la corvée abolie, le riche comme le pauvre contribuera à l'entretien des routes, la milice sera supportée par tous les individus quelqu'ils soient, sans distinction, et toutes les réformes s'opérant aisément, soit pour l'administration, soit pour la perception des impôts, laquelle coûte immensément. Enfin, il n'existera aucune trace du pouvoir arbitraire, source de tous les maux dont la France est travaillée. Il faudroit un volume entier pour traiter cet article, tant les abus sont invétérés et multipliés.

Réformation du
Code civil et criminel.

4. Il y a longtemps que la nécessité de cette réformation s'est fait sentir : il est même étonnant qu'elle ne se soit pas effectuée plutôt. La procédure prescrite par le code civil est trop chargée de formalités, elle coûte immensément et ne sert qu'à éterniser les procès. Les droits du roi sont si excessifs qu'on les paye plusieurs fois dans la même instance. Il en est de même des droits de contrôle et d'insinuation, pour la perception desquels il n'y a rien de certain.

Le code criminel offre encore plus d'inconvénient : les peines

sont trop rigoureuses, et elles doivent être les mêmes, soit que le coupable soit ecclésiastique, noble ou roturier : en un mot, le code criminel n'est plus fait pour nos mœurs.

5. N'est-il pas de la dernière injustice que la noblesse et les communautés religieuses aient la faculté de forcer les malheureux à quitter leurs affaires domestiques, pour plaider à vingt ou trente lieues de leur domicile, souvent pour le plus petit intérêt? N'est-ce pas une voie que l'on ouvre au riche pour le soustraire aux justes réclamations du pauvre qui, manquant de moyens pour se faire entendre, est obligé souvent d'abandonner ce qu'on lui conteste? Quel est l'homme de campagne qui osera soutenir un procès contre son seigneur dans ces tribunaux? Quand il le gagneroit, les faux frais le ruinent pour l'ordinaire ; en abolissant ces privilèges, on met le pauvre en état de luter contre le riche ; on lui épargne beaucoup de dépenses, et on le met à portée de se faire entendre ; le juge naturel des parties connoit mieux leur caractère, leurs inclinations, leurs propriétés, et s'il condamne le pauvre du moins il ne le ruine pas.

Abolition des lettres de *committimus*.
Personne ne pourra être distrait de son ressort.

6. Toutes ces servitudes sont encore des restes de la féodalité, et l'on conçoit combien elles découragent l'agriculture et portent d'obstacles au commerce des fonds, si la propriété n'en est que précaire entre les mains du vassal. Mais en abolissant ces servitudes, il ne faut pas que les seigneurs en soient victimes : cette abolition ne pourra avoir lieu qu'autant que les vassaux le désireront et en par eux payant une indemnité proportionnée.

Abolition des mainmortes, cens, redevances et autres servitudes.

7. Souvent et très souvent, les gens de campagne plaident par outrage pour les plus petits intérêts. Ils ne prévoient pas les suites ruineuses de leur opiniâtreté ; à peine le procès est-il commencé qu'ils ont des regrets, mais bientôt la masse des frais les force à continuer, et celui qui perd son procès

Souveraineté des juges des seigneurs jusqu'à la somme de 50 livres.

appelle de la sentence parce qu'il n'a pas d'argent pour payer, et l'on voit des causes de cette espèce dont les frais décuplent le principal; en attribuant aux juges locaux la connoissance et la faculté de juger en dernier ressort toutes les matières sommaires qui n'excéderont pas 50 livres, on n'éterniserait pas ces petites affaires, les parties ne seroient pas ruinées, elles seroient plus circonspectes, et les juges supérieurs seroient déchargés d'autant, les autres affaires en iroient plus vite.

Décharge de la solidarité pour le paiement des redevances seigneuriales.

8. Lorsqu'un seigneur n'est pas payé de ses rentes et que plusieurs particuliers possèdent les assignaux, il s'adresse au plus riche d'entre eux; pourvu qu'il possède un article de la reconnaissance, il est condamné par la voie solidaire à payer la totalité de la redevance, sauf son recours à la vérité, contre les autres conténementiers; mais pour obtenir ce recours, il est obligé de faire une procédure immense, et s'il se trompe sur un placement il perd son procès : en un mot, il est obligé de renouveler le terrier de son seigneur. Si les redevances étoient divisées ou distinctes ou qu'il y eut des égalations, la perception seroit toujours facile et la source de ces procès monstrueux seroit tarie pour jamais.

Intérêt à 5 % de l'argent prêté, et dont il n'y a pas d'aliénation, autorisé.

9. L'on a pensé fort longtemps que les intérêts étoient usuraire : cela peut être au for intérieur, mais cette opinion a fait un mal infini à la société; il en est résulté des entraves pour le commerce et le prêt à grosse usure n'en a été que plus favorisé par la difficulté de trouver des fonds au besoin. Les honnêtes gens n'osoient ouvrir leur bourse dans la crainte d'être accusés d'usure par ceux même aux quels ils auroient fait le prêt, et les usuriers de profession profitent hardiment des circonstances pour vendre leur argent au plus haut prix. Si l'intérêt des obligations est autorisé en Bourgogne, comme il l'est déjà depuis longtemps à Lyon et depuis dans la Bresse, il en résultera une grande circulation, l'industrie, captive en Bourgogne, prendra un libre essor, le commerce y fleurira et

une infinité de familles qui seroient ruinées par des intérêts excessifs conserveront leurs propriétés.

GAGNIARE, LÉGER RUÉ, GAGNIARE, ROZEREUIL, BALLÉRIAUX, BOURGEOIS, BARBOTTE, CLERC, DARCY, GAGNIARE, RIAU.

XXIV

CAYER DES REMONTRANCES, PLAINTES ET DOLÉANCES DU TIERS-ÉTAT
DE LA PAROISSE ET COMMUNAUTÉ D'ISSY-LÈVÈQUE.

Nous tous susdits habitans dénommés au procès-verbal d'assemblée de ce jourd'huy (12 mars) avons tous unanimement délibéré que pour nous conformer à l'exécution des lettres cy dessus, Sa Majesté soit suppliée, en adhérant au contenu de la délibération du tiers-état de la ville de Dijon du dix-huit janvier dernier :

1. De soulager le plus possible les pauvres habitans et cultivateurs de la campagne dans la répartition de l'impôt, et pour y parvenir que tous les impôts, de quelque nature qu'ils soyent, seront suportés également par M^{rs} du clergé, de la noblesse et du tiers-état, sans aucune distinction et proportionnellement aux propriétés et facultés de chacun.

Répartition de
l'impôt entre les
trois ordres de l'É-
tat.

2. Le sel étant une danrée de première nécessité et porté à un taux exorbitant et devenant très dispendieuse, eu égard à la consommation que les pauvres habitans et laboureurs des campagnes en font, en ce cas il plaise à Sa Majesté supprimer la gabelle et rendre cette denrée commercable ou luy fixer un prix modique, en imposant une rétribution sur les salines, ce qui occasionneroit dans les campagnes une consommation au moins du double de cette danrée pour leurs besoins et l'usage de leurs bestiaux.

Suppression de la
gabelle.

3. Supprimer la taille et les corvées.

Id. de la taille et
de la corvée.

Dépôts de mendicité.

4. Nous exposerons pareillement que les dépôts destinés à la suppression de la mendicité n'étant pas suffisants, les pauvres désolent les campagnes et mettent souvent les laboureurs à contribution par leurs menaces, qu'il soit ordonné que chaque paroisse sera tenue de nourrir ses pauvres, sauf à y être pourvu par une aumône générale pour celles qui ne le pourroient pas.

Justice et police.

5. La paroisse d'Issy-l'Évêque, une des plus considérables du baillage, ayant au moins dix lieues de circonférence et plus de quinze cent habitans, il seroit très avantageux, pour y faire régner le bon ordre, que les officiers du seigneur y résidassent pour y rendre la justice à moindres frais, et pour pourvoir à l'abréviation des procès, rendre les jugemens des baillages définitifs jusqu'à la somme de mille livres, et ceux des présidiaux jusqu'à six mille livres, et qu'on y plaçât deux cavalliers de maréchaussée, étant très éloigné des brigades.

Rachat des droits de mainmorte et de banalité.

6. Les mainmorte et banalité étant par elles mêmes très à charge au public, il plaise à Sa Majesté en ordonner le rachat à tels deniers qu'il lui plaira fixer, ou régler préalablement le prix de la moudure qui est arbitraire en différents endroits.

Frais de perception.

7. Ordonner que les impôts aillent le plus directement possible au trésor royal pour en diminuer les frais de levée.

Milice.

8. La levée des milices peut être regardée comme quelque chose de désolant pour les gens de la campagne et toutes les classes du tiers-état à cause des inquiétudes, éloignements et frais qu'occasionne le tirage : qu'il soit permis aux communautés de s'en rédimier par argent.

Droits de contrôle.

9. Les droits de contrôle étant excessifs et particulièrement pour les laboureurs et autres gens de campagne qui s'abstiennent de passer différents actes tels que contrats de mariage, disposition à cause de mort, baux à métairie et autres actes

de société, ce qui leur occasionne souvent des difficultés et procès : il seroit à désirer que ces droits en fussent modérés.

10. Que les cotes d'office soyent supprimées comme vexatoires, attendu que les particuliers cotisés et qui auroient droit de se plaindre, malgré leurs justes réclamations jointes à celles des communautés, n'ont pu parvenir à les faire modérer, et ne font que fomenter la haine entre les concitoyens.

Cotes d'office.

11. Que l'entrée dans les places du service tant de terre que de mer, ainsy que des cours souveraines, soit et demeure libre aux trois ordres de l'État.

Admission du tiers-état aux places de l'armée et de la magistrature.

12. Que les représentants de l'ordre du tiers-état seront par eux choisis librement et parmy leurs pairs, et qu'ils voteront par tête aux États de la province et seront en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis.

Représentation du tiers-état.

13. Il seroit très avantageux pour le comté d'Issy-l'Évêque que l'on y établît tous les ans quatre foires pour la liberté et avantage du commerce.

Établissement de quatre foires.

Ce fait, tous les susnommés ont unanimement nommé à haute et intelligible voix M^{rs} Picard, avocat, et Doyen, marchand, pour porter le présent cayer à l'assemblée générale des trois ordres qui se tiendra le 17 du courant et le faire insérer dans le cayer de la ville d'Autun.

AUBERY cadet, AUBERY aîné, ALEXANDRE, FRAPET, DAVIOT syndic, COULAND, DOYEN, GASPARD SAUVAGET, PICARD avocat président.

XXIV BIS

L'an mil sept cent quatre vingt neuf, et le douze du mois de mars, sur environ une heure après midy, ont comparu en leur personne Lazare Chassignieux, Jacque Henriot, Jean Vigneron,

Jean Guichard, Jean Pernot, Pierre Moine, Mathieu Pernot, Philibert Lameloise, Joseph Reverdiau, George Evrard, Lazare Regnard, François Qurty, Noël Perrin, Martial Berger, Gabriel Lambert, Bastien Perrette, Philibert Grouillet, Léger Clément, Denis Reveniau, Pierre Jondot, Louis Lauverget, Jacque Perrin, Benoît Guillaumin, Charles Laplace, Benoît Sarry, Lazare Dessaine, Jean Collier, Lazare Theveniau, Léonard Paquier, Jean Theveniau, Jean Cosseron, Jean Devillion, Lazare Henriot, Jean Roux, Claude Devillard, Joseph Picard, Jacque Mezière, Étienne Bonnet, Adrien Soulliard, Gaspard Prost, Benoît Platrier, Antoine Henriot, François Vigneron, Lazare Coulon, Antoine Thomas, Jean Sotty, Antoine Simon, Lazare Jussy, Jean Pallot, Benoît Roux, Leger Plantard, Benoît Reaut, Jean Jeannin, Étienne Droin, Denis Thierry, Philibert Chaussard, Claude Renaud, Lazare Claudet, Joseph Robert, Charles Laurent, Léonard Latrace, Pierre Tricot, Jean Chaponneau, Louis Rabé, Marie Vilain, Joseph Deroche, Jean Surreau, Jean Sauvaget, Pierre Laborde, Louis Loriau, François Larière, Louis Regnier, Jean Guegniau, Claude Rozet, Nicolas Humbert, Léger Humbert, Lazare Majot, François Vigneron, Philibert Gueriau, François Purnet, Pierre Majot, Guillaume Thomas, Claude Radet, Lazare Verniau, Lazare Richard, Siagre Debrosse, Jean Malot, Michel Ricard, Marguerit Richard, Charles Paquier, Noël Lardery, François Loriau, Gabriel Duban, Guillaume Male, Philippe Chaneau, Sebastien Durand, Lazare Juif, Pierre Martin, Jean Cannet, Laurent Paquier, Jean Sotty, Jacque Verronet, Emilland Quiétard, Jean Chassignieux, Louis Gain, Léger Godard, Pierre Journet, Lazare Desomme, Joseph Moreau, Toussaint Jondot, Sébastien Dandalon, Jean Deligne, Julien Deligne, Pierre Perrette, Louis Regnard, Jean Chatard, tous laboureurs, journaliers, marchands et artisans de la commune et paroisse d'Issy-l'Évêque, composant la plus grande partie et plus saine de laditte paroisse, m'ont requis ledit notaire soussigné de recevoir leurs plaintes et doléances, selon l'avis de Sa Majesté qui veut être éclairée sur tous les besoins et les calamités des

pauvres habitants des campagnes, n'ayant pu parvenir à se faire entendre et surtout à faire rédiger sur le cahier des plaintes et doléances à l'assemblée tenue le même jour sur la place des Ormes, présidée par messieurs Picard et Frapet et Daviot syndic, le juge étant absent, lesdits habitants m'ont requis de rédiger leurs plaintes et leurs demandes pour être annexées au cahier des doléances de laditte paroisse et être insérées dans le cahier général qui doit être formé à l'assemblée générale du baillage d'Autun, pour être porté à l'assemblée générale des États nationaux le vingt-sept avril à Versailles.

1. La paroisse d'Issy-l'Évêque, de neuf lieues de circonférence, paye la dixme du bled et du vin au onzième. Cette dixme est plus que suffisante pour l'entretien d'un curé et d'un vicaire, d'un maître d'école et pour l'entretien de la sacristie en linges, vases et ornements. Cependant, à l'exception du curé qui jouit d'une petite portion de dixmes pour sa subsistance, tout le reste de la dixme n'est employé en rien ni au culte de Dieu pour l'entretien de la sacristie, ni au paiement d'un vicaire pour le service de la paroisse, ni à l'entretien d'un maître d'école pour la bonne éducation des enfants, ni enfin au soulagement des pauvres de la paroisse. La commune d'Issy-l'Évêque demande donc pour réformer cet abus qu'il soit prélevé sur la dixme tout ce qui est nécessaire pour la subsistance d'un vicaire, d'un maître d'école, pour l'entretien de la sacristie, de l'église et pour le soulagement des pauvres de la paroisse, et que les décimateurs, tant laïques que ecclésiastiques ne puissent, sous aucun prétexte, se soustraire à toutes ces charges qui sont naturellement attachées à la dixme.

Culte.

2. Le cahier des plaintes dressé sur la place des Ormes fait mention de cet article, mais imparfaitement. La commune d'Issy-l'Évêque demande que le juge soit obligé de résider sur les lieux et qu'il y tienne les causes assiduellement : elle demande encore que le juge en première instance juge définitivement

Justice.

jusqu'à la somme de cinquante livres pour éviter les frais d'appel.

Police.

3. La commune d'Issy-l'Évêque demande que le procureur d'office et le greffier de la justice résident aussi sur les lieux pour y faire observer soigneusement la police, qu'il y ait une prison décente pour les faits de la police et deux cavaliers de maréchaussée.

Foires et marchés.

4. La commune d'Issy-l'Évêque demande qu'il y soit établi quatre foires dans l'année et un marché toutes les semaines, et que personne ne puisse vendre et acheter aucunes provisions de bouche le jour du marché qu'au marché même, afin qu'il soit fréquenté et que le monopole sur le bled soit empêché. Pour empêcher surtout ledit monopole, la commune d'Issy-l'Évêque demande qu'en tous temps et dans tout le royaume on ne puisse sous aucun prétexte sortir le bled d'une province ou d'une ville pour le conduire en une autre sans la permission du juge de police du lieu et qui ne puisse l'accorder que pour de bonnes raisons.

Mendicité.

5. La commune d'Issy-l'Évêque se plaint qu'elle est accablée de mendiants vagabonds. Pour remédier à la mendicité par tout le royaume, le meilleur moyen seroit de circonscrire tous les pauvres mendiants dans le lieu de leur naissance et faire un règlement pour que chaque paroisse nourrisse ses pauvres.

Sel.

6. L'usage du sel étant nécessaire non-seulement aux hommes mais encore dans plusieurs circonstances pour l'amendement et la santé des bestiaux, il seroit à désirer qu'il fût plus commun et à un bas prix. Cet impôt d'ailleurs est injuste dans la manière dont il est perçu, puisque le pauvre en supporte la charge et plus même que le riche. La commune d'Issy-l'Évêque demande pour réformer cet abus que le sel soit rendu commercable par tout le royaume et que le produit de cet impôt pour le roy soit réversible sur la capitation.

7. Il n'y a à proprement parler que les biens fonds qui dussent être assujettis aux impôts : néanmoins, à cause du besoin de l'État, la taille et tous les autres impôts sur le commerce et sur l'industrie doivent être conservés. La répartition seule doit en être équitable. La commune d'Issy-l'Évêque demande que la taille dans la suite ne puisse être portée qu'au tiers des vingtiesmes, et comme la répartition des impôts qui se fait en Bourgogne est réglée par les États de ce duché, la commune d'Issy-l'Évêque demande que lesdits États tiennent dans la suite comme ceux qui ont été accordés à la province du Dauphiné; recommande encore que la capitation soit répartie en deux tiers, sur les propriétaires des fonds et l'autre tiers seulement sur ceux qui n'en possèdent point. Elle demande enfin que la somme à laquelle ladite paroisse aura été taxée par les États de Bourgogne, tant pour les vingtiesmes que pour la taille et la capitation soit répartie par la communauté même.

Répartition des impôts.

États de la province.

8. De jour en jour la condition du laboureur devient plus dure, étant tous réduits à cultiver les fonds qui ne leur appartiennent pas : on leur impose des conditions injustes qui leur enlèvent tout le fruit de leurs travaux et qu'ils sont néanmoins forcés d'accepter par la misère à laquelle ils sont réduits. Autrefois, le laboureur avoit au moins la moitié de tous les fruits du fonds qu'il cultivoit : aujourd'hui, le maître ou le fermier du fonds stipule avec le laboureur qu'il luy rendra une somme chaque année de soixante ou cent livres, jusqu'à deux cents livres, plus ou moins, selon la volonté du maître qui fait la loi à son gré. Si l'État ne met un frein à ces concussions en les abolissant tout à fait, bientôt le laboureur sera réduit par toute la France à la plus dure espèce d'esclavage, étant totalement livré à la discrétion du maître des fonds ou de leurs avides fermiers qui ne laisseront au cultivateur des fonds qu'une très petite portion de ses travaux pour le faire vivre, seulement et autant de temps qu'il leur plait le conserver dans

Condition du cultivateur.

le fonds qu'il cultive, et au sortir de là le réduisent à la mendicité. C'est par l'agriculture que la France fleurit et qu'elle peut seulement se soutenir : dès que le laboureur ne pourra plus vivre dans son état, il faudra que tout périsse avec lui.

La commune d'Issy-l'Évêque demande que, conformément à l'ancien usage, le cultivateur des fonds pour autrui, à moins qu'il ne soit gagé et nourri par le maître du fonds ou par le fermier, ait à lui au moins la moitié franche de tous les fruits du fonds, sans pouvoir être obligé par aucunes conventions, qui seront réputées nulles, à donner ni aux maîtres ni aux fermiers aucun argent ni aucunes portions de leur moitié des fruits, sous quelque nom que ce soit, ni contraint à payer aucuns impôts affectés sur le fonds ni aucunes réparations, excepté les locatives, ni à payer aucunes rentes, excepté la moitié de la dixme et des rentes seigneuriales, sous peine d'être, le maître ou le fermier du fonds, punis comme concussionnaires.

Droit de visite.

9. Pour peu qu'il reste de ressource au laboureur dans leurs économies, les maîtres et les fermiers des fonds ont encore trouvé un moyen de les en dépouiller : c'est l'abus des visites. Rien n'est plus naturel et plus juste que les fonds soient tenus en bon état par ceux qui les cultivent, mais rien n'est plus odieux que sous ce prétexte on ruine absolument tous les laboureurs. Un laboureur en effet ne peut être tenu que des dégradations qui sont arrivées par sa faute dans les fonds ; néanmoins on le rend comptable de toutes celles qui existent de quelques causes qu'elles proviennent, sans que pour cela il reçoive jamais aucune indemnité. Le fermier ou le maître empêche l'argent de la visite qui a été faite à la sortie du laboureur qui quitte le fonds, et oblige le laboureur rentrant à faire toutes les réparations à ses frais. Pour remédier à cet abus, la commune d'Issy-l'Évêque demande qu'à chaque entrée d'un laboureur dans un fonds pour le cultiver il soit fait une visite exacte du fonds et un état de toutes les réparations qui

y sont à faire, que le maître ou le fermier soit obligé de faire toutes les réparations à leurs frais, sans pouvoir les rejeter sur le laboureur, et qu'enfin celui-cy ne puisse être contraint à laisser le fonds en bon état que quand il lui aura été remis de même.

Toutes lesquelles plaintes et doléances sont les véritables que la commune d'Issy-l'Évêque veut et entend être représentées humblement à Sa Majesté, à la tenue des États généraux indiquée à Versailles, le vingt-sept avril mil sept cent-quatre-vingt-neuf; lesquelles plaintes et doléances lesdits sieurs Frapet et Picard ont refusé d'inscrire sur le cahier informe de leur assemblée, pourquoy ils ont requis ledit notaire leur en donner acte, et en même temps procédant à la nomination des députés pour porter les présentes plaintes et doléances à l'assemblée préliminaire de baillage, le dix-sept de ce mois, ils ont nommé et nomment les sieurs Bizot et Doyen qui ont accepté ladite charge et se sont soussignés avec moy ledit notaire et monsieur Carion, curé d'Issy-l'Évêque, et François Mougneret, ancien sergent au régiment de Blaisois, témoins avec quelques-unes des parties.

BERGERET, CLAUDE RENAULT, REVERDIAU, PIERRE MOINE, LAMÉLOISE, SAUVAGET, COLLET, CARION curé d'Issy-l'Évêque, SOTI, REGNIER, MONCHANIN, SUCHOT, MOUGNERET, GASPARD SAUVAGET, COULAND, CHAUMARD.

Le sieur Doyen ayant refusé d'accepter, la paroisse assemblée a nommé en son lieu et place pour son député le sieur Guichard qui a accepté et a déclaré ne scavoir signer.

BIZOT notaire royal, CARION curé d'Issy-l'Évêque, JAN COUSIN.

XXV

CAHIER DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE LAISY.

Baux à métairie.

1. La première et l'une des plus essentielles réclamations a pour objet une espèce d'usure qui s'est introduite dans les baux à métairie et qui entraîne la ruine des cultivateurs. Dans presque tout l'Autunois, on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont ou qui du moins doivent avoir la moitié de tous les fruits et produits du bétail : le propriétaire a l'autre moitié. Aujourd'hui, presque tous les propriétaires amodient leurs domaines et ce sont les fermiers qui choisissent les cultivateurs et traitent avec eux. Mais loin de leur donner la moitié des produits, ils les surchargent de manière qu'à peine ont-ils le quart : ils obligent les cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable, selon la valeur du domaine, et ils les chargent des rentes et vingtièmes, ils se réservent quelques journaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sans y rien prendre ; en un mot, ils les surchargent de façon qu'à la fin du bail leur ruine est presque toujours consommée. C'est une usure répréhensible, puisque le bail à métairie est une espèce de société où chacun des associés devrait avoir moitié. Les soussignés demandent qu'il soit pris des mesures efficaces pour prévenir cet abus.

Châteaux forts.

2. Les seigneurs de Bourgogne ont conservé le privilège de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayants de leurs châteaux. L'objet de ce privilège ne subsistant plus aujourd'hui, la province de Bourgogne n'étant plus limite du royaume, et les châteaux n'étant plus fortifiés, cette charge qui est supportée par les cultivateurs seulement devrait être supprimée. Elle occasionne des frais immenses toutes les fois qu'il s'agit de faire cette réparation.

3. La milice est l'impôt le plus redouté par tous les cultivateurs, et en effet il leur est très préjudiciable ; ils désireroient qu'il fût converti en argent, ou que du moins il fût permis aux paroisses d'acheter des hommes.

Milice.

4. Il n'est presque pas possible aujourd'hui de trouver de l'argent à emprunter, ce qui fait tort au commerce : il faudroit qu'il fût permis de faire des obligations portant intérêt à cinq, ainsy que cela se pratique dans une partie de la Bourgogne.

Prêt à intérêt.

5. Il faudroit que le nombre des cabaretiers vendant vin fût réglé dans chaque communauté au plus petit nombre possible.

Cabarets.

6. La mendicité dans les villages est portée à l'excès, à raison du voisinage des bois : on y mendie avec insolence et les mendiants sont toujours assurés d'obtenir ce qu'ils exigent, en ce que tous les domaines sont couverts de paille : les cultivateurs redoutent les incendies dont ils sont souvent menacés par des vagabonds. Il seroit à propos de prendre des mesures à ce sujet.

Mendicité.

7. L'institution du contrôle a été dans le principe très avantageuse, mais aujourd'hui les droits sont devenus si exorbitants que c'est de tous les impôts celui qui pèse le plus sur le peuple. Toutes les fois qu'il s'agit de prétendues contraventions dans cette partie, ceux qui sont poursuivis, et surtout les gens de campagne préfèrent de paier sans examen pour éviter d'aller plaider à grands frais au conseil. Il seroit bien à propos qu'il fût ordonné que toutes les instances dans ces sortes de cas fussent désormais portées par-devant les juges ordinaires.

Droits de contrôle.

8. Depuis quelques années on a établi en Bourgogne des huissiers priseurs, ce qui occasionne des frais considérables aux habitans des campagnes. Autrefois les notaires et greffiers procédaient aux inventaires et ventes, mais actuellement il faut le concours des huissiers priseurs, ce qui double et au delà les frais sans aucun avantage réel pour les habitans.

Huissiers priseurs.

Octrois.

9. La perception des octrois donne souvent lieu à des vexations. Les commis ou fermiers de ces sortes de droits imaginent sous le moindre prétexte des contraventions, et aussitôt ils dressent des procès-verbaux, saisissent les marchandises et assignent à l'intendance le prétendu délinquant, quoique fondé en raisons pour faire prescrire les violentes vexations, considéré qu'il va être privé de sa marchandise et obligé d'aller plaider à l'intendance et ensuite au conseil, et préfère avec raison de faire le sacrifice d'une somme pour se racheter de ces vexations, ce qui n'arriveroit pas si les procès étoient portés par-devant les juges ordinaires.

Passage de l'Ar-
roux.

10. Les habitans se plaignent que depuis quelque temps le passage de leur rivière, qui est un passage royal, n'est pas comme il doit être. Le seigneur du lieu n'a ny batelier ny bateau : cependant il est obligé de faire passer lesdits habitans au bateau en tous tems, moyennant la redevance qu'ils luy paient annuellement et par transaction. Ce seroit à propos de réformer cet abus.

Participation des
trois ordres aux
impôts.

11. Et enfin les soussignés déclarent que pour l'établissement des impôts, ils s'en rapportent à ce qui sera réglé par les États généraux, à la condition que tous les sujets du royaume, sans exception et sans distinction d'ordres, y contribueront suivant leurs facultés et propriétés; mais ils demandent qu'ils soient autorisés à distribuer entre eux ce qui sera réglé devoir être supporté par leur communauté, sans que dans la suite on puisse en coter aucun d'eux d'office, sous quelque prétexte que ce soit, sauf à se pourvoir par-devant les juges ordinaires pour décider de l'inégalité, modicité, ou des cotes dont quelques-uns des contribuables pourroient avoir à se plaindre.

Cotes d'office.

PIERRE, MILLOT, DESLORIEUX, GAUTHEY fils, CHANLON, CARNOT, LAPLANTE.

Vu et paraphé par nous, notaire susdit DUFRAIGNE, notaire royal.

Demandent par adjonction lesdits habitans la suppression de la solidarité pour les redevances seigneuriales, et que les seigneurs ne puissent plus redemander que cinq années de redevances; la suppression des banvins et des banalités de toute espèce, ainsi que de toutes espèces de corvées aux seigneurs, tant pour faucher que pour fêner et charroyer.

Suppression de la solidarité des redevances.

Suppression des droits de banvin, de banalité et de corvées.

Demandent que les fermiers soient tenus de compter exactement au bout de chaque année avec les métayers, faute de quoy que ces derniers en soient crus.

Fermiers.

Demandent lesdits habitans que toutes les redevances seigneuriales, de quelque nature qu'elles soient, soient rachetables au denier vingt-cinq.

Rachat des redevances seigneuriales.

Se plaignent qu'il y a trop de notaires dans les campagnes et qu'ils ne sont pas assez instruits dans leur état, qu'il faudroit en diminuer le nombre, n'en point recevoir qu'ils n'eussent fait le cours de leurs études dans les collèges et travaillé pendant quatre ans chez des notaires, les soumettre à des examens plus sévères et les rendre garants des nullités d'ordonnances et de coutumes.

Notaires.

Qu'il soit permis auxdits habitans de se racheter de la mainmorte.

Mainmorte.

Demandent qu'il soit permis de passer outre sur les oppositions aux mariages, lorsqu'il n'y aura point de promesses par écrit ou lorsqu'elles n'auront pas été formées par les père et mère.

Opposition aux mariages.

Demandent lesdits habitans d'être désormais appelés aux États de la province dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de les convoquer pour les États généraux.

États de la province.

Procédure criminelle.

Se plaignent que la procédure criminelle offre des abus sans nombre, qu'il seroit bien utile qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.

Frais de recette.

Remontrent que les recettes devroient être portées sans frais dans le trésor royal, qu'à l'avenir ils supplient qu'aucuns d'eux

Contrainte par corps.

ne puisse être emprisonné pour le fait des impositions.

Justices inférieures.

Demandent que les juges des justices inférieures soient souverains jusqu'à la somme de cinquante livres.

Supplient d'augmenter la juridiction des présidiaux et d'abolir la compétence.

XXVI

CAHIER DES PLAINTES, DOLEANCES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE DE LUCENAY-L'ÉVÊQUE.

Vote par tête.

1. Qu'aux États généraux les députés y opinent et délibèrent par tête et non par ordre, sans quoy le clergé et la noblesse se réuniront et s'entendront toujours pour écraser le pauvre malheureux peuple.

Participation des trois ordres aux charges publiques.

2. Que la plus grande partie des fonds du bourg et paroisse dudit Lucenay sont possédés tant par monseigneur l'Évêque d'Autun que par des nobles possesseurs de sept fiefs dans l'étendue de la paroisse et dont ces derniers font valloir en partie leurs fiefs par eux-mêmes, et tous ne payent rien aux charges et impôts de cette communauté qui sont énormes, ce qui a ruiné nos prédécesseurs. Pourquoy, nous demandons qu'il soit établi un impost que le clergé, la noblesse et les roturiers payeront également.

Rôle unique.

3. Que s'il se fait un rôle, qu'il soit commun aux ecclésiastiques, aux nobles et aux habitants. Que l'imposition se fasse

par trois assesseurs, scavoir : l'un nommé par le clergé et les nobles, le second par les propriétaires roturiers, et le troisième par les paroissiens ; parceque si on fait rôles séparés, la protection du clergé et de la noblesse les mettroient toujours de n'en prendre que la plus petite portion, et par conséquent les pauvres malheureux habitans seroient toujours vexés.

4. Qu'il n'y ait aucune exception ny privilège pour le clergé et la noblesse pour les impôts pécuniaires ; demandons précisément qu'ils payent à proportion de leur fortune toute espèce d'impôts et autres charges publiques.

Suppression des
privilèges pécuniaires.

5. Qu'il soit pris des mesures nécessaires pour que les impôts soient versés directement au trésor royal, sans passer par tant de mains qui se sont si fort enrichies et qu'ils ne content que les frais du bureau.

Frais de perception.

6. Qu'il soit aussi avisé les moyens pour que le sel soit marchand ou du moins à un prix bien au-dessous de ce qu'il est, attendu qu'à raison de sa cherté bien des malheureux sont forcés de s'en passer.

Sel.

7. Qu'il soit mis un impost sur les domestiques mâles dans les villes, même sur ceux que le clergé, les nobles et les bourgeois tiennent dans les châteaux à la campagne, attendu que le nombre en est si considérable qu'ils dépeuplent les campagnes, ce qui fait que les cultivateurs ne peuvent s'en procurer qu'à grand prix, ce qui leur fait une très grande surcharge, et dès que ces individus ont quitté les campagnes ils deviennent des mains inutiles à l'État.

Impôt sur les domestiques.

8. Anciennement la justice s'exerçoit au bourg dudit Luce-nay-l'Évêque, messieurs les officiers y faisoient leur résidence ; il y avoit aussi un contrôle d'établi : on nous a privé de ces avantages en transférant cette justice et le bureau du contrôle

Justice locale.

à trois lieues de notre bourg. Il seroit de la plus grande utilité que cette justice s'exerça sur les lieux pour prévenir beaucoup d'inconvénients parce qu'en s'y exerçant elle maintiendrait le bon ordre qui doit régner, ce qui feroit le bonheur de nous tous. Fait et arrêté par tous les habitans comparans, qui ont signé ceux le sçachant et non les autres qui ont déclaré ne le sçavoir, ce huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

GADANT, NICOLAS LEGROS, VOLLOT, COULAND, PHILIBERT GUENOT, BONNE, J. DULNIAU, CLAUDE LACOMME, DESAINT, MARILLIER chirurgien syndic, PIERRE PERNOT, J. SEBILLE, SEGUENOT, J. CHAUDRON, PIERRE MONEAU, BONNET, N. GUENOT, JEAN CLAIRE, A. REGNIAUD, S. MARILLIER, FRANÇOIS GRILOT, VERGER, notaire royal. (*Trois signatures illisibles.*)

XXVII

CAHIER DES DOLÉANCES ET REMONTRANCES DES HABITANS DE LA COMMUNAUTÉ
DE MANLAY ET DÉPENDANCES.

Ce cahier est la reproduction textuelle de celui d'Igornay, à l'exception des articles suivans :

État de la communauté.

La communauté de Manlay dit de plus qu'elle a été augmentée considérablement de taille depuis peu d'années, quoy qu'étant déjà surchargée les années précédentes : des malheureux mendiants, ne possédant rien, sont obligés de payer leurs tailles des aumônes qu'ils reçoivent, et cela parcequ'une grande partie du territoire appartient à six seigneurs qui tiennent la plus grande partie du produit et ne payent aucune imposition. On croit cependant la communauté riche, veu les augmentations dont on l'a surchargée.

De plus elle paye tous les ans une rente, pour en revenir à l'article de l'abolition des mainmortes, cens, redevances et

autres servitudes. Cette rente est très considérable et la plus part des malheureux ne sont pas dans le cas de faire aucun profit de l'objet arrenté, quoiqu'ils soyent dans le cas de payer. Ceux qui pourroient en profiter ne sont pas dans le cas parce que les moyens leur sont impossibles ; les objets arrentés leur ayant été enlevés, ou par le droit de triage après la rente établie, ce qui est la plus grande injustice, ce que les seigneurs ont prétendu avoir et ce que l'on a osé leur refuser, ou par des procès que la communauté ne peut poursuivre à défaut d'argent et de protections.

Ainsi la communauté a toujours payé pour ce dont elle ne jouit pas et les seigneurs ont toujours joui de sueurs qu'elle a répandues en cultivant le peu de terrain qu'elle possède : raison pour laquelle il y a tant de malheureux à Manlay.

GUENOT, BURDIN, CHALUMEAU, MIET, BUREAU, MOUROT, THEUROT, GUENOT, PONELLE, BRIDEAUT, SIBIL, ÉTIENNE THEUROT, SIVRY, BIZOUARD, THEUROT, PERRIN, PORTRA, MONIER, BOUHÈRET, notaire royal. (*Deux noms illisibles.*)

XXVIII

CAHIER DES REMONTRANCES, PLAINTES ET DOLÉANCES DES HABITANS
DE LA PAROISSE DE MARCHÉSEUIL.

Puisque nous touchons à l'époque la plus intéressante pour la France et que les malheureux habitans des campagnes en particulier, courbés sous les poids accablant des impôts, peuvent porter en toute confiance aux pieds du thrône leurs justes plaintes et doléances, puisque leur existence préieuse à l'État va être comptée pour quelque chose dans la constitution politique de cette puissante monarchie ; puisqu'enfin ils acquièrent, après bien des siècles d'esclavage et d'oppression, la qualité d'hommes et de citoyens, ils vont oublier leurs meaux passés. Dans l'espoir d'un avenir plus heureux, dans la douce

et consolante pensée qu'ils ne seront plus dans le cas de maudire la malheureuse fécondité de leurs compagnes, de tromper la nature et de détourner leurs regards sur les fruits innocents de l'amour conjugal, délivrés de l'appréhension d'une injuste et criante répartition de ces mêmes impôts, ils vont désormais arroser plus que jamais la terre de leurs sueurs afin de la rendre plus féconde, multiplier les ressources du commerce et de l'industrie pour contribuer de tous leurs pouvoirs à la prospérité du royaume, à la gloire et à la splendeur du règne de Sa Majesté.

Les habitans de Marchéseuil en particulier se livreront aux transports de reconnaissance et aux mouvements d'un amour sans borne qu'ont fait naître dans leur âme les expressions de tendresse et de bonté avec lesquels ce monarque juste et bienfaisant daigne les appeler à l'assemblée nationale; ils oseront faire entendre leur voix gémissante dans une circonstance destinée à la réformation des abus et au soulagement des malheureux; à cet effet, ils chargent expressément leurs députés et leurs représentants de demander aux États généraux :

Vote par tête.

4. Que les suffrages soient comptés par tête, sans quoi la justice rendue au tiers-état en l'y appelant en nombre égal aux deux ordres réunis du clergé et de la noblesse deviendrait illusoire, et ils espèrent de l'amour patriotique des députés de ces deux ordres, qu'oubliant d'injustes distinctions, enfants de l'orgueil et d'un préjugé barbare, ils ne s'obstineront pas davantage à réclamer des privilèges que désavoue la nature, des usages que proscriit la droite et saine raison, mais que touchés de la modération du souverain ils adopteront la décision que l'intérêt public leur a déjà prescrite et nous accorderont ce droit imprescriptible que réclame enfin, après tant de siècles d'ignorance et de barbarie, l'humanité outragée; sans doute ils tendront une main amicale et bienfesante à des opprimés, et malgré le haut rang où ils sont élevés par leur naissance, les honneurs qui les environnent, les titres qui les

décorent, ils voudront bien nous regarder comme les enfants d'une commune patrie qui par leur travail et leur industrie, par la culture des arts de toute espèce, contribuent à leur grandeur particulière, multiplient les sources de leurs jouissances et leur procurent les aisances et les commodités de la vie.

2. Par une conséquence immédiate et une suite nécessaire de ce principe, nos mêmes [députés] insisteront de tout leur pouvoir et demanderont une contribution égale des trois ordres, dans la proportion des facultés respectives, à toutes les impositions et charges publiques établies et à établir. Ce second chef, étant de la justice la plus rigoureuse, ne peut manquer d'être accueilli et accepté par les deux ordres privilégiés, attendu qu'il a pour objet la dette publique, au paiement de laquelle nul individu ne peut se soustraire et se refuser, en raison de ses forces, sans renoncer à la société et aux avantages dont il jouit dans l'État. Ainsi donc, toutes exemptions pécuniaires doivent disparaître.

Participation des
trois ordres aux
charges publiques.

3. Mais pour recueillir le fruit d'une si sage et si heureuse disposition à laquelle la constitution actuelle de nos états provinciaux est diamétralement opposée, il devient indispensable que nos représentants en procurent la réformation par une organisation plus conforme à la justice et à la raison. A cet effet, nous leur recommandons spécialement d'insister pour que le tiers-état, et les campagnes en particulier, y soient convenablement représentées, soit dans l'assemblée desdits états, soit dans leur commission intermédiaire, par un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis, choisis librement parmi leurs pairs et par la voie du scrutin, dont les suffrages soient également comptés par tête. L'exemple du Dauphiné est trop frappant pour ne pas faire taire toutes les vaines réclamations et résoudre les objections les plus spécieuses. L'entrée de ces intéressantes et respectables assem-

États de la province.

blées a été (par le plus criant des abus) interdite et fermée jusqu'ici à nos bons et utiles pasteurs. Ces lumières, ces amis, ces consolateurs de l'humanité méritent d'être distingués dans la foule de ces ecclésiastiques qui, quoique vertueux, ne composent point la hiérarchie et qui n'y sont admis que par l'usage et les titres de leurs bénéfices ; occupés de près de l'indigence et de l'assistance du peuple, qui, plus éloquemment qu'eux pourroient défendre la cause de la veuve et de l'orphelin, faire entendre au fond de tous les cœurs la voix de l'humanité souffrante, apprécier nos sueurs et nos travaux, ramener l'opinion publique sur l'importance de la classe des cultivateurs et les encouragements dus à des êtres précieux dans un royaume agricole ? Hélas ! ils gémissent, ainsi que nous sous le poids de l'oppression et de l'avilissement, et malgré la modicité et l'insuffisance de leurs revenus, leur charité ingénieuse a su créer pour nous des ressources inespérées, et dans ces temps de détresses a mérité les saintes et reconnaissantes bénédictions du pauvre. Leur zèle infatigable, en nous inspirant l'amour de la patrie, la soumission aux lois, le plus tendre et le plus respectueux attachement pour le souverain, nous a appris ses vertus, nous a fait connaître les qualités aimables de son esprit et de son cœur. C'est à l'aide de leurs leçons et de leurs exemples que nous sacrifions chaque jour une partie de notre subsistance et que nous retranchons sur le plus étroit nécessaire pour payer les charges de l'État et contribuer à la gloire et à la prospérité du règne de ce prince chéri. Nous oserons donc solliciter leur entrée auxdits États, non-seulement comme une justice qu'on ne peut leur refuser, mais comme une grâce et un nouveau bienfait relativement à nous.

Sel.

4. L'excessive cherté du sel est non-seulement un fléau terrible pour les habitants des campagnes qui n'en usent qu'en tremblant et dont un grand nombre est forcément obligé de se priver, malgré que ce soit, pour ainsi dire, une denrée

de première nécessité, mais il en résulte encore pour l'agriculture un inconvénient désastreux. Que de maladies épargnées au bétail ! quel moyen efficace pour en améliorer l'espèce ? quel encouragement pour cette branche essentielle du commerce, si la sagesse du gouvernement daignait réaliser les espérances qu'il a tant de fois fait naître à cet égard ! Nous ne dirons qu'un mot sur le prix excessif du tabac, sur la mauvaise qualité de celui d'aujourd'hui. L'usage en est si prodigieusement répandu que la plus part des manœuvres de campagne sont forcés de retrancher sur leur nourriture pour s'en procurer, et n'est-il pas à craindre que l'odieuse parcimonie des traitants, les entraves inouïes qu'elle leur a fait inventer pour se procurer le débit et la consommation d'une denrée éventée et corrompue n'en dégoutent la génération future et ne minent sourdement cette partie considérable des revenus du prince ?

Tabac.

5. La diminution des appointements du receveur général de la province, si tant est qu'il soit reconnu nécessaire, la suppression des receveurs baillagers et particuliers, sont un point de réforme non moins urgent et essentiel. Ces sangsues publiques, engraissées du sang du peuple, insultent par un luxe insolent à sa misère et consomment souvent sa ruine par d'étranges vexations. Nous ne parlerons point ici des taxes arbitraires, des cottes d'office que l'administration intermédiaire, séduite et déterminée par la passion, la haine et la vengeance de quelques-uns de ces subalternes ont plus d'une fois attirée sur la tête d'utiles cultivateurs et d'industriels commerçants ; ces excès, ces abus d'autorité sont connus de toute la province et ils tendent à tarir dans leurs sources les deux mamelles de l'État. Chose plus révoltante encore ! ces receveurs oisifs par opulence et dédaignant toute occupation sérieuse, s'en reposent sur de vils commis qui, sous le nom d'huissiers des tailles, en perçoivent une seconde sur les communautés par les commandements factices et mensongers qu'ils ne manquent jamais d'adresser exactement par chaque

Frais de perception des impôts.

trimestre, et sans sortir du bureau de leurs commettants aux collecteurs timides et tremblants qui ont la foiblesse d'y déférer avant que la répartition n'en soit faite sur les contribuables. Cette foule de publicains pourroit être comparée à ces nuées de sauterelles ou d'insectes dévorants qui désolent et ravagent quelquefois nos contrées : les revenus de l'État, le prix des sueurs et des travaux du pauvre, nous sont expressivement représentés par l'emblème de la livre de beurre.

Haras.

6. L'institution et l'établissement des haras mérite également l'animadversion publique et la censure de tout bon citoyen. Sans entrer ici dans le détail des dépenses superflues qu'ils occasionnent à la province, surtout dans les temps de calamités, qu'il soit permis à de pauvres campagnards d'observer à l'administration que son zèle et son amour pour le bien public sont souvent trompés et induits en erreur par les personnes intéressées à en proner l'utilité et les avantages. L'expérience nous a détrompés ; nos contrées se dépeuplent de chevaux destinés à la culture des terres par l'impossibilité physique qu'un ou deux étalons souvent énervés puissent fournir au saut des juments de tout un arrondissement. C'est donc une ressource enlevée aux cultivateurs et une surcharge gratuite pour la province.

Écoles vétérinaires.

7. Les écoles vétérinaires méritent sans doute l'approbation et la louange du public, mais n'est-il pas surprenant que dans le siècle des lumières, de la bienfésance et de l'humanité, on ait oublié les hommes ? L'administration, il est vrai, répand dans nos campagnes différents remèdes et médicaments pour subvenir au soulagement des malheureux, mais où est le guide expérimenté qui en juge et en détermine l'application ? Ces secours deviennent quelquefois meurtriers pris à contre-temps, funestes par défaut d'art et de connaissances, et ne seroit-il pas digne de la nation la plus policée de l'Europe de

substituer à tant d'établissements moins utiles celui d'un médecin instruit dans un certain arrondissement, ou par une économie peut-être mieux entendue l'encourager par quelques privilèges ou quelques marques distinctives, à visiter et soigner, quand il en serait requis, les pauvres malades des campagnes?

8. Enfin, quoique le règne féodal ait disparu en France, la mainmorte, la corvée, la taille seigneuriales, le droit de guet et garde surtout (puisqu'il n'a plus aujourd'hui d'objet, et que les seigneurs ne sont plus dans le cas d'accorder à leurs vassaux ni azile ni protection, que leurs fossés et leurs châteaux ne sont plus en état de défense et que la plupart les aient convertis en des lieux de plaisance et de commodité) nous rappellent encore les temps d'aristocratie dont la tradition de nos pères nous a conservé la mémoire. On nous opposera sans doute ici les droits sacrés et inviolables de la propriété : ah ! sous l'empire du héros de l'humanité, les grands, jaloux de lui plaire; n'auroient-ils pas le courage de lui ressembler par la remise gratuite et volontaire de ces droits si peu importants pour eux et si onéreux pour nous. Hélas ! faut-il qu'un fatal égoïsme, une aveugle cupidité, glacent leur sensibilité et enchaînent leur bienfaisance !

Droits féodaux.

Telles sont les justes plaintes et doléances, les très humbles remontrances que les habitants de Marchéseuil osent adresser à l'élite de la nation, chargée de la représenter dans une assemblée la plus mémorable de toutes, qui fera, par sa juste et nouvelle organisation, l'époque la plus glorieuse du règne de Sa Majesté comme la plus intéressante de la monarchie. Puissent les illustres dépositaires de la confiance publique en justifier le choix par leur prudence et leur haute sagesse ! Ils vont avoir entre leurs mains le destin de la France et de la Bourgogne en particulier. Puissent les députés des trois ordres se ressouvenir que les précédentes, et notamment celle de 1614, n'ont apporté aucun remède à nos maux ni soulagement à nos

misères ! Puissent-ils surtout par une sainte union et une heureuse harmonie correspondre aux vues d'un monarque juste et bienfaisant, lui rendre le calme et la tranquillité dont il est privé depuis si longtemps, en assurant la félicité publique, en remédiant aux abus qui pèsent sur le cœur sensible et paternel de ce digne rejeton d'Henri quatre. L'estime et la reconnoissance publique les attend au bout de la carrière ; ils mériteront une place distinguée dans le temple de mémoire, la renommée publiera leurs vertus en consacrant leur patriotisme, et nous apprendrons à nos enfants à bégayer leurs noms chers à la patrie.

A Marchéseuil, le 14 mars 1789.

NOTA que le Chapitre de la Cathédrale d'Autun vient d'enlever à la paroisse de Marchéseuil une prodigieuse quantité de bois dont elle avoit la jouissance immémoriale en payant audit Chapitre une redevance d'un boisseau de froment, mesure d'Autun, par chaque feu. Cette paroisse avoit d'abord défendu à la demande de ce corps riche et puissant ; mais pouvant à peine fournir aux impositions annuelles et progressives, cette malheureuse communauté épuisée, n'ayant pu fournir aux dépenses qu'exigeoient la défense d'un droit sacré et incontestable, eut la douleur de succomber par déffaut : c'est donc ici le pot de fer contre le pot de terre. Chose plus affreuse encore et plus inouïe ! le Chapitre a fait jouer des ressorts secrets, et à force de ruses et d'artifices, a surpris un désistement de la part d'un grand nombre des membres de cette communauté ainsi que de plusieurs forains, et par ce moyen est venu à bout de se le faire adjuger par le Conseil, et les frais occasionnés par la perte de ce procès, l'impossibilité de relever le défaut vient de consommer la ruine de ces malheureux. Ils ne craindront donc pas d'implorer dans cette circonstance, qui leur est particulière, la justice et la protection spéciale du

gouvernement, attendu qu'ils n'en payent pas moins le boisseau par feu, malgré qu'ils soient privés de ces bois.

A Marchéseuil, lesdits jour et an.

J. LANTISSIER, MOREAU syndic, FRANÇOIS DESERTEAU, JEAN PONNELLE, A. RAVET, CLAUDE MOREAU, RÉNÉ MANLAY, COMMUNEAU, ANDRÉ ROBLOT, POUSSIER, J. P. COMEGRAIN, GUENOT, RENAULT, LEFEBVRE député, DESCHAMP, P. COMMUNAUT, PONELLE député, BOUHÉRET notaire royal.

XXIX

DOLÉANCES DES HABITANS DE MESVRE.

AU ROY.

SIRE, les charges dont il a vous plu nous accabler jusques à présent ne nous ont jamais occasionné le plus petit murmure: c'étoit cependant notre seule consolation puis que vos ordonnances sont précis, vos édits positifs et vos décrets irrévocables. Nous avons assez récriminé sur la noblesse et le clergé qui possèdent peut-être plus des trois quarts des biens de votre royaume et qui ne concourent en rien à notre soulagement, bien au contraire. Et puisque Sa Majesté veut bien aujourd'huy nous permettre de témoigner nos doléances et nos plaintes sur notre triste état, nous osons lui exposer qu'il ne faut pas qu'elle soit surprise si le royaume de France ne produit pas encore autant qu'il devoit le faire : quoique le pays que nous habitons soit maigre et sujet aux ravins et autres inconvénients, ce n'est que parce que l'ouvrier ne peut vivre, ne peut élever sa famille qui languissante ainsy que lui est dépourvue de forces, se trouvant d'ailleurs chargés par les propriétaires ou fermiers dont ils cultivent les biens, comme de belles mains, etc., etc. En joignant à ces charges celles du roy, les rentes et redevances seigneurialles, comment

le peuple peut-il subsister? qu'y a-t-il de plus odieux de la part des seigneurs? S'il se trouve dans la contiguité de leurs héritages quelques biens de différents particuliers, ils prennent tous les mesures nécessaires pour les réunir aux leurs de gré ou de force. Si un propriétaire jouissant d'un bien de main-morte vient à mourir sans enfants, on voit ce seigneur sans égard et sans charité, comme *lupus rapax*, s'emparer de son bien au mépris de ses parents quelque nécessiteux qu'ils puissent être.

S'il se trouve des communautés ¹, ils s'en emparent sans oser nous plaindre. C'est toujours ici la loi du plus fort.

Il se trouve dans cette paroisse un prieur commandataire qui obtient continuellement des permissions des coupes de bois, exposant que c'est pour réparer les bâtiments du prieuré, et il ne s'en fait point ². Tout ce qu'on a fait depuis environ vingt ans, c'est qu'on a converti l'église en granges et en écuries : nous ne pensons cependant pas que ce doive être l'emploi convenable. D'ailleurs nous sommes privés de l'engrais de nos bestiaux parce que nous avons le droit de paccage dans tous ses bois : en faisant coupe sur coupes, nos bestiaux sont en moindre nombre et en moindre valeur. Bien plus, on ne fait point de récolement, et si après dix ou douze ans on échappe dans ses bois on est puni très rigoureusement jusqu'à avoir fait dresser une infinité de procès-verbaux contre nous, au mépris de votre édit portant permission de faire paccager les bestiaux dans tous les bois deffensables, tandis qu'il y avoit 26 ans que la coupe étoit faite sans être récolée.

Participation du clergé et de la noblesse aux charges publiques.

Nous supplions donc Sa Majesté d'avoir la bonté de rectifier tous ces abus et de vouloir bien faire supporter les charges qu'il lui plaira nous imposer par la noblesse et le clergé ;

1. Des communaux.

2. De réparations, sans doute.

De supprimer tant de maisons conventuelles qui jouissent d'un très grand revenu pour peu d'individus : aussi le luxe dans leurs maisons, les parties de la société mondaine et la sensualité font leur seule occupation, tandis que le malheureux laboureur, qui est le soutien de l'État par ses travaux, languit sous le poids et la rigueur de toutes les saisons ;

Suppression des
convents.

Que la mainmorte si odieuse au François, qui suivant l'étymologie de ce mot, est franc, soit abolie ;

Abolition de la
mainmorte.

Que les jurés priseurs soient supprimés en leur remboursant la finance de leurs charges. Ce sont des officiers très onéreux : viennent-ils dans nos maisons de campagne faire des visites ? à peine se trouve-t-il de quoi les payer du montant de la vente. Nous avons des notaires dans nos campagnes qui très sûrement nous traiteroient avec plus d'humanité et de charité ; ¹

Suppression des
jurés priseurs.

Que tant de receveurs de vos impositions soient supprimés, entre autres les gabelles, et rendre le sel et le tabac libre et commun dans toute la France : en ce qu'il est aisé de démontrer qu'il n'entre pas dans vos coffres la douzième partie de vos fonds, ce sont là les sangsues de votre royaume.

Diminution des
offices de finances.
Liberté du com-
merce du sel et du
tabac.

Qu'il nous soit permis, Sire, de vous supplier de rectifier un abus très préjudiciable : à peine un curé, effatué de son respectable caractère et souvent d'un faux mérite, entre-t-il dans un bénéfice, qu'il commence par réformer tout ce que ses prédécesseurs ont fait, et sans égard pour ses misérables habitants, et même sans charité, présente sa requête au seigneur intendant qui sur le champ l'appointe et la fait passer à monsieur son subdélégué, et enfin vient à bout de son entreprise qui très souvent coute plus que deux années de la taille royale.

Clergé.

1. Le rédacteur de ce cahier était le notaire du lieu, N. Verneret.

Suppression des États provinciaux et périodicité des États généraux.

Que les États provinciaux soient supprimés, en rendant les États généraux périodiques de cinq en cinq ans, à jour fixe, sans que besoin soit d'une nouvelle intimation.

Suppression des corvées.

Que l'entretien des routes royales se fasse à prix d'argent et non par corvées, et que les frais pour icelles soient statués par un ou plusieurs rôles, en soumettant à cette imposition le clergé et la noblesse.

Extension de la compétence des juges seigneuriaux.

Que les juges des seigneurs soient domiciliés dans leur justice, et qu'ils jugent sans frais souverainement jusqu'à la somme de vingt-cinq livres.

Juges royaux.

Que tous autres officiers de justice exercent leurs fonctions gratis et sous un certain délai qu'il plaira à Sa Majesté fixer, en par elle et sur les deniers de la province leur payant une somme relative à l'importance de leurs fonctions, et que parmi lesdits juges il s'en trouve de la noblesse et du tiers-état.

Prêt à intérêt.

Cotes d'office.

Que toutes obligations attermoyées portent intérêts, qu'on ne puisse lancer sur un particulier aucune cote d'office du seigneur sans que les habitans de sa communauté par une assemblée n'ayent déclaré s'il est imposé ou non suivant ses facultés.

Droits seigneuriaux.

Que les moulins bannaux soient supprimés, enfin qu'un seigneur ne puisse avoir le droit de rentrer dans un bien vendu dans sa directe, mais seulement d'en percevoir les lods, et qu'il soit permis de racheter les droits seigneuriaux et censuels suivant le taux des États généraux et l'estimation faite par experts, à l'exception de la justice, nous en rapportant au surplus à tout ce que MM. les députés du tiers-état auront décidé et décideront, et demandant conjointement à iceluy qu'on délibérera par tête et non par ordre.

Vote par tête.

PIDAUULT, BOUHÉRET, MORIZOT, JEAN GENEVOY, JAQUE GAGNE, BOULLEY, CHAMBRIONT, MANLAY, GONEAU, P. GUINOT, VERNERET, notaire.

XXX

DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE MILLAY.

SIRE, le grand événement qui fixera l'époque la plus glorieuse de votre règne en cédant au vœu de la nation entière, la sagesse de Votre Majesté va rassembler autour d'elle les lumières et l'amour de son peuple [*sic*].

Les habitants de la partie de votre province de Bourgogne, située en la paroisse de Millay, rassemblés aujourd'hui par votre bonté [*sic*], nous fait espérer devoir rétablir aussi par la suite ces assemblées antiques où chaque province affermissoit son état, calculoit ses facultés et ses charges, proportionnoit ces dernières à ses ressources et portoit au pied du trône des résultats sûrs, dictés par leur amour pour leur prince et tendant à sa félicité.

La communauté de cette petite partie, Sire, ne sollicite pas de votre justice une protection particulière pour sa province : la bonté de votre cœur parcourt tout son royaume, embrasse tous les besoins de son peuple. Non, Sire, elle n'en a point d'autre en ce moment que celui de votre félicité. C'est pour l'opérer plus sûrement qu'elle se réunit pour faire à Votre Majesté de respectueuses remontrances sur la formation tant des États généraux du royaume que de ceux de la province. C'est pourquoi nous vous présentons, Sire, nos très humbles réclamations et doléances par l'entremise de Monsieur le lieutenant général criminel du baillage, chancellerie et siège présidial d'Autun, commis à cet effet, lesquelles nous mettons sous la protection de Monsieur Nekre, votre sage et vertueux ministre, directeur des finances, comme elles suivent :

1. Que le nombre des députés du Tiers-État aux États généraux soient en nombre égal aux deux premiers ordres réunis

Formation des
États généraux.

où tous les ordres délibéreront ensemble, où les suffrages seront comptés par tête, et dans le cas de contestations indécises nous en rapportant à la sagesse de la bonté paternelle de Sa Majesté, aidée des sages et lumineux conseil de son vertueux ministre des finances.

Adhésion au cahier de la communauté de St-Léger-sous-Beuvray.

2. Et au surplus, les habitants ayant eu connoissance du cahier de remontrances et doléances fait par les habitants de la paroisse et communauté de Saint-Léger-sous-Beuvray, mêmes province et ressort, déclarent qu'ils font les mêmes remontrances et doléances et adhèrent à ycelles. Le présent a été signé par nous sousignés, les autres habitants ne savent signer.

GROS, COUSSON, CONTANSON, BERGER, COUSSON, P. ROLLOT, GEOFFROY.

XXXI

CAHIER DES DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DU GRAND ET PETIT MOLOY.

Participation des trois ordres aux charges publiques.

Vue la bonté qu'il a plu à Sa Majesté de permettre à ses sujets de luy exposer leurs sujets de doléances, plaintes et remontrances, les habitants de la communauté du Grand et Petit Moloy, paroisse de Saint-Léger-du-Bois, dient que ladite communauté étant trop surchargée d'impositions royales, c'est un fait que son imposition totale n'a jamais été payée sans frais, et il régne tant de misères dans cette communauté que leur soupe ordinaire est une soupe à l'huile avec très peu de pain de seigle dont le son n'est pas séparé de la farine, d'orge, étant la moitié d'avoine, encore bien souvent point du tout; leur souper, dans de la boulie d'orge, de turquie et de pommes de terre, et bien souvent sans sel, parceque le prix étant de treize sols neuf deniers la livre, dans les villes, et quatorze sols dans les campagnes, étant sy rude, que le pauvre

n'en peut plus avoir du tout. Dans cinquante feux qui sont dans cette communauté, à peine s'en trouve-t-il sept qui peuvent vivre autrement : c'est pourquoi cette communauté demande que les seigneurs et le clergé payent tous les impôts quelconques proportionnellement au tiers-état.

2. Ils demandent encore que tous les droits seigneuriaux soient supprimés et rachetables à la volonté de Sa Majesté ; ils demandent que la mainmorte soit aussy supprimée, parce que rien ne décourage plus le cultivateur ; elle empêche presque totalement les mariages et le commerce.

Abolition des
droits seigneuriaux
et de la mainmorte.

3. Ils demandent encore que les corvées le soient aussy, ou que lesdits seigneurs accordent dans leur prairie, qui était autrefois banale, ainsy que dans leurs autres preys et terres, le pacage de leurs habitans, comme anciennement ils en jouissoient. On doit concevoir combien ces corvées sont nuisibles aux habitans en ce que les seigneurs les demandent les jours propres au travail, et qui n'ont pour ainsy dire pour eux que les jours impropres au travail, c'est-à-dire à récolter.

Corvées.

4. Ils demandent encore qu'ils ne soient plus attachés aux moulins des seigneurs. C'est une charge réelle : on paye régulièrement au-dessus de la mouture des moulins non sujets, et sy on manque d'y aller, le meunier ne craint pas d'envoyer le sergent au pauvre sujet et luy fait beaucoup de frais.

Moulins.

5. Ils demandent aussy que les droits attachés aux charges d'huissiers priseurs soient supprimés parce qu'ils sont trop dispendieux. Bien souvent on ne trouve pas de quoy de les payer dans les hoiries des pauvres mineurs : beaucoup de tuteurs laissent ces hoiries à néant, dans la crainte qu'il n'y ait pas le de quoy payer ces droits si odieux.

Huissiers pri-
seurs.

6. Ils demandent aussy que les droits de tierce appartenant au seigneur soient supprimés, par la raison que le seigneur

Droit de tierce.

lève la gerbe de huit et veut même tiercer les pommes de terre, et encore il y a bien les trois quarts de ladite communauté, et même les terres payant rente audit seigneur, qui sont sujettes auxdites tierces.

Grandes routes. 7. Ils demandent encore que les grandes routes soient entretenues conjointement et proportionnellement par les trois états.

Frais de perception. 8. Ils demandent encore que la recette des deniers royaux se fasse au rabay et qu'elle soit rendue dans les coffres du roy avec le moins de frais possible. Ce sont toutes ces surcharges qui sont cause qu'on ne voit dans les maisons de campagne que mauvais linges, mauvais lits, et dans plusieurs pas de pain.

Communaux. Dans ladite communauté il n'y a aucun bois et très peu de pasquiers communaux : la vérité est que les pauvres ne peuvent tenir aucun bétail faute de paccager.

État de la communauté. La vérité est que le seigneur possède les trois quarts de ladite communauté, le reste étant bien chargé de rentes envers ledit seigneur, qui sont beaucoup enmêlées, et plus de trente tenementiers dans plusieurs meix attachés aux manuels ¹ dudit seigneur, son fermier, ayant fait refus de les recevoir à cause de la solidité, tant lesdits fermiers que ledit seigneur ont fait de grands frais contre les censitaires, jusqu'à les obliger de fournir un commissaire à terrier pour lever les plans de ladite communauté et leur faire des égalations pour obtenir leurs rentes. La vérité est qu'il y en aura bien la moitié qui seront obligés de vendre une grande partie de leurs biens pour se retirer de cet objet.

J. MEREAU, JACQUE FICHOT, MAUBON, FICHOT, JEAN SIVRY, FICHOT, L. MAUBON, JEAN FICHOT, P. MAUBON, L. JACQUELIN, J. AILLOT, COUPET, JOLLY, F. DUBUET, J. DUBUET, MAUBON, DUBUET, LÉONARD FICHOT (*un nom illisible*).

1. Aux manuels où sont inscrits les noms de ceux qui sont grevés de rentes foncières envers le seigneur.

XXXII

CAYER DES PLAINTES, DOLEANCES ET REMONTRANCES DES HABITANS
DE MONTELOU.

1. Que la mainmorte soit abolie, attendu qu'elle fait un tort considérable aux familles. Mainmorte.
2. Que tous les domaines sont cultivés par des métayers qui ont ou devraient avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail : cependant il résulte que par les réserves insérées dans les baux à métairie, ces cultivateurs ont à peine le quart; il seroit donc nécessaire d'empêcher toutes ces réserves. Baux à métairie.
3. Demandent que tous les impôts soient répartis proportionnellement à la propriété et faculté de chaque individu : plus de cottes d'office, la corvée abolie. Égalité de l'impôt. Cotes d'office, corvée.
4. Le riche comme le pauvre contribuera à l'entretien des routes, la milice sera supportée par tous les individus quels qu'ils soient, sans distinction. Grandes routes, milice.
5. Que les juges des justices inférieures soient souverains jusqu'à la somme de cinquante livres. Extension de la compétence.
6. La suppression des droits qu'ont les seigneurs de faire réparer les fossés de leur château. Fossés des châteaux.
7. La suppression de la solidité des redevances seigneuriales, banvin et banalités de toutes espèces. Suppression de la solidité, banvin et banalité.
8. Qu'il soit permis d'emprunter de l'argent à cinq pour cent pour l'utilité du commerce et autres nécessités. Prêt à intérêt.

Gardes particu-
liers.

9. Que les gardes des bois, chasses et pêches seront accompagnés de deux particuliers lorsqu'ils feront leurs tournées, et seront tenus, le cas arrivant, trouvant des particuliers mésusant, de dresser sur le champ leurs procès-verbaux dans lesquels il sera fait mention des deux particuliers accompagnant.

Augmentation des
portions congrues.

10. Demandent que les portions congrues des curés de campagne, ainsy que des annexes, soient augmentées jusqu'à la somme de quinze cents livres, ou que la dixme leur soit relâchée lorsqu'elle équivaudra à cette somme.

Droits de timbre,
de contrôle et oc-
trois.

11. Se plaignent que les droits du timbre controle sont devenus exorbitants, qu'il faudroit les diminuer et les fixer; que les octrois n'ont été établis que pour surcharger le peuple, qu'il faudroit les abolir entièrement, attendu qu'ils gênent considérablement le commerce.

États provin-
ciaux.

12. La réforme de l'administration, la meilleure qu'on puisse adopter, est celle du Dauphiné qu'ils réclament.

Sel.

13. Que le sel est trop cher en Bourgogne, qu'il seroit possible de l'avoir à trois sols la livre en le rendant marchand; que l'État n'a pas besoin de tous ces gens employés dans les traites et gabelles, qu'ils occasionnent des dépenses considérables sans aucun bénéfice réel.

Committimus.

14. Demandent l'abolition des lettres de *committimus*, attendu qu'elles entraînent la ruine des sujets.

Frais de percep-
tion.

15. Remontrent que les recettes devroient être portées sans frais dans le trésor royal; qu'à l'avenir ils supplient qu'aucun d'eux ne puisse être emprisonné pour le fait des impositions.

Communaux.

16. Se plaignent encore lesdits habitans que les seigneurs se sont emparés de leur communauté, paccage et usage, qu'ils

ne cesseront de réclamer ces droits dans l'état dont ils en jouissoient cy-devant; que par ce moyen les habitans étant privés de leur paccage ils ne peuvent s'abandonner au commerce qui seul peut faire fleurir l'État.

17. Demandent que toutes les redevances seigneuriales, Rachat des redevances seigneuriales. quelles qu'elles soient, soient rachetées au denier vingt-cinq.

LABRUÈRE, RAVATIN, TÊTARD, CLAUDE BAUDRAND, BRÉ, JEANTIN. Paraphé *ne varietur*, VERGER, notaire requis.

XXXIII

DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE MONTORGE EN LA PAROISSE DE COUCHES.

Ce jourd'huy quinze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, à heure de trois de relevée, en l'auditoire du prieuré de Saint-Georges de Couches, où l'assemblée de la communauté de Montorge, Combreau, La Croix-Valot, le Bois-Jean-Gras et dépendances, justiciables de la justice dudit prieuré de Saint-Georges de Couches, a été convocquée à la manière accoutumée, par-devant nous Jean Ségoillot l'aîné, notaire royal audit Couches, bailly et juge ordinaire de ladite justice, laquelle assemblée a été provocquée à la diligence de Charles Nectoux, marchand, demeurant audit Montorge, collecteur et syndique de laditte communauté, ont comparu par-devant nous juge avant dit, sieur Vivant Minard, Charles Nectoux, Jean Parise, André Baroin, Prosper Jaquelin, François et Jean Ponsot frères, Jean-Baptiste Dévigne, André Dévigne, André Guillien, Claude Nectoux, Jean Lagros, Jean Bachelet, Jean Questat, tous habitans de la susdite communauté, compris dans les rolles des impositions d'ycelle communauté composée de vingt-un feux,

lesquels pour obéir aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles, le vingt-quatre janvier dernier, pour la convocation et tenue des États généraux de ce royaume et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé, ainsy que de l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général criminel au baillage et siège présidial d'Autun, et à l'exploit de signification qui leur en a été faite à la voie dudit Charles Nectoux, leur syndique, par exploit de l'huissier Renaud, du quatre du courant, de tout quoy lesdits habitans, tous nés François, âgés de plus de vingt-cinq ans, nous ont déclaré avoir une parfaite connoissance, tant par la lecture qui vient de leurs en être faite que par la publication cy devant faite au prône de la messe paroissiale de Couches par Monsieur le curé dudit lieu, le huit du courant, et par la lecture et publication et affiche pareillement faite le même jour, à l'issue de laditte messe de paroisse, au devant de la porte principale de ladite église, nous ont déclaré qu'ils alloient d'abord s'occuper de la rédaction de leurs cahiers de doléances, plaintes et remontrances, et en effet y ayant vacqué, ils nous ont représenté ledit cahier, qui a été signé par ceux desdits habitans qui savent signer, et par nous, après l'avoir cotté par première et dernière page et paraphé *ne varietur* au bas d'ycelles.

Et de suite lesdits habitans, après avoir mûrement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer en conformité desdites lettres du roi et règlements y annexés, et les voix ayant été par nous recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur de Vivant Minard et François Ponsot cy présents, qui ont accepté laditte commission et promis de s'en acquitter fidèlement, et auxquels députés lesdits habitans comparans donnent pouvoir de paroître pour eux aux États généraux aux conditions suivantes :

Formation et ordre des États généraux.

1^o Que les États généraux seront composés de membres librement élus; que les députés du tiers-état seront en nombre

égal à ceux de la noblesse et du clergé réunis ; que les délibérations seront prises en commun et les suffrages donnés à voix haute et comptés par tête, leur recommandant de faire tous leurs efforts pour obtenir que les suffrages soient pris dans chaque ordre alternativement, sçavoir : un du clergé, un de la noblesse et deux du tiers-état.

2° Qu'ils ne consentiront à aucunes distinctions humiliantes, et qu'à l'exception de la préséance qu'ils laisseront au clergé et à la noblesse, ils maintiendront l'égalité pour tout le reste.

Abolition des distinctions entre les trois ordres dans la tenue des États.

3° Qu'ils ne s'occuperont d'aucuns impôts qu'ils n'ayent fait dans les États généraux une loi par laquelle les droits constitutifs de la nation seront reconnus et assurés.

Constitution de l'État.

4° Que les députés concoureront de même, avant de s'occuper d'aucuns subsides, à ce que la promesse faite par Sa Majesté de former les États provinciaux au seing des États généraux soit accomplie ; qu'en conséquence lesdits États provinciaux, notamment ceux de la province de Bourgogne, soient établis et régénérés dans la forme déterminée pour les États généraux par l'article premier du présent mandat.

Constitution provinciale.

5° Pourront néanmoins, si les circonstances nécessitaient impérieusement des secours extraordinaires et momentanés, en accorder avant que la constitution, tant des États généraux que des États provinciaux, ait été entièrement rétablie.

Subsides.

6° Pourront, en conséquence des articles trois et quatre cy dessus, renoncer aux privilèges de la Bourgogne en ce qui ferait obstacle à l'établissement d'une constitution uniforme dans le royaume, en tant que les autres provinces feront la même renonciation.

Renonciation aux privilèges particuliers de la province.

7° Feront valoir le vœu de leurs commettants pour que la loi mentionnée en l'article trois soit fondée sur les bases suivantes :

Constitution de l'État.

Périodicité des
États généraux.

1° Que les assemblées générales de la nation aurent un retour périodique et fixe, au moins de cinq ans en cinq ans ;

Vote des lois.

2° Qu'aucune loi générale ne sera faite que dans l'assemblée générale de la nation ; qu'en conséquence les lois consenties par la nation et sanctionnées par le roi seront promulguées dans la même assemblée et avant qu'elle ne se sépare, adressées ensuite par le roi aux assemblées particulières aux provinces pour être déposées dans leurs archives et envoyées par Sa Majesté aux parlements et autres cours souveraines pour y être publiées en exécution ;

Vote de l'impôt.

3° Qu'aucuns impôts ne pourront être établis et qu'aucuns emprunts directs ou indirects ne pourront être faits que de la libre concession de la nation et dans les assemblées générales, sans que dans aucuns cas il puisse en être accordé ny consenti par les assemblées provinciales, même à titre de don gratuit ou de provision, sauf à être déterminé dès à présent par les États généraux les moyens de procurer au gouvernement les secours extraordinaires que des besoins urgents et imprévus pourraient exiger, et que le titre des monnoyes ne pourra jamais être changé que du consentement des États généraux assemblés ;

Idem.

4° Que nuls impôts ne pourront être accordés ny consentis que pour un temps limité et qui n'excèdera jamais le retour périodique de l'assemblée générale de la nation ; qu'en conséquence tous impôts cesseront de plein droit six mois après l'époque de ce retour et que ceux accordés pour un moindre tems cesseront de même de plein droit au terme pour lequel ils auront été consentis, la perception ultérieure que l'on voudrait en faire étant dès à présent déclarée crime et concussion ;

Égalité devant
l'impôt.

5° Que tous les sujets du roi indistinctement seront soumis à la contribution de l'impôt et des charges publiques, en

raison de leurs propriétés et facultés, dans la même forme et sur les mêmes rolles, sans aucuns privilèges pécuniaires quelconques et sans que l'exemption des impôts et charges publiques puisse jamais être en aucuns cas ny un payement, ny une récompense des services rendus à l'État, ny une grâce du souverain ;

6° Que la liberté individuelle des citoyens sera assurée ainsy qu'il y sera pourvu par les États généraux ;

Liberté individuelle.

7° Que les propriétés seront tellement respectées, que jamais on ne puisse y porter atteinte, ou que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité effective, juste et proportionnelle, dans le cas ou l'intérêt public exigeroit quelque changement qui leur fut préjudiciable ;

Expropriation.

8° Que la noblesse ne pourra être acquise à prix d'argent, que toutes charges, emplois et offices, tant civils que militaires, ne pourront aussi être acquis par la même voie, et qu'ils seront confiés aux citoyens de toutes les classes.

Vénalité de la noblesse et des charges.

9° Donnent également pouvoir auxdits députés de proposer, remontrer et consentir généralement quelconque tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et un chacun les citoyens de Sa Majesté.

Pouvoir général donné aux députés.

Après que la nomination desdits députés a ainsy été faite, lesdits habitans ont, en notre présence, remis auxdits députés qui sont lesdits Vivant Minard et François Ponsot, le cahier de leurs doléances, plaintes et remontrances, et ont promis de le porter à l'assemblée préliminaire du baillage d'Autun du dix-sept du courant, à neuf heures du matin, dudit jour, par-devant monsieur le lieutenant général criminel, et leur ont

donné tous pouvoirs requis et nécessaires à l'effet de les représenter à laditte assemblée pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance susdite de monsieur le lieutenant général d'Autun, et promettant lesdits députés de leur part de se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par lesdittes lettres du roy, règlement y annexé et ordonnance susdite, ainsy qu'au mandat cy dessus, desquelles nominations de députés, remise de cahier, pouvoir et déclaration nous avons à tous les susdits comparans donné acte, et avons signé avec ceux desdits habitans qui savent signer et avec ledit sieur Minard, l'un des députés, notre présent procès-verbal, ainsy que le duplicata que nous avons présentement remis auxdits députés pour constater leurs pouvoirs, et le présent sera déposé au greffe de cette justice, les jour et an avant dits.

MINARD, ANDRÉ, DÉVIGNE, SÉGOILLOT.

XXXIV

CAHIER DE DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE MORLAIX, VILLAGE ALTERNATIF DE SAISY ET DE TINTRY, ACTUELLEMENT DE SAISY, BAILLAGE D'AUTUN.

Ce jourd'huy quinze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, nous tous habitans de Morlaix, dénommés dans notre délibération cy jointe, convoqués par les ordres de Sa Majesté pour les fins y énoncées, en l'exécution desdits ordres, nous nous sommes présentement occupés à la rédaction du présent cahier de nos doléances, plaintes et remontrances, de la manière qui suit, sçavoir :

État de la communauté.

1. Que ledit village de Morlaix est un des plus pauvres de tout l'Autunois, tant à raison de la stérilité de son terrain qui ne produit que du seigle, [que de ce que] les deux tiers des

habitans sont composés de manœuvres et bucherons, l'autre tiers est de laboureurs la plus part pour autrui, très peu de propriétaires.

2. Ce village était autrefois en mainmorte; les habitans ont rédimé cet esclavage par le moyen de la vingtième gerbe qu'ils récoltent chaque année, ce qui est déjà une rançon exorbitante et énorme pour un terrain si ingrat, mais ce qui met le comble à cette surcharge c'est que chaque laboureur est de plus tenu envers son seigneur à des rentes, cens et corvées seigneuriales affectées sur leurs héritages, lesquelles sont très considérables, de sorte qu'ils ne retirent pas pour payer le seigneur.

Idem.

3. Que les impositions royales trop fortes pour nos facultés ne sont point réparties suivant les possessions d'un chacun, que d'ailleurs les vexations que commettent journellement les préposés à cette recette sont exorbitantes. C'est pourquoy, usant du droit que vous nous accordez de vous adresser nos plaintes et de vous remontrer les moyens que nous croyons les plus convenables pour nos soulagemens particuliers et celui de tous nos concitoyens, vos sujets, nous vous prions de vouloir bien nous descharger de partie de nos impositions, ou, si le besoin de l'État ne le permet pas, de nous accorder le droit de les faire répartir plus également qu'elles ne le sont, de nous délivrer du droit odieux de mainmorte qui gênant le laboureur qui n'est qu'usufruitier de son fonds le luy fait négliger, et par là ôte des productions à l'État absolument nécessaires pour le faire fleurir; car alors, délivrés de ce joug, l'on nous verroit cultiver avec plus d'ardeur les fonds que nous saurions ne pouvoir passer en d'autres mains que celles de nos enfans, l'on verroit renaître l'abondance dans nos climats et la joie de pouvoir un jour contribuer au besoin de l'État et au bonheur de notre auguste souverain.

Répartition de
l'impôt.

Dîmes et tierces. 4. Lesdits habitans payent aussi par chaque feu une mesure de seigle, tant à messieurs le curé de Saisy et de Tintry, chaque année, de même qu'un droit de tierce qui se perçoit au seigneur du lieu. Outre ces dîmes, ce qui absorbe entièrement tous les revenus de ce lieu, outre ce que dessus, est un manuel
Rénovation du terrier. ou terrier sy ancien que les habitans de Morlaix ne peuvent plus connaître ce qu'ils doivent, pourquoy ils supplient humblement Sa Majesté de vouloir leur accorder la permission d'enjoindre leur seigneur à une rénovation de terrier.

Sel et tabac. 5. De nous diminuer le prix du sel et du tabac qui par l'habitude que plusieurs de nous en ont contractée le rend absolument nécessaire.

Moulin banal. 6. Lesdits habitans sont assujettis à une bannalité de moulin où ils se trouvent beaucoup vexés de leurs grains : pourquoy ils demandent être renvoyés de ce droit.

Frais de justice. Nous venons de vous remontrer, SIRE, notre misère et les moyens que nous croyons nécessaires pour nous soulager. Il ne nous reste plus qu'à vous prier de vouloir bien fixer votre attention sur l'objet qui intéresse le plus nos propriétés, qui est la justice, dont les frais trop dispendieux nous réduisent souvent, avec le meilleur droit possible, dans la misère. Puisse votre bienfaisance, votre bonté, depuis longtemps connue, nous exaucer, et soyez persuadé que de notre côté nous ne cesserons de bénir le jour où le ciel vous a fixé pour jamais notre roy et notre père.

Ne varietur, DARCY, notaire royal.

PHILIBERT MÉRAU, JEAN CHAUSSARD, ÉTIENNE MARÉCHAL, FRANÇOIS CHEVALLIER, CHARLES DE CREUSEFOND, PHILIBERT MOREAU, C. DUCHEMIN, ANDRÉ CHAMOY, FRANÇOIS MARCHAL, JEAN MOINE.

XXXV

CAHIER DE LA PAROISSE DE MORILLON CONTENANT REMONTRANCES ET DOLEANCES
EN EXÉCUTION DES LETTRES DU ROY.

1. Qu'il est fort intéressant pour le royaume que le roy rentre dans tous ses domaines aliénés ou engagés, à quelque titre que ce soit, notamment dans le comtat d'Avignon et pays Venaissin. Retour à la couronne des domaines aliénés.
2. Que tous les immeubles du clergé régulier soient vendus sans nulle distinction ny exception. Vente des biens du clergé régulier.
3. Qu'il soit supprimé quelques communautés religieuses hors d'état de subsister et dont le nombre est trop grand, avec pension aux religieux des deux sexes. Suppression de quelques communautés religieuses.
4. Obliger le clergé à payer ses dettes, et pour y parvenir incessamment, le roy se réservera la nomination à faire quand bon luy semblera, des abbayes et bénéfices considérables qui vacqueront jusqu'à acquittement de dettes, revenus desquelles il leur donnera le placement à l'économat. Dettes du clergé.
5. Que nos seigneurs les prélats résideront dans leur diocèse aux fins de répandre pour le bien de l'État et sur leurs diocésains indigents les dépenses qu'ils font pour aller à Paris, y séjourner et en revenir. Résidence des évêques.
6. Que tous les immeubles du clergé seront imposés également au même rôle chacun pour sa qualité. Impôt des biens du clergé.
7. Ordonner l'abolissement des lettres de cachet pour que les membres du clergé soient jugés par leurs juges [?] Lettres de cachet.
8. Qu'il est essentiel de supprimer la gabelle, que le sel et le tabac soient marchands. Sel et tabac.

Frais de perception.

9. Que les deniers de toutes les villes et communautés du royaume soient portés directement au trésor royal par la maréchaussée, de brigade en brigade, et qu'à cet effet toute charge de receveurs généraux et particuliers soit supprimée.

Adhésion au cahier du tiers-état de Dijon.

10. Et enfin, que ladite communauté adhère et consent à la requête présentée à Sa Majesté par le tiers-état de la ville de Dijon, du dix-huit janvier dernier, et notamment que le tiers-état aura à l'avenir autant de députés aux États de Bourgogne que le clergé et la noblesse ensemble et qu'à cet effet les députés du tiers-état opineront par tête et non par corps.

MUNERET, MARET notaire royal. ¹

XXXVI

CAYER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DU TIERS-ÉTAT
DE LA PAROISSE DE NEUVY.

Les habitans s'étant assemblés conformément aux ordres du roy, ils ont consenti tous d'une voix aux articles suivants :

Adhésion à la requête du tiers-état de Dijon.

1. Ils adhèrent en tout à la requête présentée à Sa Majesté par messieurs du tiers-état de la ville de Dijon, en datte du dix-huit janvier derniers, et notamment en ce que le roy y est supplié de luy accorder autant de députés aux États de la province qu'au clergé et à la noblesse réunis, et que les députés opineront par tête et non par ordre.

Domaines aliénés.

2. Ils pensent qu'il conviendrait que Sa Majesté rentre dans ses domaines aliénés, particulièrement dans le comtat d'Avignon et le pays Venaissin.

1. L'orthographe de ce cahier est absolument informe : *chaiet* pour cahier, *cachun* pour chacun, *selle* pour sel, *ordinaire* pour ordonner, *gugés*, *guges*, pour juger, juges, etc., etc.

3. Qu'il soit supprimé celle des communautés religieuses qui s'éteindraient faute de sujets, et qu'il soit vendu des immeubles du clergé réguliers ce que le roy jugera à propos. Clergé régulier.
4. Qu'on oblige le clergé à payer ses dettes, et que pour y parvenir plus efficacement le roy soit supplié de sursoir à la nomination des bénéfices en commende, les revenus des quels seront placés à l'économat jusqu'à l'acquit desdites dettes. Dettes du clergé.
5. Que les évêques et archevêques résideront dans leurs diocèses. Résidence des évêques.
6. Que les lettres de cachet soient abolies, et que tout le clergé soit jugé par ses juges naturels. Lettres de cachet.
7. Que l'on supprime les gabelles et principalement celle du sel, et qu'il soit rendu marchand. Gabelles.
8. Que les impositions des peuples soient portées directement au trésor royal ; qu'en conséquence tous les offices de receveurs généraux et particuliers soient à jamais éteints. Frais de perception.
9. Que les grands chemins soient désormais autant à la charge des ecclésiastiques et des nobles que du tiers-état. Entretien des grands chemins.
10. Que les cottes d'office soient incessamment supprimées. Cotes d'office.
11. Considérant que l'agriculture est la principale richesse de l'État et qu'elle ne sera jamais florissante si le laboureur ne d'un jouit d'une certaine aisance ; voyant néanmoins qu'on luy impose tous les jours de nouvelles charges qui le découragent ; que si au bout du bail il a quelque profit on luy retient inhumainement sous le prétexte d'une visite à faire dans les fonds qu'il cultive : il soit ordonné que le laboureur aura la moitié franche des fruits de sa culture, sans qu'il soit permis de luy

imposer aucune redevance sous le nom de loyer ou pittance ; de plus, que lorsqu'un métayer quitte un fonds, ce à quoy seront estimées les réparations à sa charge soit remis à celui qui luy succède ou à d'autres ouvriers pour faire lesdites réparations et qu'il ne rentre nullement dans les mains du propriétaire ou fermier.

DOLÉANCES PARTICULIÈRES A LA PAROISSE DE NEUVY.

1. Le seigneur étant peu compatissant pour les misérables de la paroisse, au point de leur refuser la permission de prendre quelque peu de terre glaise pour empêcher de tomber leur chaumière, de s'opposer à ce qu'ils ramassent les sables que les eaux entraînent le long des chemins, de faire publier des lettres monitoires contre ceux qui tendent des lacets pour prendre des oiseaux passagers comme bécasses, etc., la paroisse demande :

1. De rentrer en possession d'un bois situé au finage de Chedde, dont elle a été dépouillée injustement, et d'abolir les corvées du seigneur.

2. Qu'il luy soit restitué une place publique entre le presbytère et le château du seigneur, qu'il a convertie en avant-cour et parterre planté en charmille.

3. L'abolition d'une garenne qui n'ayant aucune espèce de cloture, les lapins occupent toute la paroisse et en si grande quantité qu'ils causent un grand dommage dans les terres ensemencées, sans que le cultivateur ose tirer un seul coup de fusil pour les éloigner de ses héritages.

4. Que le seigneur rétablisse un pont sur une chaussée d'étang, lequel écrasé il y a deux ans à la vue de trois cavaliers qui ne faisoient que de le quitter, lequel pont est absolument nécessaire pour la communication des hameaux.

5. Que le droit de ses moulins bannaux soit fixe, et que dans chaque desdits moulins il soit placé une romaine ou poids de roy pour remédier aux abus qui s'y commettent tous les jours.

6. Que les officiers de la justice du seigneur résident dans l'étendue de sa seigneurie, et que lorsque les particuliers plaident avec le seigneur il leur soit libre de le traduire en première instance devant messieurs les officiers du bailliage.

7. Que le grand chemin de Bourbon-Lancy à Gueugnon devant naturellement passer par le bourg de Neuvy et ayant néanmoins été tracé au dessous, l'ancien soit au moins rétabli et conservé, afin que les voyageurs qui voudroient passer par ledit bourg n'en soient point détournés.

8. Enfin que ledit seigneur ayant cessé de cultiver deux domaines, ce qu'ils avoient de taille soit ôté de dessus la paroisse et non répartie sur elle ; de plus qu'ayant toujours eu à cœur l'ornement de leur église et voyant avec la plus grande peine l'état déplorable et même indécent où sont réduites les chapelles du Seigneur, les habitans demandent qu'il soit contraint à y faire les réparations ordonnées par M^r le grand vicaire dans sa dernière visite du mois de septembre 1785.

Fait en présence et du consentement de tous les habitans dénommés dans l'acte de nomination des députés pour le baillage d'Autun et ont signé avec nous, à l'exception des sieurs Gaspard et Roy, greffier et juge du seigneur, à Neuvy ce treize mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

DEFFRAIGNE propriétaire, ARNAULT propriétaire, REGNARD, DIBOIS, BOIRET, MARET notaire royal, NI-LACHESE.

XXXVII

CAHIER DE PLAINTES ET DE DOLÉANCE DE NION, HAMEAU ALTERNATIF DE LA
PAROISSE DE SAINT-SERNIN-DU-PLAIN ET DE DÉNEVY.

Situation.

1. Nion, composé de vingt-deux feux, situé dans un terrain très stérile et de gravier, situé dans une gorge où toutes les eaux ont toutes leurs chutes, ce qui occasionne une inondation, qu'au moment où nous croyons de recueillir le petit produit que notre terrain ingrat nous donne, que lesdites ravines nous enlèvent toutes nos petites espérances.

Rente due au seigneur.

2. Chaque feu paye une mesure de froment et trente-cinq sols en argent au seigneur, sans sçavoir sur quoi cela est affecté, demandant au seigneur le titre primitif à ses frais et dépens, à quoi nous espérons que Sa Majesté voudra bien nous faire droit à ce sujet.

Cens dû au seigneur.

3. Le cens général que le seigneur a sur ses sujets et lequel il prétend avoir nous est d'une dépense que les frais qui se font à cet égard mettent ses sujets hors d'état de pouvoir très souvent payer le principal, à plus forte raison les dépens faits par la justice seigneuriale, non compris les rentes qu'il a d'autre côté qui sont très considérables.

Rentes dues au collège d'Autun.

4. Autre terrier affecté sur notre pauvre pays, appartenant à Messieurs du collège d'Autun, et qui est bien plus considérable que celui du seigneur, ce qui met la ruine entière dans notre endroit, raison pourquoi nous recourons aux bontés suprêmes de notre monarque à nous modérer sur ces objets.

Dîme.

5. La dixme qui appartient tant à Monsieur le curé de Dénevry, qui en a la moitié entière, et le restant dont le quart est à M. le curé de Saint-Sernain, à M. le curé de Couches et

à la prévôté de Couches : surcharge terrible pour notre pauvre pays, ce qui est bien démontré dans les articles cy-dessus. La dixme se paye au quatorze : c'est bien rude pour un mauvais terrain.

6. S'il plaisait à Sa Majesté, nous lui demandons que le sel et le tabac soient diminués.

Sel et tabac.

7. Le pays, comme nous l'avons dit cy-dessus, est dans un endroit où les chemins sont si scabreux qu'il est d'un aller presque inapprochable, ce qui fait que les danrées ne peuvent pas y venir ny s'en aller.

État des chemins.

8. Nous certifions que tous les articles cy-dessus, paraphés par première et seconde page, sont vrais et véritables, et foi doit y être ajoutée. C'est pourquoi nous nous sommes sous-signés avec notre officier public, ce huit mars mil sept cent quatre vingt neuf.

FRANÇOIS MONTAGNON, MARTIN RÉTY, ANTOINE DE NINIOLLE, JEAN TAILLARD, SAPET saint dicque [*sic*] de Nion.

XXXVIII

CAYÉ DES REPRÉSENTATIONS DES HABITANS DE RECLLENNE.

Les habitans de la paroisse de Reclenne, pénétrés de respect et de reconnaissance pour le monarque bienfaisant qui leur permet de luy remontrer les abus et les vexations dont ils sont les victimes pour y remédier, remontrent :

1° Que les impôts doivent être supportés également par tous les sujets de Sa Majesté, sans exception de qualité, et respectivement de leurs facultés.

Participation des
trois ordres aux
charges publiques.

Cotes d'office.

2° Que les cottes d'office imposées sans égard aux facultés de ceux qui en sont frappés, soient abolies, n'étant que les suites de la déclaration de quelques particuliers jaloux et vindicatifs.

Mainmorte.

3° Que la mainmorte dont partie de leur pays est grevé soit rachetable à la volonté des habitans, à tel prix ou redevance qu'il vous plaira fixer, ainsy que les rentes des petits grains, qui sont très considérables, ce qui les oblige d'en cultiver une grande quantité, au détriment des grains de première nécessité : ce qui les gêne d'autant plus qu'étant privés de communauté et paccage, ils ne peuvent nourrir la quantité de bétail nécessaire pour la culture de leur terre, ce qui les prive de ce commerce.

Entretien des
grandes routes.

4° Que les corvées pour la construction et l'entretien des grands routes soient rétablies et réparties également, leur étant plus onéreux de payer pour leur entretien et construction que d'y travailler.

Mais qu'il soit établi dans chaque communauté un habitant du lieu pour directeur, sans autres émoluments que l'exemption de la corvée, et qui sera nommé à la pluralité des voix de la communauté et à qui on donnera les mêmes pouvoirs qu'à ceux actuellement en exercice.

Adhésion au cahier du tiers-état de la ville d'Autun.

Quoy qu'il y ait encore une quantité considérable d'abus dans l'administration actuelle qu'ils ne peuvent détailler et dont ils sont accablés, ils s'en rapportent au cayé qui sera présenté de la part des députés du baillage d'Autun pour les faire connaître et à la bonté de Sa Majesté pour les faire cesser.

Fait et arrêté à Reclenne par le notaire soussigné, ce jour-d'huy quinze mars mil sept cent quatre vingt neuf, et signé par

les habitans sachant le faire, les autres ayant déclaré ne savoir le faire, de ce requis et interpellés.

LUNEAU, ROUSSELIN, LAZARE LÉGER, BIGEARD, CANET, BLIGNY, NAULIN, CANET, MARCHAND, JEANET, NECTOUX, LEQUEULX, BRIARD, RICHARD, MARTIN, NECTOUX notaire.

XXXIX

MÉMOIRE DES PLAINTES QUE LES HABITANS DE LA COMMUNAUTÉ DE REPAS PORTENT DANS LEUR ASSEMBLÉE PAR DEVANT MESSIEURS LES OFFICIERS DE LA JUSTICE.

Premièrement, le village de Repas est très peu fructueux pour la graine par rapport que le tarins est trop froit et trop moitte; d'ailleurs, il faut du fumier pour graisser les terre deux fois autant que dans les lieux circonvoisin, ce qui fait que ont n'ent peut que très peu semer : il n'y produit presque [que] de la graine d'étés.

Pauvreté du sol.

En second lieux, le village de Repas est très chargé de rente envers madame d'Éguilly, car ladite damme d'Éguilly amondie ses rente du village de Repas à un fermier, la somme de douze cent livre qui sont portés par le terriere et manuelle sans que ladite dame aye aucun domaine comprit dans ladite ferme; les dite rente sont compossés en avoine, argent et froment, droit de feu, poulle et corvés.

Charges de la communauté.

En troisième lieux, autrefois le village de Repas avoit de grande communautés où il avoit le droit de chauffage, aplatage et batisage et le droit de pacage de la vaine et vif pâture; tous ses droit sont portés dans l'anciens et le nouveaux terriere de Repas. Mais en 1764, madame d'Éguilly en a otés les deux tière et de plus aus habitant. Elle les a réduis à 210 arpent qui sont une grande party en pierre et en roches, dont il n'est pas sufisant pour faire pacager les bestiaux dudit Repas qui est

Droits de pacage dans les bois de M^{me} d'Éguilly.

composés de cinquante-deux feux ; et on ne pacage dans les deux tiers que madame d'Éguilly nous a otés que en payant le panage à son fermier. Enfin les habitant dudit Repas n'ont presque point d'autre ressource que de nourire beaucoup de bestiaux par raport qu'il faut trop de graisse pour graissere les tere, ou senquoit il ne ramasse riens, mais il ne peuve pas tenir des bestiaux sufisament pour graissé leur tere par raport qu'il n'ont pas de quoit les faire paquager depuis que madame d'Éguilly leur a otés les deux tiers et de plus de leur communautés que en payant le panage à son fermier.

Leurs biens sont
de mainmorte.

En outre les biens de Repas sont une grande party de main morte.

D'ailleur dans les cinquante deux feut du vilage de Repas qui sont cotés au rolle de la taille, il y en a douze, temps femme veuve que menut gens qui ont arantés les un un journal de tere, les autres un demy journal où il ont fait bâtir des petite baraque de bois, qui ne peuve semer chacun que une mesure de graine par ans, et il y en a d'aucun qui ne sème que des pomme de terre.

Coupe des futaies
dans le cantonne-
ment.

En outre, dans les deux cent dix arpent de communauté que ladite dame d'Éguilly nous a réduis, elle a encore vendus avant le cantonnement tout les plus belle arbre tant chegne que foyar au pied dans ledit canton où elle nous a réduis.

Fait ce jourd'huy quatorze mars 1789, en présence et du consentement de tout les habitant qui se sont sousignés, ceux le scachant.

P. CHAUSSARD, PHILIPPE GODILLOT, PIERRE CHAUSSARD,
P. ROIZOT, EDME ROIZOT, DEMANGEOT, DUMARCHÉ, notaire
requis.

XL

CAHIER DES PLAINTES, DOLÉANCES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
ET COMMUNAUTÉ DE RIGNY-SUR-ARROUX.

Le syndic, bourgeois, laboureurs et autres habitants de la communauté de Rigny-sur-Arroux aient entendu la lecture des lettres de convocation pour les États généraux à eux adressées à la voie de leur syndic, de la part de Monsieur le Grand Bailly d'épée au baillage d'Autun, aient pris en considération l'invitation que Sa Majesté veut bien faire à tous ses sujets de porter aux pieds du Thrône leurs plaintes, doléances et remontrances sur tout ce qui peut les intéresser et présenter les moyens les plus efficaces pour opérer en même tems et la prospérité générale du royaume et le bonheur particulier et de tous et un chacun des sujets, lesdits habitants ont exprimé ce qu'ils pensent et désirent, comme s'ensuit :

1° Aiant eu communication de la requête présentée à Sa Majesté par le tiers-état de la ville de Dijon, lesdits habitants ont adhéré, sans aucune réserve, à toutes les plaintes, doléances et remontrances si justement et énergiquement développées dans ladite requête, et ils renouvellent aujourd'hui, en tant que de besoin, l'adhésion solennelle qu'ils ont déjà donnée le huit février de l'année courante, priant instamment MM. les députés du tiers-état de ce baillage aux États généraux du royaume de solliciter l'effet des mêmes demandes tendantes uniquement au bien général du roi et de la province.

Adhésion à la requête présentée par le tiers-état de la ville de Dijon.

2° Les habitants de Rigny estiment que dans l'état où se trouvent actuellement les finances du royaume d'un côté, et de l'autre l'état de foiblesse et d'impuissance où se trouve la classe la plus nombreuse des citoyens qui le composent dans cette province, les députés aux États généraux doivent aviser

Moyens de réduire la dette.

aux moyens les plus propres à acquitter la dette nationale, sans qu'il n'arrive aucune augmentation d'impôts à la classe indigente qui paye déjà plus qu'elle ne peut. L'amour seul du bien public qui les animera sûrement leur fera trouver des ressources abondantes : nous allons en indiquer quelques-unes :

Diminution du nombre des receveurs des impôts et de leurs apointements :

Il importe au bien général de l'État que ce que chaque citoyen paye au roi pour le maintien et la prospérité de la chose publique parvienne à sa destination avec autant d'intégrité qu'il est possible. De la part du souverain, c'est le besoin seul qui demande et doit exiger les impôts, et de la part du peuple, surtout du peuple françois, ce doit être l'amour qui doit les offrir et payer avec plaisir. Les receveurs des impôts sont donc comme les dépositaires de ce que la nécessité seule peut exiger et de ce que l'amour doit offrir volontiers. D'après ces idées fondées sur la nature et la destination des impôts, comment a-t-on pu souffrir jusqu'à présent qu'une grande partie des impôts, au lieu de parvenir au roi, qui en a besoin, reste entre les mains de ceux qui sont chargés de les recevoir? Avec quelle indignation les peuples ne voient-ils pas que les privations qu'ils s'imposent pour les besoins de l'État ne servent au contraire qu'à faire la fortune et à satisfaire le luxe de quelques particuliers? Les apointements des receveurs sont une surcharge terrible pour les pauvres peuples : c'est un impôt à ajouter à ceux dont l'État a besoin d'autant plus difficile à supporter que les remises qui devroient le faire diminuer servent de prétexte à son accroissement. En effet, aujourd'hui que les impôts du tiers-état sont plus considérables qu'ils ne l'ont jamais été, la recette de plusieurs paroisses de ce baillage ne suffit pas pour les apointemens des receveurs qui y sont établis : dans cette province, outre les receveurs particuliers qu'il y a dans chaque baillage, il y a un receveur général de tous les impôts de la province; qui peut nombrer

de combien de provinces les impositions restent entre ses mains ? C'est donc un ancien abus à réformer, tant pour le soulagement des contribuables que pour l'augmentation des subsides nécessaires à l'acquittement de la dette nationale.

Les receveurs font des frais aux assesseurs quoiqu'ils soient exacts à leur apporter les impositions de la paroisse. Ils sont d'un accès difficile ; ils font souvent attendre les malheureux qui sont venus de loin, qui ont quitté leurs propres affaires pour apporter l'argent qu'ils ont pu ramasser, et ils leur font payer, sur la légère rétribution qu'on leur accorde pour les peines de la collecte, des frais de commandemens qu'ils n'ont pas mérités et auxquels ils ont fait tous leurs efforts pour se soustraire.

Autre abus à réformer.

Pour acquitter les dettes de l'État : la contribution de tous les nobles, privilégiés et ecclésiastiques, à raison de leurs grandes propriétés. Les ducs et pairs du royaume ont donné à cet égard un exemple de générosité que tous les nobles devroient s'empresser d'imiter : rien n'est plus digne d'une grande naissance, d'un grand nom et des sentiments élevés qui doivent les accompagner que de concourir au bonheur de ses concitoyens.

Seconde ressource.

Quand à ce qui regarde la contribution que l'on peut attendre du clergé, nous demandons que tous ceux qui possèdent les biens d'église supportent leur part des impôts, à raison de l'étendue de leurs propriétés et en proportion des fonctions et devoirs plus ou moins pénibles attachés à leur état.

Quels secours abondans le gouvernement ne trouvera-t-il pas dans ces riches abbayes, ces prieurés, ces chapitres, ces communautés de l'un et de l'autre sexe, qui ont des revenus si considérables dont l'emploi les embarrasse souvent !

Il faudrait encore exiger de ces communautés qu'elles reçussent gratuitement les bons sujets qui s'y présenteroient.

Même sujet.

3. Il y a d'autres ressources pour acquitter les dettes l'État, sans charger le pauvre peuple, qui seront sûrement indiquées par des personnes plus instruites.

Service militaire.

4. Le tiers-état n'a aucun motif qui puisse l'encourager à servir le roi et la patrie dans la profession des armes. On l'exclut de toutes dignités militaires, et il semble qu'il ne lui est permis que d'y mourir. Nous espérons de la bonté du roi que par la suite le mérite sera récompensé. Nous osons encore espérer que Sa Majesté abolira les coups de plat de sabre, châtiment introduit depuis peu dans les troupes françoises et qui au lieu de ramener au bien les soldats délinquants ne font que les dégoûter du service et les porter à la désertion.

Garnisons.

5. Nous payons en Bourgogne pour ne point avoir de troupes en garnison. Nous demandons la suppression de cet impôt qui nous paroît mal entendu, et nous croyons qu'il seroit avantageux à la province d'avoir des troupes dont la consommation augmenteroit le commerce et feroit entrer par cette voie une partie de l'argent qui les sudoie.

Sel.

6. Depuis longtemps nous soupirons après l'heureux moment où le sel, cette matière de première nécessité, seroit déchargé des impôts qui en rendent l'usage si difficile et si souvent impossible à une grande partie des pauvres habitans de la ville et de la campagne. Si le roi sçavoit, comme nous le voyons tous les jours, que des laboureurs, des vigneron, des journaliers, après avoir arrosé la terre de leur sueur pendant le jour, mangent du pain très grossier et ne sont pas en état de saler leur soupe, leur nourriture ordinaire, parce que le sel est trop cher, le cœur paternel de Sa Majesté en seroit ému, et elle feroit jouir tous ses sujets des avantages qu'elle peut leur procurer en rendant libre le commerce du sel. D'ailleurs cette diminution si désirée dans le prix du sel seroit très utile à la nourriture et à l'entretien du bétail, et on s'apercevrait bientôt dans tout le royaume du bien qui en résulteroit.

7. La paroisse de Rigny est composée de plus de cent cinquante feux. Il n'y a point ici de propriétaires cultivateurs. Toutes les métairies sont occupées par des laboureurs pour autrui et appartiennent à des forains. Les autres habitans de la paroisse sont ou des fermiers desquels dépendent ces laboureurs, ou des journaliers et quelques vigneron qui occupent les locateries. Le sol de cette paroisse, très peu fertile, ne produit que du seigle et en si petite quantité que les trois quarts des domaines recueillent à peine pour nourrir les cultivateurs. La moindre maladie, la moindre cessation de travail réduit à la dernière misère un grand nombre des habitans et c'est une surcharge pour les autres. La rivière d'Arroux qui partage la paroisse cause beaucoup de dégâts chaque année dans tous les fonds qui l'avoisinent, soit en les dégradant considérablement, soit en emportant une partie des récoltes.

État de la communauté.

8. Nous demandons que tous les meuniers soient tenus d'avoir chez eux une balance et des poids pour que chaque particulier puisse s'assurer qu'il ne lui a pas été fait de tort.

Obligation imposée aux meuniers d'avoir des poids et mesures.

9. Touchant les mésus il y a un abus criant dans cette paroisse en ce qu'il est presque impossible d'avoir réparation des dommages causés par le bétail dans les différens héritages, par rapport aux formes difficiles de la loi qu'il faut suivre. Nous désirons que les dommages soient estimés et payés sur le champ. On a coutume de renvoyer ce payement aux assises prochaines de la paroisse qui se tiennent une fois chaque année; un si long délai ne fait qu'enhardir la négligence des uns et la mauvaise foi des autres.

10. Les monitoires ne devraient s'accorder que pour des choses graves, et non pour des faits de chasse et autres objets minutieux.

Monitoires.

11. Nous demandons que la chasse et la pêche soient permises

Chasse, pêche, banalité, mainmorte.

à tous citoyens, et qu'il n'y ait plus de bannalité ni de main-morte.

Suppression des
cotes d'office.

12. Suppression des cottes d'office, comme favorisant l'envie et la vexation.

Corvées.

13. Abolition des corvées.

Rentes seigneuriales.

14. Nous demandons qu'on puisse racheter les rentes seigneuriales et qu'il n'y ait plus de droit de retenue pour les seigneurs, non plus que des lots et ventes.

Service militaire
étendu aux domestiques des privilégiés.

15. A l'exception d'un premier domestique accordé aux nobles, privilégiés ou ecclésiastiques, tous les autres devraient être tenus de tirer au sort pour former les régimens provinciaux. N'y assujettir que les gens de la campagne, c'est les engager à la désertion pour aller demeurer dans les villes, au grand préjudice de l'agriculture. Les laboureurs ont peine à trouver des domestiques et ils sont hors d'état pour la plupart de payer les gages qu'on leur demande qui aujourd'hui content jusqu'à cent livres, sans la nourriture.

Il y a un abus à réformer touchant le tirage au sort : plusieurs garçons en sont exemptés par faveur, au grand mécontentement des autres à qui on ferme la bouche par des menaces. Il seroit à propos que les garçons qui vont tirer au sort ne fussent pas obligés de se transporter à plus de deux lieues de leur résidence : ce seroit prévenir bien des fautes que l'attroupement et le mauvais exemple les engagent à commettre.

Travaux publics.

16. Nous estimons que lorsqu'il y aura des ouvrages publics à faire et qui exigent un grand nombre d'ouvriers, il seroit à désirer que Sa Majesté voulut y envoyer des troupes : les travaux si précieux de la campagne n'en souffriroient pas comme nous l'éprouvons depuis plusieurs années et surtout depuis l'ouverture du canal du Charollais.

47. La plus grande partie des bois se convertissant en taillis et y aiant plusieurs domaines de cette paroisse dans leur voisinage, les chasses au loup deviennent d'une absolue nécessité. Cependant il n'y en a jamais d'ordonnée et il ne s'en fait point. Les sangliers faisant beaucoup de ravages, nous prions Sa Majesté d'accorder à tout sujet la permission de les tuer.

Loups et sangliers.

48. Au moment de la cloture de notre cahier, les vigneron de cette paroisse nous ont remontré que les vignes ont été totalement gâtées par les gelées et qu'ils craignent de perdre les fruits de leur travail pendant plusieurs années.

Vignes gelées.

49. Nous consentons tous à payer les frais de nos députés, ainsi que les honoraires de l'officier qui est venu tenir notre assemblée, en l'absence et empêchement de M^{rs} les officiers de la justice de cette paroisse, au marc la livre de nos impositions.

Indemnité aux députés.

Fait et arrêté ce jourd'hui quinze mars, dans l'assemblée générale de la paroisse, à Rigny, et ont signé tous ceux qui le sçavoient.

THEUREAUD, FRAHAUT, GOIN, BRIGAUT, DESENCLOS, PIOUCHET, DEMUÉE, ROZET l'aîné, DURET, RAVIER, ROZET, CRETIN syndic, GION, CHAPOTEAUT.

XLI

CAHYER DE DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES QUE LA COMMUNAUTÉ
DE ROUSSILLON A PRÉSENTÉ A SA MAJESTÉ.

1. Demandent lesdits habitans que tous sujets de Sa Majesté, français ou naturalisés, nobles ou non nobles, privilégiés ou non privilégiés et tous ecclésiastiques seront imposés suivant leurs facultés ou propriétés et payeront aussi les charges et corvées de quelque nature qu'elles puissent être.

Participation de tous les citoyens aux charges publiques.

- Vote de l'impôt. 2. Qu'aucune de leur propriété ou faculté ne puisse leur être enlevée par des impôts s'ils n'ont été consentis préalablement par les États généraux du royaume.
- Contrainte par corps en matière d'impôts. 3. Qu'à l'avenir nul ne sera emprisonné, à raison des impôts consentis, qu'en vertu des lois du royaume.
- Frais de perception. 4. Que les recettes seront versées directement dans le trésor royal sans aucun frais.
- Droits de contrôle. 5. Qu'il faudrait fixer les droits de contrôle à un prix égal et modique, attendu que ceux actuels sont la ruine du peuple.
- Sel. 6. Que le commerce soit libre et le sel rendu marchand, et supprimer les gabelles qui sont très coûteuses à l'État.
- Rachat des redevances seigneuriales. 7. Qu'il soit permis de racheter les redevances seigneuriales au denier quarante.
- Exonération du service militaire. 8. Que la milice soit arbitrée en argent dans le cas seulement de nécessité, et permis aux communautés d'acheter des hommes.
- Retrait lignager. 9. Que les offres dans les retraits lignagers ou censuels soient réglés par le juge.
- Compétence des juges inférieurs. 10. Que les juges inférieurs soient souverains jusqu'à la somme de quarante livres.
- Abolition de la solidarité des ténementiers. 11. Que la solidité pour le paiement des rentes seigneuriales soit supprimée, ou ordonner une égalation à frais communs.
- Prescription de rentes seigneuriales après un délai de cinq ans. 12. Que les seigneurs ou leurs agents ne puissent demander que cinq années de rentes seigneuriales échues, ainsi que le porte le paiement des baux.

13. Que tout droit de banvin et de banalité soit supprimé. Suppression des
banvin et banalité.
14. De permettre de prêter l'argent à intérêt, au denier vingt, sans rétention d'impôts par tels actes que ce puisse être, et de permettre aussi aux gens de mainmorte de prêter leur argent aux mêmes intérêts, et ce pour le bien public. Prêt à intérêt.
15. De ne point comprendre dorenavant dans les impositions royales et rolles ceux qui sont obligés de travailler à la journée pour gagner leur vie. Exemption d'im-
pôt pour les journa-
liers.
16. Qu'il faudroit que chaque paroisse nourrit ses pauvres. Mendicité.
17. Qu'il seroit d'un grand bien que désormais les paroisses fussent appelées aux états de la province. États provin-
ciaux.
18. Qu'il faudroit abréger le délais de dix ans pour l'action en lésion d'outre moitié pour la vente des immeubles. Action en lésion.
19. Qu'il seroit d'un grand bien de n'accorder à qui que ce soit aucune lettre de répis, soit pour faillites, banqueroutes ou autrement. Lettres de répit.
20. Que le sol de cette communauté est un des plus ingrats et qu'il est la cause d'une quantité de malheureux, et qu'elle supplie Sa Majesté d'y avoir égard : cette paroisse ne pouvant semer tout au plus, tant en seigle, avoine, sarazin et pomme de terre que pour la faire subsister pendant trois mois de l'année, et que pour vivre pendant le restant de l'année elle est obligée d'aller dans les bois du seigneur travailler à la journée au bois de moule et flottage des rivières pour la fourniture de Paris. État de la com-
munauté.
21. Demandent les habitans de faire revivre les droits qui leur ont été accordé par leur seigneur, à la conformité de ses Droits d'usage
dans les bois du
seigneur.

terriers, tant pour le pacage de leurs bestiaux dans ses bois, que pour le chauffage, applatage et bâtisse, en payant audit seigneur la rente portée par le terrier, et observent lesdits habitans à Sa Majesté qu'ils sont en procès depuis plus de trente ans avec leur seigneur, au sujet desdits droits, lequel procès est pendant au grand conseil et qu'ils n'ont jamais pu faire juger, et continuent d'être frustrés des mêmes droits.

Mainmorte.

22. Demandent lesdits habitans que la mainmorte soit abolie, dans le cas où il y en eu dans laditte communauté.

Casuel des curés.

23. Suplient lesdits habitans Sa Majesté de vouloir faire régler les droits d'enterrement, mariage et autres à ce sujet, qui sont excessibles [*sic*] dans cette communauté, et même plus forts que leurs impôts, et se sont lesdits habitans scachant signer soussignés.

DESSERTENNE, LEMERCIER, SAUTEREAU, LAMOUR, PASQUELIN,
QUARRÉ, ALLYOT, BLAIN.

XLII

DOLÉANCES ET VŒUX DE LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-AGNAN-SUR-LOIRE,
POUR LA PARTIE DU RESSORT DU BAILLIAGE D'AUTUN.

Le sage monarque qui nous gouverne nous ayant permis de mettre sous ses yeux nos doléances et nos vœux, nous portons avec confiance au pied du trône l'objet de nos peines, disons mieux, de nos calamités.

Mainmorte.

Art. 1. Le roi, toujours occupé du bonheur de ses sujets, ayant éteint, pour ce qui le concerne, le droit de mainmorte, il est malheureux pour ses peuples que Sa Majesté n'ait pu, par son exemple de bienfaisance, décider les seigneurs à se désister d'un droit qui ne peut avoir son existence que dans les siècles d'une odieuse féodalité.

Art. 2. Le droit de retenue ne découle-t-il pas de la même source ? Presque aussi odieux que le précédent, il fournit aux seigneurs le moyen de tout envahir : d'où il arrive que la fortune, les rangs, les titres, les prérogatives et les distinctions sont accumulées en leur faveur, à l'exclusion du sujet né dans le tiers-état, quels que soient ses vertus et son mérite.

Droit de retenue.

Art. 3. La bannalité est un droit qui ne tient pas moins au régime féodal que les précédents. Il existe à la honte d'un siècle éclairé. Un monarque aussi judicieux qu'humain l'avait bien senti lorsqu'il engageait la noblesse et les seigneurs de son royaume à consentir à l'extinction de la bannalité. Quand l'exemple ne suffit pas, une loi formelle ne devient-elle pas nécessaire ? Nous assurons par expérience que ce droit de bannalité enfante des servitudes, des abus et des maux dont il serait trop long d'énumérer le détail.

Banalité.

Art. 4. Les corvées qui existent presque universellement ne portent-elles pas le caractère d'inhumanité, en exigeant qu'un malheureux censitaire, dont les enfants manquent souvent de pain, travaille pour son seigneur moyennant une rétribution de cinq sols par jour ? Il en est même qui se font sans salaire et sans nourriture. Ne pourrait-on sans injustice désirer la suppression de tous ces droits odieux ?

Corvées.

Art. 5. L'objet des impositions royales forme le fardeau le plus accablant pour le peuple. Le laboureur et le vigneron principalement succombent sous leur poids, tandis que le haut clergé et la noblesse, doublement fortunés, coulent des jours heureux dans la jouissance du privilège de ne rien payer. Notre désir, uniquement fondé sur la justice distributive, devient plus vif sur cet objet. N'est-il pas dans l'ordre que celui qui possède des biens aye part aux charges ? Messieurs du haut clergé et messieurs de la noblesse ont eu jusqu'ici des prérogatives qu'il est [juste ?] de voir cesser. Nous espérons à cet

Impositions royales.

égard qu'il n'y aura plus de distinctions entre les trois ordres et que le roi, bon autant que juste, sera favorable à nos réclamations. Il est indispensable de mettre ici sous les yeux de Sa Majesté que depuis deux ans le nombre des morts de cette paroisse l'emporte de beaucoup sur celui des naissances : il n'en faut voir la cause que dans la misère des habitants de la campagne qui ne peuvent suffire aux charges qui les écrasent de toute part. D'où on peut conclure que si l'égalité quand aux impositions n'est pas établie, la population, loin de s'accroître, diminuera chaque jour, outre que les cultivateurs par la nature de leurs aliments verront en proportion leur constitution s'altérer et se détruire. C'est un malheur qu'il est nécessaire de prévenir.

Gabelle.

Art. 6. La gabelle est désastreuse. L'espèce d'hommes soudoyée et entretenue par la ferme, sans frein et sans discipline, est un vrai fléau. Qu'on cesse d'entretenir ces hommes pour le moins fénéants, en supprimant la gabelle. C'est un cri général que le sel, qui est si nécessaire à la vie, soit rendu commercable, sans distinction de l'espèce, comme le reste des denrées de nécessité et d'utilité. Il en résultera le plus grand bien pour le citoyen en particulier et pour l'État. Le sel résiste à la corruption. Combien de malheureux à la campagne sont enlevés par les maladies putrides parce qu'ils manquent des moyens nécessaires de se procurer cette substance d'ailleurs si propre à fortifier et à donner une vertu digestive dans la crudité et la grossièreté des aliments. La mortalité si fréquente des bestiaux ne serait-elle pas prévenue en faisant user aux bêtes à cornes surtout et aux brebis un peu de sel si le prix n'en était pas exorbitant ? on ose l'assurer. Cela est constaté par l'expérience. D'ailleurs l'appétit qu'il donne aux vaches et aux brebis augmente le lait de ces animaux et le beurre, dont on fait une si grande consommation dans toutes les classes de citoyens, deviendrait plus commun.

D'ailleurs quels abus ne se commettent pas dans la perqui-

sition de cette substance, aujourd'hui de contrebande, chez le citoyen ? on n'entreprend pas de les détailler. Ils sont nombreux, ils sont monstrueux. Ces hommes, qui ne cherchent qu'à surprendre en s'introduisant dans les maisons sans s'annoncer, répandent la terreur par leur nombre et l'appareil de leurs armes. Plus d'une fois cette terreur a été fatale à des enfants, à des vieillards malades et à des femmes enceintes. Ajoutons que sous le nom de soldats de la ferme il s'introduit des brigands qui volent et pillent le citoyen. Que peuvent faire dans les campagnes de malheureuses femmes seules pendant que le laboureur, digne par ses travaux d'un meilleur sort, force la terre à ouvrir ses trésors ?

Art. 7. La constitution et l'administration actuelle des États de Bourgogne demandent à être réformées, et jamais dans ses réclamations le tiers-état de cette province n'a pu être mieux fondé à supplier Sa Majesté de le soustraire à un régime injuste et accablant pour lui. Qu'elle daigne jeter un coup d'œil sur la requête du tiers-état de la ville de Dijon, elle y verra des griefs réels et des droits discutés avec modération et justice.

États de la province.

Pour arrêter les maux qui découlent de cette administration, nous supplions Sa Majesté de nous accorder :

1° Que les représentants du tiers-ordre aux États généraux de la province soient en nombre égal aux deux autres ordres réunis et que les opinions soient prises par tête ;
2° une prochaine convocation des trois ordres de la province pour s'assembler dans telle ville qu'il plaira à Sa Majesté de désigner, en nombre de députés suffisant et proportionné à la population des bailliages qui les nommeront dans la forme adoptée pour les États généraux du royaume, lesquels députés seront élus parmi leurs pairs, librement et par la voie du scrutin, avec égalité de représentans pour le tiers-état avec ceux des autres ordres réunis, pour, les opinions prises par tête, être déterminés les changements à faire dans la constitu-

tion des états particuliers de la province et être réglée la formation de la commission intermédiaire.

Chirurgiens.

Art. 8. Le grand nombre d'ignorants dans l'art de la chirurgie dont on est forcé de se servir, au lieu de médecin, dans les campagnes, fait désirer de voir le gouvernement prendre de sages mesures pour n'admettre à l'exercice d'une profession aussi essentielle que des sujets d'une capacité reconnue ; pour avoir été admis trop facilement, on voit journellement des praticiens devenir le fléau des malheureux habitants de la campagne qui se livrent aveuglément entre leurs mains et dont ils sont les victimes de toutes façons. Comme les soins de ces messieurs se payent excessivement cher, le plus grand nombre des gens de campagne, bornés dans leurs facultés et pauvres, sont obligés de laisser aux seuls efforts de la nature une maladie qui devient le plus souvent mortelle et qui n'eût été qu'une incommodité passagère avec un traitement convenable. Pour procurer à cette classe de citoyens, si utile à l'État, une ressource conforme aux vues de l'humanité et de la reconnaissance, il serait à souhaiter de voir le gouvernement adopter l'idée de l'établissement suivant : ce serait de placer, par la voie du concours, de distance en distance, à quelques lieues les uns des autres (un pour plusieurs paroisses), des sujets exerçants la chirurgie, d'une capacité requise, gagés par le gouvernement, pour traiter *gratis*, à vue des certificats de pauvreté des curés, les malheureux de la campagne. On établirait un petit nombre d'inspecteurs qui tous les six mois visiteraient les drogues des chirurgiens gagés, pour éviter les inconvénients qui résultent de l'usage des vieilles drogues. Cet établissement paraît d'abord n'être pas praticable, à raison des dépenses excessives dans lesquelles il engagerait, mais l'article suivant va fournir une ressource assurée.

Contrôleurs.

Art. 9. Pour remplir l'objet de l'invitation précédente, il n'y auroit qu'à supprimer un grand nombre de receveurs dont les

emplois absorbent une partie des revenus de l'État dans les différents bureaux établis pour la recette des deniers de Sa Majesté. Nous avons entendu dire à un parfait honnête homme de la classe des commis au contrôle : « Que le roy me donne le double des droits à percevoir établis pour nos bureaux, en m'obligeant à vider ma recette dans le trésor royal directement, sans la laisser passer par les mains de tant de receveurs, j'y trouverai surabondamment les frais de mon voyage, et chaque contrôle à coup sûr rendra le double au roy. » En effet, outre les commis, aux contrôles, il y a les contrôleurs ambulants, les vérificateurs, les inspecteurs, les directeurs. Cette kirielle d'hommes employés devient infiniment dispendieuse.

Art. 40. Ce qui vient d'être dit des commis au contrôle, de leurs inspecteurs, vérificateurs et autres de la même classe, ne pourroit-il pas s'appliquer aux receveurs des tailles ? Un citoyen d'une des principales villes de Bourgogne, indigné qu'un receveur particulier vécut dans le luxe par le produit de sa place qui n'est qu'un délasement, a dû proposer à Monsieur le directeur général des finances de se charger de faire la même recette pour quinze cents livres : qu'on attache le double d'honoraires à sa place, il s'obligera à jeter directement, comme le commis aux contrôles, l'objet de sa recette dans le trésor royal, sans le déposer entre les mains d'un receveur général à qui on donne jusqu'à soixante mille livres pour faire une recette de toute une province, dont il ne se mêle aucunement, en en laissant le soin à un commis à la place duquel il attache sept ou huit mille livres pour tout faire. Ceci prouve la nécessité d'une réforme sur cet article. Quand même le produit en résultant ne serait pas appliqué à l'œuvre dont on a parlé dans l'article huitième, les finances de Sa Majesté auroient à y gagner. Ce seroit un soulagement dans les charges de l'État.

Art. 44. Il seroit très avantageux au bien de l'État et pour Domaines aliénés.

grossir la masse des finances de Sa Majesté de rentrer dans les domaines aliénés de sa couronne.

Clergé paroissial. Art. 42. La voix générale est que nos pasteurs ne sont pas plus ménagés que nous dans leurs impositions. Leur charge exorbitante s'étend à nous indirectement. Les œuvres de bienfaisance sont restreintes et bornées, malgré la sensibilité de leurs cœurs. Il seroit à souhaiter qu'il y eût sur l'article de leurs impositions une réforme comme sur les nôtres.

Extension de la compétence. Art. 43. En accordant aux bailliages le droit de juger souverainement jusqu'à la somme de cinq cents livres, on rendra un grand service aux malheureux de la campagne dont les facultés s'absorbent dans des affaires de peu d'importance par de longs voyages et dispendieux en allant d'un tribunal à l'autre.

Vote de l'impôt. Art. 44. Il est à propos qu'il ne soit établi ni prorogé dans aucun tems aucun impôt que du consentement des États généraux.

Droits d'usage. Art. 45. Il est injuste de voir de malheureux habitans de la campagne s'être obligés à payer des redevances aux seigneurs pour jouir des droits de bois de chauffage et de paccage et s'en voir dépouillés et être tenus aux mêmes redevances. Rien n'est plus commun. C'est une vexation qui renouvelle le temps féodal.

Nous supplions Sa Majesté d'agréer l'assurance des sentimens de la plus vive reconnaissance dont nous sommes pénétrés. Notre zèle et notre amour pour sa personne sacrée ne se démentiront jamais, et nous serons dans tous les tems ce que de vrais enfants doivent être pour le plus tendre et le plus respectable des pères.

Fait et arrêté à Saint-Agnan-sur-Loire, ce 14 mars 1789, et ont signé les habitans qui savent le faire.

PIERRE MICHEL, L. LÉCORNÉE, GILBERT GONIAUS, POMET, notaire royal, en l'absence de MM. les officiers de la justice de la Motte-Saint-Jean.

XLIII

OBSERVATIONS ET DOLÉANCES POUR LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-ANDRÉ-HORS-CITÉ. ¹

Huit habitans composent cette communauté et par un rôle qui leur est particulier pour la taille et capitation qui monte à la somme d'environ cent soixante livres. Il est bien aisé de s'appercevoir que cette somme, qui n'est repartie qu'entre huit habitans qui n'ont aucune propriété en fonds, est trop considérable. État de la communauté.

De ces huit habitans, trois il est vray, sont laboureurs, mais laboureurs pour autrui, sous les fermiers de M. de Millery, à Eschamps. Le sort des esclaves est préférable à celui des cultivateurs qui ne tirent aucun avantage de leurs travaux et sont forcés ordinairement, comme tous ceux de cette malheureuse classe, d'être réduits à la dernière misère pendant leur vieillesse, et leurs veuves, attendu les charges qu'ils supportent dans les impôts, dixmes, corvées et servitudes de tout genre, en faveur des fermiers qui, amodiants très chèrement des propriétaires, font tomber la perte sur le laboureur.

Les cinq autres habitans : 1^o un manouvrier chargé de famille, admodiateur d'un foulon d'Eschamps, occupé jour et nuit de travailler pour venir à bout de payer un prix exorbitant pour le loyer ; 2^o un autre, vieillard (qui a sa femme et son fils), lequel s'est retiré à Saint-Pantaléon, pour se reposer

1. Aujourd'hui faubourg d'Autun.

Réclamation gé-
nérale contre les
abus.

des fatigues qu'il a essuyées jours et nuits pour la messagerie des lettres ; 3° un taillandier, sans aucune propriété, chargé de huit enfants ; 4° un boulanger chargé d'enfants de deux lits, qui ne possède aucuns fonds ; 5° un jardinier, et on sait que cet état n'est pas lucratif. Cette communauté, chargée d'une taille aussi considérable, réclame contre les abus qui sont la cause de leur misère, abus dans les impôts, abus dans les corvées, abus dans les dixmes, qui se lèvent d'une manière si différente dans le royaume, et dans les servitudes : abus capables de fixer l'attention de Messieurs les députés de tous les ordres.

CLAUDE LEVITTE, DANSON, LAURENT LEFÈVRE, BAUZON, greffier de la justice de M. l'abbé de St-Martin.

XLIV

LES CHARGES DE LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-ÉMILAND.

État de la com-
munauté.

Premièrement, tous les bien de cette paroisse son presque tous en main morte et chargés considérablement de rante et corvées enver le seigneur.

Idem.

2. Cette paroisse est exposé tous les mois à la gelée à cose des bois et des étangs dont [elle] est environné, de façon qu'el produit peue de grains qui n'est qu'an seigle pour nourir à peine les deux tier de l'anné.

Droits d'usage.

3. La ditte paroisse avoit ci devant des bois communeaux dont la maîtrise c'est anparey et fait vendre pour aitre mis en tailly, de façon qu'il n'est plus permis au habitans d'y faire chapoyer leur bétail ni prande aucun bois pour leur usage, ce qui leur fait un torre concidérable.

Idem.

4. Les bois du seigneur son une party en tally : défendus d'y pacager. Ceux qui son pris son condanné à l'amende ou leur bétaille est vendu à la place publique.

5. La dite paroisse est obligé d'aller moudre au moulin du seigneur, ce qui gaine une grande partis des habitans, principalement ceux qui sont obligé d'acheter dans la ville et bourg du bley pour le remener au moulin bannal.

Moulin banal.

6. On a établi un ban vin dans cette paroisse, qui est considérable pour les débitans qui payent au fermier sans aucun réplique et qui cependant qui me paroît aitre mal fondé.

Banvin.

7. La paroisse est considérablement chargé de taille et de vingtième. Elle désireroit qu'il lui fût permis de ranbourser les rante dues au seigneur, à proportion des fons qu'un chacun possaide. Pries Sa Majesté de lui accorder ce qu'elle réclame par cette article. Lui demande en outre et lui remontre que plusieurs d'entre eux sont obligés d'abandonner les fonds pour le payement de la rente, ce qui cause un abus considérable à la paroisse de St-Émilland.

Rentes seigneuriales.

8. Demandent la suppression de la mellice, ce qui est un fléau dans la paroisse.

Milice.

GABRIELLE BERTHIER, JEAN LACOUR, CLAIR, P. JACQUESON, CLAUDE PONSOT, DUREY, CLAIR, PIERRE PONSOT, FICHOT, VALOTE, P. DUPARD, PIERRE LA PORTE (*un nom illisible*), BAUZON.

XLV

CAHIER DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ
DE SAINT-FORGEOT.

Ce cahier est la reproduction textuelle de celui de la communauté de Dracy-Saint-Loup (V. plus haut, n° XVII), à l'exception de la fin :

D'ailleurs le sol de cette paroisse ne produisant en plusieurs cantons que des ronces et des épines, ne produit presque rien

dans ces cantons qui d'autre part sont tous aquatiques ; pour-quoi ils sollicitent d'être modérés dans les nouvelles répartitions, cette paroisse ayant beaucoup souffert depuis quelques années, et d'une part de la trop grande sécheresse et de l'autre de la trop grande quantité de pluies qui les a empêchés de récolter le peu qu'ils avoient emblavé.

ROUSSEAU, RIOLLOT, ROYDOT, BERGER (*deux noms illisibles*).

XLVI

CAHIER DES REMONTRANCES ET DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-JEAN-LE-GRAND ET DÉPENDANCES.

Puisque Sa Majesté a permis à tous ses sujets de déposer au pied du trône leurs plaintes et leurs vœux, et qu'elle désire connoître tous les maux dont ses peuples sont accablés, pour y apporter un prompt remède, les habitans de la communauté de S. Jean-le-Grand-lès-Autun doivent, comme tous les autres françois, oser élever la voix et faire entendre leurs gémissemens.

Périodicité des
États généraux.

1. L'expérience a constamment démontré qu'il se glisse toujours une infinité d'abus dans toutes les administrations, même les plus sages, et que, quand une fois ils se sont introduits, il faut des coups de foudre pour les extirper. Ils se multiplient de jour en jour et amènent invisiblement une foule de maux qui accablent le peuple. Il n'y a que la nation assemblée qui puisse en arrêter les progrès. Il est donc nécessaire de l'assembler souvent.

Vote par tête.

2. La nation a toujours été composée de trois ordres, de la noblesse, du clergé et du tiers-état. Les individus de cette dernière classe sont à ceux des deux premières dans le rapport de vingt-deux à un : et cependant c'est le peuple qui paye pour ainsi dire tous les impôts et qui supporte seul les charges

publiques. Il n'a aucune influence dans les affaires parce qu'il n'est représenté par personne ; ainsi il n'est pas étonnant qu'il ait toujours été écrasé par le clergé et la noblesse qui se sont déchargés sur lui des contributions qu'ils devoient aux besoins de l'État. Pour tarir la source de tant d'injustice, il faut qu'il ait des représentants choisis librement et en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis ; il faut aussi que les suffrages des députés soient comptés par tête et non point par ordre : autrement les abus qui règnent aujourd'hui continueroient à accabler le peuple et il seroit perpétuellement écrasé sous le fardeau des impôts. Voilà de quelle manière il est indispensable d'organiser les États généraux et les États particuliers de la province.

3. La meilleure forme que l'on puisse adopter pour la formation des États provinciaux est sans contredit celle dont la province de Dauphiné a le bonheur de jouir. En choisissant une si sage administration, la Bourgogne renaîtra ; tous les ordres payeront les subsides proportionnellement à leurs facultés ; les cottes d'office dignes de l'exécration publique seront abolies, ainsi que la corvée ; le riche contribuera à l'entretien des chemins publics comme le pauvre ; tous les individus, quelque'ils soient, supporteront la milice, sans distinction ; toutes les réformes s'opéreront sans obstacle ; la perception des impôts qui coute si cher, se fera à de médiocres frais ; en un mot, tous les abus se détruiront sans éprouver de difficulté.

États
ciaux. provin-

4. Les frais de procédure coûtent immensément à cause des formalités inutiles auxquelles on est astreint et des droits du roi qui sont excessifs, de même que ceux de contrôle et d'insinuation, etc. Il faudroit donc d'abord diminuer ou plutôt abolir tous ces droits si cela étoit possible, et ensuite simplifier, autant que l'on pourroit, les formes prescrites par le code civil.

Procédure civile.

Code criminel.

Le code criminel a encore plus besoin de réforme. En effet, n'est-il pas honteux qu'un accusé ne puisse pas se défendre et que son procès s'instruise secrètement contre lui? D'ailleurs, les peines sont trop rigoureuses. Il ne doit point y avoir de distinction dans la punition des coupables, de quelque qualité et condition qu'ils soient. Il est aussi d'une barbarie inconcevable que les parens innocens d'un accusé soient compris dans la peine qu'on lui inflige, par l'infamie que le préjugé fait retomber sur eux. Le seul coupable doit être puni. En un mot, le code criminel fourmille d'abus criants. Il faut donc absolument y remédier par des réglemens plus humains et plus conformes à nos mœurs.

Committimus.

5. La noblesse, les communautés religieuses et plusieurs autres ont leur cause commise par devant certains juges, sans pouvoir être traduits par-devant celui de leur domicile. Il est de la plus grande injustice qu'un malheureux qui se trouve en contestation avec eux soit obligé d'aller plaider à vingt, trente lieues et même davantage de sa demeure. Les faux frais qu'il seroit forcé de faire pour obtenir justice le ruineroient : ainsi il aime mieux abandonner ses droits que de les poursuivre d'une manière si dispendieuse. Il seroit donc très équitable d'ordonner que chacun des sujets de Sa Majesté seroit tenu de paroître devant son juge naturel.

Recette de l'impôt.

6. Les impôts sont perçus par une foule de receveurs qui reçoivent des honoraires dix fois plus fort qu'il ne faudroit. D'ailleurs la plupart d'entre eux sont fort inutiles. Rien de plus facile que de simplifier la recette et en diminuer les frais immenses, d'un côté en n'établissant qu'un receveur en chaque bailliage à qui les collecteurs des communautés du ressort de ce bailliage payeroient leur collecte et qui verseroit lui-même directement au trésor royal, d'un autre côté en fixant les honoraires de ces receveurs à un foible denier par livre, proportionné à la quantité de la recette dont ils seroient chargés.

On trouveroit partout des gens qui seroient charmés de remplir cette fonction moyennant une modique rétribution, et qui donneroient caution suffisante et les suretés nécessaires pour répondre de leur conduite.

7. Le sel, cette denrée de nécessité indispensable pour les aliments, coûte très peu dans quelques provinces, et dans d'autres un prix excessif. Il seroit facile d'établir un prix presque uniforme dans tout le royaume et qui ne seroit différent qu'à raison de la plus ou moins longue exportation. Dans la plupart des provinces il y a beaucoup de fontaines salées qui restent inutiles par la tyrannie des gabelles. C'est faire injure à la nature que de repousser sa main bienfaisante. Il faudroit donc permettre de fabriquer le sel partout où on pourroit en faire et même encourager les propriétaires des salines à s'occuper d'un travail aussi utile à la société. Il faudroit aussi permettre de vendre le sel, comme toute autre marchandise, librement, moyennant un droit modique, enfin abolir pour toujours les gabelles.

Sel.

8. La ferme générale et la régie sont des fléaux terribles qui ruinent la France depuis trop longtemps. Le cri général du peuple demande leur abolition.

Ferme générale.

9. Le prêt à modique intérêt favorise infiniment le commerce : il doit donc être autorisé quoique la somme prêtée ne soit pas aliénée.

Prêt à intérêt.

10. L'étude des loix est très pénible. Ceux qui y ont employé les plus beaux jours de leur vie méritent donc des récompenses. Il faudroit conséquemment fixer des salaires honnêtes pour les gens de pratique et suffisans pour leur faire soutenir leur état et élever leur famille.

Salaire des officiers ministériels.

11. Il seroit très avantageux au bien de la justice que les bailliages du premier rang jugeassent en dernier ressort jus-

Compétence des tribunaux.

qu'à une certaine somme, et que les petits bailliages fussent compris dans leur arrondissement. Il seroit aussi très à propos que les bailliages de second rang jugeassent aussi en dernier ressort jusqu'à une somme modique, par exemple de cent livres, et que les causes qui auroient été par eux jugées au dessus de cette somme fussent portées par appel au bailliage du premier rang dont ils dépendroient, et pour que la justice se rendit exactement il faudroit que les tribunaux fussent toujours garnis d'un nombre suffisant de juges qui fussent encouragés, par des gages assurés et honnêtes, à se livrer laborieusement à leur devoir.

Suppression des redevances seigneuriales.

42. Les cens, redevances seigneuriales et les servitudes en général découragent les propriétaires et gênent le commerce des fonds. La suppression en seroit très avantageuse. Mais pour y parvenir, il paroît très équitable de payer une indemnité à ceux en faveur de qui elles existent.

Poids et mesures.

43. Rien de si ridicule que la variété étonnante qui existe dans les poids et les différentes mesures en usage dans le royaume, tant pour les liquides que les solides. Il seroit facile d'avoir des poids uniformes et des mesures semblables dans toute la France.

Nécessité d'une constitution.

44. Avant de s'occuper d'aucun impôt, les députés aux États généraux doivent s'appliquer à établir la constitution de la monarchie sur des fondements solides et invariables, ensuite s'appliquer à la réforme des abus dans tous les genres. Ce sont là les vœux de tous les bons citoyens.

Suppression des empêchements au mariage.

45. L'État a intérêt que les mariages soient favorisés. Il faudroit donc faire une loi qui porteroit que les garçons pourroient se marier sans le consentement de leurs parents dès l'âge de 25 ans, et les filles à 20 ans. A cet âge, ils ont communément atteint à toute la raison dont ils seront susceptibles

par la suite, et il n'arrive que trop que des parens injustes gênent, par un intérêt sordide, des unions qui feroient le bonheur des deux époux qui se désirent. Il faudroit aussi ordonner que les oppositions aux mariages seroient vidées sommairement aux bailliages des parties et ne seroient plus portées aux officialités.

SIMON RIOLLOT, LAGRANGE, DESROCHE.

XLVII

CAHIER DE DOLÉANCES ET PLAINTES DE SAINT-LÉGER-DU-BOIS.

Vue la bonté qu'il a plut à Sa Majesté de permettre à ses sujets de luy exposer leurs plaintes et doléances, la communauté de Saint-Léger-du-Bois dit qu'elle est surchargée d'impositions royales en ce que c'est un fait que son imposition totale n'a jamais été payée sans frais, et il règne tant de misère dans cette communauté que leur soupe ordinaire est une soupe à l'huile avec du pain de seigle dont le son n'est pas séparé de la farine, et leur souper [consiste] dans de la boulie d'orge et de turquie, et presque toujours sans sel parce qu'il est trop cher.

État de la communauté.

Et dans soixante six feux qui sont dans cette communauté, à peine s'en trouvent-ils huit qui peuvent vivre autrement : c'est pourquoy cette paroisse demande que les seigneurs et le clergé payent tous les impôts quelconques proportionnellement au tiers-état.

Participation des trois ordres aux charges publiques.

Ils demandent que tous les droits seigneuriaux soient supprimés et rachetables au prix qu'il plairoit à Sa Majesté de fixer.

Rachat des droits seigneuriaux.

Ils demandent que les corvées et la mainmorte soient supprimés, parce que rien ne décourage plus le cultivateur et empêche presque totalement les mariages et le commerce,

Suppression des corvées et de la mainmorte.

Corvées.

Ils demandent que les corvées le soient aussy, ou que lesdits seigneurs accordent dans leurs prairies, terres, bois, le paccage de leurs habitants, comme anciennement ils en jouissoient : on doit comprendre combien les corvées sont nuisibles aux habitants, en ce que les seigneurs les demandent les jours propres au travail, et qu'ils n'ont pour ainsy dire pour eux que les jours impropres à la récolte.

Moulins banaux.

Ils demandent qu'ils ne soient plus attachés aux moulins des seigneurs : c'est une charge réelle où on se paye régulièrement au dessus de la mouture des autres moulins. Tous les impôts desdits seigneurs, c'est ce qui rend le peuple misérable, et c'est ce qui fait que les particuliers ne peuvent soulager les pauvres parce qu'ils ont peine à faire pour eux.

Tutelle et curatelle.

Ils demandent que les procureurs d'office fassent rendre compte aux tuteurs et curateurs des mineurs tous les dix ans au moins, à peine d'en être responsables.

Huissiers pri-seurs.

Ils demandent que les charges d'huissiers priseurs soient supprimées, étant trop dispendieuses aux mineurs.

Notaires.

Ils demandent que les charges de notaire ne soient accordées qu'à des personnes éclairées et sachant les loix. Leur incience occasionne beaucoup de procès, et surtout les notaires baroniques, vue leur attachement singulier pour les seigneurs.

Droit de tierce.

Ils demandent que les seigneurs n'exigent plus de droit de tierce, et sy ce droit leur appartient légitimement qu'il soit rachetable au prix qu'il plairoit à Sa Majesté.

Grandes routes.

Ils demandent que les grandes routes soient entretenues conjointement et proportionnellement par les trois États.

Sel.

Ils demandent la diminution du prix du sel qui est tout à la fois trop cher et trop nécessaire.

Ils demandent que la recette des deniers royaux se fasse au rabay et qu'elle soit rendue dans les coffres du roy avec moins de frais possibles. Recette des finances.

Ce sont toutes ces surcharges qui font qu'on voit dans les maisons de campagne mauvais linges, mauvais lits, haillons, et dans plusieurs peu de pain.

NICOLAS FICHOT, JEAN MEREAU, GAGNIARE, J. MEREAU, L. DE FONTAINE, GAGNIARE, JEAN DE FONTAINE, JEAN REPIQUET, MOREAU, FRANÇOIS BERGERET, JAC JAQUELIN.

XLVIII

CAYERS DES PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ
DE SAINT-LÉGER-SOUS-BEUVRAY.

4. La première et l'une des plus essentielles réclamations a pour objet une espèce d'usure qui s'est introduite dans les baux à maitairie et qui entraîne la ruine des cultivateurs. Dans presque tout l'Autunois on fait exploiter les domaines par des cultivateurs qui ont ou qui du moins doivent avoir la moitié de tous les fruits et profits du bétail : le propriétaire a l'autre moitié. Aujourd'huy, presque tous les propriétaires amodient leurs domaines, et ce sont les fermiers qui choisissent les cultivateurs et traitent avec eux. Mais loin de leur donner la moitié du produit, ils les surchargent de manière qu'à peine ont-ils le quart. Ils obligent ces cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable, selon la valeur du domaine ; ils les chargent des rentes, des vingtièmes ; ils se réservent quelques journaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sans y rien prendre : en un mot, ils les surchargent de façon qu'à la fin du bail leur ruine est presque toujours consommée. C'est une usure répréhensible, puisque le bail à maitairie est une espèce de société où chacun des asso-

Baux à métairie.

ciés devrait avoir la moitié. Les soussignés demandent qu'il soit pris des mesures efficaces pour prévenir cet abus.

Idem.

2. Les fermiers sont crus sur les avances qu'ils font aux métayers pendant le cours du bail. La plupart des fermiers ne savent point écrire et ne peuvent tenir des livres. Il faudrait obliger ceux-ci de compter à la fin de chaque année, faute de quoy les métayers en seroient crus. Et quant aux fermiers sachant écrire, il faudrait les obliger de tenir des livres qui seroient paraphés par le juge des lieux. Si ces précautions ne parent pas à tous les abus, elles en prévienneroient beaucoup.

Mésus.

3. Le trente un décembre mil sept cent soixante et treize, il y eut une déclaration du roy concernant les mésus. Cette déclaration fut rendue sur les réquisitions de MM. les élus généraux de la province. Elle a eu un objet utile de diminuer les frais dans des affaires ordinairement peu importantes, mais elle présente des inconvénients sans nombre et son exécution est impossible dans l'Autunois où il n'y a point de messieurs et où il ne peut y en avoir, attendu l'étendue des paroisses qui ne sont composées que de hameaux très éloignés les uns des autres ; il n'y a par conséquent personne pour indiquer l'auteur des mésus : c'est le plaignant qui est tenu de l'indiquer ; si le délinquant ne se trouve pas à la tenue des jours, ou s'il désavoue le mésus, il faut une preuve ; comme les témoins ne sont souvent pas de la justice, il faut renvoyer à la tenue des jours prochaine, et on ne peut contraindre les témoins de venir, n'étant pas payés ; d'autre part, il se trouve dans différents cantons un nombre de mésus si considérable qu'on ne peut tous les juger aux assises qui ne durent qu'un jour ; il faut les renvoyer aux assises de l'année suivante ; pendant ce temps, les preuves dépérissent, ensorte qu'il résulte de ces inconvénients des déprédations sans nombre qui sont presque toujours impunies. Il est une multitude d'autres inconvénients qu'il seroit trop long de détailler ici : il faudroit donc abroger

cette loi ou du moins la corriger d'après l'avis de ceux qui sont chargés de son exécution.

4. Il est une autre source de procès dont la discussion entraîne toujours beaucoup de frais : on veut parler des retraits lignagers et censuels. Ces retraits sont très gênants pour le commerce et ils ont lieu presque partout, mais les formalités qu'il faut observer pour parvenir à faire des offres valables sont si multipliées qu'elles donnent presque toujours lieu à des procès considérables. On pourroit les simplifier et prévenir ces procès en obligeant le retrayant et celui sur qui on exerce le retrait de se trouver par-devant le juge qui régleroit les offres, d'après lequel règlement on ne pourroit plus opposer des nullités. Quant aux retraits qu'exercent les seigneurs ecclésiastiques, en vertu de leur bénéfice, il faudroit les supprimer, puisqu'ils ne peuvent plus acquérir et qu'ils sont tenus de remettre les fonds par eux retrayés.

Retrait lignager.

5. Les mainmortes donnent encore lieu à beaucoup de procès. Il n'y a point ou presque point d'échutte qui n'occasionne des difficultés toujours très dispendieuses. Il faudroit qu'il fut permis de se racheter de cette servitude odieuse en doublant la redevance due au seigneur.

Mainmorte.

6. En Bourgogne, on n'a que la voie d'appel contre une sentence rendue par défaut, ce qui est très dispendieux. Il faudroit qu'il fût permis de se pourvoir par opposition, comme dans presque toutes les autres provinces.

Sentence par défaut.

7. Un moyen de diminuer les procès dans les juridictions d'appel, ce seroit de rendre les juges des lieux souverains jusqu'à la somme de quarante livres. La plus grande partie des procès entre gens de la campagne ont le plus ordinairement de modiques sommes pour objet, et en cause d'appel il n'y a plus de proportion entre le principal et les frais, en sorte que le

Extension de la compétence des juges.

demandeur se trouveroit souvent fort heureux si en fin de cause il ne perdoit que son principal.

Fossés des châteaux.

8. Les seigneurs en Bourgogne ont conservé le privilège de faire réparer leurs fossés à ceux qui sont retrayant de leur château. L'objet de ce privilège ne subsistant plus aujourd'hui, la province de Bourgogne n'étant plus limite du royaume et les châteaux n'étant plus fortifiés, cette charge, qui est supportée par les cultivateurs seulement, devrait être supprimée : elle occasionne des frais immenses toutes les fois qu'il s'agit de faire cette réparation.

Solidité des redevances seigneuriales.

9. La solidité des redevances seigneuriales donne lieu encore à des procès très dispendieux et presque inévitables. Le seigneur en Bourgogne n'est tenu que de s'adresser à un des solidaires et il lui suffit de cotter et confiner un seul des héritages possédés par celui qu'il choisit, et celui qui a le malheur d'être actionné par la voie solidaire est obligé de s'adresser à tous les copossesseurs, de leur cotter et confiner tous les héritages qu'ils possèdent, et de vérifier leurs possessions, en sorte qu'il est presque obligé de faire un terrier. Il seroit bien avantageux de détruire cette solidité en obligeant les seigneurs de faire faire une égalation à frais communs. Il faudroit aussi que les seigneurs ne pussent demander que cinq années de redevance, autrement les censitaires sont obligés de conserver dans tous les temps trente années de quittances.

Banvin et banalité.

10. Plusieurs seigneurs ont des droits de banvin qui gênent beaucoup le commerce. Ils les amodient presque toujours et il en résulte des vexations de la part des fermiers. Il faudroit permettre de se libérer de ce droit. Les fours et moulins banaux sont également à charge aux habitants. Ils occasionnent beaucoup de procès : il faudroit aussi qu'il fut permis de se libérer de ces servitudes, moyennant un prix qui seroit fixé relativement à l'étendue de la servitude.

11. Il y a trop de notaires dans les campagnes et on ne peut se dissimuler que la plupart d'entre eux ne sont pas instruits de leur état ; de là naissent beaucoup de procès ; il faudroit en diminuer le nombre, les soumettre à des examens plus sévères et les rendre garants au moins des nullités d'ordonnance et de coutume ; cela les rendroit plus exacts à s'instruire des formes à observer dans des actes importants.

Notaires.

12. La terre de Glenne dépend du domaine du roy. La justice est une chatellenie royale ; en conséquence les administrateurs des domaines exigent que les sentences rendues en cette justice soient expédiées en parchemin ; tous les actes des juridictions, comme appositions de scellés, tutelles, tenue des jours, sont sujets à des droits que les contrôleurs exigent et qui ne se payent pas dans les autres justices des lieux, en sorte que ces justiciables, qui ont l'avantage d'être plus immédiatement sujets du roy, payent chèrement cette prérogative. Ils demandent d'être assimilés aux justices des lieux, de ne payer que les mêmes droits, ce qui paroît d'autant plus juste qu'ils n'ont pas plus de privilèges que les justiciables des seigneurs.

Châtellenie royale de Glenne.

13. La milice est l'impôt le plus redouté par tous les cultivateurs et en effet il leur est très préjudiciable ; ils désireroient qu'il fut converti en argent ou que du moins il fut permis aux paroisses d'acheter des hommes.

Milice.

14. Il n'est presque pas possible aujourd'hui de trouver de l'argent à emprunter, ce qui fait tort au commerce. Il faudroit qu'il fut permis de faire des obligations portant intérêt, ainsi que cela se pratique dans une partie de la Bourgogne. Il y a longtemps que les États de cette province demandent cette permission. L'argent est d'autant plus rare que les gens de mainmorte n'ont pas le droit de prêter aux laïcs.

Prêt à intérêt.

Procès - verbaux
des gardes.

15. La forme des procès-verbaux de chasse et de pêche présente des inconvénients auxquels il seroit bien essentiel de remédier. Les délits à ce sujet sont censés bien constatés, bien vérifiés par le seul rapport d'un garde, et en général ces gardes sont des gens qui à peine savent signer leurs noms, en sorte que lors de la rédaction du procès-verbal le rédacteur peut y ajouter ou retrancher tout ce qu'il lui plait. Ces gardes sont mal payés, leur état ne suffit pas pour les faire vivre, aussi ce n'est que par des malversations en tout genre qu'ils se procurent leur subsistance. Les gardes de la maîtrise [des eaux et forêts] n'ont que soixante et douze livres de gages et il leur est défendu de faire d'autres états : on conçoit qu'il doit en résulter des vexations. Il n'y a point de cultivateurs qui ne soient obligés de soudoyer ces gardes, et surtout ceux qui ont le malheur d'être riverains des bois ; il en résulte en même temps le dépérissement des forêts.

Décharge d'impôt
aux journaliers.

16. Comme il sera sûrement question d'un nouvel établissement d'impôt, il paroitroit juste de ne pas comprendre dans les rôles ceux qui n'ont d'autres ressources pour vivre que de travailler à la journée ; pour déterminer les impositions de chaque communauté, on compte ordinairement les feux et on y comprend presque toujours ces particuliers insolvables, ce qui oblige de faire des rôles de rejet qui sont d'autant plus injustes que cette surcharge excède les facultés connues des autres contribuables.

Cabaretiers.

17. Il faudroit que le nombre des cabaretiers vendant vin fut réglé dans chaque communauté et réduit au plus petit nombre possible. C'est dans ces tavernes que naissent toutes les difficultés. Il faudroit aussi qu'il fut défendu de choisir des collecteurs parmi ceux qui tiennent taverne ; ils obligent ceux qui n'ont pas acquitté leurs cottes de taille à préférer leur cabaret sous peine de les poursuivre, et par cette facilité des crédits, ils fomentent le penchant à la débauche et consomment la ruine de plusieurs familles.

18. Dans toute l'étendue du baillage d'Autun, il n'y a qu'une seule prison qui est trop étroite et mal saine. Ceux qui sont emprisonnés pour dettes civiles sont confondus pendant le jour avec les criminels. Un long séjour dans cette prison est presque toujours destructif de la santé de l'emprisonné, en sorte que souvent la seule peine de la prison est au-dessus de celle que la loi inflige au criminel.

Prison.

19. La mendicité dans les villages, et surtout dans la châtellenie de Glenne est portée à l'excès, à raison des bois. On y mendie avec insolence et les mendiants sont toujours assurés d'obtenir ce qu'ils exigent, en ce que tous les domaines étant couverts de paille les cultivateurs redoutent les incendies dont ils sont souvent menacés par ces vagabonds. Il n'y a que quatre cavaliers de maréchaussée à Autun pour tout le baillage; il est impossible que la police des campagnes soit faite avec un aussi petit nombre de cavaliers, surtout en égard aux différentes commissions dont ils sont journellement chargés par le gouvernement et qui les éloigne de leur ressort. On ne peut avoir main forte dans l'occasion et plusieurs coupables échappent à la justice.

Mendicité.

Maréchaussée.

20. L'instruction de la procédure en matière criminelle présente des inconvénients et des dangers qui font depuis longtemps l'objet de la réclamation de toute la France; il seroit bien essentiel qu'on s'occupât d'une réforme à ce sujet.

Procédure criminelle.

21. Jusqu'ici les habitants des campagnes n'ont pas été appelés aux États de la province. Ils demandent d'y être convoqués par la suite dans la forme qu'il a plu à Sa Majesté de prescrire pour les États généraux.

Admission des habitants de la campagne aux États de la province.

22. Les portions congrues des curés de campagne, quoique nouvellement augmentées, sont trop modiques pour subvenir à une honnête subsistance, eu égard à l'augmentation des

Traitement des curés.

denrées ; ces pasteurs zélés sont réduits à ne pouvoir faire l'aumône qu'en se privant d'une partie de leur nécessaire.

Admission des
curés de campagne
aux États de la pro-
vince.

23. Jusqu'ici les curés de campagne n'ont point aussi été appelés aux États de la province ; il seroit bien juste qu'ils y fussent admis. Les habitans des campagnes le désirent d'autant plus que c'est le seul moyen assuré de faire parvenir leurs plaintes à l'administration avec l'espérance d'être entendus.

Contrôle.

24. L'institution des contrôles a été dans son principe très avantageuse, mais aujourd'hui les droits sont devenus si exorbitans que c'est de tous les impôts celui qui pèse le plus sur le peuple. Toutes les fois qu'il s'agit de prétendues contraventions dans cette partie, ceux qui sont poursuivis, et surtout les gens de la campagne, préfèrent de payer sans examen pour éviter d'être obligés d'aller plaider à grands frais au Conseil. Il seroit donc bien intéressant qu'il fut ordonné que toutes les instances dans ces sortes de cas fussent désormais portées pardevant les juges ordinaires.

Huissiers pri-
seurs.

25. Depuis quelques années on a établi en Bourgogne des huissiers priseurs, ce qui occasionne des frais considérables aux habitans des campagnes. Autrefois les greffiers des justices des lieux procédoient seuls aux inventaires et ventes, mais actuellement il faut le concours des huissiers priseurs, ce qui double et au delà les frais sans aucun avantage pour les habitans.

Privilège des
Bourguignons

26. Les Bourguignons ont le privilège de ne pouvoir être traduits hors de leur ressort, et le plus souvent, lorsqu'ils excipent de ce privilège, on n'y a aucun égard. Il importe d'en demander la confirmation, avec défense d'y donner atteinte.

Committimus.

27. Il y a des corps, des communautés, des particuliers qui ont des droits de *committimus*. Il seroit juste de supprimer

sans exception quelconque ces sortes de droits qui sont très à charge, et surtout aux habitans des campagnes. Il résulte de cette espèce de privilège, qui est très injuste sous tous les rapports, qu'un malheureux paysan fait sans examen le sacrifice de ce qui lui est demandé plutôt que d'aller plaider à grands frais en première instance dans un pays éloigné de son domicile où il n'a ni connaissance ni soutien.

28. Il seroit encore juste de dispenser les laïcs de plaider aux officialités lorsqu'ils intentent des actions personnelles aux ecclésiastiques. Ceux-ci, par le moyen d'une appellation bien ou mal fondée, obligent leurs adversaires de se pourvoir par devant le métropolitain. L'éloignement de cette juridiction et la dépense du voyage obligent presque toujours le malheureux créancier à abandonner le procès.

Officialités.

29. La perception des octrois[§] donne souvent lieu à des vexations; les commis ou fermiers de ces sortes de droits imaginent, sous le moindre prétexte, des contraventions, et aussitôt ils dressent des procès-verbaux, saisissent les marchandises et assignent à l'intendance le prétendu délinquant, quoique fondé en raisons, pour faire prescrire les violentes exécutions, considéré qu'il va être privé de ses marchandises et obligé d'aller plaider à l'intendance et ensuite au Conseil. Il préfère avec raison de faire le sacrifice d'une somme pour se racheter de ces vexations, ce qui n'arriveroit pas si ces procès étoient portés par-devant les juges ordinaires.

Octrois.

30. On a dix ans pour exercer l'action en lésion d'outre moitié pour la vente des immeubles, et ce délai peut être prolongé fort loin par des minorités successives, ce qui gêne beaucoup le commerce. Il seroit[§] à désirer que ce temps fut abrégé et que la prescription courut contre les mineurs.

Action en lésion.

31. Il seroit également à désirer qu'il fut fait un règlement relativement aux oppositions aux mariages. Elles sont pour la plus grande partie abusives et n'ont d'objet que de retarder

Opposition aux mariages.

les mariages. Il faudroit qu'il fut permis de passer outre, sauf lors que l'opposant auroit une promesse par écrit ou qu'il s'agiroit d'une opposition de la part des pères et mères.

Juridiction des
présidiaux.

32. La juridiction des présidiaux est généralement avantageuse, mais elle l'est infiniment pour les gens de campagne ; ils ne sont point obligés, pour solliciter et obtenir justice, d'abandonner leurs affaires domestiques et de faire des voyages longs et dispendieux ; ils désireroient que les pouvoirs de cette juridiction fussent augmentés. Mais ce qu'ils désirent davantage et ce qui ne peut être refusé, c'est l'abrogation d'une instruction dispendieuse qui n'a aucun objet : il s'agit des jugements de compétence que l'on est obligé de faire rendre sur toutes sortes d'affaires, avant de pouvoir plaider au fond, quand même la compétence est certaine et que les parties en sont d'accord, ce qui occasionne beaucoup de retards et des frais considérables en pure perte. Sa Majesté a reconnu cet abus et l'a proscrit par une déclaration expresse, mais comme le parlement de Dijon n'a pas voulu l'enregistrer, l'abus subsiste en Bourgogne : il est bien intéressant de le faire cesser.

Participation égale
des trois ordres
aux charges publi-
ques.

33. Enfin les soussignés déclarent que pour l'établissement des impôts ils s'en rapportent à tout ce qui sera réglé par les États généraux, à la condition que tous les sujets du royaume sans exception et sans distinction d'ordres, y contribueront suivant leurs facultés et propriétés, mais ils demandent qu'ils soient autorisés à distribuer entre eux ce qui sera réglé devoir être supporté par leur communauté, sans que dans la suite on puisse en cotter aucun d'office sous quelque prétexte que ce soit, sauf à se pourvoir par-devant le juge ordinaire pour décider l'inégalité, modicité ou excès des cottes dont quelques-uns des contribuables pourroient avoir à se plaindre.

ALEXANDRE, DUFRAIGNE, ALEXANDRE, ACRIN, BOILLERAULT, LAMBER, scindic, JEAN LAMBER, LEVITTE, DECHAUME, COGNIARD, BERIARD, COTET, MONCHARMONT, PAUCHARE. Cotté et paraphé par nous, notaire susdit ; DUFRAIGNE, notaire royal.

XLIX

DOLÉANCES, PRIÈRES ET REMONTRANCES FAITES AU ROY PAR LES HABITANS
DE LA PAROISSE ET COMMUNAUTÉ DE SAINT-PANTALÉON-LÈS-AUTUN, RÉGLÉES
DANS LEUR DÉLIBÉRATION DU 15 MARS 1789.

1. Qu'il plaise à Sa Majesté ordonner que les délibérations des États généraux soient prises en commun par les trois ordres réunis et les suffrages comptés par tête. Vote par tête.

2. Qu'il lui plaise corriger les vices de la constitution des États de la province de Bourgogne et des abus de l'administration, en faisant ordonner que lesdits États seront composés et demeureront établis à l'avenir comme ceux créés dans la province du Dauphiné le 5 octobre 1788, et que les curés des villes et des campagnes pourront y assister par députés. États provinciaux.

3. Que tous impôts et charges publiques seront répartis également sur tous les citoyens, sans distinction, dans la juste proportion de leurs propriétés et facultés, et que les manouvriers et journaliers, qui ne possèdent aucuns fonds et n'ont que leurs bras pour vivre, seront exemptés de tous impôts. Répartition de l'impôt.

4. Que la milice et les corvées seront supprimées, et à la place établi un impôt qui sera payé par les trois ordres de la province sans distinction, comme il est dit ci-dessus. Suppression de la milice et des corvées.

5. Que les chemins finerots seront rétablis et entretenus aux frais des citoyens qui posséderont des fonds sur la paroisse et qui auront des revenus et commerceront, aussi à proportion de leurs propriétés et facultés, sans aucune distinction. Chemins fineraux.

6. Que toutes les cottes arbitraires seront anéanties. Cotes d'office.

Droits de contrôle. 7. Les droits de contrôle des actes réduits, avec un tarif clair et précis, à portée d'être entendus du peuple, et que le centième denier sera aboli ou diminué.

Prêt à intérêt. 8. Que le prêt à intérêt à 4 0/0, sans retenue d'impôts, sera admis dans la province, comme il l'est dans la Bresse et le Bugey.

Droits seigneuriaux. 9. Que tous les droits seigneuriaux qui ne doivent pas faire partie de la propriété des seigneurs, tels que les mainmortes, droits d'indire, tailles seigneuriales, banalités, droit de champart, de banvin, réparations des murs, fossés et ponts-levis des châteaux, redevances dues par les retrayants, corvées de char-rue et bras, seront totalement abolies.

Rachat des cens et rentes foncières. 10. Qu'il sera permis aux sujets du roy de racheter le capital des cens et redevances seigneuriales et amphitéotiques et autres sur le pied qu'il plaira à Sa Majesté de fixer.

Extension de la compétence des juges de première instance. 11. Que les juges inférieurs ou de première instance pourront décider sans appel de toutes les affaires qui n'excéderont pas 40 livres, et que les frais de la procédure qu'on sera obligé de faire dans ces légères causes ne pourront excéder 15 livres pour le demandeur et pareille somme pour le deffendeur.

Extension de la compétence des présidiaux. 12. Que la juridiction des présidiaux sera augmentée pour décider souverainement jusqu'à 3,000 livres en principal et 150 livres de rente, et que les jugements de compétence seront supprimés.

Huissiers priseurs. 13. Que les huissiers priseurs seront supprimés avec tous les droits attachés à ces offices.

14. Que la liberté des citoyens sera assurée d'une manière inviolable. Liberté des citoyens.

PIERRE LERICHE, JEAN DUCHESNE, CLAUDE JARLOT, PIERRE DEMANGEOT, JACQUELIN, CHARLES DENIS, VIEILLARD, CLAUDE DUCHESNE, PELLETIER (*un nom illisible*).

L

CAHIER DES DOLÉANCES, PLINTES ET REMONTRANCES DU VILLAGE ET COMMUNAUTÉ DE SAINT-PRIX-SOUS-BEUVRAY, CHATELLENIE ROYAL DE GLENNE.

1. Nous demandons que les représentans du tierce état du royaume soient députés aux États généraux ainsi qu'aux États particuliers de Bourgogne en égal nombre à ceux de l'ordre du clergé et de la noblesse ensemble et que la manière de voter soit par tête et non par ordre. Représentation du tiers-état.

2. Qu'il ne soit accordé qu'un seul impôt sous quel dénomination qu'il puisse être, lequel sera supporté par tous les sujets du royaume, sans aucune distinction de rang, privilège, et réparti sur chacun dans la proportion de ses facultés estimées. Impôt.

3. Que les cottes d'office soient supprimées, comme étant un moyen de vexations d'autant plus terrible qu'il est presque impossible de se faire rendre justice à cet égard. Cotes d'office.

4. Un moyen d'accélération dans l'administration de la justice est que les juges des lieux puissent nous juger en dernier ressort jusqu'à la somme de cinquante livres, étant essentielle de terminer une foule de petits procès qui ne tendent qu'à ruiner les parties lorsqu'elles ont un moyen d'appel. Extension de la compétence des juges.

5. Que les maréchaussées soient augmentées et disposées de manière que les campagnes ne soient plus sujettes à être Maréchaussée.

dévastées par une quantité de vagabonds et mendiants qui s'y réfugient et mettent les habitans à contribution.

Chemins
raux. fine-

6. Que nos chemins fineraux, devenus impraticables par l'abandon qu'on en a fait depuis des tems très recullés soient refaits et entretenus et d'une largeur convenable.

Tabac.

7. Que le tabac qu'on nous fournit depuis environ deux ans soit proscrit, étant absolument mauvais, et qu'on nous en donne d'une qualité pareille à celui que nous avons avant cette époque.

Sel.

8. Que le prix du sel soit de beaucoup diminué comme étant le plus souvent le seul assaisonnement des malheureux de la campagne.

Louveterie.

9. Qu'il soit pris des mesures pour faire détruire les loups qui ravagent nos campagnes et qu'il y ait des encouragements pour ceux qui en tueront.

Adhésion aux ré-
solutions du tiers-
état de Dijon.

10. Nous demandons en outre que tous les moyens déduits dans la requête au roy des différentes corporations du tierre état de la ville de Dijon soient adoptés, déclarant que nous approuvons cette requête en tout son contenu et que nous y adérons sans restriction.

MARTIN, PHILIPOT, DESSERTENNE, CHAUSSIVERT, BARBOTTE, MARCONNET, PINARD, MONCHARMONT, BONNOT, MONCHARMONT, MARCONNET, DEVALLERY, MARTIN (*un nom illisible*).

LI

CAHIER DE DOLÉANCES ET PLAINTES QUE LES DÉPUTÉS DU TIERS-ÉTAT DE LA COMMUNAUTÉ DE SAINT-SERNIN PORTERONT AU BAILLAGE D'AUTUN, CONFORMÉMENT AUX ORDRES DU ROY.

Lesdits habitans assemblés en vertu de l'ordonnance formée en marge de la requête présentée à monsieur le juge de Saint-

Sernin le douze mars, présent mois, à l'effet de rédiger leur cahier de doléances et plaintes, soumettant leurs personnes et leurs biens à la bonté et aux vues bienfaisantes de Sa Majesté, ils ont l'honneur de mettre sous les yeux du roy les détails de leurs maux et des abus qui les affligent, le suppliant très respectueusement d'avoir à les adoucir et l'espérant de sa justice et de sa bonté.

1. Nous sommes nez français, nous habitons une paroisse composée d'environ quatre-vingt et quelques feux, dont le territoire est la plus grande partie possédé par des propriétaires forains, et en conséquence nous sommes à la réserve de quatre laboureurs fermiers, et pour autrui, tous vigneron pour autrui, manouvriers, journaliers et mendiants.

État de la communauté.

2. Notre territoire est une partie implanté de vignes et en terres labourables. Nous avons peu de prés ; ils sont d'un mauvais rapport, et pour champoi nous n'avons que la cime d'une montagne inculte, sèche et aride qui ne peut produire ny bois ny buissons.

Idem.

3. Nous sommes imposés à la taille à une somme annuelle de dix-neuf cent livres ; à la capitation, à celle de trois cent et quelques livres, et enfin notre territoire est grevé d'une somme d'environ deux mille quatre cent livres de vingtième.

Charges de la communauté.

4. Nous sommes chargés par chacun de nous tenant feu et lieu d'une rente annuelle de quatre combles d'avoine, d'une demye mesure de froment et de sept sols en argent, et encore d'une poule. Et ces différentes redevances reviennent à environ quinze livres par an pour chacun.

Idem.

5. En outre de la charge cy dessus, nos héritages sont grevés de rentes et cens solidaires qui nous causent annuellement une source infinie de procès ruineux.

Idem.

Idem.

6. Sur la récolte annuelle de nos fruits, l'abesse de Saint-Andoche d'Autun prélève, conjointement avec notre curé, la quatorzième portion. Les quêtes de toutes espèces faites par différentes personnes nous en enlèvent aussi une portion dont souvent malgré nous nous ne pouvons nous défendre.

Sel et tabac.

7. Nous éprouvons sur les denrées de première nécessité, comme toiles, étoffes et cuirs des augmentations considérables et l'on nous délivre à un prix excessif le sel et le tabac et d'une mauvaise qualité.

Communaux.

8. Nos terrains communaux sont usurpés de toutes parts, nos affaires de communauté négligées ou mal suivies, et nous ne pouvons nous y opposer qu'en vertu d'une autorité préalable de notre seigneur intendant. Enfin nous éprouvons d'autant plus de difficultés à le faire que cette justice à laquelle nous sommes subordonnés est trop dispendieuse et trop lente.

Extension de la
compétence des tri-
bunaux inférieurs.

9. Trois tribunaux de justice nous occasionnent des dépenses effrayantes, des retards et la perte d'un tems considérable. Il nous semble que pour remédier à ces inconvénients, il conviendrait de rapprocher de nous les tribunaux souverains et d'augmenter le pouvoir des tribunaux inférieurs. Nous avons vu souvent que nous préférons la perte de nos petites créances au danger de les suivre dans ces différents tribunaux.

Inconvénient des
pigeons.

10. Les pigeons préjudicient à nos semences et à nos récoltes.

Imprescription
des terriers.

11. Il résulte souvent de l'imprescription des terriers des seigneurs une source de procès difficiles et ruineux, et souvent on nous répète, à la faveur de terriers fort anciens, des objets dont il n'est fait aucune mention dans le dernier terrier et qui sans doute ont été rédimés, affranchis ou traités.

12. Les contrôles nous présentent aussi des abus à reformer, tels que les réclamations qu'a le droit de nous faire un vérificateur, par forme d'erreur, quinze ou vingt ans après la première perception faite au bas de nos actes. Il nous semble que les erreurs commises à cet égard devraient être supportées par les préposés receveurs de ces droits. Par là les contraintes que l'on nous fait pour le recouvrement de ces augmentations arbitraires nous seraient évitées.

Droits de contrôle.

13. Il nous semble aussi que les revenus attachés à la cure de notre paroisse, résultants des fonds qui y sont assignés et des dixmes qui y sont levées, devraient nous libérer d'un casuel onéreux et arbitraire, puisqu'il augmente à chaque mutation du possesseur de ce bénéfice, qui en jouit sans partage.

Casuel.

14. Nous observons aussi que notre champoi qui, suivant l'article 2 des présentes, ne consiste qu'en une chaume fort aride, est partagé avec le village de l'Hôpital, notre voisin, moyennant une contribution qui ne nous décharge de rien.

Paccages.

15. Les grands chemins et leur entretien sont pour nous d'une charge non moins onéreuse, car ils nous occupent et notre bétail très souvent et dans des saisons les plus précieuses. Nous observons de même que notre pays qui est fort montueux, sujet à raviner et mal percé, n'a aucun chemin commodde pour l'exportation de nos denrées.

Entretien des
grands chemins.

16. Les banqueroutes et l'impunité de ceux qui s'en rendent coupables nous semblent devoir être discutées avec plus de rigueur.

Des banqueroutes.

Tel est le tableau sincère et véritable des plaintes et doléances que nous présentons très respectueusement à la bonté de notre monarque dont nous implorons très humblement la bonté et la justice, le suppliant tous unanimement d'ordonner

Vote par tête.

que le tiers-état dont nous sommes membres soit représenté aux États généraux et de la province par des députés en nombre égal à ceux des deux autres ordres réunis; que les opinions y soient prises par tête; d'ordonner encore que toutes charges publiques soient supportées par tous [les] citoyens et réparties à proportion des propriétés et facultés, nous remettant au surplus à la volonté du roy et à tout ce qui sera prévu et réglé par les prochains États généraux. Fait à Saint-Sernin, ce quinze mars 1789.

RÉMOND, DEBEAUMARCHEF, C. CHICOTOT, JEAN MAGNIEN, PHILIBERT CHIFFLOT, PIERRE RAVIER, COTIN, LAZARE COLIN, LOUIS MAGNIEN, L. CHITRY, GODILLOT père, PIERRE LAMY, SIMON PHILIPPE, NICOLAS VIRAZARD.

Cotté et paraffé, *ne varietur*, par nous Jean-François-René Carnot, avocat en parlement, demeurant à Nolay, plus ancien gradué, faissant en cette qualité les fonctions de juge de S.-Sernin-du-Plain et dépendances, à raison de l'indisposition de l'ordinaire. A Nolay, le 15 mars 1789.

CARNOT.

LI (BIS)

CAHIER DE PLAINTES ET DE DOLÉANCES DE SAINT-SERNIN-DU-PLAIN.

Messieurs, admis à la noble fonction d'éclairer notre souverain sur les plus grands objets de la prospérité publique, nous trouvons toutes les avenues du trône ouvertes à la vérité. Tout nous est révélé sans déguisement. En effet, balançons les moyens avec messieurs du clergé, avec messieurs de la noblesse et les besoins du tiers-état; pesons avec toute l'attention possible dans nos conférences les facultés du peuple. Nous verrons, messieurs, que nous céderons à la nécessité qui est la première loi. La nation étant une, tous les ordres, tous les corps ne

peuvent avoir d'autres intérêts que les siens, et il n'est pas permis de penser que celui qui recueille moins paye davantage. C'est donc du secours et de l'appui que la faiblesse du malheureux invoque, et il ne peut le trouver que dans le clergé et la noblesse. Dès qu'une fois il est convenu que la contribution doit être égale et répartie également, l'élévation des grands n'est qu'un moyen de soulager le faible et d'assurer le sujet de ses réclamations. En effet, qu'on examine avec attention, si on veut s'en donner la peine, les surcharges qui sont dans cette paroisse.

1. Chaque feu, sous la censive du seigneur, paye, année commune, en nature, de douze à quinze livres, qui dans un temps n'était porté qu'à cinq à six sols, mesure d'avoine, et qui, par l'augmentation des danrées, fait une surcharge très considérable pour la paroisse.

Charges de la communauté.

2. Plus, une demie mesure de froment que chaque feu, censable ou non, [païé] au seigneur, soi disant sur un moulin situé à l'Hospital, et sur un four banal, qui n'existent point.

Idem.

3. Plus, dix sols de plaine au seigneur, par chaque feu, qui est pacagée par les villages voisins qui n'en payent rien, comme s'ils avoient droit du seigneur, ce qui fait un grand tort à la paroisse.

Idem.

4. Plus, sept sols ou une poulle de corvée, avec un sol tournois, sans sçavoir pourquoi l'on paye au seigneur les quatre articles cy dessus, demandant au seigneur le titre primitif aux frais dudit seigneur.

Idem.

5. Plus, un cens général, en majeure partie au seigneur, et le reste à plusieurs autres particuliers, le tout solidairement. La réception de ces droits est une vexation qui d'années à autres va de quatre à cinq mille livres de frais fais par la jus-

Idem.

tice seigneuriale. Pour obvier à toutes ces difficultés, demande la paroisse que les cens et rentes solidaires soient levés et rachetables.

Dîme. 6. Plus, la dixme que madame l'abbesse de S. Andoche lève tant sur les grains de toutes espèces que sur les vins, de quatorze à quinze, ce qui fait une grande diminution pour le petit revenu que l'on a dans le pays.

Situation du pays. 7. Le pays est en montagne, plein de rochers les plus escarpés, sujet à tous les inconvénients et d'un très modique produit, sans commerce, sans bois, sans paturage, éloigné de toutes les ressources ordinaires aux campagnes.

Idem. 8. Point de pays plus sujets aux orages, inondations et renversement de maisons. Les habitants sont obligés de perdre une grande partie de leur temps à réparer les torts que les orages et ravines leur occasionnent très souvent.

Idem. 9. Le pays est inaccessible et la dépense pour la récolte est très grande : nous avons très souvent la douleur de voir périr nos danrées peu durables faute de trouver à les vendre.

Tailles. 10. La paroisse est surchargée de tailles et de vingtièmes : nous demandons à Sa Majesté une diminution.

Sel et tabac. 11. Plus, que le sel et le tabac soient marchands, chose nécessaire à toute personne, ou bien une diminution sur cet objet.

Milice. 12. Plus, qu'il n'y ait point de milice, ce qui est la source d'une grande dépense et d'un grand dérangement dans les familles. Si Sa Majesté a besoin d'hommes, qu'elle donne à la paroisse la liberté d'en acheter un à ses frais.

13. Plus, la suppression du droit d'indire, chose honteuse à des seigneurs sur leurs vassaux. Droit d'indire.

14. Plus, demande la réforme des justices inférieures, et qu'au lieu et place il y ait quatre notables de l'endroit, qui iront par-devant le juge désigné pour éviter les frais. Réforme des justices inférieures.

15. Plus, demande la paroisse que l'on se ressouvienne des services essentiels qu'a rendu et rend tous les jours le sieur Philippe-Jean-Baptiste Gaudet, chirurgien, leur député, à tous ceux de la province qui ont eu le malheur d'être attaqués par des animaux enragés. Remède contre la rage.

16. Pour tous les autres objets, nous nous en rapportons à messieurs du tiers-état d'Autun. Adhésion au cahier du tiers-état d'Autun.

17. Nous certifions que tous les articles cy-dessus paraphés par première, seconde, troisième et quatrième pages, sont vrais et véritables, et foi doit y être ajoutée. C'est pourquoi nous nous sommes soussignés avec notre officier public. A Saint-Sernain, ce huit mars mil sept cent quatre-vingt neuf.

NICOLAS ROCHETTE, JOSEPH RAVIER, MAGNIEN, PHILIBERT PETIT, JEAN NAUDIN, NICOLAS VIRARD, PHILIPPE ROCHETTE, JEAN MAGNIEN fabricant, LAZARE BOUDRIOT, JEAN MARTIN, ÉMILAN DÉPERNON, ANTOINE DESPERNON, CHIFFLOT, ANDRÉ MUNOT, AUBIN MUNOT, CLAUDE BROSSARD, SIMON BROSSARD, JEAN NARJOLLET, SIMON NARJOLLET, LAZARE CHIFFLOT, ANTOINE MONTANDEY, AUBIN BELIN, JEAN COMMUNO, PETIT, AUBIN DARQUE, ÉMILAND RAGEY, MORRON, EDMÉ PETIT, syndic de S. Sernin du Plain (*deux noms illisibles*).

LII

CAYER DES PLAINTES, DOLÉANCES ET REPRÉSENTATIONS DES HABITANTS DE LA
PAROISSE DE SAINT-VINCENT DE SAINT-SYMPHORIEN-LÈS-AUTUN, DANS LA
PROVINCE DE BOURGOGNE, POUR ESTRE PRÉSENTÉES AU ROY ET AUX ÉTATS
GÉNÉRAUX.

Diminution du prix du sel. Vos très humbles et très fidèles sujets de la paroisse de Saint-Vincent-de-Saint-Symphorien-lès-Autun, province de Bourgogne, supplient Votre Majesté de leur accorder une diminution sur le prix du sel, dont la cherté les met souvent dans le cas de ne pouvoir s'en procurer pour leur propre besoin et pour la guérison de leur bétail.

Demande de l'ins-
titution d'une sorte
de corporation agri-
cole. Les suppliants ont recours à vostre justice pour faire cesser par une loy un grand abus qui est cause de la ruine des vrayz cultivateurs, laquelle loy interdit à des gens de toutes professions, tanneurs, marchands de bois, cabaretiers, boulangers, cordonniers, massons, plâtriers, lesquels n'ont pas la moindre connoissance de l'agriculture, de s'immiscer à prendre des fermes, n'étant pas en état de les faire valoir par eux-mêmes, mais par les mains de vrayz cultivateurs contre lesquels ils exercent des vexations et des surcharges qui les mettent hors d'état de se procurer le plus pressant nécessaire et les réduit à la mendicité.

Suppression de la
milice et de la cor-
vée. Les suppliants espèrent de vostre bonté que vous voudrés bien supprimer les milices et les corvées, en mettant un impôt qui supplée à la dépense qu'exigent l'une et l'autre, qui nuisent beaucoup au progrès de l'agriculture.

Cottes arbitraires. Les suppliants voient avec peine que sous de faux rapports on impose des cottes arbitraires à ceux qui s'occupent à rendre la terre plus fertile par leur travail et que cette imposition

décourage : ils espèrent de votre équité que Votre Majesté rendra une loi pour empêcher ces cottes arbitraires.

Les suppliants désireroient que Votre Majesté voulut bien accorder aux juges inférieurs et de première instance de pouvoir décider sans appel de toutes les affaires sommaires qui n'excèdent pas la somme de quarante livres et d'ordonner que les procédures soient réduites à des frais modiques, ce qui seroit un grand soulagement pour les habitans de la campagne.

Extension de la compétence des tribunaux.

Les suppliants demandent avec instance à Votre Majesté de supprimer les huissiers priseurs, qui privent par les frais immenses qu'ils font dans la vente des effets que les pères et mères ont laissés à des enfans mineurs du peu qu'ils espéroient en retirer.

Suppression des huissiers priseurs.

Lesdites plaintes et doléances ont été réglées et arrêtées par les habitans de la susdite paroisse dans leur assemblée tenue le quinze mars mil sept cent quatre-vingt neuf, la présente déclaration signée par plusieurs, les autres ayant déclaré ne sçavoir signer, de ce enquis.

L. LÉGER, JOSEPH LAPORTE, JAQUE BILLARD, MOLÉ.

LIII

CAYER CONTENANT LES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
ET COMMUNAUTÉ DE SAIZY ET DE SES HAMEAUX.

Cejourd'hui quinze mars mil sept cent quatre-vingt neuf, nous tous habitans des villages de Saizi, Sivry, La Vesvre, La Forest, Collonges-la-Magdelaine et Morlet, formant tous ensemble la paroisse de Saizi et tous dénommés dans le verbal d'assemblée tenue ce jourd'hui audit Saizi par ordre de Sa

Majesté pour les fins énoncées audit verbal, en exécution desdits ordres de Sa Majesté, nous nous sommes présentement occupés de la rédaction du cayer de nos doléances, plaintes et remontrances, de la manière et dans la forme que s'ensuit, sçavoir :

Etat de la communauté.

4. Cette paroisse, ainsi composée de sept hameaux (Morlet, l'un deux, alternatif de Saizi et de Tintry), est une des plus pauvres de tout l'Autunois. Il ne s'y tient ny foire ny marchef, il ne s'y fait aucun commerce de quelque espèce que ce soit. Le terrain y est en général sablonneux, aride et d'un très petit rapport ; il n'y croit que du seigle, quelque peu de froment dans les ouches et les meilleures terres, et des carémages en très petite quantité. Il est tout en montagnes et collines, d'où il arrive que les pluyes et les eaux l'endommagent considérablement en entraînant les terres, les graines et les semences même, ce qui ôte souvent toute espérance de récolte aux cultivateurs. Le pays est d'ailleurs entouré de bois, d'étangs et de rivières qui y occasionnent un froid extraordinaire, des gelées considérables et fortes, surtout au printemps, qui gâtent souvent la fleur des seigles et rendent les moissons pour l'ordinaire très médiocres, de sorte qu'il est très rare d'avoir une récolte complète et sans accident dans cette paroisse. Les habitans sont pour les deux tiers des pauvres manœuvres, des journaliers, des fendeurs, des bucherons, des peigneurs de chanvre, des cheptelliers. Il y a très peu de laboureurs propriétaires, et encore bien moins qui ayent du bétail à eux : ils le tiennent presque tous à cheptel et en partagent le bon croist avec les maîtres, leur portion est employée à payer les foin, pailles et autres fourrages qu'ils ont été obligés d'acheter pour la nourriture de ce bétail, de sorte qu'il n'y a rien pour eux et qu'ils sont bien heureux lorsque ce bétail profite, car, s'il vient à périr ils sont absolument ruinés, étant obligés d'en supporter la perte.

Idem.

2. Des sept hameaux qui forment cette paroisse, il y en a trois en franchise et quatre en mainmorte. Les habitans de

cette dernière qualité sont obligés de négliger la culture de leurs terres parce qu'ils n'en retireroient pas pour vivre et pour payer les rentes, cens et redevances qui sont affectées sur leurs héritages, et encore parce qu'ils sont tenus à des corvées et autres servitudes considérables, de sorte que les uns se découragent absolument, les autres s'épuisent, se sacrifient et s'immolent pour ainsi dire afin de faire honneur à leurs affaires. Les trois autres hameaux ne sont pas plus avancés. La qualité de terres en franchise attire des acquéreurs, de sorte que ces villages sont presque entièrement possédés par des bourgeois et autres propriétaires forains qui fournissent le bétail pour la culture de leurs domaines et qui en emportent le produit et le profit. Les infortunés métayers, grangers ou fermiers, vivent à peine en travaillant comme des forçats et sont pour l'ordinaire redevables à leurs maîtres au bout de l'année.

3. La dixme, qui sans contredit avoit été accordée pour faire le patrimoine de la cure et pour tenir lieu de tout à cet égard, se trouve aujourd'hui dans des mains étrangères. Monsieur le curé n'en a tout au plus que le tier : le surplus se paye à des gens qui n'y paroissent jamais que pour prendre. S'il y a des réparations à faire à l'église ou à la cure, elles sont au compte des malheureux paroissiens : on leur fait d'ailleurs payer un casuel forcé, ce qui est une injustice criante, la dixme devant les décharger de tous ces objets, et de plus être une ressource pour eux dans les besoins, les nécessités et autres affligeantes positions où ils ne se trouvent que trop ordinairement. Il y a apparence qu'ils en seront privés tant que les dixmes seront possédées par leurs maîtres actuels.

Dîmes.

4. Cette paroisse est de plus accablée de taille et autres impôts, n'ayant personne qui la protège et la défende auprès de MM^{rs} les élus généraux ; ils sont d'autre côté répartis d'une manière disproportionnée, et pour surcroît d'inconvénient ils sont furieusement augmentés par les frais immenses que fait le préposé de M^r le receveur à Autun.

Impôts de la communauté.

Sel et tabac.

5. Le sel, cette danrée de première nécessité leur manque souvent par sa trop grande chèreté et par le défaut de moyen pour se la procurer. Il n'est pas rare de voir nombre de familles s'en passer dans cette paroisse pendant des mois entiers et plus. Le tabac, quoique de sa nature moins nécessaire, est pour la plupart d'un besoin moins supportable que celui du sel. Hélas, combien sont obligés de souffrir, de gémir et de s'en passer, à raison de son trop haut prix et du manque d'argent pour l'avoir !

Manque de secours.

6. Encore s'il y avait quelque remède et quelque ressource à tous les maux dans cette paroisse, l'on s'en consoleroit et on les supporteroit avec plus de patience et de conformité à la volonté du souverain qui les permet. Mais il n'y a ni maison de charité, ni bourgeois, ni particuliers aisés où les malheureux puissent se réfugier et dont ils puissent être secourus. M^r le curé a trop de pauvres dans l'étendue de cette paroisse et trop peu de revenu pour subvenir aux besoins multipliés d'un chacun de ceux qui souffrent ou qui sont réduits aux plus dures extrémités. M^{rs} les seigneurs n'y paroissent que par leurs préposés : c'est leur faire grâce que de dire qu'ils ne soient pas instruits des misères qui y règnent, et c'est une vérité reconnue qu'ils n'y font que très peu ou point d'aumones. (Bien loin de faire des charités, ils font tous le mal possible. Car c'est un péché impardonnable s'il échappe du bétail dans leurs taillis : les gardes et la justice ont bientôt dévoré le prix dudit bétail ; il vaudroit mieux pour les maîtres l'abandonner que de le reconnaître. Il n'est cependant pas possible de s'en garantir ; leurs bois joignent presque tous les communautés et sont à l'abandon, mais les gardes y veillent plus que sur leur jardin. Autre inconvénient de la part desdits seigneurs : ils font tuer les chiens et prendre les fusils, de sorte que les loups et autres bêtes dangereuses font icy impunément tous le dommage imaginable.) Les décimateurs étrangers n'y pensent pas et les propriétaires forains s'en croient bien dispensés. Il ne faut

donc plus être surpris si l'on voit si souvent des ménages désertés et tant de pauvres malheureux languir et mourir. L'on en verroit encore davantage sans la ressource que la plus part se sont ménagés en défrichant des cantons de communautés où ils plantent des pommes de terre dont ils font leur nourriture pendant plus de la moitié de l'année. Mais il en résulte d'autres inconvénients, c'est que l'on arrache les bois, déjà trop précieux et trop rares dans ces pays, et que l'on retroicit le pâturage du bétail qui est la seule richesse de cette paroisse. Les habitans désireroient que leurs bois communaux fussent mis en réserve et que l'on empêchat l'abus des défrichemens.

Tel est, Sire, le tableau de nos misères que nous ôsons vous présenter, puisque vous nous l'ordonnez. Il n'est pas exagéré ; il lui manque au contraire, entre autres choses, pour être parfaitement fidèle, d'y ajouter les frais inconcevables que l'on est obligé de faire pour demander et obtenir justice sans que l'on puisse en venir à bout que l'on ait attendu des temps infinis. Cet inconvénient achève de ruiner la plus part des habitans de cette paroisse ainsi que de tous les autres endroits de votre royaume. Votre cœur, tendre et compatissant, sera sans doute ému, Sire, à la vue du triste état dans lequel nous avons gémi jusqu'à présent. Nous vous supplions, grand roy, père, protecteur et libérateur de votre peuple dont nous nous glorifions de faire partie, nous vous supplions, dis-je, de peser nos plaintes et nos maux dans la balance de votre équité et de votre justice et d'y remédier par votre bienfaisance, votre bonté et votre puissance. Ce bienfait nous pénétrera d'une vive et éternelle reconnoissance ; il redoublera notre amour pour votre auguste personne ; il ranimera notre zèle et notre dévouement pour la prospérité de votre royaume et la gloire de votre règne ; enfin il nous mettra dans la disposition héroïque de faire le sacrifice de nos biens, notre fortune, notre vie même dans toutes les occasions où il pourra s'agir de prouver notre fidélité à un si bon roy, notre amour à un père si compatissant

et si tendre. Comme nous commencerons à jouir de la vie par vous, nous ne craignons pas de la donner pour vous. Fait et arrêté par nous susdits habitants des villages de Saizy, Sivry, Changey, la Verne et la Forêt, les habitants des villages de Col-longe la Magdeleine et Morlet ayant des rôles de tailles séparés ont faits leurs assemblées et leurs cayers de doléances à part, et nous nous sommes soussignés ceux le sçachant, les autres ont déclarés ne le sçavoir de ce requis.

JEAN BOULICAULT, GEORGES PROST, FRANÇOIS FORGEOT, DOREAU, F. BOULICAULT, JEAN BOULICAULT, ALEXIS PROST, GUILLEMIN, notaire (*un nom illisible*).

LIV

CAHIER DE LA COMMUNAUTÉ DE SAVIGNY-LE-JEUNE ET CREUSEFOND.

Fusion des trois ordres pour ces dé-libérations.

1. La communauté de Creusefond demande que les États généraux délibèrent en commun et les suffrages pris par tête et non par ordre.

Périodicité des États généraux.

2. Que les États généraux se tiennent périodiquement tous les cinq ans au plus tard et les députés changés à chaque terme.

Commission per-manente des États généraux.

3. Que les États généraux nomment une commission inter-médiaire formée sur le même plan des États pour veiller à l'exécution des règlements qui auront été faits, à la publica-tion et enrégistrement des nouvelles lois provisoirement après avoir consulté les États particuliers des provinces qui y auront intérêt; sauf aux États généraux qui suivront à en ordonner l'exécution définitive, si le cas échet.

Nécessité d'une constitution.

4. Qu'aucun impôt ne soit accordé ni conservé avant que la constitution ne soit formée et tous les règlements arrêtés pour toutes les parties d'administration.

5. Que les États généraux constatent la dette nationale, qu'ils mettent de l'ordre et de l'économie dans toutes les parties des finances, qu'ils fixent les dépenses de chaque département. Dette publique.
6. Qu'ils n'accordent les subsides que pour un tems limité qui n'excédera pas celui d'une tenue d'États généraux à l'autre. Budget.
7. Que tous les ordres sans distinction payent tous les impôts, sous quelque dénomination qu'ils soient, en proportion de la fortune et des facultés de chaque individu par un seul rôle. Participation des trois ordres aux charges publiques.
8. Que l'impôt territorial sera préféré à tout autre, étant le plus juste et le moins sujet aux disproportions. Impôt foncier.
9. Que les corvées, la milice, les aides, les gabelles, les droits sur les cuirs, sur les savons et papiers, soient supprimés, et le sel et le tabac rendus marchands. Corvées, milice, gabelle, impôts de consommation.
10. Que les barrières soient portées aux frontières sans qu'il puisse y avoir aucuns droits à payer dans l'intérieur du royaume pour la circulation des denrées et marchandises. Douanes intérieures.
11. Que les États de la province de Bourgogne soient composés comme ceux du Dauphiné, lesquels diminueront tous les frais de perception et supprimeront tous emplois inutiles. États provinciaux.
12. Qu'ils ne mettent ni ne lèvent aucuns impôts que ceux octroyés par les États généraux, sauf dans le cas où des circonstances forceront la province à s'imposer elle même : pour lors, elle rentrera en tous ses droits. Répartition de l'impôt.
13. Que les États ou commission intermédiaire ne puisse imposer d'office aucuns individus, qu'ils ne puissent que distri- Idem.

buer l'impôt par communauté sauf aux communautés à répartir par ses assesseurs l'imposition sur les particuliers de tous les ordres.

Justice seigneuriale.

14. Que chaque particulier assigné devant le juge d'un seigneur puisse demander son renvoi au baillage quand le seigneur ou son fermier ou préposé seront intéressés au procès.

Mésus.

15. Que l'édit concernant les mésus soit supprimé et l'action renvoyée à l'ordinaire.

Casuel des curés.

16. Que le casuel des curés soit supprimé, sauf à en être dédommagé par les décimateurs.

Droits seigneuriaux.

17. Que toutes rentes seigneuriales, sous quelques dénominations qu'elles soient, mainmorte, cens et autres, puissent être rachetées sans attenter au droit de justice des seigneurs, et cependant que les seigneurs ne puissent exiger les rentes par la voie solidaire.

Droits d'usage dans les bois.

18. Que tous les droits d'usage et pacages dans les bois et communautés soient conservés, à moins que les seigneurs ne justifient d'une propriété ou possession exclusive.

Droits féodaux.

19. Que les droits de bannalité, guet et garde, de retrait et d'indire, soient supprimés sans dédomagement, ces droits n'ayant plus d'objet.

Partage des biens communaux.

20. Que l'édit qui permet le partage des communautés soit révoqué.

Triage des bois communaux.

21. Que le triage des bois communaux soit supprimé.

JEAN LENOBLE, GUIOT.

LV

CAHIER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
DE SOMMANT.

Il est tems enfin d'élever nos voix du fond de nos chaumières pour les faire entendre à notre monarque bienfaisant, puisque sa bonté nous en donne le courage et qu'il veut bien aujourd'hui nous permettre de lui découvrir les maux qui nous accablent depuis tant de tems et les abus qui sont la cause des charges exorbitantes sous le faix desquelles nous gémissons depuis tant d'années. Nous espérons que la bonté paternelle de notre auguste monarque, qui nous invite d'une manière si affectueuse à lui en faire nos doléances, remédiera efficacement à tous ces vices qui se sont glissés sans sa participation dans toutes les parties de l'administration. Nous observerons donc :

4. Que la paroisse de Sommant, qui est composée^s de quatre-vingt-douze feux, n'est point capable de supporter la somme exorbitante d'impositions dont elle est chargée : car ce n'est qu'un terrain froid et stérile qui à peine peut produire du grain pour la nourriture de ses habitans. Une quantité assez considérable de ce terrain n'est que bruère, qui ne se cultive point ; une autre très grande est en brossailles dont on ne peut tirer parti ; une autre partie qu'on est obligé de laisser reposer pendant neuf à dix ans avant que de pouvoir le cultiver : le tout, rien qu'en montagnes sur lesquelles on ne peut conduire que très peu de graisses, ce qui fait que l'on ne peut seconder son peu de fertilité. Cependant cette communauté, qui jouit d'un si mauvais terrain, paye tous les ans pour mille ou onze cents livres de taille, pour deux cent livres de vingtièmes, environ cent vingt livres pour le paiement du maître d'école, du chantre et du marguillier ; les réparations qui surviennent

État de la paroisse.

à faire à chaque instant, soit à l'église soit au presbitère, sur le pied de ce qu'il en a coûté cette année, montent à la somme de quatre cent livres par an. L'entretien des routes, sur le pied de ce qu'il a coûté jusqu'à présent, monte à la somme de deux cents livres par an. La levée des soldats provinciaux par la manière dont elle est faite constitue cette communauté en des frais qui s'évaluent au moins à deux cents livres. Les droits et honoraires que nous sommes obligés de payer à nos curés, évalués à la somme de cent cinquante livres par an. Voilà cependant la somme de plus de trois mille livres qui sort des mains de pauvres malheureux qui arrosent leur pain de la sueur de leur front et qui (chose qui fait horreur à la nature!) n'en mangent pas toutes les fois et autant qu'il le faudroit pour les mettre en état de soutenir les pénibles travaux auxquels ils se livrent, pour verser dans les capitales le produit de leur peine et de leur labeur. Car, nous l'avouons, si nous n'avions recours aux avoines, sarrasins et patates pour faire des bouillies, au moins une fois par jour, le grain que produit le territoire de Sommant ne nous suffiroit pas.

Perception
l'impôt.

de 2. Nous désirerions que la perception des impôts se fit d'une manière moins dispendieuse et de manière que les deniers, que nous sacrifions avec plaisir pour l'auguste défenseur de nos contrées, lui parvinssent en totalité : que par conséquent ce grand nombre de receveurs qui absorbent une grande partie de ces sommes fut diminué et que nous n'eussions pas la douleur de voir ces messieurs refuser notre argent si nous le leur portons deux jours avant l'échéance du terme, parce qu'ils n'ont point encore donné de commandement, et nous font remporter notre argent pour nous envoyer ce commandement deux jours après, ce qui fait des frais : ils content trois livres chacun ; on en donne quatre par an, quelque exactitude que nous ayons de porter notre argent aux termes fixés, ce qui fait que le collecteur est obligé souvent d'agir de violence contre nous, et nous avons la douleur de voir vendre

à l'enchère nos moissons et quelque fois nos meubles, parce que ce collecteur, qui a une certaine rétribution pour le dédomager des pertes qu'il est souvent dans le cas de faire, voyant cette rétribution diminuée par les frais que lui fait le receveur, craint de perdre davantage et use de violence contre les plus malheureux d'entre nous dont il croit avoir à se défier.

3. Nous désirerions que la répartition de la taille ou de telle autre imposition qui viendra dans la suite à la charge de la paroisse se fit d'une manière plus équitable. On nomme des assesseurs pour faire cette répartition; ils font beaucoup de dépense et s'en rapportent presque toujours à la division qu'en fait un notaire qu'ils appellent pour faire le rôle et qui n'a aucune connoissance des facultés de chaque habitant, de sorte qu'il arrive qu'un pauvre manœuvre, qui n'a que ses journées pour soutenir sa famille et payer son loyer, paye plus de taille que tel autre qui sera propriétaire, qui aura une profession bien lucrative, tel laboureur qui ensemence dix, vingt, trente boisseaux de bled de moins que tel autre et qui cependant paye dix ou douze livres de plus que lui. Ce sont des faits qui pourroient se constater.

Répartition des impôts.

4. Nous désirerions que la justice se rendit un peu plus promptement et que l'on ne vit pas des procès durer des dix, douze, quelquefois vingt ans, pour absorber la substance des plaideurs sans qu'il en résulte aucun avantage, même pour les gagnants et même de la perte pour la plus part du tems, de sorte que l'on voit souvent des veuves, des orphelins dépouillés de leur héritage et frustrés des biens qu'un père laborieux leur avoit acquis légitimement.

Justice.

5. Nous désirerions que les chemins publics se fissent aux frais de tout le monde, que personne n'en fut exempt, car souvent ce sont ceux qui les endomagent le plus qui en sont exempts; qu'il fut réglé aussi que chaque communauté seroit

Chemins.

obligée de mettre en bon état et d'entretenir ses chemins fineroths aboutissants aux grands chemins des villes ou bourgs les plus voisins.

Mainmorte.

6. Nous désirerions que la noblesse voulut souscrire à notre affranchissement sur les biens de mainmorte. Nous sommes dans un État libre ; nous sommes Francs, nous nous en faisons gloire, et cette tache est encore une marque d'esclavage, triste reste du gouvernement féodal.

Dîmes et biens
ecclésiastiques.

7. Nous observons que, dans l'ordre du clergé, nous voyons une infinité de personnes possédant des dixmes et autres biens et seigneuries considérables, qui ne partagent point nos travaux, nos charges et nos peines, qui ne nous procurent aucune espèce de soulagement, enfin qui ne sont rien ou plutôt qui ne font rien dans nos communautés, dans nos campagnes et qui ne laissent pas d'en retirer des sommes très considérables. Nous exceptons de cette classe nos vénérables et vigilants pasteurs qui supportent comme nous le poids du jour et de la chaleur pour courir à notre secours et qui sont ceux surtout desquels nous recevons les plus grands soulagements. Nous désirerions donc que l'on fit un sort fixe à tous ces Messieurs, suffisant pour les faire vivre d'une manière proportionnée à leur état, condition et dignité, capable de les faire soulager ceux de leur juridiction qui auroient besoin de leur secours, et le surplus des revenus qui résulteroit de cette fixation pourroit devenir une somme considérable et un moyen efficace, quant à notre part, capable de pourvoir et subvenir aux besoins de l'État et soulager les peuples.

Tabac.

8. Nous avons beaucoup à nous plaindre du plan qu'ont pris MM. les fermiers généraux dans la distribution du tabac. On ne nous en distribue plus à présent qu'en poudre, tout corrompu, en un mot, on ne peut plus mauvais, et on nous le fait payer aussi cher que lorsqu'on le distribuoit en bâton :

nous désirerions donc qu'on rétablît l'ancien ordre et qu'on le distribuât en bâton.

9. Comme le pays n'est qu'en montagne et terre très légère, dès qu'il survient quelques pluies violentes nous avons la douleur de voir entraîner dans les vallées tous les fruits de nos travaux ; nous nous voyons par là privés de toutes ressources : nous voudrions qu'on eût égard à cela dans les impositions qui pourront se faire.

Diminution des impôts.

10. Demandons la liberté de partager entre tous les propriétaires de ladite paroisse toutes les communautés, et pour éviter les frais qu'entraîneroit la descente des Eaux et Forêts, elle demande à être autorisée à le faire à l'amiable. Cet objet est d'autant plus important que les dites communautés étant dévastées, elles ne sont plus d'aucune utilité pour le général et qu'elles le deviendroient pour le particulier.

Partage des communautés.

11. La liberté à chaque particulier de racheter les rentes affectées sur ses fonds, soit en argent sur le pied qui aura été fixé par Sa Majesté, ou en relâchant un fonds de la valeur du prix, à dire d'expert et au choix du débiteur. Cet objet est d'autant plus à prendre en considération qu'il est la source d'une infinité de procès.

Rachat des rentes foncières.

12. Nous voudrions qu'à l'avenir la paroisse ne fut plus forcée de s'adresser à l'intendant pour les réparations qui sont à faire soit au presbitère, soit à l'église, soit aux ponts des dites paroisses, attendu les frais énormes dans lesquels on la constitue et que les ouvrages sont toujours mal faits : mais que l'assemblée soit autorisée à faire par elle-même ou comme elle avisera bon être toutes les réparations qu'elle croira nécessaires.

Travaux communaux.

13. Les vingtièmes sont d'autant plus onéreux que plusieurs propriétaires se soustrayent à cette imposition et qu'elle n'est

Vingtièmes.

nullement proportionnée à la valeur de la propriété de chacun : demandons en conséquence que la somme, à laquelle laditte communauté sera imposée, soit répartie par laditte communauté selon les moyens qu'elle jugera les plus convenables pour que chaque particulier paye selon la valeur des fonds qu'il possède.

Contrôle.

14. Demandons l'abrogation des quatre deniers pour livres qui se payent au contrôle pour les ventes, ce qui nuit à la vente et fait même diminuer la valeur des biens.

Prêt à intérêt.

15. Demandons que le prêt sans aliénation soit permis, c'est-à-dire le prêt sur simple billet, comme il est en usage dans la Bresse, le Lyonnais, etc.

Cotes d'office.

16. Demandons qu'à l'avenir, s'il arrive que les cottes d'office aient toujours lieu, elles soient imposées de manière que leur somme devienne à la décharge du taillon de la paroisse et que ceux qui les imposeront le fassent d'une manière efficace, en sorte qu'on ne soit pas dans le cas de voir ces cottes qu'un cottisé d'office se refusera de payer réparties sur la communauté.

Sel.

17. Qu'il soit avisé les moyens nécessaires pour que le sel soit marchand ou du moins qu'il soit à un prix bien au-dessous de ce qu'il est, attendu qu'à raison de sa cherté, bien des malheureux sont obligés de s'en passer.

Vote par tête.

Participation des
trois ordres aux
charges publiques.

18. Qu'aux États généraux les députés y délibèrent et opinent par tête, qu'il n'y ait aucune exception ni privilège, que le clergé, les nobles et roturiers payent toute espèce d'impôts et charges publiques.

Telles sont les observations que nous désirerions être présentées au pied du trône de notre auguste souverain. Sa bonté,

sa sagesse, son amour pour ses sujets pénètrent nos cœurs d'une confiance sans bornes, et tous les soins, toutes les mesures sages que cet illustre monarque employe pour réformer tous les abus qui règnent dans tout le corps de l'administration, sont un gage assuré que cette heureuse réforme s'effectuera efficacement pour ramener un ordre fixe, durable et invincible dans tout le gouvernement.

Délibéré dans le lieu ordinaire où se tiennent les assemblées de la paroisse de Sommant où la dite paroisse a été convoquée au son de la cloche à la manière accoutumée, et rédigé par l'un d'entre nous soussignés. Ont signé tous ceux qui sçavent signer, les autres ont déclaré ne le sçavoir, de ce requis et interpellés. A Sommant, ce quinze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

JEAN CHARLOT, NICOLAS LABILLE, J. LABILLE, PHILIBERT ALLYOT, AUGUSTIN DUREUIL, RÉNÉ LABILLE, CHARLOT, CHAMPEAUX, LUNEAUX, PIERRE ALLIOT, VERGER, notaire royal (*un nom illisible*).

LVI

CAHIER DES DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE SULLY-EN-DUCHÉ.

1. Les habitants de la communauté de Sully-en-Duché déclarent qu'en conséquence de la liberté qui leur a été donnée de porter aux pieds du trône leurs sujets de doléances, plaintes et remontrances, ils adhèrent aux différents mémoires faits par le tiers-état, notamment aux requête et délibération du tiers-état de la ville de Dijon qui renferme la vérité même.

Adhésion à la délibération du tiers-état de Dijon.

2. Ils observent en outre que la répartition que Messieurs les élus font de la taille entre les communautés n'est pas faite à proportion des facultés de chacune. Ils règlent la taille qu'une

Répartition des impôts.

communauté doit payer sur les feux qui la composent. Cette façon de compter n'est pas juste. On connaît des communautés où les facultés de chaque feu en général sont plus considérables que les facultés de quatre feux aussy en général d'une autre communauté. Plus la communauté est chargée de feux, plus les possessions sont morcelées ; il s'ensuit que les facultés de chaque feu sont moins considérables. Messieurs les élus, sur des rapports qui leur sont faits, sans examiner et sans connaître s'ils sont véritables ou faux, donnent des cottes de taille d'office à l'habitant ; sçavoir à l'un de 300 l., à l'autre de 400 l. etc. L'habitant, ainsy cotisé, suivant leurs ordonnances, n'est pas écouté dans sa plainte qu'en premier lieu il n'ait payé la cotte à luy donnée et qu'il ne justifie même de la quittance. L'habitant, comme forcé, paye sa cotte, ensuite il fait connaître la fausseté des raports faits contre luy, Messieurs les élus renvoyent l'habitant au rôle de sa communauté : on diminue sa cotte, mais on ne restitue pas à l'habitant ce qu'il a payé par force, injustement et mal à propos.

Un domaine paye trois fois la taille : le propriétaire à raison de la propriété ; le fermier à raison du bail qui luy est passé par le propriétaire, et le cultivateur la paye à raison de l'exploitation. Il conviendrait que tous les impôts fussent simplifiés et réunis en deux perceptions : l'une qui porteroit sur tous les produits des terres, dixmes, rentes foncières et perpétuelles, et l'autre sur le commerce et l'industrie, et que chacun fût imposé relativement à ses facultés.

Procédure civile.

3. Il conviendrait que la procédure de la justice civile fût abrégée et simplifiée. La multitude des écritures dictées par l'esprit de chicane des procureurs ruine le plaideur : on reconnoît au moins la cinquième partie des habitans de la campagne ruinés par les procès.

Mainmorte.

4. Il conviendrait de supprimer la mainmorte. Elle empêche le commerce : le mainmortable qui a besoin d'argent ne peut

vendre ses fonds qu'aux gens de la justice : souvent ils n'ont pas le de quoy de les acheter ; il ne peut trouver de l'argent à emprunter par la raison que le seigneur prend les héritages qui lui sont eschuts à son profit exempts de toutes dettes.

5. Il conviendrait de supprimer la bannalité des moulins : la bannalité fait voler les grains des sujets. Le meunier, qui est prévenu que le sujet doit laisser son grain dans son moulin pendant 24 heures, refuse de faire moudre le grain du sujet en sa présence ; quand le sujet revient chercher son sac, il n'y trouve pas toute la farine que son grain a dû produire, ou il reconnoît que son grain a été changé. Le meunier est le maître de la cause par la raison que le grain qui luy a été confié par force n'a pas été pesé en sa présence, le sujet ne peut prouver que la farine qui est dans son sac n'est pas la farine du grain qu'il a mené au moulin.

Banalité.

6. Le seigneur a pris et fait renfermer une partie des communautés ; il en a fait son profit particulier et ne veut pas que les habitans paccagent dans la partie qu'il a fait clore. Le seigneur a pris son tiers dans les bois communaux ; les habitans n'ont aucun acte entre leurs mains du triage qui a été fait. Ensuite d'un certain nombre d'années, les seigneurs demandèrent une seconde fois le triage dans la portion des habitans qui ne pourront justifier que les anciens seigneurs ont déjà pris leur triage, par la raison qu'ils n'ont aucuns papiers en main. Quoique le seigneur ayt pris son tiers dans les bois communaux, ses gens, c'est-à-dire ses fermiers et les sous-fermiers coupent publiquement des bois dans la portion des habitans.

Communaux.

7. Les seigneurs exigent que les habitans fassent réparer à leurs frais les ponts et les fossés de leurs châteaux. Les habitans, dans le temps des guerres civiles portoient leurs effets et se retiroient eux-mêmes dans les châteaux des seigneurs. Les guerres civiles n'existent plus. Les seigneurs ont reconnu les

Ponts et fossés
des châteaux.

premiers que leurs châteaux n'étoient plus nécessaires aux habitans : au lieu de pont-levis, ils ont fait faire des ponts-dormants; ils ont fait ouvrir des croisées de toutes parts dans leurs châteaux. La vérité est que les habitans n'en ont plus besoin puisque la cause qui obligeoit les habitans à contribuer aux réparations a cessé : c'est une justice que l'effet cesse.

Solidarité des redevances seigneuriales.

8. La solidité des rentes seigneuriales entraîne la ruine des censitaires; la garentie contre les cotenementiers s'exerce à grands frais; souvent on ne peut faire le placement des articles du terrier par la raison qu'il est trop ancien. Il s'ensuit qu'un particulier qui dans 400 articles d'une reconnaissance en possède la moitié d'un, est obligé de payer les rentes affectées sur les 400 articles. Il conviendrait de supprimer la solidité.

Impôts.

9. La communauté de Sully est surchargée d'impôts. La répartition n'en est pas faite entre les contribuables à proportion des facultés d'un chacun. Le pauvre paye autant que le riche. Le terrain est sans pente, humide et par conséquent d'une mauvaise qualité. La moitié des terres labourables est sujette à la tierce de huit au profit du seigneur, et sont en outre sujettes à la disme de vingt. Il y a très peu de pasquiers communaux. Les corvées dues au seigneur sont très onéreuses pour la communauté. Elles empêchent le particulier d'exploiter son propre domaine dans le temps favorable. Il conviendrait de supprimer ces corvées et les tierces, qui originellement ne sont fondées que sur la puissance des seigneurs.

État de la communauté.

10. On a dit cy-devant que la communauté est surchargée d'impôts : on va le prouver. Elle est composée de 425 feux, suivant les rolles de taille et de capitation de 1788. Elle paye pour impôts trois mille quatre-vingt-sept livres quatre sols. Des 425 feux, il en faut distraire au moins trente qui ne jouissent que d'un logement, d'un petit jardin, d'une petite chene-

vière, qui n'ont aucun commerce ny industrie et qui néanmoins payent chacun environ trois livres de taille. Cette distraction faite, restent 95 feux qui payent 2997' 4^s. Dans les 95 feux, il n'y a que trois domaines qui jouissent chacun de quinze milliers de foin et qui ensemencent aussy chacun quinze journaux de terre par an. Une partie des autres feux sont des locateries qui jouissent de deux milliers de foin et ensemencent deux journaux de terre par an ; une autre partie consiste en des vigneronneries qui sont d'un mauvais raport et pour la quantité et pour la qualité. Chacune de ces vigneronneries cultive environ dix à douze ouvrées de vigne : la communauté n'empesche la vérification de ce qu'elle annonce. On oublioit de dire que les trois quarts des vignes appartiennent au seigneur. Quand le particulier a payé les rentes seigneurialles, les impôts du roy et de la province, à peine reste-t-il entre ses mains le quart des revenus de son domaine : sur le quart qui lui reste, il est obligé de payer les autres charges de son ménage et de vivre ; la vérité est qu'il ne vit que de pain de seigle et orge, d'huile et de pommes de terre. Il se trouveroit souvent très heureux s'il avoit du pain d'orge et d'avoine pour sa sufisance : Il mange souvent la soupe sans sel par la raison qu'il est trop cher.

BLIGNY, JEAN MORIN, C. BELIN, BLIGNY, CHARLE DESSUS, PIERRE LENOBLE, FRANÇOIS LENOBLE, JEAN BLIGNY, F. RAMBERT, JEAN BONAMOUR, REGNAUD, GIBOULOT, (*trois noms illisibles*).

LVII

CAHIER DES DOLÉANCES DE LA COMMUNAUTÉ DE SULLY-EN-ROYAUTÉ.

4. Les habitans de la communauté de Sully-en-Royauté, en conséquence de la liberté qui leur a été donnée de porter aux pieds du trône leurs sujets de doléance, plainte et remontrance déclarent qu'ils adhèrent aux différents mémoires faits par le

Adhésion à la dé-
libération du tiers-
état de Dijon.

le tiers-état, notamment aux requête et délibération du tiers-état de la ville de Dijon qui renferment la vérité.

Vicaires.

2. Ils observent en outre que les curés des paroisses sujettes à vicaire, et où ils sont décimateurs conjointement avec M. l'évesque et autres ecclésiastiques, refusent de prendre des vicaires. Les moyens d'excuse du curé auprès de ses paroissiens sont fondés sur ce qu'il a demandé un vicaire à M. l'évesque ou à ses grands vicaires qui luy ont répondu que tous les vicaires étoient placés, mais qu'à la première ordination ils luy en donneroient un. Ensuite de ces plaintes plusieurs années s'écoulent, toujours point de vicaire dans la paroisse qui en a le plus grand besoin. Il est à présumer que les curés, les évesques et autres décimateurs ecclésiastiques s'accordent ensemble pour ne point donner de vicaire à la paroisse qui en a le plus grand besoin, dans la vue d'éviter les droits du vicaire qu'ils seroient obligés de payer comme décimateurs. On demande un règlement pour réprimer ces abus. Ne conviendrait-il pas de permettre aux paroissiens, dans le cas où il n'y auroit point de vicaire dans leurs paroisses, six mois après qu'ils en auroient formé la demande par écrit à ceux qui sont obligés de les fournir et de les payer, de refuser le payement de la dixme due à ces décimateurs et destinée pour la desserte, ou bien d'ordonner que les décimateurs payeront aux paroissiens une somme en valeur des droits du vicaire qu'ils seroient obligés de payer ?

Rentes seigneuriales.

3. Les rentes seigneuriales sont autant onéreuses pour la communauté que les impôts du roy. Ne conviendrait-il pas d'en permettre le remboursement et de laisser subsister un cens général pour conserver aux seigneurs l'honneur et le respect que les sujets leur doivent. Ce remboursement faciliteroit le commerce, feroit circuler l'argent, rendroit les fonds plus chers, rendroit les droits de contrôle plus considérables. Ce remboursement fait, il ne resteroit à payer à l'habitant que

les impôts du roy qu'il payeroit avec beaucoup plus de facilité.

4. Le bois à cause des forges de fer est devenu très cher. La plus grande partie des héritages est close de bouchures sèches ; ces bouchures ne sont pas sitôt placées qu'elles sont enlevées par des personnes qui n'ont pas le de quoy de répondre de leurs actions. Ces voleurs prévenus que le propriétaire n'oze pas se pourvoir en justice contre eux, par la raison que le plaignant seroit obligé de payer les frais qu'il feroit à ce sujet, ne craignent ny menaces ny reproches. Ils continuent toujours de les voler. On demande un règlement pour réprimer ces abus. Ne conviendrait-il pas d'imposer à ces voleurs des poeines afflictives et de rendre civilement responsables les chefs de famille de tous les délits, relativement à ces bouchures, qui seroient commis par toutes les personnes qui résideroient dans leur domicile.

Répression des délits ruraux.

5. La répartition que Messieurs les élus font de la taille entre les communautés n'est pas faite avec équité ; la répartition que chaque communauté fait de la taille qui luy a été donnée entre les contribuables n'est pas aussy faite avec équité. On convient qu'il seroit très difficile de faire ces répartitions avec équité, c'est-à-dire à proportion des facultés. Pour éviter toutes difficultés, il conviendrait de simplifier et réunir tous les impôts en deux perceptions : l'une qui porteroit sur tous les produits des fonds, dixmes, cens, rentes foncières et perpétuelles, et l'autre sur le commerce et l'industrie.

Répartition de l'impôt.

6. Il conviendrait de simplifier les droits de contrôle de façon que chacun connaitroit ce qu'il devoit payer auparavant que de contracter aucun engagement.

Droits de contrôle.

7. Il conviendrait que la prescription des rentes seigneuriales, réglée à 29 ans, fut réglée à 5 ans. La plus grande

Prescription des rentes seigneuriales.

partie des censitaires sont illettrés ; ils n'ont pas soin de conserver leurs papiers ; ils déchirent une quittance qu'ils croient être un papier inutile ; ou bien après la mort des censitaires, ces quittances se perdent entre les mains des tuteurs chargés du soin des affaires des mineurs qui ne font point faire d'inventaire ; les fermiers des seigneurs demandent ensuite le paiement des rentes de 29 ans : le censitaire est obligé de payer une seconde fois ce que son prédécesseur a déjà payé.

Solidarité des
rentes seigneuriales.

8. La solidité des rentes seigneuriales entraîne la ruine des censitaires. La garentie contre les cotenementiers s'exerce à grands frais. Souvent on ne peut faire le placement des articles du terrier par la raison qu'il est trop ancien ; et s'ensuit qu'un particulier qui dans 400 articles d'une reconnoissance en possède la moitié d'un est obligé de payer les rentes affectées sur les 400 articles, et le paiement occasionne sa ruine.

Bois communaux.

9. Les seigneurs, par arrêt du conseil, ont pris le tiers des bois qui appartenoient aux communautés : ils ne veulent pas que les habitans envoient leurs bestiaux paccager dans le tiers à eux relâché par la force de l'arrêt. Il seroit à propos d'accorder aux habitans le droit de paccager dans les bois de question. Ce paccage seroit d'une très grande utilité aux laboureurs : il faciliteroit le labourage, les bois des seigneurs n'en souffriroient pas, les habitans n'auroient le droit de paccager que conformément à l'ordonnance des eaux et forêts. Les seigneurs auroient tort de s'opposer à ce droit : le roy a reconnu que ce droit étoit de la plus grande utilité aux laboureurs ; on connoit plusieurs communautés à qui le roy a accordé la permission de paccager dans les bois qui luy appartiennent.

Droit de tierce.

40. Les seigneurs perçoivent un droit de tierce sur plusieurs parties de terrain : sçavoir sur une partie à raison de 8 gerbes l'une, et sur une autre à raison de 40. Ces terres sont en outre sujettes à la dixme. On observe que ces terres étoient cy

devant des communes ; les seigneurs ne justifient d'aucuns titres qui établissent le droit de tierce par eux perçu : ils n'ont pour tout titre que la possession de le percevoir. On demande si les habitans seroient en droit de demander aux seigneurs la communication du titre primitif qui établit leurs droits de tierce, et, faute par eux de le communiquer, si les habitans seroient en droit de refuser le paiement de ce droit.

JEAN SALLIN, CLAUDE CREUSEFOND, JAQUE LÉGÉ.

11. Et à l'instant la communauté a encore observé que les corvées dues aux seigneurs sont des servitudes qui empeschent le particulier d'exploiter son propre domaine dans le temps favorable. L'origine de ce droit provient de l'autorité et la puissance des seigneurs sur le peuple. Dans une communauté, combien de femmes veuves, combien d'infirmes qui ne peuvent travailler, combien de personnes dont l'état ne permet pas de sçavoir faucher et moissonner ! Est-ce une justice d'obliger à faire l'ouvrage des autres celui qui ne peut faire le sien propre ?

Corvées.

JEAN SALLIN, CLAUDE DE CREUSEFOND, JACQUE LÉGÉ.

LVIII

CAHIER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA PAROISSE
DE TAVERNAY.

1. Lesdits habitants demandent que les États de la province de Bourgogne ayent une autre administration que celle qui y est aujourd'huy par raport à la dépence qu'ils y font aux dépens du tiers-état, et de supprimer tous ceux qui y sont pour le présent, depuis le plus grand jusqu'au plus petit.

États de la province.

2. Supprimer les retraits lignager et censuel des seigneurs et ecclésiastiques, et non des parents.

Retrait lignager.

3. Supprimer les droits de banvin, mainmorte et moulins bannaux, attendu que dans lesdits moulins l'on y est presque toujours trompé.

Banvin, banalité, mainmorte.

4. Demandent qu'ils leurs soyent donnés des autres juges que les juges des seigneurs, lesquels jugeront souverainement

Justice seigneuriale.

jusqu'à la somme de cinquante livres, attendu que les juges nommés par les seigneurs ne peuvent pas prendre sur eux de les désobliger.

Solidarité des redevances.

5. Supprimer la solidité des redevances seigneuriales, ou tout au moins permettre de les rembourser au denier vingt-cinq, attendu que la solidité est la destruction desdits habitants par les frais que les seigneurs font.

Prêt à intérêt.

6. Qu'il soit permis de faire des emprunts, soit par billiets ou obligation au denier vingt, à terme fixe.

Milice.

7. Qu'il soit permis auxdits habitants d'arbitrer la milice en argent, ou au moins d'achepter des hommes, et que le tout soit suporté par les trois ordres.

Gardes particuliers.

8. Trouver des moyens pour remédier aux vexations des gardes, vu que lorsqu'un garde veut du mal aux particuliers, souvent il dresse un raport contre lui sans l'avoir vu, et très souvent par raport au seigneur pour lui faire sa cour; demandent de plus qu'ils leurs soyent deffendus de porter des fusils, observant qu'ils chassent en tous temps et font un tort considérable aux graines.

Procédure et droit de contrôle.

9. S'occuper d'une réforme sur la procédure, attendu que c'est une vraie vexation, ainsy que le controle pour ne sçavoir ce que l'on doit payer.

Traitement des curés.

10. Augmenter les portions congrues des curés ainsy que leur rendre leurs dixmes que les décimateurs ont prises, lesquelles n'ont jamais été données par lesdits habitants que pour la desserte de leurs curés.

Perception de l'impôt.

11. Supprimer les fermiers généraux et tous les receveurs particuliers, attendu qu'ils absorbent au moins les deux tiers du revenu de notre bon Roy, et de rendre le commerce du

sel libre et marchand, vu que la dépence des gardes excède le prix que l'on en retire. Sel.

12. Demandent qu'ils soyent désormais appelés aux États de la province pour y dire si ils ont été grailés ou s'ils ont souffert quelque mortalité ou autres choses. États de la province.

13. Demandent lesdits habitants qu'ils soyent autorisés entre eux à distribuer ce qui sera réglé devoir estre suporté par leur communauté, et que dans la suite aucuns élus ne puissent en cotter aucun d'office, attendu qu'ils n'ont aucun droit de nous cotter d'office, comme ils l'ont fait, sans un ordre expresse de notre bon Roy et qui n'en scay rien. Répartition.

14. Qu'il ne sera levé à l'avenir aucuns impôts sans le consentement général de la nation, et que lesdits impôts et corvées seront payés sans distinction par le clergé, la noblesse et le tiers-état à raison de leur faculté et propriété, ce que l'on n'a pas fait jusqu'à présent, et vu que le clergé et la noblesse ne payent presque rien et que le tiers-état est accablé par la mauvaise administration des élus de la province de Bourgogne. Vote et égalité de l'impôt.

15. Réclament encore lesdits habitants que les seigneurs s'étant emparés de leurs communautés et paccage, ils réclament leurs usages dont les seigneurs se sont emparé par leur droit de *committimus* où ils n'ont pu plaider par raport aux grands frais; demandent de plus que le droit de *committimus* soit supprimé partout, attendu qu'ils sont ruinés par là. Biens de la communauté. Droit de *committimus*.

16. Demandent lesdits habitants qu'il ne soit donné aucun impôt à ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre en allant à leurs journées. Journaliers.

17. Chargent encore lesdits habitants leurs députés de consentir et leur donnons pouvoir de faire tout ce qui sera avantageux pour le bien de l'État et la prospérité de la nation, Pouvoir général.

remerciant notre bon Roy et son ministre éclairé dont le souvenir sera éternisé à jamais de la bonté qu'il a pour nous.

L. CHANLON, ROIDOT, BAUZON, *greffier de la justice de M. l'abbé de Saint-Martin.*

LIX

CAHIER DES DOLÉANCES, REMONTRANCES ET PLAINTES QU'ONT L'HONNEUR DE PRÉSENTER A MM. LES DÉPUTÉS DES ÉTATS GÉNÉRAUX LES HABITANTS DE LA PAROISSE ET COMMUNAUTÉ DE THIL-SUR-ARROUX.

Établissement
d'une constitution.

1. Demandent qu'il soit fait une nouvelle constitution pour la nation, et que le tiers-état, qui est appelé en nombre égal à celui des autres ordres aux États généraux, y jouisse de la considération dont doivent jouir les représentants de la nation.

Égalité de l'impôt.

2. Que les impôts qui seront déterminés aux États généraux soient également supportés par les trois ordres, en proportion des propriétés et facultés de chaque individu.

Vote par tête.

3. Que dans les délibérations les voix y seront comptées par tête et non par ordre.

Droits féodaux.

4. Que les rentes, cens et autres servitudes seigneuriales seront abolies et rachetées sur le pié qu'il plaira à MM. les élus des États généraux de fixer.

Métayage.

5. Que les seigneurs et propriétaires, lorsqu'ils affermeront leurs biens, imposeront la loi aux fermiers de ne pouvoir surcharger les cultivateurs qui prendront pour leur droit de culture la moitié franche sans aucune distraction dans les fruits des biens qu'ils cultiveront.

Idem.

6. Que les fermiers seront tenus d'avoir des livres, cotés et paraphés du juge des lieux, qu'ils écriront ou feront écrire de

suite et sans interruption les ventes, achats et avances faites à leurs métayers auxquels ils seront tenus de régler tous les ans [leur] compte, à peine, dans le cas contraire, d'être lesdits métayers crus sur tous serments des choses dont ils auront à compter avec lesdits fermiers.

7. Que l'on simplifiera autant qu'il sera possible les impôts à établir, pour que la perception ne soit pas plus forte que l'impôt. Impôts.

8. Suppression totale des aides et gabelles, et rendre le sel, qui est devenu d'une nécessité indispensable, commercable. Gabelle.

9. Que nul impôt ne sera levé sans le consentement de la nation, pour quoy les États généraux seront convoqués périodiquement tous les cinq ans. Vote de l'impôt.

10. Que les droits de contrôle seront réduits et simplifiés, de manière que tous les contractans les puissent connaître et que l'arbitraire de la perception de ces droits ne dépende plus ni des fermiers généraux ni de leurs commis. Droits de contrôle.

11. Qu'aux États des provinces le tiers-état y soit représenté en nombre égal à celui des deux autres ordres, et que l'on ne puisse, sous aucun prétexte, y déterminer des impôts arbitraires et vexatoires, comme par le passé. États de la province.

12. Que les codes civil et criminel seront réformés, et que les peines des délinquans seront égales pour tous les sujets, sans distinction de rangs et de naissance. Codes civil et criminel.

13. Que MM. les curés seront dotés convenablement, eu égard néanmoins au plus ou moins d'habitans qu'ils auront à desservir et aux lieux qu'ils habiteront, et que les droits de casuel, qui sont honteux pour la religion, seront abolis. Casuel des curés.

Receveurs généraux et particuliers.

14. Que tous les receveurs généraux et particuliers seront supprimés, ou que du moins si on juge nécessaire de les laisser subsister, leurs appointements ne pourront être que de trois mille livres pour les receveurs généraux et de douze cent livres pour les receveurs particuliers.

Vénalité des charges.

15. Que la vénalité des charges qui donnent la noblesse ou font jouir des privilèges des gens nobles soit supprimée, ainsi que celle des charges de judicature, et que l'on choisira pour exercer les fonctions de juge dans les bailliages, sénéchaussées et présidiaux des avocats qui auront au moins suivi avec exactitude le barreau pendant six ans, et dont les mœurs et les talens seront connus; que ceux qui seront destinés pour les cours souveraines seront choisis dans les bailliages, sénéchaussées et présidiaux, parmi ceux qui seront dans les tribunaux depuis six ans, et que les cours souveraines seront composées de juges dont moitié sera prise parmi la noblesse et l'autre dans le tiers-état.

Prêt à intérêt.

16. Que pour faciliter le commerce et éviter les usures énormes et immenses qui se font tous les jours, le prêt d'argent au denier vingt sera permis sur obligation notariée et à terme.

Grands chemins.

17. Que les nobles et ecclésiastiques coopéreront à l'ouverture et entretien et réparations des grands chemins avec le tiers-état, et ce en proportion de leurs propriétés et facultés.

Justice seigneuriale.

18. Que si par des considérations particulières on ne supprime pas les justices seigneuriales, les juges de ces juridictions pourront au moins juger souverainement jusqu'à quarante livres inclusivement.

Droits de bana-lité.

19. Suppression totale de la bannalité des moulins et fours.

Édifices paroissiaux.

20. Que lorsque MM. les curés auront des réparations à demander pour leurs maisons curiales, ils seront tenus de

s'entendre avec leurs paroissiens avec lesquels ils feront dresser un devis du besoin desdites réparations, sans pouvoir s'adresser directement aux intendants.

21. Que chaque paroisse sera tenue de nourrir ses pauvres, et que tous ceux qui mendieront hors leurs paroisses seront réputés vagabonds et enfermés à la charge de leurs dites paroisses. Mendicité.

22. Que les juges des bailliages, sénéchaussées et présidiaux jugeront souverainement jusqu'à quatre mille livres inclusive-ment. Extension de la compétence.

BERNARD, FRAPET, DUBAND, BERNARD, MONIOT, LAURENT, NOIREAU.

LX

OBSERVATIONS ET DOLÉANCES DES HABITANTS DE LA PAROISSE DE TINTRY
FAITES PAR LESDITS HABITANTS ASSEMBLÉS.

1. Les habitants de ladite paroisse remontrent que la majeure partie des bourgeois et les seigneurs amodient leurs biens à des fermiers qui deviennent le fléau des malheureux laboureurs, qui ne se contentent point de prendre moitié des fruits partout, mais [qui] les chargent en outre de toutes espèces de corvées, et en outre leur font rendre une somme en argent, ce qui devient le comble de l'iniquité, et par ce moyen les fermiers font si bien leur compte que le laboureur est toujours son créancier¹, ce qui les réduit eux et leurs veuves à mendier leur pain sur leur vieil âge : abus qu'ils prient de s'occuper pour sa réforme. Baux à métairie.

2. Lesdits habitants se plaignent que la place publique du village de Tintry a été anticipée ci devant par l'ancien curé, Usurpation sur la place publique.

1. Ou plutôt son débiteur.

qu'il y a environ trente années de cette anticipation, qu'ils prétendent qu'il existoit autrefois une pêcherie dans cette place publique, qui servoit à abreuver les bestiaux, mais que cet endroit est converti en pré et clos de murs, duquel pré la cure est en jouissance; qu'ils prétendent que c'est une anticipation qui leur a été faite, de laquelle place ils demandent le relâchement.

Anticipation sur
le cimetière.

3. Prétendent lesdits habitans qu'environ un tiers du cimetière de la paroisse a été anticipé et converti en jardin à différentes fois par les anciens curés : c'est pourquoy ils en demandent le relâchement.

Demande de droits
d'usage dans les
bois voisins.

4. Lesdits habitans remontrent qu'ils sont environnés de bois de toute part, qu'ils n'ont aucun droit d'usage dans lesdits bois pour y conduire pacager leurs bestiaux, que lorsque leur bétail s'échappe de la garde des bergers les gardes dressent aussitôt leur rapport; quoique environnés de bois, ils ne peuvent en avoir pour leur applatage, et que la culture même en souffre, pourquoi ils prient que l'on leur en relâche une certaine quantité qui sera cantonnée, de laquelle ils payeront la rente qu'il plaira à Sa Majesté de fixer.

Usurpation des
bois communaux.

5. Les habitans de Lusigny, étant de la paroisse de Tintry, se plaignent que M. le comte de Faltan, leur seigneur, s'est emparé de leurs bois communaux, dont une partie a été vendue et dont il a touché le prix; l'autre partie restante, lesdits habitans, comme ayant droit auxdits bois communaux, sont allés à différentes fois et en ont coupé suivant leur besoin, que les préposés du seigneur ont fait dresser des procès-verbaux contre les délinquants, et qu'en conséquence desdits procès-verbaux, les poursuites les plus rigoureuses leur ont été faites par la justice du seigneur de Faltan, que ceux desdits habitans qui ont eu le de quoi de payer les amendes qui avoient été prononcées contre eux les ont payées par la vente de ce

qui pouvoit leur appartenir, que ceux qui n'ont pu payer ont créé des contrats de rente, ce qui a réduit lesdits habitants de Lusigny à la dernière misère.

6. Les mêmes habitans se plaignent encore que le terrier du seigneur de Faltan est trop ancien et que l'on ne peut plus distinguer la rente d'un chacun; que les corvées du seigneur sont en si grand nombre qu'ils ne peuvent les acquitter; qu'ils en demandent la suppression, ou tout au moins une grande diminution.

Rénovation du terrier.

7. Demandent lesdits habitans la suppression entière de la banalité, que c'est la plus grande suggestion des laboureurs et le plus grand abus qui puisse régner, de même que les droits usurpés de banvin, ce qui cause beaucoup de procès; demandent la suppression entière du lien et servitude de mainmorte.

Banalité, banvin, mainmorte.

8. Attendu la misère des paroissiens de Tintry, ils prient Sa Majesté de diminuer le prix du sel dont plusieurs d'entre eux ne peuvent se procurer, attendu sa cherté.

Sel.

9. Demandent lesdits habitans que les droits de dixme soient diminués, qu'il leur paroist raisonnable de donner un vingtième.

Réduction de la dixme.

10. Lesdits habitans, attendu la misère notoire de la paroisse de Tintry, demandent en conséquence que la taille exorbitante à laquelle ils sont contraints tous les jours leur fût diminuée, ainsi que les vingtièmes, attendu que le pays est couvert de bois et que les terres n'y fertilisent point, qu'elles ne produisent pas du grain pour les nourrir la moitié de l'année.

Taille.

11. Que lesdits habitans ont fait le grand chemin par corvée, à l'exception de la dernière année où la corvée des chemins avoit été répartie au sixième de la taille, impôt qui les a vexés, pourquoi ils prient à l'avenir qu'un tel impôt ne soit plus rejeté de cette manière.

Corvées.

Lesdits habitans s'en rapportent à la prudence de MM. les députés aux États généraux.

Milice.

42. Demandent lesdits habitans la suppression de la milice qui cause la désolation dans les campagnes et ôte les bras à la culture.

Remontrent lesdits habitans qu'ils ne sont point les taillables de Sa Majesté, mais ceux du receveur.

F. NOUVEAU, F. CHAUSSARD, J. DUMAY, CHARMEREAU, F. REY, J. POMMIÉ, F. NIDIAUT, BAUZON, *notaire*.

LXI

CHAIER (*sic*) DES DOLÉANCE, PLAINTÉ ET REMONTRANCE DU VILLAGE
ET COMMUNAUTÉ DE VERRIÈRE-SOUS-GLENNE.

Vote par tête.

4. Nous demandons que les représentans du tiers-état du royaume soient députés aux États généraux ainsy qu'aux États particuliers de Bourgogne en égal nombre à ceux de l'ordre du clergé et de la noblesse ensemble et que la manière de voter soit par teste et non par ordre.

Unité et égalité
de l'impôt.

2. Qu'il ne soit accordé qu'un seul impôt, sous quel dénomination qu'il puisse être, lequel sera supporté par tous les sujets du royaume, sans aucune distinction de rang, privilège, et répartie sur chacun dans la proportion des facultés estimées.

Cotes d'office.

3. Que les cottes d'office soient supprimées comme étant un moyen de vexation d'autant plus terrible qu'il est presque impossible de se faire rendre justice à cet égard.

Extension de la
compétence des ju-
ges seigneuriaux.

4. Un moyen d'accélération dans l'administration de la justice est que les juges des lieux puissent nous juger en dernier ressort jusqu'à la somme de cinquante livres, étant essentielle de terminer une foule de petits procès qui ne tendent qu'à ruiner les partyes lorsqu'elles ont un moyen d'appel.

5. Que les maréchaussées soient augmentées et disposées de manière que les campagnes ne soient plus sujettes à être dévastées par une quantité de vagabonds et mandians qui s'y réfugient et mettent les habitants à contribution. Maréchaussée.
6. Que nos chemins fineraux, devenus impraticables par l'abandon qu'on en a fait depuis des temps très reculés, soient refaits et entretenus et d'une largeur convenable. Chemins ruraux.
7. Que le tabac qu'on nous fournis depuis environ deux ans soit proscrit, étant absolument mauvais, et qu'on nous en donne d'une qualité pareille à celluy que nous avions avant cette époque. Tabac.
8. Que le prix du sel soit de beaucoup diminué, comme étant le plus souvent le seul assaisonnement des malheureux de la campagne. Sel.
9. Qu'il soit pris des mesures pour détruire les loups qui ravagent nos campagnes et qu'il y ait des encouragements pour ceux qui en tueront. Destruction des loups.
10. Nous demandons en outre que tous les moyens déduits dans la requête au Roy de différentes corporations du tiers-état de la ville de Dijon soient adoptés, déclarant que nous approuvons cette requête en tout son contenu et que nous y adhérons sans restriction. Adhésion à la requête du tiers-état de Dijon.

MARTIN, DEVALLEY, DEMOURON, P. BAUDEQUIN, MONTCHARMONT JEAN, ANTOINE PAUCHAR, DEMISIEUS, DEMONCHARMON, PETIGEN, GARDENOT.

LXII

CAYER DES DOLÉANCES, PLAINTES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ
DE VERRIÈRE-SOUS-ROUSSILLON.

Excès des impôts. 4. Il faut représenter la misère du peuple accablé sous le poids des impôts qui se trouvent encor surchargés dans quelques endroits de frais de perception purement arbitraires, de manière que depuis longtems les malheureux cultivateurs n'osent faire aucune entreprise pour améliorer leur culture dans la crainte de voir augmenter leurs impositions.

Sel. 2. Se plaindre de la cherté du sel, qui est telle que beaucoup d'habitants de la campagne sont forcés de s'en priver, quoique cette denrée soit de première nécessité pour les hommes et seroit d'une très grande utilité pour les bestiaux.

Égalité devant l'impôt. 3. Nous avons vu avec reconnoissance que la noblesse promettoit de payer sa portion de tous les subsides qui seront réglés par les États généraux. C'est un exemple que suivront sûrement tous les autres privilégiés, et il n'y aura plus personne exempt de contribuer aux charges de l'État à raison et en proportion de sa fortune.

Huissiers priseurs 4. Nous demandons la suppression des charges d'huissiers priseurs, comme absolument inutiles et bien onéreuses surtout pour les gens de campagne dont le mobilier ne vaut pas les émoluments attribués à ceux à qui on les oblige de s'adresser pour en faire l'estimation.

Louveterie. 5. Nous demandons la suppression des charges de louveterie comme ne nous étant absolument d'aucune utilité et ne servant qu'à augmenter le nombre déjà trop grand des privilégiés.

Contrôle. 6. Demandons une réforme dans la régie des controlles, de manière que, lorsque nous aurons payé les droits fixés claire-

ment par la loi, nous soyons à l'abri des recherches des [contrôleurs] ambulans qui, comme juges et parties, nous font payer souvent injustement des amendes et des triples droits pour, disent-ils, des fausses déclarations qui presque toujours n'ont de faux que l'application qu'ils en font, et si le cas arrivoit d'une discussion nous demandons que la décision en soit renvoyée en dernier ressort aux juges royaux.

7. Demandons que pour diminuer dans les campagnes le nombre et la lenteur des procès, il soit donné aux juges des justices seigneuriales une attribution plus étendue, en fixant la somme jusqu'à laquelle ils pourront juger souverainement à cinquante et même cent francs. Il est de fait qu'une sentence dans une justice seigneuriale coûte au plus huit francs et qu'au bailliage elle coûte au moins soixante et douze livres.

Extension de la
compétence des ju-
ges seigneuriaux.

8. Demandons encor au nom de toutes les annexes ou succursales un règlement qui rende aux prêtres qui ont la peine de les desservir tous les revenus qui en dépendent en les retirant des mains des curés primitifs qui dans plusieurs paroisses ont eu l'injustice de s'en emparer en payant aux desservants trois cent cinquante livres, somme avec laquelle il leur est impossible de vivre et surtout de faire le bien que le zèle leur inspire.

Traitement des
curés.

9. Nous demandons enfin au Roi avec respect et confiance une constitution pour nos États, digne de son inviolable équité, digne de sa bonté paternelle, semblable à celle dont il a déjà fait l'heureux don à plusieurs provinces.

Etats provinciaux

JEAN DEGUIN, NICOLAS ROUSSELET, DOMINIQUE DEGUIN, SIMON DESPLANTE, LAZARE CHARLE, GRASSOT, JEAN MARILLER.

LXIII

CAHIER DES DOLÉANCES ET REMONTRANCES DE LA COMMUNAUTÉ
DE VOUDENAY-LE-CHATEAU.

*Ce cahier est la reproduction textuelle de celui de la communauté d'Igornay.*¹

Signé BOUHERET, CHEVALLIER, CLERC, CHEVALLIER CLAUDE, DEBLANGEY, GAY, GABRIEL BONNARDOT, BUREAU, HILAIRE BONNARDOT, JEAN CHEVALLIER, LEGRAS, GAGNARD.

LXIV

CAHIER DE PLAINTES, DOLÉANCES ET REMONTRANCES DE MM. LES OFFICIERS DE LA MAITRISE DES EAUX ET FORÊTS D'AUTUN, MONTCENIS, BOURBON-LANCY, SEMUR-EN-BRIONNAIS, CHAROLES ET PARTIE DE SAULIEU, POUR ÊTRE REMIS A LEURS DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE DU TIERS-ÉTAT DE LA VILLE D'AUTUN, INDIQUÉE PAR MM. LES OFFICIERS MUNICIPAUX AU SAMEDI 14 MARS 1789, A RAISON DE LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU ROYAUME.

L'intention de Sa Majesté, en convoquant les États généraux du royaume, étant que les abus de tout genre soient réformés et prévenus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité publique, les officiers, chargés spécialement de la manutention des bois, croient répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté en s'occupant particulièrement de la partie qui leur est confiée.

La conservation des forêts est devenue un objet si important pour les besoins de la société, que les États généraux s'occuperont sûrement des moyens d'en améliorer l'administration.

C'est donc autant pour remplir leur devoir d'officiers publiques

1. V. plus haut, n° XXIII:

que ceux de citoyens, que les officiers de la maîtrise particulière des Eaux-et-Forêts d'Autun se proposent de former un cahier dans lequel ils vont rappeler succinctement et d'après leur honneur et conscience plusieurs abus à réformer dans la partie des bois.

Ils se croient d'autant plus obligés à donner leurs remarques à ce sujet que leur ressort s'étendant sur cinq baillages, dont quatre votent en commun au lieu où est établi leur siège pour la nomination de leurs députés aux États généraux, leurs plaintes et doléances trouveront naturellement leur place dans le cahier général de la députation du baillage d'Autun et des trois baillages secondaires.

4. La maîtrise des Eaux-et-Forêts d'Autun comprend dans son ressort beaucoup de forêts que la province de Bourgogne, à raison de ses productions, doit avoir le plus grand intérêt de conserver. Mais ce n'est pas assez pour elle d'avoir une grande quantité de bois, s'ils ne produisent que du taillis : elle a un besoin plus grand de bois futaie pour le transport de ses vins qui sont sa principale richesse. La rareté s'en est fait déjà vivement sentir lorsque la récolte des vins est abondante, par le prix excessif auquel monte le bois [de] méraïn. Cette disette tient à une cause difficile à détruire : c'est l'intérêt particulier, qui veut jouir, qui commande à tous les propriétaires de couper leurs bois à l'âge de 20 ou 25 ans. Ce qui les excite encore plus à cette manière d'exploiter, tient à l'établissement de plusieurs forges qui n'ont besoin que de taillis pour leur consommation : il y en a beaucoup dans l'étendue de la Bourgogne. On avance comme un fait certain que tous les bois à portée des forges sont aujourd'hui en taillis, et de là vient sans doute la première cause de la destruction de beaucoup de futayes. Si le gouvernement a eu raison autrefois de favoriser de pareils établissements, un motif bien plus pressant aujourd'hui, celui de l'agriculture, doit s'opposer à étendre davantage ces sortes

Nécessité de diminuer le nombre des forges et d'augmenter le nombre des quarts de réserve pour favoriser l'accroissement des futaies.

d'ateliers que la province de Bourgogne aurait grand intérêt à voir détruire en partie.

Nécessité d'interdire l'usage des jeunes pousses pour lier les gerbes et faire des clôtures sèches, et du bois de chêne pour fabriquer les échalas.

2. Le simple énoncé de pareils abus suffit pour en nécessiter la réforme. Déjà plusieurs arrêts de règlement ont prohibé les liens des gerbes avec des liens de chêne, ce qui annonce le besoin d'une loi générale qui défende également d'employer du bois de service dans les bouchures sèches : un usage aussi condamnable ne sert qu'à détruire les jeunes taillis et à dépeupler les forêts. Un abus non moins préjudiciable qui n'existe en Bourgogne que depuis 15 à 20 ans est celui de faire des échalats avec du bois de chêne : beaucoup d'arbres propres à la charpente ou au merrin sont convertis en paissaux pour la vigne, parceque cette marchandise est montée à un si haut prix que les marchands préfèrent ce genre d'exploitation et qu'en effet il leur produit peut-être plus que tout autre. Une prohibition générale à ce sujet ne ferait aucun tort à la culture de la vigne dont les propriétaires trouveraient dans toute autre espèce de bois de quoi suffire à leurs besoins.

Attribution aux officiers de la maîtrise de juger en dernier ressort les procès-verbaux des gardes.

3. Il résulterait les plus grands avantages pour la conservation des forêts d'une pareille attribution ; la célérité dans l'exécution des sentences arrêterait et préviendrait des abus qui restent souvent impunis, soit par les appels, soit par les condamnations des délinquants.

NOTA. Que les demandes qu'on vient de faire ne sont point nouvelles pour l'administration. La commission intermédiaire des États de la province de Bourgogne les avait présentées pour la pluspart dans ses cahiers de 1785. Comme il n'a rien été statué sur sa demande, sans doute que les États généraux s'occuperont d'objets aussi importants et que les députés de la province de Bourgogne ne négligeront rien pour obtenir les règlements qu'on sollicite et auxquels la fortune de la province est pour ainsi dire attachée.

Après s'être occupé de quelques vues d'administration générale des forêts, il est à propos de faire quelques remarques particulières sur les bois du Roi, sur ceux des gens de main-morte et sur ceux des particuliers, qui se divisent naturellement en trois objets.

4. On observe que lors de la réformation générale des forêts du Roi, en 1669, on supprima beaucoup de différents droits d'usage, à l'exception de ceux de paccage et de païsson qu'on cru devoir laisser subsister, sans doute parcequ'ils paraissaient favoriser l'agriculture : c'est cependant l'exercice de pareils droits qui a porté et porte encore le plus grand préjudice aux jeunes coupes dans les bois par les abbrouissements continuels qu'occasionne l'entrée des bestiaux dans les forêts. Il y aurait un avantage considérable pour le repeuplement des bois de racheter ces droits à prix d'argent ou par quelques concessions de bois qui remplaceraient ces droits d'usage.

Suppression des
droits d'usage dans
les bois.

5. L'exploitation des forêts en masse offre une facilité bien plus grande pour garder les taillis. Les coupes partielles ordonnées par les règlements étaient peut-être bonnes dans un tems où les bois de certains cantons avaient peu ou point de débit, mais aujourd'hui que le bois a partout de la valeur il résulterait un grand avantage dans l'exploitation des forêts si toutes les coupes d'un certain arrondissement étaient réunies dans une seule, ce qu'on obtiendrait par un nouvel aménagement des bois du Roi.

Aménagement des
bois.

6. Les gages des gardes des bois du Roi, qui ne sont aujourd'hui que ce qu'ils étaient il y a plus d'un siècle, devraient au moins quadrupler à raison de l'augmentation du prix des denrées. Avec 72 livres chaque année, l'ordonnance leur interdit encore toute espèce de commerce et tout autre état, en exigeant d'eux un service continu et journalier. Cette considération, disons mieux, cette injustice frappa si fort le

Gages des gardes
forestiers.

ministre actuel des finances qu'il en parle dans son compte de 1781 et qu'il paraît annoncer une augmentation qui, quoique aussi nécessaire, n'a pas encore lieu, malgré les vives sollicitations des officiers du département de Bourgogne.

Bois des corporations religieuses.

7. En général, les bois des ecclésiastiques et des communautés séculières et régulières sont assez bien administrés par les aménagements qui y ont été mis. Mais il existe un très grand abus, dans l'exploitation de leurs coupes, qui aurait besoin d'être réformé. Beaucoup de bénéficiers, surtout ceux qui possèdent des bénéfices simples, maîtres de vendre leurs coupes de taillis à qui ils veulent, souffrent que les adjudicataires coupent les arbres au-dessus de 40 ans, faculté qu'ils ne peuvent avoir sans arrêt du Conseil, à la forme de l'article 3 du titre 24 de l'ordonnance de 1669. On sent bien que ce n'est pas sans une rétribution et sans un avantage pour eux qu'ils contreviennent à l'ordonnance. Il serait donc à propos, pour les forcer à la règle, de les obliger à faire la délivrance de leurs coupes de taillis par devant les officiers des Eaux-et-Forêts : par ce moyen, les adjudicataires ne pourraient couper que le taillis, et les gros arbres resteraient sur pied, ce qui est un moyen de plus pour augmenter la futaie dans la province.

Bois communaux.

8. Les bois communaux seraient une ressource infinie pour le public comme pour les habitants de la campagne s'ils étaient mieux administrés. La principale cause de leur destruction vient de ce que les communautés nomment elles-mêmes les gardes qui doivent veiller à la conservation de leurs bois ; tous ces gardes, étant eux-mêmes des habitants, ont intérêt à favoriser les abus pourvu qu'ils en profitent pour eux-mêmes. La première condition exigée d'eux et qu'ils remplissent le mieux est de ne dresser aucun procès-verbaux contre les habitants : de là, les abbrouissements continuels

et les délits sans nombre qui finissent par détruire jusqu'à la nature du bois.

Le meilleur et seul moyen pour prévenir un pareil abus est d'ôter aux habitans toute inspection sur les gardes de leurs bois.

9. Les habitants des campagnes, qui n'ont plus aujourd'hui au lieu de bois que de vastes terrains en brossailles ou en paturage, devraient solliciter eux-mêmes un pareil règlement : il leur serait si avantageux dans la suite qu'ils ne regretteraient pas la légère dépense à laquelle les obligerait cette injonction.

Obliger les communautés laïques à resemencer en nature de bois tous les terrains au dessus de 20 arpents.

10. Les bois futaye deviennent tous les jours si rares, et ils sont cependant si nécessaires au principal produit de cette province, qu'on doit regarder comme l'objet le plus essentiel, dans l'administration des bois, les moyens de les multiplier ; aussi en a-t-on fait le premier et le principal article du présent cahier. Un grand moyen de les augmenter en France serait d'obliger tous les propriétaires de bois un peu considérables d'avoir un quart de réserve. Les particuliers y trouveraient avec le tems une ressource pour leur famille, et l'État un magasin immense pour ses besoins. Cette obligation imposée aux gens de main morte par le seul motif du bien public donnera le droit aux États généraux d'exiger la même réserve dans les bois des particuliers.

Bois des particuliers.

11. Il est inutile d'entrer dans un grand détail pour faire prescrire une pareille façon d'exploiter. Les motifs s'en présentent d'abord.

L'entrée journalière du bétail dans les forêts, le passage et le froissement continuel des voitures, la multiplication des charrières, le dégât commis par les coupeurs et la destruction d'une infinité de rejets, toutes ces causes doivent amener avec le tems une diminution considérable dans le produit des

Défendre aux propriétaires, qui exploitent pour la provision de Paris, de couper leurs bois par jardinage : les obliger à les diviser en coupes réglées à l'âge de 25 ans.

coupes. Une remarque très essentielle à faire ici et qui ne tend qu'à la destruction des bois, c'est que tous les propriétaires dont les bois sont destinés pour la provision de Paris n'exploitent pas tous les ans une certaine quantité d'arpens, mais coupent chaque année une quantité de cordes déterminée, sans avoir égard si leurs bois peuvent les supporter ou non. On ne cherchera pas à faire sentir où doit mener à la fin une pareille exploitation, et si la ville de Paris, dont l'approvisionnement déjà immense va toujours en croissant, n'a pas le plus grand intérêt à le faire proscrire. On voit que le moyen d'établir une meilleure administration dans cette partie serait d'obliger tous les propriétaires à diviser leurs bois en coupes réglées dont l'exploitation se ferait à fur et mesure sans interruption. La loi qui amènerait une pareille réforme serait dans la suite avantageuse aux particuliers eux-mêmes comme au public.

Constitution du
royaume.

Les officiers de la maîtrise d'Autun, après avoir satisfait aux devoirs de leur état en indiquant une légère partie des réglemens à faire et des abus à corriger dans l'administration des forêts doivent encore, en qualité de citoyens, s'occuper du grand objet du gouvernement en convoquant les États généraux. Sans chercher à s'étendre beaucoup sur des matières qui embrassent tant de détail, ils réduiront leurs vœux à six points principaux :

- 1° Votes par tête et non par ordre ;
- 2° Une constitution posée sur des principes fixes et invariables ;
- 3° Aucun impôt sans le consentement de la nation ;
- 4° Toutes impositions et autres charges publiques portant sur les trois ordres indistinctement et sans division ;
- 5° Les États généraux périodiques et les impôts limités au tems de leur terme ;
- 6° Une nouvelle constitution des États de la province de Bourgogne.

Le vœu le plus ardent de tous les Bourguignons est sans doute d'obtenir une nouvelle constitution des États de leur province dans laquelle le tiers-état aura des représentants libres et de son choix, au lieu d'être livré par son régime actuel aux deux ordres privilégiés. La meilleure manière de réformer et de régénérer les États de cette province est de s'en rapporter aux États généraux parce qu'alors sa constitution en sera d'autant mieux faite qu'elle sera une suite de la constitution générale du royaume. Mais le seul et vrai moyen d'obtenir une constitution telle qu'on peut la désirer, celui qui doit réunir tous les suffrages et que le tiers-état surtout a tant d'intérêt de voir adopter, est de voter en commun par tête et non par ordre : alors tous les intérêts confondus amèneront nécessairement l'oubli des prérogatives, l'abandon des privilèges, un vrai retour à ce qui est juste et équitable et un désir sincère de l'égalité dans la contribution aux charges publiques. La discussion des opinions différentes ne servira qu'à mieux fixer l'opinion générale et du choc divers des sentiments sortira une uniformité de principes qui doivent être la baze d'une bonne constitution. D'aussi puissants motifs doivent engager tous bons citoyens de gêner le pouvoir de leurs députés dans ce seul point : *que les trois ordres du royaume voteront par tête et non par ordre aux États généraux.*

Tels sont les sentiments et le vœu des officiers de la maîtrise d'Autun soussignés. Un double du présent cahier sera remis aux deux députés du siège et l'autre sera déposé aux archives. Fait et arrêté en l'auditoire royal, à Autun, le douze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

FOURAT, *procureur du roy* ; RÉROLLE, *garde-marteau* ;
GOLIARD, *arpenteur* ; B. POURRA, *collecteur des amendes* ;
RCCHEFORT, *arpenteur* ; NECTOUX, *greffier en chef* ; GUILLE-
MINOT, *receveur de la maîtrise* ; JAULLAIN.

PIÈCES ANNEXES

I

EXTRAIT DES REGISTRES DU GREFFE DU BAILLIAGE D'AUTUN.—PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE PRÉLIMINAIRE DU 17 MARS 1789.

Nous Ferdinand comte de Grammond, chevalier, lieutenant général des armées du Roi, seigneur de Draci-sous-Couches, Grangi, Noidan, Velchevreuse et autres lieux, grand bailly d'épée des bailliages d'Autun, Montcenis et Semur-en-Brionnois, savoir faisons, que ce jourd'hui mardi dix sept mars mil sept cent quatre vingt neuf, sur les huit heures du matin, en l'auditoire royal du bailliage, chancellerie et siege présidial d'Autun, et pardevant nous Jean-Baptiste Raffatin, doyen des conseillers des dits sieges, remplaçant M. le lieutenant général, et M. le lieutenant particulier décédés, suivant la décision de monseigneur le garde des sceaux en date du trois mars présent mois et qui sera enregistrée au bas des présentes, pour y avoir recours en cas de besoin, est comparu maître François-Germain-Guillemain Dupavillon, écuyer, conseiller et procureur du Roi aux dits sieges, lequel a dit et remontré, que pour parvenir à la convocation et formation de l'Assemblée préliminaire prescrite par l'article XXXIII du Règlement fait par le Roi le vingt quatre janvier dernier pour l'exécution de ses lettres de convocation [pour les États généraux en date du sept février suivant et ordonné par l'article VIII de la sentence rendue et rédigée le vingt huit du dit mois de fevrier sous le nom de M. le grand bailly, la quelle sentence indique la tenue de la dite Assemblée préliminaire à ce jour, lieu et heure à l'effet :

1^o De donner acte aux députés qui comparoîtront de leur comparution et défaut contre les non comparants.

2^o De procéder à la verification des pouvoirs de tous les dits

députés et à la réception de leur serment dans la forme accoutumée et ensuite à la rédaction et réunion en un seul cahier, de tous les cahiers particuliers, soit en présence de tous les dits députés, soit par les commissaires qu'ils voudront nommer, et enfin au choix et à la nomination à haute voix du quart d'entre eux pour les représenter à l'Assemblée générale des trois-états, qui doit se tenir le vingt huit du présent mois de mars, de tout quoi il sera dressé procès-verbal, dont une expédition en forme, signée du greffier en chef des dits sièges, sera remise avec le dit cahier aux députés qui auront été nommés pour être par eux représentés à la dite Assemblée générale.

Le dit sieur procureur du Roi a fait notifier les dites lettres de convocation, le sus dit Règlement et la dite ordonnance de M. le grand bailly par des huissiers royaux aux officiers municipaux de cette ville, aux échevins et syndics des bourgs, paroisses et communautés de campagne scitués dans l'étendue de notre juridiction, avec sommation de faire publier les dites lettres, le dit Règlement et la dite ordonnance au prône des messes paroissiales et à l'issue des dites messes, à la porte de l'église dans une assemblée convoquée en la forme accoutumée pour huitaine au plus tard après les dites notification et publication tous les habitans composant le tiers-état de cette ville d'Autun, ainsi que ceux des bourgs, paroisses et communautés de campagne ayant un role séparé d'impositions, s'assembler dans la forme prescrite par les articles xxv, xvi dudit Règlement à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes et doléances, et de nommer des députés au nombre désigné au dit Règlement et dans la dite ordonnance pour porter le dit cahier à l'Assemblée préliminaire de ce jour.

En conséquence, et attendu que toutes les formalités prescrites par les lettres de convocation par le dit Règlement et la dite ordonnance ont été exactement observées, suivant qu'il appert par les exploits de notification et de signification des huissiers royaux, Nardin, Laborde, Grillot, Fouquet, Nectoux,

et des sergens royaux Calin et Renault, en dates des deux, trois, quatre, cinq, six et sept du présent mois de mars, tous les quels exploits le dit sieur procureur du Roi remet sur le bureau avec la lettre du Roi de convocation du sept fevrier dernier, celle de monseigneur le prince de Condé du vingt et un du même mois, le premier Règlement fait par le Roi le vingt quatre du mois de janvier précédent, le second fait pour la province de Bourgogne le sept du dit mois de fevrier, ensemble l'ordonnance de M. le grand bailly du vingt huit du même mois, toutes les quelles notifications et significacions ont été faites et données aux communautés et paroisses ci après désignées, à la voye et aux personnes de leurs syndics savoir :

1° De la ville d'Autun, 2° de Saint-Jean-le-Grand hors cité, 3° de Saint-Pantaléon, 4° de Saint-André hors cité, 5° de Saint-Vincent et Saint-Simphorien, 6° de Couard, 7° de Saint-Blaize, 8° d'Ornée, 9° de Saint-Pierre-l'Estrier, 10° d'Anost, 11° d'Antully, 12° d'Auxy, 13° de Repas, 14° de Barnay, 15° de Brion, 16° de Broye, 17° de Cordesse, 18° de Couches, 19° de Montorge, 20° de Curdin, 21° de Curgi, 22° de Savigny, 23° de Cussy, 24° de Dracy-Saint-Loup, 25° d'Épinac, 26° d'Étang, 27° de Glux, 28° de Grury, 29° de Geugnon, 30° d'Igornay, 31° d'Issy-l'Evêque, 32° de la Chapelle-au-Mant, 33° de la Comelle, 34° de Laizy, 35° de la Motte-Saint-Jean, 36° de la Selle, 37° de la Grande-Verrière, 38° de la Petite-Verrière, 39° de Lucenay, 40° de Manlay, 41° de Marcheseuil, 42° de Maivre, 43° de Milay, 44° de Montelon, 45° de Morillon, 46° de Neuvy, 47° de Reclenne, 48° de Rigny-sur-Arroux, 49° de Roussillon, 50° de Saint-Agnand, 51° de Saint-Denis-de-Péon, 52° de Saint-Didier, 53° de Saint-Émiland, 54° de Saint-Forgeot, 55° de Saint-Prix, 56° de Saint-Léger-sous-Beuvray, 57° de Saint-Léger-du-Bois, 58° du Grand et Petit-Moloy, 59° de Saisy, 60° de Collonge, 61° de Morelet, 62° de Saint-Sernin-du-Plain, 63° de Sommant, 64° de Sully-en-Duché, 65° de Sully-en-Royauté, 66° de Tavernay, 67° de Thil-sur-Arroux, 68° de Tintry, 69° de Voudenay.

Requiert en conséquence le dit sieur procureur du Roi qu'il nous plaise :

1° Donner acte aux comparans de leur comparution et défaut contre les non comparans :

2° De procéder à la vérification des pouvoirs de tous les députés qui comparoîtront et à la réception de leur serment dans la forme accoutumée ;

3° Ordonner qu'il sera ensuite procédé à la rédaction et reunion en un seul cahier, de tous les cahiers particuliers, soit en présence de tous les députés, soit par les commissaires qu'ils nommeront, lequel cahier doit être dressé et rédigé avec le plus de précision et de clarté qu'il sera possible suivant l'article XLV dudit règlement ;

4° Enfin ordonner qu'il sera procédé au choix et nomination à haute voix du quart d'entre eux pour les représenter à l'Assemblée générale qui est indiquée au vingt huit de ce mois, de toutes les quelles opérations il sera dressé procès verbal, dont une expédition en forme signée du greffier en chef sera remise avec le dit cahier aux députés qui seront nommés pour être par eux représentés à la dite Assemblée générale, observant le dit sieur procureur du Roi, 1° que pour les raisons contenues sous l'article XXXIII du Règlement, la réduction au quart ordonnée par le dit article ne doit pas s'operer d'après le nombre de ceux qui auroient dû se trouver à la présente Assemblée ; 2° que tous les députés en remettant au quart d'entre eux qui aura été nommé et choisi à la pluralité des suffrages le cahier de leurs doleances leur donneront en même tems tous pouvoirs requis et nécessaires, à l'effet de les représenter à la dite Assemblée générale pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance sus dite de M. le grand bailly et de donner aux députés, qui seront choisis pour le tiers-état dans la dite Assemblée générale du vingt-huit de ce mois, des pouvoirs généraux et suffisans, de proposer aux États généraux, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe

et durable, dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté, les quels députés réduits au quart se chargeront du dit cahier de doléances des habitans de ce bailliage et prometteront de le porter à la dite Assemblée générale du vingt huit de ce mois et de se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par les dites lettres du Roi, Règlement y annexé et ordonnances sus dattées, des quelles nomination de députés, remise de cahier, pouvoirs et déclarations, acte sera donné à tous les comparans qui signeront le procès verbal, duquel un duplicata sera remis aux dits députés réduits au quart, pour constater leurs pouvoirs, et a le dit sieur procureur du Roi signé.

Signé au registre, GUILLEMAIN-DUPAVILLON.

Sur les quelles notifications, significations, affiches et publications ont comparu :

Les douze députés qui ont été choisis et nommés par l'Assemblée du tiers-état de la ville d'Autun, suivant la délibération prise à cet effet à l'hôtel de la dite ville les quinze et seize de ce mois, dont ils ont représenté un duplicata en bonne forme pour justifier de leurs pouvoirs et ont remis sur le bureau le cahier des doléances du dit tiers-état, les quels douze députés sont :

1° M. Étienne-Anne Serpillon, conseiller du Roi, lieutenant général criminel aux bailliage-chancellerie et siège présidial.

2° M. Jean-Baptiste-Lazare Pigenat, lieutenant particulier assesseur criminel aux mêmes sièges.

3° M. Edme-François Changarnier l'aîné, avocat.

4° M. Claude Ballard, avocat et assesseur de la maréchaussée.

5° M. Antoine-Jacques Delatoison, avocat.

6° M. Edme-Joachim Gonon, notaire royal.

7° M. Louis-Marie Fouras, avocat et procureur du Roi de la maîtrise particuliere de cette ville.

8° M. Jean-Baptiste Dechevanne, docteur en medecine.

9° M. Jean Pignot, procureur.

10° M. Jean-Dominique Escalier, bourgeois.

11° M. Pierre-Rose-Gilbert Guyetand, marchand.

12° M. Michel-Louis Monier, orfèvre-joaillier.

Sont aussi comparus les députés des bourgs, paroisses et communautés de campagne cy après, savoir :

1° M^e Pierre-Sebastien Deroche, procureur en ce siège et procureur fiscal de la justice de la mairie Saint-Jean-le-Grand, et Étienne Lagrange fils, marchand, tous les deux députés de la part des habitants de la communauté de Saint-Jean hors cité, suivant leur délibération du quinze de ce mois, rédigée par-devant le dit M^e Deroche, de la quelle délibération les dits députés ont remis sur le bureau un extrait en forme avec le cahier des doléances de la dite communauté.

2° Claude Jarlot et Jean Morot, marchands, tous les deux députés de la part des habitants de la paroisse de St-Pantaléon, suivant leur délibération rédigée le quinze de ce mois devant Nardin notaire en cette ville, la quelle délibération en bonne forme a été remise sur le bureau avec le cahier de doléance des dits habitants.

3° Jean Bourillot, laboureur, député choisis de la part des habitants de la communauté de Saint-André hors cité, ainsi que Laurent Lefevre marchand au dit lieu, les quels deux députés ont remis sur le bureau le procès verbal de leur nomination dressé le neuf de ce mois pardevant Bauzon greffier de la justice de Saint-Martin, avec le cahier de doléance des dits habitants.

4° Antoine Thibaudin, manœuvre à Saint-Symphorien, de la paroisse de Saint-Vincent, député nommé de la part des habitants de la communauté de Saint-Vincent et de Saint-Symphorien suivant ce procès verbal du notaire Nardin en datte du quinze de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance des dits habitants, monsieur le conseiller Abord ayant refusé d'accepter la députation qui avoit été faite de sa personne, n'étant pas habitant, mais seulement propriétaire de fonds.

5° M. Antoine-Jacques Delatoizon, avocat lieutenant de la

justice temporelle du Chapitre de la Cathédrale, et Lazarre Contassot, journalier, tous les deux députés de la part des habitants de la paroisse et communauté de Couard, suivant le procès verbal que le dit M^e Delatoison en a dressé le dix de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance de la dite communauté.

6^e M^e René Chaussivert, notaire royal à Anost, Louis Duvernois cabaretier et Jean Pitois maréchal au dit lieu, tous les trois députés de la part des habitants de la paroisse du dit Anost, suivant le procès verbal passé devant le dit Chaussivert notaire le quinze de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec le cahier de leur doléances.

7^e Le sieur François-Claude Laguille bourgeois à Antully et Nicolas Lenoble laboureur au dit lieu, députés de la communauté du dit Antully, suivant l'acte qui en a été dressé sans ministère d'aucun officier public le quinze de ce mois, mais seulement sous les signatures privées de plusieurs des habitants de la dite paroisse, le quel a été remis sur le bureau avec le cahier de leur doléance, sauf à rejeter la ditte députation, si elle est contredite et si elle a lieu.

8^e Lazare Gaudard bourgeois à Auxy et Jean Chambrion marchand au dit lieu, nommés députés de la part de la communauté du dit Auxy, suivant le procès verbal qui en a été dressé le quatorze de ce mois par le notaire Dumarché, le quel a été remis sur le bureau, les dits députés s'en rapportant aux doléances faites de la part du tiers-état de la ville d'Autun.

9^e Pierre Chaussard laboureur à Repas paroisse d'Auxy député de la part des habitants de la dite communauté, suivant le procès verbal dressé le quatorze de ce mois par le notaire Dumarché, dont une expédition en bonne forme a été remise sur le bureau, avec le cahier de doléance de la dite communauté.

10^e Nicolas Gillot bourgeois de la paroisse de Barnay et Charles de Blangey marchand au dit lieu, députés de la part des habitants de la paroisse du dit Barnay, suivant le procès

verbal qui en a été dressé le seize de ce mois par le notaire Bouheret, lequel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance des dits habitants.

41° Lazarre Bré et Jean Chatillon marchand de la paroisse de Brion, tous les deux députés de la part des habitants de la dite paroisse, suivant le procès verbal du notaire Verger, en date du quatorze de ce mois, lequel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance des dits habitants.

42° Jean Bourot greffier de la justice de Monjeu et Laurent Vaumartin maréchal à Broye, députés de la part des habitants de la dite paroisse de Broye, suivant le procès verbal dressé le seize de ce mois par le dit greffier, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

43° Le sieur Claude Gillot marchand et Jean Allyot aussi marchand de la paroisse de Cordesse, députés de la part des habitants, suivant le procès verbal dressé le quinze de ce mois par Jean Bourot greffier de la justice, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

44° Maitres Pierre Bremond chatelain royal de Couches et Alexandre-Jules Clémanceau procureur du Roi, François Delagrangre avocat et Charles Guillemardet bourgeois, tous les quatre députés de la part de la communauté de Couches-en-Royauté, suivant le procès verbal qui en a été dressé pardevant le dit sieur chatelain le quinze de ce mois, lequel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance.

45° Vivant Minard fermier de la Croix-Valot et François Ponsot laboureur, députés de la part des habitants de la communauté de Montorge, suivant le procès verbal qui en a été dressé le quinze de ce mois pardevant le juge des lieux, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

46° Mathurin Ravier marchand et Antoine Margot propriétaire de la paroisse de Curdin, tous les deux députés suivant le procès verbal dressé le quinze de ce mois par le greffier Bonnarde, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

17° Étienne Larcher laboureur, Claude Jarrin aussi laboureur de la paroisse de Curgy, nommés députés suivant le procès verbal dressé le quinze de ce mois par Guiot greffier de la justice, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

18° Jean Lenoble et Étienne Taupenot, laboureurs tous les deux députés nommés par les habitants de la communauté de Savigny-le-Jeune paroisse de Curgy suivant le procès verbal rédigé le quinze de ce mois par Guiot greffier de la dite justice, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

19° Jean Vieillard et Jean Grassot marchands de la paroisse de Cussy-en-Morvand, députés de la part des habitants suivant le procès verbal du notaire Grassot en datte du quinze de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

20° Léger Grillot Labille, de Muse, et Pierre Grillot, de Lionge, marchands de la paroisse de Dracy-Saint-Loup, députés de la part des habitants de la dite paroisse suivant le procès verbal de Bourot greffier de la justice en datte du quinze de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec le cahier de doléance.

21° Jean Arliguy et Jean Prudhon laboureurs, députés de la part des habitants de la paroisse d'Épinac suivant le procès verbal du notaire d'Arcy en datte du onze de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

22° Claude Vadrot et Leonard George, tous les deux laboureurs, députés de la part des habitants de la paroisse d'Etang, suivant le procès verbal de la Vaivre greffier commis en datte du neuf de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

23° M^e Joseph-Jacques Martin procureur du Roi de la châtellenie de Glenne, et Claude Chaussivert marchand, tous les deux députés de la part des habitants de la paroisse de Glux suivant le procès verbal dressé pardevant le dit sieur Martin le dix de ce mois, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

24° Le sieur Jean-Marie Vaudelin bourgeois et Gabriel Perreaut laboureur, tous les deux députés de la part des habitans des communautés de la paroisse de Grury, qui sont du bailliage d'Autun, suivant le procès verbal passé le douze de ce mois pardevant le bailly de la justice, lequel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

25° Les sieurs Claude-Antoine Effemme bourgeois, et François Dumaine marchand, tous les deux députés de la paroisse de Geugnon suivant le procès verbal dressé le huit de ce mois pardevant M^e Michel, bailly de plusieurs justices, le quel a été remis sur ce bureau avec un cahier de doléance.

26° Le sieur Lazare-Marie Darcy et Michel Gagnare marchands de la paroisse d'Igornay, députés de la part des habitans suivant le procès verbal du quinze de ce mois dressé pardevant Hugue Gagnare procureur d'office, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

27° M^e Jean Picard avocat et Gaspard Doyen marchand de la paroisse d'Issy-Leveque, députés nommés de la part des habitans le douze de ce mois suivant le procès verbal dressé par le dit M^e Picard, plus ancien gradué, pour l'absence du bailly de la justice, le quel procès a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

28° François Rozet et Philibert Lagrange marchands de la Chapelle-au-Mant, députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal de Denis Tillon procureur d'office de Neuvy, le quel a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

29° M^e Etienne Valetat avocat et chatelain royal de Glenne, et Jacque Demeru maitre de poste à la Maison-de-Bourgogne paroisse de la Comelle-sous-Beuvray, l'une des cinq de la dite chatellenie, tous les deux nommés députés par les habitans suivant le procès verbal du onze de ce mois dressé par le dit sieur chatelain, lequel a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

30° Claude Couland et Pierre Dechaume laboureur de la

paroisse de Laisy députés par les habitans suivant le procès verbal du notaire Dufraigne du quinze de ce mois, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

31° Claude Corniau et Jean Mereau laboureurs de la paroisse de la Celle, députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du notaire Quarré, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

32° Sebastien Petit-Jean et George Montcharmont de la paroisse de la Grande-Verriere dépendante de la chatellenie de Glenne, députés nommés le onze de ce mois suivant le procès verbal du onze du dit mois dressé par M^e Martin procureur du Roy de la dite chatellenie, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

33° Jean Deguin et Jean Marillier laboureurs de la paroisse de la Petite-Verriere, députés nommés de la part des habitans suivant le procès verbal du notaire Grassot du huit de ce mois, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

34° Jacques Verger notaire royal et François Mariller chirurgien de la paroisse de Lucenay-l'Eveque, députés nommés de la part des habitans le huit de ce mois suivant le procès verbal du dit notaire Verger, dont un extrait signé de lui a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

35° Martial Guenot et Pierre Chalumeau marchands de la paroisse de Manlay, députés nommés de la part des habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du notaire Bouheret, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

36° Jean-Baptiste Lefebvre marchand et Joseph Ponelle tixérant de la paroisse de Marcheseuil, députés nommés de la part des habitans le quatorze de ce mois suivant le procès verbal du dit notaire Bouheret, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

37° M^e Claude Verneret notaire royal et Philibert Guinot laboureur de la paroisse de Maivre, tous les deux députés de la part des habitans suivant le procès verbal du dit notaire

Verneret du quinze de ce mois, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

38° Jacques Gros propriétaire et Sebastien Berger laboureur de la communauté de la Vallée-en-Bourgogne, paroisse de Millay députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du sieur Geoffroy procureur fiscal, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

39° Jean Bré et Lazare Janty laboureurs de la paroisse de Montelon députés nommés par les habitans le quatorze de ce mois suivant le procès verbal du notaire Verger, le quel a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

40° Pierre Muneret commis pour la marque des fers résidant dans la paroisse de Morillon député nommé par les habitans suivant le procès verbal du notaire Maret en datte du huit de ce mois, dont le duplicata a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

41° Jean-Louis Desfraigne tailleur d'habis et Jean-Benois Arnault, propriétaire, tous les deux de la paroisse de Neuvy, députés nommés par les habitans le treize de ce mois, suivant le procès verbal du notaire Maret, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

42° Le sieur Alexix Nectoux bourgeois et Jean le Queux marchand, tous les deux de la paroisse de Reclenne députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du notaire Nectoux, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

43° Le sieur François de Mucy bourgeois et François Rozet marchand, tous les deux de la paroisse de Rigny-sur-Arroux députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal dressé par Chapotot notaire à Digoïn, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

44° M^e Laurent Quarré notaire à Roussillon et Jean Allyot marchand au dit lieu députés nommés de la part des habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du dit notaire Quarré, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

45° François Poncet et Pierre Michel marchand de la paroisse de Saint-Agnand, députés nommés le treize de ce mois par les habitans des hameaux qui sont du ressort de ce bailliage, suivant le procès verbal de Pierre Chapuis greffier de la justice, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

46° Gabriel Berthier tonnelier et Jean Lacour laboureur de la paroisse de Saint-Émiland, députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal du notaire Bauzon, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

47° François Chiffлот et Claude Bergeret laboureurs de la paroisse de Saint-Forgeot, députés nommés par les habitans le quinze de ce mois, suivant le procès verbal de Jean Bourot greffier de la justice, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

48° Les sieurs Philibert Devallery et Claude-Étienne Martin, bourgeois de la paroisse de Saint-Prix-sous-Beuvray, l'une des cinq paroisses de la chatellenie de Glenne, députés nommés de la part des habitans le neuf de ce mois suivant le procès verbal dressé par M. Martin procureur du Roi de la dite chatellenie et déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

49° M^e Jean-Baptiste Dufraigne chirurgien et Simon Cottet laboureurs de la paroisse de Saint-Leger-sous-Beuvray, députés nommés par les habitans le douze de ce mois, suivant le procès verbal du notaire Dufraigne, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

50° Jean Mereau laboureur et Nicolas Fichot marchand de la paroisse de Saint-Léger-du-Bois, députés nommés par les habitans le quinze de ce mois suivant le procès verbal qui a été dressé sous les signatures privées de plusieurs des dits habitans, qui déclarent n'avoir pu se procurer aucun officier public, lequel procès verbal a été remis sur le bureau avec un cahier de doléance.

51° Jean Maubon et Jean Mereau laboureur de la communauté du Grand et du Petit-Moloy députés nommés le neuf de ce mois suivant le procès verbal de François Mereau procureur

d'office et notaire baronique, lequel a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

52° Philibert Chanlon laboureur de la paroisse de Saisy député nommé le quinze de ce mois de la part des habitants, suivant le procès verbal de Guillemain notaire à Autun, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

53° René Pelletier laboureur de la communauté de Collongela-Magdelaine député nommé par les habitants le quatorze de ce mois, suivant le procès verbal de Darcy notaire à Epinac, le quel a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

54° Jean Moyne laboureur de la communauté de Morlet, paroisse de Saisy, député nommé par les habitants du dit Morlet le quatorze de ce mois, suivant le procès verbal du dit notaire Darcy, le quel a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

55° Jean Charlot et Nicolas Labille laboureurs de la paroisse de Sommant, députés nommés de la part des habitants le quinze de ce mois suivant le procès verbal du notaire à Lucenay, qui a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

56° Jean Moru laboureur et Jean Bligny dit Bariot vigneron de la paroisse de Sully-en-Duché, députés nommés par les habitants le douze de ce mois suivant le procès verbal de François Mereau procureur d'office et notaire de la baronnie, qui a été déposé au greffe avec un cahier de doléance.

57° Jean Sallin et Claude Decreusefond laboureurs de la communauté de Sully-en-Royauté, députés nommés par les habitants le quinze de ce mois suivant le procès verbal du dit Mereau, déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

58° Jean Roidot et Lazare Chanlon marchands de la paroisse de Tavernay, députés nommés par les habitants le huit de ce mois suivant le procès verbal de M^e Bauzon greffier de la justice, qui a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

59. Jean Munier et Lazare Moreau laboureurs de la paroisse de Thil-sur-Arroux, députés nommés par les habitants le quinze de ce mois, suivant le procès verbal de M^e Bauzon notaire à

Autun, qui a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

60° François Nouveau et François Chaussard, laboureur, de la communauté de Voudenay-le-Château, députés nommés par les députés le dix ce mois, suivant le procès-verbal dressé par Hugue Gagnare, greffier de ladite justice, qui a été déposé sur le bureau avec un cahier de doléance.

61° Vu les deux délibérations des habitans de la paroisse de Saint-Sernin-du-Plain, dont l'une a été faite pardevant M^e Carnot, avocat, bailly de la justice, le quinze de ce mois et l'autre a été rédigée sous seings privés, sans le ministère d'aucun officier public, et ouï le procureur du roi en ses conclusions, nous avons, en rejetant la dernière délibération, admis et admettons Philippe Godillot et Claude Chiffot, marchands, pour députés légalement nommés, lesquels ont remis sur le bureau leur délibération avec un cahier de doléance des autres députés illégalement nommés, pour servir de mémoire.

Ce fait, ouï le procureur du roi en ses conclusions, avons donné acte à tous les députés cy-dessus comparans de leur comparution, et défaut contre les non comparans ni personne pour eux et notamment contre les communautés de Saint-Blaise, d'Ornée, de Saint-Pierre-Letrier, de la Motte-Saint-Jean, de Saint-Denis-de-Peon et de Saint-Didier-sur-Arroux, qui n'ont envoyé aucun député, quoique duement assignés et sommés de le faire, et pour le profit tant à leur égard que pour ce qui concerne les députés comparans au nombre de cent trente-trois, après avoir reçu le serment de tous les dits députés comparans, par lequel ils ont promis de faire fidel devoir, en procédant aux opérations ordonnées par l'article xxxiii du règlement du vingt-quatre janvier dernier et par l'article viii de l'ordonnance de M. le grand bailly du vingt-huit fevrier suivant, sur les remontrances à nous faites qu'il n'étoit guere possible de procéder en présence de tous les députés à la rédaction et réunion en un seul cahier de tous les cahiers particuliers de doléances qui ont été remis sur le bureau et qui sont au

nombre de soixante-trois, ensorte qu'il paroïssoit nécessaire de nommer des commissaires au nombre de dix-huit pour procéder à la dite rédaction et réunion, nous avons dit et disons du consentement général de tous les députés, et après avoir ouï le procureur du roi en ses conclusions, qu'il sera présentement procédé à l'élection des dix-huit commissaires dont il s'agit, auquel effet tous les députés cy-présens, après avoir murement délibéré sur le choix des dits commissaires et les voix ayant été par nous recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur de MM. Serpillon, lieutenant-général criminel; Pigenat, lieutenant-particulier, assesseur criminel; M^e Fouras, procureur du roi de la maîtrise; de M^e Valletat, avocat et chatelain royal de Glenne; de M^e Bremond, chatelain royal de Couches; de M^e Changarnier l'ainé, avocat en ce siège; de M^e Ballard, avocat et assesseur de la maréchaussée d'Autun; de M^e Picard, avocat à Issy-Leveque; de M^e Delatoizon, avocat en ce siège; de M^e Clemenceau, procureur du roy de la chatellenie royal de Couches; de M^e Gonon, notaire royal en cette ville; de M^e Pignot, procureur en ce siège; de M^e Quarré, notaire royal à Roussillon; de M^e Deroche, procureur en ce siège; du sieur Monier, orfèvre joaillier en cette ville; du sieur Jean Allyot, propriétaire du domaine d'Abost, paroisse de Cordesse; du sieur de Mucie, bourgeois à Rigny-sur-Arroux, et du sieur Dufraigne, maître en chirurgie à Saint-Léger-sous-Beuvray, lesquels commissaires ont tous accepté la dite commission et promis de s'en acquitter fidèlement; ladite nomination des commissaires ainsi faite, nous avons dit et disons du consentement général de tous les députés, et après avoir ouï le procureur du roi en ses conclusions, qu'il sera présentement procédé au choix et à la nomination à haute voix du quart de tous les dits députés présens et absens pour les représenter à l'assemblée générale des trois états qui sera tenue par M. le grand bailly d'épée, ou en son absence par nous doyen des conseillers susdits, le vingt-huit du présent mois de mars,

auquel effet, pour parvenir à la dite réduction au quart des dits députés, nous avons observé et reconnu avec le procureur du roi et tous les députés présens, que le nombre des députés présens est de cent trente-trois, et celui des absens de dix-huit, ce qui fait en tout cent cinquante un, dont le quart est de trente-huit, dont il s'agit de faire le choix parmi les cent trente-trois députés présens, auquel effet les dits députés présens ayant délibéré sur le choix à faire entre eux des dits trente-huit députés qu'ils sont tenus de nommer en conformité des dites lettres du roi, du règlement y annexé et de la sus dite ordonnance, et les voix ayant été par nous recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages qui ont été donnés à haute voix s'est réunie en faveur :

1° De M^e Serpillon, lieutenant-général criminel.

2° De M. Pigenat, lieutenant-particulier, assesseur criminel.

3° De M^e Fouras, procureur du roy de la maitrise de cette ville.

4° De M^e Valletat, avocat et chatelain royal de Glenne.

5° De M^e Bremont, aussi avocat et chatelain royal de Couches.

6° De M^e Changarnier l'ainé, avocat en ce siège.

7° De M^e Ballard, avocat et assesseur de la maréchaussée d'Autun.

8° De M^e Picard, avocat à Issy-Levêque.

9° De M^e Delatoizon, avocat en ce siège.

10° De M^e Clemanceau, procureur du roi de la chatellenie de Couches.

11° De M^e Gonon, notaire royal en cette ville.

12° De M^e Pignot, procureur en ce siège.

13° De M^e Quarre, notaire royal à Roussillon.

14° De M^e Deroche, procureur en ce siège.

15° Du sieur Monier, marchand orfèvre-joaillier.

16° Du sieur Jean Allyot, marchand propriétaire en la paroisse de Cordesse.

17° Du sieur de Mucie, bourgeois à Rigny-sur-Arroux.

18° Du sieur Dufraigne, maître en chirurgie à Saint-Léger-sous-Beuvray.

19° Du sieur Lazare Gaudard, bourgeois à Auxy.

20° De M^e Martin, procureur du roi de la chatellenie de Glenne.

21° Du sieur Pierre Grillot, marchand à Lyonge, paroisse de Dracy.

22° Du sieur François-Claude Laguille, bourgeois à Antully.

23° Du sieur Martial Guenot, marchand à Manlay.

24° Du sieur Jean-Louis Bouheret, marchand fermier de Voudenay.

25° Du sieur Jean-Marie Vaudelin, bourgeois de la paroisse de Grury.

26° Du sieur Jean-Baptiste Lefebvre, marchand à Marcheseul.

27° Du sieur René Chaussivert, notaire à Anost.

28° Du sieur François Mariller, chirurgien à Lucenay.

29° De M^e Jean-Baptiste de Chevanne, docteur en médecine à Autun.

30° Du sieur Pierre Chalumeau, marchand à Manlay.

31° Du sieur Jean Bourot, greffier de Monjeu, Dracy et Glenne.

32° Du sieur Pierre-Rose-Gilbert Guyetand, marchand à Autun.

33° Du sieur Claude-Antoine Effamme, bourgeois à Geugnon.

34° Du sieur Jean-Dominique Escalier, bourgeois à Autun.

35° Du sieur Jean Grassot, marchand à Cussy.

36° Du sieur Charles Guillemardet, bourgeois à Couches.

37° Du sieur Claude Verneret, notaire à Maivre.

38° Et du sieur Philibert Devallery, marchand à Saint-Prix-sous-Beuvray.

La dite élection et nomination ainsi faite, tous les comparans qui l'ont faite ont donné tous pouvoirs requis et nécessaires à leurs députés, cette part élus à l'effet de représenter

le tiers-état de ce baillage à la dite Assemblée générale du vingt-huit de ce mois, pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance de M. le grand bailli du vingt-huit février dernier, leur donnant aussi tous pouvoirs généraux et suffisans, de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté, auquel effet nous avons dressé de tout ce que dessus le présent procès-verbal, dont une expédition en forme signée par le greffier en chef de ce siège sera remise aux députés cette part élus et nommés pour leur servir de pouvoirs et être par eux représentée à la dite Assemblée générale du vingt-huit de ce mois avec le cahier de doléances qui aura été rédigé par les dix-huit commissaires ci-devant nommés, auxquels les dits députés et électeurs ont donnés à cet effet tous pouvoirs nécessaires, desquelles nominations de députés, déclarations et pouvoirs, nous avons à tous les susdits comparans donné acte et avons signé avec les dits députés élus et tous les députés électeurs qui savent signer, les autres ayant déclarés ne le savoir de ce interpellés suivant l'ordonnance, le greffier en chef, son greffier commis, qui a écrit le présent procès-verbal sous notre dictée, en sa présence, se sont aussi soussignés avec nous et le procureur du roi les jour, mois et an susdit ; signé sur le registre : Serpillon, Pigenat, Changarnier, Ballard, de la Toison, Gonon, Fouras, Dechevannes, Pignot, Escalier, Guyetand, Monier, Deroche, Claude Jarlot, Lagrange, Laurent, Lefevre, Thibaudin, Chaussivert, Louis Duvernois, Jean Pitois, Laguille, Lenoble, Gaudard, Chambrion, P. Chaussard, N. Gillot, C. Deblangey, Bré, Jean Chatillon, Bourot, Vaumartin, Claude Gillot, J. Allyot, Brémont, Clémanceau, Guillemardet, Delagrangé, Minard, Ravier, Margot, Étienne Larcher, Claude Jarin, Jean Lenoble, Vieillard, Grassot, Grillot, Labille, Pierre Grillot, Jean Arligny, Prudhon, L. George, Martin, Chaussivert, Vaudelin,

Effamme, Dumaine, Darcy, Gagnare, Picard, Doyen, F. Rozet, Lagrange, Valletat, Demeru, Petit Jean, George Montcharmont, Jean Deguin, Jean Mariller, Verger, Mariller, Guenot, P. Chalumeau, Lefebvre, Ponel, Verneret, P. Guinot, Gros, Berger, Bré, Jeanti, Muneret, Deffraignes, Arnault, Nectoux, Lequeux, De Mucie, Rozet, Quarré, Allyot, Poncet, Pierre Michel, Berthier, Lacour, Chiffot, Bergeret, Devallery, Martin, Dufraigne, Cotet, Moreau, Nicolas Fichot, Maubon, J. Mereau, Philibert, Chanlon, René Pelletier, Jean Moyne, Godillot père, C. Chiffot, Jean Charlot, Nicolas Labille, Jean Moru, Bligny, Jean Sallin, Claude Decreusefond, Roidot, L. Chanlon, Munier, F. Nouveau, F. Chaussard, Bouheret, Chevallier, Guillemain Dupavillon, Fragniere, greffier en chef, Fragniere, commis-greffier et Raffatin.

Collationné à la minute inscrite sur le registre par nous, greffier en chef du baillage d'Autun, secrétaire du tiers-état, soussigné.

FRAGNIÈRE.

II

CAHIER PARTICULIER DES DOLEANCES ET REMONTRANCES DU TIERS-ÉTAT DU BAILLIAGE D'AUTUN.

ART. 4^{er}. Le tiers-état demande, qu'aux États généraux, les délibérations soient constamment prises par les trois ordres réunis; les suffrages comptés par têtes; et que ses députés ne soient assujettis à aucunes distinctions humiliantes.

2. Que les États généraux soient périodiques et assemblés au plus-tard tous les cinq ans; et qu'à chaque tenue, il soit nommé de nouveaux députés.

3. Que les dits États s'occupent, avant tout, de faire une constitution posée sur des principes fixes et invariables, qui assurent les droits du souverain et ceux de la nation.

4. Que les États généraux s'occupent à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances ; prennent une connaissance exacte des besoins de l'État et de la dette publique ; substituent aux impôts qui seront supprimés, ceux qu'ils croiront les moins onéreux à la nation, et que l'état de situation des finances soit rendu public tous les ans.

5. Qu'aucun impôt ne puisse être conservé ou établi, qu'après avoir été consenti par les États généraux, qui ne pourront s'occuper des subsides, qu'après avoir formé la constitution et établi un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration.

6. Qu'aucun impôt ne soit accordé pour un tems illimité, et que le terme de l'octroy ne puisse excéder l'intervalle d'une assemblée d'États généraux à la suivante : qu'il ne puisse être fait aucun emprunt que du consentement des dits États.

7. Que tous les privilèges pécuniaires soient supprimés ; et que les impôts, de quelque espèce et nature qu'ils soient, quelqu'en soit la destination, soient supportés par les trois ordres, en proportion des propriétés et facultés de chaque individu et par un même rôle.

8. Que les bois et domaines du Roi soient aliénés à perpétuité ou à tems ; et que le prix soit employé à l'acquittement de la dette nationale.

9. Que les maîtrises et jurandes soient supprimées.

10. Que le titre des monnayas ne puisse être changé que du consentement des États généraux ; et que Sa Majesté soit suppliée de faire battre de la petite monnaie, pour faciliter le commerce.

11. Que la milice et la corvée soient supprimées.

12. Que les aides et gabelles soient supprimées ; et que le sel et le tabac soient rendus marchands.

43. Que les barrières soient portées aux frontières, afin de laisser dans l'intérieur du royaume une circulation au commerce, libre et débarrassée de toutes entraves; et qu'il n'y ait en France qu'un même poids et une même mesure.

44. Que les droits sur les fers, les cuirs, les huiles, les savons et le papier, ainsi que les droits de marque sur les toiles et étoffes, soient supprimés dans l'intérieur du royaume.

45. Que les droits de contrôle et de centième denier soient fixés par un nouveau tarif, dans le quel des droits modérés seront énoncés d'une manière claire et précise, qui éloigne tout arbitraire; et que les contestations qui naîtront pour l'interprétation du tarif et le recouvrement des droits, soient portées devant les juges royaux, pour y être jugées sommairement et sans frais : que tous droits non perçus soient prescriptibles par cinq ans, et que le droit de franc-fief soit supprimé.

46. Que les lettres-de-cachet soient supprimées, et la liberté individuelle des citoyens assurée sous la sauve-garde des loix : que l'on ait le respect le plus absolu pour les lettres confiées à la poste.

47. Que les propriétés soient tellement respectées, que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité proportionnée aux sacrifices que l'intérêt public nécessitera.

48. Que la liberté de la presse soit assurée par des règlements sages qui en préviendront les abus.

49. Que la vénalité de la noblesse soit supprimée; et que cette distinction honorable ne soit accordée qu'au mérite.

20. Que le tiers-état puisse être admis à toutes les places de l'Église, de la robe et du militaire.

24. Que la vénalité des charges de judicature soit supprimée; le prix des offices remboursés aux titulaires, qui, néanmoins, continueront d'exercer leurs fonctions; et que, pour remplir

les places vacantes dans les tribunaux, les officiers des sièges présenteront au Roi trois gradués, ayant fréquenté le barreau, ou exercé une place de judicature pendant six ans.

22. Que les gens-de-main-morte soient autorisés à prêter à tous particuliers; et que le prêt d'argent avec intérêt et au denier courant, par simple billet ou obligation sans aliénation du principal, soit permis.

23. Que le centième denier des offices qui seront conservés soit supprimé.

24. Que le sort des soldats soit amélioré.

25. Que les apointements des gouverneurs, commandans et intendans ne soient plus à la charge des provinces, mais à celle de l'État.

26. Que les survivances, pour quelque place que ce soit, soient abolies.

27. Que la justice criminelle soit réformée; que la procédure par jurés, telle qu'elle se pratique en Angleterre, soit adoptée en France.

28. Qu'il soit permis aux accusés d'avoir un conseil : que le secret de la procédure et la sellette soient supprimés; et que les contumax puissent se faire défendre, sans être obligés de se mettre en état.

29. Que le code pénal soit réformé et la distinction des peines abolies.

30. Qu'il n'y ait désormais d'autre supplice que celui d'avoir la tête tranchée, seul moyen de détruire le préjugé national qui entâche de flétrissure les familles des condamnés; préjugé qui est une des grandes causes de l'impunité et de la multiplicité des crimes. Une loi raisonnée à cet égard, consentie par la nation assemblée, sanctionnée par l'autorité royale, fera

disparaître cette opinion funeste à la société, qui doit en partie son origine à la distinction des peines.

31. Que la condamnation à mort n'ait lieu que contre les meurtriers : que les autres crimes soient punis à temps ou à perpétuité, par des condamnations aux travaux publics, à la détention dans des maisons de force, à des amendes pécuniaires, ou à d'autres peines proportionnées à la nature et la gravité des délits, ensorte néanmoins, que tout soit prévu et rien laissé à l'arbitrage des juges.

32. Que la question préalable soit encore supprimée, excepté dans les crimes de lèse-majesté au premier chef.

33. Qu'aucun jugement portant condamnation à mort ne soit exécuté, qu'il n'ait été confirmé par le Prince.

34. Que la mort naturelle ou civile n'emporte plus confiscation.

35. Que la peine de bannissement à temps ou à perpétuité, par laquelle un village, une ville, une province font entre-elles l'échange de leurs malfaiteurs, soit supprimée.

36. Que les monitoires ne puissent être accordés que pour les crimes qui mériteront peine capitale ou afflictive.

37. Que dans presque toutes les villes, les prisons étant peures, étroites et mal saines, les prisonniers pour dettes confondus avec les criminels, le gouvernement sera prié de s'occuper d'un objet aussi intéressant.

38. Que le code civil soit réformé, la procédure abrégée, et qu'il soit fait un règlement général pour en fixer les frais.

39. Que les droits de contrôle, petit-scel, sol pour liv. et 40 sols pour liv. du sol pour liv. qui se perçoivent sur les jugements et sentences, portant liquidation de dommages-intérêts et autres, sur les émoluments des droits de greffe et sur les dépens adjugés, soient abolis, ou du moins considérablement

diminués : ces droits sont si excessifs, les sols pour liv. surtout, qu'ils se perçoivent plusieurs fois pendant le cours d'un procès à raison de la même pièce. Qu'il soit ordonné que les procédures qui seront faites à l'avenir dans les prévôtés et chatellenies royales, seront exemptes du paiement de ces droits ; et qu'elles seront instruites de la même manière que dans les Justices seigneuriales.

40. Que tous les tribunaux d'exception, à la réserve des justices consulaires, soient supprimés ; et que toutes les affaires contentieuses, de quelque nature qu'elles soient, quelque soit la qualité des partis, soient attribuées aux tribunaux ordinaires.

41. Que les oppositions aux mariages ne soient reçues qu'autant qu'elles seront formées par les pères et mères ; et que les curés soient tenus de passer outre à la célébration, sauf l'action des opposants en dommages-intérêts, qui sera portée pardevant le juge royal.

42. Que le délai de dix ans pour l'action en lésion soit réduit à cinq ; et qu'il soit fatal, même au mineur.

43. Que les formalités pour l'exercice du retrait lignager et censuel soient simplifiées et réduites à une assignation pardevant le juge royal, sans offres réelles préallables.

44. Que la maxime *aut cada aut solva* soit admise en Bourgogne.

45. Que l'édit des mézus, de 1773, soit révoqué, étant impraticable dans son exécution.

46. Que tous les tribunaux d'exception, à la réserve des justices consulaires, soient supprimés et que toutes les affaires contentieuses de quelque nature qu'elles soient, quelque soit la qualité des parties, soient attribuées aux tribunaux ordinaires.

47. Que les offices de jurés-priseurs et de receveurs des consignations soient aussi supprimés.

48. Qu'il soit accordé aux juges des seigneurs, le pouvoir de juger souverainement jusqu'à la somme de 50 liv.; aux bailliages particuliers, au nombre de trois juges, jusqu'à 300 l.; et aux présidiaux jusqu'à 4,000 liv. : en cas de contestation sur la valeur de l'objet en litige, que chaque partie puisse le faire estimer.

49. Que l'autorité de ces différents tribunaux soit maintenue contre les entreprises des juges d'appel, en attribuant aux Parlements la connaissance de tous les différents relatifs à la compétence des juges des seigneurs et des bailliages particuliers : que les présidiaux soient juges souverains de leur compétence, comme ils l'étaient avant la déclaration de 1777; et que l'on ne puisse se pourvoir contre leurs jugements, que par la voie de cassation au conseil.

50. Qu'il soit fait un nouvel arrondissement des bailliages et présidiaux, sans distinction de province et de ressort de Parlement, afin de rapprocher les justiciables de leur juges.

51. Que l'on aye la faculté de demander le renvoi aux bailliages, des causes qui seront portées pardevant les juges des seigneurs, quand les seigneurs, leurs fermiers ou préposés seront intéressés dans le procès.

52. Que les juridictions consulaires aient le droit de juger en dernier ressort jusqu'à 4,000 liv.; qu'elles aient l'exécution de leur sentences; que les juges-consuls soient assistés d'un avocat nommé par l'ordre, qui aura voix délibérative après le président; que les droits des procédures ne soient pas plus forts que dans les justices des seigneurs; et que les procès y soient instruits par le ministère des procureurs. Que l'appel de leurs sentences soit porté aux présidiaux lors que l'objet n'excèdera pas 4,000 liv.

53. Que les cours ne puissent accorder aucunes lettres de répi, arrêts de défenses ou de sur-séance, que du consente-

ment du plus grand nombre des créanciers, faisant entre eux les trois quarts de la masse des créances.

54. Que l'arrêt de règlement du Parlement de Dijon, qui permet aux juges ordinaires de connaître des matières consulaires, soit révoqué; et qu'il soit établi des justices consulaires dans toutes les villes.

55. Que tous négocians et marchands qui manqueront à leurs paiements soient tenus de déposer leur billan au greffe des justices consulaires, et de rester dans leur domicile pendant les trois mois qui suivront le dépôt du bilan, pour mettre leurs créanciers en état de connaître la situation de leurs affaires, par la représentation de leurs livres : que pendant ce tems on ne puisse exercer la contrainte par corps, pour raison de leurs dettes; et qu'en cas d'évasion dans les trois mois, ils soient réputés banqueroutiers frauduleux, et punis comme tels.

56. Qu'il soit permis de se pourvoir une seule fois par opposition contre les jugemens rendus par défaut, dans les juridictions sujettes à l'apel.

57. Que tous droits censaux et seigneuriaux, sous quelque dénomination qu'ils soient, et notamment la servitude de main-morte, puissent être rachetés moyennant une indemnité proportionnée; et jusqu'au rachat des dits droits, que les seigneurs n'en puissent exiger le payment par la voye solidaire, chaque héritage répondant de sa redevance.

58. Que les cens, redevances et autres droits soient prescriptibles par cent ans, et les prestations par cinq ans.

59. Que les droits d'indire, et de guet et garde soient supprimés sans indemnité, ce dernier droit n'ayant plus de cause.

60. Que les droits de ban-vin et de bannalité des moulins, fours et pressoirs soient supprimés, sauf l'indemnité des propriétaires.

61. Que dans chaque moulin il y ait une romaine, et que le meunier soit tenu de peser le grain, en présence de celui qui l'amène, pour rendre le même poids en farine; que le prix de la mouture soit payé en argent.

62. Que tous les droits seigneuriaux et autres, qui se perçoivent dans les foires et marchés des villes, bourgs et villages, sur toutes les marchandises et denrées de consommation, soient supprimés, sauf à pourvoir à l'indemnité des propriétaires des dits droits.

63. Que la destruction des loups soit encouragée par de plus fortes récompenses; que la chasse aux sangliers soit permise; et que les garennes qui ne sont pas closes soient détruites.

64. Que l'on soit admis à la preuve de faits justificatifs, contre les procès-verbaux dressés pour fait de chasse et pêche.

65. Que les États de Bourgogne soient réformés : qu'ils soient constitués comme ceux de Dauphiné; mais que tous les nobles possédans fiefs ou non, puissent être électeurs et éligibles.

66. Que la commission intermédiaire s'occupe de la répartition la plus juste des impositions entre les communautés, sans pouvoir cotiser d'office aucun particulier.

67. Que les États particuliers restreignent le nombre des employés dans l'administration et perception des impôts, et qu'ils modèrent leurs appointements.

68. Que les haras établis en Bourgogne, et dont il ne résulte aucun avantage et beaucoup d'inconvénients, soient supprimés.

69. Que les États généraux soient priés de prendre en considération, les frais immenses que la province de Bourgogne est obligée de faire pour la construction de ses canaux; et d'ordonner que la dépense sera prise sur la caisse de l'État, attendu que ces canaux sont beaucoup plus utiles au royaume en général qu'à la province en particulier.

70. Que les chemins finérots, aboutissants aux grandes routes, soient mis en bon état et entretenus par les communautés et propriétaires forains.

71. Que l'état de situation des finances de la province soit rendu public tous les ans.

72. Que les Bourguignons soient maintenus dans le privilège de ne pouvoir être distraits de leur ressort pour plaider.

73. Que les brigades de maréchaussées soient composées d'un plus grand nombre de cavaliers ; et que les brigades soient augmentées en Bourgogne.

74. Qu'il soit fait un nouveau règlement pour empêcher la mendicité.

75. Que les maréchaussées soient soumises dans tous les cas à la juridiction ordinaire.

76. Que dans toutes les villes de bailliage, il soit établi un hospice pour recevoir les enfans naturels ou abandonnés.

77. Que les États généraux prennent en considération l'état malheureux des campagnes, et qu'ils s'occupent des encouragements à donner à l'agriculture.

78. Que les États généraux soient priés de s'occuper des moyens de favoriser l'accroissement des futayes, en augmentant le nombre des quarts de réserves, en ne permettant pas l'établissement de nouvelles usines qui consomment du bois ; et en supprimant celles qui n'ont point d'affouages et aux quelles il n'a point été accordé de privilèges.

79. Que les officiers municipaux soient élus par la commune : les maires et syndics pour quatre ans et les échevins pour deux ans ; que le secrétaire seul soit perpétuel ; et que la viérie et prévôté royale d'Autun soit réunie au bailliage, à la forme de l'édit de 1749.

80. Que tous les octroys qui se perçoivent dans les villes et bourgs, soient supprimés, et cette espèce d'impôt remplacée par une contribution annuelle, supportée et répartie, de la même manière et dans la même proportion, que les subsides nationaux.

81. Que les archevêques et évêques soient autorisés à donner toutes dispenses.

82. Que toutes les fêtes soient transférées au dimanche, à l'exception de celles de Noël et des deux fêtes de Pasques.

83. Que la portion congrue soit augmentée et portée à 4,200 l. pour les curés, et 600 liv. pour les vicaires, avec suppression de tous droits casuels : et que les curés qui sont obligés d'avoir un vicaire et de le payer sur le patrimoine de la cure, soient tenus de s'en procurer ; faute de quoi, la rétribution du vicaire sera employée aux besoins des communautés, sauf le cas où les sujets manqueraient.

84. Que les curés, desservants ou vicaires, soient tenus de donner tous les mois aux procureurs fiscaux des justices, une note des chefs de famille qui seront décédés le mois précédent, et qui auront laissé des mineurs, ou dont les héritiers seront absents.

Fait et arrêté au Palais du Bailliage-Présidial d'Autun par nous Députés soussignés ce jourd'hui vendredi vingt-sept mars mille sept cent quatre-vingt-neuf.

DELATOISON, *bâtonnier des avocats* ; FOURAT ; SERPILLON ; PIGENAT ; BALLARD ; CHANGARNIER l'aîné, *avocat* ; DEMUCIE ; ESCALLIER ; BRÉMONT ; QUARRÉ ; DUFRAIGNE ; LAGUILLE ; MARILLIER ; PICARD ; LEFEBVRE ; VAUDELIN ; VALLETAT ; GONON ; DEVALLEY ; GUIÉTAND ; GUENOT ; J. ALLYOT ; CHAUSSIVERT ; GRASSOT ; PIERRE GRILLOT ; BOUHERET ; GODARD ; GUILLEMARDET ; CLEMANCEAU ; DESROCHE ; EFFAMME.

III

CAHIER PARTICULIER DU TIERS-ÉTAT DU BAILLIAGE DE MONTGENIS.

Cejourd'huy dix-sept mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, à l'heure de deux de relevée, pardevant nous Philibert-Sophie Delachaize, conseiller du roi, lieutenant civil aux baillage et chancellerie de la ville de Montcenis, les sieurs Douhéret, avocat, Legey, notaire à Montcenis, Jean-Baptiste Duverne, notaire à la Tagnière, Jean-Baptiste Duverne, fermier des Crots, Christophe Lagandré, Pierre Chaillet et Claude Dessertennes, commissaires nommés par tous les députés des villes, bourgs et communautés de notre ressort, ainsy quil est établi par notre procès-verbal d'hier lundy seize, étant assemblés dans la salle d'emprunt destinée aux audiences ordinaires, attendu les reparations ordonnées au baillage de cette ville, ont procédé à la refonte et réduction de tous les cahiers particuliers de doléances des villes, bourgs et paroisses de notre ressort en un seul, ainsy quil suit :

ADMINISTRATION

ARTICLE 1^{er}. Attendu qu'il appartient véritablement à la nation de déterminer la manière dont elle entend être représentée aux États assemblés, où elle traite de ses interests, les États généraux s'occuperont de régler la meilleure forme possible d'élection et de representation pour les États généraux.

2. Toutes les loix qui excluent le tiers-état des emplois ecclésiastique, civil et militaire seront abolies ; en conséquence, tous les bénéfices, à l'exception de ceux que leurs titres de fondation affecte spécialement à la noblesse, les dignités ecclésiastiques, et emplois soit de robe ou d'épée pourront être conférés aux citoyens de tous les ordres que leurs mérite y appellera

3. Il sera pris une connoissance exacte des dettes de l'État et de leurs causes, à l'effet de réduire, d'après les regles de l'honneur et de la justice, celles qui se trouveroient avoir été enflées par des conventions léonines et usuraires, et de rectifier celles qui seront reconnues légitimes.

4. La masse des dettes de l'État étant fixée, la répartition en sera faite entre les provinces au *prorata* de leurs facultés respectives, lesquelles provinces établiront une caisse d'amortissement pour éteindre successivement la portion de la dette qu'elles auront prises à leur charge.

5. Dans l'octroi des subsides, les États généraux accorderont par préférence ceux qui seront les plus compatibles avec la liberté publique et individuelle, qui sont les plus susceptibles d'une répartition égale entre tous les citoyens et proportionnelle à leurs facultés respectives, qui pèzeront le moins sur les classes indigentes, qui porteront principalement sur les objets de luxe, qui seront les moins susceptibles d'être éludés par la fraude, et enfin qui seront les moins dispendieux dans leurs perceptions.

6. Les impôts qui auront été consentis par les États généraux seront repartis, entre toutes les provinces, pour la repartition, assiette et perception de la portion, qui sera tombée à la charge de chacune, être faite par les États provinciaux.

7. La taille sera supprimée, ou si l'on juge à propos d'établir un impôt sous cette dénomination, il sera commun aux citoyens de tous les ordres.

8. La milice sera supprimée ou convertie s'il est nécessaire en un impost commun aux trois ordres.

9. La corvée sera supprimée, et il sera pourvu à l'entretien des chemins, dans tout le royaume, par voye de péage, de distances en distances, comme en Flandre, en Hollande et dans presque toute l'Allemagne; si l'on persiste à fournir

à ces entretient par un impôt, il sera commun à tous les ordres ; si l'on établit la corvée en nature, les citoyens de tous les ordres indistinctement y seront assujettis.

10. Les traittes foraines et les douanes dans l'intérieur du royaume seront supprimées et reculées aux frontières, de manière que la circulation du commerce ne soit plus arrêté par aucuns obstacles.

11. Les impots sur le sel et le tabac seront suprimés et ces deux denrées rendues marchandes.

12. Les lotteries, sans exceptions, seront suprimées.

13. Il sera pourvu à la supression de tous les droits fiscaux sur les offices et les actes, du moins à leurs réductions.

14. Le droit de franc fief sera aboli.

15. Les droits d'amortissement sur les gens de mainmorte qui voudrons bâtir ou faire des reconstructions sur des terrains déjà amortis seront abolis.

16. Les droits sur les cuires seront suprimés ou du moins ils seront diminués et ils pourront être payés par abonnements.

17. Le don gratuit et les dix sous pour livres sur les octrois perçus au proffit des villes seront abolis.

18. Le titre des monnayas ne pourra jamais être changé ni altéré, que du consentement des États genereaux assemblés.

19. Les depences de chaque département, compris celles de la maison du Roi, seront fixés.

20. Le compte des depences de l'État sera rendu public tous les ans, ainsy que l'état de scituation des finances, et les ministres seront responsables de leur malversations aux États généraleaux.

21. Les pensions ne devant être que la récompense des services rendus à l'État, les titres en seront sévèrement examinés pour être avisés à leurs suppressions et réductions.

22. Les survivances seront abolies pour quelques places que ce soit.

23. Les États généraux ne négligeront rien pour parvenir à connaître, dans leurs étendues précises, les vrais besoins de l'État et ils détermineront, d'après les intentions connues de Sa Majesté, les réformes jugées convenables, soit dans la maison du roi, soit dans celle de la reine et des princes, soit dans toutes les branches de l'administration du royaume.

24. Les États généraux prendront pareillement connaissances de l'administration et revenus fixes du roi, des concessions, aliénations et échanges onéreux qui peuvent avoir été surpris à Sa Majesté ; de la régie de ses bois, des moyens les plus propres à améliorer cette partie de l'administration et à rétablir l'ordre et l'économie dans toutes les parties des finances.

25. Les États généraux témoigneront à S. M. leurs vœux pour que le règlement proposé par le comte de Saint-Germain, relatif à la maison militaire du roi, soit mis à exécution ; qu'en conséquence, en supprimant les compagnies chargés dispendieusement de la garde du roi, chaque regiment soit tour à tour appelé à cet honorable emploi ; ce changement offrant tout à la fois une réforme considérable dans la dépense, et un grand motif d'émulation et de gloire pour les troupes.

26. Il sera pourvu par les États généraux à l'amélioration du sort des soldats et ils aviseront aux moyens propres à empêcher les vexations que les états-major exercent tant à l'égard des officiers et soldats qu'à l'égard des congés.

27. L'ordonnance qui établit la peine des coups de plat de sabre sera abolie, cette peine étant ignominieuse, avilissante et indigne du caractère mâle et courageux du soldat français.

28. Le logement des troupes étant une charge publique, tous les ordres des citoyens y seront assujettis et il sera pourvu à leurs passages dans les villes par les administrations provinciales moyennant une contribution dont nul ne pourra être exempt.

29. L'élection des maires, et autres officiers municipaux, sera libre et triennale.

30. Le compte des municipalité sera rendu pardevant les députés de corporations et rendu public tous les ans.

31. Les communes pourront s'assembler librement pour délibérer de leurs interests et porter leurs pétitions au pied du trône, et la demande d'une assemblée étant formée par un nombre de corporation qui sera déterminé, les officiers municipaux n'auront ni le droit ni le pouvoir de la refuser.

32. Les intendants et commissaires repartis dans les provinces seront supprimés et leurs fonctions attribuées aux administrations provinciales.

33. Il sera fait un plan d'éducation qui opérera la reforme des collèges comme celle des universités, l'instruction sera rendue gratuite dans les uns et dans les autres, et le régime soumis aux administrations provinciales.

34. Il sera également fait un plan d'éducation pour les campagnes.

35. Il sera avisé aux meilleurs moyens d'encourager l'agriculture et les autres branches d'industrie, de protéger et d'étendre le commerce national, et de le dégager des entraves qui peuvent en gêner l'activité.

36. Qu'il sera avisé aux moyens d'établir une uniformité dans les poids et mesures dans tout le royaume.

37. Les billets et obligations à termes fixes porteront interests.

38. Toutes les usines et forges qui ne vérifieront pas de leurs affouages, seront supprimées.

39. Il sera avisé à la police des bois, aux précautions à prendre pour leurs conservations et aux encouragements à donner à leurs améliorations.

40. A l'imitation de la loi rendue par l'empereur, nul ne pourra prendre plus de fermes qu'il ne pourra en exploiter par lui-même.

41. Le champoyage du bétail sera rendu libre dans les bois indistinctement dès qu'il seront en état de défenses.

42. Il sera avisé aux moyens de donner un état civil aux bâtards, d'améliorer leurs sorts et de les rendre utiles à l'État.

43. Il sera pourvu à la suppression des privilèges attribués aux messageries royales et voitures pour tous particuliers qui n'ont point en propre des voitures et des chevaux, privilèges si gênant que le père de famille qui veut se transporter d'une ville à l'autre ne peut se faire conduire par un voiturier particulier sans être exposé à la saisie de la voiture ou sans en avoir obtenu à de très grands frais la permission du directeur.

44. Les places de commandants dans les provinces établies seulement depuis environ soixante et dix ans et d'ailleurs très superflues, seront supprimés, et les appointements des gouverneurs seront réduits.

45. Le droit de minage sera aboli pour acheter, comme très onéreux à tous les habitants et aux marchands qui amènent leurs denrées ou bled au marché.

46. Tous les privilèges pour la franchise des villes seront abolis.

47. Les droits perçus sur les marchands de vins, hotelliers, cabaretiers, sous le nom de quintaine ou ban vin, abolis.

JUSTICE

ARTICLE 1^{er}. Que les lois civiles seront incessamment réformées ainsy que les abus de l'administration de la justice, qu'il sera pourvu à la réduction des procédures et des frais énormes qu'elles entraînent comme à l'abolition ou du moins à la réduction des droits que le fisc perçoit sur elles.

2. Qu'il sera établi pour les États généraux une commission à l'effet de parvenir, par la refonte des coutumes, à rédiger un code civil commun à tout le royaume.

3. Qu'il sera fait un nouveau code criminel.

4. Que la nature des peines sera déterminée par la nature du crime et qu'elles seront infligées à tous les coupables qui les auront encourues, sans distinctions de naissances et d'état.

5. Que la loy d'Henry second qui condamne à la mort les filles enceintes qui négligent de déclarer leurs grossesses sera abrogée, de même que la peine de mort contre les vols domestiques quant ils ne seront pas accompagnés de circonstances aggravantes.

6. Que la confiscation sera abolie.

7. Qu'il sera pourvu à l'indemnité due aux accusés poursuivis par le ministère public et reconnus innocents.

8. Que la vénalité des charges étant entièrement abolie, les charges qui viendront à vaquer dans les tribuneaux seront

remplies par des sujets choisis par les administrations provinciales et présentés au nombre de trois à la nomination du roi.

9. Que les tribunaux supérieurs seront mi-partie de noble et de roturier, et que chaque plaideur, même la matière civile, pourra récuser deux juges, sans causes, lesquels juges devront être âgés de trente ans et avoir fait pendant dix ans la profession d'avocat, ou servis dans les baillages.

10. Que toutes espèces d'évocations, committimus, droits de bourgeoisie, privilèges de la conservation de Lyon, et généralement toutes distractions du ressort seront abolis entre quelques personnes et pour quels matières que ce soit.

11. Que plusieurs parents, jusqu'au quatrième degré ne pourront siéger comme juges, dans le même tribunal, sans que cette règle puisse être éludée par des lettres de dispenses.

12. Que le ressort du parlement de Dijon sera conservé dans son intégrité, attendu son peu d'étendue, n'ayant pas même les comtés de Mâconnois, Auxerre et Barre-sur-Seine qui font partie de la province.

13. Qu'il sera avisé s'il convient de supprimer ou conserver les justices seigneuriales, et que dans le cas où elles seroient conservées il soit permis aux parties de se pourvoir, soit par-devant le juge royal ou par-devant le juge local, à leurs choix, pour toutes matières réelles, personnelles ou mixtes, comme en matières de complaints.

14. Que dans le cas encore où les justices seigneuriales seroient conservées, les juges des seigneurs ne pourront connaître d'aucunes causes où les seigneurs seront partie.

15. Que les actions pour mézus et les adjudications prononcées pour ces délits seront déclarées prescriptibles pour le laps d'une année.

16. Que la loi du trente-un decembre 1773 concernant les mézus, attendu le désordre qu'il résulte de l'impunité des délits occasionnés par la difficulté d'exécuter cette loi et la faveur que trouvent les coupables dans l'indulgence des prud'hommes, sera abolie, et qu'il sera fait une nouvelle loi à se sujet.

17. Que les aménagements, les délivrances et generallement toute la police des bois des communautés seront confiés aux juges des lieux.

18. Que la connaissance des délits de contrebande sera attribuée aux juges ordinaires et les tribunaux institués à cet effet suprimés.

19. Que l'édit des quatre mois portant contrainte par corps pour dépens, en matière civile, sera abrogé.

20. Que les substitutions fideïcommissaires seront reduites à un seul degré.

21. Qu'il ne sera plus accordé, au Conseil, d'arrest de sursis en faveur des débiteurs.

22. Qu'il sera avisé à l'abolition de tous les privileges exclusifs.

23. Que la procédure des decrets sera abolie et remplacée par une autre plus sûre, plus prompte et moins dispendieuse, qui aura le même effet et qui consacrera la maxime *aut cede aut solve*.

24. Que les beaux pourront être faits pour un tems illimité, sans payer le centième denier, mais qu'ils seront sujets à la restitution, pour lésion d'outre moitié, lorsqu'ils passeront plus de neuf années.

25. Que les titres des communautés seront déposés au greffe des administrations provinciales, et expédition des terriers des seigneurs y seront également déposés.

26. Que les offices de jurés-priseurs seront supprimés.

27. Que la dixme des menûs grains sera abolie.

28. Que tous les colombiers ouverts seront détruis, ou défendus, ou tout au moins que nul n'en pourra posséder qu'il n'ait deux cents journeaux de terre en propriété sur le finage, avec obligation de fermer les colombiers dans les tems de semages et de récoltes, étant libre à qui que ce soit, dans ces deux époques, de tirer dessus.

29. Que le retrait lignager sera aboli dans les ventes faites à la chaleur des enchères, soit en justice, soit pardevant notaire, après publications, et qu'il sera restraint aux ventes qui se feront de grés à grés et sans publications.

30. Que les retraits censiers et féodaux seront abolis.

31. Que les arrérages des cens et droits seigneuriaux fonciers seront prescriptibles pour cinq ans.

32. Qu'extinction sera faite de tous droits de servitudes, tels que bannalité de fourgs, de moulins et pressoirs, main-mortes, corvées, droit d'indire et de guet et garde et autres droits quelconques.

33. Que les cens, rentes, servis et autres rentes seigneuriales pourront être rachetés sur le pié du denier qui sera fixé par les États généraux.

34. Que tous les droits seigneuriaux et de justice seront prescriptibles.

35. Qu'il sera permis à tous propriétaires indistinctement de tirer toutes espèces de gibier.

36. Enfin, que pour le plus grand avantage de tous les justiciables il soit procédé à la formation d'un nouvel arrondissement de chaque baillages et senéchaussées.

CLERGÉ

ARTICLE 1^{er}. Que le concordat sera aboli et la pragmatique sanction rétablie, à l'exception des articles concernant les libertés de l'Église gallicanne.

2. Que le royaume sera affranchi des contributions que la cour de Rome en tire chaque années sous quelques dénominations que ce soit.

3. Que tous les bénéfices seront déclarés spécialement affectés aux ecclésiastiques du diocèse dont ils dépendent.

4. Que nul ecclésiastique ne pourra posséder plusieurs bénéfices dez qu'ils excéderont deux mil livres.

5. Que la portion congrue des curés des villes, bourgs et villages, ainsy que celles des vicaires, seront réglés sur un taux plus haut que celui actuel et en proportion du nombre des communians, qu'en conséquences toutes especes de casuel sera aboli.

6. Que les canoniats des collégiales seront affectés spécialement aux anciens curés.

7. Que les évêques, archevêques et abbés, commandataires surtout, seront tenus de résider dans leurs diocèses et abbayes, pendant les trois quarts de l'année, à peine de perdre leurs revenus pendant le tems de leurs absences.

8. Qu'il sera pris sur les revenus des biens du clergé un fond d'amortissement pour l'extinction de ses dettes, et que

les revenus des abbayes commandataires y seront spécialement affectés.

9. Il sera pourvu au secours et à l'entretien des établissements de charité par contribution prelevés sur les bénéfices excédant deux mil francs de revenus, laquelle sera versée dans la caisse des administrations provinciales, pour l'employ en être réglé par les mêmes administrations.

10. Que la mendicité des maisons religieuses sera abolie et que pour fournir à l'entretien des maisons mendiantes, tant qu'elles subsisteront, il sera perçu une contribution sur le clergé régulier.

11. Que ny les hommes ni les femmes ne pourront se lier, dans quelques corps de religieux que ce soit, avant l'âge de trente ans.

12. Qu'il sera aboli le plus grand nombre de festes possibles.

13. Que tous les bénéficiers, y compris les commandeurs des ordres de Malte et autres, seront tenus d'entretenir les beaux passés par leurs prédécesseurs, étant au surplus interdits à tous bénéficiers de passer des beaux plus longs que de neuf années.

ARTICLES GÉNÉRAUX

1. Les députés suppliront Sa Majesté d'ordonner qu'à la tenue des prochains États généraux les ordres ne votent point séparément, que les suffrages y soient recueillis par testes indistinctement et en croisant les voix.

2. Demanderont que la forme qui sera adoptée pour la tenue des États généraux soit établie pour les États particuliers de cette province et que le même régime y soit observé.

3. Qu'il soit statué constitutionnellement qu'à l'avenir tous les baillages du royaume indistinctement seront convoqués directement aux États généraux.

4. La suppression des impositions et cottes d'office.

5. La suppression des fermiers généraux, receveurs généraux et particuliers et qu'il soit procédé à un nouveau plan de régie.

6. Demanderont la liberté de la presse, sauf l'exécution des ordonnances contre les libelistes.

7. Demanderont que les enharrements et exportations des grains hors le royaume soient prohibés, et ce, néanmoins, sous la limitation que les États généraux jugeront convenable.

Demanderont que par un decret des États généraux il soit statué que le crime est personnel et seul déshonorant, et que de la condamnation au suplice du coupable il n'en résulte aucune flétrissure ou notes d'infamie contre les parents du condamné.

9. — *Art. particulier de la paroisse d'Uxeau*

Les députés de la paroisse d'Uxeau ont été chargés de demander la suppression d'un droit odieux que perçoit le curé à la mort du mari ou de la femme, chef de communauté, qui est de s'emparer de la moitié du lit où ils sont décédés; qu'il est arrivé nombre de fois que des malheureux hors d'état de pouvoir payer la valeur de la moitié du lit, le curé de force s'est emparé du lit; 2° de demander pareillement la suppression du diner de Carême que se fait donner le curé par tous ses paroissiens et qu'il exige en argeant de ceux qui ne luy don-

nent pas ; enfin, la suppression d'un droit de preslibation pour lequel il exige une somme de quarante sols et un bichet d'avoine.

Fait et arrêté par nous, commissaire, en présence des députés, aujourd'hui dix-huit mars 1789, par continuation du procès-verbal du jour d'hier et pardevant nous Philibert-Sophie Delachaize, conseiller du roi, lieutenant civil aux baillages et chancellerie de Montcenis, en présence de M^e Pierre Garchery, procureur du roi et assisté de notre premier huissier et de notre greffier ; la minute est signée : Douheret, Duverne, Pautrelet, Chaillet, Duverne de Valvron, Dessertennes, Legey, Lagandré, Carion, d'Autun de Valvron, Jacob, Bernard, Garchery, puiné, Cortelot, Deshautel, Deshautel, Garchery, procureur du roi, Patin, Delachaize, Moussu, et Callard, greffier soussigné.

IV

CAHIER PARTICULIER DU TIERS ÉTAT DU BAILLIAGE DE BOURBON-LANCY.

Pour répondre aux bontés paternelles du roi qui veut entendre les réclamations de son peuple, les habitants de la ville de Bourbon-Lancy prennent la liberté de lui représenter très humblement et de remontrer aux États généraux du royaume, dont l'assemblée est indiquée au vingt-sept avril prochain, par les lettres de convocation données à Versailles le vingt-quatre janvier dernier, que pour le bien de l'État, l'extinction de la dette nationale, la prospérité du royaume et le bonheur des peuples, il convient :

ADMINISTRATION, FINANCES, IMPOTS.

Art. 1. — Que pour toutes les délibérations à former lors de la tenue des États généraux les opinions soient recueillies par tête et non par ordre, et que les décisions soient formées à la pluralité des voix, de manière cependant que les deux tiers des votants soient réunis pour faire la majorité.

2. Qu'il soit statué par un décret unanime, approuvé par Sa Majesté, que les États généraux du royaume seront assemblés tous les six ans, dans la forme qui sera déterminée à cet effet par la prochaine assemblée.

3. Qu'aucun impôt ne puisse être établi, perçu ni prorogé sans le consentement de la nation, donné dans les États généraux, légalement et librement assemblés.

4. Qu'il soit ordonné que toutes impositions et charges publiques, tant générales pour tout le royaume, que particulières à la Bourgogne, seront supportées par tous les ordres à proportion des propriétés et facultés de chaque individu, sans aucune exemption pécuniaire.

5. Qu'il soit donné aux députés aux États généraux une connoissance exacte par des états détaillés et circonstanciés des revenus, des charges et des dettes de l'État.

6. Que l'on supprime les appointements de toutes les places qui sont sans exercice, comme celles des gouverneurs et lieutenants généraux des provinces, etc., etc. ; que l'on diminue proportionnellement à la dépense qu'ils doivent faire les appointements des gouverneurs particuliers, commandants en exercice et autres, et que l'on remplace les intendants des provinces par la commission intermédiaire des administrations et États provinciaux.

7. Que Sa Majesté, prenant en considération que ses peuples gémissent sous une foule d'impôts, dont la nomenclature seule est effrayante, elle fasse statuer sur la réduction de toutes les pensions, gages et appointements excessifs, et sur la suppression de toute dépense abusive et de pure ostentation, tant relative à l'État en général qu'à cette province en particulier, ainsi que sur la suppression de tous dons et pensions qui

n'auroient point pour motifs des services réels, rendus personnellement par ceux qui en sont gratifiés, et qu'il soit établi pour les pensions et gratifications qui s'accorderont à l'avenir une règle proportionnelle et invariable.

8. Qu'à l'avenir les ministres du roi soient responsables à la nation de l'emploi de ses deniers, ainsi que Sa Majesté en a elle-même manifesté l'intention dans le résultat de son conseil du 27 décembre dernier.

9. Que pour justifier de l'emploi du produit des impôts, il soit publié tous les ans un compte exact et détaillé des finances de l'État, et qu'il soit permis à tout citoyen d'écrire et d'imprimer librement pour relever les erreurs et faire connoître les abus qu'il pourroit appercevoir dans les différentes parties de l'administration.

10. Qu'il soit formé une commission intermédiaire pour veiller au maintien de l'ordre, à l'exécution des loix, à la perception des impôts, à l'administration et à l'emploi des finances, pendant l'intervalle entre chaque assemblée des États généraux, laquelle commission intermédiaire sera formée de soixante membres qui seront choisis parmi les députés de tous les ordres qui se trouveront à chaque assemblée des États généraux : sçavoir un quart dans l'ordre du clergé, un quart dans l'ordre de la noblesse et le surplus dans l'ordre du tiers-état, et dont la nomination sera faite par leurs pairs, librement et par la voye du scrutin, dans la forme ordonnée pour la convocation des États généraux.

11. Qu'il soit statué que les soixante députés, formant la commission intermédiaire, s'assembleront tous les ans, au lieu et dans le temps qui seront indiqués, pour se communiquer les différentes plaintes et doléances qui leur auront été adressées, soit en commun, soit séparément, de la part des

provinces en général ou des villes, corps, communautés et paroisses en particulier, concernant les loix, les impôts, les finances et en général toutes les matières d'administration, pour être communiqué aux États généraux qui y statueront de concert avec Sa Majesté.

12. Que la commission intermédiaire soit nommément chargée de veiller au maintien des loix, à l'administration des finances, au bon emploi du produit des impôts et à ce que la répartition et la perception s'en fassent de la manière la plus avantageuse à l'État et la moins onéreuse aux peuples, et qu'elle soit autorisée à relever tous les abus et malversations, en quel genre que ce soit, pour en présenter pareillement les résultats avec les plans de réforme qu'elle aura projetés aux États généraux qui les feront adopter à Sa Majesté après les avoir préalablement discutés et consentis.

13. Qu'il soit absolument et expressément interdit à la commission intermédiaire d'accorder ni de proroger, sous quelque prétexte que ce soit, pas même par provision, aucun impôt direct ni indirect, de quelque nature et sous quelque dénomination qu'il puisse être, même sous la qualification de lotterie, emprunt ou autrement, la nation françoise ne devant et ne pouvant être imposée que par ses États généraux et non par un petit nombre de représentants, qui, malgré leur fermeté et leur attachement au bien public, peuvent être séduits ou intimidés.

14. Qu'il soit pareillement nommé, dans les mêmes formes et proportions ci-dessus, soixante autres membres pris parmi les députés aux États généraux, pour remplacer dans les assemblées annuelles les membres de la commission intermédiaire qui ne pourront s'y trouver pour cause de maladie ou autrement, ou qui décéderont dans l'intervalle entre chaque tenue des États généraux, lesquels substituts ne pourront, sous

quelque prétexte que ce soit, paroître aux assemblées annuelles que par remplacement, de sorte que lesdites assemblées ne soient composées que des soixante membres composant la commission intermédiaire.

15. Qu'en réglant la durée desdites assemblées annuelles de la commission intermédiaire, les frais d'icelle ainsi que les dépenses de chaque membre la composant soient aussi réglés pour que la répartition s'en fasse annuellement sur chaque province en proportion de ses autres impôts.

16. Que les députés composant la commission intermédiaire choisissent eux-mêmes leur secrétaire parmi eux et l'élisent, soit à haute voix, soit par scrutin, ainsi qu'ils aviseront, et qu'à chaque assemblée des États généraux les membres de la commission intermédiaire et leurs substituts soient changés et remplacés par d'autres.

17. Que le premier acte de l'assemblée des États généraux soit une réclamation contre les lettres de cachet et les prisons d'État; que Sa Majesté soit suppliée de lever toutes les lettres de cachet dont ses ministres ont fait un abus si odieux depuis quelques années et de rendre la liberté aux malheureuses victimes de la vengeance des uns et de la surprise faite à la religion des autres, après néanmoins que les causes de leur détention auront été examinées par un bureau de députés aux États généraux, qui sera formé à cet effet, à fin qu'il soit pris un parti sage pour adoucir la captivité de ceux qui par des motifs particuliers ne pourroient encore être rendus à la société, et qu'il soit fourni des secours à ceux dont la détention aura dérangé les affaires.

18. Qu'il soit irrévocablement statué qu'aucun membre de la société ne pourra par la suite être enlevé à sa famille en vertu de lettres de cachet ni autrement pour être séquestré

dans aucune prison d'État ni ailleurs qu'en vertu d'un décret ou d'une condamnation judiciaire, et que lorsque l'intérêt public exigera que l'on s'assure, sans délais, de la personne d'un citoyen, il soit dénoncé dans les vingt-quatre heures aux juges à qui la connoissance de son délit appartiendra, pour lui être son procès fait et parfait à la forme des ordonnances et loix du royaume.

19. Que la commission intermédiaire soit spécialement chargée de veiller à l'exécution de l'article précédent, de réclamer auprès de Sa Majesté l'élargissement ou le renvoi dans les tribunaux des citoyens qu'elle pourra découvrir avoir été emprisonnés en vertu de lettres de cachet et de dénoncer, en cas de besoin, devant les tribunaux, les auteurs et fauteurs desdits emprisonnements et enlèvements, de manière que la liberté individuelle des membres de l'État ne soit plus à la merci des haines, des persécutions et des vengeances ministérielles et sous-ministérielles.

20. Que dans le cas néanmoins où la tranquillité et l'honneur d'une famille exigeront que quelqu'un de ses membres soit séquestré de la société, sur la résolution qui en sera prise par les sept plus proches parents et les motifs qui en seront exprimés, il soit fait une information sans scandale par les membres de la commission intermédiaire du district du bailage où sera domicilié le sujet qu'il s'agira de priver de la liberté, lesquels seront nommés à cet effet par ladite commission, sur le rapport qui lui sera fait de la résolution des sept parents, d'après laquelle information le rapport qui en sera pareillement fait à la commission du district et l'avis de cette commission, à être par la commission intermédiaire du royaume statué, s'il y a lieu ou non, à la délivrance d'une lettre de cachet pour priver de la liberté le sujet condamné par sa famille à être ladite lettre de cachet délivrée si la commission intermédiaire du royaume décide qu'il soit à propos de le faire.

21. Qu'il seroit essentiel pour aider à éteindre la dette nationale que les trois ordres du royaume consentissent à ce que le revenu de tous les bénéfices simples soient employés à mesure qu'ils vacqueront, à éteindre les dettes de l'État, à la condition toutes fois que la régie et comptabilité desdits revenus seront confiées aux assemblées des États provinciaux.

22. Qu'il soit établi un bureau de membres des États généraux, qui, pendant la tenue d'iceux, examineront les motifs et le prix de toutes les aliénations, échanges et engagements des domaines de Sa Majesté, lequel bureau fixera les suppléments à faire sur les objets donnés à vil prix, par tous les moyens convenables, pour en découvrir la juste valeur, auquel effet toutes personnes pourront écrire et imprimer pour donner à cet égard les éclaircissements et les notions qui seront à leur connoissance, lesquels suppléments seront payés par les propriétaires des objets sur lesquels ils porteront, dans le temps qui sera fixé, faute de quoi faire et après ledit temps passé, Sa Majesté rentrera dans la propriété desdits objets en rendant les sommes payées ou les fonds reçus en contre-échange.

23. Que le produit desdits suppléments ainsi que celui des aliénations que Sa Majesté pourra faire d'après l'avis et consentement de ses États généraux, de tous ou de partie du surplus de ses domaines et de ceux qui lui rentreront par la voye portée en l'article précédent, soit versé dans la caisse qui sera destinée à l'extinction des dettes de l'État.

24. Que dans les États de la province de Bourgogne, aucun des ordres n'étant parfaitement représenté, et surtout le tiers, lesdits États soyent formés des députés des trois ordres choisis à l'instar de ceux des États généraux prochains ; que ceux du tiers y soient en nombre égal à ceux des deux ordres privilégiés ; que l'on y opine par tête avec égalité de suffrage de la part du tiers aux deux autres ordres réunis, de manière

néanmoins que les délibérations ne passent qu'à la pluralité des deux tiers des voix.

25. Que pour parvenir à former une députation complète et assez nombreuse pour que les délibérations ne soient pas comme elles le sont maintenant le vœu de quelques particuliers, ladite province soit divisée par baillages qui formeront autant de districts, auxquels le clergé, la noblesse et le tiers-état seront appelés pour élire leurs députés dans le nombre qui sera déterminé, eu égard à la population, comme ils le sont aux baillages principaux, par le règlement du 24 janvier dernier pour l'élection des députés aux États généraux, et que dans la division des districts ou baillages on ait partout égard à l'éloignement des villes les unes des autres, de sorte que toute ville baillagère qui se trouveroit à dix lieues de distance l'une de l'autre ait son district particulier.

26. Qu'afin que la commission intermédiaire puisse connoître tous les usages de chaque canton de la province et qu'elle puisse avoir toutes les instructions et les renseignements nécessaires pour éclairer son administration et afin qu'elle soit assurée de la parfaite exécution de ses ordonnances, elle soit divisée en commissions de district qui seront établies dans chaque baillage et qui dépendront d'une commission principale établie à Dijon.

27. Que les membres de la commission principale soient choisis par leurs pairs et parmi leurs pairs à l'assemblée des députés aux États provinciaux, et que ceux des commissions de district soient pareillement choisis par leurs pairs et parmi leurs pairs à l'assemblée des trois ordres de leur baillage, lesquelles élections se feront au scrutin.

28. Que les membres du tiers dans lesdites commissions soient en nombre égal à celui des deux autres ordres, et que

dans chaque district il y ait un caissier chargé de la recette de tous les impôts régis par l'administration, qui comptera directement entre les mains du receveur général de la province, et qui ne pourra avoir pour tous droits au de là d'un pour cent de tous les deniers qu'il touchera ; qu'en conséquence tous les receveurs particuliers qui absorbent une partie du produit de leur recette soient supprimés, les appointements du receveur général réduits à un taux qui ne pourra excéder un demi pour cent de sa recette, sans que ledit receveur général puisse prétendre aucun droit pour raison des emprunts qui pourront être faits par la province.

29. Que trois ans après la première élection, la moitié des membres desdites commissions soit remplacée par d'autres, et ainsi de suite à l'avenir, afin qu'il en reste toujours en place qui aient connoissance des affaires de ladite administration, lesquels membres choisiront parmi eux un secrétaire qui ne pourra néanmoins après la première triennalité, être pris que dans le nombre de ceux qui auront déjà trois ans de service.

30. Que l'on vote dans lesdites commissions par tête et que la plus forte voix l'emporte.

31. Qu'après la première triennalité, les membres de la commission principale soient choisis parmi ceux des commissaires de district.

32. Que la commission principale, dans toutes les affaires et objets d'administration qui auront rapport à toute la province, ne puisse rien statuer qu'elle n'aye pris l'avis de la commission du district dans les affaires et objets d'administration qui n'aient rapport qu'à ce district ou à un ou plusieurs particuliers dudit district, et qu'en conséquence il y aye une correspondance habituelle entre le secrétaire de la commission principale et ceux des districts.

33. Que les commissions de district aient chacune dans leur ressort l'exécution des ordonnances de la commission principale ; qu'elles y remplissent les fonctions dont sont maintenant chargés les commissaires de messieurs les élus ; qu'elles fassent les délivrances de tous les travaux et ouvrages publics ; veillent à leur exécution ainsi qu'à la comptabilité du caissier, en rendant compte du tout à la commission principale.

34. Que lesdites commissions, outre les objets d'administration dont la commission actuelle est chargée, veillent aux réparations des églises et presbytères et aux autres dépenses relatives aux communautés ; qu'elles vérifient leurs dettes, leurs comptes ainsi que ceux des officiers des villes, même relatifs aux biens patrimoniaux des dites villes et communautés.

35. Que le tiers-état de cette province, ayant rachetés les offices de maires comme tous les autres offices municipaux, il soit rétabli dans le droit d'élire lesdits maires ainsi que ses procureurs syndics, lesquelles élections se feront tous les trois ans au scrutin par les députés des corporations, et que le sujet qui aura réuni le plus grand nombre de voix soit déclaré sur le champ élu, sans autre formalité ; que ce soit ne puisse être continué après avoir fini le temps de son exercice.

36. Que les officiers municipaux soient maintenus dans le droit de connoître de toutes matières de police, sauf l'appel à la Cour, et qu'ils aient la connoissance de toutes contestations qui naîtront pour raison des gages de domestiques et salaires d'ouvriers jusqu'à la somme de cinquante livres, avec le pouvoir de les juger en dernier ressort, au nombre de trois juges, sans ministère d'avocat ni de procureur.

LOIX ET ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

37. Que les loix civiles, politiques et de police du royaume soient ramenés, autant qu'il sera possible, à un point d'unité qui en facilite la clarté et l'étude.

38. Que tous les tribunaux d'exception soient supprimés, et que la connoissance des affaires qui s'y traitent soit attribuée et réunie aux baillages, présidiaux et aux parlemens, chacun dans leur district et dans les proportions qui seront ci-après indiquées, à l'exception des juridictions consulaires qui subsisteront, comme par le passé, dans les lieux où elles sont établies.

39. Qu'il soit enjoint aux seigneurs haut-justiciers d'avoir un juge gradué, un procureur d'office, un greffier et un sergent, domiciliés et résidents au lieu de l'exercice de leurs juridictions, ainsi qu'un auditoire, une prison sûre et saine et un geôlier, comme aussi de faire tenir une audience toutes les semaines, à un jour fixe, pour la prompte expédition des affaires, sinon qu'il soit permis aux parties de se pourvoir directement aux baillages et présidiaux où ressortiront les juridictions dont les seigneurs ne se seront pas conformés à ce qui est porté ci-dessus.

40. Que pour éviter tous les différens degrés de juridiction, pour rapprocher les plaideurs de leurs juges et pour leur épargner des dépenses et des voyages dans les affaires de peu d'importance, il soit fait trois classes de tribunaux : sçavoir, des baillages qui jugeront sans appel, au nombre de cinq juges, jusqu'à la somme de cinq cents livres de principal ; des présidiaux qui jugeront aussi sans appel jusqu'à la somme de 4000 l., au nombre de dix juges ; et les parlemens qui jugeront les appellations de tous les cas que les premiers tribunaux n'auront pu décider, en dernier ressort.

41. Que les arrondissemens des baillages soyent formés de telle sorte que la paroisse la plus éloignée ne soit pas distante de plus d'une journée de chemin du chef-lieu du baillage, laquelle journée sera fixée entre six à sept lieues.

42. Que lesdits baillages connoissent par appel et jugent en dernier ressort toutes les contestations qui auront été portées dans les justices subalternes, dont l'objet n'excédera pas cinq cents livres en principal; qu'ils connoissent pareillement et jugent sans appel en première instance toutes les matières de leurs attributions et celles qui leur seront attribuées par la réunion des tribunaux d'exception, jusqu'à la somme de cinq cents livres en principal, sans qu'ils puissent néanmoins ordonner aucune évaluation, sauf lorsque les parties seront d'accord sur la valeur des objets qui feront la matière des contestations, à les décider en dernier ressort jusqu'à la somme de 500 l. en principal.

43. Que pour que les parties ne puissent jamais être forcées d'employer plus de deux degrés de juridiction, les juges des seigneurs ne connoissent que des matières attribuées en dernier ressort aux baillages, par l'article ci-dessus.

44. Que dans les cas néanmoins où les parties auroient procédé volontairement par-devant les juges des lieux dans des matières excédant ladite somme de cinq cent livres, l'appel en puisse être porté directement aux présidiaux ou aux cours suivant les proportions ci-devant indiquées.

45. Que dans les baillages, où à raison du petit nombre de négociants et du défaut de commerce, il n'y a point de juridiction consulaire établie, la connoissance des matières consulaires soit attribuée aux baillages en première instance pour les décider sommairement et sans appel dans l'étendue de leurs ressorts jusqu'à la somme de cinq cents livres en principal, sauf à être les appellations des sentences des baillages dont le principal excédera cinq cents livres, tant en matière consulaire qu'en toute autre matière, jugée en dernier ressort par les présidiaux jusqu'à la concurrence de 4000 l., et par les parlements lorsqu'elles excéderont 4000 l.

46. Que les ressorts et arrondissements des présidiaux, pour les matières dont ils connoîtront en première instance, et sur les appellations des justices subalternes, soyent formés comme ceux des baillages ; qu'ils jugent en dernier ressort, soit en première instance, soit sur les appellations des juges des lieux, toutes contestations qui n'excéderont pas 4000 l. en principal : sçavoir, celles qui n'excéderont pas cinq cents livres au nombre de cinq juges, et au nombre de dix juges depuis cinq cents livres jusqu'à 4000 l.

47. Qu'en toutes matières qui seront portées dans les présidiaux, soit par appel soit en première instance, si les parties ne sont pas d'accord sur la valeur de la chose contestée, et que l'une d'elles demande une estimation, pour être jugé en dernier ressort, cette estimation soit ordonnée et que la partie qui l'aura demandée ou occasionnée mal à propos en supporte les dépens, sans répétition en fin de cause.

48. Que les baillages et présidiaux connoissent chacun dans leur ressort, soit en première instance, soit par appel de toutes les matières et instances de petit criminel, où il n'écherra peine afflictive ni infamante, et que sur l'appel des décrets ils puissent évoquer soit des justices subalternes, soit des baillages, le fond des contestations pour les juger sur le champ et à l'audience, sans appel, lorsque les amendes et réparations civiles n'excéderont pas cinq cents livres pour les baillages et 4000 l. pour les présidiaux, laquelle faculté leur sera pareillement attribuée dans les mêmes proportions pour les jugements qui seront rendus, d'après une instruction entière, soit en première instance, soit en cause d'appel.

49. Que les cours connoissent des appellations de toute sentence et jugement dont les adjudications excéderont 4000 l. de principal ; des matières criminelles, lorsque les sentences dont il sera appel excéderont 4000 l. pour amende et réparations

civiles, ou prononceront des peines afflictives ou infamantes, ou lorsqu'il s'agira de la confirmation ou réformation des décrets de prise de corps, et généralement de tous droits seigneuriaux et de toutes matières féodales que les baillages et présidiaux ne pourront juger en dernier ressort, lorsque le fond du droit sera contesté.

50. Que les présidiaux puissent juger jusqu'à 4000 l. en principal les appellations des sentences rendues par les juges consuls de leur ressort, sauf à être les appellations des sentences excédant 4000 l. en principal jugées par les cours.

51. Que tous droits de *committimus*, tant au grand qu'au petit sceau, et tous privilèges des universités pour les attributions de juridiction soient révoqués et abolis, comme contraires à la justice et à la prompte expéditions des affaires.

52. Qu'il n'y ait plus de vacations ni épices arbitraires, et que dans les procès qui seront trop chargés ou trop compliqués pour être décidés à l'audience et qu'il faudra appointer, les épices soient taxées : sçavoir, dans les justices inférieures, à douze livres ; dans les baillages, à vingt-quatre livres ; dans les présidiaux, à trente-six livres, et dans les cours, à soixante livres, le tout par chaque procès, de quelque importance qu'il soit, lesquelles épices appartiendront en totalité au rapporteur, sans que les autres officiers qui assisteront au jugement du procès puissent rien prétendre, et qu'il soit en outre taxé aux gens du roi dans les procès appointés, sujets à communication, les trois quarts de la somme ci-dessus pour épices, dans chaque tribunal, au rapporteur.

53. Que le même règlement ait lieu pour le jugement des procès criminels dont l'instruction n'aura pas été renvoyée à l'audience.

54. Que tout procès criminel qui ne sera pas instruit par récollement et confrontation, soit que le plaignant se soit départi de toute plus ample information, ou que le ministère public n'aye pris aucune conclusion tendant au règlement à l'extraordinaire, soye renvoyé à l'audiance pour être jugé comme procès-civil, sans qu'on puisse prendre pour ce aucune épice, sauf à revenir à la voye criminelle, s'il y échet.

55. Que la vénalité des offices de judicature soit supprimée et que la présentation à tous lesdits offices se fasse par élection, sur laquelle présentation Sa Majesté fera expédier les lettres de provision nécessaires.

56. Que pour éteindre la vénalité des offices, le remboursement de la finance de tous ceux qui existe soit faite à mesure qu'ils vacqueront par mort ou démission, suivant la fixation qui en sera faite, et que pour effectuer ce remboursement, il soit fait un fond dans chaque province sur le produit de ses impôts pour y estre employé.

57. Que pour compléter le nombre d'officiers nécessaires pour l'administration de la justice dans les baillages et présidiaux, d'après les nouveaux pouvoirs qu'on demande pour eux, les officiers seront sept au moins dans les baillages, et douze au moins dans les présidiaux : le tout, non compris les gens du roi ; comme aussi pour remplacer ceux qui décéderont ou se retireront volontairement, soit dans les baillages et présidiaux, soit dans les cours, il soit élu à la pluralité des voix et par scrutin, sçavoir : dans les baillages, par les députés de toutes les villes, bourgs et paroisses de leur ressort, nommés de la même manière et dans la même proportion que pour l'assemblée des États généraux, trois sujets pour être par Sa Majesté fait choix de celui qu'elle jugera à propos pour remplir la place vacante, auquel il sera expédié des lettres de provision gratis.

58. Que pour la nomination des officiers dans les présidiaux, l'élection soit faite de même par les députés de toutes les villes, bourgs et paroisses du ressort en première instance desdits présidiaux.

59. Que pour la nomination des magistrats dans les cours de parlement, il y soit procédé de même par les députés qui seront nommés par leur assemblée provinciale ou État particulier de leur ressort, et ce lors desdites assemblées ou États seulement. Le nombre des magistrats dans les cours étant suffisant pour que le remplacement d'un ou de deux d'entre eux puisse être différé jusqu'à la tenue des États ou assemblées des provinces, afin d'éviter aux frais et dépenses que les assemblées particulières de tous les députés du ressort d'un parlement occasionneroient à chaque décès ou démission de magistrats.

60. Que dans les magistrats qui formeront les cours il y en ait un sixième de l'ordre du clergé, un tiers de l'ordre de la noblesse et la moitié de l'ordre du tiers-état, auquel effet pour le compléter de la sorte, le tiers-état fournira le remplacement des premiers officiers qui décéderont ou se retireront volontairement, jusqu'à due concurrence.

61. Que les magistrats qui seront pris dans l'ordre du tiers-état pour entrer dans les cours ne pourront être choisis que parmi les officiers des baillages et présidiaux ou parmi les avocats qui auront exercé pendant dix ans près des cours, baillages et présidiaux.

62. Que les sujets qui seront élus pour être présentés à Sa Majesté à l'effet d'occuper des places de judicature dans les présidiaux ou baillages ne puissent y être admis qu'ils n'aient acquis l'âge de vingt-sept ans et exercé la profession d'avocat pendant cinq ans, ou qu'ils n'aient été quatre ans procureurs

dans un siège royal et deux ans avocats, ou enfin qu'ils n'aient été procureurs dans un siège royal pendant dix ans, et qu'il ne soye gradué.

63. Qu'il soit fait un règlement général, pour tout le royaume, des taxes, salaires et vacations qui seront attribués aux avocats, procureurs, notaires, greffiers, huissiers et sergens, ainsi qu'aux parties pour leurs voyages, dans lequel règlement les choses soient arrangées de manière que les officiers de justice ayent une rétribution honnête et proportionnée aux circonstances, et que les plaideurs ne soient pas trop foulés.

64. Que pour l'instruction des procès civils, les procureurs soient tenus de se conformer littéralement à l'ordonnance de 1669, en suivant exactement la distinction que cette loi a faite entre les matières sommaires et les matières ordinaires ; qu'il soit deffendu aux avocats et procureurs, dans tous les cas où elle permet des deffenses par écrit, de signifier d'autres écritures que celles qui y sont dénommées, avec injonction de les intituler du nom que leur donne l'ordonnance elle-même.

65. Que par une déclaration particulière, les délais pour constituer procureurs, se présenter ou défendre, soient expliqués pour tous les cas et pour toutes les circonstances, d'une manière si précise, qu'il ne soit permis au juge de les proroger ou de les anticiper.

66. Qu'il soit ordonné que dans les procès dont l'objet ne passera pas la somme de 200 l., les frais ne pourront excéder 25 l. dans les justices inférieures, et 36 l. dans les baillages et présidiaux, soit en cause d'appel ou en première instance ; que dans les procès d'audience, depuis 200 jusqu'à 500 l., les frais ne pourront excéder 36 l. dans les justices inférieures, et 60 l. dans les baillages et présidiaux, soit en cause d'appel ou en première instance ; et que dans tous procès au dessus

de 500 l., les frais ne pourront excéder 90 l. dans les baillages et présidiaux, soit en cause d'appel ou autrement, le tout non compris les frais de sentence et exécution, sauf néanmoins dans le cas où pour la décision desdits procès il seroit fait enquête, rapport d'expert ou descente sur les lieux, que les frais pourront monter au double de la fixation ci-dessus seulement, non compris en iceux la levée des sentences et frais d'exécution, non plus que les taxes des témoins ou experts, les salaires des huissiers et les vacations des officiers qui auront procédé à la descente sur les lieux.

67. Que dans les procès appointés, les dépens ne puissent pareillement excéder le double de la fixation ci-dessus, pour les procès d'audiance, et qu'en ce qui concerne les comptes tutélaires le renvoi s'en fasse de droit par-devant des arbitres après la signification du compte et des débats; qu'il en soit de même pour toutes les matières de liquidation de communauté.

68. Que dans toutes matières où il ne sera question que d'intérêts civils, il soit permis aux parties de convenir d'arbitres dont les sentences seront exécutoires par provision, et desquelles on ne pourra se rendre appellans qu'en payant ou consignat la peine à laquelle, en ce cas, les parties se seroient soumises.

69. Que par toutes sentences rendues par les baillages et présidiaux, les dépens soient taxés, et que le procureur de la partie qui aura succombé soit tenu de faire arrêter l'état de ses dépens, dans la huitaine après la prononciation du jugement, par l'officier qui aura présidé à l'audiance, à peine d'être déclaré non recevable dans la demande qu'il en pourroit former par la suite.

70. Que dans tous procès par écrit, les dépens des deux parties soient arrêtés par le rapporteur dans le dispositif de la

sentence, sur les états que les procureurs seront tenus de joindre à leur dernière production, sauf en cas de jugement par forclusion, à se conformer par le procureur de la partie forclose à ce qui est prescrit par l'article ci-dessus, pour la taxe de ses dépens, dans la huitaine de la signification de la sentence rendue en procès par écrit.

71. Qu'il ne soit passé aucune vacation aux juges et officiers de magistrature pour aucuns procès-verbaux et aucunes opérations, soit à l'hôtel, soit à l'auditoire, et qu'en cas de transport sur les lieux contentieux, pour enquête, visite ou autrement il leur soit passé une certaine somme pour leurs dépens, qui sera fixée convenablement.

72. Que les dépens de tous les procès qui seront jugés dans les cours ne puissent jamais excéder deux cens livres, lorsque les objets d'iceux ne passeront pas dix mille livres, et que depuis dix mille livres ils ne puissent excéder trois cents livres, le tout non compris les arrêts et frais d'exécution; sauf dans les procès appointés, que lesdits dépens pourront monter au double de la fixation ci-dessus, et non au de-là. Et lorsqu'il s'agira dans les procès pendants aux cours d'enquête, rapports d'experts ou descente sur les lieux, l'exécution des arrêts qui les ordonneront sera renvoyée par-devant les officiers des baillages et présidiaux les plus prochains, qui, après y avoir vacqué, seront tenus de renvoyer tous procès-verbaux en minute au greffe des cours pour, à vue d'iceux, être procédé au jugement desdits procès.

73. Que les offices de magistrature dans les baillages et présidiaux procurent la noblesse personnelle, non transmissible, à ceux qui en seront revêtus, et l'exemption de toutes charges publiques non pécuniaires.

74. Qu'il soit établi une réforme dans les universités et qu'il n'y soit reçu d'avocats par bénéfice d'âge que ceux qui

auront été procureurs pendant dix ans au moins dans un siège royal, ce dont ils seroient tenus de justifier par leur acte d'installation, ainsi que par un certificat de leur exercice, signé de tous les officiers du siège.

75. Qu'aucun procureur ne puisse être admis à remplir les fonctions de l'office dont il auroit été pourvu qu'il ne justifie qu'il a été maître clerc au moins pendant quatre ans, s'il n'est fils d'un procureur qui aura exercé pendant dix ans, auquel cas il suffira qu'il ait été maître clerc pendant deux ans et que sa capacité ne soit reconnue par les examens qu'il sera tenu de subir sur les ordonnances et règlement concernant les formes judiciaires et sur les différents genres d'actions.

76. Qu'aucun notaire ne puisse pareillement être reçu pour la ville ni pour la campagne qu'il n'ait été maître clerc d'un notaire au moins pendant cinq ans, et pendant trois ans s'il est fils de notaire ayant exercé pendant dix ans, et pendant deux ans s'il est avocat lors de sa réception, et que sa capacité ne soit reconnue par les examens qu'il subira sur la forme, l'essence et la nature des différents contrats, ainsi que des dispositions entre vifs et à cause de mort, et généralement sur tous les objets relatifs à cet état, dans lequel l'ignorance ou la mauvaise foi causent un préjudice si considérable aux peuples par la multitude des procès qui en naissent.

77. Que dans chaque université il y ait un professeur ou agrégé spécialement chargé de faire des leçons et conférences sur les ordonnances civiles et criminelles qui règlent les formes judiciaires, et que nuls étudiants ne puissent être admis aux grades qu'ils n'ayent un certificat de fréquence auxdites leçons et conférences.

LOIX ET ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE.

78. Que l'on réduise dans un seul code toutes les lois pénales de manière que chaque article soit clair et puisse être facilement appliqué au cas pour lequel il aura été fait.

79. Que dans le code les peines soient proportionnées aux délits et que l'on y prenne en considération la douceur actuelle de la nation françoise qui rejète des précautions et des supplices qui étoient nécessaires dans ces temps d'anarchie et de férocité où les provinces étoient toujours armées les unes contre les autres et où les délits et les assassinats publics préparoient et autorisoient les crimes et les atrocités des particuliers.

80. Que, par une suite de cette considération, on supprime toutes les juridictions prévotales qui ont pu être de quelque utilité autrefois, mais qui depuis longtemps ne sont plus qu'un tribunal de sang, en horreur à tous les bons citoyens, et où l'ignorance des juges militaires qui le composent en partie, soit des formes, soit de la valeur des preuves, conduit le plus souvent au supplice l'innocent avec le coupable.

81. Que pour tous les procès de grand criminel et même pour les matières actuellement prévotales, où il eschéra peine afflictive ou infamante, les accusés aient deux tribunaux, et que sous quelque prétexte que ce soit il ne puisse être jugé en dernier ressort par les baillages et présidiaux qui ne décideront sans appel que les matières de petit criminel dans la forme et les proportions ci-devant dites.

82. Qu'en toute matière criminelle, les juges inférieurs ne puissent informer contre les domiciliés que jusqu'à décret exclusivement, à la charge d'envoyer les minutes des plaintes et informations aux baillages et présidiaux pour être prononcé sur le décret.

83. Que dans le cas où lesdits juges inférieurs n'auroient pas constaté le corps du délit et informé de suite dans les vingt-quatre heures, les frais de procédure soient à la charge des seigneurs, jusqu'au premier jugement inclusivement.

84. Qu'aucun domicilié ne puisse être arrêté et constitué prisonnier, qu'en vertu d'un jugement de police ou d'un décret émané de ses juges naturels, à moins qu'il ne soit pris en flagrant délit ou arrêté à la clameur publique.

85. Qu'aucun décret de prise de corps ne puisse être prononcé contre un domicilié que par les baillages et présidiaux au nombre de cinq juges et sur les conclusions du ministère public.

86. Que dans les matières de petit criminel, en signifiant à l'accusé son décret, il lui soit donné copie en même temps de la plainte et de l'information, et qu'il soye tenu, lors de son interrogatoire, de coter ses moyens de dépense et justification, ainsi que ses reproches contre les témoins ouïs dans l'information.

87. Que dans les matières de grand criminel, en écrouant l'accusé d'après le décret de prise de corps, il lui soit pareillement donné copie, tant de son décret que des plaintes et informations et qu'il soit aussi tenu de coter ses moyens de défense et justification ainsi que ses reproches contre les témoins dans l'interrogatoire qu'il subira par son décret, après lequel lui sera donné le conseil dont sera parlé ci-après, sans qu'après son interrogatoire il soit exclus de proposer en tout état de cause de nouveaux reproches contre les témoins, ou de nouveaux faits justificatifs, sauf à y avoir tel égard que de raison, et à en être la preuve ordonnée et faite, dans la forme prescrite pour cet objet.

88. Qu'il y ait dans tous les sièges et cours un officier faisant partie du parquet, chargé de la défense des accusés poursuivis à requête du ministère public, qui sera tenu leur prêter son ministère gratuitement, de les assister à la confrontation et de donner pour eux une requête d'atténuation qui sera visée dans les jugements ou arrêts à peine de nullité.

89. Que la question préliminaire, sous prétexte d'avoir révélation des complices ou certains cas du procès, soit abolie comme l'a été la question préparatoire.

90. Que les titres de convictions soient expliqués clairement et précisément dans les sentences et arrêts qui prononceront des peines afflictives infamantes contre les accusés, et qu'il soit interdit même aux cours de les indiquer vaguement, et de prononcer aucune condamnation avec ses expressions usitées : *pour les cas mentionnés, ou pour les causes résultantes du procès.*

91. Que nul accusé condamné à mort ne puisse être exécuté qu'un mois après sa condamnation, dont il ne lui sera néanmoins donné connoissance que la veille de son exécution ; mais qu'aussitôt après sa condamnation il en soit donné avis par le greffier de la cour aux deux plus proches parents de l'accusé et à l'officier du parquet qui l'aura défendu dans les cours, afin qu'il puisse employer pour lui les voyes de droit contre l'arrêt de sa condamnation, ou recourir en sa faveur à la clémence de Sa Majesté, dans les cas qui en seront susceptibles, et que dans la huitaine au plus tard après l'arrêt de condamnation à mort, ledit arrêt et les motifs d'icelui soient envoyés à Mgr le garde des sceaux pour examiner le tout dans un bureau qui sera formé à cet effet, et en faire le rapport à Sa Majesté, sauf après ledit envoi fait dans le temps ci-dessus fixé et l'avertissement donné aux parents et au défenseur de l'accusé dans les cours, ou à ce dernier seulement, dans le cas où les parens de l'accusé seroient inconnus, à être passé outre à son exécution, après le mois depuis son arrêt de condamnation, s'il n'en est autrement ordonné par Sa Majesté.

92. Qu'il soit pareillement sursis pendant un mois à l'exécution des condamnations à des peines afflictives, pendant lequel temps il en sera donné communication à l'accusé et à

l'officier qui l'aura défendu, pour, après ladite communication et l'envoi fait à Mgr le garde des sceaux, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, être passé outre à l'exécution desdites condamnations, s'il n'en est autrement ordonné par Sa Majesté.

93. Que tous les condamnés à mort ou à des peines afflictives, qui décéderont après leur arrêt de condamnation, soient déclarés morts *in integro statu*.

94. Que l'infamie, résultante des condamnations à mort ou à des peines afflictives et infamantes, soye personnelle au condamné et qu'elle ne puisse être opposée à aucuns membres de leur famille ni adoptée par aucuns corps ou tribunaux, soit pour les exclure des places, emplois, dignités ou offices, soit pour faire obstacle aux mariages qu'ils pourroient contracter, s'il n'y a d'ailleurs des motifs suffisans d'exclusion ou d'opposition.

95. Que toute peine corporelle soit abolie pour les délits de chasse et de pêche, s'ils ne sont accompagnés de violence et voyes de fait, la contrainte par corps étant suffisante pour la punition des délits de ce genre.

96. Qu'il soit remis gratuitement un extrait en forme à tous les accusés renvoyés absous par arrêts ou jugements dont il n'y aura point d'appel, desdits arrêts ou jugements d'absolution, lesquels seront imprimés et affichés au lieu où ils auront été rendus, dans celui du domicile des accusés, ainsi qu'au lieu où l'on prétendoit que le délit auroit été commis, le tout aux frais de la partie civile, s'il y en a une, sans préjudice aux dommages intérêts des accusés audit cas, sinon aux frais du domaine de Sa Majesté.

97. Qu'il soit adjugé par les cours, bailliages et présidiaux sur le domaine du roi une indemnité aux accusés renvoyés

absous, dans le cas où ils n'auroient d'autre partie que le ministère public, qu'il n'y auroit point de dénonciateur, laquelle indemnité sera proportionnée aux besoins et à la durée de la détention desdits accusés.

LOIX FISCALES, COMMERCE.

98. Que la libre circulation de toute espèce de marchandise soit établie dans le royaume, et que les entraves du commerce intérieur soient brisées par la suppression du mot odieux de contrebande.

99. Qu'en supprimant la gabelle, parce qu'elle est injuste et contraire aux véritables intérêts de Sa Majesté et à la liberté de son peuple sans cesse assailli dans ses foyers par la milice de la ferme, le sel soit remis dans le commerce par tout le royaume, afin que les malheureux habitans de la campagne puissent user de cette denrée de première nécessité, dont la cherté les prive, et qu'ils en puissent faire user de même leurs bestiaux, pour prévenir ou détruire les maladies qu'ils éprouvent.

100. Que si cette suppression ne peut s'effectuer sur le champ, il faut, en attendant qu'elle le soit sans retard, anéantir par provision les recherches et saisies domiciliaires, qui, sans détruire la contrebande, exposent les pauvres habitans de la campagne, qui, seuls en sont les objets et les victimes, aux insultes et aux fraudes des employés, lesquels, sous prétexte de l'exercice de leurs fonctions, se permettent l'inquisition la plus révoltante chés les paysans, ordinairement dans leur absence, dont ils choisissent le moment, et le plus souvent y portent eux-mêmes du faux sel ou du faux tabac pour avoir le prétexte de saisir et pour rançonner ensuite des malheureux que le produit de leurs sueurs peut à peine nourrir.

101. Que l'on supprime pareillement les aides de la ferme du tabac, dont la régie absorbe plus de moitié du produit.

402. Qu'en cas de non-suppression, dans le moment présent, de la gabelle et de tous ses accompagnements, en attendant qu'elle le soit sans retard, il faut également supprimer par provision toutes les conversions de peines pécuniaires en peine corporelles et abroger les délais de rigueur introduits en faveur des adjudicataires et fermiers, contre les faux sauniers ou contrebandiers pour se pourvoir contre leurs sentences de condamnation et faire juger les appellations qu'ils en auroient interjetées.

403. Que le gouvernement veille plus exactement que par le passé à l'épurement du sel dans les salines, afin que dans tous les cas les greniers et magasins soient approvisionnés de sel pur et non mélangé d'un sixième au moins de matières terreuses et hétérogènes, comme l'est celui qui se débite actuellement dans les greniers à sel de Bourgogne.

404. Que l'on supprime les droits de greffe et tous autres impôts indirects qui se perçoivent sur les procédures, à l'exception du contrôle des exploits, et que pour la perception de ce droit ainsi que de celui des actes, de l'insinuation et de tous autres droits domaniaux, s'ils ne sont pas supprimés, il soit fait un nouveau tarif qui comprenne tous les cas et toutes les classes, dont tous les articles soient clairs et précis, et que l'on supprime toutes décisions du conseil, déclaration du roi et autres réglemens d'extention surpris par les administrateurs du domaine.

405. Que la connoissance de tous les droits domaniaux compris audit tarif soit attribuée aux baillages et aux présidiaux pour les juger sans appel, chacun dans leur ressort, suivant les proportions ci-devant fixées, sommairement et sans frais, sur les simples mémoires des parties et de l'administrateur, sauf à être les appellations de toutes sentences excédent quatre mille livres en principal, jugées de même dans les cours, ainsi qu'il est dit ci-dessus pour les autres matières.

106. Que les commis qui percevront lesdits droits soient tenus de faire mention, dans les reçus de leur perception, de l'article du tarif en vertu duquel ils auront perçu, et que sous prétexte d'interprétation, ou autrement, il ne puisse être donné aucune extension aux droits portés dans ledit tarif, et qu'en cas de difficulté sur l'explication ou application d'aucun des articles d'icelui, le droit le plus foible soit toujours adopté.

107. Qu'il soit interdit aux administrateurs du domaine ou autres chargés de la perception, après que la fixation des droits aura été faite par le susdit tarif, d'obtenir, soit au Conseil de Sa Majesté, soit ailleurs, aucuns arrêts ni décision pour en étendre le produit, ni directement ni indirectement, et de s'en aider contre les contribuables, pour leur faire payer plus forte somme que celle portée audit tarif, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de concussion et d'être poursuivis extraordinairement devant les tribunaux ordinaires, par les commissions intermédiaires des provinces et districts, sur les plaintes et dénonciations qui leur en seront faites par ceux à qui on aura fait payer autres et plus grands droits que ceux portés audit tarif.

108. Que pour établir l'égalité entre les contribuables et ceux chargés de la perception desdits droits de contrôle et centième denier, ils ne puissent réciproquement se pourvoir les uns contre les autres en restitution et répétition une année après, à compter du jour que ladite perception aura eu lieu.

109. Qu'il ne puisse se faire aucune répétition desdits droits non perçus, soit faute par les contribuables d'avoir fait leur déclaration, ou autrement, cinq années après l'événement ou l'acte public qui y aura donné lieu.

110. Que l'impôt du don gratuit, établi par l'édit du mois d'août 1758, pour six ans, et néanmoins du depuis continué

sans motif, soit supprimé comme onéreux et d'une perception gênante.

111. Que pour la facilité du commerce et pour éviter les fraudes et les surprises, tous les poids et toutes les mesures soient uniformes dans l'étendue du royaume.

112. Que tous les marchands forains, colporteurs et autres, sans domicile, soient tenus de se domicilier dans une ville ou paroisse quelconque et d'y tenir maison, boutique ou magasin pour y être imposés au rôle des impositions, faute de quoi faire tout commerce leur sera interdit.

113. Que pour faciliter le commerce et la circulation de l'argent on admette l'usage des obligations et billets attermoyés, portant intérêts au taux de l'ordonnance.

114. Que le tiers-état soit affranchi du paiement des droits de franc-fief pour les biens nobles qu'il possède et qu'il acquerra par la suite.

115. Qu'il soit permis de racheter les droits de péage et de leyde, qui gênent la liberté du commerce, dans les cas seulement où la cause qui les a fait établir subsisteroit encore, qu'autrement ils soient détruits comme étant sans motifs.

MATIÈRES DIVERSES.

116. Qu'il soit ordonné aux seigneurs archevêques et évêques de résider dans leur ville épiscopale, sous peine de confiscation de leurs revenus.

117. Que la pluralité des gros bénéfices soit supprimée et qu'on en fasse refluer partie à l'avantage des pasteurs du second ordre, pour faciliter la suppression du casuel.

118. Que, comme la plus grande partie des maisons religieuses n'a point un nombre suffisant de sujets pour que la règle y soit observée et que le service divin y soit fait avec décence, ce qui introduit le relâchement dans les mœurs et la conduite de plusieurs religieux, la conventualité soit réglée suivant les dispositions de l'édit du 26 mars 1768, qui n'a pas reçu sa parfaite exécution, et que les revenus des maisons religieuses qui seront évacuées, en exécution de cette loi, soient employés à soutenir les ateliers de charité ou à d'autres établissements publics.

119. Que la multiplicité des petits bénéfices-cures étant à charge aux habitants et aux propriétaires obligés à l'entretien des presbytères et des églises, il soit enjoint aux archevêques et évêques de procéder incessamment aux suppressions, translations et unions ordonnées par l'édit de novembre 1786.

120. Que pour supprimer, autant qu'il est possible, la mendicité, il soit établi des ateliers de charité, lesquels seront sous l'inspection immédiate des commissions de district de la province, et que pour faire les premiers fonds nécessaires pour ces établissements on y employe les sommes accordées au roi par la province pour la suppression de la mendicité, en y ajoutant les revenus des maisons religieuses abandonnées, qui ne seroient point employés à des œuvres pies, et ceux des maisons qui seroient évacuées en exécution de l'édit de 1768, à la charge par les administrateurs de faire acquitter les fondations.

121. Qu'il soit établi des collèges dans toutes les villes baillagères où il n'y en a point, desquels collèges l'administration et l'exercice sera confié à des religieux sous l'inspection des commissions de district.

122. Que tous les seigneurs n'ayant pas suivi l'exemple de Sa Majesté pour l'affranchissement des mains-mortes, il soit

permis à tout mainmortable de s'affranchir de cette servitude en s'assujettissant aux droits de lods et de retenue suivant la coutume.

123. Que l'imprescriptibilité du cens et la faculté d'en demander vingt-neuf années d'arrérages est une source continuelle de procès et un moyen de faire revivre, après des siècles de silence, des droits éteints et de ruiner les petits propriétaires, la prescription de trente ans soit établie et déclarée uniforme pour tous les cens dans cette province, de manière néanmoins qu'elle ne commence à courir qu'après la mort de celui qui aura reconnu ; que l'ordonnance de 1510 pour les arrérages des rentes constituées soit rendue commune aux cens, et qu'en conséquence on ne puisse demander plus de cinq années d'arrérages desdits cens.

124. Que la commission intermédiaire de la province et des districts soient spécialement chargée de veiller à ce qu'en aucun temps la disette des bleds ne se fasse sentir par les fraudes et monopoles des accapareurs, et à ce que les marchés soient suffisamment pourvus de tous temps.

125. Que tous ceux qui s'ingéreront à exercer directement ou indirectement, en tout ou en partie, l'art de la chirurgie sans avoir des lettres de maîtrise et les avoir fait enrégistrer dans les baillages, conformément aux dispositions de la déclaration du roi de l'année 1772, soient poursuivis extraordinairement par les procureurs de Sa Majesté dans les baillages, sur la simple dénonciation qui leur en sera faite par les prévôts des communautés de maîtres chirurgiens les plus prochains.

126. Que la milice qui enlève à la campagne des cultivateurs utiles soit remplacée par des impôts en argent supportés par tous les ordres, et que dans le cas où il faudroit se procurer

absolument une prompt levée par le sort, tous les domestiques des gens des trois ordres y soient assujettis sans distinction.

127. Qu'il soit fait un code militaire, dans lequel on alliera l'honneur de la nation aux règles nécessaires pour le maintien de la bonne discipline, et que la peine odieuse des coups de plat de sabre qui avilit l'homme en général et en particulier le tiers-état qui fournit les soldats, cesse d'avoir lieu pour les fautes légères.

128. Que le luxe, qui dans son principe annonce la prospérité des empires, mais qui finit par les engloutir ; que ce luxe qui est porté en France si loin qu'il a amené la déprédation des finances et l'état de détresse où se trouve la nation, soit réprimé, et que Sa Majesté, de concert avec les États généraux, prenne toutes les précautions possibles à cet égard pour arrêter les nouveaux progrès de ce fléau destructeur.

129. Que l'on ne perde pas de vue que les cultivateurs et les habitans des campagnes sont les plus pauvres, les plus malheureux et les plus utiles des membres de la société, qu'ils ont besoin de soulagement en tous genres et que tout royaume où l'agriculture n'est pas encouragée tend à sa ruine.

Les habitans de la ville de Bourbon-Lancy osent espérer de la bonté paternelle du monarque qui a voulu entendre la voix de ses peuples qu'il exaucera leurs réclamations, et que, de concert avec les États généraux de son royaume, il prendra toutes les précautions nécessaires pour adoucir leurs maux et leur procurer une félicité durable. Ils le supplient de vouloir bien agréer le témoignage de leur sincère reconnaissance et d'être persuadé que rien n'est capable d'éteindre ni de refroidir leur amour pour la personne sacrée du roi qui veut être véritablement *le père de son peuple*.

Fait et arrêté à Bourbon-Lancy, ce jourd'hui dix-neuf mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, par nous Pierre-Joseph Agnez François Gay, maire et lieutenant général de police dudit Bourbon; Jean-Baptiste Repoux et Jean-Louis Pinot, députés de l'ordre des avocats; Claude-Ignace Verchère, député du collège de médecine; Augustin-André Digoy, député de la communauté des procureurs; Jean-Marie Batilliat, député des marchands, et François Lambert, bourgeois, député des habitants qui ne tiennent à aucune corporation; tous les sept commissaires nommés pour la rédaction du présent cahier de plaintes, doléances et remontrances, dans l'assemblée de toutes les corporations dudit Bourbon, tenue le dix-sept du présent mois de mars, et nous nous sommes soussignés.

GAY, maire, REPOUX, PINOT, VERCHÈRE, DIGOY, BATILLIAT, LAMBERT.

Lecture faite du présent cahier dans l'assemblée des corporations de la ville de Bourbon-Lancy, tenue ce jourd'hui vingt mars 1789, tous les députés desdites corporations, dénommés en laditte assemblée, ont déclaré qu'ils l'approuvent dans tout son contenu comme renfermant leur vœu, et que ce n'est que par obéissance pour Sa Majesté qu'ils se sont décidés à porter par leurs députés ledit cahier en la ville d'Autun, attendu que le baillage principal dudit Bourbon avoit droit à une députation directe, et qu'ils espèrent que Sa Majesté, prenant en considération leur obéissance et leurs droits, leur accordera pour l'avenir une députation directe.

Et se sont tous les députés desdites corporations soussignés, à l'exception de ceux de la corporation des cordonniers, bouchers, boulangers et cabaretiers, qui ont déclaré ne savoir signer.

PINOT, BIJON, REPOUX, FILLION, LAGANDRÉ, VACHEY, GUILLÉMAIN, DUPLAT, GARLAUD, FILLION, CHANDIOUX, BROCHARD, GUILLÈME, PERRETTE, CHANDIOUX, PINOT, D'HÉRÉ, PRODON, GILLIOTTE, PINOT (*deux noms illisibles*).

Lecture faite du présent cahier des plaintes, doléances et remontrances des habitans du tiers-état de la ville de Bourbon-Lancy en l'assemblée des députés du tiers-état du bailliage de laditte ville, tenue ce jourd'huy vingt-un mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, par-devant monsieur le lieutenant-général dudit bailliage, tous les députés composant laditte assemblée ont unanimement déclaré qu'ils adoptent et approuvent ledit cahier, comme contenant l'expression de leur vœu, et qu'ils requièrent néanmoins qu'il y soit ajouté, ainsy qu'il a été sur le champ fait, du consentement des députés de la ville, les articles suivans qui tendent à ce qu'il soit statué :

1. Que les commissions de district veilleront aux droits des villes et des campagnes sur les bois communaux et sur les pâtures communes contre les entreprises des seigneurs et des particuliers, et qu'elles aideront les communautés pour qu'elles puissent rentrer dans les parties desdits bois et communaux qui auroient été usurpés.

2. Qu'elles veilleront également à ce que les curés fassent exactement les réparations locatives et usufruitières de leurs presbytères, à mesure qu'elles se présenteront, et qu'elles seront aussy autorisées à faire faire des visites desdits presbytères à chaque mutation de bénéficiers, et que dans tous les cas lesdits curés seront toujours tenus desdites réparations locatives et usufruitières.

3. Qu'il sera établi dans chaque district des chirurgiens dont la capacité sera reconnue, qui traiteront *gratis*, sur les certificats des curés, les pauvres habitans de la campagne, lesquels chirurgiens seront gagés par le gouvernement.

4. Qu'il sera envoyé dans chaque district un élève de l'école royale vétérinaire, lequel y fera sa demeure et qui recevra une gratification du gouvernement pour prêter son ministère et ses soins *gratis* dans les maladies du bétail.

5. Qu'il sera permis de racheter toutes impositions personnelles, comme corvées, blairie et autres.

Fait et clos pour servir de cahier des plaintes, doléances et remontrances du tiers-état du bailliage de Bourbon-Lancy, par tous les députés des ville et paroisses dudit bailliage, qui se sont soussignés, à l'exception des députés de la paroisse de la Chapelle-au-Mans, du nommé Luard, l'un des députés de la paroisse de Grury, et de Jean-Marie Berthier, l'un des députés de la paroisse de Lesme, qui ont déclaré ne savoir signer, ce jourd'huy vingt-un mars 1789.

GAY maire, lieutenant général de police; VERCHÈRE d. m.; DIGOY; BATILLIAT; PINOT; REPOUX; J. LAVAIVRE; JEAN MILLIEN; JOURDIER; PERRIN; CHAPUIS; BICHET; PIGENAT; COMPIN, avocat; GOUTHEREAU; RAVERIS; FRISOT; MARION; CARNOT; RICHARD; BERNARD; RENARE; BIJON; BONNEAU; EPINAT; ROBERT; BIJON; F. BONNOT; DAVIOT; J. JAULT; CURÉ DE LA CHAUMELLE ¹ (*trois noms illisibles*).

V

CAHIER GÉNÉRAL DES DOLÉANCES ET REMONTRANCES DU TIERS-ÉTAT DES
BAILLIAGES D'AUTUN, MONTCENIS, SEMUR-EN-BRIONNAIS ET BOURBON-
LANCY.

1. Le tiers-état demande qu'aux États généraux les délibérations soient constamment prises par les trois ordres réunis, les suffrages comptés par têtes, et que ses députés ne soient assujettis à aucunes distinctions humiliantes. *Admis.* ²

2. Que les États généraux soient périodiques et assemblés au plus tard tous les cinq ans, et qu'à chaque tenue il soit nommé de nouveaux députés *permanents*.

1. Lieutenant général du bailliage de Bourbon-Lancy.

2. L'un des députés du bailliage, M. Jean-Marie Repoux probablement, dont le paraphe se trouve au bas de chaque page, a noté les articles du cahier général qui ont été admis et adopté par les États généraux.

3. Que lesdits États s'occuperont avant tout de faire une constitution posée sur des principes fixes et invariables qui assurent les droits du souverain et ceux de la nation. *Admis.*

4. Que les États généraux s'occupent à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances; prennent une connaissance exacte des besoins de l'État et de la dette publique; substituent aux impôts qui seront supprimés ceux qu'ils croiront les moins onéreux à la nation; que l'état de situation des finances soit rendu public tous les ans, et que les ministres soient comptables de leur administration aux États généraux seuls. *Admis.*

5. Qu'aucun impôt ne puisse être conservé ou établi qu'après avoir été consenti par les États généraux qui ne pourront s'occuper des subsides qu'après avoir formé la constitution et établi un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, en déterminant la dépense de chaque département. *Admis.*

6. Qu'aucun impôt ne soit accordé pour un temps illimité, et que le terme de l'octroy ne puisse excéder l'intervalle d'une assemblée d'États généraux à la suivante; qu'il ne puisse être fait aucun emprunt que du consentement desdits États. *Admis.*

7. Que tous les privilèges pécuniaires soient supprimés, et que les impôts, de quelque nature qu'ils puissent être, quelque en soit la destination, soient supportés par les trois ordres, en proportion des propriétés et facultés de chaque individu et par un même role. *Admis.*

8. Que les États généraux prennent en considération les échanges faits par le roi, afin de rentrer dans ceux où il a été lésé, tels que celui de la baronnie de Bourbon-Lancy, celui de la seigneurie et châtellenie du Bois-de-Sainte-Marie, dans lesquels il a éprouvé une lésion énormissime, de la connoissance des

quatre bailliages ; que les bois et domaines du roi soient aliénés à perpétuité ou à tems, et que le prix soit employé à l'acquittement de la dette nationale, et que les maitrizes soient supprimées. *Comité nommé à cet effet.*

9. Que le titre des monnayas ne puisse être changé que du consentement des États généraux, et que Sa Majesté soit suppliée de faire battre de la petite monnaye pour faciliter le commerce.

10. Que les aides et gabelles soient supprimées, et que le sel et le tabac soient rendus marchands.

11. Que les droits sur les fers, les huiles, les savons et le papier, ainsi que les droits de marque sur les toiles et étoffes soient supprimés dans l'intérieur du royaume.

12. Que les barrières soient portées aux frontières afin de laisser dans l'intérieur du royaume une circulation au commerce libre et débarrassée de toutes entraves, et qu'il n'y ait en France qu'un même poids et une même mesure.

13. Que les droits de controle et de centième denier soient fixés par un nouveau tarif, dans lequel un simple droit sera énoncé d'une manière claire et précise, qui éloigne tout arbitraire ; et que les contestations, qui naîtront pour l'interprétation du tarif et le recouvrement des droits, soient portées devant les juges royaux pour y être jugées sommairement et sans frais ; que tous droits non perçus soient prescriptibles par cinq ans, et que le droit de franc-fief soit supprimé. *Le comité des domaines chargé de s'en occuper.*

14. Que les lettres de cachet soient supprimées, et la liberté individuelle des citoyens assurée sous la sauve-garde des loix ; que l'on ait le respect le plus absolu pour les lettres confiées à la poste. *Admis.*

15. Que les propriétés soient tellement respectées que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité proportionnée aux sacrifices que l'intérêt public nécessitera. *Admis.*

16. Que la liberté de la presse soit assurée par des règlements sages qui en préviendront les abus. *Admis.*

17. Que les jurandes, la milice et la corvée soient supprimées. *La corvée supprimée.*

18. Que le sort des soldats soit amélioré. *Comité nommé pour le militaire.*

19. Que la vénalité de la noblesse soit supprimée et que cette distinction ne soit accordée qu'au mérite. *Admis.*

20. Que le tiers-état puisse être admis à toutes les places de l'Église, de la robe et du militaire, à l'exception de celles que leur titre de fondation affecte spécialement à la noblesse et au clergé. *Admis.*

21. Que la vénalité des charges de judicature soit supprimée, le prix des offices remboursé aux titulaires, qui néanmoins continueront d'exercer leurs fonctions, et que pour remplir les places vacantes dans les tribunaux, les officiers des sièges présenteront au roi trois gradués ayant fréquenté le bareau ou exercé une place de judicature pendant six ans ; que le centième denier des offices qui seront conservés soit supprimé. *Admis.*

22. Que les appointements des gouverneurs et lieutenants généraux des provinces, ainsi que toutes autres places sans exercice soient supprimés.

23. Que les survivances, pour quelque place que ce soit, soient abolies.

24. Que les gens de mainmorte soient autorisés à prêter à tous particuliers, et que le prêt d'argent avec intérêt au denier courant, par simple billet ou obligation, sans aliénation du capital, soit permis. *Admis.*

25. Que les droits d'amortissement sur les gens de mainmorte qui voudront bâtir ou faire des reconstructions sur les terrains déjà amortis soient abolis.

26. Que les États généraux prendront en considération les dangers et les abus des lotteries, et examineront s'il ne serait pas plus avantageux de les supprimer.

27. Que la justice criminelle soit réformée ; que la procédure par jurés, telle qu'elle se pratique en Angleterre, soit adoptée en France. *Admis, exécuté en partie et provisoirement.*

28. Qu'il soit permis aux accusés d'avoir un conseil ; que le secret de la procédure et la scellette soient supprimés, et que les contumaxes puissent se faire défendre, sans être obligés de se mettre en état. *Admis.*

29. Que le code pénal soit réformé et la distinction des peines abolies. *Admis.*

30. Que désormais il n'y ait d'autre supplice que celui d'avoir la tête tranchée, seul moyen de détruire le préjugé national qui entache de flétrissure les familles des condamnés ; préjugé qui est une des grandes causes de l'impunité et de la multiplicité des crimes. Une loi raisonnée à cet égard, concertée par la nation assemblée, sanctionnée par l'autorité royale, fera disparaître cette opinion funeste à la société, qui doit en partie son origine à la distinction des peines.

31. Que la condamnation à mort n'ait lieu que contre les meurtriers ; que les autres crimes soient punis à tems ou à

perpétuité par des condamnations aux travaux publics, à la détention dans des maisons de force, à des amendes pécuniaires ou à d'autres peines proportionnées à la nature et la gravité des délits, en sorte néanmoins que tout soit prévu et rien laissé à l'arbitrage des juges.

32. Que la question préalable soit encore supprimée, excepté dans les crimes de lèse-majesté au premier chef. *Admis.*

33. Qu'aucun jugement portant condamnation à mort ne soit exécuté qu'il n'ait été confirmé par le prince.

34. Que la mort naturelle ou civile n'emporte plus confiscation.

35. Que la peine du bannissement à temps ou à perpétuité, par laquelle un village, une ville, une province font l'échange de leurs malfaiteurs soit supprimée.

36. Qu'il soit pourvu à l'indemnité due aux accusés poursuivis par le ministère public, qui seront jugés innocents.

37. Que les monitoires ne puissent être accordés que pour les crimes qui mériteront peine capitale ou afflictive.

38. Que dans presque toutes les villes, les prisons étant peu sûres, étroites et malsaines, les prisonniers pour dettes confondus avec les criminels, le gouvernement sera prié de s'occuper d'un objet aussi intéressant.

39. Que le code civil soit réformé, la procédure abrégée et qu'il soit fait un règlement général pour en fixer les frais. *Admis.*

40. Que les droits de contrôle, petit-scel, sous pour livre et dix sous pour livre du sous pour livre, qui se perçoivent sur

les jugements et sentences portant liquidation des dommages-intérêts, et autres sur les émoluments des droits de greffe et sur les dépens adjugés, soient abolis ou du moins considérablement diminués : ces droits sont d'autant plus excessifs, les sous pour livre surtout, qu'ils se perçoivent plusieurs fois dans le cours d'un procès, à raison de la même peine ; qu'il soit ordonné que les procédures, qui seront faites dans les prévôtés et châtellenies royales, seront exemptes du paiement de ces droits, et qu'elles seront instruites et jugées de la même manière que dans les justices seigneuriales. *Admis.*

41. Que les tribunaux d'exception, à la réserve des justices consulaires, soient supprimés, et que toutes les affaires contentieuses, de quelque nature qu'elles soient, quelque soit la qualité des parties, soient attribuées aux tribunaux ordinaires.

42. Que les oppositions aux mariages ne soient reçues qu'autant qu'elles seront formées par les pères et mères, et que les curés soient tenus de passer outre à la célébration, sauf l'action des opposans en dommages-intérêts, qui sera portée par devant le juge royal.

43. Que le délais de dix ans pour l'action en lésion soit réduit à cinq, et qu'il soit fatal, même au mineur.

44. Que les formalités pour l'exercice du retrait lignager et censuel soient simplifiées et réduites à une assignation par devant le juge royal, sans offres réelles préalables.

45. Que la maxime *aut cede aut solve* soit admise en Bourgogne.

46. Que l'édit des mézus, de 1773, soit révoqué, étant impraticable dans son exécution ; que la déclaration du roi qui permet le partage des communaux soit pareillement révoquée.

47. Que les offices de jurés-priseurs et de receveurs des consignations soient supprimés, ainsi que ceux de commissaires aux saisies réelles.

48. Qu'il soit permis de porter directement aux bailliages, ou d'y demander le renvoi de toutes instances qui seront portées par-devant les juges des seigneurs ou dans les prévotés et châtellemes royales ; que les bailliages particuliers, au nombre de trois juges, aient le pouvoir de juger souverainement jusqu'à 300 l., et les présidiaux jusqu'à 4000 l., et qu'en cas de contestation sur la valeur de l'objet en litige chaque partie puisse la faire estimer. *Admis.*

49. Que les présidiaux soient juges souverains de leur compétence, comme ils l'étaient avant la déclaration de 1777, et que l'on ne puisse se pourvoir contre leurs jugements que par la voye de cassation au Conseil.

50. Qu'il soit fait un nouvel arrondissement des baillages et présidiaux, sans distinction de province et de ressort de parlement, afin de rapprocher les justiciables de leurs juges. *Admis.*

51. Que les juridictions consulaires aient le droit de juger en dernier ressort jusqu'à 4000 l.; qu'elles aient l'exécution des sentences; que les juges consuls soient assistés d'un avocat, nommé par l'ordre, qui aura voix délibérative après le président; que les droits des procédures ne soient pas plus forts que dans les justices des seigneurs; que l'appel de leurs sentences soit porté aux présidiaux lorsque l'objet n'excédera pas 4000 l.

52. Que les cours ne puissent accorder aucunes lettres de répy, arrêts de défenses ou de surséance, que du consentement du plus grand nombre de créanciers, faisant entre eux les trois quarts de la masse des créances.

53. Que l'arrêt de règlement du parlement de Dijon, qui permet aux juges ordinaires de connaître des matières consulaires, soit révoqué, et qu'il soit établi des justices consulaires dans toutes les villes.

54. Que tous les négocians et marchands qui manqueront à leurs paiements soient tenus de déposer leur bilan au greffe des justices consulaires, et de rester dans leur domicile pendant les trois mois qui suivront le dépôt du bilan, pour mettre leurs créanciers en état de connaître la situation de leurs affaires, par la représentation de leurs livres; que pendant ce tems, on ne puisse exercer la contrainte par corps pour raison de leurs dettes; et qu'en cas d'évasion dans les trois mois, ils soient réputés banqueroutiers frauduleux et punis comme tels.

55. Qu'il soit permis de se pourvoir une fois par opposition contre les jugemens rendus par défaut dans les juridictions sujettes à l'appel.

56. Que dans aucun cas, les cours souveraines ne puissent s'attribuer la puissance législative ni prétendre représenter la nation, et que tous les tribunaux de judicature ne soient occupés par la suite qu'à la décision des affaires contentieuses des sujets du roi. *Admis.*

57. Que tous droits censaux et seigneuriaux, sous quelque dénomination qu'ils soient, et notamment la servitude de main-morte, puissent être rachetés moyennant une indemnité proportionnée; et jusqu'au rachat desdits droits, que les seigneurs n'en puissent exiger le paiement par la voye solidaire, chaque héritage répondant de sa redevance; que les droits d'indire et de gnet et garde soient supprimés sans indemnité, ce dernier droit n'ayant plus de cause. *Admis.*

58. Que les cens, redevances et autres droits soient prescriptibles par cent ans, et les prestations par cinq ans. *Sont rachetables.*

59. Que les droits de ban-vin et de bannalité des moulins, fourgs et pressoirs, soient supprimés, sauf l'indemnité des propriétaires, ainsi que tous autres droits seigneuriaux qui se perçoivent dans les foires et marchés, bourgs et villages, sur toutes les marchandises et denrées de consommation. *Admis.*

60. Que dans chaque moulin il y ait une romaine, et que le meunier soit tenu de peser le grain en présence de celui qui l'amène, pour rendre le même poids en farine; que le prix de la mouture soit payé en argent.

61. Que la destruction des loups soit encouragée par de plus fortes récompenses; que la chasse aux sangliers soit permise, et que les garennes qui ne sont pas closes soient détruites.

62. Que l'on soit admis à la preuve de faits justificatifs contre les procès-verbaux dressés pour fait de chasse et de pêche, et que l'action pour ces espèces de délits soit prescriptible par un an. *Admis.*

63. Que les États de Bourgogne soient réformés; qu'ils soient constitués comme ceux du Dauphiné, mais que tous les nobles, possédans fiefs ou non, puissent être électeurs et éligibles. *Admis.*

64. Que la commission intermédiaire s'occupe de la répartition la plus juste des impositions entre les communautés, sans pouvoir cotiser d'office aucun particulier.

65. Que les États particuliers restreignent le nombre des employés dans l'administration et perception des impôts, et qu'ils modèrent leurs appointements.

66. Que les haras établis en Bourgogne, et dont il ne résulte aucun avantage et beaucoup d'inconvénients, soient supprimés.
Supprimés.

67. Que les États généraux soient priés de prendre en considération les frais immenses que la province de Bourgogne est obligé de faire pour la construction de ses canaux, et d'ordonner que la dépense sera prise sur la caisse de l'État, attendu que ces canaux sont plus utiles au royaume en général qu'à la province en particulier.

68. Que les chemins finerots, aboutissants aux grandes routes, soient mis en bon état et entretenus par les communautés et propriétaires forains.

69. Que l'état de situation des finances de la province soit rendu public tous les ans.

70. Que les Bourguignons soient maintenus dans le privilège de ne pouvoir être distraits de leur ressort pour plaider.
Admis.

71. Que les brigades de maréchaussée soient composées d'un plus grand nombre de cavaliers, et qu'elles soient augmentées en Bourgogne ; qu'elles soient soumises dans tous les cas à la juridiction ordinaire.

72. Qu'il soit fait un règlement pour empêcher la mendicité.

73. Que dans toutes les villes de bailliage il soit établi un hospice pour recevoir les enfans naturels ou abandonnés.

74. Que les États généraux soient priés de s'occuper des moyens de favoriser l'accroissement des futayes, en augmentant le nombre des quarts de réserve ; en ne permettant pas

l'établissement de nouvelles usines qui consommeraient du bois, et en supprimant celles qui n'ont pas d'affouage et auxquelles il n'a point été accordé de privilège.

75. Que les États généraux prennent en considération l'état malheureux des campagnes et qu'ils s'occupent des encouragemens à donner à l'agriculture.

76. Que les officiers municipaux soient élus par la commune, les maires et syndics pour quatre ans, et les échevins pour deux ans; que le secrétaire seul soit perpétuel, et que la viérie et prévôté royale d'Autun soit réunie au bailliage, à la forme de l'édit de 1749.

77. Que les États généraux soient priés de s'occuper d'un règlement général pour les comptes des municipalités, et qu'ils soient dispensés à l'avenir de les faire vérifier aux chambres des comptes.

78. Que les octrois qui se perçoivent dans les villes et bourgs soient supprimés, et cette espèce d'impôt remplacée par une contribution annuelle, supportée et répartie de la même manière et dans la même proportion que les subsides nationaux.

79. Que les fêtes soient transférées au dimanche, à l'exception de celle de Noël et des deux fêtes de Pâques.

80. Que les archevêques et évêques soient autorisés à donner toutes dispenses. *Admis.*

81. Que la portion congrue soit augmentée et portée à 1200 l. pour les curés, et 600 l. pour les vicaires, avec suppression de tous droits casuels; que les curés, qui sont obligés d'avoir un vicaire et de le payer sur le patrimoine de la cure, soient tenus de s'en procurer, faute de quoi la rétribution du vicaire sera employée aux besoins des communautés, sauf le cas où les sujets manqueraient. *Admis.*

Doléances particulières des bailliages secondaires.

Les bailliages de Montcenis, Semur et Bourbon-Lancy demandent qu'il soit statué qu'à l'avenir, lors des assemblées périodiques des États généraux, tous les bailliages du royaume, sans distinction de classes, seront convoqués directement.

Doléances des habitants d'Uxeau, bailliage de Montcenis.

Ils demandent la suppression de plusieurs droits odieux que le curé de leur paroisse exige d'eux, et qui consistent : 1° dans la moitié du lit où est décédé un mari ou une femme, chef de communauté ; 2° dans un repas, appelé dîner de Carême, qu'il se fait donner par tous ses paroissiens, ou qu'il exige en argent ; 3° dans un droit de prélibation, pour lequel il exige 40 sous en argent et un bichet d'avoine. *Admis.*

Doléances de la ville de Marcigny-sur-Loire.

Cette ville est située dans l'enclave du duché de Bourgogne de l'administration duquel elle dépend. Elle demande à être rétablie, ainsi que les paroisses et hameaux qui sont de l'étendue de sa justice, dans le ressort du bailliage de Semur-en-Brionnais, duché de Bourgogne, dont elle n'est distante que d'une demi lieue, ce bailliage dont elle dépend encore aujourd'hui pour les matières d'impôts, finances et gabelles, et dont elle dépendait anciennement pour toutes sortes de matières, avant que le bailliage de Mâcon, dont elle est éloignée de plus de quinze lieues, eut été commis pour un tems et par des raisons qui n'existent plus, sur la fin du 13^e siècle, pour connaître des appels des sentences rendues par son siège en matières civiles et criminelles ; le tout en conformité des privilèges de

la Bourgogne, qui s'opposent à ce qu'un habitant de cette province puisse être traduit hors de sa juridiction, et des différents titres sur lesquels est appuyée la réclamation de ladite ville, qui seront remis entre les mains des députés du tiers-état des quatre bailliages, qui seront expressément chargés d'appuyer de toute leur force la réclamation de la ville de Marcigny. ¹

Doléances de la ville de Semur-en-Brionnais.

La ville de Semur, à elle joint les paroisses de Baugy, Chambilly, Brian, Saint-Julien-de-Cray, Jonzy, Igrande, Oyé, etc., ainsi que la ville de Marcigny, demande que, par les raisons détaillées dans le cahier du bailliage de Semur, le bailliage soit conservé en ladite ville.

Fait, lu et arrêté dans l'assemblée du tiers-ordre des bailliages d'Autun, Montcenis, Semur-en-Brionnais et Bourbon-Lancy, tenue en la salle des audiences du présidial d'Autun, ce jourd'hui trois avril mil sept cent quatre-vingt-neuf, et se sont tous les députés soussignés.

SERPILLON, PIGENAT, FOURAT, BRÉMONT, VALLETAT, CHANGARNIER l'aîné avocat, BALLARD, PICARD, DELATOISON bâtonnier des avocats, GONON, PIGNOT, QUARRÉ, MONIER, J. ALLYOT, DEMUCIE, DUFRAIGNE, GODARD, MARTIN, PIERRE GRILLOT, LAGUILLE, GUENOT, BOUHÉRET, VAUDELIN, LEFEBRE, CHAUSSIVERT, MARILLIER maître en chirurgie. DECHEVANES, P. CHALU-MEAU, BOUROT, GUIÉTAND, EFFEMME, ESCALLIER, GRASSOT, DEVALLERY, GUILLEMARDET, VERNERET, GARCHERY, DE LA

1. Depuis la réunion du comté de Mâconnais à la couronne, en 1477, les causes jugées en première instance au bailliage de Mâcon étaient portées en appel devant le parlement de Paris, et non au parlement de Dijon, comme les sentences des autres bailliages de la province, et c'est contre cette distraction de juridiction que porte cette réclamation.

CHAIZE, DOUHÉRET, CARION, LÉGER, GARCHERY puiné, DAUTUN, DUVERNE, DUVERNE DE VALVRON, FRANÇOIS, LAGANDRÉ, LAURENT, JACOB, DHUESME, GOUJON, VINCENOT, POCHÉLET, CHARDON, SAUVAGEOT, PRUDHON, LATRASSE, PERRET, GAY DE LA MIGNANCE avocat, VERCHÈRE DE RÉFFYE, DUPUY DE LA BRUIÈRE avocat, GAY, CARTIER avocat, DUBOST, GALLAND, MAUBLANC, AUPÈCLE, VERNAY, MAUBLANC, BRISSAC, GRIZARD, BEAUCHAMPT, THOMAS l'aîné, GAY, VERCHÈRE docteur médecin, DIGOY, BATILLIAT, PINOT, REPOUX, LAVAIVRE, BIJON, DÉCERTAINE, BONNEAU, ROBERT, BIJON DU BROULLAT, MERLE, BERNARD, RAFFATIN président de l'assemblée, FRAGNIÈRE secrétaire (*six noms illisibles*).

Extrait des registres du greffe du bailliage d'Autun.

Ce jourd'hui mardi sept avril 1789, nous Jean-Baptiste Raffatin, doyen des conseillers du bailliage d'Autun, faisant fonction du lieutenant général et du lieutenant particulier, décédés, avons donné acte à M^{re} Claude-François Fragnière, greffier en chef, de la remise qu'il a présentement faite à M. Jean-Marie Repoux, avocat à Autun, député de l'ordre du tiers-état, tant pour lui que pour M. Hugues François Verchère de Reffy, avocat à Marcigny, ancien député dudit tiers-état :

1^o D'une expédition en forme de tous les actes et procès-verbaux qui ont été dressés par M. le grand bailly et par nous, et notamment de celui qui contient leur élection ; ¹

2^o D'une copie collationnée du mandat contenant le pouvoir que les membres du tiers-état leur ont donné le trois de ce mois ;

3^o Des quatre cahiers généraux des doléances, faits et dressés par les députés des bailliages d'Autun, Montcenis, Semur-en-Brionnais ² et Bourbon-Lancy, et du cahier général qui les réduit en un seul ;

1. Cette pièce ne figure plus au dossier.

2. Le cahier du bailliage de Semur, qui avait sans doute été remis à M. Verchère de Reffy, n'est pas au dossier.

4° Des cahiers particuliers, au nombre de soixante-deux, des doléances de la ville d'Autun, des bourgs, paroisses et communautés dudit bailliage d'Autun, dont décharge audit M. Fragnière, en foi de quoi ledit M^{re} Repoux s'est soussigné avec nous ledit M. Fragnière, qui leur a remis une copie collationnée du présent procès-verbal.

Signé *Repoux, Raffatin et Fragnière*, sur la minute. Collationné par nous greffier en chef, secrétaire du tiers-état, sous-signé, FRAGNIÈRE.

VI

CAHIERS DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE DES BAILLIAGES D'AUTUN,
DE MONTCENIS, SEMUR-EN-BRIONNAIS ET BOURBON-LANCY. ¹

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, le six avril, la noblesse du bailliage d'Autun et des bailliages secondaires de Montcenis, Semur-en-Brionnais et Bourbon-Lancy, assemblés en vertu des lettres de convocation données par Sa Majesté le 7 février dernier, pour la tenue des États généraux du royaume, fixée au 27 de ce mois en la ville de Versailles, a élu pour la représenter et assister pour elle, M. *le marquis de Digoine*, auquel ladite noblesse donne les instructions et pouvoirs suivants :

§ I. — CONSTITUTION.

Elle le charge de faire déclarer par les États généraux du royaume, que la nation regarde comme principes inhérents à la Constitution de la monarchie française :

1° Que l'assemblée générale de ladite nation est essentiellement composée de trois ordres distincts, indépendants les uns

1. D'après le cahier, imprimé [à Autun chez P.-Ph. Dejussieu] 1789. in-8° de 27 p. et reproduit dans le n° du jeudi 7 juin 1849 du journal *le National de Saône-et-Loire* publié à Autun.

des autres et votant séparément, sans le consentement réuni desquels aucun impôt ne peut être établi, prorogé ou augmenté, ni aucun emprunt, soit public, soit déguisé, ne peut avoir lieu légalement ;

2° Qu'aucune loi ne peut être établie sans le concours du consentement de la nation ainsi représentée et de l'approbation du roi ;

3° Que tous les actes de législation nécessaires à l'administration et police du royaume, doivent être exercés provisoirement par le roi, dans l'intervalle d'une tenue d'États généraux à l'autre, mais que ces actes ne peuvent acquérir force de loi nationale qu'en recevant leur sanction des États généraux suivants. La nation, de concert avec le roi, devant régler la forme nécessaire à leur promulgation ;

4° Que le retour périodique des États généraux doit être assuré à des époques fixes et rapprochées autant qu'il est possible ; qu'à eux seuls appartient de régler la forme de leur convocation, et qu'ils doivent s'assembler extraordinairement et d'eux-mêmes, à chaque changement de règne, dans le délai de trois mois, pour prendre avec le nouveau roi les mesures nécessaires à l'administration du royaume ou pour décider de la régence, dans le cas où elle serait nécessaire. Les prochains États généraux devant régler encore les moyens de parvenir à la nomination et réunion des députés, dans le lieu fixé pour leur assemblée ;

5° Qu'aucun acte d'autorité arbitraire ne peut priver un citoyen de sa liberté, ni par emprisonnement, ni par exil. Que quiconque est arrêté doit être remis dans les vingt-quatre heures entre les mains de ses juges naturels, et que son élargissement provisoire à caution ne peut lui être refusé, sinon lorsqu'il est prévenu d'un délit qui exige punition corporelle. Que conséquemment toutes personnes autres que les juges ordinaires et de police, doivent être garants personnellement des ordres qu'ils auraient donné pour emprisonner un citoyen ;

6° Que la sûreté personnelle de chacun des députés aux

États généraux est inviolable ; qu'ils sont tous sous la sauvegarde desdits États, et que dans tous les cas ils ne sont responsables de leur opinion et conduite dans ladite assemblée qu'à l'ordre dont ils sont membres.

En conséquence du premier principe, la noblesse des bailliages d'Autun, etc., défend à son député de consentir à aucunes innovations dans la manière de voter qui y est exprimée ; déclarant qu'elle le désavoue, s'il concourait par son consentement aux changements qu'on voudrait y introduire.

Elle lui enjoint encore expressément de ne participer à aucune délibération en matière d'impôts avant que les États généraux aient obtenu la charte déclarative des principes fondamentaux de la Constitution énoncée ci-dessus, et qu'ils se soient occupés des différents objets de réforme et d'administration qui doivent attirer leur attention.

Ne pourra néanmoins, ledit député, consentir l'impôt qui serait jugé dans les États généraux devoir être supporté par la province de Bourgogne, laquelle, suivant ses privilèges et traités, a seule le droit de l'accorder dans ses États assemblés.

Il ne pourra pareillement consentir à aucunes dispositions qui porteraient atteinte à la Constitution de ladite province ainsi qu'à tous ses droits, franchises et privilèges ; les États de Bourgogne ayant aussi seuls le droit de juger les changements qui pourraient leur paraître nécessaires.

Après avoir fait reconnaître les principes fondamentaux de la Constitution, le député s'occupera des objets d'administration suivants :

§ II. — ADMINISTRATION.

Il sollicitera un règlement sur la liberté de la presse d'après les modifications qui paraîtront nécessaires pour en arrêter la licence.

Il s'occupera des moyens de faire respecter inviolablement le sceau de la confiance publique, sous lequel le commerce épistolaire est établi par la voie de la poste.

Il demandera qu'il soit fait un arrondissement de ressort plus convenable pour les tribunaux inférieurs ; qu'il leur soit accordé, ainsi qu'aux justices seigneuriales, une attribution de juridiction en dernier ressort, telle qu'il sera jugé utile de la limiter, afin que tout citoyen puisse obtenir justice au moins de frais possible ; et que sous aucun prétexte quelconque il ne soit porté atteinte au privilège reconnu des Bourguignons, de ne pouvoir être traduit hors de l'étendue de la juridiction de la cour souveraine établie à Dijon, suivant le traité de réunion de leur province à la couronne.

Qu'il soit pris les moyens les plus sages pour parvenir à une législation civile et criminelle qui puisse garantir l'honneur, la vie et les propriétés de chaque citoyen, et prévenir les funestes effets de l'erreur et de l'injustice.

Qu'aucune accusation ne puisse être suspendue ni arrêtée dorénavant par l'effet d'une autorité étrangère à la loi ; que tout citoyen inculpé ait le droit d'en réclamer la protection pour justifier son innocence, et qu'il ne soit jamais donné d'attribution à des commissions particulières pour soustraire le jugement des affaires civiles ou criminelles aux tribunaux qui en doivent connaître.

§ III. — FINANCES.

Le député examinera scrupuleusement ce qui concerne la dette publique dans toutes ses parties pour en discuter la légitimité et faire cesser les anticipations et toutes autres avances à titre onéreux.

Après cet examen approfondi, il pourra sanctionner la dette et la déclarer nationale, en faisant ordonner par les États généraux que, pour prix de l'assurance que la nation consent à donner aux créanciers de l'État, ils seront assujettis, comme tous les autres citoyens, à raison des revenus de leurs créances, aux impôts qui seront établis : la classe des rentiers et des capitalistes devant, ainsi que celle des propriétaires, contribuer aux secours nécessaires à l'État.

Le député fera observer les exceptions qu'il sera juste de faire à la règle générale, en faveur des contrats anciennement réduits.

Il s'occupera ensuite des moyens de connaître et réduire les dépenses des différents départements, et d'en déterminer la fixité sans nuire à la sûreté de l'État au dehors, au maintien du bon ordre au dedans et à la splendeur du trône.

Il demandera que le compte de toutes les recettes et dépenses soit dressé dans une forme qui sera prescrite par les États généraux, signé par les chefs de chaque département et rendu public chaque année par la voie de l'impression ; comme encore que les comptes des différents comptables soient apurés au plus tard dans le courant de la seconde année qui suivra leur exercice, et que l'usage des acquits comptants soit supprimé.

Il demandera aussi que lorsque les États généraux seront assemblés, chaque ministre soit tenu de leur présenter les comptes particuliers de son département, soutenus des pièces vérificatives ; et que dans la présente tenue des États généraux, tous ceux qui pourraient être soupçonnés d'avoir eu part au désordre des finances soient admis à y justifier de leur conduite.

Le député insistera pour qu'il soit fait un règlement sur les pensions, qui en fixe le montant dans chaque département, qui en prévienne l'accumulation sur les mêmes têtes, et qui, en modérant leurs excès, les proportionne à l'avenir en raison inverse de la fortune personnelle de chaque individu, et directe des services qu'il peut faire valoir.

Et qu'à l'égard des grâces et pensions actuellement subsistantes, les États généraux en ordonnent la révision à vu de titres pour en faire réformer les abus, afin que toutes grâces et pensions inutiles, ou excessives, soient supprimées ou modérées.

Que l'état des pensions soit rendu public annuellement par la voie de l'impression, et que celles qui auraient été accordées à la même personne, à différents titres, se trouvent réunies dans le même article sans en confondre les causes.

Le député s'occupera encore de faire discuter par les Etats généraux les inconvénients des survivances.

Il sollicitera pareillement un règlement invariable et précis qui, dans tous les cas, fixe équitablement et modérément le tarif des droits de contrôle des actes ; que ce tarif soit affiché chez tous les notaires, et que les contestations qui pourraient survenir à raison de son interprétation soient portées par-devant les juges ordinaires, et, en dernier ressort, aux parlements.

Il demandera la suppression du centième denier et des dix sols pour livre pour les successions collatérales.

Il s'occupera de connaître la valeur et le produit des domaines du roi, ainsi que de la révision des échanges faits depuis 30 ans, et de celle de toutes les parties engagées ; il discutera, de concert avec les autres députés aux États généraux, la question de l'inaliénabilité desdits domaines pour s'assurer s'il est plus avantageux de la consacrer par une nouvelle loi que d'en permettre la vente pour en employer le prix à l'acquittement d'une partie de la dette publique ; et dans le cas où lesdits domaines seraient conservés, il avisera aux moyens d'en tirer le meilleur parti possible.

La dette nationale et les différentes dépenses ainsi constatées et réduites, le député s'occupera de déterminer la nature des impositions nécessaires pour y faire face. En établissant lesdits impôts, on choisira de préférence ceux qui seront le plus susceptibles d'être répartis avec le moins d'inconvénients et de frais possible sur toutes les classes de citoyens indistinctement, et d'être supportés dans la plus juste proportion par tous les individus qui les composent ; auquel effet la noblesse des bailliages d'Autun, etc., autorise son député à consentir expressément en son nom la renonciation à toutes exemptions pécuniaires quelconques, et à stipuler pour elle l'obligation de partager à l'avenir, avec tous les autres sujets du royaume, tous impôts qui seront, soit conservés, soit accordés par les États généraux.

Ledit député demandera la suppression des traites et le reculement des barrières aux frontières du royaume.

Il insistera sur les vexations et les frais de perception qu'entraînent nécessairement les aides et gabelles, et il concourra aux réformes ou remplacements dont ces parties seront susceptibles.

Il sollicitera l'abolition des privilèges exclusifs de toutes espèces, à moins qu'ils ne soient accordés à l'auteur d'une découverte et pour un temps limité; ainsi que de toutes les maîtrises et jurandes, excepté néanmoins celles qui, par leur nature, peuvent être jugées nécessaires à conserver pour la sûreté publique.

Il demandera que les péages et autres droits qui gênent la circulation du commerce soient supprimés, après avoir racheté ceux qui appartiennent à des particuliers; ces droits, vraiment onéreux, privent souvent le commerce des avantages dont la nature semblait l'avoir favorisé et rendent quelquefois le transport des marchandises par eau aussi coûteux que celui qui se fait par terre.

La suppression des droits d'éminage sera également sollicitée sous la même condition du remboursement.

Il s'occupera des moyens de faire parvenir au trésor royal le montant des impositions au moins de frais possible, déduction faite d'abord de tout ce qui peut être payé dans l'intérieur des provinces à quelque titre que ce soit; auquel effet il sera assuré un traitement fixe aux différents receveurs qui seront jugés indispensablement nécessaires, de manière qu'ils n'aient à prétendre aucune attribution de quotité sur les différentes natures d'impositions qu'ils auront à percevoir.

Le député fera statuer qu'aucun impôt désormais ne pourra être accordé que pour un terme limité qui ne pourra excéder de plus de six mois l'époque fixée pour le retour périodique des États généraux, et que, passé ce terme, il sera défendu de les lever, à peine de concussion contre tous ceux qui participeraient à leur exaction.

Qu'il sera pourvu à l'établissement d'une caisse d'amortissement, dont les fonds seront faits par l'extinction des rentes viagères et accrus par les intérêts des remboursements successifs qui seront opérés.

Ledit député concertera avec les autres députés aux États généraux les moyens qui pourraient être adoptés pour faire face aux dépenses d'une guerre imprévue à condition que les États généraux seront convoqués au moment même où l'on serait obligé de faire usage des ressources qui y seraient destinées. On ne doute pas qu'il ne soit pénétré de toute l'importance d'une telle délibération.

Il demandera la suppression des commissaires départis, et que la juridiction et les fonctions qui leur étaient attribuées soient accordées aux États provinciaux ou assemblées provinciales qui seront établies.

Il s'occupera des moyens qui pourraient prévenir l'abus des arrêts de surséance.

Il sollicitera l'introduction de la loi qui permet en Bresse et dans quelques autres parties du royaume de stipuler les intérêts du prêt d'argent attermoyé, comme très favorable à la circulation du numéraire et à l'activité du commerce.

Il demandera que les États généraux avisent à pourvoir d'une manière plus efficace qu'il n'a été fait jusqu'ici aux moyens de prévenir la mendicité. Il demandera aussi qu'il soit déclaré qu'on ne pourra plus faire aucun changement dans le titre et le poids des monnaies sans le consentement des États généraux.

§ IV. — CLERGÉ.

Le député demandera aussi que les États généraux s'occupent du soin de borner les fortunes ecclésiastiques, en prévenant l'accumulation des bénéfices sur une même tête, et de faire

observer plus exactement les lois sur la résidence des bénéficiers.

Que les revenus des curés soient portés à une somme suffisante pour les mettre en état de ne plus exiger de casuel de leurs paroissiens.

Que les États généraux avisent encore aux moyens d'empêcher qu'il ne sorte de l'argent du royaume pour les annates et dispenses.

§ V. — NOBLESSE.

La noblesse prescrit à son député de déclarer qu'elle ne connaît qu'un seul ordre de noblesse jouissant des mêmes droits, qu'en renonçant à toutes exemptions pécuniaires elle se réserve expressément toutes les prérogatives seigneuriales et honorifiques, soit réelles, soit personnelles, essentiellement attachées à son état.

Elle prescrit encore à son député d'engager les députés de la noblesse aux États généraux à s'occuper des moyens de soulager la partie indigente de leur ordre, avec tout l'intérêt qu'elle a droit d'inspirer.

Ledit député sollicitera la suppression des offices sans fonctions qui procurent la noblesse héréditaire, afin que cette prérogative, ramenée à l'esprit de son institution, ne soit constamment que le prix des services rendus à la patrie ; et que néanmoins, en attendant que l'État ait pu rembourser les offices inutiles qui la confèrent, qu'il soit fait un règlement pour n'admettre à les posséder que les citoyens qui se sont distingués, eux ou leurs ancêtres, dans les différentes professions honorables ou utiles à la société.

Il demandera que les anciens règlements concernant le port d'armes soient remis en vigueur et exécutés ponctuellement.

L'honneur étant la propriété la plus chère à la noblesse

celle des bailliages de l'Autunois charge expressément son député de faire déclarer qu'aucun officier des troupes du roi ne peut être privé de son emploi qu'en vertu du jugement d'un conseil de guerre; et qu'il soit demandé à Sa Majesté de faire supprimer la punition des coups de plat de sabre à l'égard des soldats, ainsi que toutes les peines flétrissantes contraires à l'esprit de la nation.

Ladite noblesse s'en rapporte, au surplus, à l'honneur et au zèle de son député pour proposer, remontrer, aviser et consentir à tout ce qui ne serait pas contraire au présent mandal; déclarant qu'elle lui donne les pouvoirs ci-dessus pour tout le temps de la durée des États généraux prochains, à condition qu'elle ne s'étendra pas au-delà d'un an, à dater du jour de leur ouverture, passé lequel terme ils demeureront révoqués de droit.

Fait et arrêté en la chambre de la noblesse à Autun, ce 6 avril 1789. Et ont signé :

MM. le comte DE GRAMMONT, grand bailli, DE CHARGÈRE DES PLANCHES, DE CHARGÈRE DU BREUIL, le comte DE LA FERTÉ-MEUN, NAULT DE CHAMPAGNY, DE CHAMPEAUX DE SAUCY, BUFFOT DE MILLERY, BUREAU, GERMAIN, CHAUVEAU DE QUERCIZE, DELAGOUTTE DU VIVIER, RICHARD baron DECROTS, COCHET DE TRELAGUE, le comte DE MUZY, le marquis DE FUSSEY, DE MONTAGU, DELAGOUTTE DU POURIOT, DE BOIVEAU DE VILLERS, DESJOURS DE MAZILLE, DE MAGNIEN DE CHAILLY, MOREAU DE MORÇOUX, le chevalier DE CHAMPIGNOLLE, AYMON DE MONTÉPIN, le chevalier DE MONTÉPIN, le comte DE MONTESSUS, BUFFOT DE MILLERY fils, DE CHAMPEAUX DE LA BOULAYE, le chevalier DE CHAMPEAUX DE SAUCY, DE MONTROUANT DE BRESSE, DE CHARMASSE, DE LA ROCHE, LÉMULIER, le chevalier DEMAC-MAHON, le marquis DE FOLIN, le chevalier DE SAINT-LÉGER, MARTENNE, DE BRÉCHARD, DELAGOUTTE DE MONTRÉSY, DE CHAMPEAUX DE THOISY, le chevalier DE CHAMPEAUX, DESPLACES, PERRIN DE

DARON, le vicomte DE COURTIVRON, le chevalier ESPIARD DE MONTGINOT ¹, BLANCHET, DE FONTENAY, le marquis DUGON, DE MONTAGU DE LA TOUR, le chevalier DUGON, DE VIRGILLE, DE VIRGILLE, MARTENNE, DELGLAT, le chevalier DE LA FERTÉ-MEUN, le marquis DE LA FERTÉ-MEUN, le baron DE VERGENNES.

Commissaires :

MM. le comte DE CHATELUX, le marquis DE VILLERS LA FAYE, DE FONTENAY DE SOMMANT, le baron DE JARSAILLON, le marquis DE GANAY, le comte DE SCORAILLES, GUILLEMIN DU PAVILLON, et le marquis DE DIGOINE, secrétaire.

VII

CAHIER DES DÉLIBÉRATIONS DU CLERGÉ ASSEMBLÉ A AUTUN. ²

Le clergé des quatre bailliages convoqués à Autun, en vertu des lettres du roi, du 24 janvier 1789, pour se conformer aux intentions de Sa Majesté, a donné ses premiers soins à la rédaction des cahiers qui doivent porter aux prochains États généraux ses vœux et ses demandes; et afin de présenter les objets de ses délibérations dans l'ordre le plus naturellement indiqué, il a cru devoir les renfermer dans les quatre sections suivantes : 1° affaires générales de la nation; 2° affaires particulières de la Bourgogne; 3° affaires générales du clergé de France; 4° affaires particulières du clergé des quatre bailliages.

1. Il s'agit ici d'Alexandre Espiard *du meix Pinot*, et non de *Montginot*, comme il a été imprimé par erreur dans ce cahier.

2. D'après le cahier partiel imprimé en avril 1789 (S. L. ni N. d'l.), in-8° de 15 p., et reproduit dans les *Annales de la Société Éduenne*, 1853-1857; Autun, Dejussieu, 1858, p. 136 à 143.

AFFAIRES GÉNÉRALES DE LA NATION.

M. l'Évêque d'Autun a dit :

Le clergé assemblé à Autun, pénétré de reconnaissance pour l'acte de justice magnanime par lequel Sa Majesté a voulu rétablir la nation dans ses droits, voit avec la plus vive satisfaction, que les Etats généraux trouveront, dans le seul exercice bien réfléchi de ces mêmes droits, l'entière certitude qu'ils ne seront point troublés dans leurs fonctions; qu'ils seront exclusivement les juges de ce qui aura été dit ou fait par chaque membre dans le cours de l'assemblée; qu'ils seront libres de prolonger leurs séances sans craindre une dissolution involontaire; enfin, qu'ils pourront assurer, et que par conséquent ils assureront à la nation le retour périodique de ses Etats.

Il désire ardemment que l'Assemblée nationale s'occupe avant tout de la constitution de l'État, ce qui comprend plusieurs points fondamentaux : renouveler l'adhésion solennelle de tous les Français à la Constitution monarchique. — Travailler à une charte, ou déclaration des droits, qui présente tous les caractères d'un contrat respectivement obligatoire. — Raffermer à jamais par là l'autorité du roi et celle de la nation. — Déclarer que dorénavant aucun acte public ne sera loi générale du royaume qu'autant qu'il sera émané de la nation ou consenti par elle. — Consacrer le droit inaliénable et exclusif de la nation d'établir des subsides, de les modifier, de les limiter, de les révoquer et d'en régler l'emploi. — Établir les principes d'une bonne représentation nationale; en placer les premiers éléments dans les paroisses, et de là par des degrés intermédiaires égaux, et par des élections parfaitement libres, faire arriver les volontés individuelles jusqu'au centre commun de toutes les volontés. — Créer promptement et mettre en activité dans toutes les parties du royaume des

assemblées provinciales ou États provinciaux, et organiser en même temps les autres assemblées graduelles et élémentaires. — Reconstituer tous les corps ; en bien séparer les fonctions et les renfermer à jamais dans leurs limites naturelles, etc., etc., etc.

Tout ce qui intéresse essentiellement la propriété et la liberté, ces premiers droits de l'homme, antérieurs à toute société, ne peut être séparé de la constitution ; car c'est uniquement pour les protéger que la constitution doit exister.

Pour le maintien inaltérable de la propriété, il sera déclaré que tout ce qui porte ce caractère sera éternellement sacré ; et pourtant on examinera, si parmi les objets qu'on réclame à ce titre, il n'en est pas qui n'ont jamais pu être une propriété, comme présentant une violation constante du droit naturel ; s'il en est qui étant une propriété dans le principe, ont dû cesser de l'être par l'anéantissement ou l'inexistence actuelle de la cause à laquelle ils étaient liés. Quant aux propriétés certaines, si plusieurs sont reconnues abusives, il sera déclaré que la nation elle-même ne peut les attaquer qu'en accordant un dédommagement rigoureusement proportionnel. — En même temps que les États généraux écarteron les propriétés supposées et jugeront les propriétés nuisibles, ils s'occuperont de tous les moyens de rendre à la propriété véritable toute sa force et toute son étendue. Ainsi, des lois civiles telles que les nôtres, beaucoup trop compliquées, et pourtant incomplètes, jettent souvent de l'incertitude sur des propriétés non contestables, et les livrent à des jurisprudences versatiles et contradictoires ; les États généraux penseront sûrement qu'il faut les réformer. — Une procédure trop longue, trop dispendieuse, porte à la propriété, dans toutes les contestations, de nombreuses atteintes ; ils voudront la simplifier et la rendre plus économique. — La multitude des tribunaux, leur éloignement des justiciables, les commissions, les évocations, la blessent évidemment en forçant à des dépenses exorbitantes et bien plus qu'inutiles, ils travailleront à faire disparaître ces abus. — Le droit de subsister par son seul travail étant la

propriété de ceux qui n'en ont point, ils l'assureront à tout citoyen par des lois sagement prévoyantes. — Le droit de disposer pleinement de ce qu'on a acquis par son industrie, ses avances ou tout autre titre légitime faisant partie de la propriété, ils le consacreront par un entier affranchissement des entraves contre lesquelles réclame depuis longtemps le commerce. — Les loteries, ces institutions odieuses des gouvernements modernes, en présentant à la faiblesse des pièges cruels, ravissent jusqu'à la dernière propriété d'une foule innombrable de malheureux ; ils les dévoueront à l'opprobre et à une destruction éternelle. — Les privilèges exclusifs accordent à un ce qui appartient à tous ; ils les proscrireont. — Les arrêts de surséance défendent au créancier de réclamer ce qui est à lui ; ils les supprimeront, etc., etc., etc.

Ce que demande la liberté individuelle de tout citoyen ne sera pas moins respecté ou rétabli par les États généraux. Hors de la loi tout est libre ; nul ne pourra donc être privé de la liberté, même pour un temps, que par la loi, jamais par un ordre arbitraire : dès lors toutes les peines devenant légales, elles seront les mêmes pour toutes les classes de citoyens, et par là s'anéantira enfin sans retour l'inconcevable préjugé, qui, par une transmission barbare, punit une foule d'innocents du crime d'un seul coupable. — Un code criminel trop sévère, une procédure qui peut mettre en danger la vertu même, consacrent les plus terribles atteintes à la liberté qui se trouve à chaque instant menacée par la loi même qui doit la protéger ; les États généraux travailleront donc à la réforme de notre code, de notre procédure en matière criminelle. — Le décret le plus légal, et même le plus juste, peut blesser la liberté en prolongeant la détention de l'accusé ; il sera statué que tout homme arrêté en vertu d'un décret sera présenté à ses juges naturels dans les vingt-quatre heures, et qu'on procédera à son jugement sans aucun délai. — La détention en matière civile devient une violation de la liberté lorsqu'elle n'est pas indispensable ; tout homme détenu pour dettes sera

donc promptement relâché dès l'instant qu'il donnera bonne et suffisante caution. — En toute cause, le jugement du fait par les pairs est ce qui assure le plus l'impartialité du jugement, et par conséquent la liberté de quiconque est traduit en justice; cette forme de jugement, qui est regardée depuis plus d'un siècle comme le rempart de la liberté civile dans une nation voisine, sera introduit parmi nous. — Chacun a le droit naturel de confier sa pensée; toute violation du secret à la poste sera sévèrement proscrite. — La liberté d'écrire ne peut différer de celle de parler; elle aura donc la même étendue et les mêmes limites; elle sera donc assurée hors les cas où la religion, les mœurs et les droits d'autrui seraient blessés; surtout elle sera entière dans la discussion des affaires publiques; car les affaires publiques sont les affaires de chacun. — Un grand nombre de provinces laisse apercevoir encore des traces odieuses d'une ancienne servitude; on s'occupera des moyens de les effacer entièrement, etc., etc., etc.

La constitution une fois bien établie, les principes conservateurs de la propriété et de la liberté étant bien reconnus, et les principales réformes relatives à ces objets fondamentaux consommées ou du moins bien assurées, l'assemblée du clergé d'Autun pense que les États généraux doivent prononcer sur le déficit et sur l'impôt.

Sur le déficit : le déterminer, le juger, le réduire, le remplir, le prévenir.

Le déterminer : en faisant produire tous les comptes, toutes les pièces justificatives de ces comptes, et en confiant leur examen à une commission principalement composée de membres du Tiers-État.

Le juger : par conséquent examiner ses causes, flétrir ses auteurs coupables, permettre à ceux à qui on l'impute particulièrement de venir se justifier.

Le réduire : par conséquent examiner si, sans refondre brusquement les impôts, ce qui serait impraticable, on peut simplifier la recette, et par là la rendre plus productive de

toute l'économie des frais; et en second lieu jusqu'à quel point on peut, c'est-à-dire, on doit réduire les dépenses; car le déficit ne peut être que dans la différence rigoureusement calculée entre la recette la plus économique, et la dépense la plus indispensable.

Le remplir, s'il est possible, comme on l'espère, sans aucun nouvel impôt; soit par l'accroissement de recette provenant de l'abolition des privilèges pécuniaires; soit par la vente des domaines si peu productifs dans l'état actuel, et qu'il ne sera plus permis, au jour de la nation assemblée, de regarder encore comme inaliénables; soit par les effets incalculables d'une banque nationale bien organisée, bien dirigée; soit par les secours d'une caisse d'amortissement journellement agissante et graduellement plus utile; soit par de nouveaux emprunts qui dès lors, et à raison du crédit immense de la nation, pourront s'ouvrir à un taux très bas, et seront destinés au remboursement de ceux des anciens emprunts, dont l'épuisement du crédit ou de mauvaises combinaisons, ont, à diverses époques, élevé le taux au prix le plus exorbitant.

Enfin le prévenir : en proscrivant à jamais comme illégal et non obligatoire pour la nation, tout emprunt qui n'aura pas été fait ou consenti par elle; en remettant le plus possible entre les mains de la nation, l'emploi des deniers qu'elle aura cru devoir s'imposer; en exigeant pour le reste la publicité d'un compte annuel et la responsabilité des comptables.

Sur l'impôt : 1° consentir, à la fin de l'assemblée, un nouvel impôt, si après l'emploi de tous les autres moyens il reste encore une partie du déficit; car la dette actuelle, quelle qu'en soit la source, étant la dette nationale, contractée au nom et du consentement présumé de la nation, elle doit être consolidée et acquittée par elle. Indépendamment de toutes considérations morales ou politiques, qui seraient ici de la plus grande force, il est certain que tous les créanciers de l'État sont copropriétaires avec les possesseurs de biens fonds les plus légitimes, qu'ils peuvent présenter un titre non moins

solide; et parmi les créanciers de l'Etat, il faut aussi comprendre les provinces et les corps qui se trouvent chargés d'une dette que le gouvernement les a obligés de contracter, et ne leur a jamais permis d'acquitter entièrement. Quant aux opérations générales sur l'impôt, travailler à le reporter sur ses véritables bases; annoncer beaucoup pour l'avenir, en provoquant sur cet objet les idées de tous les citoyens, mais faire peu pour le présent, et s'interdire tout grand changement précipité qui bouleverserait tout, et serait nécessairement injuste quelque fût le principe qui le déterminât. — Détruire sans retour toute espèce de privilèges en matière d'impôts, et effacer par conséquent toutes les dénominations flétrissantes que l'on a attachées jusqu'à ce jour à certaines contributions, comme s'il avait pu jamais être avilissant d'obéir à la loi et de faire un acte de citoyen. — Convertir le plus possible en impôts les charges publiques jusqu'à présent supportées par un seul ordre, telles que corvées, milices, logement des gens de guerre, etc., etc.; par là les faire supporter par tous, ce qui est de première justice. — Faire travailler à une vérification exacte de tous les biens du royaume, dirigée sur les mêmes principes pour tous les citoyens, éclairée par la plus libre contradiction de tous les intéressés, et par cela-même non suspecte aux contribuables, parce qu'elle n'aura évidemment pour but que d'alléger le fardeau des impositions par une répartition proportionnelle, et nullement de l'aggraver par une augmentation que des besoins réels ne commanderaient pas; car il est incontestable que l'impôt étant rendu à la nation, il ne sera plus dorénavant établi par la raison qu'il peut être levé, mais par la raison seule qu'il est indispensable. — En attendant qu'une entière vérification ait pu s'effectuer, distribuer au milieu des Etats généraux la masse entière des impôts entre les provinces par des divisions les plus vraisemblablement exactes, en balançant les observations des députés de tous les cantons; et confier ensuite à chaque province les subdivisions, pour que l'impôt arrive enfin à

chaque individu avec toute l'égalité possible dans une première opération. — Enfin se tenir en garde contre le désir peut-être séduisant, mais bien probablement chimérique d'un impôt unique et uniforme dans tout le royaume, et demander à chaque province ses idées sur la conversion d'impôts la plus avantageuse pour elle, à raison de ses localités, de ses productions, de ses habitudes, etc., afin que ses idées soient portées aux États généraux subséquents, etc., etc., etc.

II

AFFAIRES PARTICULIÈRES DE LA PROVINCE DE BOURGOGNE

Donner des États généraux sagement établis aux provinces qui n'en avoient pas, les conserver ou les rendre dans leur intégrité aux provinces qui en avoient : tel est le bienfait qu'un roi juste prépare à son peuple. On ne peut se dissimuler qu'il ne se soit glissé de grands abus dans l'administration des États généraux de Bourgogne; ils ont été rendus si publics que tout le monde les connoit. Mais une réflexion qui n'a pas été faite et qui auroit dû l'être parce qu'elle est vraie et qu'elle indique la source du mal, c'est que ces abus ont été la suite nécessaire de l'influence ministérielle sur cette administration et que le redressement des griefs que lui a fait l'autorité lui rendroit sa force, son utilité et la confiance publique.

La Bourgogne a non seulement le droit d'offrir ses dons¹ librement, mais elle a aussi celui d'élire ses administrateurs et toutes les personnes qui doivent concourir avec eux à une administration sage et paternelle. La loi constitutionnelle le lui assure et la justice le réclame. Cependant ses élus de

1. Contributions librement payées à la couronne et désignées sous le nom de *don gratuit*.

l'ordre du clergé et de celui de la noblesse lui sont désignés, c'est-à-dire donnés par la Cour. La place de maire des villes les plus importantes est un titre à l'élection dans le Tiers-État, et ces maires dont les offices ont été rachetés par les villes ne sont plus choisis par elles mais par les élus. Ses conseils, ses syndics lui sont présentés, ses secrétaires en chef et son trésorier général sont nommés par le roi. Ce n'est qu'en 1784 que la nomination des receveurs particuliers lui a été rendue, et que sont donc des *élus* qu'on ne choisit pas? des *conseils* qu'on ne peut refuser? des agents et des ministres qu'on emploie forcément? Avec des vues sages et bienfaisantes, ils éprouvent encore des craintes et des appréhensions; le bien qu'ils peuvent faire ne compense pas même les inquiétudes et les suites funestes de la défiance qu'ils provoquent. Les Élus, dignes de l'être, regrettent de ne pas devoir leur élection au choix libre de leurs concitoyens, et la Bourgogne est étonnée de se voir investie de toute part de ministres que la confiance n'a point appelés, que l'autorité lui donne et qui ressemblent plutôt à des maîtres qu'à des administrateurs.

L'établissement le plus propre à enflammer le zèle des Élus, à seconder leur amour de la patrie, à prévenir et à détruire les erreurs et les abus du pouvoir, étoit celui des Commissaires alcades, qui sont chargés par la nature de leur commission et appelés par le vœu général à faire le rapport détaillé et à préparer la censure publique des différentes Élections; mais depuis 1757 ils sont forcés de soumettre leurs remarques aux jugements des ministres qui les modifient ou qui les suppriment, et alors cette institution, si utile dans son principe, n'est plus qu'une ombre vaine de ce qu'elle fut dans les jours de la liberté.

De cette double atteinte portée aux droits constitutionnels de la province sont nés tous les abus. On a surpris à la religion et à l'amour de nos Rois un règlement qui ordonne des gratifications énormes et superflues dont le tableau est effrayant; la province a été chargée de dépenses qui ne doivent pas être

à son compte mais qui auroit (*sic*) dû être porté sur l'état du Roi. La Chambre des comptes de Dijon perçoit des épices à un pour cent lors du versement des receveurs particuliers dans la caisse du trésorier général; mêmes épices lorsque le trésorier général rend les comptes; les *debet*, portés dans les comptes du trésorier général, sont encore sujets aux épices de la chambre. Rien sans doute n'est plus abusif et plus injuste que cette triple perception sur le même objet : elles s'élèvent annuellement à une somme d'environ cent mille livres¹, et elle n'est qu'inutile, dispendieuse et vexatoire. Chaque année, Sa Majesté perçoit sur la Saône des droits si forts et si multipliés que la voiture des marchandises par terre devient préférable à la conduite par eau.

Le sel, déjà excessivement cher au prix de la ferme, est augmenté par des crues additionnelles dont l'avantage d'être perçues sur les trois ordres ne dédommage pas des inconvénients qu'elles entraînent.

Les Bourguignons sont distraits de leur ressort et traduits par des lettres de *Committimus* et des évocations par-devant les tribunaux étrangers, et le moindre vice de ces distractions de ressort sont les frais qu'elles occasionnent et les frais qu'elles inspirent.

Les Seigneurs ont été menacés de perdre leurs justices dont la concession leur est garantie par plusieurs loix.

La Bourgogne enfin, livrée plutôt au mouvement que lui imprimoit le ministère qu'à sa propre organisation, n'a pu se soustraire à la surcharge accablante des subsides, à l'inégalité extrême de la répartition des dépenses communes entre les ordres et de tous les impôts directs entre les contribuables.

La Chambre du Clergé demande le redressement de tous ces griefs que le pouvoir arbitraire a fait à la Province en la

1. Ces épices, ou tant pour cent, étaient alors tous les gages que se partageaient les membres de la Chambre des comptes qui ne recevaient pas d'autre traitement.

privant de ses droits, et elle est persuadée que dès le moment où son administration pourra prendre un libre essort et reparoitre dans toute sa pureté, la confiance si nécessaire entre l'administration et ceux qui sont obligés de s'y soumettre, et depuis si longtemps successivement affaiblie, renaîtra promptement, et sans doute par une représentation vraie et complète de toutes les classes des citoyens des villes et des campagnes, et surtout de ces bons et utiles curés qui voient de plus près les besoins du peuple et connoissent mieux ses peines et ses appréhensions ; du choix libre et équitable des membres de ses États et de ses municipalités ; de la nécessité du concours des trois ordres pour consentir l'impôt et former les décrets de l'économie dans toutes les branches de l'administration ; de la publicité de toutes les opérations et surtout des comptes ; de l'impossibilité de l'usage du pouvoir arbitraire, et de la liberté qu'auront tous les citoyens de concourir par leurs observations utiles à une administration qui, sagement adoptée par nos pères, tend par elle-même à se perfectionner selon le vœu des enfants de la patrie et à s'enrichir des lumières de toutes les nations, à une administration qui étant ce qu'elle doit être deviendra celle de tout le royaume et étendra à tous les Français les droits qu'elle lui a conservés.

La Chambre du Clergé, déterminée par cette conviction et animée par le désir ardent du bien public, demande qu'en écartant les défauts et les abus et en fondant tous les avantages des administrations des pays d'état dans une seule loi, il soit donné des états provinciaux, au sein des États généraux, aux provinces de l'ancien domaine de la Couronne, tels que l'esprit de justice et de sagesse qui les aura établis engage toutes les provinces de France à les adopter, et les déterminer à une uniformité désirée et précieuse, par les deux plus puissans mobiles et les seuls dignes d'un Roi, le père et l'ami de son peuple, ainsi que d'une nation généreuse et libre : la persuasion et le bonheur. —

III

AFFAIRES GÉNÉRALES DU CLERGÉ DE FRANCE

Le clergé de l'assemblée du baillage d'Autun, plein de confiance dans son attachement à la nation et à son Roi, demande aux États généraux que la religion catholique, apostolique et romaine, soit de nouveau déclarée être la seule Religion de l'État; que son enseignement, son culte et ses ministres soient spécialement protégés par les loix et que tout autre culte public soit prohibé pour toujours; que, suivant les anciennes ordonnances, on ne puisse être admis à aucune charge de judicature, même dans les places de maires et autres officiers des hôtels de ville, soit qu'ils soient érigés en titre d'office ou qu'il y soit pourvu par élection ou autrement, et généralement dans aucun office ou fonction publique, soit en titre ou par commission, sans représenter préalablement une attestation de catholicité.

Il observe que la variété du rit, des cérémonies, de la discipline dans les différents diocèses présente une difformité souvent choquante et rend les peuples qui ont une même religion presque étrangers les uns aux autres; il conviendrait que ces disparités fussent effacées dans tout le Royaume, et par conséquent que les Évêques fussent invités à s'occuper de cette réforme.

Que la religion, les bonnes mœurs, la discipline ecclésiastique, ne pouvant se conserver dans leur intégrité si on ne prend des moyens efficaces pour prévenir les abus en tout genre qui tendent continuellement à les affaiblir, il importe que le clergé soit réintégré dans son droit ancien de convoquer des conciles provinciaux et nationaux, tous les cinq ans, où seront appelés les curés dans un nombre convenable. De

petits intérêts ont fait supprimer ces utiles assemblées ; de grands intérêts doivent les faire rétablir.

Que les assemblées générales et particulières du clergé ont été jusqu'ici vicieuses dans leur organisation ; que les pasteurs de second ordre n'y ont jamais eu des représentans ; que ce sont cependant leurs intérêts qui y sont discutés ; qu'il est conséquence d'une justice rigoureuse qu'ils y soient admis dans une proportion relative à leur nombre et à leur utilité ; qu'il soit ordonné qu'il y aura dans toutes les assemblées générales et particulières un nombre de députés des ecclésiastiques du second ordre double de celui du premier ordre et que les curés y soient appelés en nombre égal à celui des autres bénéficiers du second ordre.

Les abus qui se sont glissés dans les universités les rendent presque inutiles, et leurs privilèges deviennent pour la plus part injustes : elles doivent être des écoles de science ; elles sont une ressource pour la paresse. On y achète à prix d'argent des titres et des privilèges qui ne devraient être accordés qu'au savoir et au travail. Il est pressent de remédier à ces abus, dont l'influence depuis longtemps se fait sentir, en supprimant les universités qui ne sont plus en exercice et qui reçoivent sans examen et sans épreuve, en n'accordant plus de dispenses et en rejetant tout brevet dérogatoire, excepté cependant pour les curés de campagne qui ayant travaillé avec distinction pendant quinze années dans le ministère seront jugés dignes d'occuper les cures de ville.

Il demande que les monitoires, dont l'usage trop fréquent n'a pour ainsi dire d'autres effets que de familiariser les fidèles avec les peines les plus sévères de l'Église, soient réservés pour ces crimes énormes dont le vœu public réclame la vengeance et appelle les témoins, ou qu'au moins, dans tous les cas, les officiaux aient le droit de les refuser, sans pouvoir être pris à partie, étant juste que l'Église puisse juger si les crimes que l'on veut lui faire punir méritent les plus grands châtimens.

Il est généralement intéressant pour le bien de l'Église, que

nul ne puisse nommer ni présenter pour un bénéfice à charge d'âmes s'il ne fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine; que, conformément à ce qui se pratiquait avant l'édit de Nantes, il demande que la collation en soit rendue à l'ordinaire.

Que la prévention dont tous les ordres connoissent les abus et désirent reformer, ne puisse plus avoir lieu qu'un mois après la vacance des bénéfices, délai sage et nécessaire qui sans priver trop longtemps les églises de titulaire préviendra les courses ambitieuses.

Que les économats soient supprimés. Qu'il est deux sortes d'exactions qui s'exercent contre les ecclésiastiques et qui sont également contraires à la justice et à l'intérêt public : la première, lorsque des bâtimens dépendans de bénéfices viennent à dépérir par vétusté ou autrement, si on vient à les reconstruire ou à les augmenter, on exige un droit d'amortissement qui se calcule sur la plus-value du fond depuis la reconstruction ou augmentation. Cette loi injuste gêne infiniment les bénéficiers, leur fait différer, le plus qu'il est possible, le rétablissement des maisons, expose les locataires et les voisins, nuit à la propriété et à l'embellissement des villes. La seconde est le droit qu'on exige pour les biens qu'ils échangent, comme s'ils ne mettoient pas dans le commerce autant qu'ils en tirent.

Il demande que cette loi soit révoquée, comme aussi l'arrêt du Conseil du Roi du sept septembre 1785, qui assujettit les gens de main-morte à recourir aux commissaires députés dans les provinces, avant que de pouvoir reconstruire, réparer les bâtimens, soit de leur clôture, soit hors d'ycelle; disposition qui par ses longueurs est nuisible à l'exploitation des biens de campagne et expose à des pertes irréparables dans les circonstances urgentes.

Le Clergé se soumet avec plaisir à tous les impôts ainsi qu'à toutes charges publiques converties en impôt. Il a défendu avec force ses privilèges contre l'autorité arbitraire; il n'en reconnoit aucun devant la nation. Telle a toujours été sa

doctrine : elle est pure et digne de lui. Mais en même tems qu'il fait cette déclaration, que réclament les bons principes, il a droit de demander et il demande, avec toute la force que donne la justice la plus rigoureuse, que sa dette soit dorénavant à la charge de la nation. Ce principe est consigné clairement dans l'ouvrage de M. Neker sur l'administration des finances, où ce que paye le Clergé en intérêt de sa dette ou remboursement des capitaux est regardé comme une imposition publique pour les besoins de l'État. Ce serait donc par une suite de ce principe l'imposer deux fois que de le soumettre à de nouvelles impositions égales à celle des autres citoyens et de lui conserver les anciennes. Ce principe a aussi été consacré dans la première assemblée des Notables et se retrouve tout entier dans le mémoire qui leur fut présenté en voulant assujettir le Clergé aux contributions communes. On y établit que ce seroit une surcharge injuste que de lui laisser les contributions actuelles. On charge de celles-ci le Roi par un projet d'aliénations successives, qui fut, il est vrai, réprouvé, mais qui consacre bien évidemment le droit que nous réclamons.

Ce droit est en effet incontestable et un peu de réflexion et d'analyse le rendra sensible.

Qu'on remarque d'abord que le Clergé dans ses dons ordinaires a toujours imposé sur lui, comme il vient de le faire à la dernière assemblée, la somme entière qu'il accordoit au Roi et qu'il n'a eu recours à la voie des emprunts que pour les dons extraordinaires qui les nécessitoient. Cette observation est le résultat exact de l'histoire de nos dons. Ce que nous avons accordé par ces dons extraordinaires est donc d'une nature toute différente, non que nous prétendions par là que ces dons extraordinaires n'ont pas été de véritables dons. En accordant même des sommes énormes, indépendamment de ses impositions indirectes dans un espace de temps très racourci et dans un tems où les autres privilégiés ne payoient presque rien, il a voulu faire un véritable don.

Mais comme ces emprunts, auxquels le Clergé répugnoit

naturellement, ont été forcés parce qu'il n'y avoit aucuns moyens d'imposer des sommes si rapidement et si inégalement demandées; que cette forme a d'ailleurs été sollicitée par le roi lui-même; que l'intérêt plus ou moins considérable de ces emprunts s'est trouvé constamment inévitable par le fait du gouvernement; que dans le temps où le Clergé marchoit rapidement vers sa libération il en a vu s'éloigner le terme par de nouvelles demandes contre lesquelles il avoit des promesses solennelles; qu'enfin le Roi lui-même a approuvé et sanctionné le plan de remboursement par lequel le Clergé s'engageoit à s'acquitter entièrement dans un interval déterminé : il suit évidemment que la nation ne peut en ce moment imputer au Clergé les intérêts d'une dette qu'il a été forcé de contracter, qu'il n'a contractée que pour elle et sur des demandes auxquelles il n'a jamais su résister, parce que les besoins de l'État en étoient le motif; qu'il ne peut par conséquent, sans la plus formelle injustice, en être puni par l'obligation de subir une nouvelle imposition, sans aucun égard à celle qu'il supporte pour l'acquit de cette dette; enfin, qu'ayant dû croire, d'après les engagements formels, qu'il ne seroit plus fatigué par des demandes extraordinaires et qu'il pourroit effectuer sa libération suivant le plan consacré par l'autorité du Roi, la nation ne peut non plus que le Roi substituer un nouvel ordre de choses d'après lequel il ne seroit tenu aucun compte de ces engagements, de cette sanction, et que par une dernière conséquence le Clergé ne peut absolument consentir à être imposé conjointement avec tous les autres citoyens qu'autant que la nation se chargera du restant de la dette que le gouvernement l'a forcé de contracter, et qu'à raison des demandes successives, toujours équivalentes ou supérieures aux sommes remboursées, il n'a pu jusqu'à ce jour acquitter entièrement.

En un mot, le Clergé est précisément dans la même position que les autres provinces constituées en pays d'État, qui, sur les demandes du gouvernement, ont accordé à différentes époques leurs dons gratuits par voie d'emprunt et n'ont pu

parvenir à un entier remboursement. Indubitablement, elles ne soumettront pas à l'imposition générale qu'autant que leur dette passera à la nation. C'est la même chose que nous réclamons en ce moment et c'est le même principe qui nous dirige.

Il sera pénible à l'État sans doute de prendre sur son compte tous ces engagements, mais la justice le demande. L'embarras qui en résulte prouve seulement les inconvéniens de la forme des dons accordés par voie d'emprunt. Mais il n'en est pas moins prouvé que ces inconvéniens doivent être à la charge du gouvernement, lorsque c'est lui qui a sanctionné et même le plus souvent provoqué cette forme de subsides.

L'augmentation des portions congrues, provoquée par le vœu général, nous paroît sous tous les rapports un point de justice rigoureuse. Si l'on remonte à l'origine des dîmes, tout annonce qu'elles furent destinées particulièrement par les peuples aux pasteurs qui leur administroient les sacremens, et le principe qui établit que le droit commun de la dîme appartient au clocher semble avoir consacré cette origine. Quelque intéressants que soient d'ailleurs plusieurs décimateurs, il est donc évident que ce n'est qu'à la charge de céder sur la dîme dont ils jouissent ce qui est nécessaire pour l'honnête entretien du curé qu'ils ont pu légitimer leur possession, et comme il est démontré de toute manière que la portion congrue prise sur cette dîme, même dans l'état d'augmentation où elle se trouve depuis peu, est entièrement insuffisante pour des curés dont la délicatesse se refuse presque toujours à la demande du casuel, et chez qui la vertu même réduisant les besoins personnels semble demander plus de ressources parce qu'elle y substitue les besoins des malheureux, on doit regarder comme incontestable qu'il est nécessaire, qu'il est urgent de l'accroître considérablement, sauf à trouver des moyens de conserver des établissemens utiles dont une telle augmentation entraîneroit la ruine.

Ce vœu du clergé d'Autun, en même temps qu'il est dicté

par la justice, nous semble l'expression même de la loi. Ici se présente naturellement un problème à résoudre. Louis XIV en 1686 assura sur la dîme aux curés portionnaires la somme de 300 livres, et certes personne ne s'avisa de penser que cette somme étoit trop forte. Il est donc parfaitement juste que l'équivalent de cette somme leur soit accordée en ce moment. Tel a même été le vœu du législateur dans les loix subséquentes, mais ce vœu a toujours été mal rempli. Quoiqu'on ne puisse pas parvenir dans ce rapprochement à une précision rigoureuse, il nous a semblé, en nous aidant de tous les moyens de calcul, qu'il existe une disproportion frappante et toute au désavantage des pasteurs congruistes entre cette première somme et celle qui leur a été accordée dans la suite, et qu'on ne peut la faire disparaître qu'en leur accordant au moins 1,000 livres; les 300 l. du tems de Louis XIV renfermoient un peu plus de onze marcs d'argent équivalent depuis longtemps à près de 560 l. par le seul changement que la loi a introduit. Il falloit donc commencer par leur assurer cette somme dès l'année 1758.

Ce n'est pas tout. Depuis un siècle, la somme du numéraire s'est considérablement multipliée en France. Onze marcs d'argent ne doivent donc plus actuellement correspondre à une aussi grande quantité de denrées qu'en 1686. Il en faut nécessairement plus; par conséquent les 560 l. actuels ne valent pas les 300 l. du tems de Louis XIV.

Qu'on ajoute en troisième lieu, qu'indépendamment de ces deux causes d'où il résulteroit au moins la somme de 650 l. les impôts énormes ont dû accroître de beaucoup le prix des denrées, à les prendre surtout dans leur généralité.

Qu'à l'époque de 1686, les curés congruistes jouissoient des *noales*¹ qui leur ont été enlevées et dont la valeur pour un grand nombre étoit considérable.

1. Les *noales* étoient une dîme perçue sur les terres nouvellement mises en culture et qui n'étoient pas sujettes à la dîme primitive.

Que les offrandes de la piété ayant extrêmement diminué, leurs moyens de subsistance se trouveroient affoiblis quand même toutes choses d'ailleurs fussent restées égales. Enfin, que le luxe porté à son comble, sans atteindre directement la classe des curés qui a su se maintenir dans la simplicité première, a multiplié autour d'eux la misère et par là accru considérablement leurs besoins. En réunissant ces causes, il est impossible au calculateur le plus sévère de ne pas élever au moins à 4,000 l. la somme qui doit représenter le même degré d'aisance dont jouissoient en 1686 les curés à qui la loi accordoit 300 l., et afin que cette juste proportion ne puisse plus désormais être altérée, il est nécessaire de fixer la portion congrue à une quantité de froment représentative de la somme de 4,000 l. au moins, payable toutefois en argent au taux des mercuriales, lequel sera arrêté de dix en dix ans ou suivant le prix moyen des denrées pendant les dix années précédentes.

La portion congrue de MM. les curés devant être élevée à 4,000 l., celle de MM. les vicaires et desservans, qui est la moitié de la leur, doit être portée à 500 l. Il est même plus facile de sentir la nécessité de donner cette somme à MM. les vicaires que de ne pas sentir la nécessité de leur accorder une somme plus forte. Il faut leur assurer une subsistance honnête et 500 l. peuvent à peine y suffire. Il est évident que leur portion congrue doit être fixée en grains, de la même manière que celle de MM. les curés.

Que dans les paroisses où les dîmes abandonnées et les fonds ne suffisent pas à la portion congrue, ainsi qu'elle sera fixée, il y sera pourvu par les réunions, suppressions, nouveaux arrondissements qui seront faits dans une forme aussi simple et facile qu'ils seront jugés utiles.

Que dans les villes surtout où il n'y a que deux mille habitants et où il existe plus d'une paroisse, elles seront réunies en une seule, ainsi qu'il est ordonné par la déclaration du roi du 2 septembre 1786, et que les évêques seront tenus de faire lesdites unions dans l'espace de trois ans.

Il a remarqué que l'édit de 1768, concernant les portions congrues des curés porte une disposition qui paroît une méprise du gouvernement. L'intention bien marquée de Louis XV étoit d'améliorer et non de détériorer le sort des pasteurs du second ordre. Cependant par l'événement, les curés qui ne sont point dans le cas d'opter la portion congrue sont dépouillés d'un droit précieux par un édit qui paraît tout de faveur ; pourquoi, il sera ordonné que la dîme, tant dans les anciens défrichements que dans les nouveaux, leur sera accordée, et que les dîmes inféodées qui ne sont point réunies à la glèbe seront sujettes à payer la portion congrue et autres charges des autres décimateurs : elles sont dîmes ecclésiastiques puisqu'elles ne payent pas le droit d'amortissement lorsqu'elles retournent à l'Église.

Que les portions congrues des curés de l'ordre de Malthe qui, quoique soustraites à l'administration du clergé, doivent intéresser sa sollicitude, soient portées au même taux que les autres portions congrues du royaume et que l'on concerte en même temps avec l'ordre de Malthe les moyens de les soustraire à une amovibilité qui diminue leur attachement à leur place, l'utilité de leur ministère et peut rendre vaines sans effet les loix les plus sages sur l'amélioration de leur sort.

Qu'il soit assuré à MM. les curés et autres coopérateurs dans le saint ministère une retraite honorable et utile dans les Chapitres soit de cathédrale, soit de collégiale, à patronage ecclésiastique, à laquelle ils pourront prétendre après quinze années de service rendu à la religion dans l'exercice de ses fonctions sacrées, et qui en leur assurant un nouvel état dans la société les fasse passer de la considération attachée au service présent à celle que mérite une place honorable devenue la récompense d'un travail utile. A l'effet de quoi il leur sera réservé un tiers des canonicats et prébendes de cette nature dans toutes les cathédrales, collégiales ou autres corps auxquels ils auront le droit exclusif d'être nommés, toute autre nomination à ces places étant de plein droit nulle et de nul effet.

On suivra pour les nominations le même ordre qui est observé pour les gradués, c'est-à-dire que pendant deux mois déterminés on ne pourra nommer aux places vacantes que le plus ancien des curés qui auront fait notifier au Chapitre leur droit, et pendant les deux autres mois le choix se fera indifféremment parmi eux tous.

Il pense que l'éducation de la jeunesse, qui est l'espérance de la religion et de la patrie, est un des objets les plus importants qui puisse occuper les États Généraux. Qu'il est essentiel que les peuples des campagnes soient instruits des principes de la religion, de la probité et des règles des mœurs; que la lecture peut seule préparer les succès de l'instruction des pasteurs; qu'il est par conséquent nécessaire qu'il soit établi dans toutes les paroisses de campagne, sous l'inspection des évêques et des curés, des maîtres d'école qui, en donnant aux enfants l'intelligence de leur langue, les préparent à entendre les éléments de la religion et à acquérir les connoissances utiles à la société.

Qu'il conviendrait de confier l'éducation du peuple des villes aux frères de la Doctrine chrétienne, dont le régime et le zèle inspirent une juste confiance, ou à d'autres congrégations animées du même esprit de charité, et de consacrer les revenus de quelques bénéfices ou établissements moins utiles à cette œuvre excellente. Qu'il seroit nécessaire de confier aussi les collèges à des corps ecclésiastiques et religieux; que les particuliers portent souvent moins d'émulation et toujours moins d'unité dans l'enseignement, que le désaccord de leurs associations passagères est le moindre inconvénient qu'elles présentent, au lieu que les corps ecclésiastiques et religieux trouvent toujours quelque jouissance à préparer le bonheur des familles et l'espoir de la religion et de la société; que l'esprit des corps et une noble et sainte émulation les soutiennent dans leurs paisibles et honorables travaux, et qu'un principe d'unité, un centre commun qu'ils reconnoissent dans leurs supérieurs, rappellent constamment leurs talents, leurs

vertus, leurs plans d'instruction à un même but, à l'éducation la plus utile parce qu'elle est la plus chrétienne.

Que la surveillance des premiers pasteurs de l'Église est la seule qui convienne aux collèges et qui les honore en les dirigeant ; que toute autre administration, en substituant aux juges naturels de l'instruction des surveillants arbitrairement choisis dans une classe de citoyens qui ne connoît pas les tendres inquiétudes et les soins paternels du zèle des pasteurs, écarte l'influence utile sans pouvoir la remplacer ; que les réclamations des Assemblées du Clergé à ce sujet doivent être d'autant plus favorablement accueillies que les évêques ne demandent que des peines et en offrent les avantages à la société.

Que la nécessité de faciliter aux jeunes élèves des collèges et surtout des séminaires leurs longues et dispendieuses études devient de jour en jour et plus pressante et plus sensible ; que ceux qui en se consacrant à Dieu dans les monastères y trouveroient les trésors de la grâce et les présents de la charité refluent dans nos maisons d'éducation avec des talents et des semences de vertus, mais sans fortune ; qu'en réparer les torts c'est se préparer l'avantage de recueillir dans la suite avec usure les dons qui leur seront offerts ; que l'intérêt même de la société exige qu'on pourvoie par des unions de bénéfices à l'établissement de ces pensions utiles, et que la sagesse engagera sans doute à les distribuer en concours qui excite l'émulation, encourage les talents, influence le zèle et récompense le mérite.

Que si une éducation religieuse développe le germe de la vertu, la lecture des livres contre la religion et les mœurs le détruit, et qu'en rendant l'opinion incertaine et flottant sur les principes, en substituant aux doux sentiments de la vertu les mouvements inquiets des passions ils altèrent jusque dans sa source le bonheur si désiré des hommes, si inconnu aux pécheurs, si accessible au juste ; que cependant depuis plusieurs années ils se répandent dans les villes et même dans les

campagnes avec une rapidité étonnante et une profusion funeste ; que le clergé général du royaume s'est occupé d'un projet de règlement qui réprimerait cette licence dangereuse ; qu'il est indispensable de lui donner le caractère sacré de la loi et d'en maintenir l'exécution par une surveillance sévère.

Que les hopitaux, destinés à donner à l'humanité souffrante des consolations et des secours, malgré le zèle des administrateurs, sont loin de la perfection à laquelle ils peuvent atteindre ; qu'il est essentiel de leur donner des règlements dont les bases soient de procurer aux pauvres, aux malades qui y sont reçus, aux moindres frais possibles, les soins les plus attentifs, les plus éclairés et les plus efficaces ; qu'il faut que les médecins et les chirurgiens des hôpitaux soient obligés, en leur fixant des honoraires proportionnés à leurs services, d'avoir un livre journal sur lequel ils inscriront les noms des malades, le jour de leur entrée, les soins et les remèdes qui leur sont successivement donnés, le succès ou l'insuccès des traitements, et de présenter au bureau, à des époques fixées et rapprochées, et leur livre journal et le résultat de leurs observations.

Que MM. les curés, dans les hôpitaux où les évêques même sont administrateurs, soient admis à l'administration ; les connoissances du détail étant attachées à l'exercice de leurs fonctions, qu'ils ayent dans les bureaux l'influence qu'exigent les lumières qu'ils peuvent y apporter, et la facilité qu'ils doivent acquérir de contenir par les secours de la charité les pauvres dans les formes du devoir ou de les y rappeler ; que l'administration enfin soit non seulement sage mais qu'elle soit assez publique pour qu'elle paroisse telle et aux riches qui lui donnent et aux pauvres qui en reçoivent des secours.

Que l'humanité et la religion réclament la suppression de la mendicité ; qu'elle n'est pas aussi difficile qu'elle le paroît ; qu'il faut fixer les pauvres dans le lieu de leur naissance et les y occuper ou les secourir ; que ce double objet peut être

rempli par des bureaux, des manufactures, des ateliers de charité ; que les premiers fonds qui doivent être consacrés à ces établissements nécessaires sont les sommes destinées dans quelques paroisses à des distributions manifestement abusives de pain et d'argent, à certains jours fixes, où se forment des assemblées tumultueuses, se présentent indistinctement les pauvres et ceux qui ne le sont pas et se multiplient les désordres et les scandales ; que ces sommes seroient utilement employées et selon le vœu religieux des fondateurs en en confiant l'administration à ces bureaux de charité ; que les décimateurs devroient être obligés à verser dans la caisse de ces bureaux le vingt-quatrième de la dîme qu'ils perçoivent dans les paroisses où ils seroient établis, la dîme ne leur étant cédée qu'à la charge de l'aumône, et le paiement de cette somme ne pouvant être regardé que comme l'acquittement d'une dette sacrée ; qu'il seroit fait une quête dans chaque paroisse relative à cet objet intéressant ; que tous les paroissiens seroient invités à réunir leur secours et que le gouvernement n'exigeroit sur les dons qui seroient faits par donation ou par legs que la somme modique qui seroit nécessaire pour en constater l'authenticité, puisque les dons faits à ces bureaux seroient les présents faits à la patrie ; que dans les villes où il y a des hôpitaux établis pour la suppression de la mendicité, les administrateurs, nonobstant le texte des lettres patentes qui porteroit que les pauvres ne pourroient être secourus que dans lesdites maisons, puissent avec sagesse répandre au dehors les secours qu'il seroit sage d'accorder pour prévenir la mendicité, toute administration éclairée devant tendre à prévenir le mal plutôt qu'à le réparer ; qu'enfin il conviendrait d'établir dans chaque ville épiscopale un bureau pour la suppression de la mendicité auquel Sa Majesté destineroit dans une juste proportion les sommes déjà consacrées dans différentes provinces à la suppression de la mendicité ; qu'il y fut fait les unions [de bénéfices] nécessaires, et que les personnes charitables des différents diocèses dont les aumônes ne seroient pas absorbées

par les besoins de leurs paroisses fussent invitées à y porter leurs utiles secours.

Que le Clergé soit autorisé à s'occuper dans sa première assemblée ou dans un concile national de la conservation du dépôt de la foi et des mœurs, de la discipline générale de l'Église de France, de la conduite régulière de toutes les classes des Bénédictins et de la réforme de tous les abus que le laps des tems et le défaut de tenue des conciles auroient pu introduire jusque dans le gouvernement le plus saint.

Que, si les élections ne peuvent pas être rétablies dans leur intégrité, il soit du moins permis aux personnes qui y auroient droit anciennement de présenter trois sujets à Sa Majesté, dont un du diocèse et deux des autres diocèses du royaume, parmi lesquels le Roi choisira sans doute le plus digne.

Que MM. les curés soient autorisés à se réunir par archiprêtres, non seulement dans les synodes, mais encore toutes les fois que pourroient l'exiger les affaires particulières de cette classe intéressante de bénéficiers.

IV

AFFAIRES PARTICULIÈRES DU DIOCÈSE D'AUTUN.

Les justes réclamations qui viennent d'être faites concernant le Clergé en général conduisent naturellement à s'occuper des besoins du diocèse d'Autun en particulier. On ne les présentera que dans un léger aperçu et sans presser sur les motifs sages qui appuient toutes les demandes qu'on doit former.

La première regarde la Chambre ecclésiastique dont l'organisation est évidemment vicieuse presque sur tous les rapports. On pense que la réforme de cette Chambre, faite sur le plan donné en 1770 par le diocèse de Troyes et adopté par quelques autres diocèses, remédieront à tous les abus dont les curés surtout sont fondés à se plaindre.

Le régime et l'administration des paroisses embrassant une multitude d'objets, tous relatifs aux besoins les plus intéressants des peuples, il est évident qu'on ne peut y pourvoir qu'à l'aide des coopérateurs qui viennent au secours des pasteurs et qui les secourent dans leur ministère. On demande en conséquence que dans toutes les paroisses il y ait toujours des vicaires établis dans un nombre proportionné à celui des communians, qui sera à raison d'un par mille dans les villes, et d'un par cinq cents dans les campagnes, et que la portion congrue de ces vicaires soit payée par les décimateurs sur la simple requête des paroissiens présentée à l'ordinaire, et au cas de l'insuffisance des dîmes ladite portion congrue soit assignée sur les bénéfices dont la réunion servira à la dotation des curés indigents.

La disette des ministres de la religion, dont nous sommes menacés par la décadence des ordres religieux, fait désirer qu'il soit établi dans la ville épiscopale une sorte de communauté ecclésiastique composée : 1^o de tous MM. les vicaires qui se seront attachés aux différentes paroisses de la ville; 2^o des ecclésiastiques qui sortent du séminaire revêtus du sacerdoce pour se former aux fonctions du ministère et être ensuite envoyés au service des différentes paroisses. Sa Majesté sera suppliée pour remplir cet objet, d'adjuger les maisons et revenus des communautés religieuses éteintes ou à éteindre, tant pour servir de logement que de dotation à ladite communauté.

Il existe dans le diocèse d'Autun un grand nombre de paroisses où il y a des hameaux alternatifs : c'est-à-dire qui sont une année d'une paroisse et une année d'une autre, et même de différents diocèses. Cette distribution est sujète aux plus grands inconvénients qu'on aperçoit au premier coup d'œil. Il paroît donc juste que chacun de ces hameaux soient réuni d'une manière fixe et invariable à la paroisse la plus voisine, et que le Roi en ordonnant cette réunion, sans néanmoins toucher aux droits des dîmes, veuille bien en sim-

plifier les formes, afin qu'on ne soit pas arrêté par des oppositions qui retarderoient une opération essentielle au bien spirituel des peuples.

On s'est proposé dans la ville épiscopale, conformément aux ordonnances de Sa Majesté, de réunir plusieurs petites paroisses afin de faciliter la dotation de celles qui resteront. La seule réunion d'une paroisse à l'autre n'opèreroit pas tout le bien qu'on peut en attendre. Un ordre plus exact dans la distribution des paroisses est indispensable et les limites de chacune doivent être fixées de manière qu'elles ne soient pas enclavées l'une dans l'autre. C'est pourquoi Sa Majesté sera suppliée d'ordonner que Monseigneur l'évêque sera autorisé à faire ces réunions; et afin que la multitude des opérations et les différentes formes qu'il faudra y mettre n'en puissent pas trop éloigner l'exécution, il sera ordonné que les oppositions seront jointes au fond pour y faire droit en procédant au décret et à l'homologation.

On se plaint dans les paroisses des poursuites que l'on éprouve de la part de la ferme pour obliger les fabriques à mettre leur livre de recette et de dépense en papier timbré, ainsi que ses comptes rendus par les fabriciens : ce qui devient une charge dispendieuse pour les fabriques pauvres. On demande que Sa Majesté veuille bien permettre que ce livre de recette et de dépense de la fabrique soit en papier simple, pourvu que l'arrêté du compte, qui doit servir à la charge et à la décharge du fabricant de la fabrique, soit en papier timbré.

On voit avec peine la multitude des cabarets établis dans les villes et dans les campagnes, et les *apports* ou assemblées qu'a introduit un prétexte de dévotion sont une source de désordres contraires aux bonnes mœurs. Ils occasionnent la ruine des familles, les querelles, l'oubli de tous les devoirs, la violation des jours consacrés au culte divin. En vain le zèle des pasteurs s'élève contre ces désordres; en vain l'attention des magistrats et du ministère public s'est porté sur ces abus; en

vain les lois du royaume ont fait des deffenses et décerné des peines : la violence du mal a résisté à tous les remèdes. Sa Majesté est priée de prendre en considération ces désordres et de fournir des moyens pour y remédier.

Les meilleures institutions cessent souvent d'être un bien par l'abus que l'on en fait. Ce seroit cependant un mauvais moyen que de détruire l'institution pour faire cesser l'abus. Il faut donc pour obvier au mal donner à l'institution une direction qui la remette dans les vues que se sont proposé ceux qui l'ont établie. Il y a dans plusieurs paroisses de ce diocèse des fondations établies pour distribuer dans des tems marqués une certaine quantité de pain à tous les misérables qui se présenteront. Ces sortes de distribution, dans les endroits où elles sont, sont appelées *Donnes*. On distribue à toutes personnes qui se présentent, soit paroissien, soit étranger, sans examiner s'ils ont réellement besoin de l'aumône qui seroit nécessaire à ceux qui souffrent. Ceux qui sont dans l'habitude de mendier viennent de toutes parts demander cette aumône qui devient commode à la mendicité et peu utile à la pauvreté. Sa Majesté sera suppliée d'ordonner que l'on fasse un usage plus utile au soulagement des pauvres de ces fonds qui leur sont destinés et qui quelquefois sont considérables : l'établissement des bureaux de charité formés par des réglemens sages, tels qu'on en voit dans plusieurs villes du royaume paroît le meilleur moyen d'employer ces fonds au soulagement des malheureux. On voit souvent dans les campagnes des malheureux périr faute de secours, des femmes enceintes privées de sages-femmes assez instruites pour leur procurer une heureuse délivrance. On demande que les paroisses soient autorisées à procurer à des chirurgiens instruits des avantages et des gratifications, afin de les engager à s'établir parmi eux, mais on demande en même tems que ceux qui veulent exercer cet art aient fait de bonnes études et qu'il ne leur soit permis de travailler dans les campagnes que lorsqu'on se sera assuré de leur capacité.

Le besoin des sages-femmes instruites est encore plus grand. L'ignorance dans cet emploi si intéressant pour l'humanité a tous les jours les suites les plus funestes, et combien de femmes dans les campagnes se mêlent de l'exécuter sans avoir les connoissances suffisantes ! Sa Majesté sera suppliée d'ordonner qu'aucune femme ne pourra exercer cet emploi sans être suffisamment instruite et sans avoir été examinée par les maîtres de l'art, et que dans les paroisses où on ne voudroit pas prendre cet objet en considération elles seront cependant obligées de se conformer aux vues que l'on se propose et de faire la dépense nécessaire pour les remplir.

Les pauvres des paroisses de campagne n'ont pas les ressources que peuvent avoir les pauvres dans les villes, et les pasteurs qui s'intéressent à leur soulagement sont affligés de n'avoir aucuns moyens de pourvoir à leurs plus pressants besoins. On demande que dans les paroisses où il y a différents décimateurs ecclésiastiques chacun de ces décimateurs soit obligé de donner chaque année une somme d'argent ou une certaine quantité de bled qui pourroit être la vingt-quatrième partie, comme il est d'usage dans quelques provinces, pour le soulagement des pauvres de la paroisse, et que dans celles où il y a des dîmes inféodées, Sa Majesté soit suppliée d'ordonner la même chose à ceux qui les possèdent, puisqu'en acquérant les dîmes de l'église ils sont tenus d'être obligés à cette charge primitive de la dîme dont une partie devoit être employée au soulagement des pauvres.

La quantité de malheureux qui refluent journellement des campagnes dans les villes pour y trouver une subsistance plus aisée, jointe à celle des pauvres desdites villes qui n'est pas moins considérable, fait désirer depuis longtemps une administration qui procureroit à tous ceux des pauvres qui seroient plus ou moins capables de travail une subsistance à l'aide de quelques ouvrages utiles auxquels ils seroient employés, et à ceux qui seroient hors d'état de travailler, des secours proportionnés à leurs besoins, et parvenir ainsi, autant que faire

se pourra, à banir dans ce diocèse la mendicité. Entre tous les moyens capables de procurer l'exécution de ce projet, on pense qu'il seroit à propos d'établir dans les différentes villes du diocèse, et notamment dans celle d'Autun où la mendicité est plus étendue : 1° des manufactures, soit en laines qui sont bonnes et abondantes dans les pays circonvoisins, soit en fil dont la matière est assez abondante dans le voisinage, soit en coton dont nous jouissons déjà des fruits d'une filature qui ne demande qu'à être étendue et perfectionnée, soit en faïence, dont on vient de découvrir à une lieue de la ville d'Autun une terre qu'on a jugée propre à cette opération, soit en poterie dont nous avons déjà une abondante matière, et autres denrées capables d'être employées utilement; 2° d'établir un atelier de charité où tous les gens en état de travailler pourront en tous les tems trouver de l'ouvrage et des outils nécessaires au genre de travail qu'on pourroit établir; et dans ce cas on pense que les bois comme matière la plus commune est celle qui pourroit être employée dans ces ateliers à la confection de toutes sortes d'ouvrages grossiers qui seroient d'un usage le plus ordinaire et d'une journalle consommation, et pour aider à cet établissement et pourvoir en même temps au besoin public, l'on voudroit que tout particulier put y trouver en tous les tems un nombre d'ouvriers pour tous ouvrages, en composant toutes fois pour le prix avec le directeur de ces établissements; 3° établir des bureaux de charité composés de personnes charitables qui voudroient bien se prêter à cette bonne œuvre, faire refluer dans ledit bureau toutes les aumônes qui se font dans les villes, pour être réparties d'après un plan d'administration générale rendu public, de manière que tous les pauvres puissent être suffisamment soulagés.

Sa Majesté est suppliée de vouloir prendre en considération ces différents projets proposés et d'ordonner que tous les fonds destinés aux œuvres pies par les fidèles soient employés sur la réclamation de Monseigneur l'évêque à faire le fond desdits établissements.

Signé sur la minute : † Ch. MAU. DE TALLERAND-PÉRIGORD, évêque d'Autun, président; l'abbé DE VARÈSE archidiacre de Flavigny et vicaire général du diocèse; BRETIN puîné chanoine; DECHEVANES chanoine scindic de la cathédrale; DE LA VILLE-NEUVE, chanoine de la cathédrale; ROCHÉ curé de S. Jean de la Grotte et S. Pancrace d'Autun; SICELIER curé de S. Quentin d'Autun; TAVERON prieur curé de S. Symphorien; GEORGE archiprêtre curé de Couches; A. B. CHASSAGNE curé de Sully; BOISSON curé de Reclesne; l'abbé DESRENAUDES chanoine de l'église et vicaire général du diocèse; l'abbé LE MAITRE; BIDAUT chanoine; F. FORNERON procureur de S. Martin; BRUNET curé de Saint-Jean l'Évangéliste; DOUHERET curé de Bourbon-Lancy, et l'abbé PINOT, secrétaire.

Collationné, par nous greffier en chef du baillage d'Autun soussigné, à l'original qui a été remis à Monseigneur l'évêque d'Autun, suivant le procès-verbal ci-après.

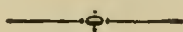
FRAGNIÈRE greffier en chef.

Extrait des registres du greffe du baillage d'Autun. Cejour-d'hui dix avril 1789 de relevée, nous Jean-Baptiste Raffatin doyen des conseillers du baillage d'Autun, faisant les fonctions de lieutenant général, nous avons donné acte de la remise qui nous a été présentement faite par M. Pinot prévôt de la collégiale de cette ville, secrétaire de l'ordre du clergé, de l'original par nous coté et paraphé, que nous avons sur champ remis au seigneur évêque d'Autun député, pour le déposer au secrétariat de l'ordre du clergé aux États généraux, et le seigneur évêque s'est soussigné avec nous et le greffier, M. le grand bailly étant absent.

Signé † CH. MAU. évêque d'Autun, RAFFATIN et FRAGNIÈRE.

FRAGNIÈRE greffier en chef. ¹

1. Publié d'après un Recueil manuscrit appartenant à M. Eugène Abord-Sibuet.



APPENDICE

ICONOGRAPHIE

DES

DÉPUTÉS DE SAONE-ET-LOIRE

AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789

On connaît l'enthousiasme général qu'excita la convocation des États généraux de 1789, les espérances qu'elle avait fait naître, la faveur universelle dont les nouveaux élus furent l'objet. A la prose et à la poésie, qui célébraient à l'envi leur mérite, s'ajouta bientôt le burin, empressé, lui aussi, de reproduire les traits de ceux dans lesquels l'opinion se plaisait à voir les fondateurs de la liberté et les pères de la patrie. Plusieurs entreprises se formèrent dans ce but. Les meilleurs dessinateurs et les plus habiles graveurs mirent leur art en commun pour répondre à l'empressement et à l'avidité curieuse d'un public idolâtre, et leur œuvre nous a conservé les traits de la plupart des députés des bailliages de France. Nous disons la *plupart*, seulement, parce que le temps manqua pour l'achèvement de l'entreprise. Quand, après une session de 29 mois, l'Assemblée constituante eut prononcé sa dissolution et remis le pouvoir législatif aux mains de ses successeurs, il s'en fallait bien que la collection fût complète. Plus lent, en effet, que la lithographie et surtout que la photographie, le burin des divers artistes, qui se partagèrent la tâche, ne put guère graver plus de 756 portraits sur près de 1,200 membres

dont se composaient les États généraux. Parmi ces portraits, les premiers gravés se répandirent promptement et en grand nombre dans le public : aussi se rencontrent-ils encore facilement aujourd'hui. Mais, dans les derniers mois de la session, l'entrain n'était plus le même. L'enthousiasme s'était beaucoup refroidi. Trop hardis pour les uns, trop timides pour les autres, les députés avaient cessé de plaire. Soit que leur œuvre constitutionnelle n'ait pas réalisé toutes les espérances, soit par l'effet des troubles qui accompagnèrent la discussion de la nouvelle constitution et des désordres qui suivirent sa mise en action, le public se montra moins curieux et les derniers portraits gravés restèrent chez les éditeurs. Bientôt même, passés à l'état d'objets suspects, devenus un danger autant qu'un embarras pour leurs détenteurs, dans l'espérance de temps meilleurs qui se firent longuement attendre, ils furent enfouis, en tas, dans des caves où l'humidité acheva l'œuvre de l'indifférence. Certains de ces exemplaires même, remis au jour avant destruction complète, portent encore la trace de leur long enfouissement. Aussi, ces derniers, peu répandus dans le public, sont-ils restés assez rares et se rencontrent-ils moins facilement que les premiers. Enfin, quelques portraits, 174 environ, dessinés et prêts pour la gravure, ne furent même pas gravés et ne se trouvent que dans les collections de la Bibliothèque nationale.

Parmi les différents éditeurs, qui ont concouru à cette vaste entreprise, Déjabin, Le Vachez, Vérité, Bonneville, Claessens, etc., le premier est celui qui a publié le plus grand nombre de ces portraits. Ceux qui portent sa signature se rencontrent en trois états : avant la lettre, avant le numéro, avec le numéro.

Sans nous étendre davantage, nous allons indiquer les portraits gravés ou seulement dessinés des députés des quatre bailliages qui ont formé le département actuel de Saône-et-Loire.

I. — BAILLIAGE D'AUTUN.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice de), né à Paris, le 7 mars 1754, abbé de Saint-Denis de Reims en 1775, agent général du clergé en 1780, nommé évêque d'Autun, le 2 novembre 1788, sacré à Issy, le 16 janvier 1789, élu député du clergé du bailliage d'Autun aux États généraux, décédé à Paris, le 17 mai 1838.

Il existe près de 60 portraits de M. de Talleyrand, sans compter les caricatures. On indiquera seulement ici ceux qui se rapportent à la période des États généraux. Dans les quatre premiers, le personnage est représenté avec la croix pectorale :

1. — *Perrin* del. Dessin, in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. IV, p. 150, qui a servi à l'exécution du numéro suivant.

2. — *Perrin* del. *Courbe* sc. in-8°.

Légende : C^{ies} M^{ce} DE TALLEYRAND-PÉRIGORD, évêque d'Autun né à Paris en 1754, député d'Autun à l'Assemblée nationale de 1789. *Déjabin*.

3. — *L. A. Claessens* sculp. in-8°.

Légende : CH. M. TALLEYRAND-PÉRIGORD. ¹

4. — *Sans nom de graveur*, in-12.

Légende : C. M. TALLEYRAND-PÉRIGORD.

5. — *F. Bonneville* del. et sculp., in-8°.

Légende : CH. M. TALLEYRAND-PÉRIGORD, Encien (sic), évêque d'Autun, dep^{té} à l'Assemblée Nat^{le} constitution^{le} de 1789.

DIGOINE (Ferdinand-Alphonse-Honoré de), marquis du PALAIS, né à Dunkerque, le 16 mai 1750, député de la noblesse du bailliage d'Autun aux États généraux de 1789,

1. Ce portrait de Talleyrand n'est pas indiqué dans le catalogue de Soliman Lieutaud.

émigré après la dissolution de l'Assemblée, aide de camp du comte de Provence en 1791, capitaine au régiment de Salm au service de l'Angleterre en 1798, maréchal de camp en 1814, mort à Versailles, le 18 février 1832 :

1. — *Labadye* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale.

2. — *Labadye* del. Letellier, sc. in-8°.

Légende : M. DE DIGOINE, m^{is} du Palais, député du bail^{le} d'Autun aux États généraux de 1789. *Déjabin*.

REPOUX (Jean-Marie), né à Bourbon-Lancy, le 14 avril 1743, député du tiers état du bailliage d'Autun aux États généraux, mort à Vergoncey, commune de Cury, canton d'Autun, le 27 février 1832 :

1. — *Labadye* del. Dessin in-8°, Bibliothèque nationale, t. IV, p. 84, qui a servi à la gravure du numéro suivant.

2. — *Labadye* del. Letellier, sc. in-8°.

Légende : JEAN-MARIE REPOUX, avocat, né à Bourbon-Lancy, le 14 avril 1743, député d'Autun. *Déjabin*.

VERCHÈRE DE REFFYE (Hugues-François), avocat, à Semur-en-Brionnais, député du tiers état du bailliage d'Autun aux États généraux de 1789 :

Labadye del. in-8°. Dessin, non gravé, à la Bibliothèque nationale, t. IV, p. 189.

II. — BAILLIAGE DE CHALON-SUR-SAÔNE.

GENETET (Philibert), né à Chalon-sur-Saône, le 20 novembre 1727, curé d'Etrigny, député du clergé du bailliage de Chalon aux États généraux de 1789 :

1. — Dessin in-4°, à la Bibliothèque nationale.

2. — *Levachez*, in-4°.

Légende : PHILIBERT GENETET, curé d'Etrigni, archiprêtre, député du bail^{le} de Chalon-s.-S., né le 20 novembre 1727.

3. — *Turlure* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale.

4. — *Turlure* del. *Voyez* sc., in-8°.

Légende : PHILIBERT GENETET, curé Détrigni, membre du Comité des Finances, etc. Né à Chalon-sur-Saône, le 20 9^{bre} 1727, député à l'Assemblée nationale de 1789. *Déjabin*.

LOUDOT (François), né à Savigny-en-Revermont, en 1740, curé de la même paroisse, député du clergé du bailliage de Chalon-sur-Saône aux États généraux :

1. — *Perrin* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. III.

2. — *Perrin* del. *Guersand* sc. in-8°.

Légende : M. LOUDOT, curé de Savigny-en-Revermont, né à Savigny, en 1740, député de Chalons-sur-Saône à l'Assemblée Nat^{le} de 1789. *Déjabin*.

Nous ne connaissons aucun portrait dessiné ou gravé des deux députés de la noblesse du bailliage de Chalon, Claude-Henry-Etienne Bernard marquis de Sassenay, et Philibert-Jacques Burignot de Varennes, pas plus que de leur suppléant Bernard de Montessus, comte de Rully.

BERNIGAUD DE GRANGE (Jean-Louis), né à Perrecy-les-Forges, le 25 mars 1740, lieutenant général au bailliage de Chalon-sur-Saône, député du tiers état du même bailliage aux États généraux, mort à Paris, le 29 mars 1798 :

1. — *Labadye* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. III, p. 187.

2. — *Labadye* del. *Le Tellier* sc. in-8°.

Légende : Jⁿ L^{is} BERNIGAUD DE GRANGE Lⁱ Gⁱ et Présid^t de Chalons-sur-Saône, né à Persi en Charolois, le 25 mars 1740. Député de Chalons-sur-Saône aux États Génér^x de 1789. *Déjabin*.

3. — *Sans nom de graveur*, in-12.

Légende : JEAN-LOUIS BERNIGAUD DE GRANGE, Lieutenant

général des Baillage et Siège présidial de Chalons sur Saône, député aux états Généraux de 1789 par le tiers état dudit Baillage.

PACCARD (Antoine-Marie), né à Chalon-sur-Saône, en 1748, député du tiers état du bailliage de cette ville aux États généraux, anobli et nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1814, vice-président du tribunal civil de Chalon en 1816, député en 1817, mort à Chalon, le 10 mai 1826 :

1. — *Labadye* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. IV, p. 12.

2. — *Labadye* : del. *Le Tellier* sc. in-8°.

Légende : ANT^{nc}-MARIE PACCARD, né à Chalons sur Saône en 1748, député du Bail^{gc} de cette Ville aux États Généraux de 1789. *Déjabin*.

SANCY (Charles), né à Chalon-sur-Saône, le 3 juin 1758, député du tiers état du bailliage de cette ville aux États généraux, membre du directoire du département en 1795, maire de Chalon en 1799, nommé en 1807 juge au tribunal de la même ville, puis président en 1816, mort à Chalon, le 15 mars 1831 :

1. — *Labadye* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. IV, p. 135.

2. — *Labadye* del. *R. F. J. Masquelier* sc. in-8°.

Légende : CHARLES SANCY, né à Chalons sur Saône, le 3 juin 1758, député du Bail^{gc} de la même ville à l'Assemblée Nationale de 1789. *Déjabin*.

PETIOT (Jean-Joseph), né en 1751 à Simard (Saône-et-Loire), député du tiers état du bailliage de Chalon-sur-Saône aux États généraux de 1789, nommé en 1795 administrateur du département de Saône-et-Loire, juge au tribunal civil de Chalon en 1810, mort dans la même ville, le 14 février 1833.

Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. IV.

III. — BAILLIAGE DE CHAROLLES.

POCHERON (Sébastien), né à Saint-Berain-sur-Dheune (Saône-et-Loire) en 1745, curé de Champvent¹, député du clergé du bailliage de Charolles aux États généraux de 1789, mort avant 1810.

Perrin del. Dessin à la Bibliothèque nationale, t. IV.

FROTIER DE MESSELIÈRES (Benjamin-Éléonor-Louis), marquis de LA COSTE, seigneur de Digoine, ambassadeur à Deux-Ponts, député de la noblesse du bailliage de Charolles aux États généraux de 1789.

Labadye del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale.

Nous ne connaissons aucun portrait dessiné ou gravé des deux députés du tiers état du bailliage de Charolles, Jean-Baptiste Geoffroy et Claude Fricaud, avocat, subdélégué de l'intendance à Charolles.

IV. — BAILLIAGE DE MACON.

DUCRET (Jean), né à Lyon en 1751, curé de Saint-André de Tournus, député du clergé du bailliage de Mâcon aux États généraux de 1789 :

1. — Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. III, p. 120.

2. — *Perrin* del. *Le Tellier*, sc. in-8°.

Légende : M. DUCRET, curé de S^t André de Tournus, né à Lyon en 1751. Député de Mâcon à l'Assemblée Nationale de 1789. *Déjabin*.

¹. Aujourd'hui hameau de la commune de la Guiche.

MERLE (Marie-André), né à Lons-le-Saulnier, le 27 septembre 1754, maire de Mâcon, député du tiers état du bailliage de Mâcon aux États généraux de 1789, arrêté en 1793, conduit à Lyon et mis à mort.

1. — *Lambert* del. *M^{de} Cernelle* sculp. in-4°. *Levachez*.

Légende : MARIE-ANDRÉ MERLE, maire de Mâcon, Député du Bailliage du ci-devant Maconnais.

Au dessous on lit les vers suivants :

Vrai soutien de Thémis, chérissant la Patrie,
A la fleur de ses ans, malgré la noire envie,
Il se vit élever au glorieux honneur
De venger les Français, d'être législateur.
Ami des citoyens, surtout de la droiture,
Jamais il n'a voté que pour les bonnes loix.
Conservant un cœur droit, une âme toujours pure,
Il a justifié leur attente et leur choix.

2. — *Labadye* del. Dessin in-8°, à la Bibliothèque nationale, t. III, p. 46.

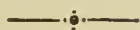
3. — *Labadye* del. *N. F. J. Masquelier* sc. in-8°.

Légende : MARIN [sic] ANDRÉ MERLE, maire de Mâcon. Né à Lons-le-Saulnier, le 27 7^{bre} 1754. Député de Mâcon à l'Assemblée Nationale de 1789. *Déjabin*.

Nous ne connaissons aucun portrait dessiné ou gravé du député de la noblesse du bailliage de Mâcon, Florent-Melchior-Alexandre de la Baume, comte de Montrevel, maréchal des camps et armées du roi, ni du second député du tiers état, Antoine de la Métherie-Sorbier, avocat en Parlement.

Ce catalogue nous donne donc l'indication de seize portraits gravés relatifs à dix des députés des bailliages compris dans le département actuel de Saône-et-Loire, et de quatre autres portraits dessinés : soit en tout vingt portraits de quatorze des députés sur vingt qui avaient été élus.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES



- ACCUSÉS, garanties à leur accorder, pages 18, 315, 316, 346, 356; — indemnité en cas d'innocence reconnue, p. 58, 288, 318, 333.
- AGRICULTURE, doit être encouragée, p. 22, 55, 68, 280, 286, 325, 329.
- AIDES ET GABELLES, leur suppression, p. 6, 15, 28, 31, 48, 70, 76, 109, 135, 142, 153, 168, 172, 183, 215, 235, 319, 320.
- AMENDE, p. 13.
- AMORTISSEMENT (caisse d'), p. 53, 284, 358.
- AMORTISSEMENT (droit d'), p. 51, 350, 366.
- ANNATES, p. 61, 292, 351.
- ANOST (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 3; — ses députés, p. 258; — état de la communauté, p. 9.
- ANTULLY (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 10; — ses députés, p. 258; — état de la communauté, p. 10.
- ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES, p. 6, 17, 277, 292, 305, 307, 335, 346.
- ASSEMBLÉES MUNICIPALES (liberté des), p. 55, 286.
- ASSEMBLÉE PRÉLIMINAIRE (procès-verbal de l'), p. 252.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE, p. 316.
- ASSISTANCE MÉDICALE, p. 130, 327, 380.
- ATELIERS DE CHARITÉ, p. 323, 382.
- AUTUN, son cahier, p. 14; — ses députés, p. 256; — cahier particulier du bailliage, p. 20; — réunion de la viérie et de la prévôté au bailliage, p. 280.
- AUXY (canton d'Autun, S.-et-L.), ses députés, son adhésion au cahier d'Autun, p. 258.

BAILLIAGES (compétence des), p. 6, 70, 110, 155, 176, 183, 216, 237, 277, 305, 307, 308, 335.

BANALITÉ, p. 25, 28, 32, 34, 40, 47, 67, 71, 75, 110, 121, 141, 169, 171, 190, 225, 231, 236, 239, 278, 291, 337.

BANNISSEMENT, p. 19, 275, 333.

BANQUEROUTES, les réprimer plus sévèrement, p. 203.

BANVIN, p. 25, 28, 32, 40, 47, 57, 75, 121, 141, 169, 179, 190, 231, 239, 278, 288, 337.

BARNAY (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 22 ;
— ses députés, p. 258 ; — état de la communauté, p. 23, 24.

BATARDS, leur donner un état civil, p. 56, 287.

BAUX A FERME, prohibitions diverses, p. 12, 56, 208, 287 ; — abus à réformer dans les baux à métairie, p. 22, 24, 27, 37, 46, 68, 74, 115, 116, 121, 141, 153, 187, 188, 234, 237 ; — droit de visite, p. 116, 153 ; — baux des biens de mainmorte, p. 62, 293.

BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES, les affecter aux ecclésiastiques du diocèse, p. 61, 292 ; — pluralité interdite, p. 322, 350 ; — réduction des petits bénéfices-cures, p. 323, 379.

BLAIRIE, p. 328.

BOIS, leur conservation, p. 21, 23, 32, 50, 56, 59, 160, 213, 230, 245, 280, 338 ; — leur aménagement, p. 247, 249, 287 ; — droits d'usage, p. 71, 169, 176, 178, 216, 238, 247 ; — répression des délits, p. 229, 246.

BOIS COMMUNAUX, p. 248, 290 ; — des corporations religieuses, p. 248 ;
— des particuliers, p. 249.

BOISEMENT des terrains communaux, p. 249.

BOURBON-LANCY (arrondissement de Charolles, S.-et-L.), cahier particulier du tiers état du bailliage, p. 295.

BOURGUIGNONS, leur privilège de ne pouvoir être traduits en justice hors de leur ressort, p. 6, 20, 44, 194, 280, 338, 340, 346, 362.

BRION (canton de Mesvres, S.-et-L.), son cahier, p. 24 ; — ses députés, p. 259.

BROYE (canton de Mesvres, S.-et-L.), son cahier, p. 27 ; — ses députés, p. 259 ; — état de la communauté, p. 30.

CABARETS, en diminuer le nombre, p. 25, 42, 119, 192, 379.

CAMPAGNES, mesures à prendre pour prévenir leur désertion, p. 22.

CANAU, p. 20, 166, 279, 338.

CANONICATS, les réserver aux anciens curés, p. 61, 292, 372.

CAPITATION, p. 87, 115, 177, 201.

CASUEL, le diminuer, p. 170; — le supprimer, p. 13, 21, 70, 203, 216, 235, 339, 351.

CENS (rachat des), p. 60, 184, 198, 216, 234, 278, 291.

CENTIÈME DENIER, p. 15, 198, 273, 321, 330, 348; — sur les baux, p. 59, 290; — sur les offices, p. 18, 274.

CHAMPART, p. 13, 198.

CHASSE, libre exercice, p. 165, 291; — pénalités, p. 318.

CHEMINS RURAUX, p. 83, 157, 197, 200, 241, 280, 338.

CHIRURGIENS, en exiger des garanties de capacité, p. 174, 324; — leur envoi dans les campagnes, p. 327, 380.

CLERGÉ (ordre du), son cahier, p. 353; — affaires générales du clergé de France, p. 364; — affaires particulières du diocèse d'Autun, p. 377.

CLERGÉ RÉGULIER, vente de ses biens, p. 151, 153; — suppression de communautés, p. 135, 151, 323; — ordres mendiants, p. 62, 293; — âge pour les vœux, *ibid.*

CODE CIVIL, p. 5, 57, 235, 275, 288, 333; — criminel, p. 19, 235, 274, 288, 314, 315, 322, 356; — militaire, p. 325.

COLLONGE-LA-MADELEINE (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 35; — ses députés, p. 265; — état de la communauté, p. 35.

COLOMBIERS, p. 60, 202, 291.

COLPORTEURS, doivent être domiciliés, p. 322.

COMMERCE, le rendre libre, p. 7, 15, 26, 31, 52, 70, 215, 273, 284, 319, 322, 330, 349, 356.

COMMISSAIRES AUX SAISIES RÉELLES, leur suppression, p. 335.

COMMITTIMUS (droit de), p. 6, 30, 44, 58, 107, 142, 182, 194, 233, 289, 308, 362.

COMMUNAUX, leur usurpation par les seigneurs, p. 23, 27, 29, 49, 77, 82, 159, 233, 238, 327; — leur partage, p. 71, 221; — revendication des droits d'usage et de pacage, p. 71, 143, 160, 202, 216.

COMPÉTENCE (jugements de), leur suppression, p. 29, 45, 49, 77, 122, 196.

CONCILES NATIONAUX ET PROVINCIAUX, p. 364, 377.

CONCORDAT (abolition du), p. 61, 292.

CONFISCATION (abolition de la), p. 19, 58, 275, 288, 333.

CONSTITUTION (nécessité d'une), p. 14, 69, 145, 184, 214, 234, 243, 250, 271, 329, 354.

CONSULAIRE (justice), p. 7, 18, 276, 278, 306, 334, 335, 336.

CONTRAINTE PAR CORPS, ne pas l'exercer pour le paiement des impôts, p. 26, 31, 49, 122, 168; — son emploi en matière civile, p. 59, 290, 356.

CONTREBANDE (délits de), p. 59, 290, 320.

CONTRÔLE (droits de), les réduire et les tarifier, p. 8, 15, 28, 31, 43, 48, 73, 76, 110, 142, 168, 198, 222, 229, 232, 235, 242, 273, 320, 330, 333, 348; — en attribuer la connaissance aux tribunaux ordinaires, p. 15, 43, 119, 243, 273, 320, 330, 348; — prescriptibles, p. 203, 273, 321, 330.

CORDESSE (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 46; — ses députés, p. 259; — état de la communauté, p. 49, 50.

CORVÉES, les racheter, p. 328; — les supprimer, p. 12, 15, 52, 70, 82, 99, 109, 121, 139, 141, 166, 171, 186, 197, 208, 215, 231, 272, 291, 331; — corvées pour l'entretien des routes, p. 12, 52, 72, 102, 136, 239, 283.

COTES D'OFFICE, leur suppression, p. 12, 20, 26, 46, 70, 83, 111, 120, 136, 141, 153, 158, 166, 197, 199, 208, 215, 222, 240, 279, 294, 337.

COUCHES (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 51; — ses députés, p. 259.

COUHARD (commune d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 63; — ses députés, p. 258; — état de la communauté, p. 66.

CUIRS (droits sur les), p. 53, 70, 215, 273, 284.

CURDIN (canton de Gueugnon, S.-et-L.), son cahier, p. 66; — ses députés, p. 259.

CURÉS, diminuer leurs impositions, p. 176; — les admettre aux États de la province, p. 43, 127, 194, 363; — augmenter leur portion congrue, p. 21, 23, 26, 28, 43, 61, 76, 127, 142, 195, 232, 243, 281, 292, 339, 351, 369; — sont tenus des réparations locatives aux presbytères, p. 327.

CURGY (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 69; — ses députés, p. 260.

CUSSY-EN-MORVAN (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 71 ; — ses députés, p. 260 ; — son seigneur, p. 73 ; — état de la communauté, p. 71.

DÉLITS RURAUX, leur répression, p. 229.

DÉPENSES DE L'ÉTAT, doivent être réduites et contrôlées, p. 347, 357 ; — rendues publiques chaque année, p. 53, 284, 297, 358.

DÉPUTÉS, leur inviolabilité, p. 344 ; — pouvoir général qui leur est donné, p. 4, 27, 147, 233, 352 ; — députés de la ville d'Autun, p. 256 ; — des bourgs, paroisses et communautés, p. 257 à 266 ; — élus commissaires, p. 267 ; — iconographie des députés des bailliages d'Autun, Chalon-sur-Saône, Charolles et Mâcon, p. 385 à 392.

DETTES DE L'ÉTAT, p. 51, 104, 161, 215, 272, 282, 296, 301, 329, 346, 358 ; — du clergé, p. 61, 69, 151, 153, 292, 368.

DIJON, adhésion au cahier du tiers état de cette ville, p. 13, 65, 84, 152, 161, 200, 227, 241 ; — ressort du parlement, p. 58, 289.

DIMES, p. 13, 150, 156, 206, 220, 239 ; — des menus grains, p. 60, 291 ; — leur destination, p. 113, 369, 378, 381.

DOMAINE DU ROI, son administration, p. 54, 329, 348 ; — son aliénation, p. 15, 151, 152, 272, 301, 330, 348, 358.

DON GRATUIT, p. 53, 321, 360, 367.

DRACY-SAINT-LOUP (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 74 ; — ses députés, p. 260 ; — état de la communauté, p. 77, 78.

DROITS DOMANIAUX, les tarifer, p. 320.

DROITS FÉODaux ET SEIGNEURIAUX, les racheter ou les abolir, p. 8, 13, 16, 60, 68, 71, 99, 131, 136, 139, 198, 216, 234, 290.

ÉLECTIONS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX, en régler la forme, p. 51, 63.

ENFANTS TROUVÉS, création d'hospices pour les recevoir, p. 21, 280, 338.

ÉPICES, leur suppression, p. 17, 308, 362.

ÉPINAC (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 79 ; — ses députés, p. 260 ; — état de la communauté, p. 79.

ÉTANG (canton de Saint-Léger-sous-Beuvray, S.-et-L.), son cahier, p. 81 ; — ses députés, p. 260 ; — état de la communauté, p. 81, 82.

ÉTATS DE LA PROVINCE DE BOURGOGNE, réformes dans l'administration, p. 4, 12, 23, 65, 95, 231, 360 ; — formation des États, p. 64, 70, 106, 115, 142, 145, 197, 215, 235, 279, 293, 301, 337 ; — vote par tête,

p. 65, 83, 111, 127, 173, 181, 301; — admission des habitants des campagnes, p. 26, 32, 49, 57, 77, 121, 127, 169, 193, 233; — périodicité des États, p. 19; — leur suppression, p. 136.

ÉTATS GÉNÉRAUX, leur formation, p. 105, 282, 294; — leur périodicité, p. 14, 64, 69, 105, 136, 145, 180, 214, 250, 271, 296, 328, 344, 345; — institution d'une commission permanente, p. 69, 214, 297, 298, 299, 300.

EVÊQUES, les obliger à la résidence, p. 61, 151, 153, 292, 322, 351; — les autoriser à donner toutes dispenses, p. 281, 339.

EXPROPRIATION (indemnité en cas d'), p. 147, 273, 331, 355.

FAILLITE, dépôt du bilan, p. 278, 336.

FERMES GÉNÉRALES, leur suppression, p. 26, 67, 68, 183, 232, 294.

FERS (droits sur les), p. 73, 330.

FÊTES CHÔMÉES, p. 62, 281, 293, 339.

FILLES ENCEINTES, pénalité pour défaut de déclaration de grossesse, p. 57, 288.

FINANCES de l'État, y rétablir l'ordre, p. 4, 15, 285, 297; — de la province, en publier tous les ans l'état de situation, p. 280, 338.

FLÉTRISSURE, p. 294, 318, 332.

FOIRES ET MARCHÉS, p. 111, 114, 279, 337.

FORGES, nuisibles à la conservation des forêts, p. 21, 56, 229, 245, 280, 287, 338.

FOSSÉS DES CHATEAUX (réparation des), p. 25, 28, 39, 47, 75, 118, 141, 190, 225.

FRAIS DE JUSTICE, les réduire, p. 36, 96, 150; — les tarifer, p. 6, 275, 311, 312, 313.

FRANC-FIEF (droit de), p. 53, 273, 284, 322, 330.

FRANCHISE DES ENTRÉES DANS LES VILLES, abolir tous les privilèges, p. 288.

GARDES FORESTIERS, augmenter leurs gages, p. 247.

GARDES PARTICULIERS, mesures à prendre pour assurer la véracité de leurs procès-verbaux, p. 8, 28, 41, 47, 75, 142, 192, 279, 337; — leur interdire le port du fusil, p. 25, 232.

GARENNES, p. 153, 279, 337.

GLENNE (châtellenie royale de), droits fiscaux, p. 191.

GLUX (canton de Château-Chinon, Nièvre), son cahier, p. 83; — ses députés, p. 260.

GOUVERNEUR DE LA PROVINCE, p. 56, 274, 287, 296, 331.

GRAINS (commerce des), p. 57, 97, 294, 324.

GRURY (canton d'Issy-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 84; — ses députés, p. 261; — état de la communauté, p. 84.

GUET ET GARDE, p. 60, 71, 99, 131, 278, 291, 336.

GUEUGNON (arrondissement de Charolles, S.-et-L.), son cahier, p. 93; — ses députés, p. 261; — ses justices seigneuriales, p. 95.

HARAS, p. 130, 279, 338.

HÔPITAUX, leur entretien, p. 62; — leur administration, p. 293, 375.

HUILES (droits sur les), p. 273, 330.

HUISSIERS-PRISEURS, leur suppression, p. 41, 119, 139, 186, 194, 198, 209, 242.

IGORNAY (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.) son cahier, p. 105; — ses députés, p. 261.

IMPÔTS, ne peuvent être établis sans le concours de la nation, p. 4, 14, 31, 49, 64, 69, 145, 168, 176, 215, 233, 235, 250, 272, 296, 329, 349; — leur répartition, p. 26, 34, 52, 65, 70, 79, 115, 122, 149, 197, 215, 219, 223, 229, 233, 283, 358; — en exempter les journaliers, p. 25, 32, 42, 169, 192, 233; — impôt territorial, p. 4, 70, 215; — sur les capitaux, p. 346; — sur le revenu, p. 229; — sur les domestiques, p. 123.

INDIRE, p. 13, 60, 71, 99, 198, 207, 278, 291, 336.

INSTRUCTION PUBLIQUE, p. 55, 286, 313, 314, 323, 365, 373, 374.

INTENDANTS, leur suppression, p. 55, 286.

ISSY-L'ÉVÊQUE (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), ses cahiers, p. 109, 111; — ses députés, p. 261.

JURÉS-PRISEURS, leur suppression, p. 17, 60, 73, 135, 276, 291.

JURY (établissement du), p. 18, 274, 332, 357.

JUSTICE (officiers de), leur recrutement, p. 16, 58, 207, 288, 289, 305, 309, 310; — leur élection par les justiciables, p. 64.

JUSTICES SEIGNEURIALES (compétence des), p. 17, 23, 25, 39, 47, 75, 83, 107, 122, 136, 141, 168, 189, 198, 199, 209, 231, 240, 243, 277, 289, 305.

LA CHAPELLE-AU-MANS (canton de Gueugnon, S.-et-L.), son cahier, p. 33; — ses députés, p. 261; — état de la communauté, p. 33, 34.

LA COMELLE (canton de Saint-Léger-sous-Beuvray, S.-et-L.), son cahier, p. 37; — ses députés, p. 261.

LAIZY (canton de Mesvres, S.-et-L.), son cahier, p. 118; — ses députés, p. 261.

LA MOTTE-SAINT-JEAN (canton de Digoin, S.-et-L.), communauté non comparante, p. 266.

LA SELLE (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 31; — ses députés, p. 262; — état de la communauté, p. 33.

LÉGISLATION (unité de la), p. 11, 304.

LÉSION (action en), p. 9, 18, 26, 29, 32, 45, 48, 77, 169, 195, 276, 290, 334.

LETTRES DE CACHET, p. 5, 151, 153, 273, 299, 330.

LETTRES DE SURSIS AUX DÉBITEURS, leur suppression, p. 29, 32, 48, 76, 169, 290, 335, 350, 356.

LEYDE, p. 322.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE, p. 16, 147, 151, 199, 273, 300, 344, 356.

LODS ET VENTES, p. 99, 136, 166.

LOTERIES, leur suppression, p. 53, 284, 332, 356.

LOUPS (destruction des), p. 84, 167, 200, 241, 279, 337.

LOUVETERIE (suppression des charges de), p. 242.

LUCENAY-L'ÉVÊQUE (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 122; — ses députés, p. 262.

LUXE, en arrêter les progrès, p. 325.

MAINMORTE (rachat de la), p. 24, 27, 32, 34, 36, 39, 47, 67, 75, 80, 99, 107, 110, 121, 135, 139, 141, 158, 160, 165, 170 185, 189, 220, 224, 231, 239, 291, 323, 332, 336.

MAISON MILITAIRE DU ROI, p. 54, 284, 285.

MAITRISES ET JURANDES, p. 20, 272, 331, 349.

MAITRISE DES EAUX ET FORÊTS D'AUTUN, son cahier, p. 244.

MANLAY (canton de Liernais, Côte-d'Or), son cahier, p. 124; — ses députés, p. 262; — état de la communauté, p. 124.

MARCHESEUIL (canton de Liernais, Côte-d'Or), son cahier, p. 125; — ses députés, p. 262; — son procès avec le chapitre, p. 132.

- MARCIGNY-SUR-LOIRE (arrondissement de Charolles, S.-et-L.), demande à ressortir au bailliage de Semur-en-Brionnais, p. 340.
- MARÉCHAUSSEE, en augmenter l'effectif, p. 20, 43, 68, 83, 193, 199, 241, 280, 338.
- MARIAGE (oppositions au), p. 18, 26, 29, 45, 48, 76, 121, 184, 195, 276, 334.
- MENDICITÉ, la supprimer, p. 21, 23, 26, 28, 42, 48, 110, 114, 119, 169, 193, 237, 280, 323, 338, 350, 375, 382.
- MESSAGERIES ROYALES, supprimer leur privilège, p. 56, 287.
- MÉSUS, les réprimer, p. 24; — réformer le règlement, p. 9, 37, 70, 96, 165, 188, 216, 276, 290; — prescription d'un an, p. 58, 289.
- MESVRES (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 133; — ses députés, p. 262; — état de la communauté, p. 134; — plaintes contre le prieur, *ibid.*
- MILLAY (canton de Luzy, Nièvre), son cahier, p. 137; — son adhésion au cahier de Saint-Léger-sous-Beuvray, p. 138; — ses députés, p. 263.
- MILICE, inégalité de l'impôt, p. 7, 72, 88, 102, 166; — le convertir en argent, p. 8, 12, 25, 28, 32, 41, 52, 75, 103, 110, 119, 191, 206, 208, 232, 283, 324; — le supprimer, p. 15, 22, 70, 179, 215, 240, 272, 331.
- MINAGE, p. 56, 287, 349.
- MOLOY (commune d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 138; — ses députés, p. 264; — état de la communauté, p. 264.
- MONITOIRES, ne doivent être accordés que dans les cas graves, p. 104, 165, 275, 333, 365.
- MONNAIE, n'en point altérer le titre, p. 53, 272, 284, 330, 350; — faire battre de la petite monnaie, p. 7, 20, 272, 330.
- MONTCEINIS (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), cahier particulier du tiers état du bailliage, p. 282.
- MONTHELON (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 141; — ses députés, p. 299.
- MORILLON (commune de la Motte-Saint-Jean, canton de Gueugnon, S.-et-L.), son cahier, p. 151; — ses députés, p. 263.
- MORLET (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 148; — ses députés, p. 265; — état de la communauté, p. 148, 149.
- MOULINS, exagération des droits de mouture, p. 98, 139, 150, 179, 186, 236, 279, 291, 337.

MUNICIPALITÉS, doivent être élues, p. 20, 55, 65, 92, 280, 286, 304, 339, 360; — rendre compte chaque année, p. 55, 286, 339.

NEUVY (canton de Bourbon-Lancy, S.-et-L.), son cahier, p. 152; — ses députés, p. 263; — état de la communauté et doléances particulières, p. 154, 155.

NOBLESSE (ordre de la), son cahier, p. 343.

NOBLESSE, la réserver au mérite, p. 64, 273, 331, 351; — l'attacher à certains offices de magistrature, p. 313.

NOTAIRES, leur réduction, p. 25, 28, 40, 47, 75, 121, 186, 191; — leur recrutement, p. 314.

NYON (commune de Saint-Sernin-du-Plain, canton de Couches, S.-et-L.), son cahier, p. 156; — état de la communauté, *ibid.*

OCTROIS, leur suppression, p. 16, 26, 28, 44, 48, 53, 76, 120, 142, 195, 281, 284, 339.

OFFICES (droits fiscaux sur les), p. 18, 53, 274, 284, 331.

OFFICIALITÉS, dispenser les laïques d'y plaider, p. 44, 185.

OFFICIERS MINISTÉRIELS, leur recrutement, p. 314; — tarification de leur salaire, p. 183, 311, 313.

ORDRES (les trois), leur participation égale aux charges publiques, p. 4, 15, 22, 27, 29, 31, 46, 49, 64, 65, 69, 73, 77, 83, 109, 120, 122, 127, 134, 141, 146, 151, 157, 163, 167, 171, 185, 196, 199, 204, 215, 222, 233, 234, 240, 242, 250, 272, 296, 329, 348, 366; — leur maintien, p. 343; — nécessité de leur concours pour la confection des lois et le vote des impôts, p. 344, 363.

ORNÉE (commune d'Autun, S.-et-L.), communauté non comparante, p. 266.

PAPIER (droits sur le), p. 273, 330.

PARLEMENTS (compétence des), p. 17, 305, 307.

PÉAGE, p. 349.

PÊCHE, libre exercice, p. 165; — pénalités, p. 318.

PEINES, leur nature, p. 57, 288, 315; — peine de mort, p. 19, 275, 317; — doit être réservée aux seuls meurtriers, p. 332; — ne plus la prononcer pour les vols domestiques, p. 57, 288; — ne peut être appliquée sans la ratification du roi, p. 275, 333.

PENSIONS, leur réduction ou leur suppression, p. 5, 53, 285, 296, 347.

PERCEPTION (frais de), p. 5, 23, 25, 29, 31, 34, 49, 68, 77, 110, 122, 123, 129, 140, 142, 152, 153, 168, 187, 218, 235, 242, 279, 337, 349.

POIDS ET MESURES, leur uniformité, p. 11, 15, 55, 165, 184, 286, 322.

POLICE MUNICIPALE, p. 304.

POSTE, inviolabilité des lettres, p. 273, 330, 345, 357.

PRESCRIPTION DE L'ACTION EN LÉSION, p. 9, 29, 276; — des droits de contrôle, p. 273, 321, 330; — des redevances seigneuriales, p. 47, 60, 168, 229, 278, 291, 324, 337.

PRÉSIDIAUX (compétence des), p. 6, 23, 29, 49, 77, 110, 122, 196, 198, 237, 277, 305, 306, 307, 308, 335.

PRESSE (liberté de la), p. 16, 273, 294, 297, 331, 345, 357.

PRÊT A INTÉRÊT, p. 7, 16, 23, 25, 28, 41, 47, 56, 75, 108, 119, 136, 141, 169, 183, 191, 198, 222, 232, 236, 274, 286, 322, 332, 350.

PRÉVÔTÉS, leur suppression, p. 315.¹

PRISONS, amélioration de leur régime, p. 275, 333; — prison d'Autun, son insuffisance, p. 42, 193.

PRIVILÈGES, leur abolition, p. 59, 123, 290, 349.

PROCÉDURE CIVILE, en réduire les formalités, p. 57, 106, 181, 224, 232, 288, 311, 333, 355; — admettre l'opposition aux jugements par défaut, p. 25, 39, 47, 75, 189.

PROCÉDURE CRIMINELLE, en réformer les abus, p. 5, 18, 28, 43, 48, 76, 106, 122, 182, 193, 274, 309, 315, 316, 317, 318, 346, 356.

QUESTION PRÉALABLE, son abolition, p. 19, 275, 317, 333.

RAGE (remède contre la), p. 207.

RECEVEURS DES CONSIGNATIONS, leur suppression, p. 335.

RECEVEURS DES FINANCES, leur suppression, p. 5, 72, 135, 232, 294; — réduire leurs appointements, p. 20, 162, 175, 182, 236, 349.

RECEVEURS DES TAILLES, leur suppression, p. 72.

RECLESNE (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 157; — son adhésion au cahier d'Autun, p. 158; — ses députés, p. 263.

REDEVANCES SEIGNEURIALES, p. 32, 39, 50, 71, 78, 80, 99, 107, 121, 143, 166, 168, 179, 184, 185, 198, 216, 228, 229, 278, 291, 336; — suppression de la solidarité des débiteurs, p. 23, 25, 29, 32, 75, 108, 121, 141, 168, 190, 226, 230, 232, 336.

RELIGION CATHOLIQUE, doit être déclarée seule religion de l'État, p. 364 ; — inviter les évêques à unifier le rite, *ibid.*

RENTES FONCIÈRES, leur rachat, p. 221.

REPAS (commune d'Auxy, canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 159 ; — état de la communauté et doléances particulières, *ibid.*

RESPONSABILITÉ DES MINISTRES, p. 284, 297, 329.

RETENUE, p. 166, 171.

RETRAIT LIGNAGER, p. 8, 18, 24, 27, 32, 38, 46, 60, 74, 168, 189, 231, 276, 291 ; — censuel et féodal, p. 60, 291.

RIGNY-SUR-ARROUX (canton de Gueugnon, S.-et-L.), son cahier, p. 161 ; — ses députés, p. 263 ; — état de la communauté, p. 165, 167.

ROUSSILLON (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 167 ; — ses députés, p. 263 ; — état de la communauté, p. 169.

ROUTES, participation des trois ordres à leur entretien, p. 22, 33, 140, 141, 153, 158, 186, 203, 219, 236.

SAGES-FEMMES, en exiger des garanties de capacité, p. 381.

SAINT-AGNAN-SUR-LOIRE (canton de Digoïn, S.-et-L.), son cahier, p. 170 ; — ses députés, p. 264.

SAINT-ANDRÉ-HORS-CITÉ (commune d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 177 ; — ses députés, p. 257 ; — état de la communauté, p. 177.

SAINT-BLAISE (faubourg d'Autun, S.-et-L.), communauté non-comparante, p. 266.

SAINT-DENIS-DE-PÉON (canton d'Autun, S.-et-L.), communauté non-comparante, p. 266.

SAINT-DIDIER-SUR-ARROUX (canton de Saint-Léger-sous-Beuvray, S.-et-L.), communauté non-comparante, p. 266.

SAINT-ÉMILAND (canton de Couches, S.-et-L.), son cahier, p. 178 ; — ses députés, p. 264 ; — état de la communauté, p. 178.

SAINT-FORGEOT (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 179 ; — ses députés, p. 264 ; — état de la communauté, p. 179.

SAINT-JEAN-LE-GRAND (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 180 ; — ses députés, p. 257.

SAINT-LÉGER-DU-BOIS (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 185 ; — ses députés, p. 264 ; — état de la communauté, p. 185.

SAINT-LÉGER-SOUS-BEUVRAY (arrondissement d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 187 ; — ses députés, p. 264.

SAINT-PIERRE-L'ESTRIER (commune de Saint-Pantaléon, canton d'Autun, S.-et-L.), communauté non-comparante, p. 266.

SAINT-PRIX (canton de Saint-Léger-sous-Beuvray S.-et-L.), son cahier, p. 199 ; — ses députés, p. 264.

SAINT-SERNIN-DU-PLAIN (canton de Couches, S.-et-L.), ses cahiers, p. 200, 204 ; — son adhésion au cahier d'Autun, p. 207 ; — ses députés, p. 266 ; — état de la communauté, p. 201, 205, 206.

SAINT-VINCENT-DE-SAINT-SYMPHORIEN-LÈS-AUTUN (commune de Saint-Pantaléon, canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 208 ; — ses députés, p. 257.

SAIZY (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 209 ; — ses députés p. 265 ; — état de la communauté, p. 210.

SANGLIERS (destruction des), p. 167, 279.

SAVIGNY-LE-JEUNE ET CREUSEFOND (communes de Curgy, canton d'Autun, et de Sully, canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 214 ; — ses députés, p. 260.

SAVONS (droits sur les), p. 273, 330.

SEL, sa mauvaise qualité, p. 67, 202, 320 ; — en diminuer le prix, p. 11, 22, 33, 36, 67, 84, 87, 99, 109, 123, 128, 150, 157, 164, 186, 200, 208, 212, 222, 239, 241, 242, 362 ; — le rendre marchand, p. 15, 28, 31, 48, 53, 70, 76, 114, 135, 142, 151, 153, 168, 172, 183, 206, 215, 232, 284, 319, 330 ; — vexations des agents de la gabelle, p. 173, 319.

SEMUR-EN-BRIONNAIS (arrondissement de Charolles, S.-et-L.), demande le maintien de son bailliage, p. 341.

SERVIS, p. 60, 291.

SOLDATS, amélioration de leur sort, p. 54, 274, 285, 331 ; — suppression des peines corporelles, p. 54, 285, 325, 352 ; — logements militaires, p. 55, 286, 359.

SOMMANT (canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 217 ; — ses députés, p. 265 ; — état de la communauté, p. 217, 218.

SUBSTITUTIONS, les réduire à un degré, p. 59, 290.

SULLY-EN-DUCHÉ (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 223 ; — ses députés, p. 265 ; — état de la communauté, p. 226.

SULLY-EN-ROYAUTÉ (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 227;
— ses députés, p. 265.

SUPPLICE, en établir un mode unique, p. 19, 274, 332.

SURVIVANCES, leur suppression, p. 54, 274, 285, 331, 348.

TABAC, sa mauvaise qualité, p. 12, 67, 84, 101, 129, 200, 202, 220, 241;
— en diminuer le prix, p. 36, 80, 150, 212; — le rendre marchand,
p. 12, 53, 67, 70, 135, 151, 157, 206, 215, 284, 330; — vexations des
agents de la gabelle, p. 319.

TAILLE, la réduire, p. 23, 206, 239; — la supprimer ou la rendre
commune aux trois ordres, p. 52, 109, 283.

TAVERNAY (canton d'Autun, S.-et-L.), son cahier, p. 231; — ses
députés, p. 265.

TERRIERS des seigneurs, p. 80, 150, 202, 239, 290.

THIL-SUR-ARROUX (canton de Saint-Léger-sous-Beuvray, S.-et-L.),
son cahier, p. 234; — ses députés, p. 265.

TIERCE, p. 139, 150, 186, 230.

TIERS ÉTAT, son admissibilité à toutes les fonctions, p. 51, 64, 111,
164, 273, 282, 331; — sa représentation égale à celle des deux
autres ordres, p. 83, 111, 137, 144, 199, 204; — cahier général des
quatre bailliages, p. 328.

TINTRY (canton d'Épinac, S.-et-L.), son cahier, p. 237; — usurpation
de ses communaux, p. 238.

TITRES DES COMMUNAUTÉS, leur dépôt aux greffes des bailliages,
p. 59, 290.

TOILES ET ÉTOFFES (droits sur les), p. 273, 330.

TRAITES FORAINES, leur suppression, p. 52, 284, 349.

TRAVAUX PUBLICS, p. 166; — suppression des requêtes aux inten-
dants pour les réparations des édifices communaux, p. 23, 30, 50,
78, 221, 236.

TRIAGE, p. 71, 125, 216, 355.

TRIBUNAUX, en diminuer le nombre, p. 6; — composition des tribu-
naux supérieurs, p. 58, 289; — suppression des tribunaux d'ex-
ception, p. 17, 59, 276, 305, 334; — ne doivent pas avoir la puis-
sance législative, p. 336.

TUTELLE ET CURATELLE, p. 21, 186, 281.

UXEAU (canton de Gueugnon, S.-et-L.), droits exigés par le curé, p. 294, 340.

VÉNALITÉ DES CHARGES, p. 6, 58, 64, 236, 273, 288, 309, 331; — de la noblesse, p. 16, 236, 273, 331.

VENTE JUDICIAIRE, abolir la procédure des décrets, p. 59, 290.

VERRIÈRE-SOUS-GLENNE (aujourd'hui la Grande-Verrière, canton de Saint-Léger-sous-Beuvray, S.-et-L.), son cahier, p. 240; — ses députés, p. 262.

VERRIÈRE-SOUS-ROUSSILLON (aujourd'hui la Petite-Verrière, canton de Lucenay-l'Évêque, S.-et-L.), son cahier, p. 242; — ses députés, p. 262.

VÉTÉRINAIRES, leur envoi dans les campagnes, p. 327.

VICAIRES, leur nécessité, p. 228, 339, 378.

VINGTIÈME (impôt du), p. 115, 179, 221, 239.

VOTE PAR TÊTE, p. 3, 14, 63, 69, 83, 122, 126, 136, 137, 144, 180, 197, 203, 214, 222, 234, 240, 250, 251, 271, 293, 295, 328.

VOUDENAY-LE-CHATEAU (canton d'Arnay-le-Duc, Côte-d'Or), son cahier, p. 105, 244; — ses députés, p. 266.

ERRATA

Page 3*, ligne 15, *au lieu de* : 21 janvier, *lire* : 21 février.

Page 30*, ligne 8, *au lieu de* : terririal, *lire* : territorial.



123886

HF

Author Charmasse, Anatole Desplaces de(ed.) C482c

Title Cahiers des paroisses & communautés.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

